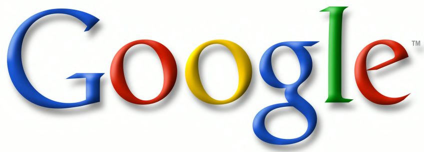
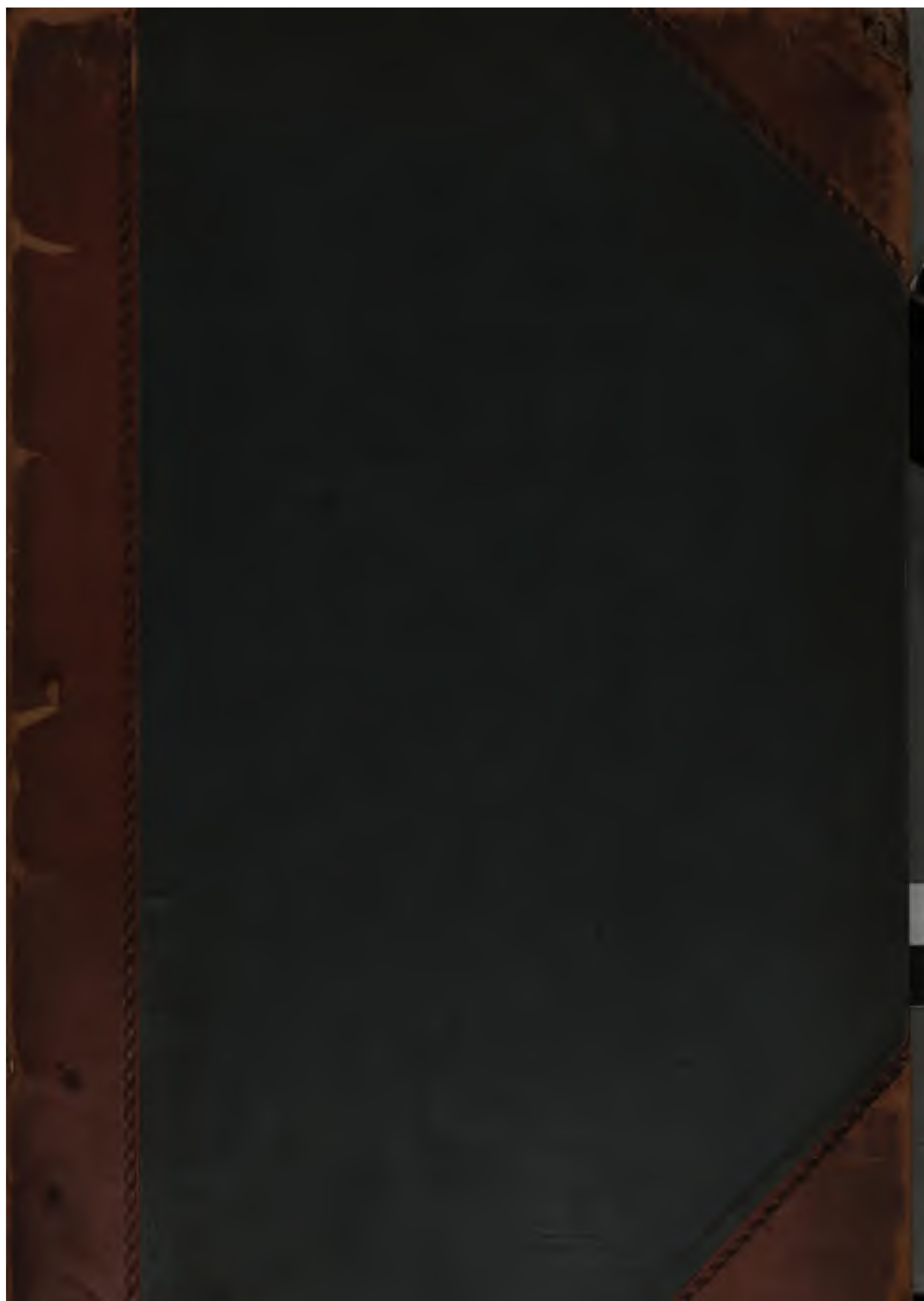






DICTIONNAIRE RATIONNEL

Tant que les hommes n'auront que des mots pour exprimer leurs pensées, il faudra peser les mots.

MIRABEAU.

Puisqu'on ne peut concevoir et par conséquent exprimer des pensées qu'en les rattachant à des signes, il faut, pour que les hommes s'entendent entre eux, que ces signes aient chez tous la même valeur, et pour qu'ils arrivent à posséder la vérité, que la valeur des signes, comme celle des pensées, soit claire et non absurde.

COMMENTAIRE.

Brux. — Imp. de CH. LELONG, rue Royale, 138.

DICTIONNAIRE

RATIONNEL

DES MOTS LES PLUS USITÉS

EN

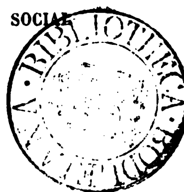
SCIENCES, EN PHILOSOPHIE, EN POLITIQUE, EN MORALE
ET EN RELIGION

AVEC LEUR SIGNIFICATION DÉTERMINÉE

ET LEUR RAPPORT AUX QUESTIONS D'ORDRE SOCIAL

PAR

DE POTTER



La paix du monde est dans l'harmonie des mots, des idées et des choses. Et voilà pourquoi le dictionnaire d'une nation est, à mes yeux, une si grande puissance.

L'évêque DUPANLOUP.

(*Discours de réception à l'Académie française.*)

BRUXELLES ET LEIPZIG
AUGUSTE SCHNÉE, ÉDITEUR
RUE ROYALE, IMPASSE DU PARC, 2

1859


BIBLIOTHECA · BODLEIANA ·
DOMINUS ILLUMINATIO MEA

AVIS.



J'ai publié, en 1848, un volume intitulé : *La Réalité déterminée par le raisonnement, ou questions sociales sur l'homme, la famille, la propriété, le travail, l'ordre, la justice et sa sanction nécessaire, la religion.* A la fin de ce volume se trouvent quelques pages qui portent pour titre : *Liste alphabétique des principaux mots employés dans cet opuscule, avec la détermination de leur valeur.*

Je fis en outre paraître cette *Liste* à part, et je l'intitulai : *A, B, C de la science sociale.*

Le présent *Dictionnaire rationnel* est la reproduction de cet *A, B, C,* mais refondu complétement, et plus que quintuplé par les additions faites à presque tous les anciens articles et par l'adjonction de près de six cents articles entièrement nouveaux; ce qui porte le nombre des mots définis et commentés à environ treize cents. —Les articles inédits sont distingués des autres, dans la table des matières, par un astérisque.

Un mot encore avant de clore cet avis préliminaire. Depuis quatre ans, mon fils prépare un travail qui, partant de la méthode pour rechercher la vérité, se terminera par la réalisation de la société régénérée, assise enfin sur la connaissance de cette vérité éternelle. Ce travail, exécuté avec la concision, la clarté et l'incontestabilité des traités de mathématiques, portera pour titre : *Science sociale.* Il est surtout destiné aux hommes d'étude et de réflexion.

Les articles dont se compose ce *Dictionnaire,* plus particulièrement destiné aux gens du monde, en sont la paraphrase et le développement. Mon fils les a scrupuleusement revus, un à un, de commun accord avec moi. Je lui dois la plupart des définitions qui leur donnent quelque valeur.

Décembre 1858.

PRÉFACE DE L'A, B, C DE LA SCIENCE SOCIALE.

Une organisation stable de la société suppose un bon raisonnement; un bon raisonnement est synonyme d'une langue bien faite; une langue bien faite implique des expressions nettement arrêtées.

L'AUTEUR.

Ces quelques pages sont un travail supplémentaire que nous avons cru utile d'ajouter à la seconde édition de *La Justice et sa sanction religieuse*, publiée récemment sous le titre de : *La Réalité déterminée par le raisonnement* (1).

Comme elles résument nos idées, nous en avons fait un petit traité particulier, qui du reste pourra être joint à la première édition par les personnes qui ne tiendraient pas aux additions dont nous avons augmenté la seconde.

Si nous n'avions eu que cette esquisse sur l'importante matière qu'elle annonce, nous nous serions certes bien gardé de la livrer isolément au public, de peur qu'elle ne fût, par sa concision qu'on pouvait à raison accuser d'obscurité, un sujet d'étonnement et de scandale plutôt que de lumière et d'édification. En effet, une science nouvelle a besoin surtout d'être développée et expliquée surabondamment; se borner à la sécheresse d'un simple exposé, c'est vouloir qu'elle ne soit pas comprise.

Mais nous faisions paraître simultanément avec cet A, B, C, l'ouvrage plus considérable dont il n'est, pour ainsi dire, que la table raisonnée des matières.

Nous avons donc pensé que, par les indications des questions que nous traitons et de la manière dont nous les traitons, cette table alphabétique, facile

(1) Bruxelles, 1848, chez l'auteur, et chez tous les libraires.

à compulser, ferait peut-être naître chez quelques-uns le désir de recourir à ce qui doit nécessairement la précéder pour la rendre intelligible; tandis qu'à ceux qui nous auraient lu, elle servirait d'aide-mémoire pour leur rappeler au moins les points les plus frappants et les doctrines qui leur auraient paru les plus insolites.

Notre *Table,* au moyen de définitions et d'exemples toujours relatifs à la science sociale, a pour but de déterminer la valeur des mots les plus usuels dans cette science, et dont l'indétermination est la cause ordinaire des disputes sans fin auxquelles ils se prêtent.

Pour parler science et société, il faut s'entendre, et pour s'entendre, il faut donner aux mêmes expressions le même sens.

« On croit comprendre, dit Bentham, ce dont on parle habituellement, précisément parce qu'on en parle habituellement. Entre les mots et les choses il y a une telle connexion, que l'on est souvent porté à prendre les uns pour les autres : quand on a des paroles dans l'oreille, on croit volontiers avoir des idées dans l'esprit. Un mot inusité se présente-t-il, le premier mouvement est de s'en défier; on l'examine avec soin pour savoir quel sens peut y être attaché : mais quand un mot familier revient dans la conversation ou dans la composition, on le laisse passer sans contrôle comme une vieille connaissance. Cette longue habitude que l'on a d'user de telle ou telle expression, laisse croire que l'on en a vérifié la valeur. »

Cela posé, nous répéterons ici ce que nous avons dit en d'autres termes dans les prolégomènes de *La Réalité,* savoir que nous ne ménageons aucune opinion, aucun préjugé, aucune école, aucune secte, parce que nous ne voyons de preuves de certitude nulle part, et que nous découvrons le vague, l'absurde et le danger partout.

Nous attaquons hardiment, ouvertement et sous toutes ses formes le matérialisme, cette doctrine universelle aujourd'hui, tant de ceux qui l'avouent que de ceux qui s'en cachent, de ceux qui en ont la conscience que de ceux qui ne s'en rendent pas compte, de ceux qui croient fermement à sa vérité que de ceux qui ne font que mettre en doute s'il y a une autre vérité que la sienne, et si cette vérité est à notre portée, si nous pouvons nous assurer de son existence comme exprimant une réalité. Depuis que la société n'a plus le monopole des développements de l'intelligence, depuis que tout le monde peut librement voir, comparer, juger et prononcer, la vieille croyance vulgaire en un Dieu anthropomorphe, aussi bien que l'opinion philosophique moderne d'un Esprit suprême, distinct du monde, et celle qui sert de dernier refuge au dogme théiste, l'opinion d'un Dieu-Tout, se résolvent pour le raisonneur

conséquent dans le matérialisme, dans le fatalisme; car la liberté n'est, *logiquement,* pas plus possible avec l'existence de Dieu, qu'elle ne l'est avec l'admission de la matière comme principe unique et universel : matérialisme et déisme, ces deux points de départ opposés de raisonnements également faux, ont pour conclusion la négation de toute réalité dans l'homme.

Nous avons promis de tout ramener à la science sociale. Nous demanderons donc où conduit nécessairement le matérialisme mis en pratique socialement? On conçoit qu'au nombre de ceux qui le professent, les fripons affirment qu'il est le vrai principe de l'ordre dans la société, la base réelle de l'union et de la hiérarchie parmi les hommes, la source de la vertu et du dévouement. Mais il leur faut des sots pour les croire : il leur faut des sots pour se laisser imposer une loi du devoir autre que celle de se satisfaire, toujours et en toute chose, aux dépens de quoi et de qui que ce soit, aussi souvent qu'on est le plus adroit ou le plus fort. Encore si cette loi était obligatoire, c'est-à-dire si, en la violant, on était sûr d'encourir une peine plus grande que n'est la jouissance à laquelle on renonce pour y obéir! Mais le matérialiste qui nie toute autre jouissance sera-t-il dévoué, juste, social, pour le seul plaisir de se rendre malheureux? L'extravagance est par trop palpable. Et cependant la société ne vit que de sacrifices. Des égoïsmes terrestres, sans un lien ultra-vital qui les unisse, qui les associe, sont nécessairement en hostilité perpétuelle. Et cette hostilité est alors l'œuvre de la même raison, sur laquelle la société se serait assise si le raisonnement avait eu la religion pour point de départ.

Le matérialisme! Et que serait la société s'il n'y avait de vrai, de réel que lui? Ce que serait l'homme lui-même : une illusion organisée par le hasard, dans un but d'ordre supposé; et l'ordre social ne serait plus qu'une physique sociale, un mécanisme que des êtres se croyant intelligents et libres feraient fonctionner forcément, nécessairement et sans raison!

Après ce que nous venons de dire, le lecteur entrevoit clairement que nous heurtons de front, tant les idées anciennes dans ce que leur application offre d'*actuellement* funeste à l'organisation normale et stable des hommes en société, que les idées nouvelles qui ne les remplaceraient que pour substituer aujourd'hui l'anarchie au despotisme, demain le despotisme à l'anarchie. Passons rapidement en revue ces causes premières des maux dont l'humanité s'efforce si péniblement de se délivrer.

Toutes réunies portent le nom de *science,* c'est-à-dire de connaissances socialement acquises et que l'instruction transmet, en les modifiant sans cesse, d'âge en âge, au moyen du libre examen, de la discussion sans entraves sur toutes choses et pour tout le monde, et de la propagation par toutes les voies

possibles, la presse, la vapeur, l'électricité. Or, la science, telle qu'elle est enseignée généralement, en public et en particulier, par des maîtres ou dans le monde, cette science qui s'infiltre partout, se répand partout, rayonne dans tous les sens, n'a jusqu'à présent de preuves que pour la réalité de la matière et contre toute autre réalité.

La foi aux révélations sacerdotales et aux dogmes théologiques est aussi irrationnelle que la foi aux analogies et aux inductions de la prétendue science. Les religions révélées, du moment qu'elles ont dû se soumettre au jugement individuel, ont perdu tout droit à la direction de la société.

Que dirons-nous des philosophies en faveur, de celles de l'éclectisme et du mysticisme, de l'intuition et du sentiment, qui toutes, relevant de la nature et se fondant sur l'organisation, ne voient, ne peuvent voir et reconnaître que ce qui est physiologique ou physique, ce qui est matériel? Comme les religions populaires, comme le déisme et le panthéisme, d'argument en argument, elles aboutissent nécessairement au néant fatal et final.

Mais si on faisait quelques pas en arrière? Hélas! le peut-on? Et si on le pouvait, où cela mènerait-il? Cela ramènerait inévitablement au point d'où nous voulons nous éloigner. La politique des rétrogrades est condamnée par cela seul qu'elle a pour but de raffermir un ordre de choses auquel a manqué la force de se tenir debout.

La politique des conservateurs n'a pas plus de chances. Conserver, quoi? Ce qui est, ce dont tout le monde se plaint, ce que personne n'ose défendre, si ce n'est comme temporairement nécessaire, jamais comme définitivement juste? Perpétuer les anomalies et les maux de la société? C'est insulter cruellement aux neuf dixièmes du genre humain.

Et les progressistes? Savent-ils où est le but vers lequel ils doivent tendre et quel chemin il leur faut suivre pour y parvenir? N'ignorent-ils point que pour entraîner l'humanité sur leurs pas, elle aussi doit vouloir marcher vers ce but, et ne plus voir devant elle pour échapper à sa ruine d'autre voie ouverte que celle qui y conduit? Comment qualifier alors la politique de gens qui, les yeux fermés, entourés d'obstacles et de précipices, vont et vont toujours?

Est-ce à la monarchie que nous demanderons le repos dont tous sentent le besoin et que les agitations de chacun rendent de plus en plus problématique? Mais telle qu'elle doit être rationnellement comprise pour avoir une signification réelle, c'est-à-dire exécutrice absolue de la raison sociale, la monarchie n'est plus possible, parce que la foi en une raison relative est éteinte socialement, et que la connaissance de la raison absolue n'est pas

encore sociale. Quant à la monarchie dépendante des majorités représentatives ou révolutionnaires, c'est une inutilité trop coûteuse, qui ne fait aucun bien et ne peut empêcher aucun mal.

Et l'aristocratie? La seule qui puisse désormais être légitime dans la véritable acception de ce mot, celle du travail, de l'intelligence, est sans autorité sur une époque ignorante et présomptueuse. L'aristocratie attachée à la noblesse ou à la propriété du sol a fait son temps; la nôtre qui l'a remplacée, l'aristocratie du capital, des écus, imprime à la société la plus dégradante des formes. A défaut de tout prestige, elle n'a pour se maintenir que le recours à la corruption et à la force : à la corruption qui, inévitablement progressive, l'énerve et l'épuise; à la force, dont l'emploi, toujours plus fréquent et plus odieux, la tue. Car l'aristocratie n'est jamais la majorité; et dès qu'il n'est plus possible de cacher au grand nombre, aux représentants réels de la force, qu'on abuse de la force contre eux, c'est-à-dire qu'on les opprime seulement parce qu'on a intérêt à les opprimer, l'instrument de la violence se brise bientôt dans les mains imprudentes qui en sont armées.

La république!... y en a-t-il jamais eu une seule où l'on ait été vraiment libre? Peut-on être libre sans connaître la vérité? A moins qu'on ne le soit en obéissant à la force, aux passions, aux siennes quand on a le pouvoir, sinon à celles des autres; à moins qu'on ne le soit sans se conformer à la raison, sans pratiquer la justice. Et qu'a de commun avec cette liberté la formule républicaine chargée de son luxe de déclarations et de déclamations, de mots ambitieusement vagues et solennellement creux qui trahissent si bien le vide sur lequel elle plane? De vaines formes n'impliquent pas un fond réel; des symboles sont loin d'être des principes, et des principes non démontrés, non sanctionnés immuablement, ne sont rien. On ne décrète ni la vérité, ni la vertu. La fraternité de par la constitution et la loi suppose toujours un frère aîné qui octroie et ordonne, et des frères cadets qui acceptent et obéissent. L'exercice des droits politiques exige chez le prolétaire l'instruction et l'aisance, mais ne lui donne ni des lumières ni du pain. Tant que le pouvoir social ne sera pas l'expression de la raison rendue socialement incontestable, les droits politiques ne pourront être, aux mains de n'importe qui, que des moyens d'exploitation, tantôt par la terreur, tantôt par la ruse. Et *démocratie* ne signifiera que règne d'un peuple sur un autre peuple ou d'une partie d'un peuple sur l'autre partie composée de ses esclaves, ce qui, absolument parlant, n'est pas juste du tout; ou bien règne du peuple sur lui-même, de tous sur personne, ce qui n'est pas du tout rationnel.

Invoquerons-nous le saint-simonisme dont les apôtres rêvaient l'ordre par

l'arbitraire confié à un homme et exercé sur d'autres hommes aussi éclairés et aussi libres que lui, au nom de sa propre autorité d'homme?

Ou le fouriérisme, qui attend la concorde et la stabilité, non de la raison, souveraine conciliatrice, mais de l'on ne sait quel engrenage mécanique des passions inintelligentes?

Ou le faux socialisme, qui se vante d'organiser l'humanité, tantôt par la suppression des éléments dont l'humanité se compose, tantôt par celle des qualités essentielles à l'homme complet, c'est-à-dire à l'homme en société? Ce socialisme, à l'en croire, est la science de la société telle qu'elle doit être; et jamais il ne nous a dit comment elle devait être; jamais il n'a prouvé que l'état actuel des connaissances sociales permettait que la réforme qu'il médite fût non-seulement possible, mais encore réalisable immédiatement, en conséquence de la nécessité sociale sentie par tous? Tous ces points restent dans le doute.

Au rebours du socialisme, l'économie politique se contente de prendre les choses telles qu'elles sont, et s'évertue à les justifier en les expliquant, à les perpétuer en les présentant comme irréformables, système de positivisme matérialiste, pour lequel le fait est le seul droit, pour lequel ce qui est, est aussi tout ce qui doit, tout ce qui peut être.

Généralement, on ne redoute le communisme que comme abolissant la propriété. Mais n'abolit-il pas avec elle le travail, car on ne travaille que pour soi? l'intelligence, car on ne pense que pour produire par le travail? l'ordre, car il n'y a d'ordre que par l'intelligence et pour la propriété? la société, car sans *le tien* et *le mien, toi* et *moi,* il n'y a pas de verbe, pas d'humanité?

Pour notre société moderne, issue de celle où l'exploitation des masses était une condition *sine quâ non* d'ordre et d'existence, et qui elle-même demeure toujours basée sur cette exploitation, quoique devenue une cause active et puissante de désordre, le communisme est une menace incessante de dissolution et de mort; le communisme est ce qu'étaient le christianisme pour la société païenne de nos aïeux, le protestantisme religieux pour la société chrétienne de nos pères, fondées l'une et l'autre sur la foi inviolable, et que le premier libre regard dirigé sur elles, suivi de la première parole d'examen qui n'était point efficacement réprimée, frappait au cœur. Le protestantisme religieux renversa l'ordre qui avait succédé à l'empire romain, l'ordre fondé sur une révélation protégeant le despotisme et appuyé sur la domination nobiliaire du sol; le communisme renversera le seul ordre possible aujourd'hui, celui des majorités bourgeoises, protégées par la puissance de l'or. Le protestantisme fit insurger les rois contre l'unité du pouvoir dont ils étaient les instruments, contre leur

maître, le pape, et les laissa retomber aux mains d'un maître bien autrement exigeant et impérieux, le capitaliste bourgeois. Le communisme poussera la bourgeoisie sur les rois, les prolétaires sur la bourgeoisie, la faim et le désespoir sur les prolétaires, le despotisme sur le désordre, la licence sur l'arbitraire, l'anarchie sur tout le monde. Il n'y aura plus rien alors,... à moins que la vérité ne se montre, que la justice ne soit accueillie de tous.

Ce ne sera certes pas le libéralisme qui nous sauvera. Si les libéraux politiques et civils qui n'ont fait qu'étendre à l'économie sociale le principe théorique de l'examen que les protestants avaient invoqué contre la foi religieuse, pensent sérieusement que la société peut s'établir et demeurer debout sur le doute général, sur l'indifférence universelle, ils professent une inqualifiable ineptie. S'ils ne le pensent pas, nous les sommons d'établir clairement et nettement un principe de certitude, un criterium de la justice et de la raison. Nous soutenons contre eux que, sans cela, il leur est impossible, de toute impossibilité, d'organiser autre chose que l'anarchie, la dissolution, la mort.

Nous en disons autant aux doctrinaires, ces puritains du libéralisme. Le pivot sur lequel ils veulent faire tourner le monde, nous parlons du dogme de la séparation absolue de l'Église d'avec l'État, du spirituel d'avec le temporel, a pour traduction sociale une morale indépendante de toute religion, ou une morale non garantie, non sanctionnée, non obligatoire, ou pas de morale du tout. C'est toujours la question du matérialisme, avec lequel il faut de toute nécessité se résoudre à n'avoir d'autre morale que celle qui livre les imbéciles aux intrigants : c'est toujours la question du matérialisme avec lequel il faut de toute nécessité se résoudre à rompre, si l'on veut avoir une vraie morale, une société : c'est toujours la question du matérialisme dont on ne se débarrassera jamais, à moins qu'on ne cesse de regarder la nature comme susceptible d'intelligence et de sentiment, ou l'ordre moral comme un être voulant, pensant, vivant.

Mais en voilà assez sur des utopies, toutes également éléments de perturbation, causes de souffrance, stimulants pour faire de plus en plus ardemment aspirer au règne de la science sociale réelle.

Il sera facile de rattacher à l'une ou à l'autre des classifications de réformateurs que nous venons de caractériser, les opinions secondaires qui, sous tant de nuances et de dénominations, ont été enfantées dans les derniers temps. Toutes trahissent le cerveau malade d'hommes à bonnes intentions sans doute, mais qui, dépourvus de toute connaissance de l'homme, ne tiennent compte aucun, ni des phases que la société a déjà parcourues, ni de celle qu'elle traverse si douloureusement de nos jours, ni de la dernière phase

humanitaire où elle trouvera le repos et la paix. Ces sophistes, qui trompent parce qu'eux-mêmes sont trompés, ne distinguent pas la période de l'époque d'ignorance où il était possible de comprimer l'examen, de celle où les intelligences ont conquis la liberté de se développer sans entraves, et ils confondent la société qui s'était réfugiée sous l'égide d'une hypothèse certifiée par la croyance avec la société qui s'établira sur la connaissance de la vérité : ils appliquent leurs théories sur la justice absolue, tout à la fois aux temps où l'ordre n'était compatible qu'avec une justice relative à l'époque, et à nos temps où l'on ne peut plus, il est vrai, obtenir l'ordre que par la justice absolue, mais aussi où l'on ne connaît encore d'autre justice que celle relative à un ordre passé sans retour, où l'on ignore même s'il y a un droit réel, et, en cas d'affirmative, en quoi ce droit consiste, et, en tout état de cause, comment il faudrait appliquer le droit.

Nous faisons plus que heurter, qu'attaquer ces doctrines : nous les prenons résolûment corps à corps; et nous défions ceux qui les partagent de porter le plus petit remède aux maux sous lesquels la société agonise.

Loin de nous faire faire un pas vers l'organisation sociale rationnelle, les *opinionistes* que nous venons de mentionner et tous ceux que nous pourrions citer encore, travaillent à qui mieux mieux, et travaillent avec toute l'ardeur dont ils sont capables, à démolir le vieil édifice social sans avoir le moindre abri à lui substituer. C'est contre leur volonté, nous en sommes sûr; et ils sont, autant que personne, ennemis du désordre : mais il n'en est pas moins évident que l'émission de chacune de leurs théories est un coup mortel porté à la société, et que la plupart de ces théories, si elles pouvaient être mises en pratique, tueraient la société du coup.

Que si l'on nous disait : Vous ne voulez d'aucun des systèmes que vous venez d'énumérer; soit : ils ne sont pas difficiles à démolir. Mais en définitive que pensez-vous? que voulez-vous? Nous craignons fort qu'il ne vous soit malaisé d'édifier le système qui doit pouvoir désormais résister à toutes les tentatives de renversement, défier tous les démolisseurs.

— Ce que nous pensons? Exactement ce que pensait Mirabeau que nous copions ici : « Les hommes doivent s'estimer heureux si leur condition ne « devient pas plus mauvaise, et faiblement espérer qu'elle soit jamais beau- « coup meilleure; A MOINS qu'ils ne parviennent à connaître leurs droits et « leurs forces, et que la volonté et l'intérêt général, *c'est-à-dire la justice,* ne « soient un jour, grâce aux progrès de l'instruction, la loi universelle et fon- « damentale des sociétés (nous aurions dit *de la société*). »

Ce que nous voulons? Une seule chose : l'ordre. — Mais entendons-nous

bien. Pour que cet ordre soit réel, puisse être stable, nous déterminons d'abord ce que c'est que l'ordre social; nous recherchons ensuite s'il y a un ordre absolu, et d'autres ordres relatifs à des époques auxquelles l'application de l'ordre absolu serait le désordre; nous voyons enfin à quelle époque nous sommes parvenus.

Le résultat de ce raisonnement est celui-ci : l'ordre ancien, fondé lorsqu'on *croyait savoir*, ne peut plus être maintenu par les moyens qui ont servi à l'établir, aujourd'hui que nous savons fort bien que *nous ignorons*, au point que la plupart des raisonneurs, trop vaniteux pour avouer leur ignorance personnelle, la rejettent sur l'incapacité de l'intelligence, sur l'impuissance de la raison, trop bornée, prétendent-ils, pour pouvoir comprendre la vérité entière sans mélange d'erreur.

Et il faudrait appliquer l'un ou l'autre des systèmes d'organisation proposés par ceux-là mêmes qui déclarent que jamais on ne connaîtra la vérité d'où doit dériver toute organisation qui n'est pas le fonctionnement mécanique de la force brute, ou tout au moins élaborés par ceux qui confessent n'avoir aucun moyen de distinguer d'une manière absolue le faux ordre social de l'ordre vrai? Ce serait absurde.

Qu'on nous lise donc avec l'entière conviction que notre but est l'ordre par la raison, qui n'a pas encore été déterminée socialement, qui peut être déterminée, et qui le sera, parce que la nécessité sociale l'impose désormais comme unique condition de salut, d'existence; qu'en un mot, notre but est l'ordre par la substitution de l'état de connaissance et de justice à l'état d'ignorance et de force, déguisée ou non, l'ordre par l'organisation du travail, de la propriété, de la société, mais seulement au moyen de l'organisation de l'instruction, qui doit résulter de la découverte, de l'acceptation et de l'application de la vérité absolue.

Nous sommes d'accord sur ce but avec tous les hommes qui veulent, non-seulement vivre tranquilles et heureux, mais qui veulent vivre. Nous sommes d'accord avec tous les gouvernements possibles, les plus intéressés à ce que l'ordre s'établisse solidement.

Nous ne différons que sur les moyens.

On trouvera étrange, sans nul doute, que traînant aussi vivement que nous le faisons à la barre du public les systèmes que nous accusons, nous n'insistions pas davantage sur la démoralisation générale, sur la corruption descendant du plus haut de l'échelle sociale à ses degrés infimes. Voici ce que nous avons à dire à ce sujet :

Le mal qui se fait est, comme le bien, le résultat d'un raisonnement, d'un

calcul, qui a pour fin exclusive le plus grand intérêt de celui qui ne commet ce mal que par amour pour lui-même, c'est-à-dire après un raisonnement qu'il croit bon, et dont la conclusion est que faire le bien lui serait nuisible, et que faire le mal lui est utile. Tant que la société professera le matérialisme, en d'autres termes n'offrira aux hommes que la vie actuelle pour but à la vie, et les jouissances de cette vie pour mobile aux actions, et les vices et le crime comme moyens les plus féconds, les plus prompts et les plus sûrs pour obtenir ces jouissances; tant que cette société sera organisée comme elle l'est, c'est-à-dire que presque toujours l'intérêt particulier y sera diamétralement opposé à l'intérêt général; tant que les anciennes idées soutenues avec obstination par les sectes religieuses, et les idées nouvelles si inconsidérément émises par les savants, les politiques, les économistes, les socialistes, auront pour conséquence rigoureuse et nécessaire le matérialisme; tant donc que quiconque sera de son siècle, s'il n'est volontairement dupe, c'est-à-dire s'il ne renonce au raisonnement, s'il n'est un sot, sera incontestablement un homme de sens, un bon calculateur, un fripon et pis encore le cas échéant : nous laisserons la morale, bonne ou mauvaise, comme étant le résultat inévitable de l'ignorance et de l'erreur; et c'est l'ignorance et l'erreur exclusivement que nous nous attacherons à combattre.

« Nous nous endormons sur un volcan! » s'écriait à la tribune, peu avant la dernière révolution de France, M. de Tocqueville, effrayé du débordement général des mœurs politiques et privées. Nous le pensons aussi; mais ce n'est pas à ces symptômes que nous nous arrêtons. Nous remontons plus haut.

Nous disons sans hésiter et nous répétons sous toutes les formes :

Réformer partiellement et successivement notre ordre social, c'est y multiplier les causes d'anarchie; l'amélioration de la condition des classes souffrantes de la société, sans le renversement complet de l'organisation sociale qui produit nécessairement ces souffrances, qui n'existe que pour les produire, qui ne se maintient qu'en les produisant, est une utopie stupide; l'espoir, chez les conservateurs de cette organisation détraquée, de trouver un moyen de ne pas devoir améliorer la condition des classes souffrantes, de ne pas devoir abolir le prolétariat, de ne pas devoir faire disparaître le paupérisme, ou du moins de pouvoir ajourner indéfiniment les questions sociales qui ont été soulevées à ce sujet, dérive d'un aveuglement que la présomptueuse vanité de l'ignorance peut seule faire concevoir; finalement le projet, chez les socialistes, réformateurs, progressistes, rénovateurs, radicaux, d'établir une organisation sociale nouvelle, de la réalité de laquelle ils ne donnent aucune preuve, à laquelle ils ne peuvent assigner aucune sanction, que par

conséquent ils ne fondent que par la force et sur la force, et qui disparaîtra devant toute autre organisation aussitôt qu'elle sera présentée par de plus forts qu'eux, est le délire de la déraison.

Nous démontrons que l'humanité a eu jusqu'ici pour principe d'existence une justice quelconque relative à la nécessité sociale : nous avouons que toute justice relative est de l'injustice, est de la force; mais nous soutenons que, la raison n'étant pas connue socialement, la force est indispensable au maintien de l'ordre, et que, tant que cette force a pu se faire accepter comme justice, elle a été la raison conservatrice de la société. Nous ne reculons pas devant la conséquence de ces prémisses qui est :

Que, depuis que la justice relative est soumise à la libre discussion, son injustice flagrante est la cause active de la désorganisation toujours croissante de la société; et que, tant que la justice absolue n'aura pas été imposée à la société par l'inflexible besoin, nous trébucherons d'injustice en injustice, nous tomberons d'anarchie en despotisme pour retomber de despotisme en anarchie, jusqu'à ce qu'aucun ordre, même transitoire, même momentané, n'étant plus possible par la force sous aucune de ses transformations, l'anarchie devenue permanente, l'anéantissement de la société devenu imminent, obligent l'humanité de se jeter aux bras de la justice réelle, d'embrasser avec toutes ses conséquences l'absolue raison.

Depuis le 24 février, les sectes se disant réformatrices de la société ont pu, à Paris, présenter leurs plans, ont même eu toute liberté pour appliquer leurs idées à un nouvel ordre de choses qu'on leur demandait de toutes parts, qu'on se montrait disposé à accueillir avec faveur, et auquel on se serait dévoué sincèrement, à la seule condition de démontrer que c'était réellement un ordre promettant de la tranquillité, de la stabilité, et par conséquent fondé en vérité et en justice; car, toujours en présence de l'examen, l'organisation sociale ne peut plus être compatible avec un ordre plus qu'éphémère, à moins d'être l'expression de l'absolue justice démontrée par le raisonnement incontestable.

Eh bien! toutes les écoles sont demeurées muettes, ou si elles sont entrées en lice, ce n'a été que pour s'y voir désarmer honteusement. Le socialisme utopique a bientôt battu en retraite devant les questions de la liberté du travail et de l'équitable répartition de ses produits. Le fouriérisme n'a su que convaincre le socialisme d'erreur, sans pouvoir rien établir qu'il ne fût aussi aisé de renverser comme absurde. Le communisme a trouvé fort peu d'intelligences assez faussées pour l'admettre lui-même avec ce que sa théorie renferme d'illogique, avec ce que sa pratique ferait éclore de désordres et de maux.

La république s'est montrée prête à tout; mais elle n'a trouvé nulle part que l'on fût prêt pour quelque chose. Et elle se verra finalement dans la nécessité de glisser sur les promesses qu'elle a faites, sur les engagements qu'elle a pris envers les masses, pour se consolider coûte que coûte, pour faire de l'ordre à tout prix, fût-ce au jour le jour.

Car un ordre quelconque est la condition *sine quâ non* d'existence sociale, pour les masses déshéritées par la société, comme pour ceux qui ont été privilégiés par elle.

Mais — c'est une vérité qu'on ne doit jamais perdre de vue, il y va de l'anarchie! — cet ordre ne sera qu'une courte halte, imposée par l'ignorance à la lassitude et à la peur. Et la république qui n'aura pas résolu le problème social, s'abîmera comme la monarchie (1).

« Le prolétaire, disait le ministre Chaptal, n'a pas de patrie. Il ne reste « fixé sur un point que par habitude. Ses moyens d'existence sont partout « où il peut occuper ses bras. Les lois ne sont pour lui qu'un mode d'oppres- « sion; le désordre, l'insurrection, lui présentent des chances pour améliorer « son sort, et il est toujours à la disposition de celui qui le paye le mieux. »

Cela est vrai, incontestablement vrai, vrai sous toutes les formes de gouvernement possibles. Reste à savoir maintenant si les huit ou dix millions de bourgeois français, plus ou moins royalistes ou républicains, se croient bien en sûreté au milieu de vingt-cinq millions de leurs concitoyens n'ignorant pas que les lois les oppriment, et que le désordre et l'insurrection qui, pour ainsi dire, ne peuvent plus empirer leur condition, leur présentent au contraire et toujours des chances pour l'améliorer. Reste à savoir s'il n'est pas stupide qu'un quart de la population cherche à soutenir par des moyens qui deviennent de plus en plus inefficaces, de plus en plus périlleux, et cela dans le seul intérêt de sa domination, une forme sociale que les trois autres quarts doivent nécessairement tendre à renverser dans l'intérêt de leur bien-être, de leur existence, et qu'en attendant qu'ils le renversent en effet, ils ne cessent pas un seul instant de troubler.

Tant que la question se montrera sous cette face, elle n'aura qu'une solution : l'abolition du prolétariat. Tant que le prolétariat ne sera pas aboli, l'anarchie sera en progrès et la société menacée de périr. Et le prolétariat ne disparaîtra que devant la réforme, nous ne disons pas la suppression de la propriété. La propriété ne peut pas être supprimée, mais elle doit être *ratio-*

(1) Si, nous dirions presque *par impossible*, quelqu'un de nos lecteurs voulait un plus long développement de nos idées, nous le prierions de recourir à *La Réalité déterminée par le raisonnement*, ouvrage que nous avons cité au commencement de cette préface.

nalisée. Tout ce qui se fera avant cela et sans cela sera inutile. Les atermoiements, les faux-fuyants, la ruse, le temps lui-même ne pourront rien pour l'ordre et pour la stabilité, pas plus que ne pourra le despotisme *blanc, tricolore* ou *rouge.*

Il faut que la société soit l'expression de la raison absolue, l'application de la justice entière, en toutes choses et pour tous. Mais avant cela, il faut qu'il y ait une raison socialement reconnue et par conséquent un droit socialement réalisable, une conscience sociale en un mot, qui soit aussi la conscience de chacun, et qui ait pour chacun une incontestable et inévitable sanction. Avec des consciences personnelles, différant d'un individu à l'autre et à chaque circonstance chez le même individu, l'ordre aussi longtemps qu'il est possible, n'est possible que par la force. La raison alors ne sert le plus souvent qu'à tromper; la justice expose presque toujours à se faire tromper.

On le voit : nous nous exprimons franchement, durement peut-être; c'est parce que *nous savons* avoir raison. Nous nous faisons fort de le prouver

Nous attendons qu'on nous réfute, ou du moins qu'on nous réponde.

25 mai 1848.

PRÉFACE DU DICTIONNAIRE RATIONNEL (1).

Il faut qu'il y ait des sectes, des partis.

SAINT PAUL et M. PROUDHON.

Non pas. Mais il y aura des sectes et des partis aussi longtemps qu'il y aura des opinions, et des opinions aussi longtemps que la vérité sera ignorée socialement. Quand la société deviendra impossible avec les partis et les sectes et par les opinions, il faudra bien l'établir sur l'unité et par la vérité.

COMMENTAIRE.

Depuis dix ans qu'a été écrite la préface qu'on vient de lire, les choses autour de nous n'ont pas changé, au fond du moins. Seulement, une forme de plus a été essayée et rebutée : la république a reculé devant l'obstacle qui avait arrêté la monarchie. C'est au tour du despotisme à faire éclater son impuissance.

Les partis réformistes ont prouvé de plus en plus leur nullité. Il fallait organiser sur un terrain soigneusement déblayé et d'après un plan radicalement neuf. On n'a pas osé le tenter et on a fort bien fait ; car le terrain est encore encombré de toutes parts de pierres d'achoppement, et l'on n'a aucun plan que tout le monde agrée et que tous regardent comme devant nécessairement être exécuté.

Il a donc fallu se réfugier sous le vieil abri social, sauf à le replâtrer tellement quellement, à l'étançonner plutôt mal que bien, et à passer par-dessus le tout une couleur autant que possible uniforme et plus ou moins fraîche.

(1) Il est peut-être utile de faire remarquer que ce livre contient *nécessairement* beaucoup plus de répétitions encore que n'en offrait l'A, B, C. Si l'on voulait néanmoins y réfléchir un instant, on comprendrait que le principal mérite d'une œuvre pareille consiste précisément à n'être qu'une perpétuelle répétition. La vérité est *une ;* force est donc de présenter et de représenter toujours la même vérité sous un nouvel aspect et en d'autres termes.

Le bouleversement avait été complet; quel en est le résultat final? Des désastres publics sans fin ni terme, du sang généreux inutilement répandu, la somme des maux de chacun enflée outre mesure, le nombre des malheureux augmenté cruellement, et en perspective un long avenir de douleur et de désespoir (1).

Le travail d'étayement et de recrépissage ne tiendra guère, sapé qu'il est avec l'édifice dont il dissimule la caducité, par les mêmes hommes en face des mêmes difficultés, sommés comme leurs prédécesseurs de les résoudre dans le sens de l'ordre et de l'humanité, entraînés par les passions égoïstes et anarchiques de leurs émules en démolition, obéissant en un mot à la fatalité sociale qui fait sans cesse progresser le mal comme seul moyen de faire *avenir* le bien.

Et le mal, en effet, progresse rapidement; avouons-le-nous sans hésiter devant les ravages, tantôt des maladies épidémiques ou endémiques, tantôt de la périodique cherté des subsistances, qui déciment la génération de misérables auxquels la société n'octroie qu'un sang vicié, la faim, le dénûment de tout ce qui entretient la vie, et une éducation de corruption, de débauche et de brutalité. Si ces misérables continuent, comme on ne cesse de les y convier, comme on les y force pour ainsi parler, — eh! avaient-ils besoin pour cela d'un autre stimulant que celui de leur intérêt actuel, palpable? — si, disons-nous, ils continuent à s'instruire, notre société est perdue. Dès que les prolétaires combineront les deux idées si simples que voici : « Nous, les plus nombreux, et par conséquent les plus forts, nous souffrons tous les maux, tandis qu'une faible poignée de nos semblables jouit de tous les biens; les sources du bonheur s'ouvrent pour eux seuls, et nous, nous sommes toujours une proie facile pour toutes les calamités possibles : » dès qu'ils combineront ces deux idées et en déduiront la conséquence logique, ceux qui exploitent actuellement la société seront bientôt exploités à leur tour.

Essayons de faire comprendre ce que nous pensons des efforts qui sont tentés chaque jour pour amener l'ère d'une société nouvelle quelconque, et de la force que leur opposent ceux qui veulent *per fas et nefas* soutenir la société ancienne, n'importe sous quelle forme. A cet effet, nous résumerons en peu de mots la doctrine que nous professons et dont ce *Dictionnaire* est le manuel.

Si l'on jette un regard sur l'état des choses et le mouvement des esprits relativement à la question sociale, que remarque-t-on?

Les conservateurs de toute espèce se sont usés à la besogne : les prédicateurs de la foi d'abord, puis les moralistes, les politiques, les économistes, les progressistes, les néo-chrétiens, les philanthropes. Les principes d'ordre se sont évanouis les uns après les autres dans le tourbillon du doute, de la négation et du découragement : avant tous les autres, la croyance à une autorité révélée, ensuite la force sous tous

(1) Ceci a été écrit en 1852.

les masques possibles de raison et de justice dont on a cherché à la couvrir. Pourquoi? Parce que les idées émises se sont, quelles qu'elles fussent, heurtées au raisonnement qui en a eu bon marché; parce que les conservateurs, ou ont refusé de raisonner, ou ont mal raisonné, et par conséquent sont demeurés exposés aux attaques d'un raisonnement meilleur qui, par chacun de ses arguments, les frappait de mort.

C'est donc toujours le raisonnement, en premier et en dernier ressort. Et ce ne peut être que le raisonnement, puisque la société, la morale qui en constitue le lien, la religion qui est la sanction du devoir, sont nécessairement formulées par l'intelligence, enchaînant une série d'idées, soit d'ailleurs que la raison impose la soumission aveugle, l'obéissance passive, soit qu'elle ordonne l'examen, la discussion et l'action motivée.

Venons à l'application.

La foi répudie l'usage du raisonnement; après donc que le raisonnement l'avait fait admettre, elle n'a pu avoir d'existence sociale qu'aussi longtemps que, du moins relativement à elle, l'examen a été un crime, un sacrilége que la société avait la force de prévenir. Dès que la raison s'est élevée au niveau de la foi, celle-ci n'a plus rien été *en droit,* et *dans l'ordre des faits* elle a nécessairement dû céder le terrain devant chaque pas que faisait son adversaire. Depuis lors, les hommes de foi qui avaient raisonné juste en proscrivant, puisqu'ils le pouvaient, tout libre usage du raisonnement, raisonnèrent faux en se figurant qu'ils l'emporteraient par le raisonnement sur les hommes de raison, et même en tâchant, au moyen du raisonnement, de se maintenir à côté des hommes de raison.

La force, à son tour, fonda son empire sur un excellent raisonnement, lorsque ses partisans comprirent qu'elle devait prendre les dehors de la raison. Ils disaient, et à cela il n'y avait rien de sensé à opposer :

« L'ordre ne peut reposer que sur la raison ou sur la force; une troisième alternative est inimaginable. La raison absolue existe-t-elle? en d'autres termes, existe-t-elle pour nous? Avons-nous les moyens de la déterminer nettement, de démontrer incontestablement la réalité de son existence? Le fait est qu'elle n'a encore jamais été déterminée et démontrée de cette manière pour la société. L'ordre n'y est donc obtenu et maintenu que par la force seule. Mais d'une autre part l'homme raisonne, bien ou mal, ce n'est pas ici la question; il raisonne inévitablement, et son raisonnement est une lutte perpétuelle contre la force *en acte,* dont cependant il établit lui-même la nécessité *virtuelle.* Il faut donc, tout en recourant à cette force, élément social indispensable, avoir toujours soin de la dissimuler sous les apparences de la raison, de la justice, élément aussi dont la société, composée d'hommes, doit infailliblement subir les conséquences. »

Nous avons fait remarquer que les croyants ne pouvaient plus avoir rien de concluant, rien de fondé en raison, à répondre, du moment qu'on eut le droit de

les interroger, qu'on fut assez fort pour les interroger sans avoir à craindre qu'ils ne répondissent par le bûcher ou l'échafaud. Car ils n'avaient à répondre autre chose si ce n'est qu'ils ne reconnaissaient pas la compétence du raisonnement, compétence cependant établie bien formellement par l'impossibilité où ils se trouvaient d'empêcher qu'ils ne fussent interrogés.

Les moralistes, eux, raisonnèrent et raisonnèrent même bien, si toutefois on admettait la thèse qu'ils ne faisaient qu'affirmer, et dont ils déduisaient toute leur doctrine : « Il faut que les hommes soient vertueux pour que la société existe sous n'importe quelle forme. » Cela est vrai. Mais ce qui est également vrai, c'est qu'il faut que chacun soit aussi heureux qu'il lui semble rationnellement possible de l'être, c'est-à-dire aussi heureux qu'il croit mériter de l'être. Et cette dernière vérité est actuelle, saisissante, pour chaque homme personnellement : c'est du bon, du meilleur raisonnement, car c'est l'expression du raisonnement même qui, chez tout individu, part de lui, de son *moi*, de son égoïsme, pour retourner à son *moi*, en d'autres termes pour éclairer l'individu sur la question à laquelle il rattache nécessairement toutes les autres, celle qui le concerne lui-même, celle de son propre et privé bonheur.

L'autre vérité que personne ne conteste en principe, est écartée par tout le monde dans l'application, dès qu'elle fait obstacle à ce que chacun regarde comme devant lui procurer le bien-être. On se dit : « Je dois être heureux. Si, par ce que je ferai, ou du moins nonobstant ce que je ferai pour le devenir, l'ordre se conserve, c'est bien ; sinon, il arrivera ce qui pourra, et en tout état de cause un ordre quelconque durera autant que moi. » Le point de départ du raisonnement des moralistes est donc faux et très-faux, en ce que, de leur autorité propre, ils imposent le dévouement à l'humanité sans prouver que ce dévouement n'est un devoir pour tous les hommes que parce qu'il est dans l'intérêt de chaque homme, et tandis qu'il est si facile de leur faire toucher du doigt et de l'œil que, dans l'état social présent, il est le plus souvent pour l'homme qui se dévoue une cause de malheur et par conséquent chez cet homme un acte de folie.

Les formes connues de la politique ont été adoptées tour à tour et rejetées après constatation de leur inefficacité. L'agneau du droit divin ne peut plus remonter sur son autel auquel les nuages de la foi ont cessé de servir d'appui, et le veau d'or bourgeois chancelle déjà sur son piédestal de piles d'écus. L'ogre dictatorial, le front ceint d'une couronne, provoque le rire ; coiffé d'un bonnet rouge, il excite le dégoût ; et l'hydre à mille têtes des majorités électorales ou délibérantes, hurlant dans le parlement ou s'insurgeant dans les rues, se manifestant par une promenade processionnelle ou par des barricades et des coups de fusil, a épuisé toutes les patiences et meurt sous le désillusionnement universel. Tout le monde le voit, tout le monde le sait. Mais on s'arrête là. On est d'accord sur ce qu'on ne veut plus, parce qu'on est convaincu que cela ne peut plus être. Mais que veut-on ? Il faudrait pour cela savoir ce qui seul peut être, et par conséquent ce qui doit être, ce qu'il

faut qui soit : et on ne le sait pas; on ne sait pas même s'il y a possibilité qu'on le sache jamais.

Aujourd'hui la société est dans une entière indifférence sur les questions qui jadis la remuaient jusqu'au fond des entrailles : monarchie, république, constitution, garanties, division des pouvoirs et équilibre entre les parties de ce pouvoir, responsabilité de ses agents, tout a été reconnu illusoire; et s'il en est encore question, ce n'est plus que comme expédient oratoire, comme fiction gouvernementale ou anti-gouvernementale, comme arme révolutionnaire pour saper le pouvoir et le débusquer de ses positions, ou comme moyen parlementaire pour, dans les cas désespérés, jeter quelques grains de poudre aux yeux ou gagner un peu de temps.

Quel est, dans l'état actuel de l'organisation sociale, le but de toutes les formes politiques possibles? N'est-ce pas de cacher d'une manière nouvelle, de présenter sous une nouvelle face, de décorer d'un nom nouveau l'emploi de la force; c'est-à-dire d'accepter et de faire accepter en réalité le principe qu'elles veulent se donner l'apparence de repousser, en d'autres termes de mentir à bon escient, de tromper avec impudence? Cette habileté, comme on l'a appelée longtemps, est maintenant percée à jour; et il est bien petit le nombre des niais qui se figurent encore y voir quelque chose de sérieux.

Que si l'économie politique a pour mission de prouver que ce prétendu *ordre des choses* est le seul réalisable, oh! alors le raisonnement intervient et pose la question de savoir comment, si ce qui existe est le *nec plus ultrà* du bien-être humain, l'homme parvient cependant à imaginer un bien-être plus grand, réparti sur un nombre beaucoup plus considérable d'individus, et surtout plus équitablement distribué; en outre, pourquoi, s'il faut absolument qu'il y ait des malheureux, c'est plutôt à tels et tels qu'à tels autres de subir le malheur?

Aux socialistes qui argumentent du progrès que le développement des intelligences a fait faire par quelques-uns dans le présent sur le passé, au progrès qui peut être fait par tous dans l'avenir sur le présent, à ceux-là les économistes répondent que l'on ne peut conserver les avantages du bien lorsqu'il a acquis la valeur de fait accompli, qu'en l'empêchant d'être renversé par un autre fait à accomplir. C'est comme s'ils disaient : Nous avons dépossédé le passé, et puisque le présent est à nous, nous ne nous laisserons pas exproprier par l'avenir.

La conclusion de tout ceci, conclusion générale et généralement sentie, c'est qu'il faut changer l'état présent des choses. Mais comment s'y prendre et que faire? et surtout que mettra-t-on à la place de ce dont tout le monde, quelques rares jouisseurs exceptés, comprend l'insuffisance et l'imminent danger? Les ouvriers ne manquent pas au champ de la réforme sociale. Montrons-les à l'œuvre.

S'il y a une bonne réforme, il n'y en a assurément qu'une seule qui puisse à juste titre mériter ce nom. Or, il s'en présente à nous autant que de réformateurs. Chacun de ceux-ci a son système, sa *manie,* comme dit si bien M. P. Leroux; et ce système est toujours exclusif, et chacun veut toujours le faire triompher à tout prix : ce qui

ne permet de constater que la vanité de toutes les manies systématisées sans exception (1).

Supposons un instant que parmi les réformes préconisées il y en ait une qui soit susceptible d'application : ce ne sera du moins jamais que comme réforme reconnue nécessaire et acceptée pour telle par les intéressés. Or, à cette condition, toutes les réformes possibles, toutes les formes, les systèmes, les opinions, sont irréprochables; et sans cette condition, aucun système, aucune opinion n'a la moindre chance de durée, parce que tout y est toujours sujet de reproche, de blâme, de contestation, de rejet. Cela revient à ce que nous avons dit tout à l'heure, savoir que, sous l'empire du libre examen, il ne s'agit jamais que d'une seule chose, mais aussi que tout dépend de cette chose-là, qui est de convaincre, de démontrer, d'imposer par contrainte intellectuelle, par le raisonnement.

Par le raisonnement, disons-nous, et non par la violence; par l'intelligence faisant appel à la liberté, et non par la force, exigeant la soumission passive et aveugle. Il faut donc remonter plus haut que le domaine physique, que ce qu'on appelle la *nature;* il faut chercher ailleurs que dans l'ordre des faits : ce n'est point dans la vie organique que se trouve le secret de l'existence rationnelle, du sentiment de l'existence

(1) Non-seulement chaque socialiste a son système, mais chacun a plusieurs systèmes; car chacun, nous parlons de ceux qui raisonnent et sont de bonne foi, a successivement plusieurs idées, plusieurs doctrines, qui s'entre-détruisent. D'où cela vient-il? De ce qu'aucun d'eux n'a de principe arrêté, d'idée déterminée, dont il s'est démontré la réalité incontestablement. Rien n'est plus rationnel alors, si l'on peut appeler *rationnel* ce qui mène directement et irrésistiblement à la déraison, que de n'agir, de ne penser même que sous l'influence des temps et des lieux, selon les circonstances, en un mot, et de ne parler, de n'écrire le plus souvent qu'en termes susceptibles de toute espèce d'interprétation. Ne voyons-nous pas les mêmes hommes convertir le *blanc* qu'ils préconisaient hier comme source de toute vérité et de toute justice, en *noir* dont ils proclament aujourd'hui les mêmes vertus, presque dans les mêmes termes? Nous ne citons personne, quoiqu'il nous fût facile de trouver parmi les plus vastes et les plus puissantes intelligences du siècle, de grands, de beaux noms attachés à des systèmes de toutes les couleurs. Nous avons vu, tantôt rejeter toute religion et tout gouvernement, comme inutiles, comme nuisibles, tantôt confesser haut et ferme que la société ne peut se passer, ni d'une direction, c'est-à-dire d'une idée gouvernementale, ni d'une règle relevant du raisonnement, de la raison, c'est-à-dire d'un principe commun de conduite, rendu obligatoire par sa sanction réelle, la religion. Nous avons entendu bafouer et outrager l'être personnel, Dieu, et puis rendre un éclatant témoignage à l'ordre moral et à toutes ses conséquences; ne substituer à Dieu que la matière, et ne pas comprendre que le matérialisme sans un Dieu qui conserve et guide, est le désordre dans son beau idéal. Le droit de propriété n'a-t-il pas été qualifié sous nos yeux de la façon la plus paradoxalement négative, et simultanément, on doit le dire, établi par des arguments plus positifs que ceux qui avaient été invoqués en sa faveur jusqu'à présent? Contradictions donc sur contradictions; confusion continuelle d'affirmations et de négations, s'entre-choquant, se renversant les unes les autres sans fin ni cesse! Ce que nous en disons n'a point pour but de jeter le blâme à de hautes capacités dont nous apprécions autant que qui que ce soit, nous le répétons avec intention, les profondes connaissances et l'entraînante logique de démolition; c'est uniquement pour démontrer que, si la société est éclairée comme on l'assure, ce n'est évidemment que par une lumière incertaine et vacillante, qui fait de la science métaphysique, morale, sociale enfin, à laquelle l'humanité actuelle s'est arrêtée, un simple moyen de déblai, dont l'essence est de s'opposer invinciblement à ce que la place ainsi débarrassée de tout obstacle accidentel, renferme jamais rien de positif, d'absolu, d'immuable, d'éternel, de réel, en un mot, comme la vérité elle-même.

et de l'ordre moral dont il est le principe et la source; ce n'est pas par des phénomènes que la société se règle, ce n'est pas sur la terre qu'elle s'appuie.

Ce qu'il faut *savoir* donc avant tout, ce qu'il faut pouvoir prouver de manière à rendre toute objection absurde, c'est la réalité du lien religieux, qui fait de notre sort en ce monde la conséquence de nos actions en d'autres mondes, et qui donne pour conséquence à nos actions de la vie présente notre sort dans une vie à venir.

Toute réforme pour être bonne, toute organisation pour être stable, toute morale pour être obligatoire, toute religion pour être rationnelle, toute société pour être possible, doivent, nous en avons la conviction intime et inébranlable, partir de la vérité suivante irréfragablement établie : *l'âme est réelle, éternelle.*

L'âme, entendons-nous bien, non cette entité personnelle, placée par les métaphysiciens au centre de notre organisme pour l'*animer* et le diriger; mais le sentiment de l'être, que tous les efforts des intelligences fourvoyées ne parviennent pas à faire surgir nécessairement de la matière, du mouvement, de la force, et sans lequel cependant la force qui lui est unie n'aurait jamais conscience d'elle-même comme d'une personnalité. C'est cette virtualité de se sentir dans les mouvements qui la manifestent à elle-même, que, pour abréger, nous appelons *âme,* et dont nous affirmons la réalité, l'éternité.

On aura beau faire des efforts d'imagination et de génie, ce qu'on édifiera, *si ce n'est sur cette base,* s'écroulera au premier examen, comme s'écroule au premier souffle du zéphyr, un château de cartes, bâti par des enfants, en plein vent, sur le sable.

Et ici se présente un fait essentiel que nous tenons à bien constater, à mettre au-dessus de tout doute possible : nous sommes, pour la doctrine que nous professons et enseignons, aussi loin des réformateurs sociaux, nos contemporains, qui tous partent d'une nature réelle, au sein de laquelle l'homme n'est qu'une dépendance de ce qui l'environne (1), que des conservateurs du passé, qui soumettent l'homme aux décrets d'un être providentiel. Le principe d'où nous partons, et auquel nous revenons toujours, est diamétralement opposé à celui qu'a soutenu M. Proudhon. Ce philosophe a dit : « L'hypothèse de l'immatérialité de l'âme renverse les fondements

(1) « Il n'y a pas dans l'univers (c'est M. Proudhon qui parle) de cause première, seconde, ni dernière. Il n'y a qu'un seul et même courant d'existence, le mouvement; voilà tout. » — « Je conçois le mouvement comme l'essence de la matière et de l'esprit. » — « Dans la civilisation comme dans l'univers, tout existe, tout agit, depuis toujours. » — On ne saurait dire plus clairement que l'homme n'a jamais pensé ni agi, n'a jamais existé *en réalité;* car pour exister réellement, pour penser et agir réellement, il faut autre chose qu'*être mû.* Et si la civilisation n'est point l'œuvre d'hommes agissant, pensant, elle ne fait que fonctionner comme le système astronomique; l'existence et l'action définies par M. Proudhon, ne sont donc au fond que des apparences se manifestant *depuis toujours,* selon l'éminent publiciste français, c'est-à-dire *depuis* une espèce d'éternité à laquelle il attribue, sinon un commencement, du moins une durée, une marche que la succession divise et qui mesure le temps, véritable contradiction dans les termes mêmes, et par conséquent chimère, non-sens. C'est là d'ailleurs l'opinion de M. Proudhon lui-même, qui après avoir affirmé que le mouvement est tout, soutient également que « le mouvement en soi, quoique sensible, n'a rien de réel. »

de la certitude. » A nos yeux, il n'y a au contraire que cela de métaphysiquement, de réellement certain (1).

Aussi nous n'abandonnerons pas ce sujet si important, si fondamental, sans faire remarquer que c'est précisément la base sociale dont nous venons de parler, que notre société toute matérielle, livrée aux passions individuelles, appuyée sur la force, et mue par la force uniquement, ne veut pas admettre. Dieu, elle l'accepte encore, parce que, ramenant toutes choses à ce qu'elle appelle l'unité de la matière, elle ne peut se passer d'un agent intelligent qui plie cette matière à un ordre quelconque, qui lui imprime une marche régulière, qui en un mot lui dicte des lois. Dieu, dans ce système, est l'entité *âme du monde,* comme l'âme était jadis l'entité constituant la personnalité *homme.*

Mais des âmes éternelles, soumises au seul ordre de la raison qui est leur propre expression, et par conséquent une succession d'existences dépendant les unes des autres comme la conclusion d'un syllogisme dépend de ses prémisses, cela est repoussé et doit l'être tant que notre organisation sociale reste debout, car ce serait le renversement de tout ce qui est, le détrônement de la force par l'intelligence, la répression des passions par la raison, bref le triomphe de la justice par l'évanouissement du mensonge devant la vérité. Dieu laissant la force gouverner le monde ne gêne aucunement les puissants, et il est un hochet pour l'opprimé. Une âme serait un frein insupportable pour chacun : pour le faible qui ne pourrait plus recourir à la ruse contre la violence, pour le violent dont toute la force serait brisée. Mais repassons à l'examen de l'état où se trouve la société.

Tel que cet état est aujourd'hui, que doit-il en arriver et qu'en arrive-t-il nécessairement? Que chacun y soutient son opinion individuelle, avec toute l'ardeur d'une affaire de cupidité, de vanité, d'ambition; mais comme ce n'est point une affaire de conscience, la seule chose à laquelle chacun s'attache, c'est de réussir, n'importe par quels moyens, serait-ce même par l'opinion opposée à celle dont il s'était fait un marchepied pour monter au pouvoir, à la fortune ou aux honneurs. Et tous les moyens sont légitimes pour ceux à qui ils profitent; tous sont criminels pour ceux contre qui ils sont employés. Cela fait que rien ne change, si ce n'est les hommes et quelques apparences dans les choses; le fond des choses et les principes, les intérêts,

(1) Nous devons cette vérité fondamentale, cette vérité-mère, comme tout ce que nous savons en science sociale, à M. le baron de Colins, né Belge et naturalisé Français. Nous avons déjà fait cette déclaration en tête de la *Réalité déterminée par le raisonnement,* et nous la renouvelons ici avec l'expression de notre inaltérable reconnaissance.

Longtemps, M. de Colins a gardé l'anonyme. Après la révolution de 1848, il a signé dans les journaux et au titre de ses publications : *Colins, chef d'escadron,* ou *Colins* tout court. Cela nous autorise à le nommer également.

Si nos écrits ont quelque mérite, c'est uniquement celui d'avoir aidé à propager une science destinée à faire le bonheur de l'humanité, et qui, dès sa première manifestation, est devenue la propriété de tous les hommes. « La vérité et la raison, a fort bien dit Michel Montaigne, sont communes à chacun, et ne sont non plus à qui les a dites premièrement, qu'à qui les a dites après. »

le raisonnement, qui font mouvoir les hommes, restent les mêmes. Que d'ailleurs la terreur et le mensonge soient au service de la monarchie contre la république ou de la république contre la monarchie, que le pouvoir soit blanc, rouge ou tricolore, l'opposition montagnarde ou réactionnaire, l'attaque sera aussi déloyale que la défense, et personne n'aura la franchise de dire : « Ce que je veux, c'est de rester le maître ou de le devenir, pour être le plus riche et le plus heureux, ou plutôt le seul heureux, pour faire mon bonheur aux dépens de celui de tous les autres, fût-ce même par le malheur de tous les autres. » C'est cependant là la pure vérité.

Il y a loin de ce grossier et avide matérialisme au fanatique spiritualisme de la foi, fondant les sociétés et les conservant aussi longtemps qu'il leur est possible de le conserver lui-même. Et pour le conserver, il faut que le droit soit ouvertement et généralement reconnu chez quelques-uns de dominer les autres, et le devoir accepté sans résistance ni conteste par tous de demeurer volontairement dans l'ignorance sur l'origine de ce droit et de ce devoir; il faut que le moins possible d'hommes soient les maîtres de tous les autres hommes, et que nul parmi ces autres hommes ne s'enquière pourquoi on dispose ainsi d'eux à volonté et à merci.

Aussi ce fanatisme expiré, c'est en vain qu'on lui a substitué un mannequin, temporairement *automatisé* et qu'on a appelé patriotisme, gloire, honneur. Les religions sont détruites, et tout véritable principe moral a été détruit avec elles. Il n'y a plus dans le cœur de l'homme que le ressort purement mécanique de son intérêt matériel et actuel, représenté par de l'or. Nos sociétés se dissolvent toutes, l'une avant, l'autre après, avec les croyances qui leur avaient donné l'être. Le monde appartient à la brutalité de la force et à la lâcheté de la bassesse, et il leur appartiendra jusqu'à ce que la vérité absolue s'en soit rendue maîtresse pour y régner par les hommes qu'elle éclairera le mieux. L'humanité ne peut plus être sauvée que par *la religion* essentiellement sociale, ou *la société* radicalement religieuse dont nous avons énoncé le dogme fondamental.

Mais, encore une fois, quand ce dogme triomphera-t-il et comment?

Redisons-le sans tergiverser : il est presque incontestable que le monde social, livré aux vents de toutes les passions, doit, avant d'entrer au port de la justice et de la raison, subir encore bien des bourrasques et des tempêtes, et finalement échouer sur l'écueil de l'anarchie. Il faut raisonner et ne pas se lasser de raisonner dans le but de faire comprendre tout le danger de cette terrible épreuve, et surtout la longue suite de douleurs à laquelle elle condamnera l'humanité. Mais il est plus que probable que tout raisonnement sera inutile, jusqu'à ce que la nécessité, la dure, l'impitoyable nécessité, ait dessillé les yeux qu'on s'obstine à tenir fermés à la lumière, ait ouvert les oreilles de l'intelligence qu'on s'entête à rendre sourdes à la vérité.

Notre mission est de crier cela sur les toits, de le prouver, de le répéter sans relâche et sous toutes les formes. Faudrait-il en outre, comme quelques-uns semblent le croire, hâter la catastrophe sociale en augmentant sciemment et volontairement les causes de confusion et de désordre, qui forceront enfin d'*organiser*

en réalité? Nous ne le pensons pas. Cependant nous nous abstenons de condamner en un sens absolu ceux qui le font dans l'intention de rendre l'agonie de la vieille société moins longue et moins douloureuse. Seulement, nous déclarons que pour ce qui nous concerne, tout en n'attendant plus le salut de la société que de l'excès du mal qu'elle souffre, nous nous croirons toujours le devoir d'adoucir, autant qu'il est en nous, loin de les fomenter, les souffrances sous lesquelles elle se débat. Nous abandonnons le reste à l'éternelle justice, certain que nous sommes que chacun doit se dévouer pour tous les autres, mais qu'il ne peut dévouer que lui seul, et que tous les hommes après cela auront ici-bas le lot qu'ils méritent, puisque c'est là l'ordre réel, la justice suprême, l'immuable raison.

« Quelque utile que puisse être le mal, a dit récemment M. de Colins, nous ne « devons point y coopérer, pour aussi longtemps que nous le considérons comme « mal (1). » Nous partageons l'avis de l'honorable écrivain et nous conformons notre conduite à cette conviction. L'anarchie est à nos yeux le plus grand des maux. Quelque utile donc qu'elle puisse être, nous la combattons dans toutes les circonstances et sous tous ses aspects.

Concluons :

Que veulent les réactionnaires? Replacer la société sur une base qui n'a pu ni la soutenir, ni se soutenir elle-même. Que veulent les réformateurs utopistes? L'asseoir sur une nouvelle base qu'ils ne réussissent pas à dresser et qu'ils ne posent sur rien. Que veulent les doctrinaires du constitutionnalisme représentatif, soit monarchistes, soit républicains, partisans d'un cens électoral quelconque ou du suffrage dit *universel?* Maintenir la société en équilibre sur une base sans aplomb, que supporte un terrain mouvant, et l'empêcher de céder aux efforts de ceux qui la poussent d'une part, en leur opposant les efforts contraires de ceux qui tâchent de la faire tomber de l'autre.

Que veut la raison? Fonder la société sur la seule base inébranlable de la vérité démontrée incontestablement et reconnue par tous comme étant indispensable à chacun, comme étant pour chacun le seul et unique moyen de salut.

Les socialistes, dit-on en termes généraux, les saint-simoniens, les fouriéristes, les communistes, les cabétistes, les proudhoniens, etc., etc., sont cause de tous les maux et de tous les crimes qui affligent la société. La société était-elle donc si heureuse avant qu'on s'occupât d'elle, c'est-à-dire lorsque, sans s'abaisser à prendre en considération ceux qui souffraient, on ne se mettait en peine que de savoir quels seraient ceux qui présideraient à ces souffrances pour veiller à ce qu'elles fussent toujours supportées avec résignation, et comment ils s'y prendraient pour le faire convenablement? Les Romains de l'empire accusaient aussi les chrétiens d'être les auteurs de l'œuvre de destruction qui faisait si douloureusement s'entre-choquer et s'entre-déchirer les membres du vieux colosse se brisant les uns contre les autres,

(1) *Tribune des peuples*, 6 septembre 1849.

et finissant par disparaître confondus dans une masse inerte et sans nom. Ne devrait-on pas préciser davantage, et ne serait-il pas plus juste et plus vrai de dire : « L'organisation de la société par la foi à une hypothèse, en présence des connaissances socialement acquises et dont le doute socialisé a été l'immanquable conséquence, est la seule et véritable cause de l'état social actuel, en d'autres termes la cause de tous nos maux et des funestes essais au moyen desquels les saint-simoniens, les fouriéristes, les communistes de toutes les nuances, et généralement tous les socialistes du XIX[e] siècle ont cherché à y porter remède? »

Les suivre dans leurs aberrations eût été pour la société un acte de déraison : elle s'est soustraite à ce danger. Mais en le faisant, elle est inévitablement tombée dans un autre danger non moins grave, celui de prêter plus que jamais le flanc aux projets et aux entreprises des innovateurs. Car, n'étant pas plus éclairée qu'eux sur ce qu'il y a à changer dans son organisation et sur le meilleur moyen d'opérer ce changement, et d'ailleurs bien décidée à se conserver le plus longtemps possible telle qu'elle est, la société, pour échapper au délire de l'innovation, croit devoir s'immobiliser autant du moins que les circonstances le permettent, en opposition aux prétentions des réformateurs qui veulent, eux, la pousser hors de ses voies, n'importe dans quelle direction, sous prétexte de la faire progresser. On ne saurait le contester : tout est à faire, et avec le temps, la mesure des maux débordant enfin, tout se fera. Mais le moment n'est pas venu. Il approche rapidement : cela saute aux yeux des quelques hommes qui pensent, et commence à inquiéter les moins aveugles d'entre ceux que la catastrophe menace dans leurs intérêts; mais le vulgaire se dit que les choses peuvent encore durer comme elles sont pendant plusieurs âges d'hommes, et il va comme si elles devaient durer toujours.

Le parti qui, dans nos sociétés, se qualifie de *progressif*, s'était laissé leurrer par la république; et cependant, aussi bien que les formes gouvernementales qui l'avaient précédée, la république était impuissante à résoudre le problème social. L'appui qu'elle a temporairement prêté à ceux qu'effrayait avant toute autre chose la crainte de voir se réaliser l'une ou l'autre des utopies socialistes, a seul soutenu la république contre les efforts des réactionnaires. Mais le socialisme, expression du besoin social d'une organisation qui mette un terme aux malheurs de l'immense majorité des hommes, besoin qui doit être satisfait coûte que coûte, s'est dressé impérieux et menaçant devant le président et l'assemblée nationale, comme il s'était dressé devant le roi régnant ou gouvernant, devant ses ministres et devant ses députés; comme il se dressera devant les mécanismes sociaux de n'importe quelle catégorie, mis en branle pour le faire triompher, et ne pouvant par leur fonctionnement que s'efforcer de retarder indéfiniment son triomphe. Car, si les formes gouvernementales qui s'unissent au socialisme succombent *comme impossibilités*, elles renaissent aussi, et cela à l'instant même de leur chute, *comme espérance*, jusqu'à ce que de nouveau la société ait été désillusionnée complétement sur leur valeur.

La terreur du socialisme a refoulé la société vers le despotisme; elle l'a contrainte

à demander des garanties contre le désordre, au pouvoir fort, à la force, qui, la discussion ne pouvant plus être comprimée, ramènera inévitablement l'anarchie.

Les essais, tous plus ou moins douloureux et périlleux, mais inévitables dans l'état présent des choses, et inévitablement stériles à cause de ce même état des choses; les essais, disons-nous, tentés par les réformateurs socialistes ne seront reconnus comme essentiellement irrationnels et vains, que lorsque la société sera purgée de ses crimes et guérie de ses maux, c'est-à-dire lorsque le malheur de l'humanité étant arrivé au plus haut point, aura forcé les hommes à se soumettre à la raison, en découvrant et en appliquant la vraie science sociale.

Mais, s'écrie-t-on, ce que vous prêchez là est le renversement total de la société! — De la société *actuelle*, oui : de la société telle qu'elle est, mais telle qu'elle ne saurait plus être longtemps. Mais de la société telle qu'elle doit être, si elle veut admettre les seuls moyens possibles désormais d'obtenir un ordre stable, si elle veut durer, exister : non, mille fois non. La science sociale est bien au contraire la science qui enseigne à conserver cet ordre-là, c'est-à-dire à conserver la société *de l'avenir*, la société même, l'humanité.

Voici ce que dit Chateaubriand de notre vieille société :

« Elle fait semblant de vivre, et n'en est pas moins à l'agonie. Quand elle sera « expirée, elle se décomposera afin de se reproduire sous des formes nouvelles; mais « il faut d'abord qu'elle succombe : la première nécessité pour les peuples comme « pour les hommes est de mourir. »

Puis, convenons des termes et définissons-les de peur de ne pas nous entendre, de peur de nous tromper : nous ne prêchons rien; nous constatons et nous raisonnons. Nous ne poussons pas le moins du monde au renversement de ce qui est, mais nous annonçons clairement et positivement ce renversement, comme immanquable, comme imminent, et nous défions les conservateurs les plus tenaces, les optimistes le plus endurcis de soutenir le contraire.

Nous disons donc, mais nous ne disons que cela, que la vieille société en face de ses abus et du flambeau qui, secoué sur eux, les montre au grand jour et à nu, nous disons que la vieille société agonise, qu'elle sera remplacée par une société nouvelle, c'est-à-dire autre, différente.

Nous ajoutons — et là se termine notre œuvre, là finit notre mission — ce que sera nécessairement cette nouvelle organisation sociale, savoir la déduction d'un principe nouveau, non plus accepté sur parole, mais démontré, principe qu'il faudra bien substituer à celui sur lequel jusqu'à présent la société a été assise, non en haine du principe ancien, mais parce qu'il n'y a plus de principe ancien, parce que la société n'a plus de base du tout, et qu'il faut absolument qu'elle parte d'un principe, qu'elle soit fondée sur quelque chose, puisqu'il lui faut un raisonnement, un ordre, une existence.

Octobre, 1854.

DICTIONNAIRE RATIONNEL.

L'erreur n'est jamais si difficile à détruire que lorsqu'elle a sa base dans le langage. Tout terme impropre contient un germe de propositions trompeuses ; il forme un nuage qui cache la nature des choses, et met un obstacle souvent invincible à la recherche de la vérité.

JÉRÉMIE BENTHAM.

L'erreur a sa source dans l'ignorance. Le faux langage ne fait que l'exprimer. Une fois l'ignorance détruite, les termes seront aussi précis que les idées seront justes et nettes. La réforme du langage est impossible sans la réforme de l'intelligence : savoir la vérité et la dire est synonyme.

RECTIFICATION.

A

A, B, C. *Au sens propre*, les premières lettres de l'alphabet; *au sens figuré*, les premiers éléments de ce qu'on cherche à connaître.

C'est par la connaissance des éléments de la science qu'il faut commencer. La plupart des raisonneurs posent un principe qu'ils n'examinent pas; il supposent l'A, B, C, et dès lors, s'ils procèdent par enchaînement d'identités, leur système est complet : mais il pèche par la base; il pèche en ce qu'il repose sur une hypothèse, qui ne repose sur rien. « Nous sommes à peine à l'A, B, C de cette science (celle de la société), dit M. Proudhon; la preuve en est que nous n'avons pas encore franchi la période des systèmes, et que nous ne cessons de mettre l'autorité des majorités délibérantes à la place des faits. »

En voici quelques exemples. Les uns disent : « Dieu étant donné. » Mais si Dieu est donné, tout est donné; s'il y a une cause première et une suprême volonté, il n'y a hors de là que des causes secondaires, des volontés dépendantes, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'autre principe réel que Dieu, plus d'autre volonté réelle que celle de Dieu. « Je suis, » disent d'autres. Soit. Mais, si vous êtes en réalité, Dieu n'est plus; car il ne saurait y avoir qu'une espèce d'individualité réelle, de véritable unité. « Deux et deux font quatre! » s'écrient d'autres encore. Sans doute : vous avez appelé un et un, *deux*, et un et un ou deux, plus une seconde fois un et un ou deux, *quatre*. Mais y a-t-il en réalité des *uns effectifs*, en d'autres termes, des indivisibilités, des individualités susceptibles de sentir comme telles, de se sentir *mus?* Car des choses qui ne se sentent pas, qui s'ignorent, ne sont pas plus *unes* que *deux*, que *quatre;* elles ne sont pas pour elles-mêmes, et elles n'apparaissent, ou ne *semblent être* que pour les unités réelles qui les conçoivent comme phénomènes et leur attribuent l'unité illusoire, qui est la complexité, sous la forme d'un ensemble, d'une totalité.

Nous concluons de ce qui précède que, le principe d'examen admis, il faut l'appliquer complétement et partir du seul *fait* qui soit incontestable pour tous les raisonneurs, savoir, que chacun

d'eux *se sent exister*. Recherchons après cela si Dieu ou l'homme existe individuellement. Si c'est Dieu, ne nous occupons plus de l'homme; comme tout le reste, il est en Dieu, et comme Dieu veut qu'il soit. Si c'est l'homme, déduisons de sa réalité, son essence, son devoir et l'ordre éternel. Et dès lors, *deux et deux* feront bien réellement *quatre,* puisque *un,* qui répété quatre fois prend cette dénomination, est réel.

ABÊTIR (*S'*).

Pascal a dit que, pour se rendre propre à croire, il fallait commencer par s'abêtir. C'est vrai : pour accepter, sans le vérifier, en d'autres termes, sans le soumettre au creuset de l'examen, un fait ou un raisonnement posé par d'autres, il faut avoir fait soi-même abnégation de la raison. « La foi est un don, disent les croyants, demandez-la à Dieu, et il vous l'accordera; priez et vous croirez. » Fort bien, répondrons-nous, mais la prière est déjà un acte de foi, et la croyance en Dieu implique l'inutilité de demander à y croire.

Restent les questions de savoir si la foi sociale, c'est-à-dire si l'abêtissement de toute une société n'est pas nécessaire à l'établissement et au maintien de l'ordre dans cette société pendant l'époque d'ignorance de la vérité; si, pendant cette époque, l'abêtissement ou la renonciation sociale à l'usage de la raison, ne finit pas par devenir impossible; enfin si la démonstration de la vérité n'est pas le seul moyen d'ordre et de conservation, après que la foi a succombé devant l'impossibilité sociale de comprimer la libre discussion.

ABOLITION.

Le socialisme absurde de nos jours procède par d'absurdes abolitions.

Si l'on prend le mot *mariage* dans le sens de contact nécessairement prolongé entre deux êtres susceptibles d'intelligence, contact indispensable pour qu'il en surgisse le développement du langage, condition *sine quâ non* de la conscience individuelle, du sentiment de soi, la suppression, supposée possible, du mariage serait celle de la société, de l'humanité. L'abolition de la famille serait l'élimination de l'élément social. L'abolition de la propriété serait la négation de la personnalité réalisée. L'abolition de la concurrence entraînerait après elle celle de la liberté. L'abolition du salaire, rétribution du travail, serait l'abolition du travail même, demeuré sans stimulant et sans but.

Ce qu'il faut abolir, c'est l'organisation défectueuse de la propriété, de la famille et du mariage, afin que ce soient, non comme aujourd'hui, des moyens de corruption et des causes de désordre, mais des garanties essentielles pour la conservation de la société. Ce qu'il faut abolir, c'est la rétribution du salaire faite arbitrairement par le fort au faible, c'est le prolétariat. Mais pour cela, il faut abolir avant tout l'ignorance qui rend la domination de la force nécessaire, le triomphe de la justice impossible. Car il n'y a exclusivement que deux moyens d'ordre, la force et la raison: nous défions de signaler un troisième principe organisateur. Aussi longtemps que la société ne possédera pas la raison, elle devra conserver la force, et la conserver soigneusement, sous peine d'anarchie, de mort. Vouloir donc l'abolition de la force, *actuellement* que la société avoue sa complète ignorance quant à la raison, c'est vouloir l'abolition de la société *actuelle*.

ABSOLU. Indépendant, existant par lui-même; l'opposé de relatif.

Il faut affirmer de l'absolu (s'il y a réellement un absolu) qu'il est tout ce que le relatif n'est pas. Il faut dire qu'il est indépendant, éternel, immatériel, hors de toute possibilité de succession et de division, sans modification ni qualification d'aucune sorte.

Il n'y a d'absolu possible, *au propre,* que les âmes; *au figuré,* que les vérités qui en sont déduites par enchaînement d'identités.

—La négation de l'absolu (et au point de vue des connaissances actuellement acquises à la société, l'absolu est nécessairement nié) équivaut à la négation de toute réalité, de toute intelligence et de toute liberté *réelles*. L'homme qui n'existe pas par lui-même, qui n'est pas, par essence, absolument indépendant, qui est le résultat de la volonté de Dieu, son auteur, ou d'une combinaison de la matière, ne diffère plus que par sa forme accidentelle du chien qu'il nourrit, des légumes qu'il cultive et des matériaux dont il se bâtit une maison.

ABSOLU (*Raisonnement*). Raisonnement qui part d'un principe incontestable, et qui y ramène, par un enchaînement de propositions identiques, la vérité qu'il cherche à établir.

Le raisonnement absolu est le seul bon raisonnement, le seul qui puisse donner la vérité entière, c'est-à-dire la vérité réelle. Celui qui ne repose que sur des faits, sinon contestés, du moins contestables, ou bien qui procède par propositions analogues, quelque plausible qu'il soit, n'a pour conclusion que la vérité relative aux faits admis, ou approchant de cette vérité, vérité aussi réelle, ou à

peu près aussi réelle, que celle de ces faits mêmes, mais jamais plus.

Cependant la plupart des gens qui croient raisonner, crient à tue-tête : « Des faits, des faits! Donnez-nous des faits ! Pas d'absolu ! » Ils ne savent donc pas ce qu'est un raisonnement? Ils ignorent donc que si le raisonnement n'avait pas l'absolu pour base, ni eux ni personne ne raisonnerait? L'homme, en parlant, *résonnerait,* comme fait une cloche, chaque fois que le marteau de la nécessité frapperait sa tête creuse; et chaque homme aurait un son prédéterminé; et tous ces sons réunis formeraient le concert qu'aurait voulu le chef d'orchestre, soit la nature, soit Dieu.

M. Proudhon dit que « la négation de l'absolu est proprement la négation de la vérité, » et que « les systèmes sont la marche de l'esprit vers l'absolu. » Il a raison : les systèmes qui sont le résultat du raisonnement, partant d'un fait hypothétique, tendent tous à la démonstration de la vérité, de l'absolu.

ABSTENIR (*S'*).

Se priver pour donner aux autres, cela se conçoit de la part de celui qui sait ou qui croit qu'il lui importe de se sacrifier pour les autres, de se dévouer au bonheur des autres. Mais se priver pour se priver, c'est de la mysticité, du non-sens. Poussons le raisonnement que nous critiquons jusqu'en ses dernières conséquences, et l'absurdité en deviendra palpable.

Renoncer à une jouissance, c'est se procurer une douleur. L'homme qui se rend volontairement malheureux, c'est-à-dire qui se prête plus ou moins à toutes les fantaisies de bourreau, suggérant des tortures, des supplices, jusques et y compris le suicide, s'attend ou ne s'attend pas à une ample compensation de ce sacrifice au devoir présumé. S'il ne s'y attend pas, il est stupide de sa part d'abréger sa vie qu'il dépend de lui de rendre plus ou moins agréable, comme il est stupide d'ôter à cette vie, pendant qu'elle dure, les agréments qu'elle offre. Si au contraire, il voit dans la vie présente l'indispensable condition d'une existence future, sa raison doit repousser l'intervertissement brutal d'un ordre que son raisonnement suppose, et qu'il ne peut concevoir que comme étant, dans toutes ses conséquences, conforme à la raison.

ABSTRACTION. Séparation, distinction.

Toute idée est une abstraction, l'abstraction d'une sensation, d'une modification de soi; toute abstraction personnalisée est une figure, n'est rien de réel, si on la prend au sens propre. Une abstraction peut être vraie ou fausse; une réalité est toujours vraie. *Trois égalent un* est une abstraction fausse; *un égale un* est une abstraction vraie, bien entendu si *un* est une véritable réalité.

ABSURDE. Ce qui est démontré impossible.

L'opposé de l'absurde est la vérité. Si *trois égalent un* est absurde, *trois n'égalent pas un* est vrai. Nous avons dit que le vrai est *le contraire de l'absurde*, mais non *ce qui n'est pas telle ou telle absurdité*. Les absurdités sont sans nombre; la vérité est une. De ce que *trois égalent un* est absurde, gardons-nous de conclure que *trois égalent deux* ou *quatre* soit la vérité. Il n'y a de vrai que *un égale un,* et ce qui peut être ramené à cette proposition, comme deux (ou un et un) égalent deux (ou encore un fois un et un), trois égalent trois, etc. »

« Quand un principe mène à des conséquences absurdes, c'est qu'il est mauvais, » a dit l'abbé Sieyes. Nous ajouterons : Les conséquences déduites par enchaînement d'identités d'un principe vrai, sont vraies également et au même titre.

Si l'anéantissement est absurde comme son corrélatif la création, l'impossibilité de créer et d'annihiler, le *rien ne vient de rien ni ne retourne à rien,* est la vérité.

Tout ce qui est absurde est impossible. Ce qui est possible, doit encore être démontré vrai avant qu'on l'accepte comme tel.

ABSURDITÉ. Impossibilité démontrée d'existence.

Voici un exemple d'absurdité : L'identification de l'être et du néant, par les croyants qui supposent que l'âme réelle a été créée; par les matérialistes qui affirment que l'homme qui est *réellement* rentrera dans le *non-être*.

On a dit : « *Je crois parce que c'est absurde,* » ce qui signifie : « *Je crois que l'absurdité est la vérité*. L'expression est plus que paradoxale : l'absurdité n'est point un motif de croyance, c'est-à-dire de supposition de vérité, pour quiconque fait usage de sa raison, quand même ce serait pour déclarer qu'il renonce désormais à cet usage. L'homme de foi croit sur un raisonnement irréprochable à ses yeux, et il croit ce qui à d'autres paraît absurde, non pas *parce qu'ils* l'appellent une absurdité, mais *quoiqu'ils* le qualifient ainsi. Il croit (qu'il se fie d'ailleurs à un sentiment intime, à sa propre inspiration, ou à des autorités qui, pour lui, sont au-dessus de tout doute possible), il croit ce qui est tellement loin de lui paraître absurde, qu'au contraire il le déclare vrai. Dans ce sens, ce qui, pour

le monde, est *folie*, est, pour lui, *sagesse*, raison; et voilà précisément pourquoi il l'accepte avec *confiance*, il y a *foi*. « Croire contre sa raison, dit le P. Rozaven, jésuite, ce serait cesser d'être raisonnable. »

ABUS. Usage contraire à la raison, soit à la raison absolue, soit à la raison seulement relative.

Des abus réels, lorsqu'on prend ce mot dans le sens absolu, c'est-à-dire dans le sens qu'il présente aux yeux de l'absolue raison, peuvent avoir été des nécessités relativement à une époque déterminée de la vie humanitaire. Par exemple : la misère, l'esclavage, le prolétariat, la propriété privée du sol, la compression des intelligences, sont évidemment des abus, et sont généralement reconnus pour tels depuis qu'il est loisible à chacun d'en discuter la valeur au point de vue de la société organisée rationnellement. Mais avant que l'examen public eût été affranchi de toute entrave, l'ignorance sociale de la vérité ne faisait-elle pas un devoir de maintenir ces abus comme étant les seuls moyens possibles d'ordre et de stabilité?

Les abus d'un temps sont les usages d'un autre temps, témoin l'esclavage domestique dont l'antiquité croyait ne pas pouvoir se passer et que nous croyons de plus en plus incompatible avec la civilisation. Il en sera de même pour le prolétariat : on ne conçoit pas aujourd'hui comment la société existera sans que le capital domine le travail; le moment viendra où l'on aura peine à se figurer que le travail n'ait pas toujours dicté des lois à la richesse, qui, après tout, n'existerait pas sans lui.

— L'homme de science signale l'abus et en détermine le remède; l'homme d'État ne tente de réformer l'abus et d'appliquer le remède, que quand l'abus, devenu intolérable, n'est plus soutenu par personne, et que tout le monde est convaincu que le remède proposé est le seul efficace.

— « Les abus valent mieux que les révolutions, » a dit quelque part le comte de Maistre : c'est vrai. Mais d'où naissent les révolutions si ce n'est des abus? contre quoi se font-elles si ce n'est contre les abus? Hâtons-nous d'ajouter néanmoins que ce n'est pas par eux-mêmes que les abus donnent lieu aux révolutions : les abus existent impunément aussi longtemps qu'ils demeurent inconnus. Ce n'est que lorsqu'ils ont été examinés, discutés, dévoilés, qu'ils menacent l'ordre dont ils font partie. Dès qu'on n'a plus la force d'empêcher qu'ils ne soient mis à nu, on est sur le point de perdre celle de les maintenir. Les faire disparaître est alors la seule bonne mesure de conservation. Il faut ne jamais perdre de vue que les hommes ne se soulèvent pas par amour pour la révolte, mais parce qu'ils veulent être bien et que par conséquent ils se sentent mal. C'est ainsi que, sans le despotisme, qui cependant vaut mieux que l'anarchie, l'anarchie n'éclaterait jamais, ce qui, pour le dire en passant, serait fort à regretter puisque l'anarchie seule, lorsque le despotisme sera devenu, même transitoirement, impossible, fera désirer l'ordre réel et découvrir la vérité sur laquelle cet ordre doit être assis.

Despotisme et anarchie sont l'expression de la force : le despotisme est la force concentrée dans les mains d'un seul ou de quelques-uns pour maintenir l'ordre parmi tous les autres; l'anarchie est la force aux mains de tous à la fois, sans ordre possible. Il y a également abus des deux parts : mais avec le despotisme on vit, tandis que l'anarchie tue. L'abus de la force, imposant un ordre faux, est donc incontestablement préférable à la force renversant cet abus, mais n'y substituant rien du tout, jusqu'à ce que l'ordre reparaisse sous la même forme ou sous une forme nouvelle, toujours abusive du reste, et par conséquent ramenant toujours, par les révolutions, à l'anarchie.

ACADÉMIE. Réunion d'hommes qui sont ou se prétendent savants.

Les académies sont actuellement des associations de vanités s'assurant les unes les autres contre les vanités en dehors d'elles.

ACCAPAREMENT.

Les sociétés existantes étant organisées dans le but d'accumuler le plus possible de richesses dans le moins possible de mains, l'accaparement, honni de nom, est nécessairement favorisé de fait. La prospérité sociale a pour condition la puissance des moyens auxquels elle est due; cette puissance est la richesse concentrée, ce qui équivaut à la misère étendue, en d'autres termes, l'accaparement d'une part, le dénûment de l'autre.

ACCEPTER. Recevoir volontairement : être forcé de recevoir ne peut pas s'appeler proprement *accepter*.

Accepter est un acte éclairé, motivé, libre. Dira-t-on que les livres qu'on place dans les rayons d'une bibliothèque, acceptent l'ordre qui est mis entre eux? Non certes. Mais on doit dire que des soldats, même servant contre leur gré, acceptent l'ordre qu'ils subissent dans les rangs, parce que, tacitement du moins, ayant pris connaissance de ce qu'on leur impose, et sachant d'ailleurs la peine qu'ils encourraient s'ils n'obéissaient point, ils ont,

après comparaison, préféré se soumettre plutôt que d'être punis. C'est là ce que nous avons nommé une acceptation improprement dite, parce que, bien que dérivant d'un raisonnement, elle n'est pas libre. Les prolétaires aussi, qui, dans l'état actuel des choses, reçoivent un salaire insuffisant et d'ailleurs iniquement déterminé, *pour ne pas mourir de faim*, ne peuvent être considérés comme acceptant librement cet état des choses dont ils sont les victimes.

ACCIDENT. Phénomène.

L'accident est la chose perçue, sentie; il suppose nécessairement des sensibilités qui la perçoivent. Un accident qui se percevrait lui-même, en vertu de son essence d'accident, semble être l'opposé d'une substance qui ne se percevrait jamais, qui ne pourrait se percevoir; mais, au fond, c'est la même chose, savoir une déraison, une absurdité, comme *trois égalent un*, ou *un et un font trois*. Car il n'y a que le sentiment même de l'existence, ou l'*être* et le *sentir* confondus, qui puissent constituer la substance; et il ne faut à celle-ci pour se sentir elle-même que la possibilité de se sentir mue, modifiée au moyen des variations, des accidents dont elle perçoit la succession, c'est-à-dire au moyen de son union, dans les conditions voulues, avec un organisme, partie de matière, série de mouvements, force particulière que la force générale modifie.

Les accidents ne sont rien autre chose que les modifications de cette partie de matière organisée, unie à une substance, modifications converties par cette substance en sensations, en idées, en langage, et dont les incessantes variations forment pour l'être sentant qui les résume dans son unité de sentiment, ce qu'on appelle *la conscience de soi*.

ACCOMMODEMENTS.

Il est avec le ciel des accommodements, est passé en proverbe. Mais cela n'est vrai que pour celui qui ne croit plus très-positivement au ciel, et qui n'a de confiance dans les paroles censées venir de *là-haut*, que pour autant qu'elles ne contrarient que jusqu'à un certain point ses intérêts et ses passions. Si l'on donne au mot *ciel* la signification de *devoir*, les accommodements ont lieu, lorsque, ne connaissant pas la sanction qui rend ce devoir réellement obligatoire, ou du moins ne croyant pas à la réalité de cette sanction, on fait fléchir la règle sous toute tentation un peu forte de ne pas s'y conformer.

— Les accommodements avec le ciel seront préconisés et maintenus en honneur, aussi longtemps que les interprètes de la volonté du ciel pourront en tirer avantage. Ils en sont les intermédiaires, et le prix dont les dévots les payent, passe par leurs mains et y reste.

ACCOMPLIS (*Faits*).

Le fait accompli est le droit actuel. Cela est logique; car il faut un droit commun pour constituer la société, et celle-ci, qui a cessé de croire à la réalité du droit révélé, n'a pas encore accepté, ne connaît même pas encore le droit démontré réel. La société en conséquence s'en réfère, en dernière analyse, à la force, que cependant, par une espèce de pudeur d'habitude, elle cherche à farder d'une apparence de raison. Dès lors, tout fait accompli par la force ou par la ruse, et que nul de ceux qui étaient intéressés à ce qu'il ne s'accomplît point n'est assez fort ou assez habile pour renverser, est légitime,... comme le sont le feu qui consume, l'eau qui asphyxie, le rocher qui écrase.

ACCORD. Communion d'idées.

C'est comme qui dirait *société*. Deux hommes qui ont des idées communes forment par cela seul une société. Quand l'accord est rompu, la société est dissoute. Le lien de la famille, qui est l'élément social, est l'accord, l'entente. Sous ce point de vue, on peut dire qu'il y a eu accord parmi les hommes, puisqu'il y a encore, tellement quellement du moins, société; mais puisque cet accord ne dure plus, on doit dire que la société puise ses conditions d'existence dans l'accord sur lequel elle avait été fondée. C'est l'état présent.

« Un cri général s'élève, écrit M. Louis Veuillot: *que faire?* Mille voix répondent, chacun ouvre un avis différent, que réprouvent unanimement les autres. Le seul accord possible de tant de doctrines, leur œuvre commune et uniforme, est de miner dans ses bases les plus profondes l'ordre actuel, qui croulera un jour tout d'une pièce; il n'en restera rien. » Cela est vrai. Mais restera le besoin qu'il reste quelque chose. Or, ce besoin ne pouvant plus être satisfait par aucune des doctrines en désaccord entre elles depuis que toutes, également dénuées de preuves, ont le droit de démontrer leur mutuelle contestabilité, il faudra bien qu'il le soit finalement par l'application de la vérité, demeurée seule en possession de l'intelligence après la chute des opinions diverses qui l'avaient envahie, demeurée seule capable de maintenir l'accord social que la diversité des opinions allait renverser complétement.

ACCROISSEMENT DE LA POPULATION.

Au XVIIIe siècle, les philosophes accusaient la religion de restreindre la population; au XIXe, les

économistes l'accusent de ne pas permettre qu'on la restreigne. Les philosophes étaient mus par un sentiment dont ils ne se rendaient pas compte; les économistes sont poussés par l'empirisme de la pratique qu'ils comprennent à merveille. L'accroissement de la population n'est pas la conséquence du paupérisme; il a au contraire l'accroissement du paupérisme pour conséquence *actuellement*.

Aussi est-ce là l'éternel cauchemar du bourgeois, qui sait fort bien que, dans l'état donné des choses, les prolétaires, jetés sur la place en sus du nombre strictement nécessaire à sa consommation, sont irrésistiblement poussés à la révolte, aux révolutions, à moins que, faibles et timides, ils ne se laissent débonnairement consumer par la misère et le désespoir, ou que, doués de l'énergie qui mène du désespoir au crime, ils ne se fassent décimer par le bourreau. C'est pour cela que le génie bourgeois se torture dans le but de trouver le moyen d'empêcher que le prolétariat ne sorte des limites posées à la multiplication de l'espèce par l'économie politique. Si c'est sur cette découverte que le doctrinarisme libéral fonde l'espoir d'un meilleur avenir, nous ne saurions trop déplorer son inqualifiable aveuglement.

ACTE, ACTION. Mouvement, effet : au propre, causé par un être libre; au figuré, provenant d'un être qui agit nécessairement.

L'expression *acte* est figurée quand elle est relative à la matière. Au propre, il n'y a pas d'acte physique; il n'y a que de la force, du mouvement, de la matière, des faits. Tout acte implique connaissance; toute connaissance suppose l'union d'un sentiment réel avec une partie de la force générale, au moyen de laquelle le sentiment puisse être modifié.

— Les actions proprement dites sont des effets de la liberté; les événements sont des effets de force. Le rapport nécessaire entre les actions et les événements constitue l'ordre moral, qui exprime la conformité avec la justice éternelle.

ACTIONS (*Règle des*).

Cette règle est ce que les moralistes appellent *la conscience*. Si la règle des actions était un effet de l'organisme, ou d'une intuition, d'une révélation, d'une grâce particulière, l'individu ne serait point libre. Qui peut être responsable de ce qu'il est né conformé de telle ou telle façon, de ce que telle chose lui a été inspirée plutôt que telle autre, de ce que ceci lui a été dit et non cela, de ce qu'il a été favorisé ou abandonné par une puissance supérieure? La conscience est toujours et exclusivement un acte de raisonnement, même lorsque l'individu accepte sur parole la règle d'action que le raisonnement d'autrui a établie, et que le sien lui fait adopter passivement.

— Chaque homme a son système, d'après lequel, sauf les entraînements du moment, il règle ses actions. Demandez à quelqu'un le *pourquoi* de ses actes; il vous répondra : « C'est ma manière de voir, c'est ma conviction, c'est ma religion, » ou bien « je suis organisé ainsi; cela tient à ma nature, etc., etc. » Ces réponses prouvent une chose, savoir, qu'il n'y a point d'action sans motif, point de conduite sans un plan arrêté, aucun acte sans une idée préalable. Une société donc qui, comme la nôtre, laisse forcément les intelligences errer au hasard, et se trouve dans la nécessité de subir toutes les sottises dont le raisonnement est susceptible, pour ne s'attacher qu'aux actes qui en sont la conséquence et qu'elle déclare nuisibles, est une société sans raison, existant uniquement parce qu'elle existe, et menant fatalement à un résultat inévitable qui est la désorganisation des choses par la confusion des idées.

ACTIVITÉ. L'activité réelle ou proprement dite est l'immatérialité; l'activité illusoire ou figurément dite est la force.

L'immatérialité, source de toute intelligence, est essentiellement immuable. La matière est la causalité physique, le mouvement même, la modification. Elle est toujours susceptible de qualification, et par conséquent de *plus* et de *moins;* elle est divisible par essence et ne saurait être absolue. Pour que l'âme soit active, c'est-à-dire pour qu'il y ait activité intelligente, il faut une âme et de la matière organisée. Sans organisme, l'âme est purement *sentiment d'existence,* mais sentiment qui a besoin de moyens d'activité, de *modificabilité,* pour pouvoir *se sentir*.

ADULTÈRE.

Avant tout, nous devons poser en fait que l'union qu'on appelle *mariage* n'est pas seulement charnelle, physique, organique, et que par conséquent l'adultère n'est pas uniquement la rupture charnelle, physique, organique de cette union. L'adultère mène à cet acte coupable, mais il n'est pas cet acte exclusivement. L'adultère est le mensonge au moyen duquel un des époux trompe l'autre, en le frustrant de ses droits acquis en conséquence de leur union, et dont il gratifie une autre personne. Or le droit de chacun des époux est de résumer sur lui seul tout l'amour, toute la tendresse, toute la confiance, indispensables pour que la famille soit heureuse, prospère, existe et se conserve.

— Lorsque le mari consent au manque de foi, à l'infidélité de sa femme, ou la femme à celle de son mari, pour de l'argent, de la protection, des jouissances en un mot, il n'y a plus manque de foi, car il n'y a plus mariage : il ne saurait y avoir adultère. Nous parlons ici dans le sens de la raison; aux yeux de la loi, l'union qui a été contractée devant elle, se dissout par son entremise seulement, et elle continue à nommer adultère celui des deux conjoints qui a rompu matériellement un lien dont elle ne reconnaît que l'existence matérielle. Pour elle, tant qu'il n'y a point eu violation constatée du contrat dont elle est garante, l'adultère n'existe pas encore, et la honteuse spéculation que nous avons signalée ne constitue cette violation sous aucun rapport. Dans la société organisée conformément à la raison, la loi est toujours d'accord avec celle-ci.

AFFAIRES.

C'est l'arène où tous ceux qui ont quelque chose à gagner ou à perdre, se cherchent, se fuient, s'attaquent, se défendent, se rusent, se violentent, se trompent, se heurtent, s'écrasent, de mille et mille façons. Dans l'état actuel de la société, comme personne ne peut gagner sans qu'un autre perde, et que, pour qu'un seul vive, il faut souvent que cent meurent, les hommes d'affaires se divisent en dupes et fripons, en oppresseurs et victimes, en heureux et malheureux, en riches et pauvres. Avec notre organisation sociale, les gouvernements ne sont la plupart du temps que des agences d'affaires au profit de quelques fripons, jusqu'à ce que les révolutions les convertissent en dupes.

AFFIRMATION. Établissement d'un fait, sans preuves de sa réalité.

Toute affirmation implique la négation de ce qui lui est opposé. Quiconque dit *un*, nie que ce soit *deux*, *trois*, *plusieurs;* et s'il veut identifier l'un avec l'autre il raisonne mal, il déraisonne.

AFFRANCHISSEMENT.

Les révolutions bourgeoises ont réellement affranchi le capital de toutes les entraves que faisait peser sur lui l'inféodation du sol à la noblesse. Le travail en a été soumis à un esclavage plus dur, et les travailleurs, quoique dégagés en apparence de la servitude politique de caste inférieure, se sont vus plus isolés et plus malheureux que jamais. L'émancipation véritable du travail est impossible sans l'organisation vraie de la société, et cette organisation sociale qui dépend de la connaissance de la vérité, s'opérera par l'organisation intellectuelle (l'éducation et l'instruction), et l'organisation matérielle (la réforme rationnelle de la propriété).

AGIR. Faire une action, poser un acte. — Voir le mot *Acte, action.*

Si on donne au mot *agir* sa véritable valeur, on peut dire, non pas que la liberté est le pouvoir de tout faire, mais que c'est le pouvoir de *choisir,* pour les exécuter, les actes auxquels l'âme donne son assentiment. Si, par agir, on entend simplement *exécuter,* la liberté et l'action n'ont plus rien de commun. Car l'homme perclus est aussi libre que celui qui est dispos de tous ses membres. La liberté ne tient ni aux bras ni aux jambes, mais uniquement à l'âme (au cas bien entendu que celle-ci soit démontrée immatérielle) qui, moyennant son union avec un organisme, moyennant l'intelligence et le raisonnement, veut ce qu'elle, âme, indique à l'intelligence comme étant conforme au principe de celle-ci, la raison.

AGRAIRE (*Loi*). Partage égal de toute la propriété foncière entre tous les citoyens.

Inspirée par le sentiment de l'injustice que la libre discussion signale dans l'aliénation perpétuelle du sol à des individus, et dont elle démontre l'incompatibilité absolue avec l'émancipation du travail, c'est-à-dire l'opposition radicale à l'organisation sociale rationnelle, la loi agraire, loin de détruire le mal contre lequel elle est invoquée, n'aurait pas même longtemps l'apparence d'y avoir été appliquée avec quelque chance de le guérir. Un partage des terres, quel qu'il soit, consacre en principe l'appropriation privée du sol, l'esclavage de la classe qui surgit bientôt, celle des non propriétaires, et tous les abus de l'ignorance dont la connaissance de la vérité peut seule nous affranchir. C'est une utopie au degré superlatif.

AGRÉABLE.

La raison est juge souverain, pour chacun et pour tous, de ce qui est bien ou mal, vrai ou faux; le goût de chacun décide souverainement ce qui est agréable pour lui ou ne l'est pas, ce qui lui plait ou lui déplaît, lui paraît mauvais ou bon. Prouvez donc à quelqu'un qui n'aime pas une chose que cette chose lui fait plaisir ! C'est aussi impossible que de donner raison à celui qui s'obstine à soutenir que *deux et deux font cinq.*

AIMER. Organiquement, être attiré *par;* intellectuellement, préférer en conséquence d'un raisonnement.

Faut-il, comme on s'exprime en style de dévo-

tion, *aimer Dieu?* De l'amour qui n'est qu'attraction physique, sympathie aveugle, assurément non. De l'amour qui naît de la conformité des idées, pas davantage; car Dieu n'existe pas dans le temps, sans lequel il n'y a point d'idées. Il faut se soumettre avec respect, avec amour si l'on veut, à l'ordre éternel, en vertu duquel nous recevons en cette vie la récompense de nos bonnes actions de la vie passée, ou nous y expions nos fautes, et sommes certains que, dans une vie future, nous serons également traités d'après nos mérites ou nos démérites de la vie présente : voilà tout.

Mais peut-on aimer Dieu? Sans nul doute, pourvu qu'on n'en fasse jamais une intelligence, libre, variable, une espèce d'homme. On peut considérer Dieu, non-seulement comme un principe abstrait, mais encore comme un sentiment dans l'éternité : dans l'éternité, remarquons-le bien, sans succession possible, sans modification, sans changement, éternelle vérité, éternelle raison, éternelle justice : et on l'aime alors parce qu'on est soi-même un être se sentant dans le temps, au moyen d'un organisme uni à une âme, c'est-à-dire passionnel, mais rationnel aussi, et tout à la fois passionnel et rationnel.

AISANCE.

Dans l'intérêt de la conservation des sociétés telles qu'elles sont organisées, il faut que le nombre des hommes aisés soit le plus restreint possible; car ce sont les plus dangereux. Leur loisir les pousse à l'examen; leur examen se traduit en discussion, et la discussion généralisée démontre aux hommes qui n'ont que le strict nécessaire que, si eux aussi ne sont pas dans l'aisance, c'est parce que d'autres se sont adjugé et détiennent le superflu.

ALIÉNATION DU SOL. Attribution de la propriété du sol à un ou à plusieurs individus.

Il y a deux libertés inséparables, celle du travail et celle du sol. Là où le sol est entièrement aliéné à un ou plusieurs individus, à une caste, à des classes, le travail est nécessairement esclave. Aussi, partout où le besoin social a exigé que le travail fût dominé afin que les travailleurs, les masses, n'eussent pas le loisir d'examiner l'hypothèse sur laquelle l'ignorance avait forcé d'asseoir la société, le sol a été déclaré propriété privée. Et tant que l'ignorance sociale durera, la terre devra être aliénée; et pour qu'il y ait ordre, il faudra qu'on croie qu'elle doit être aliénée; et quand on ne le croira plus, il y aura anarchie, jusqu'à ce que l'ignorance, détruite socialement, ait permis d'attribuer le sol à la collectivité, de rendre le travail libre.

— Les choses qui n'existent que par le travail de l'homme, appartiennent par cela seul à celui qui les a produites ou à celui pour qui il les a produites. La matière première elle-même ne peut pas être aliénée indéfiniment. Tant que la nécessité sociale l'exige et que l'état social le permet, le sol auquel aucun travail privé n'a donné l'existence est privativement approprié, dans l'intérêt de l'ordre, par des individus qui, en conséquence de cette propriété, règnent despotiquement sur la société établie. Mais cette aliénation, nécessairement temporaire, engendre bientôt le prolétariat et le paupérisme, d'où l'urgence d'échapper aux maux qui en résultent fait surgir le besoin de chercher la vérité.

D'abord, les maîtres avaient eu intérêt à comprimer les intelligences pour les dominer; peu à peu ils eurent intérêt à les émanciper pour les exploiter. Mais les libres intelligences, non éclairées par la vérité, n'ont fait qu'errer dans la confusion, et elles accroîtront le désordre, jusqu'à ce que les souffrances de tous, devenues intolérables, forcent à découvrir cette vérité et à l'appliquer socialement. La vérité met immédiatement à sa place le travail, l'activité de l'esprit, auquel le sol, qui dès lors est à la disposition de chacun, devient pour tous au même titre une source inépuisable de prospérité.

ALTERNATIVE DU DESPOTISME ET DE L'ANARCHIE.

L'alternative du despotisme et de l'anarchie est la caractéristique de l'époque sociale d'ignorance. Cette époque dure tant que la raison est indéterminée, c'est-à-dire est socialement impuissante. Or, l'impuissance de la raison rend la force seule puissante; et cette force se manifeste nécessairement par la domination d'un ou de quelques-uns sur tous, ou par celle, si ce n'est de tous, du moins du plus grand nombre sur quelques-uns : dans le premier cas, il y a despotisme et ordre brutal; dans le second, liberté sans frein, brutale également, et désordre.

AMBAGES ET CIRCONLOCUTIONS.

C'est le fond obligé du discours de chacun dans l'état donné des choses. Personne ne dit ce qu'il pense et veut, parce que, s'il le faisait, il aurait tout le monde pour concurrent; car, en définitive, tout le monde pense la même chose et, en conséquence, veut tout pour lui seul. On tourne donc autour de ce qu'on a l'intention d'obtenir, afin de rencontrer le moins possible d'opposition directe : l'opposition indirecte ne forcera qu'à une chose, savoir, à transiger, et on aura du moins en partie ce dont les autres n'auront ainsi que le reste, reste d'ailleurs que, par de nouveaux détours, on tra-

vaillera aussitôt à leur enlever. C'est une guerre continuelle de rapacité et de ruse, où, si l'on ne fait que rarement appel à la violence, c'est parce qu'on manque de résolution, dans la prévision qu'on pourrait bien ne pas être le plus fort.

AME. Au propre, c'est ce qui sent; au figuré, ce qui meut.

A moins que l'âme ne soit le sentiment d'existence même, le *sentir* dans l'éternité, l'immatérialité, l'absolu, la réalité, il n'y a de vrai que le matérialisme, et le matérialisme est incontestablement vrai. L'âme, si elle est réelle, n'est point une force, ou il n'y aurait que de la force. L'âme n'est pas la pensée; car la pensée n'est possible que là où il y a possibilité de modification, c'est-à-dire n'est possible qu'au moyen de la matière. L'âme n'est pas la vie, qui est de la matière, momentanément particularisée, ou phénoménalement distincte. L'âme n'est point le mouvement, le temps : le mouvement n'est quelque chose que pour l'intelligence, où il exprime la succession des idées, en d'autres termes les modifications du *sentir* dans le temps.

L'âme est donc ce *sentir* même, mais non modifié, immuable; mais hors du temps, dans l'éternité. Entre l'âme et l'homme, il y a la différence essentielle suivante : L'âme est l'individualité, l'unité même, la réalité; l'homme est la personnalité, l'unité phénoménale : l'âme est la sensibilité, pure, absolue, indivisible par conséquent, éternelle, immatérielle; l'homme a le sentiment de la vie, sentiment relatif à l'union d'une âme et d'un organisme, ayant un centre de mémoire, relatif aussi au contact de l'homme avec ses semblables, sentiment complexe par conséquent et temporel, et, dans ce sens, matériel. L'individualité, l'âme, demeure; la personnalité, la vie sentie, *s'évanouit* avec le mécanisme des organes.

AME CRÉÉE.

Une âme créée est une contradiction dans les termes. L'âme créée serait un ressort placé par la main de Dieu dans l'automate *homme;* comme une machine humaine sans âme serait à elle-même son ressort, résultant automatiquement de l'ensemble et de la combinaison de ses rouages : ce sont des absurdités. L'âme, nous ne saurions trop le répéter (nous supposons son immatérialité positivement démontrée), est un fait éternel, non un phénomène temporel, un fait physique. Cette définition rend tout galimatias impossible.

AME PENSANTE.

Une âme qui pense est aussi absurde qu'une âme créée, faite. L'âme est simple et ne saurait penser; ce qui est intelligent et par conséquent complexe, n'est pas une âme. L'âme *est,* sans *comment* ni *pourquoi;* à des conditions déterminées, elle devient capable de sentir, de penser, de vouloir, d'agir. — Voir au mot : *Propriété, qualité.*

AME UNIVERSELLE.

Force universelle, soit; c'est le matérialisme, quand on fait dépendre l'intelligence de la force exclusivement; et si avec cela on reconnaît qu'on est une simple machine qui fonctionne comme si elle raisonnait, on est conséquent........ dans l'absurdité. Mais si une âme est tout, il n'y a rien qu'elle.

Si c'est l'esprit qui est universel, cet esprit est une âme, ou le résultat d'une âme et d'autre chose; au dernier cas, cette autre chose est aussi universelle qu'elle, et il n'y a plus rien d'universel.

AMES IMMORTELLES. Ames qui, bien qu'ayant commencé, sont censées ne pas devoir finir.

Les révélations n'ont pu établir que l'immortalité des âmes; le Dieu qu'elles placent au-dessus de tout, les force à n'admettre que des âmes créées. Le raisonnement devenu libre a facilement renversé cette doctrine (voir au mot *Immortalité*), et en le faisant il a fourni aux matérialistes leur argument le plus spécieux. « Si l'immortalité est absurde, disent-ils, l'éternité est plus absurde encore et à plus forte raison. » Nous leur répondons : « L'immortalité sans l'éternité est une absurdité palpable. Des vies éternelles sont des éternités placées entre un commencement et une fin. Mais des âmes réelles, quoique non éternelles, sont des absurdités aussi. Or, si l'homme n'a pas un principe de réalité, s'il n'est qu'un acte arbitraire de Dieu ou un effet passif, nécessaire, de la matière, un simple phénomène, brisons là, toute discussion est inutile; elle n'a point de sens rationnel possible. »

— L'impropriété du langage nuit à la vérité, même après que le langage a été rectifié : l'immortalité des âmes s'oppose à ce que l'on accepte l'éternité des âmes, et le mot *âme,* tombé dans le domaine du ridicule avec l'entité qu'on donnait pour cheville ouvrière à l'homme, empêche qu'on n'admette la réalité de la sensibilité.

— Le dogme de l'immortalité des âmes a toujours été le plus difficile à faire accepter sincèrement, parce que c'est le seul qui, accepté de cette manière, engage réellement dans la pratique, en obligeant les passions de se courber devant la raison. En effet, qu'il y ait un Dieu, cela ne tire guère à conséquence; car l'expérience de tous les jours

prouve que l'on peut fort bien échapper à sa justice en cette vie, et, dans l'hypothèse, tout finit à la mort. Mais avoir à craindre de subir ailleurs la peine des fautes que l'on commet ici-bas, cela impose le devoir de se tenir sur ses gardes, de donner toujours la raison pour frein à ses passions, et de conformer toute sa conduite à la plus sévère équité. Le raisonnement se met donc d'accord avec les passions pour briser ce joug incommode ; il s'oppose de tous ses moyens à ce qu'on fléchisse devant la raison qui, substituant le mot *éternité* au mot *immortalité,* travaille à établir incontestablement ce qu'on venait d'abolir comme n'étant qu'une simple croyance, qu'un acte de foi sur parole d'autrui. « Tels hommes seraient humiliés, dit Châteaubriand, qu'on leur prouvât qu'ils ont une âme, et qu'au delà de cette vie ils trouveront une autre vie : ...... ils adoptent le néant ou, si vous le voulez, le doute, comme un fait désagréable peut-être, mais comme une vérité qu'on ne saurait nier. »

Cependant, nous le répétons avec intention, l'immortalité (l'éternité) des âmes est le seul fondement possible de la métaphysique, science de ce qui est plus que physique, de ce qui ne change pas, ne meurt pas, n'a jamais changé ni pu changer, de ce qui n'a pu ni naître ni mourir, de ce qui est éternel. Quiconque donc nie que cette immortalité (cette éternité) puisse être démontrée d'une manière rationnellement incontestable, et malgré cela se croit philosophe, n'est au fond qu'un homme sans logique, sans raison.

M. Proudhon, dans son dernier écrit (*Appel à la justice*) professe un grand respect *de sentiment* pour le nom de Dieu et l'immortalité de l'âme. « Mais, ajoute-t-il immédiatement, dès que je veux me rendre compte par la raison seule de cet ineffable sentiment, dès qu'on prétend me démontrer, par arguments, la réalité sursensible de ces essences insondables, Dieu, l'âme, la dialectique me fait pitié ; le sens commun, en moi soulevé, proteste. Et si l'on va jusqu'à soutenir, avec la théologie, que ces merveilleuses hypothèses sont indispensables à l'observation de la justice, tout aussitôt je me sens entrer en méfiance, et ces mêmes idées de Dieu et d'âme immortelle, qui tout à l'heure me semblaient si belles, si nobles, ne m'apparaissent que comme un attentat à ma conscience. »

Pour ce qui nous concerne, nous déplorons vivement d'être suspect aux yeux de M. Proudhon ; car nous n'avons, on peut nous en croire, aucune intention de surprendre sa bonne foi et d'abuser de sa confiance. Nous tâchons, il est vrai, de démontrer que l'éternité des âmes et la sanction ultra-vitale sont le seul fondement réel sur lequel l'ordre social puisse être établi d'une manière durable, et nous essayons de donner à ce fondement l'appui d'arguments scientifiques, puisque l'appui de l'autorité dérivant de la foi est venu à lui manquer.

Nous ne comprenons pas du tout le respect professé *sentimentalement* par M. Proudhon pour ce qu'il appelle *des essences insondables*. Ce que nous ne parvenons pas à connaître en le sondant, nous ne le respectons ni ne le méprisons : cela est pour nous comme si cela n'était pas. Et si la sanction ultra-vitale était de cette nature, nous nous résignerions, convaincu que nous sommes qu'elle est indispensable à la conservation de la société, nous nous résignerions, disons-nous, à voir cette société décliner progressivement et finalement succomber.

Du reste, nous concevons facilement la répulsion que M. Proudhon éprouve pour toute preuve logique de la réalité sursensible de l'âme ; son système philosophique est fait, et il lui serait dur d'avoir à le remplacer par un autre : ce système est la continuité non interrompue de la série de tous les êtres dont est composé le grand groupe, nommé *la nature*. Il n'y a point en effet de place là pour l'immatérialité. Aussi M. Proudhon ne conçoit-il l'individualité, ce qu'on appelle *le moi,* que comme un groupe également, c'est-à-dire comme un agencement, une combinaison, idées diamétralement opposées à celle d'immatérialité, qui exclut toute composition, toute évolution, toute succession, qui est simple ou qui n'est pas. L'*athéisme légal* de M. Proudhon (c'est lui-même qui le qualifie ainsi, et il entend par athéisme *matérialisme*) est pour nous une proposition, non-seulement insondable, mais insoutenable, que la société officielle partage aujourd'hui, et qui sera la perte des gouvernements d'abord, puis de tous.

AMÉLIORATIONS.

Socialement parlant, améliorer est une sottise. Oui, il faut que la société se réforme ; non, ce n'est pas par des améliorations partielles qu'elle peut y parvenir : c'est exclusivement par la réorganisation. Et pour que la société se réorganise, il faut qu'elle sente le besoin, la nécessité de se réorganiser sous peine de périr. Il faut donc que, loin de s'améliorer progressivement, elle fasse sans cesse des progrès vers le mal, vers la désorganisation, vers l'anarchie. Ce n'est que de la condition la plus mauvaise possible qu'elle pourra passer à la meilleure possible des conditions, à la seule bonne. Et alors il ne pourra plus être question d'améliorer, si ce n'est dans quelques détails d'application : en principe, tout sera bien.

AMÉLIORER LE SORT DU PEUPLE.

Cette amélioration est impossible dans l'état des choses donné, état qui a pour but et pour résultat l'oppression du plus grand nombre par le plus petit. Néanmoins les philanthropes n'ont pas d'autre souci, ni d'autre occupation; comme si l'exploitation des prolétaires n'était pas un effet nécessaire de l'organisation actuelle de la propriété, comme si cette organisation n'avait pas été un besoin social, dans le but d'avoir de l'ordre, d'exister, à l'époque primitive, à l'époque d'ignorance. On ne parviendra à améliorer réellement le sort du peuple, qu'en dissipant l'erreur socialement, ce qui amènera une organisation rationnelle de la propriété, et conséquemment la cessation de toute exploitation des masses et le bonheur général.

AMOUR, AMITIÉ. Au sens propre, attraction organique; au sens figuré, préférence motivée.

L'amour des hommes les uns pour les autres doit être basé sur l'intérêt que chacun d'eux prend à lui-même; en d'autres termes, il faut qu'il soit raisonné, humain. L'amour non raisonné, la sympathie organique, est une simple attraction, comme chez les animaux, comme entre l'aimant et le fer. L'amour d'un sexe pour l'autre, abstraction faite du raisonnement que, dans l'origine, il a servi à développer et qui l'intellectualise, est de ce genre.

AMOUR-PROPRE. — Voir le mot *Vanité*.

C'est de l'égoïsme. Mais l'égoïsme est passionnel ou rationnel, selon le raisonnement qui l'applique. Si l'homme agit d'après une morale sanctionnée par le lien religieux, son égoïsme se traduit en dévouement. S'il n'a en vue que les jouissances de la vie présente, son égoïsme s'applique par l'exploitation de tout ce qui l'entoure.

L'amour-propre est ainsi, à l'un des points de vue où l'on peut se placer, l'opposé de l'amour de l'humanité. Deux raisonnements contraires convertissent l'un ou l'autre de ces mobiles en règle de conduite. L'égoïste *passionnel* se sacrifie l'humanité, parce que, lui mort, tout est mort pour lui. L'homme de dévouement sait qu'il ne souffre ici-bas que pour avoir failli ailleurs à l'amour de l'humanité, et qu'il ne jouira ailleurs que parce qu'il se sera sacrifié aux autres ici-bas. L'un et l'autre sont parfaitement logiques; s'ils concluent différemment, c'est que leurs points de départ sont différents.

ANALOGIES. Quasi-identités.

Toute analogie est nécessairement indéterminée; c'est une ressemblance qui pourrait être plus ou moins grande, qui par conséquent n'est jamais l'égalité, n'est jamais absolue. Dans l'ordre physique, il n'y a que des analogies; en conclure quelque chose de vrai, de réel, est une erreur radicale. Dans l'ordre moral, les analogies sont des mensonges; il n'y a de vérité que par l'identité de cette vérité avec une autre vérité déjà établie et démontrée incontestablement: tout ce qui n'y est qu'analogue, n'est plus vrai. Il y a, par exemple, une analogie complète entre les mouvements des bêtes et nos mouvements; il serait illogique d'en induire que l'homme n'a rien de plus que la bête, que la bête est l'égale de l'homme. Au moyen de l'analogie, on part du grain de poussière et on arrive à l'homme, sans avoir rencontré un point d'arrêt essentiel.

ANALYSE.

L'analyse est un raisonnement dont le mode de procéder consiste à ramener toute proposition qui doit être démontrée vraie, à la vérité première, au fait de la perception de soi, fait qui est le même pour tous les hommes qui raisonnent, qui sentent. Les vérités établies par cette méthode n'ont cependant de réalité qu'au cas où il ait été au préalable prouvé que la perception de soi a pour source et pour substance la réalité du sentiment absolu d'existence, indépendant de toute modification, de toute perception.

ANARCHIE. Manque d'autorité.

L'anarchie est l'effet de l'impuissance d'établir l'ordre ou de maintenir l'ordre établi. Cette impuissance est le résultat de l'absence d'une raison commune, d'une autorité socialement acceptée, d'une règle d'action socialement appliquée. Agonie de la société, l'anarchie est l'ignorance libre. On n'y échappe que par le despotisme tant que l'ignorance dure. Pour qu'il y ait liberté sans désordre, il faut qu'il y ait connaissance de ce que sont l'ordre, la justice, la vérité. L'époque sociale entre celle où tout examen public et toute discussion peuvent être empêchés, et celle où l'ignorance sera socialement dissipée, est nécessairement une époque d'anarchie.

— Aussi longtemps que la société ignorera s'il y a un droit réel, en d'autres termes, aussi longtemps qu'elle sera incapable de déterminer rationnellement ce qu'est le droit en réalité, l'anarchie fera des progrès, et des progrès de plus en plus accélérés. Car il est devenu impossible d'empêcher qu'on ne démontre que ce qui est appelé *le droit* n'est que *la force* exclusivement.

— L'anarchie est le droit de tous à tout ce dont ils peuvent s'emparer. Sous le despotisme, les faibles

savent qu'ils n'ont droit qu'à l'oppression. Sous l'empire de la raison, il n'y aura pour chacun d'autre droit que celui au produit de son propre travail.

— Les nationalités sont nécessairement et toujours dans l'anarchie entre elles. Les nations chrétiennes ont temporairement échappé à cette nécessité, par leur foi catholique commune, et par l'inquisition qui la protégeait : elles n'ont plus été qu'une seule nation proprement dite. Le protestantisme les a fait rentrer dans une anarchie nouvelle que le traité de Westphalie (1648) a sanctionnée en replongeant dans la confusion et en neutralisant par l'examen, la discussion et le doute, tout ce qui jusqu'alors avait passé pour vérités religieuses, morales, sociales.

— C'est en haine du despotisme sacerdotal et nobiliaire qu'on s'est jeté aux bras de l'exploitation bourgeoise. Les progrès que fait de nos jours le système du suffrage universel sont exclusivement dus à la haine qu'inspire le tripotage bourgeois. Les haines soulevées par l'anarchie populaire forceront à chercher la vérité, qui seule pourra y apporter remède, en rétablissant l'ordre sans autre domination que celle de la raison.

ANGES.

Pour le croyant, l'ange est un être récompensé sans avoir eu à acquérir des mérites; un être qui, dans l'origine, a pu succomber au mal, mais pour ne se relever jamais, et qui, s'il n'a pas succombé alors est désormais à l'abri de toute chute; un être enfin non libre quoique intelligent. Le bon ange ne peut mal faire; le mauvais ne peut faire le bien. Celui-ci nous pousse au péché; celui-là nous en détourne.

Le fait est que la source du mal en nous, c'est-à-dire ce qui nous porte à manquer de dévouement pour nos semblables, ce sont les penchants organiques; la source du bien, c'est-à-dire ce qui nous dispose à sacrifier notre propre bien-être au bien-être d'autrui, ce sont les tendances de la raison. L'esprit de ténèbres c'est l'ignorance qui favorise les passions et rend la raison impuissante, qui, en un mot, fait prendre le mal pour le bien; l'ange de lumière, c'est le raisonnement qui fait distinguer le bien du mal en rendant à la raison sa prépondérance et en courbant les passions sous son contrôle.

Au reste, supposé qu'il y ait des personnalités appelées *anges*, elles ne peuvent différer en rien d'essentiel des autres personnalités; elles doivent répondre de leurs actes comme nous des nôtres, et ne s'occuper par conséquent que d'elles-mêmes comme nous nous occupons de nous. C'est là tout ce qu'il nous importe de savoir.

ANIMAUX, BÊTES. Organisations offrant l'apparence de mouvements spontanés.

Nous sentons réellement, c'est-à-dire que nous avons réellement la perception de l'existence; mais notre sensibilité est-elle immatérielle? Là est la question. Les bêtes paraissent sentir. Si elles sentent en effet, notre sensibilité ne peut pas être immatérielle. Et dès lors, sensibilité, vie, mouvement, tout se confond; les bêtes sentent comme nous, comme tout le reste, plus ou moins; elles sont essentiellement ce que nous sommes, et ce que sont toutes choses. Dans cette dernière hypothèse, toute gratuite, hâtons-nous de le dire, la vie entière, la vie générale, celle des hommes aussi bien que de tout ce qui existe, est un perpétuel assassinat, une destruction sans terme, ou pour parler plus exactement, c'est une rotation indéfinie, se manifestant comme organisation ou comme décomposition, selon le point de vue d'où on le considère. Et dès lors, toute idée de droit et de devoir, toute idée de justice, est un nonsens. « Les bêtes, lit-on au code justinien, sont incapables de faire une injure, vu qu'elles ne sentent point. »

Oter la vie là où il n'y a qu'elle, n'est rien autre chose que changer un mouvement en d'autres mouvements. Pour qu'il y ait droit à vivre, il faut qu'il y ait sentiment de la vie ou sentiment et vie. Si toute vie particulière est accompagnée de sentiment, il est impossible de respirer sans violer des milliers de droits en ôtant la vie à des milliers d'êtres sentants. Le droit est le partage exclusif de la réalité, de l'immatérialité, qui, jointe à une force vitale, rend capable de sentir et de connaître. La question gît dans la détermination de la réalité.

— La sensibilité manquant, la force reste seule : la force en vertu de laquelle nous faisons mourir sous le fouet le nègre ou le cheval de fiacre, nous avalons des huitres et nous disséquons des chiens vivants, tout comme le lion et le tigre nous mangent, comme le tyran opprime les peuples et ceux-ci massacrent les rois. Mais de ce que les animaux ne sentent point, est-ce à dire qu'on puisse s'en faire des jouets et déchiqueter une bête comme on ferait d'un morceau de bois, par simple amusement ou par caprice? En aucune manière. L'animal offre toutes les apparences du plaisir et de la douleur, et nous devons respecter le sentiment jusque dans ses illusions. Seulement constatons que ce ne sont que des illusions, et en cas de nécessité, d'utilité réelle, sacrifions les animaux sans répugnance. C'est ainsi qu'il faut imposer aux enfants du respect, même pour la seule forme de l'homme, que leurs poupées représentent à leurs yeux. L'en-

fant qui brise ses jouets, maltraitera plus tard les animaux, et en mettant en pièces son polichinelle, il aura appris à fouler aux pieds les hommes dont il se fera des jouets.

ANIMÉ (*Être*). Proprement parlant, avoir une âme, sentir; figurément parlant, vivre, se mouvoir.

L'épithète *animé* n'est jamais employée qu'au figuré, c'est-à-dire très-improprement, très-abusivement.

ANNIHILATION.

C'est l'un des pôles de la même absurdité dont l'autre pôle est la création : on ne réduit pas plus quelque chose à rien qu'on ne fait de rien quelque chose : l'un et l'autre se résument dans l'identification de quelque chose et de rien, c'est-à-dire dans la proposition : *un égale rien,* et *vice versâ,* ou encore dans celle-ci : *un n'égale pas un, n'est pas un.*

ANTAGONISME.

L'antagonisme est l'état nécessaire (nécessaire parce qu'il est logique) des hommes entre eux lorsqu'ils n'écoutent que leurs passions, n'estiment que leurs jouissances organiques, et regardent la vie actuelle comme étant son but à elle-même. Ces hommes ne peuvent avoir en vue que de se procurer à tout prix du plaisir, de renverser par tous les moyens les obstacles qui s'y opposent, d'échapper, n'importe comment, aux fâcheuses conséquences qui pourraient s'ensuivre. C'est l'état permanent de guerre, ou violente, ou perfide; c'est la négation de toute raison et de tout droit, celle de toute société.

ANTHROPOMORPHISME. Croyance à un être personnel, tout-puissant, révélateur.

Il fallait à la société une règle commune pour les actions de tous ses membres; cette règle devait nécessairement froisser l'intérêt des individus au profit de l'intérêt général : sans quoi, toute loi eût été inutile, et les besoins de chacun lui eussent suffi pour le guider, et la société fût devenue un non-sens. Mais qui pouvait imposer aux hommes le devoir de ne pas céder en tout et toujours à la voix de leurs passions, et cela de manière à se faire obéir volontairement et même volontiers? Nul d'entre eux n'avait cette autorité. Force a donc été de faire intervenir un être à qui rien n'est impossible, qui est partout, qui sait tout, dirige toutes choses, et qui, après avoir créé l'homme, avait voulu que l'homme ne pût mourir tout entier, afin de le récompenser ou de le punir, même dans une autre vie, selon ses mérites ou ses démérites, d'après la loi sociale, divinement sanctionnée, et à laquelle il y avait non-seulement crime, mais encore sacrilége, à chercher à se soustraire.

La croyance à l'existence d'un être appelé *Dieu,* qui a tout fait et qui dirige toutes choses, qui s'est révélé lui-même en révélant les vérités nécessaires aux hommes, constitue l'anthropomorphisme.

— Dès que l'anthropomorphiste examine, raisonne, il conclut au matérialisme, soit immédiatement, soit en traversant le panthéisme : et le matérialisme est la doctrine du néant, de l'absurde. L'anthropomorphisme est du panthéisme déguisé pour le peuple; quand le peuple lui arrache ses oripeaux, il ne reste que le squelette matérialiste.

ANTIPATHIE. Répulsion organique, au sens propre; aversion bien ou mal raisonnée, au sens figuré.

Les antipathies et les sympathies sont des mouvements mécaniques et aveugles, sentis par l'être susceptible d'avoir conscience de lui-même. Ces mouvements n'acquièrent une valeur morale que par l'application de l'intelligence, qui les accepte ou les repousse, conformément ou contrairement aux lois de la raison.

ANTISOCIAL.

Ce qui est essentiellement antisocial, c'est le matérialisme; car, pour qui le professe, l'usage et l'abus de la force sont des devoirs fondés sur le raisonnement. La philosophie a pour mission de démontrer que le matérialisme est antisocial. Tant qu'elle ne réussit pas à le prouver scientifiquement, l'être Dieu qui ordonne de le croire est éminemment social, et seul social. Mais le raisonnement, devenu libre, prouve facilement que Dieu, individu, personne, est lui-même absurde. Le déisme désormais ne peut donc plus rien en faveur de la société. L'immatérialité des âmes doit le remplacer. Avec cette vérité démontrée incontestablement, il n'y a plus que le dévouement à l'humanité qui soit rationnel, et la société est fondée sur son inébranlable base.

A PEU PRÈS.

La science actuelle n'a pas d'autre résultat que des à peu près. Elle se borne aux phénomènes, et tout phénomène est ce qu'il est parce qu'il l'est. Supposons que l'ensemble des phénomènes vienne à cesser de se manifester, et immédiatement la science s'écroule avec les faits qui lui servent de fondement. Il n'y a donc encore, en tout et pour

tout, que de l'*à peu près vrai*, c'est-à-dire du vrai pour aussi longtemps qu'il sera vrai. Les vérités mathématiques n'ont de réalité elles-mêmes que pour autant que leur principe, l'unité, soit réel. C'est à la métaphysique, au raisonnement, partant d'un fait incontestable, et n'en déduisant que des propositions identiques à ce fait, qu'il faut demander la véritable science, celle sous laquelle tous les faits imaginables doivent venir se ranger.

APOSTAT.

Les croyants professant une foi quelconque, appellent *apostat* l'homme qui abandonne cette foi pour embrasser une autre croyance. L'apostasie est l'adoption d'une hypothèse nouvelle en remplacement de l'hypothèse rejetée; voilà tout. L'épithète dont nous nous occupons n'a aucune autre portée pour la raison, devant laquelle tous les apostats se valent. Ceux qui renoncent à la foi sous toutes ses formes pour chercher la vérité, sont des penseurs dignes d'éloges; ceux qui dévient de la route de la science pour reprendre les sentiers de la crédulité, sont fous.

APPARENCES. Ce qui modifie le sentiment de l'existence : au propre, quand la cause réside hors du système nerveux; au figuré, quand elle ne lui est pas extérieure.

Un exemple rendra notre définition plus claire : en rêve ou dans certaines maladies, nous avons souvent des sensations qui certes ne nous viennent pas d'objets existant au dehors; notre sens ou les organes de notre sens sont pervertis et les hallucinations qui en résultent sont en nous tout entières : c'est ce que nous appelons des apparences figurément dites. Les apparences proprement dites sont celles qui, du dehors, frappent nos organes et sont transmises au centre nerveux où elles sont senties.

— Il y a bien réellement des apparences, des manifestations, et dans ce sens les apparences sont des réalités. Seulement, gardons-nous toujours de conclure qu'elles sont plus qu'illusoires, plus qu'apparentes. Vérifions leur réalité sous ce point de vue, c'est-à-dire voyons si leur manifestation, leur apparition, n'est pas en contradiction avec le raisonnement, et dans ce cas acceptons-les pour ce qu'elles valent; sinon nions-le, purement et simplement. Exemples : Les animaux paraissent sentir; cette apparence est réelle : le magnétiseur voudrait paraître disposer de la volonté de sa somnambule; cette apparence est une déception, un escamotage, une jonglerie, un mensonge. Pour l'homme de raison, les animaux ne sentent pas, bien qu'ils semblent sentir, et le magnétiseur ne semble même pas substituer sa personnalité à celle d'un autre.

— La confusion de l'*être* et du *paraître* est une des principales et plus fécondes sources d'erreur.

APPLIQUER. A proprement parler : mettre *sur;* à parler figurément : mettre en usage, employer.

D'une part, toute application de la vérité, lorsque la société n'en a pas encore senti le besoin réel, est une œuvre de désorganisation : car c'est un recours à la force pour faire triompher une idée, et par conséquent la prostitution de l'intelligence à la brutalité. D'autre part, toute application d'une injustice quelconque, quelque apparence de justice que d'ailleurs on ait pu chercher à lui donner, doit être condamnée à l'époque de libre discussion, comme la plus anarchique des utopies.

Rien ne peut sauver la société irrationnelle, puisque même la vérité invoquée pour la réformer, et la justice pratiquée pour la soulager, ne font que précipiter sa ruine.

APPRENDRE.

Apprendre, c'est raisonner pour savoir, c'est travailler à déterminer comment il faut agir. Mais pour apprendre quelque chose, il faut déjà savoir préalablement aussi. L'homme n'arrive jamais à établir ce qu'il est réellement s'il ignore qu'il est en réalité, ce qu'il ne peut déduire que du sentiment qu'il a de lui-même. Force est donc de s'assurer que la perception de soi a un principe réel, afin de passer de là à la connaissance de ce que c'est que cette réalité du *sentir*, substance et essence de tout être sentant.

APPROPRIATION. Attribution de la propriété d'une chose.

Le sol a été aliéné aux individus pour cause de besoin d'ordre, de nécessité sociale, pendant l'époque d'ignorance de la vérité sur la réalité du droit. L'appropriation de la richesse mobiliaire n'est point une aliénation : ce sera sous le régime social rationnel, la répartition conforme à l'intérêt de la société, des fruits du travail de chacun, selon le mérite des travailleurs, et pour la conservation de l'ordre; ce sera donc la juste récompense des travailleurs et le stimulant toujours actif du travail. Sous le régime social imposé par l'ignorance de la vérité sur la réalité du droit, les travailleurs ne participent point à la propriété résultant du travail; ils sont alimentés le plus chichement possible.

ARBITRAIRE. Volonté d'un ou de plusieurs, non masquée de sophisme.

Tant que l'examen peut être empêché, l'arbitraire est accepté comme raison, et l'ordre existe. Dès que l'examen est libre, on repousse l'arbitraire, on ne veut plus que de la raison. Mais avant que cette raison soit socialement déterminée, l'ordre est impossible, faute de l'ancien arbitraire dont le nom même est maudit, et de la raison nouvelle dont le nom seul est encore connu. L'arbitraire qui a la force nécessaire pour se faire obéir, est le despotisme et impose l'ordre; l'arbitraire qui cherche à se rendre fort pour être obéi, est la liberté, et mène à l'anarchie plus ou moins rapidement.

ARBITRE. Maître.

Quiconque peut avoir une destinée, c'est-à-dire goûter un sort favorable ou subir un sort contraire, doit en être le seul arbitre, ou il n'y a point d'ordre moral, point de justice; il n'y a plus que des machines qui *s'apparaissent* à elles-mêmes comme souffrant ou jouissant, et un tyran qui a distribué les rôles selon son bon plaisir. L'homme est, dans cette vie, ce qu'il a mérité d'être dans une vie précédente; il sera dans une autre vie ce qu'il aura mérité d'être dans celle-ci. Son sort futur dépend toujours de sa conduite actuelle; sa conduite actuelle détermine irrévocablement son sort futur. Dévier de ce raisonnement, c'est se condamner à ne pouvoir éviter de tomber dans l'absurde.

— Les anthropomorphistes qui admettent que l'homme peut être heureux dans cette vie sans l'avoir mérité précédemment, malheureux sans avoir commis des fautes qui appellent une peine, font bien pis que de nier Dieu; ils le rendent injuste: ils nient l'ordre éternel, la raison, la liberté, la responsabilité, la vérité en un mot. Leur dieu, c'est la force; ils sont matérialistes sans le savoir.

ARBITRE (*Libre*). — Voir l'article *Liberté psychologique*.

L'âme use de sa liberté en se conformant à la raison, et alors elle demeure libre, c'est-à-dire qu'elle n'est soumise qu'à la raison seule; ou bien elle use de cette liberté en subordonnant la raison aux tendances de l'organisme, mais alors elle se condamne à l'esclavage réel, sous le joug des passions. Tant que l'homme obéit au raisonnement qu'il croit bon, il est psychologiquement libre, quoique esclave domestique sous le despotisme, quoique prolétaire sous l'omnipotence du capital, dans les prisons d'un tyran, ou aux mains des bourreaux. Enchaîné par la force, écrasé par la violence, c'est librement qu'il endure la loi de la nécessité, sous laquelle il sait qu'il a mérité de succomber

ARGENT. Signe de la richesse.

Comme signifiant la richesse, l'argent est l'expression du travail accompli. En époque d'ignorance de la vérité, *il faut* qu'il n'en revienne que le moins possible au travailleur; le reste est prélevé par la propriété foncière, sous la noblesse; par le capital, sous la bourgeoisie; au moyen de l'impôt, sous les deux régimes. En époque de connaissance de la vérité, tout l'argent représentant le travail doit appartenir au travailleur. L'impôt se prélève alors sur le produit du sol possédé collectivement et, s'il est en besoin, sur la richesse surabondante. Sous la domination du sol, le pouvoir donnait de l'argent; sous celle du capital, l'argent donne le pouvoir : sous l'une comme sous l'autre, pouvoir et argent sont toujours en corrélation.

ARISTOCRATIE. Gouvernement des meilleurs, au sens propre; gouvernement de la noblesse, de la finance ou de l'intelligence, selon les époques, au sens figuré.

Si l'ordre est la hiérarchie, tout ordre a une aristocratie au haut de l'échelle sociale. Sous la féodalité, les aristocrates sont les propriétaires du sol; sous le protestantisme ou libéralisme, ce sont les bourgeois, les riches; pendant l'époque de justice, il n'y aura d'autre aristocratie que celle du travail, c'est-à-dire celle de l'intelligence, du droit. L'aristocratie nobiliaire a pour criterium la naissance; l'aristocratie bourgeoise, l'or; l'aristocratie du travail, de l'intelligence, la raison. Cette dernière aristocratie ne pourra donc être appréciée que quand la vérité sera connue.

ARMÉE. Force destinée à protéger une nation contre celles qui l'entourent.

Tant qu'une nation peut courir des dangers, c'est-à-dire tant qu'elle est nation et par conséquent entourée d'autres nations, son premier besoin est une grande force armée pour protéger son existence; et tant qu'elle a besoin d'une force pour l'opposer à l'extérieur, elle ne peut s'appuyer que sur la force à l'intérieur : en d'autres termes, la forme sociale que lui impose la nécessité est l'exploitation des masses. La vérité ne régnera jamais sur des nations; l'application de la justice absolue n'est possible qu'à l'humanité.

ARMÉES PERMANENTES.

Sans une armée permanente ou régulière, passivement dévouée au pouvoir, au sein d'une nation, ou bien sans la nation elle-même, toujours prête à prendre tout entière les armes, il n'y a point de

sécurité, point d'indépendance, point de nationalité. Cependant, avec une armée passive, la liberté est impossible; et avec un peuple armé, il y a impossibilité d'exercer le pouvoir. Or, depuis que l'examen et la délibération individuelles sont devenus des droits dans la société, la liberté y a été une condition inévitable d'existence. L'arbitraire du pouvoir n'est pas moins demeuré une condition indispensable de la conservation de l'ordre, que ne protége point la *rationalité* encore indéterminée de ce pouvoir même. Enfin, au-dessus de tout cela, plane la nécessité de maintenir la division de l'humanité en nations, que la découverte et l'application de la vérité pourront seules réunir en une société unique.... Confusion que toutes ces exigences contradictoires et rien que confusion ! Les impossibilités sociales qui en résultent mèneront à l'absurde ou, socialement parlant, à l'anarchie. La raison ne triomphera qu'en désespoir de cause.

ARMES.

On recourt aux armes, à la force, lorsqu'on manque de raison, ou que ces raisons ne sont pas admises. Les armes sont les conséquences de l'ignorance; elles deviendront inutiles quand la vérité sera généralement connue et disposera elle-même, et elle seule, de la force.

ART. Moyen de plaire en exposant, soit la vérité, soit le mensonge.

L'art est l'expression de la société. Aussi chaque civilisation a-t-elle son art particulier, qui ne conviendrait ni aux hommes d'un autre temps ou d'un autre pays, ni à ceux d'autres mœurs. Pendant l'ignorance sociale de la vérité, l'art peint la passion qui domine; lors de la connaissance de la vérité, il se consacrera exclusivement au culte (qu'on nous passe le mot) de celle-ci. Le meilleur artiste est toujours celui qui représente le plus au naturel la société pour laquelle il travaille. Notre époque, où tous les succès sont pour d'ignobles scènes de dévergondage, de débauche, et pour d'abominables drames en action ou en récit, notre époque est celle d'un art bien déplorable, peignant une bien triste société.

ART (*L'art pour l'*).

Dans cette signification, l'art n'est plus que du mouvement sans intention; c'est de l'automatisme aveugle et nécessité. Un acte n'a pas sa raison d'être en lui-même; il se pose un résultat, ou bien ce n'est plus un acte, c'est une impulsion reçue et transmise. On ne fait pas pour faire, mais pour avoir quelque chose de fait, comme on désire pour obtenir, on cherche pour trouver, on raisonne pour déterminer la raison.

L'art pour l'art est une expression figurée s'appliquant communément à une proposition correspondante qui est celle-ci : le dévouement gratuit, ou la morale indépendante de la religion, proposition qui, en définitive, équivaut à une absurdité. En effet, l'essence de l'être intelligent est de vouloir son propre bonheur et de travailler sans relâche à le réaliser. Toutes les fois donc que l'homme sacrifie son bien-être actuel au bien-être de ses semblables, sacrifice sur lequel est fondé l'ordre dans la société, c'est-à-dire l'existence de la société, c'est qu'il compte sur une récompense ultra-vitale de son dévouement; ou bien les mots n'ont pas de sens rationnel, la vertu est gratuite, l'action son but à elle-même, le raisonnement de la déraison, et pour finir par où nous avons commencé, un fonctionnement machinal ayant sa raison d'être dans ce qu'il est.

ART DE GOUVERNER (*L'*).

Cet art n'est actuellement que le plus ou moins d'adresse avec laquelle on retarde l'avénement de l'anarchie, malgré les causes qui ne cessent d'en accélérer les progrès.

Quand la société croit savoir, il faut qu'elle fasse exploiter les masses pour les empêcher d'examiner, de discuter et d'ébranler ainsi l'ordre qui ne repose que sur la foi. Quand elle doute, elle doit faire en sorte de disposer de l'argent du plus grand nombre afin de s'inféoder le petit nombre, qui, en récompense de ce qu'il reçoit, s'évertue à maintenir le grand nombre dans le devoir, et maintient ainsi la société en vie et en vigueur, du moins au jour le jour. Dès que la société connaîtra la vérité, elle s'organisera d'une manière stable, et rendra tout le monde heureux, chacun dans la proportion de son mérite. Gouverner alors ne sera plus que l'art d'appliquer la science morale.

ARTS (*Beaux-*).

Les beaux-arts se rapportent à l'organisme, aux passions, au goût, comme les sciences à la raison, au raisonnement. Il n'y a et ne peut y avoir qu'une seule raison et un bon raisonnement dans le sens absolu; il y a autant de goûts et de *bons goûts* que d'époques, de lieux, d'opinions, de préjugés, de fantaisies. N'y a-t-il donc point de préceptes possibles pour former et diriger le goût? Non, il n'y a que l'expérience, d'où naît ce qu'on appelle *le tact*. Là où il y a encore des mœurs communes, une éducation à peu près uniforme, des habitudes consacrées, une mode plus ou moins respectée,

observer soigneusement les idées qui en naissent, l'autorité qu'elles ont sur les esprits et l'influence qu'elles exercent sur la société, et tirer de cette connaissance le meilleur parti possible, c'est-à-dire, qui flatte le plus l'opinion générale en l'exprimant le mieux, voilà l'art, et l'art tout entier. On nous dira que cela n'est pas très-moral, nous en convenons; mais on conviendra aussi que c'est parfaitement conforme à l'esprit des beaux-arts.

— Les beaux-arts, comme on les a compris jusqu'à ce jour, s'en vont décidément, ou, pour mieux dire, ils sont partis. Car enfin, quelle est ou plutôt quelle doit être leur mission sociale? Évidemment celle de contribuer, pour leur part, au maintien et à l'affermissement du principe qui sert de base à la société. Ce principe a été une révélation quelconque, servant de sanction à l'ordre. Eh bien, les arts à l'envi (et c'était là leur plus belle époque) ont glorifié les dieux et les demi-dieux, ou Dieu et ses saints. Après la *hiérocratie* est venu le patriotisme: les arts ont célébré les héros et les souverains. Nous sommes descendus à l'individualisme, pour ne pas dire l'égoïsme, et les arts ne trouvent plus à encenser que les vertus de la richesse, et à rehausser que l'éclat du bonheur qui s'achète à prix d'or. C'est un fort pauvre lot : aussi voilà pourquoi, à l'aveu que les arts s'en contentent, nous préférons l'affirmation que les arts, se voilant la face, se sont retirés de nous.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Toute assemblée nationale exerce nécessairement la souveraineté; elle est donc un empiétement sur la souveraineté réelle qui est la raison, soit la raison relative, imposée par la force en époque d'ignorance, soit, après l'acceptation sociale de la vérité, la raison absolue. Cependant, quand la force ne peut plus comprimer le doute, et que la justice n'est pas encore socialement déterminée, il faut bien que la souveraineté ait son expression; il faut donc qu'il y ait des assemblées nationales : mais quelque éclairées et bien intentionnées qu'elles soient et puissent être, elles mènent inévitablement à l'anarchie. « Il semble, lit-on dans les *Lettres persanes,* que les têtes des plus grands hommes s'étrécissent lorsqu'elles sont assemblées, et que, là où il y a plus de sages, il y ait aussi moins de sagesse. » La raison en est facile à saisir; l'être collectif appelé *assemblée* n'a point d'idées. Pour que les êtres réels dont il se compose puissent émettre une idée commune, ils doivent chacun faire le sacrifice aux autres d'une partie de ce qu'ils pensent. Le résultat de toutes ces immolations de sagesses est infailliblement une folie.

ASSOCIATION. Réunion d'hommes sous une règle d'action commune.

Le mot *association* a pour valeur rationnelle *organisation, société.* Cette organisation, quand elle n'est pas celle de la société elle-même, peut cependant être fondée sur le même principe, et alors elle favorise la société dans sa marche. Au cas contraire, elle lui suscite des obstacles et des embarras. Si le mot *association* signifie *corps dans l'État,* il exprime une ligue d'égoïsmes dont le but ne saurait être qu'anarchique, puisqu'il n'est pas le même que celui de la société au sein de laquelle il a établi sa sphère d'activité. L'esprit de corps est de l'individualisme sur une plus large échelle, plus puissant et par conséquent plus subversif de l'ordre général, que l'individualisme de chaque homme isolément.

ASSOCIATION DU CAPITAL ET DU TRAVAIL.

A prendre les mots dans leur signification propre, cette association est impossible. En effet, qu'est-ce que le capital? C'est le résultat du travail fait. Or, comment associer le travail déjà fait avec le travail encore à faire?

L'association du capital et du travail équivaut à l'association du feu et de l'eau. Mais l'eau étouffe le feu, sinon le feu fait évaporer l'eau. Et le capital dévore le travail si le travail ne lui fait la loi. La maladie du siècle est de vouloir coordonner ce qui ne peut être que subordonné l'un à l'autre. Aussi a-t-on toujours fini par rendre esclave ce qui devait dominer : l'homme a été soumis à la richesse, l'âme au corps, le spirituel au temporel. Le résultat est ce que nous voyons : le triomphe de la force, l'asservissement de la raison.

ASSOCIER.

Le raisonnement seul associe. Mais, dira-t-on peut-être, la foi qui a si longtemps été le lien social, est la renonciation à la liberté de raisonner, et sans cette renonciation, l'examen aurait bientôt renversé la société, puisqu'il aurait sapé les fondements de la foi; car celle-ci exclusivement, en empêchant de raisonner, empêchait pendant l'époque d'ignorance sociale que la société ne divergeât, ne se désunît.

Cela est vrai; voici pourquoi cela est vrai et comment : Le raisonnement positif, base de la société, imposait, une fois cette société fondée n'importe sur quel principe, la nécessité de proscrire ultérieurement toute discussion de ce principe, parce que le raisonnement par lequel on l'aurait analysé, aurait immanquablement abouti à des conséquences négatives, c'est-à-dire désorganisatrices

de la société, qu'elles pouvaient bien ébranler sur sa base, mais qu'elles étaient incapables de raffermir sur une base nouvelle. Soit, ajoutera-t-on; mais d'où vient alors que ce raisonnement synthétique, que ce raisonnement constitutif de la société et conservateur de l'ordre, ait peu à peu cédé devant le raisonnement analytique et démolisseur? Cela vient de ce qu'il ne suffisait pas que la société fût fondée et se trouvât dans les conditions voulues pour se conserver; cela vient de ce qu'il fallait aussi qu'elle se développât, en d'autres termes qu'elle marchât, en subordonnant toujours l'égoïsme individuel au dévouement humanitaire, de ce qu'il allait par conséquent continuer de raisonner et raisonner sans cesse. Eh bien, raisonner, c'est examiner, comparer, accepter ceci, rejeter cela, et tant qu'*on ne sait pas pourquoi* l'intérêt de la société doit prévaloir sur l'intérêt de chacun, c'est précisément faire préférer l'intérêt particulier à l'intérêt général. Bientôt, de l'examen des questions secondaires, on passe à celui de la question de principe. Or, comme tout principe non démontré incontestablement est attaquable, le lien social se relâche devant le doute, se rompt devant la négation. Et la société passe plus ou moins rapidement, à travers la confusion des idées et l'anarchie des choses, à la reconstitution de l'ordre par la découverte et l'adoption de la vérité.

ASSOCIER (S').

Les hommes ne s'associeront tous les uns aux autres pour le bien de chacun d'eux, que lorsqu'il sera devenu impossible que les forts continuent à s'associer entre eux pour exploiter les faibles; c'est-à-dire, lorsque l'ignorance sur la réalité du droit se sera évanouie socialement.

ATERMOYER.

C'est la politique de l'époque de libre examen avant la détermination sociale de la vérité. Qui prendrait efficacement sur lui de donner l'impulsion à la société, ou de diriger le mouvement qu'elle suit, lorsque tout le monde prétend avoir le droit de lui imprimer le mouvement qui convient et comme il convient, et que nul ne peut démontrer qu'il possède la science requise pour y réussir? Il n'y a qu'à *laisser passer* et à *laisser faire*.

ATHÉE. Qui nie l'existence de Dieu.

Ce ne sont pas les passions qui font l'athée, c'est le raisonnement. La raison avait posé Dieu pour base à la société ignorante : la raison peut porter à nier, pendant l'époque du libre examen, l'être supérieur dont *l'existence* rendrait la société, c'est-à-dire l'accord libre entre des êtres inférieurs, dès lors ravalés à la dépendance, à la nullité de *choses*, absurde, impossible.

— L'homme qui considère l'ordre apparent de l'univers, donne Dieu pour auteur à cet ordre; celui qui n'y voit que le mal moral, nie Dieu qui aurait permis ce mal ou qui l'aurait voulu. « C'est sa raison qui dit à l'homme qu'il n'y a point de Dieu. (Lamennais). » Par raisonnement nous entendons ici bon ou mauvais usage de la raison. Nous voulons uniquement faire comprendre que, croire en Dieu ou n'y point croire, admettre la réalité de la justice éternelle ou borner l'homme aux illusions de la vie organique, est toujours un acte de l'esprit. La profession du matérialisme est, sous ce point de vue, une preuve indirecte de l'immatérialité.

ATHÉISME.

Si c'est la négation du Dieu *être*, personnel, du Dieu créateur, c'est une condition essentielle de l'immatérialité de l'âme, de la réalité de l'homme : dans ce sens, l'athée est l'homme éminemment religieux. Si c'est celle de la justice éternelle, de l'ordre moral, c'est nier cette immatérialité, cette réalité même; c'est, non de l'athéisme, mais du matérialisme. L'athée, dans ce dernier sens, est l'homme irréligieux par essence, l'impie, et cela nécessairement.

Sans l'immatérialité des âmes, que nous importe l'existence de Dieu? avec cette immatérialité, nous avons l'ordre, la justice, la raison, la vérité. Si Dieu *est* et veut, s'il agit, les âmes sont faites, sont matérielles; il n'y a plus pour nous ni vérité ni raison, ni justice ni ordre.

ATOMES. Particules corporelles hypothétiques, indivisibles comme corps, mais divisibles comme matière.

Des atomes sont des êtres de raison, comme sont le point mathématique, la ligne sans largeur, la surface sans profondeur. Ce que nous ne parvenons plus à couper faute de moyens pour y réussir, nous continuons à le couper indéfiniment par l'intelligence, par l'imagination. Les atomes donc, qui ne peuvent être divisés comme corps, peuvent toujours l'être comme matiere, en parties matérielles, en mouvements, en forces. L'immatériel seul (la sensibilité, les âmes) est insécable, est indivisible dans le sens absolu.

ATTRACTION. Mouvement vers un point considéré comme centre.

L'attraction suppose la répulsion et *vice versâ*. S'il n'y avait qu'attraction, tout se bornerait au

point mathématique qui est une abstraction sans réalité. S'il n'y avait que répulsion, il n'y aurait point de corps, même en apparence.

— L'attraction organique, sentie, raisonnée, devient amour.

AUMONE.

Chacun de nous doit faire l'aumône selon ses moyens aussi longtemps qu'il y a des pauvres; la société ne peut empêcher de la faire qu'en supprimant le paupérisme.

AUTO-DA-FÉ.

Pour maintenir la foi, il faut empêcher l'examen, en supprimant, autant que possible, la pensée. Il ne peut y avoir d'acte de foi, que là où il y a foi sociale : la société croyante garantit son existence en mettant à mort ceux qui menacent cette existence, par le doute qu'ils font planer sur la pensée qui lui sert de base. C'est logique, et par conséquent, aussi longtemps que c'est efficace, c'est légitime.

AUTOMATISME. État d'un être qui agit nécessairement.

Il y a deux espèces d'automates : les uns le sont en vertu des lois de leur organisation; ils sont mus par un ressort qui leur est essentiel : les autres sont les produits de l'art, et le ressort qui les fait mouvoir a été placé en eux dans ce but.

— L'automate ne peut résister à la force particularisée et intérieure, qui lui a été communiquée, ou qui est inhérente à son organisation, qui par conséquent ne dépend pas de lui. L'homme créé ou simplement matière est un automate qui sait qu'on le meut; les animaux et les plantes, dans ce cas, sont alors des automates plus ou moins sentants comme lui. Il n'y a d'autonome que le créateur ou la nature, ce qui est absurde. L'automatisme, en ce qui concerne l'homme, et le nihilisme se confondent.

AUTORITÉ. Ce qui impose une règle d'action.

L'autorité se présente sous trois formes : d'abord la force brutale, la contrainte purement physique; ensuite la raison contestable, maintenue incontestée par la révélation; enfin la raison incontestable.

— Nos *abolitionistes* modernes, qui suppriment la propriété et la famille, pour fonder la société rationnelle, laquelle n'est que l'association des familles au moyen du raisonnement, qui n'est lui-même que l'intelligence en exercice, le travail, se proposant pour but l'appropriation; nos abolitionistes modernes, disons-nous, devaient naturellement faire aussi main basse sur l'autorité qui, à leurs yeux, est incompatible avec la liberté, comme, aux yeux de la raison, la négation de toute autorité est la négation de tout.

Qu'on veuille bien nous écouter un instant : L'autorité est indispensable à la société, quelle qu'elle soit; car la société n'est pas autre chose que l'ordre par la communauté d'idées entre les associés, l'ordre par l'acceptation d'un principe commun vers lequel toutes les idées convergent, autour duquel toutes se coordonnent et s'harmonisent. Ce principe, c'est l'autorité même. Admise de confiance par ceux qui renoncent à raisonner sur ce qui la concerne, l'autorité résume la foi tout entière, pour aussi longtemps qu'il y a des croyants, des fidèles. Résultat du raisonnement, elle est toujours et infailliblement confirmée par lui. Foi et raison ont donc également le raisonnement pour origine, la foi pour l'établissement de l'autorité, lequel rend après cela tout raisonnement inutile, la raison, pour fonder cette autorité et pour la maintenir.

— L'autorité est la raison principe, la raison même; l'intelligence individuelle, la raison de chacun, sert à la découvrir, à la déterminer et à la faire appliquer. Elle impose la règle des actions, qui est inculquée par l'éducation pendant l'époque d'ignorance, et soutenue par la force, qui est communiquée par l'instruction lorsqu'il y a connaissance, c'est-à-dire lorsque la raison est socialement déterminée. L'autorité doit, dans les deux cas, être acceptée comme vérité éternelle : car, ainsi que s'exprime Jean Scott, « l'autorité relève de la raison, et non la raison de l'autorité. » A l'époque de doute, il n'y a plus d'autorité imposée, et pas encore d'autorité démontrée; il y a anarchie.

— Ce qui se fait conformément à ce que prescrit l'autorité est un acte libre; car la liberté est la soumission à la raison ou à ce qu'on croit la raison. Hors de l'autorité, il n'y a que le joug des passions, et l'homme qui agit est esclave de son organisation et des habitudes qui se sont identifiées avec elle; il est esclave de la matière, il s'est volontairement fait machine.

— L'autorité, sous le poids de l'ignorance sociale relativement au droit réel, est nécessairement despotique; sous le règne du droit socialement déterminé, elle sera rationnelle.

— Prétendre que les sociétés s'organisent, non par les idées mais par les faits, c'est vouloir que les actes priment le raisonnement; c'est prendre les choses au rebours de la vérité. Il y a société parce qu'il y a raisonnement, et tous les faits sociaux découlent du même raisonnement sur lequel la

société est établie. C'est là l'autorité sociale. Cette autorité est imposée à la société, soit par contrainte morale, c'est-à-dire par la croyance générale à la réalité d'un principe, ou par l'incontestabilité reconnue de ce principe; soit par la force brutale, ce qui constitue la contrainte physique. La force, acceptée comme rationnelle, comme légitime, est l'auxiliaire indispensable de l'autorité à l'époque de foi; elle domine seule quand la contrainte physique fait autorité. Seulement, pour éviter le plus possible d'être renversée par le raisonnement, cette force, dès qu'elle peut être discutée, doit soigneusement se dissimuler sous les apparences de la justice, de la raison.

L'autorité maintient l'ordre aux époques de foi et de certitude; elle retarde les progrès de l'anarchie à l'époque de doute. Les faits dépourvus de toute autorité, c'est le désordre dans le sens absolu. On dit : « Mieux vaut une autorité fausse que pas d'autorité du tout. » Dans l'intérêt de conservation de ce qui existe, c'est vrai. Mais une fois que toutes les fausses autorités sont devenues impossibles en présence de la libre discussion, qui met bientôt au jour par où elles pèchent et par conséquent les anéantit comme autorités, que faire? Subir avec résignation les progrès de l'anarchie jusqu'à ce que la nécessité impose l'autorité réelle, incontestablement démontrée.

AUTORITÉ PASSÉE ET L'AUTORITÉ FUTURE (*L'*).

L'autorité d'autrefois était le résultat du raisonnement d'un ou de quelques-uns pour tous; sa condition d'existence était le non-examen de ce raisonnement par ceux qui l'acceptaient de confiance et sur parole. L'autorité qui doit remplacer celle-là sera le résultat du même bon raisonnement à faire également par tout le monde; car il ne saurait y en avoir qu'un seul bon. Loin d'exclure la discussion, cette autorité provoque sans cesse l'examen chez ceux qui veulent s'en démontrer l'incontestabilité. La question de l'autorité, la question de la vérité, la question sociale (tout cela est la même chose) gît donc tout entière dans la détermination rationnelle des conditions d'un bon raisonnement.

AVENIR.

L'avenir est à la raison; le présent est aux passions. Mais le présent prépare l'avenir; les passions mènent à la raison en la rendant nécessaire. Montrer la vérité aux hommes que les passions dominent, c'est montrer la lumière à des aveugles. Pour parler couleurs à ceux-ci, il faut être aveugle comme eux. Nous cherchons à raisonner pour ceux qui y verront clair à l'avenir, lorsque l'anarchie aura abaissé les cataractes de l'humanité.

AVERTISSEMENTS.

Il est *plus que probable* que tous les avertissements donnés aux hommes dans le but de faire éviter l'anarchie, seront inutiles; il n'y aura que les maux portés à l'excès qui feront sentir le besoin social de la vérité absolue, qui feront chercher, trouver et appliquer socialement l'absolue justice.

A quoi bon alors, dira-t-on, les avertissements sans fin dont vous vous faites l'organe? D'abord, à nous faire remplir notre devoir, n'y ayant point *impossibilité* que, de cette manière, nous rendions quelque service réel; puis à faire en sorte que, l'anarchie étant venue, et l'inutilité des avertissements devenue évidente, ceux-ci, avec le remède au mal qu'ils indiquent, ne fassent point défaut. Le devoir de l'homme envers ses semblables et la société qui les résume, n'est pas de réussir à faire le bien, mais seulement de ne rien négliger pour que le bien se fasse, et, si le mal persiste, de s'y résigner comme à un décret de la justice éternelle, tout en ne cessant jamais de le combattre et de s'y résigner indéfiniment.

AVOCATS.

Ce sont les champions des formes. Aujourd'hui que tout est forme parce qu'on ne sait rien sur le fond, parce qu'on nierait volontiers le fond, les formes sont la seule affaire, et les avocats règnent par elles.

AVOIR.

Il faut avoir pour pouvoir, pour agir; le travail, qui est la pensée, doit transformer quelque chose pour faire de l'ouvrage, pour produire, comme on s'exprime, pour acquérir. On ne fait rien de rien ni avec rien. L'action dont le but est la propriété, suppose donc cette propriété, qui est ainsi de l'essence même de l'homme complet. Conséquemment, la propriété privée du sol est contraire à l'exercice du droit de tous ceux qui sont dépourvus de propriété foncière; car c'est nécessairement sur le sol ou sur ce qui en provient, que le penseur, le travailleur, s'exerce. Nous avons dit que le but de l'homme est de posséder : cela est vrai; il est également vrai que la première question pour lui est d'acquérir. Il faut toujours qu'il se meuve, qu'il avance, qu'il prospère, qu'il gagne; il doit *avoir*, et c'est pour travailler à avoir encore autre chose, à avoir toujours davantage. C'est la condition *sine quâ non* de l'activité intellectuelle, faisant sans

cesse de la satisfaction des besoins, naître des besoins nouveaux; du dédain du présent, surgir l'aspiration à l'avenir.

AVORTEMENT.

La société condamne l'avortement, ainsi que l'infanticide, quand il est commis par un des membres qui la composent; elle-même s'en rend coupable par son organisation stupide et inique. Quelle différence y a-t-il au fond entre le breuvage qui tue l'homme dans son germe, et le manque d'air, de nourriture et de repos, qui empêche ce germe de se développer? Pas plus, n'est-il pas vrai, qu'entre le meurtre de l'enfant nouveau-né, et la mort plus ou moins lente de cet enfant dans l'hospice où la misère a forcé de le jeter? Punissez l'avortement et l'infanticide; il le faut : mais hâtez-vous de les prévenir vous-mêmes au moyen de l'application de la raison, comme vous les faites punir par l'application de la loi. Si vous voulez réellement que la vie de l'homme soit inviolable, ne la violez pas, comme vous faites, chaque jour, à chaque instant.

AXIOME. Proposition évidente par elle-même, sans démonstration.

Il n'y a, dans cette acception, qu'un seul axiome réel : c'est celui par lequel un être affirme qu'il se sent exister. Toutes les autres propositions, pour être reconnues incontestablement vraies, doivent pouvoir être ramenées, par un enchaînement rigoureux de propositions identiques, au fait primordial de la perception de l'existence, point de départ indispensable de tout raisonnement quelconque.

B

BALANCE POLITIQUE.

C'est une véritable utopie à l'usage des niais qui se trompent ou se laissent tromper, et des habiles qui veulent tromper les autres. Voici ce qu'il y a de vrai : partout où il y a plusieurs nations, il n'est possible de maintenir l'ordre entre elles que par la force, par la guerre, ou par la menace de la guerre. C'est comme au sein de chaque nation soumise à plus d'un souverain ; car il y a nécessairement entre les divers souverains antagonisme, guerre, anarchie. La fraternité des peuples n'est bonne tout au plus qu'à servir de devise au congrès de la paix. Quand il n'y aura plus de peuples, il y aura paix et fraternité parmi les hommes, puisqu'il y aura ordre par la raison.

BALANCE DES POUVOIRS.

La balance des pouvoirs offre autant d'erreurs que de mots. Des pouvoirs qui se balancent exactement s'annulent l'un l'autre et ne sont plus pouvoirs. Puis *des* pouvoirs ! Comme si plus d'un seul était possible, et comme si tout ce qui agit simultanément avec ce pouvoir unique, était autre chose qu'un ministère exécutant ce que le pouvoir ordonne. Le vrai pouvoir est nécessairement impersonnel ; c'est un principe : c'est la force tant que la raison demeure indéterminée ; et quand la force ébranlée par la discussion n'a pas encore cédé la place à la raison, c'est le mensonge, la ruse, ce sont les fictions constitutionnelles, pour nous servir ici du langage parlementaire.

En effet, les trois pouvoirs tant vantés, le législatif, l'exécutif et le pouvoir judiciaire, ainsi que l'équilibre prétendu de ces pouvoirs, ne sont-ce pas précisément les principales des fictions dont il s'agit, avec l'inviolabilité royale, la responsabilité ministérielle, la souveraineté du peuple limitée par le pouvoir constituant, le pouvoir constituant amendé par le pouvoir représentatif, l'oracle des majorités interprété par les tribunaux, les arrêts de la justice cassés par les agents du pouvoir, la liberté des opinions qui, si elle était réelle, serait l'anarchie absolue, la répression des actes dont la conséquence rigoureuse entraînerait la suppression de toutes les libertés, l'égalité devant la loi qui a établi la plus grande inégalité possible dans la société, et qui la perpétue pour autant qu'il est en elle, etc., etc., etc. ? Soyons francs ; l'époque où nous vivons nous en fait de plus en plus un devoir : disons avec le poëte italien Casti qui, dans son bon sens, a défini mieux que personne la fameuse balance des pouvoirs, que, de deux choses l'une, ou le roi est plus fort que le pacte constitutionnel, ou ce pacte est plus fort que le roi : dans le premier cas, le roi se moque de la constitution et fait à sa volonté ; dans le second, c'est la constitution qui annule complétement le roi, et, s'il gêne, le fait chasser ou l'envoie à l'échafaud.

BARBARIE. État moins développé d'une nation relativement à d'autres nations.

La barbarie est un état de civilisation, de société ; après l'avénement de l'époque sociale de connaissance, tout état de civilisation, antérieur à celui où la vérité aura été appliquée socialement, sera un état de barbarie. Quant à l'état d'isolement complet qu'on a nommé *l'état de nature,* ce n'est ni de la société barbare, ni même de la société sauvage ; c'est de l'animalité, de la vie purement organique, du mouvement avec possibilité d'association par suite du contact prolongé entre deux ou plusieurs des êtres isolés, virtuellement intelligents.

BASE DE LA MORALE.

Cette base est exclusivement l'immatérialité des

âmes. Car la morale a une sanction, ou elle n'est plus l'expression du raisonnement; elle est le partage des sots dans l'intérêt des fripons, qui seuls sont rationnels. Si donc les âmes ne sont pas immatérielles, éternelles, il n'y a ni devoir, ni société. Les philosophes matérialistes avoués ou non, et les hommes d'État sans religion qui, de nos jours, veulent maintenir l'ordre, se voient forcés d'accumuler sophismes sur sophismes pour établir une morale indépendante, un dévouement désintéressé, gratuit, l'éducation par l'exercice mécanique, par l'habitude, l'inutilité de raisonner, de penser.

BASE SOCIALE.

La société a nécessairement pour base la force ou la raison. Aussi longtemps que la foi peut comprimer l'examen, la force se dissimule sous un sophisme, qui est l'autorité sociale. Quand l'examen est libre, tous les sophismes sont en voie de démolition, et il ne reste que la force nue. Il faut que la vérité soit démontrée socialement pour que la raison domine à côté de l'examen : la force alors lui est soumise et ne l'est qu'à elle seule.

— La base sociale doit être une sanction inévitable, et par conséquent une sanction ultra-vitale; car toute sanction relative uniquement à la vie présente, peut toujours être évitée par la force. Pour que la sanction sociale soit réellement inévitable, il faut donc que l'immatérialité de l'âme ait été rendue incontestable par la démonstration, quand elle ne peut plus être maintenue incontestée par la compression de la discussion. La base de l'édifice social doit être toujours et nettement déterminée : tant que dure l'ignorance, c'est la foi formulée par la force qui détermine la base de la société; sous le règne de la vérité, ce sera la raison. La société, livrée à l'indétermination, au doute, est sans raison et sans force.

— Aujourd'hui notre civilisation, résultat de l'ignorance et de la discussion, est exprimée par deux opinions : l'opinion de ceux qui croient que la société peut encore, en présence de l'examen libre, se baser sur une hypothèse que plus rien ne protége et que tout tend à renverser; et l'opinion de ceux qui, voyant l'ancienne base renversée et ne parvenant pas à en élever une autre, prétendent que la société peut se passer de base. Ces deux opinions sont également stupides. Il faut à la société un principe d'ordre, comme aux individus une règle commune de conduite; c'est-à-dire, que la morale incontestée des temps de foi doit désormais être remplacée par une morale incontestable : cela signifie, en d'autres termes, que la sanction du devoir, de révélée qu'elle était, doit devenir rationnelle. Ce que nous venons de dire exprime une question de vie ou de mort pour la société.

BATARD.

Le bâtard est un enfant que la loi punit pour la faute ou pour la négligence de son père. Dans les circonstances données, où la société attribue le droit de propriété sur la plus grande partie des biens du père, dont celui-ci n'est ainsi que l'usufruitier, à ceux de ses enfants qu'elle déclare légitimes, cette injustice est inévitable. Elle n'aura plus lieu quand, la propriété étant devenue *réelle*, chacun sera libre d'en disposer à son gré, en mourant comme pendant sa vie. La société alors, organisée rationnellement, mettra d'ailleurs le mariage sanctionné par elle, et le bonheur dans ce mariage, à la portée de tous; ce qui fera désormais de toute union illégale un acte réellement contraire à la raison.

BEAU (*Le*). A proprement parler, ce qui attire organiquement, surtout par les organes de la vue et de l'ouïe; figurément parlant, ce qui est bien.

Le beau n'a de rapports qu'avec les organismes; le bien ressortit seulement au raisonnement. Le beau se voit, se palpe, se sent; le bien se discute, se prouve. Le beau est toujours relatif; le bien, pour être réel, doit être absolu. On a un sentiment quelconque du beau, mais on ne peut le faire partager par ceux qui ne l'ont pas ou qui l'ont différemment, soit par attraction ou répulsion mécanique, soit par préjugé d'éducation ou d'habitude, soit par l'influence de l'époque, ou des lieux, ou de la civilisation établie, ou de l'opinion régnante, ou même du caprice. Quand, au contraire, on a, ou que l'on croit avoir acquis par voie de démonstration la conviction de ce qui est bien, on impose cette conviction par la force de la persuasion ou par celle de la raison à quiconque sent et raisonne. *C'est mon goût*, répond victorieusement à toute objection sur ce qui est ou n'est pas beau : *c'est incontestable*, est le seul argument valable en matière de justice et de vérité, de devoir et de droit.

BESOIN. Absolument parlant, condition d'existence; dans le sens relatif, condition de jouissance.

Tout besoin non satisfait est un malaise; la satisfaction d'un besoin est un plaisir : la plupart des besoins organiques se satisfont instinctivement, c'est-à-dire machinalement. Raisonner sur un besoin, c'est chercher le moyen de le satisfaire plus facilement et plus complétement, avec plus d'agrément, en un mot, mieux. C'est pour satisfaire

les besoins qui le stimulent que l'homme raisonne, et son raisonnement fait naître en lui des besoins nouveaux qui le feront ainsi développer de plus en plus son intelligence. Sans besoins, l'homme ne penserait pas. Dès que le besoin a réuni les hommes, et a fait surgir de leur contact prolongé le sentiment et la parole, le besoin suprême est devenu pour chaque penseur celui de connaître la vérité ou du moins de croire la connaître.

Si le besoin, tant pour la société que pour l'individu, est réel, il faut qu'il soit satisfait ou que l'individu meure, que la société se dissolve.

BESOINS MATÉRIELS. Ceux qui se rapportent à l'organisme.

Certes, les besoins matériels doivent être les premiers satisfaits. Il serait ridicule, plus encore qu'atroce, de laisser mourir de faim un homme ou un peuple pour ne s'occuper que de lui donner des connaissances et d'assurer sa liberté. Le plus pressé est de le nourrir, de le faire vivre et bien vivre. Le reste suivra.

BESOINS MORAUX. Ceux qui se rapportent aux développements de l'intelligence.

C'est exclusivement par la satisfaction des besoins moraux qu'on parvient à garantir la satisfaction des besoins matériels. Car le développement de l'intelligence mène d'abord au renversement de la société fondée sur la foi, laquelle n'accorde de droits réels qu'à l'aristocratie nobiliaire, puis à celui de la société fondée par le doute et assurant les mêmes droits à la seule aristocratie d'argent, et enfin il forcera à réaliser l'organisation sociale rationnelle où ces droits seront irrévocablement acquis à la bonne volonté et au travail.

BESOINS DE LA SOCIÉTÉ.

Cette expression est figurée, la société, être abst ait, ne pouvant ni éprouver des besoins, ni avoir le désir de les satisfaire. La société n'a qu'un seul besoin, qui est en même temps sa condition *sine quâ non* d'existence : c'est l'ordre. Elle le satisfait, sous la pression de l'ignorance sur la réalité déterminée du droit, par l'exploitation des masses, que maintient la compression des esprits. L'ordre lui échappe avec la foi, et alors le besoin de connaître la vérité afin de pouvoir appliquer la justice, surgit pour elle. Elle ne parviendra à satisfaire ce besoin nouveau, qui désormais se confond avec celui de sa conservation, qu'après avoir parcouru le cercle entier des erreurs, et par conséquent épuisé jusqu'à la lie l'amer calice de la confusion et du désordre.

BIAISER.

L'homme qui, de nos jours, dirait tout ce qu'il pense et se conduirait franchement d'après sa pensée, sans égard ni ménagement aucun, celui-là se trouverait immédiatement en opposition avec tout le monde, et se briserait contre les obstacles qui se dresseraient à chaque instant et de toutes parts sur sa route. Aussi, chacun biaise-t-il, qui plus, qui moins ; aussi chacun dissimule-t-il dans un sens ou dans un autre, afin de cacher le plus possible ses véritables intentions, qu'autrement il ne réaliserait jamais, et afin d'arriver aussi près que faire se peut du but qu'il n'a l'espoir d'atteindre qu'en se donnant l'air de ne pas y tendre directement.

BIEN. Dans le sens de *bonne action*, c'est ce qui est conforme à la règle de conduite ; socialement parlant, c'est ce qui est conforme à l'ordre.

D'après cette définition, tout est bien dans l'ordre éternel dont le raisonnement démontre la réalité, *quoique* dans l'ordre de temps il y ait du mal et du bien, ou plutôt *parce que* les modifications senties successivement ne peuvent être qu'une alternative distincte de bien et de mal.

BIEN-ÊTRE. Équilibre entre les besoins des individus et les moyens qu'ils ont de les satisfaire.

BIEN-ÊTRE GÉNÉRAL.

Ce qui, avant tout, rend le bien-être, ainsi que l'égalité qui en est l'expression rationnelle, aussi général que possible, c'est la propriété collective du sol. Les entraves surgissent de toutes parts et les injustices se multiplient à mesure que les populations se développent au sein de l'ignorance, précisément parce que ce développement force la société à aliéner le sol aux individus. Le bien-être ne deviendra réellement général que lorsque l'ignorance sociale étant évanouie, le développement de l'intelligence de chacun sera porté au plus haut degré ; le sol alors entrera à la communauté, et le travail devenu libre, dominera enfin le capital dans l'intérêt de la société.

BIENFAIT.

Le bienfait est un acte de justice quand il est motivé, quand celui auquel le service est rendu le mérite ; au cas contraire, ce n'est plus un bienfait, c'est une grâce. Si la grâce ou le bienfait gratuit implique un privilége, elle est une injustice au détriment de ceux que ce privilége lèse dans leurs droits. C'est ainsi que la grâce divine, s'il y avait lieu à cette action de Dieu sur les hommes, serait

une injustice à l'égard de tous ceux à qui elle ne serait pas départie.

BIMANE.

L'homme est bimane : c'est un des caractères zoologiques de l'espèce. Si la valeur de l'homme résultait de ses mains, le singe qui est quadrumane lui serait supérieur. L'homme est ce qu'il est, non par son organisation, mais par son intelligence, dont son organisme est une des conditions indispensables. Ses mains lui donnent une grande facilité pour exécuter ce qu'il a dans l'idée, mais sans elles, il l'exécuterait tout de même. Les machines aussi facilitent et abrégent son travail; ne travaillait-il pas également avant d'avoir inventé les machines?

BLASPHÈME.

Nous disons du blasphème ce que nous dirons du sacrilége (voir ce mot), savoir, que ce sont de véritables crimes, même devant la justice éternelle, lorsqu'ils sont commis par des hommes de foi, dans l'acception religieuse de cette expression. En effet, quiconque croit sincèrement en un Dieu personnel, pèche dans une intention perverse en blessant la réputation, le nom de cet être souverain, en l'insultant, en l'outrageant, en le vilipendant, aussi bien qu'en déshonorant les objets consacrés à son culte, ou les ministres qui sont les organes et les interprètes de sa volonté. Celui au contraire qui rejette toute révélation, celui-là ne peut ni blasphémer ni commettre un sacrilége. Il n'y a pas plus de blasphème de la part de M. Proudhon à appeler Dieu anticivilisateur, antilibéral, antihumain, à vouloir couper *le fil du budget* qui, seul, soutient encore ce Dieu dans le vide, et à le vouer à l'enfer, qu'il n'y a de sacrilége pour un juif appliquant les saintes hosties des catholiques à quelque usage profane ou même immonde.

Voilà pour l'individu; examinons la question au point de vue social : tant que la société est fondée sur la croyance religieuse, l'homme qui blasphème cette foi, ou qui abuse de quoi que ce soit qui s'y rattache, est coupable devant elle et doit être rigoureusement puni. Mais une fois que le libre examen est passé en droit commun dans la société, le blasphème comme le sacrilége n'a plus socialement aucun sens.

BONHEUR. Équilibre entre les tendances rationnelles et les tendances organiques.

Comme ces tendances différentes ne peuvent jamais se confondre, il n'y a point de bonheur parfait, pas plus que de vie éternelle. On n'est heureux qu'à la condition *sine quâ non* de pouvoir être malheureux, comme on ne fait le bien qu'à la condition de pouvoir faire le mal, comme on ne vit qu'à la condition de pouvoir mourir. Hors les âmes rien n'est absolu.

BONHEUR DES MÉCHANTS, MALHEUR DES BONS.

On a beaucoup divagué sur le fait incontestable que le pervers, *dans ce monde,* n'est pas toujours puni *pendant cette vie,* et que le juste ou du moins l'innocent *sur la terre,* y est parfois, disons même *souvent,* en butte à toute espèce de misères et de calamités. Mais qu'est-ce que cela prouve? Exclusivement que le bonheur *actuel* n'est pas nécessairement la conséquence d'une bonne action *actuelle aussi,* ni le malheur celle d'une action perverse. Quand les bons sont malheureux, ce n'est pas parce qu'ils sont bons, mais quoiqu'ils le soient, et les méchants ont du bonheur, non à cause de leur culpabilité, mais malgré elle. Le champ du juste est aussi exposé aux ravages de la grêle que le champ du prévaricateur, mais il ne l'est pas davantage; l'assassin a autant de chances pour gagner à la loterie qu'en avait sa victime, et quand il s'agit de combinaisons il l'emporte sur ceux qui sont moins scrupuleux que lui, non parce qu'il vaut moins qu'eux, mais parce que rien ne l'arrête.

La proposition que la prospérité n'est faite que pour les méchants est fausse, tout comme celle qui établit que la vertu est condamnée aux persécutions et aux pleurs. Il faut souvent acheter fort cher la satisfaction d'être vertueux, et cette satisfaction, quoi qu'en disent les moralistes sentimentaux, est loin de tenir lieu de tout. La vérité est ce que nous allons dire : Toute souffrance suppose un méfait; toute jouissance, un acte de dévouement. Sinon, le bien et le mal sont répartis au hasard : il n'y a pas de justice; le raisonnement est une déception, le sentiment une illusion; il n'y a rien de réel. Car sur quoi appuierait-on le droit s'il n'avait la sensibilité pour origine? De cela seul donc qu'il y a ici-bas des douleurs et des joies, qui n'y ont pas été méritées, il faut conclure qu'il y a eu une existence sentie antérieurement, dont cette douleur est le châtiment comme la joie est la rémunération de quelque sacrifice. Rien n'est gratuit en morale, rien n'est isolé; tout se tient, tout se lie, mais pour chacun exclusivement de tout autre. La solidarité sociale, humanitaire, n'est pas le but, elle est le moyen pour chaque individu d'atteindre, par son dévouement à ses semblables, son but à lui, qui est son bonheur individuel, c'est-à-dire la pos-

sibilité de servir de plus en plus l'humanité en se sacrifiant lui-même de moins en moins.

BONTÉ. Disposition à faire le bien, soit organique, soit contractée par l'habitude.

La bonté qui ne fait pas rendre à chacun ce qui lui est dû, ni plus ni moins, est de l'injustice. On n'est réellement bon que quand on est juste. La partialité est de l'injustice, non de la bonté, et la bonté sans justice est, ou l'effet d'un calcul personnel, ou celui de la bêtise.

BOURGEOISIE. Aristocratie d'argent.

La fortune, aidée le plus souvent de la bassesse et de la ruse, et parfois même de quelque chose de pis, recrute la bourgeoisie dans tous les rangs de la société. La noblesse tenait aux personnes, au nom, au sang, comme on s'exprimait; la bourgeoisie tient à la bourse. Le capital seul donne le droit de bourgeoisie; car quand il se retire, le bourgeois disparaît : il ne reste qu'un pauvre, un misérable, bourgeoisement parlant, un paria. Le capitaliste ruiné est comme un sac à argent vidé : il se tenait debout auparavant, maintenant il s'affaisse sur lui-même.

— La bourgeoisie, jadis classe moyenne, est aujourd'hui la classe dominante. 1830 a sanctionné le triomphe définitif de cette classe sur la classe supérieure avant elle, celle de la noblesse. La bourgeoisie ne succombera que devant l'anarchie qu'elle prépare, et l'application de la vérité à laquelle cette anarchie donnera lieu.

BOURGEOISISME. Organisation sociale ayant pour caractéristique : au moral, les décisions à coups de majorité; au matériel, la domination du capital sur le sol et le travail.

L'oppression nobiliaire avait été indispensable pour le maintien de l'ordre dans une société qui ignorait ce qu'est le droit réel, et qui par conséquent devait empêcher, par tous les moyens en son pouvoir, l'examen du droit supposé sur lequel elle avait fondé son organisation. Mais cette oppression était sans cesse sapée dans sa base par le développement inévitable des intelligences, auquel elle-même était fatalement entraînée à faire appel, dans l'intérêt de la société qui, pour se conserver, réclamait la prospérité, le progrès, le mouvement. Cette liberté de plus en plus large, accordée aux esprits, a amené la domination bourgeoise, qui pèse tout à la fois sur les propriétaires du sol et sur la plèbe. La situation est devenue plus mauvaise matériellement, mais, au moral, elle a gagné en ceci, que le développement intellectuel, qui avait élevé l'édifice informe du bourgeoisisme, doit nécessairement le reverser tôt ou tard au profit de la raison. Car, après la foi et le doute, il ne reste plus que la démonstration, pour établir sur l'incontestabilité l'ordre désormais soustrait à toute attaque possible, et par conséquent stable et réel.

— Le bourgeoisisme est le capital régnant sur le sol qui le dominait auparavant, et sur les intelligences dont le développement l'a émancipé. Sa croyance est le matérialisme; son but, les jouissances de la vie par la richesse; ses moyens, la ruse et la corruption; ses appuis, les médiocrités remuantes et vaniteuses. M. Proudhon constate que « ce sont les journaux bourgeois qui nous prêchent la morale, tout en se réservant le scepticisme et l'indifférence. »

— Vouloir rétrograder du système qui rattache les droits politiques au capital, exprimé par un cens quelconque, jusqu'à les rendre au privilége de la naissance, de la propriété foncière, de la noblesse en un mot, est, chez les peuples régis bourgeoisement, une entreprise indirectement anarchique : l'impossibilité de la réaliser y fait, quand on le tente, exciter le désordre. Vouloir émanciper complétement les droits politiques au moyen du suffrage universel, est, chez les mêmes peuples, une entreprise directement anarchique : réalisée, elle est le désordre en progrès accéléré. Demeurer dans le juste milieu bourgeois, c'est mourir dans les saccades révolutionnaires.

BOURREAU.

Une opinion dominante a pour résultat l'ordre soutenu matériellement par l'inquisition, moralement par la croyance à l'enfer; la conséquence de plusieurs opinions en lutte est le désordre tempéré par le bourreau. Le gouvernement représentatif ne se soutient qu'à l'aide du bourreau : si cet appui lui manque, il tombe; si l'appui pèse sur lui, il le fait tomber. Les bûchers de la foi avaient pour objet d'empêcher qu'on ne cessât de croire la force juste; le bourreau constitutionnel doit faire que la force l'emporte toujours sur tous les raisonnements qui se diraient *justes*. La société ne pourra supprimer le bourreau que lorsqu'elle lui aura substitué la sanction religieuse du devoir, acceptée également par tous, et cela sous peine de dissolution. Le maintien du bourreau est *actuellement* une question de vie pour l'ordre social existant.

BOUTURES.

On fait des boutures d'animaux comme de plantes; d'une vie particulière on en fait deux, quatre, cent. Si on faisait aussi deux, quatre, cent sensi-

bilités perçues, ou personnalités, il n'y aurait plus de sentiment, de conscience de soi, distinct de l'organisme; le sentiment serait alors, comme l'organisme, divisible, phénoménal, illusoire, il ne serait plus rien de réel.

BRAS (*Les*).

Celui qui ne possède, comme on s'exprime figurément, que ses bras, a nécessairement pour maîtres ceux sans lesquels ses bras manqueraient d'emploi et par conséquent de rétribution, et son estomac demeurerait privé de nourriture. Il faut des connaissances pour diriger les bras, et du sol ou des produits du sol sur quoi ils puissent s'exercer. Or, les connaissances acquises à la société sont monopolisées par elle en faveur des propriétaires du sol et des capitaux qui le représentent. Les prolétaires dépendent dans le sens le plus absolu de ces privilégiés de la terre : le pauvre meurt si le riche n'a pas besoin de lui ou ne veut pas de lui.

BUCHER.

La peine de mort est-elle légitime pour empêcher la manifestation des opinions? Oui, quand elle est applicable et efficace, c'est-à-dire quand elle sert à maintenir l'ordre : dès qu'elle n'en a plus la force, elle compromet cet ordre essentiellement. Le matérialisme a été et a dû être puni de mort pendant que l'ignorance sociale forçait la société de comprimer l'examen. Il n'y a plus d'ordre aujourd'hui, parce que les matérialistes manifestes ne peuvent plus être punis de mort. Dorénavant il n'y aura ordre et stabilité que lorsque, la vérité étant socialement connue, le matérialisme sera considéré comme une maladie mentale, à laquelle il faut appliquer, non les flammes du bûcher, mais l'instruction et les soins médicaux.

— Le recours au bûcher pour faire prévaloir une opinion ou pour en perpétuer le triomphe, n'est certes pas une bonne chose, du moins en raison absolue; car, de cela seul qu'on a besoin de faire appel à l'inquisition, à la force, au despotisme, il résulte clairement qu'on ne possède pas la vérité. Celle-ci se soutient seule, par sa propre force morale, et toute autre force doit essentiellement lui demeurer soumise. Mais lorsque le recours au bûcher est nécessaire à la conservation de l'ordre, d'où dépend l'existence même de la société, ce recours est bon, est juste, il est de devoir. Or, aussi longtemps que l'ignorance sociale concernant la réalité du droit n'est pas dissipée, le despotisme et le bûcher sont de rigueur pour soustraire à tout doute possible, c'est-à-dire à toute investigation, le principe hypothétique quelconque qu'il est indispensable de faire accepter comme vrai, comme constituant le droit réel. Aujourd'hui que l'ignorance à ce sujet dure encore, et qu'il n'est plus possible de maintenir le despotisme, en recourant aussi fréquemment qu'il le faudrait à la terreur du supplice, il n'y a d'ordre dans la société qu'accidentellement et provisoirement. Si ce que nous disons est vrai, il faut renoncer à toutes les vieilles déclamations contre l'inquisition de la foi. Réservons nos anathèmes pour l'ignorance, qui a rendu, relativement à l'époque, l'arbitraire et le bûcher *légitimes*, et cherchons la vérité pour qu'il puisse y avoir ordre sans compression aucune, parce qu'il n'imposera l'exploitation de personne.

BUDGET.

Le budget des dépenses est trop élevé pour l'usage immoral qui en est immanquablement fait sous le régime dont nous subissons les conséquences. Il devrait être beaucoup plus élevé si la société, possédant enfin la vérité et l'appliquant dans le sens absolu, remplissait tous ses devoirs envers ceux dont elle se compose. Mais ne serait-il pas alors trop lourd pour les contribuables? Non assurément. Le sol serait commun. Son revenu, qui profiterait aussi bien à ceux qui le fourniraient qu'aux autres, défrayerait probablement le budget en entier. Et s'il restait quelque chose à suppléer, le capital, ou le travail fait, accumulé, en porterait la charge, afin que le travail à faire pût continuer à se trouver dans les meilleures conditions pour produire le plus possible.

BUT. Point vers lequel tend un être libre.

Pour avoir un but, il faut comprendre, il faut être libre d'opter entre tel but à atteindre et tel autre dont on prend le parti de s'éloigner. Les choses, et la nature physique qui est leur ensemble, sont ce qu'elles sont, sans intelligence ni direction, sans motif ni conscience. La matière n'a point de but : comme force, elle a pour effet le mouvement; comme mouvement, elle a pour cause la force. La vie est sans but, comme le rayonnement de la lumière ou la chute d'un corps grave. L'homme seul a un but : il raisonne. Il se propose de satisfaire ses penchants organiques ou de les soumettre à la raison. Et suivant qu'il raisonne plus ou moins bien, il arrive plus ou moins près de son but.

C

CALCUL.

Comme tout raisonnement concevable, le calcul a toujours pour point de départ l'intérêt qui, dans le sens le plus absolu, est pour chacun la raison. Si l'intérêt que se propose le calculateur est réel, et que son raisonnement soit rigoureux, l'homme qui le poursuit est juste. Le tout est de posséder la vérité revêtue de son caractère incontestable.

— Borner le calcul à l'art de grouper des chiffres qui représentent des écus, lesquels à leur tour représentent toutes les jouissances de la vie, c'est user de la logique bourgeoise, qui fait condamner ce calcul en théorie par chacun chez tous les autres, mais qui le fait mettre en pratique par tous, chacun pour lui-même.

CAPITAL. Travail accumulé, non incorporé dans le sol.

Quand le capital sert présentement à la conservation et au développement physique et moral, c'est du *salaire actuel*. Quand il est considéré comme devant seulement servir d'instrument ultérieur, c'est du *salaire passé*. — Voir le mot *Salaire*.

— Le mot *capital,* dans le sens le plus étendu, mais peu ordinaire, signifie le sol et le produit de l'action de l'intelligence au moyen du sol ou de ce qui en provient, c'est-à-dire, le sol même et le produit accumulé du travail, la rémunération du travail, le salaire accumulé. Dans un sens plus restreint, qui est aussi le sens habituel, ce mot a seulement pour valeur le produit accumulé du travail sur le sol, le travail réalisé, la richesse acquise et représentée par l'or. Quand le capital domine le sol, il n'y a plus de propriétaires fonciers, maîtres de la société comme tels; il n'y a plus de noblesse : la bourgeoisie régnante exploite le travail, sans pouvoir, comme faisaient les nobles, empêcher les travailleurs d'examiner la question de savoir de quel droit on les exploite. L'anarchie est proche.

CAPITALE (*Peine*).

Plus d'échafaud! plus de sang! C'est le cri général des hommes qu'on appelle avancés, des libéraux, des réformistes : cri généreux, on ne saurait en disconvenir, mais inconsidéré, mais anarchique. Oui, certes, la peine de mort est aussi inique qu'elle est atroce, mais seulement considérée au point de vue de la société rationnelle et de la justice absolue qui lui servira de base : car il y aura alors aussi peu de méchanceté et autant de sottise à commettre un crime, qu'aujourd'hui à faire une fausse addition; il n'y aura plus de coupables, mais bien des ignorants qu'il faudra instruire, ou des fous que, si on ne parvient pas à les guérir, il suffira de faire enfermer. Non, mille fois non, la peine de mort ne peut point *actuellement* être abolie, car elle est nécessaire, c'est-à-dire juste relativement à l'état social qui repose encore sur elle. Notre société est l'expression de la force : la force l'attaque de toute part; si on lui enlève la force pour se défendre, elle est perdue. Tant que la société ne sera pas fondée sur la seule raison, la sanction du dernier supplice sera sa suprême garantie.

On ne saurait assez s'étonner de l'ingénuité, pour ne pas dire pis, des modernes philanthropes, qui insistent sur la suppression de la peine de mort. Eh quoi! vous avez dépouillé la société de sa sanction religieuse, et vous proposez sérieusement, parait-il, de lui enlever aussi sa sanction matérielle! vous avez éteint, socialement du moins, les flammes de l'enfer, et voulez en outre briser le glaive du bourreau! Le bourreau est déjà une bien faible barrière contre le crime, et vous venez la renverser, par amour, dites-vous, du genre humain!

si vous n'êtes des scélérats, vous êtes des és. Oui, vous êtes des insensés, car vous itez provisoirement à ce que la peine capitale ue à atteindre l'assassin, mais vous ne voulez un prix qu'elle frappe le révolutionnaire; :-dire que vous vous laissez induire à accorle garantie pour la vie de chacun, mais que refusez obstinément cette garantie pour le en de l'ordre qui est la vie de tous. Singu- hilanthropie!

cluons que, relativement à l'époque, il est de haute importance de ne pas renoncer aux moyens d'ordre qui se résument dans l'appli- de la peine capitale; mais ajoutons bien vite le bourreau retarde de quelque peu les pro- e l'anarchie, il ne saurait parvenir à en em- le triomphe final, qui sera aussi le comment de l'ordre vrai, et la préparation aire à l'abolition, dès lors sans danger, de la de mort.

ITALISTE. Dans le sens le plus étendu, qui a des instruments de travail; dans un sens int, celui qui possède du *salaire passé*.

capitalistes représentent aujourd'hui la pro- entière, celle du sol et celle du produit accu- le tout le travail fait par les générations qui it plus. La société est à eux. Les troubles ont lieu, les révolutions qui la bouleversent, nt le résultat, la plupart du temps, que de ences d'opinions entre eux, de luttes d'inté- ntre ceux qui exploitent plus activement et nséquent plus lucrativement que d'autres la des non-capitalistes. Ces derniers ne seront quelque chose dans le mouvement social, que 'il aura pour but, non le remaniement de nisation ancienne, mais l'établissement d'un tout nouveau.

ITAUX. Instruments de travail.

ut, disent les économistes, des capitaux pour re. C'est une erreur funeste : il faut le tra- t le sol; rien de plus, mais aussi rien de . Quel était le capital du premier travailleur? gent par essence, il n'avait pour agir que ses et ne pouvait les employer que sur la terre :s capitaux à créer devaient surgir. L'homme availle se fait des capitaux. Ces capitaux sont oyens qui favorisent le travail ultérieur, -dire la création de nouveaux capitaux. Le indispensable au travail pour produire; les ix lui sont utiles. Il n'y a pas de liberté du , tant que le sol demeure aliéné à des indi- Le sol doit appartenir à la communauté; quand cela sera, les capitaux se répartiront équitablement, par le jeu même, et par le seul jeu de l'organisation sociale conforme à la raison.

CASTES. Classes qui se perpétuent héréditairement. — Voir le mot *Classes*.

La caste qui gouverne par la propriété du sol, exploite la caste ouvrière. Chez celle-ci le labeur est héréditaire dans les familles, comme le pouvoir l'est quelquefois dans celles de la caste sacerdotale ou savante, et toujours dans celles de la caste noble ou guerrière. La caste qui gouverne par la propriété des capitaux, exploite tous les non-capitalistes, les prolétaires. Sous les capitalistes, les ouvriers sont libres de toute entrave, le joug de la richesse excepté. Ils servent qui ils veulent et comme ils le veulent, sauf à mourir de faim quand on ne veut plus d'eux

CATÉCHISMES. Formulaires de foi religieuse.

Devant la raison absolue, tous les catéchismes des religions révélées sont également absurdes. La révélation, l'intuition, l'inspiration, la divination, comme on voudra l'appeler, ou plutôt la supposition empirique de la vérité, n'étant point la démonstration de cette vérité, est nécessairement l'opposé de la raison, que le raisonnement, expression de l'intelligence, a seul mission de déterminer. Mais c'est sur ces catéchismes-là qu'a reposé et que repose encore aujourd'hui la société; et les choses demeureront ainsi, aussi longtemps que la vérité ne sera pas venue socialement servir de base à la morale et à l'ordre. Quiconque donc attaque les catéchismes reçus, soit par le raisonnement sérieux, soit par l'arme du ridicule, doit pouvoir les remplacer par le catéchisme de la raison, dicté par la logique, et procédant par un enchaînement irréprochable de syllogismes.

Les libéraux voudraient que la société renonçât aux anciens catéchismes que cependant (étrange contradiction!) ils font enseigner à leurs enfants, et auxquels ils seraient bien fâchés que leurs domestiques ne demeurassent pas soumis. Ils sentent vaguement que la famille a besoin de principes communs quelconques en morale, fût-ce même les dogmes qu'ils rejettent, eux, et dont ils se moquent. Et néanmoins ils s'entêtent à fonder la société sur la négation de tout dogme imaginable, c'est-à-dire sur la certitude bizarre que rien n'est certain. On ne saurait pousser à un plus haut point la présomptueuse nullité de l'ignorance. Si vous leur parlez ordre moral, ils vous rient au nez; si vous prononcez les mots de sanction religieuse, d'éternité des âmes, de punitions et de récompenses ultra-

vitales, ils vous appellent mystique, cagot, jésuite, et vous taxent de capucinade. Ils auraient parfaitement raison si, comme on l'a fait jusqu'ici, il s'agissait exclusivement de croire à l'existence de Dieu et à l'immortalité de l'âme, aux peines sans fin de l'enfer et aux joies éternelles du paradis. Car, dès lors, de conséquence en conséquence, on est nécessairement entraîné à la transsubstantiation, à la conception immaculée et à toutes les rêveries que peuvent inventer des cerveaux malades. Mais, au cas que l'on fasse plus que de croire et d'affirmer dogmatiquement, au cas que l'on sache et que l'on prouve qu'on sait en effet, oh! alors le raisonnement des libéraux porte à faux de tous points : Dieu, un ou plusieurs, double ou triple, la chute originelle et la rédemption divine qui devait la suivre pour réhabiliter l'humanité, ainsi que les autres mystères qui en découlent, demeurent à l'état d'opinions temporaires, et ne prescrivent jamais contre l'éternelle raison.

Quant aux temps présents, si la société protestante, ou libérale, ou matérialiste (c'est tout un, au su ou à l'insu des bourgeois qui la préconisent) n'était plus soutenue par la foi que maintiennent, du moins pratiquement, les jésuites et les capucins, que deviendrait le prétentieux et ignare bourgeoisisme, en attendant que les hommes fussent *forcés* de chercher, de découvrir et d'appliquer la véritable science sociale? Abjurant leur confiance illimitée dans la puissance des lois, la vigilance des gendarmes et la terreur du bourreau, on verrait bientôt nos hommes d'État invoquer, eux aussi, une sanction moins évitable et plus réelle, et ils ne tarderaient pas à formuler à leur tour un catéchisme quelconque de dogmes hypothétiques qu'ils imposeraient à la lueur des bûchers, ou, ceux-ci s'éteignant sous le souffle de la discussion, qu'ils feraient insinuer par des capucins et des jésuites. Ils auront beau dire et beau faire, la logique sérieuse et rigoureuse n'admet pas de juste milieu entre la vérité et l'erreur, la certitude et la négation : elle ordonne de ne rien croire, ou bien de tout croire sans distinction, et de baiser la mule du pape en Europe, d'avaler la poudrette du grand lama en Asie.

CATHOLICISME (*Le*). Au propre : la révélation interprétée par le pape; au figuré : la religion universelle, lorsque la vérité sera généralement connue.

Le catholicisme est la seule forme *complètement* rationnelle du christianisme. Les hommes qui *croient* en commun ont indispensablement besoin pour demeurer unis en société, d'un interprète personnel et unique de leur foi sociale, interprète toujours vivant et censé ne pouvoir jamais faillir. Faute de cet élément de vie, la discussion désorganisatrice surgit et progresse indéfiniment, les comparaisons entre les doctrines diverses se succèdent et se multiplient, la foi est ébranlée et finit par s'évanouir, et, avec la religion, la société meurt elle-même.

— On met assez généralement de nos jours sur le compte du catholicisme, tous les abus qui déforment nos sociétés et tous les maux qui nous accablent : c'est une injustice manifeste. Le catholicisme était, au moment où il s'est établi, la seule forme conservatrice applicable au maintien de l'ordre. Cet ordre n'est plus possible, comme ordre stable, comme ordre vrai, depuis que le catholicisme n'a plus la force nécessaire pour empêcher qu'on n'en discute le principe. Le catholicisme a donc fait son temps. Est-ce à lui qu'il faut s'en prendre si nous le repoussons comme lieu social? Les abus que l'on signale et les maux dont on se plaint, naissent de ce que la foi a succombé devant l'examen, et de ce que le besoin de connaître la vérité, pour faire de la justice démontrée la base de l'ordre réel, n'est pas encore universellement senti.

Les abus et les maux ont pour source évidente l'existence du paupérisme matériel et moral du prolétariat qui en dérive, de l'aliénation du sol qui enchaîne le travail et réduit tous les travailleurs sans capital à l'état de prolétaires, de pauvres. « Ce qui pèse sur le travail, ce n'est point le catholicisme, dit M. de Colins; c'est l'esclavage. Il y a même plus : l'esclavage du travail ne peut être affranchi que par le catholicisme réel : par l'universalité religieuse. » En effet l'acceptation sociale du lien religieux peut seule faire abjurer par l'humanité le principe qui jusqu'à nos jours l'a maintenue scindée en nations ennemies et en castes antagonistes, celui de l'exploitation des faibles par les forts.

CATHOLIQUES ET LIBÉRAUX.

Belge, et écrivant en Belgique, nous devons indispensablement consacrer quelques lignes aux deux partis qui se disputent la direction de la société dont nous sommes membres; car leurs querelles y jouissent seules du privilége d'éveiller la population assoupie. D'ailleurs, ce que nous dirons à cette occasion peut s'appliquer en grande partie aux conservateurs de toutes les nuances et aux réformistes plus ou moins radicaux, de n'importe quelle dénomination dans les autres pays.

— Depuis quelque temps, le catholicisme qui

s'était, pendant des siècles, confondu avec la stabilité de l'ordre, se voyait partout en butte aux attaques, non-seulement de ce qu'on appelle de nos jours *les révolutionnaires*, mais encore des gouvernements, et surtout de ceux où régnait le despotisme le plus absolu. Dominant jadis sans contrôle, les prêtres catholiques finissaient peu à peu par perdre jusqu'au droit à la liberté commune : l'Église était esclave des lois que l'État lui imposait sous la dénomination dérisoire de *libertés*. Les catholiques belges, opprimés pendant notre réunion à la Hollande, comme ils l'avaient été dans les derniers temps du régime autrichien, se figurèrent qu'une fois émancipés par l'influence des idées nouvelles, ils allaient jouter avec avantage contre leurs adversaires les libéraux, et ressaisir d'autant plus facilement leur ancien pouvoir qu'ils comptaient dans leurs rangs l'immense majorité de la nation. Les catholiques régnèrent, c'est vrai; mais le catholicisme perdit chaque jour du terrain. Devant se présenter dans l'arène au nom de la liberté et sans autres armes que celles dont usaient leurs contradicteurs, les catholiques ne furent admis à combattre qu'avec les principes et d'après les règles de la libre discussion qui est l'expression du libéralisme. Ils n'avaient point de peine à prouver que les libéraux n'apportent à la société aucun élément d'ordre dont ils puissent démontrer l'incontestabilité. Mais les libéraux à leur tour prouvaient également bien que les catholiques qui ont possédé cet élément aussi longtemps que la société l'a accepté sur parole, sont aujourd'hui, comme tous les *opinionistes*, réduits à soumettre leurs doctrines à l'examen public sans pouvoir les étayer d'aucune démonstration irréfragable, en d'autres termes sans pouvoir les rendre essentiellement conservatrices.

Que résulte-t-il de là? Il en résulte, et c'est de nécessité logique, que chaque fois que les catholiques cherchent à gouverner le pays par et pour le catholicisme, ils tombent devant le libéralisme qui veut qu'en attendant la certitude rationnelle, aucune hypothèse ne prévale en droit sur les autres; et chaque fois que les libéraux tentent de supplanter leurs adversaires pour faire de l'autorité, du gouvernement anticatholique, ils succombent de même devant le même libéralisme qui défend qu'aucune doctrine hypothétique ne soit privée du droit de se manifester sans obstacle, jusqu'à ce que la vérité ait été imposée aux intelligences par voie de contrainte morale. Voilà plus d'un quart de siècle que la Belgique s'agite dans ce cercle de Popilius; elle ne fait pas plus de chemin que l'écureuil qui tourne dans sa roue.

CAUSE. Généralement parlant, tout être considéré comme susceptible d'avoir des effets. Au sens propre : tout être susceptible d'agir librement; au sens figuré : tout être agissant nécessairement.

La cause intentionnelle ou réelle exige plus que de la matière; pour qu'il y ait intention, volonté, il faut, avec la force modifiante, une immatérialité unie à ce qui la rend capable d'éprouver des modifications, et le développement de l'intelligence par le verbe. Toute autre cause est illusoire, est nécessité aveugle, est la loi de la matière.

—Il y a évidemment une cause d'ébranlement, de changement; nous ne sommes pas plus cette cause que cette cause n'est nous. Appelons-la *phénoménalité*, *force*, *matière*. Nous participons de cette force, improprement nommée *cause*, faute d'une expression mieux déterminée; sans cela, nous ne serions pas susceptibles d'être touchés, mus, remués, modifiés par elle, c'est-à-dire que, en partie du moins, nous sommes matériels.

Cela posé, il est clair que de l'ébranlement, du mouvement, sans plus, n'est point encore, et *par lui-même* ne saurait jamais devenir une sensation, une idée, une joie, une douleur : c'est du mouvement, du changement, voilà tout. Il faut autre chose pour qu'il y ait individualité sentie, personnalité déterminée, pour que l'homme sente, pense, pour qu'il jouisse ou qu'il souffre : il faut en outre ce que la force ne peut donner, il faut le sentiment. C'est par là et exclusivement par là que nous sommes *nous*, que nous sommes libres; car c'est nous seuls qui faisons, du mouvement opéré en nous, une sensation, un raisonnement, un mal, un bien. Nous ne sommes donc point les jouets de la force; nous nous connaissons par elle, nous pensons, nous agissons, dans le sens propre du mot *agir*, par son moyen. Le principe d'ébranlement est tout à la fois hors de nous et dans nous : ce sont la force, la vie universelle, et notre force vitale à nous, notre vie particulière. La cause réelle de nos idées et la faculté de vouloir, la puissance d'agir, sont *nous*.

CAUSE PREMIÈRE. Cause qui a existé avant toute autre chose.

Cette expression est vide d'un sens réel. Il n'y a pas plus de première cause que de premier effet, et il ne saurait y avoir de cause seconde. Dans l'ordre matériel, effet et cause sont nécessairement corrélatifs. Tout effet est cause à son tour, et toute cause, effet.

CAUSES FINALES. Causes destinées à produire un effet.

Les causes finales impliquent une cause pre-

mière, une création, la non-éternité de la matière et des âmes.

Des causes finales seraient des causes intentionnelles dans le domaine physique, des causes prédéterminantes dans le domaine moral. De quelque manière qu'on les envisage, elles sont absurdes.

CÉLIBAT.

Le célibat était un crime de lèse-nature lorsque la lutte était entre les philosophes et le clergé. C'est une vertu sociale depuis que le combat est engagé entre les capitalistes et les prolétaires. Mais quel est ce célibat tant controversé? Le célibataire est-ce simplement celui qui n'a point de femme légale? Ou faut-il aussi qu'il n'ait pas de maîtresse? Suffit-il pour vivre dans le célibat, de ne point procréer d'enfants? ou faut-il se vouer à la continence absolue? Rationnellement parlant, aucun de ces différents célibats n'est, par lui-même, digne de louange ou de blâme. Ce sont des actes de liberté, qui deviennent coupables ou méritoires d'après les motifs qui les inspirent. Voilà pour les individus. Quant à la société, son devoir est de s'organiser de manière que tous les enfants, quels qu'ils soient, acquièrent les moyens de vivre de leur travail lorsqu'ils seront hommes.

CENS. Quotité de l'impôt, constatant que celui qui le paye appartient à l'aristocratie de la richesse.

Le cens proclame l'empire de l'or et il en sanctionne le culte. La raison absolue condamne, non la trop grande élévation du cens, mais le cens même. Elle prescrit néanmoins de n'abolir cet absurde criterium de la valeur politique, que lorsque l'ignorance de la vérité, qui a forcé la société d'y avoir recours, sera socialement évanouie.

CENSURE.

La censure est l'application du principe de compression des intelligences pour la conservation de l'autorité sur laquelle la société repose. Tant que cette compression est possible, la censure ne donne lieu à aucune réclamation; dès qu'elle en soulève, c'est que la compression a cessé d'être possible. Et dès lors son exercice est dangereux. La compression au delà du possible détermine une explosion; la censure, sous le libre examen, fait éclater es révolutions.

CENTRALISATION.

La centralisation est la négation de la liberté d'agir, de parler et presque de penser pour tous ceux qui ne sont pas le pouvoir central. centralisation, pas de liberté réelle de la pı de la commune, de la famille, ni même d vidu; il ne reste que l'État, et l'homme- a le droit de dire : *L'État, c'est moi*. Chose quable, la centralisation, qui est assurén mode le plus efficace d'exercer le despotism nit aussi le moyen le plus facile et le plus pour renverser le despote. Là où la volonté pote ne fait que dominer l'application lég libertés publiques, le despotisme est aussi que ces libertés mêmes; mais si cette volo tout, le despotisme croule lorsque les instr d'action du despote viennent à lui faire déf conquête d'un royaume se fait, ville par ville ainsi dire par lieues de terrain; partout où l retire, la monarchie reste intacte. Mais ennemi, un conspirateur s'empare de la c ou dispose des chemins de fer et du télé électrique, le despote est remplacé et t pouvoirs sont remis en question.

Il est inutile après ce que nous venons d d'expliquer pourquoi les peuples sont généra ennemis de la centralisation, et de témoigne étonnement de ce que les rois ne la craign plus encore que les peuples. Il est évident ne peut convenir qu'aux ministres, qui, temp ment au pouvoir, veulent n'y être gênés d' façon, afin d'en tirer, par les moyens les plu ditifs, le parti le plus avantageux pour eux-n

CERCLE VICIEUX. Raisonnement donna preuve à une proposition cette proposition

Tant qu'on ne possède pas la vérité absc réalité, la démonstration de l'immatérial âmes, il est impossible de raisonner sans dans le cercle vicieux; car il faut partir d'ur et ce point est inévitablement hypothétique. cette pétition de principe, on raisonne p moins bien; mais on ne conclut jamais avec tude. La vérité déduite repose sur un *si*, qu pose sur rien. — Voir l'article *Pétition de pr*

CERTAIN. Ce qu'il est possible de rame enchaînement d'identités, à un point de indubitable pour celui qui raisonne.

Une vérité qu'il ne faut jamais se lasser de senter sous toutes les formes possibles est ce S'il n'y a, pour nous, rien d'absolument c c'est-à-dire, rien de certain, toujours, égal et au même titre, ne passant jamais, ne cha jamais, ne pouvant jamais être contesté, nellement bien entendu, ni par personne nous reste que la certitude qui apparaît à

de nous, certitude exclusivement relative à lui et aux conditions quelconques dans lesquelles il se trouve. La vie dès lors est seule certaine, avec les biens et les maux de passage dont elle se compose, avec ses peines que nous repoussons et ses jouissances qui nous attirent. Singulière certitude, différente pour chacun et à chaque instant! Certitude étrange qui ne s'offre à nous que pour nous échapper sans cesse, et qui, à un moment donné, ne nous laisse rien!...

Il n'en est pas moins incontestable, dans l'hypothèse que nous examinons, que l'homme pour lequel il n'y a de certain que ce qu'il palpe, voit, sent, éprouve, doit, à moins qu'il ne soit fou, ou que le raisonnement et la déraison ne soient la même chose, avoir pour but unique de sa vie d'en jouir le plus possible, avec, sans, ou malgré les autres hommes, sacrifiant tout, hommes et choses, pour réussir, et ne se dévouant qu'à son propre succès, pour lequel exclusivement il existe, c'est-à-dire, il vit, il respire. Qu'on nous fasse la faveur de nous répondre : l'homme étant ce que nous supposons, en vertu de la conviction que nous venons de lui prêter, la société est-elle possible, l'idée même de société est-elle concevable?

CERTITUDE. Incontestabilité : vérité déduite, par enchaînement d'identités, d'un point de départ que celui qui raisonne ne peut mettre en doute.

Cette certitude est absolue. Toute certitude non rationnelle est relative, n'est rien comme certitude, est la probabilité, le doute même. L'incontestabilité acquise peut bien venir confirmer ce que l'inspiration, la révélation avaient établi; mais tant qu'il n'y a point démonstration, il n'y a pas non plus vérité : on a deviné, soit; mais en réalité on ne savait pas si on avait deviné juste, on ne savait rien. Si donc la révélation a été utile, et cela ne saurait se nier, la démonstration seule est et demeure bonne. Une fois l'examen accepté, le doute fondé, la révélation devient non-seulement inutile, mais encore nuisible.

CERVEAU. Centre nerveux, auquel aboutissent toutes les modifications subies.

Le cerveau est exclusivement matière, et dans un organisme non uni à un sentiment réel d'existence, il ne donne lieu qu'à la mémoire matérielle des impressions (modifications) qui y aboutissent et s'y concentrent. La sensibilité en fait, par le développement du verbe, un centre d'impressions senties, de sensations, une mémoire intellectuelle ou proprement dite. La *Revue philosophique et religieuse* de Paris, 1857, réduisait la psychologie qu'elle appelait *positive* à n'être *peut-être* que l'étude des sécrétions cérébrales. C'est peu philosophique et encore moins religieux; mais cela s'accorde parfaitement avec la *physique sociale* dont, d'après nos savants, nous faisons partie.

CHACUN POUR SOI.

« Quand, dit fort bien M. de Colins, le *chacun pour soi* n'est pas identique au *chacun pour tous*, il faut être un grand sot pour ne pas se préférer à tout ce qui n'est pas soi. » Le nombre des sots dont parle l'éminent socialiste que nous citons, diminue chaque jour. Dès qu'ils seront en minorité, notre société, basée sur l'oppression des faibles par les forts, sera à l'agonie. Car les forts sont rarement des sots, et les faibles, en cessant d'être des sots, réussissent assez souvent à se rendre forts. En attendant, les forts peuvent faire comme s'ils ne continuaient à régner que dans l'intérêt des faibles : « C'est, disent-ils, par bonté pour les faibles que nous voulons rester les plus forts; l'anarchie est l'enfer social (*Colins*). » Fort bien, mais cela n'empêchera jamais les faibles de chercher à être forts, et quand enfin les faibles manqueront, il faudra bien que les forts se disputent la domination entre eux, et alors aussi la société sera bien près d'exhaler son dernier souffle.

— Il y a à conclure de ceci que le véritable but du rationalisme, le seul moyen de réaliser la régénération sociale, c'est d'établir l'identité du *chacun pour soi* avec le *chacun pour tous*. Et ce but ne saurait être atteint que par la démonstration scientifique de l'immatérialité des âmes.

CHAIR. Dans le langage figuré, ce mot signifie les tendances organiques.

Le mot *chair* est une expression juste et énergique, dont se servent les hommes religieux pour signifier les mouvements de l'organisme, les impulsions des sens, les intérêts du corps, si l'on peut parler ainsi, les prétentions de la matière. La chair est la partie de la force universelle, qui, pour constituer l'homme, est unie avec une sensibilité, avec une âme : c'est une combinaison de forces qui a son commencement, son développement et son terme.

La plupart des dévots ont dit : *Il faut humilier et mortifier la chair;* quelques philosophes : *La chair doit être satisfaite et glorifiée.* Tout cela est faux. S'il n'y a pas autre chose que la chair, elle a droit à tout. S'il y a aussi l'esprit, elle n'a droit qu'à ce que l'esprit juge bon de lui accorder. La chair, par son union à une âme, est le moyen indispensable pour que l'existence soit sentie indivi-

duellement. Les impulsions charnelles sont indispensables pour que l'âme s'éveille (qu'on nous passe l'expression), veuille et agisse; seulement, l'âme une fois éveillée, doit examiner et apprécier les impulsions de la chair, y acquiescer ou les réprimer, selon ce qu'elle juge conforme à la raison. La chair n'est apte à demeurer unie à une âme qu'à des conditions perçues au moyen de l'intelligence et nommées improprement *besoins charnels*. L'âme satisfait à ces besoins quand ils ne sont pas en contradiction avec les tendances intellectuelles, lesquelles donnent lieu à des besoins qui doivent être pris au propre, et qui s'appellent *des devoirs*. Voilà la morale rationnelle, la morale soustraite à l'ascétisme chrétien, qui a laissé retomber l'humanité dans le bourbier du matérialisme.

CHALEUR. Effet d'une force expansive, appelée *calorique*.

Il n'y a pas de chaleur absolue, pas de froid absolu; les corps peuvent donc se dilater indéfiniment, se concentrer indéfiniment; il n'y a donc en réalité point de contact, il n'y a pas de corps réels; il n'y a que des forces, agissant à distance.

CHAOS. Au propre : désordre absolu, ce qui est une absurdité; au figuré : ordre différent de celui que nous connaissons.

L'expression *chaos* est un mot à reléguer, avec les mots *néant, hasard,* parmi les non-sens. Il n'y a de chaos ni au physique, où règnent les lois éternelles de la nécessité, ni au moral, où l'ordre de liberté est également éternel. Au physique, tout ce qui est, est dans l'ordre nécessaire, *est;* au moral, tout ce qui a été a dû être, tout ce qui doit être sera. Il n'y a point de chaos, mais une harmonie suprême, un ordre absolu.

CHAPELET.

La répétition de la même formule de prières a pour but d'obtenir plus sûrement ce que le croyant désire de Dieu, de la Vierge ou des saints. Le chapelet peut lui-même se réciter plusieurs fois de suite. Nous renvoyons, avant tout, à l'article *Prière,* où nous exposons les réflexions générales que cette pratique nous a suggérées. Nous ajouterons seulement que, du moment que l'on croyait Dieu flexible à une prière, il n'y avait aucune raison pour ne pas le supposer plus disposé encore à céder devant la même prière répétée, pour ainsi dire, à l'infini. Ce que Dieu n'écoute ou du moins n'exauce pas à une première audition, il peut y prêter l'oreille à la seconde, à la dixième, à la centième, ou bien, il se lasse d'enendre toujours les mêmes supplications, exprimées dans les mêmes termes, et il accorde sa demande au dévot importun, comme nous jetons une aumône au musicien ambulant dont nous voulons nous débarrasser.

CHARITÉ. Dans le sens général : amour des hommes, dévouement à l'humanité; dans un sens plus restreint : aumône.

La charité est la loi suprême des êtres qui pensent, qui sentent, et qui s'associent, précisément parce qu'ils sont susceptibles de sentir et de penser : la charité est donc la base et le soutien du monde moral. Le raisonnement qui fait que chaque homme agit pour son propre bonheur, lui démontre, de conséquence en conséquence, qu'il ne peut être heureux qu'en travaillant au bonheur des autres hommes avec lesquels il est en rapport. De là le besoin de s'entendre, et l'impossibilité de s'entendre autrement qu'au moyen de la conviction universellement partagée, qu'il faut que chacun se dévoue à tous, qu'il y ait, en un mot, charité réciproque, illimitée dans l'ordre intellectuel, et n'ayant pour bornes dans l'ordre des faits que celles de la puissance de chacun. Mais, nous objecte-t-on, comment empêcher, l'état des choses étant ce qu'il est, que les égoïstes passionnels ne profitent du dévouement d'autrui? Nous répondons : il faut que cet état des choses soit changé; sans quoi, socialement parlant, il ne saurait y avoir de charité; il y a exclusivement duperie pour les honnêtes gens qui se dévouent, et calcul rationnel pour les fripons qui en profitent.

L'état social actuel doit être *renouvelé* par le raisonnement, et il ne peut l'être que par le raisonnement. L'ordre moral, qui est l'expression du raisonnement, consiste dans l'équitable répartition des biens et des maux, d'après, par conséquent, les actions bonnes ou mauvaises, c'est-à-dire secondant l'ordre social ou le troublant. En outre la raison démontre que cette répartition ne peut avoir lieu pendant le cours d'une seule vie; elle exige différentes existences successives se suppléant l'une l'autre. La raison sert donc essentiellement de sanction à la morale qui est l'expression de cette même raison.

Que conclure de là? Une seule chose, c'est qu'il n'y a aucune réforme à espérer, ni dans les institutions des peuples, ni dans les mœurs des individus que ces institutions représentent, si ce n'est par l'acceptation et l'application sociale de la sanction religieuse ultra-vitale, qui, seule, rend obligatoire, en d'autres termes, rationnelle, la loi éternelle de la charité, du dévouement.

Et, nous demande-t-on enfin, en attendant que ce

ement soit opéré, quelle doit être la conduite
ui qui juge la société au point de vue ration-
;ans hésiter, nous répondons encore : Il doit
:vouer également, et pour tous ceux qui
ent, évitant le plus possible (c'est son droit)
victime, mais (c'est son devoir) ne se rava-
amais jusqu'à être volontairement fripon.
obligé de propager, dans les limites de
ıoyens, les vérités qui, plus tard, servi-
de base à la société nouvelle; son amour,
arité pour ceux-là mêmes qui ne partagent
:s idées, contribuera puissamment à lui faire
'osélytes. Il doit enseigner, oui; mais il doit
joindre l'exemple au précepte, au risque de
re à son détriment. Au reste, le socialiste
nel, vivant au sein de l'ancienne société, et
urant même, quand ce ne serait que passi-
ıt, à y maintenir l'ordre établi, tout en démon-
la fausseté et l'iniquité de cet ordre prétendu,
juste qu'il en porte les charges, puisqu'il
de la protection que cet état de choses lui
;, à lui comme aux autres. Il ne doit jamais
:rifier inutilement. Mais aussi, en dehors du
du cercle de l'exploitation imposée par l'or-
ıtion même de la société, il doit toujours se
:r de garde d'exploiter les autres, bien plus
:usement encore qu'il ne se tient en garde
; le danger d'en être exploité lui-même.

ARLATANISME.

société actuelle est livrée au charlatanisme
ommes *pratiques* qui prétendent la guérir du
es théories. Nos charlatans appellent tous les
ırs de systèmes *des utopistes*, et tout emploi
isonnement *une théorie impuissante et vaine;*
néthode est de raisonner pour prouver que la
ı ne prouve rien. Ils dominent nécessaire-
, à une époque où chacun, s'apercevant qu'il
oit goutte, déclare bravement que tout le
e est aveugle, et même que la lumière n'est
e illusion pour ceux qui y croient, un moyen
ımperie pour ceux qui poussent à y croire. Les
ɔns qui animent ces hommes, jettent la société
des embarras et des dangers, d'où ne peuvent
te la tirer que des passions plus énergiques,
urs par des secousses violentes, et jamais que
un temps fort court.

ASTETÉ. Dans le sens ascétique, continence
ue; dans le sens moral ordinaire, modération
qui concerne les plaisirs de la chair.

est assez communément disposé à appeler
e celui qui ne sait rien de ce qui se rapporte
'eproduction de notre espèce; on a tort : c'est
ignorant, ou du moins innocent par ignorance qu'il faudrait dire. Les choses sont-elles chastes? les plantes, les animaux, l'enfant qui ne fait que de naître le sont-ils? La chasteté des mœurs ne se conçoit que là où l'impureté de ces mêmes mœurs est possible. Or, on n'est impur que volontairement et par conséquent sciemment. Rien ne se concilie mieux d'ailleurs que la chasteté avec la connaissance la plus parfaite et la plus minutieuse de ce qui concerne les relations entre les sexes, pourvu que cette connaissance soit scientifique.

Le meilleur moyen de préserver la chasteté de toute atteinte, est donc d'instruire les enfants de bonne heure de ce qu'aussi bien, un jour plus tôt, un jour plus tard, ils parviendront à savoir. Mais on doit procéder à cette instruction catégoriquement, simplement et surtout sérieusement. L'ennemie la plus dangereuse de la chasteté est la curiosité, qui suppose l'ignorance : tant qu'elle n'est pas satisfaite, et surtout si elle est satisfaite à demi, si on a cherché à lui donner le change par du vague, du mystérieux, des détours, des réticences, elle ouvre une large carrière à l'imagination, et se prête complaisamment à tous les prestiges avec lesquels l'art sait la nourrir et la flatter. La chasteté de l'enfant ignorant est toujours exposée au risque d'une fausse instruction ou d'une instruction insuffisante; l'enfant instruit à moitié ou mal instruit ne tarde guère à perdre la pureté du corps comme il a déjà perdu celle de l'esprit. L'enfant qui sait comme il faut savoir, n'a rien à craindre.

CHOISIR.

Choisir, c'est apprécier plusieurs choses, afin de pouvoir désigner celle d'entre elles qui convient le mieux, ou qu'on croit convenir le mieux pour ce qu'on se propose; c'est comprendre (*intelligere, inter legere*), sentir. Cela est clair comme le plus simple des raisonnements, et cependant c'est de la vraie métaphysique. Elle a pour conséquence que là où la sensibilité est immatérielle, en d'autres termes, là où il y a réalité chez celui qui sent, il y a aussi intelligence réelle, liberté réelle, raisonnement réel, responsabilité réelle, droit et devoir réels, société enfin et humanité.

CHOSE. Tout ce qui modifie le sentiment de l'existence.

La chose est ce qui n'est pas réellement, c'est-à-dire ce qui ne persiste pas, ce qui ne fait qu'apparaître, ce qui paraît, change et passe : tout phénomène, tout fait, tout événement, toute qualité, sont des choses. *Quelque chose* est l'opposé de *quel-*

qu'un, d'*un;* une chose est, non pas une unité, une immatérialité, mais une totalité, en d'autres termes, un composé de qualités, de phénomènes, de *choses*, en un mot, toujours divisibles, et irréductibles à la simplicité absolue. Il n'y a pour les choses qu'une unité illusoire; chaque chose est *une* en apparence, pour l'unité réelle qui la perçoit, et qui ne peut la percevoir qu'en étant elle-même une sensibilité.

— Il n'y a de *choses* que par le sentiment et pour lui. Dépouillez un phénomène, une *chose*, de tous les phénomènes, de toutes les qualités, de toutes les *choses* dont il est l'ensemble, que vous restera-t-il? Rien. A moins de supposer une substance matérielle qui supporte les accidents au moyen desquels cette substance devient apparente, se manifeste. Mais elle se manifeste à qui, ou à quoi? Est-ce à elle-même? Alors qu'elle le fasse connaître comme elle le sent. Sinon, c'est-à-dire si elle ne se manifeste qu'à ceux qui sentent, qui perçoivent, supprimez ceux-ci et du même coup vous faites évanouir la prétendue substance matérielle, avec toutes ses qualités, avec tous ses accidents.

— Procédons maintenant dans le sens opposé : prenons pour exemple le phénomène appelé *rose*. Toutes les qualités dont ce phénomène, cette chose, est le résultat, ont la même valeur, en d'autres termes, sont réelles ou illusoires au même titre. La rose existe pour l'homme privé d'odorat tout comme pour celui qui possède ce sens dans toute sa perfection. Seulement s'il n'y avait que des hommes sans odorat, la rose serait sans odeur. Elle est colorée pour l'homme qui voit : elle n'aurait point de couleur si aucun homme ne voyait. Supposons que tous les hommes soient privés du toucher, la rose aurait-elle encore une dimension, une forme? Assurément non. Le phénomène *rose* disparaîtrait donc complétement, et avec lui tous les phénomènes possibles; il ne resterait que la virtualité phénoménale, la matérialité, la force.

CHOSES (*Force des*).

C'est la nécessité sociale, c'est ce qu'il faut nécessairement, tant qu'une société existe, pour qu'elle existe. Les hommes, qui ne sont hommes *réellement* qu'au moyen de la société, usent de leur intelligence, de leur liberté que la société a servi à développer en eux, dans le sens de ce qui est indispensable à la société pour qu'elle ne périsse point : ils le font, chacun dans son intérêt propre. Il en résulte pour la société, l'ordre par l'exploitation des masses, aussi longtemps que cet ordre est possible; puis le désordre par l'examen de l'ordre dont nous venons de parler; enfin l'ordre réel par la connaissance de la vérité et la sion de toute exploitation.

CHUTE. Dans le sens figuré, toute fau mise contre la règle des actions.

Une chute est toujours personnelle, a comme au physique. On pèche parce qu pécher, parce qu'un autre parvient à faire veuille pécher, non parce qu'un autre veut pèche; tout comme on tombe parce qu'on d'équilibre ou qu'un autre vous pousse, nc qu'un autre tombe. La chute morale d'un e collectif, d'une abstraction du genre hun exemple, des hommes, présents et futurs la fois, par un même acte déterminé d'un même individu, cette chute est impossil absurde. Le temps divise les hommes, la sion les diversifie, leurs mérites et leurs dé sont nécessairement inégaux, différents. P choses peuvent tomber en même temps, en chacune par la même loi de gravitation. P êtres peuvent choir, dominés chacun par l passion, mais jamais de la même chute, p qu'ils ne peuvent vouloir de la même volon

CIRCONSTANCES.

Celui qui veut faire de la vie un bon usa lui-même et pour les autres, ne doit compter sur le secours des circonstances. ci (et nous comprenons parmi elles les l comme les choses et les événements) constamment se montrer défavorables et co à nos efforts : nous n'en devons pas moi en ne faisant fond que sur nous seuls. Mai lorsque les circonstances nous secondent, n'en laisser échapper aucune et en tirer parti possible.

CIRCULATION DES PRODUITS DU TRA

— Voir le mot *Commerce*.

Pendant l'époque d'ignorance, les entrem de la production sont les marchands, comm naires, agioteurs, etc., qui s'enrichissent a pens de l'ouvrier succombant sous la fatig misère. A l'époque de connaissance de la la société fera concurrence aux individus, faciliter la circulation des produits du trav pour y rien gagner, mais pour dégréver la p tion et la consommation du rançonnemen spéculation et du négoce.

CITOYEN.

Citoyen implique patrie; patrie, anarchie les peuples; anarchie, ignorance de la véri

on de la justice; ignorance implique escla-
ır la liberté réelle est la conformité à la
or raison, vérité, justice, sont synonymes.
opre, tous les membres d'une même cité
›yens; au figuré, il n'y a de citoyens que
bres qui se sont eux-mêmes déclarés ac-
d'exploiter les membres passifs. Lorsque
neurs nobles et messieurs les bourgeois
rop longtemps et trop durement opprimé
ns et les manants, on vit ceux-ci, qualifiés
ens, proscrire messieurs et seigneurs. En
›lus avancé? Pour le temps écoulé, oui,
se trouva rapproché d'autant de l'époque
n'étant plus que proscription, il ne reste-
r ressource finale que l'application de la
ıbsolue et universelle : mais, au fond, on
rdu au change. Le nombre des proscrip-
ıit devenu plus grand; au motif suprême
ation s'était joint le motif secondaire de
ance : il y avait des siècles qu'on était
; on voulait opprimer à son tour. Et nous
ıes pas au bout. Nous ne serons au bout
ue l'oppression pèsera sur tout le monde,
› sera devenue tellement lourde que tout
› invoquera la justice pour en être délivré.

ISATION. Forme de société relativement

ı'il y a développement du verbe, il y a so-
ilisation, l'état sauvage compris. L'homme
appelons *sauvage* est citoyen de sa tribu,
ous, que les Chinois appellent *barbares,*
›s de nos nations. Les progrès de la civi-
supposent l'existence de la société, par
ınt sa soumission à toutes les nécessités
orance, d'abord avec le monopole des dé-
ıents de l'intelligence, puis avec le libre
lui impose.

ISÉE (*Société*). En général, toute société
en particulier, état de civilisation ap-
ır celui qui parle.
ithète *civilisée* signifie « soumise à une
ın raisonnement, » il n'y a point de société
ɔit civilisée. Si elle signifie « soumise à
qui dominent la force brutale, et contre
s la force ne peut rien, » aucune société
a été civilisée, et aucune ne le sera aussi
s que l'humanité *entière* ne formera pas
: société, une seule civilisation.

:É. Figurément parlant, emploi de mots
t déterminés quant à leur valeur.
ıplicité et la clarté du discours seraient

déjà un grand pas de fait vers le but que doit se proposer toute discussion. Elles ne mèneraient pas directement à la vérité, mais elles contribueraient indirectement à la faire découvrir, en démasquant le sophisme et en mettant l'absurdité à nu. Il est vrai qu'elles ôteraient toute valeur au fatras philosophique et au bavardage scientifique et littéraire, et que devant elles bien des systèmes ambitieusement échafaudés s'écrouleraient comme des châteaux de cartes : « Quel bonheur, s'écrie M. Proudhon, si les philosophes, osant une fois dire tout ce qu'ils pensent, parlaient le langage des faibles humains! Peuples et gouvernants profiteraient bien davantage à leurs leçons, et appliquant aux mêmes dénominations les mêmes idées, parviendraient peut-être à s'entendre. »

CLASSES. Ensembles d'individus caractérisés par une différence dans leur condition d'existence, relative à la propriété et au développement de l'intelligence.

Les classes peuvent dépendre, soit de l'organisation individuelle, soit de la volonté; dans ce sens, elles existeront même sous l'organisation sociale rationnelle. Quand elles dépendent exclusivement de l'organisation sociale, c'est que celle-ci est vicieuse. Immobilisées par la transmission héréditaire, elles deviennent *castes.* — Voir ce mot.

— Il y avait trois classes dans notre société quand la noblesse possédait le sol et dominait la bourgeoisie, savoir : les nobles, les industriels et commerçants, et les serfs, les ouvriers. Depuis que le capital a absorbé la propriété foncière, il n'y a plus que deux classes, celle des riches qui vivent en exploitant le travail, et celle des pauvres dont le travail, la vie, est exploité. Parler aujourd'hui de classe intermédiaire, moyenne, c'est ne rien dire qui ait un sens positif, un sens réel.

CLASSIFICATION. Distinction conventionnelle entre les phénomènes, établie pour en faciliter l'étude.

Tant qu'on a reconnu dans ce qu'on appelait *la nature,* des classes, des genres, des espèces et des individus *réels,* la véritable philosophie a été impossible. Aujourd'hui qu'il n'y a plus qu'une série de phénomènes, sans réalité ou permanence individuelle, et qui n'appartiennent à aucun genre, à aucune classe déterminable rigoureusement, incontestablement, il faut de toute nécessité, ou confondre l'homme avec la nature physique, la matière, la force universelle, ou bien l'établir seul *espèce réelle.* La philosophie existe, métaphysique, spirituelle, morale, pour ceux qui partent de ce

dernier point, brutale, matérialiste, anarchique, pour les autres.

CLASSIQUES. Les hommes qui s'attachent à la vérité ou à ce qui leur paraît vrai.

Le classicisme de ceux qui croient est la doctrine des temps de foi; celui qui n'admet que la vérité prouvée sera la doctrine de l'époque sociale de connaissance.

CLÉMENCE. Modération dans l'application de la peine.

L'exercice de la clémence implique l'existence d'un être modifiable, intelligent; elle est nécessairement le partage du Dieu personnel, qu'on ne peut supposer que bon, miséricordieux, clément. Cet être-là est un homme, très-puissant si l'on veut, mais toujours un homme : l'immutabilité ne saurait lui être attribuée.

Il en est tout autrement de la justice éternelle : l'action de celle-ci (le mot *action* est pris ici au figuré) est *ipso facto,* auraient dit les scolastiques, la conséquence inévitable, nécessaire du bien et du mal, sans délibération, sans appréciation, sans jugement. C'est un ordre, un principe, auquel, sa réalité étant démontrée, tout se rattache dans le monde moral, et dont tout relève.

CLERGÉ. Classe sacerdotale ou relative à l'interprétation de la révélation. — Voir le mot *Sacerdoce.*

Nos sociétés constitutionnelles représentatives entretiennent les clergés des quelques cultes auxquels elles reconnaissent de l'influence sur les citoyens. C'est la conséquence nécessaire de la séparation établie de l'État et de l'Église, ou plutôt de la mise de l'Église hors de l'État. Celui-ci consacre une partie de son budget à payer les prêtres, lesquels contribuent par leur vieille autorité à soutenir le pouvoir qui se sent dépourvu de toute autorité quelconque. La séparation de l'Église et de l'État est une des faces caractéristiques du règne du capital, du bourgeoisisme.

— Faut-il salarier le clergé? Logiquement parlant, non : car c'est d'un côté le favoriser par l'argent que l'État, où il n'est rien, lui donne, et que l'État prend à ceux-là mêmes qui n'ont pas recours à un culte dont on leur fait supporter une partie des frais; de l'autre côté, c'est tenir le clergé dans la dépendance de l'État, qui lui impose des services auxquels lui, État, n'a aucun droit, les fidèles seuls pouvant réclamer ces services, et devant aussi, en conséquence, en payer seuls le prix. Il faudrait, aux temps de doute, que le prêtre vécût de l'autel, c'est-à-dire, aux dépens exclusivement des dévots qui doivent défrayer l'autel sur lequel ils sacrifient; sinon le clergé devient entre les mains du pouvoir un instrument de despotisme.

— La question de principe, relativement au salaire des prêtres, change totalement d'aspect quand on la particularise, et qu'on parle du clergé auquel la société a révolutionnairement enlevé ses biens. Si l'État croit lui devoir une indemnité, ce n'est pas par le salaire qu'il peut s'acquitter de sa dette : car le salaire accordé par lui peut être refusé temporairement ou à perpétuité. A ce point de vue le clergé salarié par l'État ne serait plus payé comme rendant des services, mais comme exerçant des droits acquis et reconnus par la société; cela est bien différent.

COACTION.

Ce mot, qui devrait ne signifier qu'*action de concert,* a pris pour signification *action d'un supérieur forçant ses inférieurs à agir* ou plutôt *à fonctionner sous lui, comme il lui plaît.* C'est l'action du Dieu personnel sur l'univers et notamment sur les hommes. En effet, si Dieu agit, nous ne sommes plus que les résultats de son activité, de sa puissance : lui seul agit; le monde qui est son ouvrage, avec tout ce qui y est contenu, se meut sous lui, c'est-à-dire, est mû par lui seul. L'harmonie entre notre prétendue liberté et la toute-puissance de Dieu est absurde; le concours de notre volonté pour produire les actes que Dieu opère par nous l'est également : on ne concourt pas avec qui vous force à courir dans le sens que lui seul peut déterminer.

COALITION. Entente de plusieurs, dans un but commun d'exploitation.

Toute association dans la société est *actuellement* une coalition. La société tolère les coalitions dont elle suppose que l'organisation ne lui est pas contraire; elle favorise celles qui tendent au même but qu'elle; elle s'oppose à celles qui entravent sa marche, et dont elle n'a pas peur. C'est ainsi que les maîtres, c'est-à-dire, les propriétaires, les capitalistes, les entrepreneurs, les gens d'affaires, les spéculateurs en un mot, peuvent librement se coaliser dans l'intérêt de leur exploitation, tandis qu'il est sévèrement défendu aux ouvriers, aux prolétaires, de s'entendre entre eux pour aviser aux moyens de n'être point exploités trop rudement et jusqu'à exténuation.

En cela notre société est conséquente avec son principe, qui a été l'établissement et qui est encore le maintien de l'esclavage domestique ou politique. Mais c'est là une logique dont l'application com-

mence à devenir dangereuse. Car l'industrie implique la liberté, et notre société ne peut plus se passer de l'industrie; elle a même besoin pour vivre d'une industrie toujours progressive, surexcitée par tous les moyens. Elle voudrait bien tout à la fois favoriser l'industrie et restreindre la liberté; mais cela est impossible. L'Angleterre et les États-Unis qui l'ont parfaitement compris, laissent aux coalitions de toute espèce leur libre cours. Ces gouvernements sont conséquents aussi, mais ce n'est plus avec le principe social, c'est avec le résultat de ce que ce principe mis en pratique a finalement amené. Ils coopèrent par là à dissoudre la société existante, que du reste rien ne saurait conserver.

Dans les temps de foi, lorsque le despotisme pouvait encore être la garantie de l'ordre, la liberté eût tué la société : il n'y avait alors qu'une seule coalition, celle de la société avec toute sa force pour conserver l'ordre, contre quiconque tentait de l'ébranler ou de le troubler. Depuis l'ère du doute, la société est sans garantie, la force lui faisant défaut, et la raison ne lui apparaissant pas encore : dès lors, il y a nécessairement et toujours coalition entre ceux qui veulent faire prévaloir un ordre qui leur serait favorable, contre les dominateurs de la société qui vivent sur l'ordre établi. Le despotisme aujourd'hui n'est plus possible, comme moyen durable de gouvernement; les essais qu'on ne se lasse pas d'en faire pour échapper à la mort par l'anarchie, ne font qu'activer le travail de décomposition sociale, rapidement et infailliblement. La coalition mère est toujours celle des forts pour exploiter les faibles : celle-là se légalise elle-même, et son code pénal frappe de peines plus ou moins sévères les coalitions que les faibles hasardent pour opposer les détours de la ruse à la brutalité de la loi. Dans l'état des choses, cela ne peut être autrement. L'exploitation par l'organisation, par la coalition, ne cessera qu'avec le règne de la force, c'est-à-dire avec l'acceptation de la vérité.

COEUR. Au figuré, les tendances organiques.

Le cœur est l'organe de la circulation du sang; insensible par lui-même comme tout ce qui n'est que matériel, il n'aime et ne hait pas plus qu'il ne sent ni ne raisonne, ne comprend ni ne veut. Les hommes qu'on appelle figurément *de cœur*, ou d'organisme, ou de passion, ou de sentiment, embrouillent et bouleversent toutes choses; les hommes *de tête* seuls, ou de raisonnement, organisent et conservent.

— L'intelligence se développe librement; le cœur fonctionne selon les lois nécessaires de la matière et de l'organisme. Le cœur a des maladies comme les autres organes, comme le cerveau. Le cerveau, organe central des sens, peut être malade au point qu'il y ait trouble dans l'usage de la raison, que même cet usage soit complétement suspendu. Quand les fonctions du cœur s'arrêtent, la vie cesse, et l'intelligence pour se reproduire a besoin de l'union de la sensibilité avec une vie nouvelle, avec un nouvel organisme, dans les conditions voulues.

COLLECTIF. Mis en commun.

Cette épithète se joint fort bien aux choses qui sont divisibles, aux choses par conséquent purement matérielles; ce qui est susceptible d'être séparé l'est évidemment aussi d'être réuni. Mais ce qui est simple par son essence, ne saurait jamais être appelé *collectif* dans un sens rationnel, c'est-à-dire, sans devenir absurde. Par exemple, l'idée d'une propriété, prenons celle du sol, qui est toujours partageable, admet la *collectivité*. L'idée de volonté, au contraire, en d'autres termes, d'une âme pensant et agissant au moyen de son union avec un organisme, est incompatible avec celle de collection, de communauté. Chaque âme a sa volonté propre comme son sentiment, et elle la conserve toujours individuelle lorsque plusieurs âmes se trouvent en contact intellectuel. Une volonté commune ou générale, comme on s'exprime si improprement, une volonté collective en un mot, est une sottise, aussi bien qu'une sensation collective, une personnalité collective, un être collectif.

C'est dans ce sens que M. Proudhon a si nettement déclaré qu'une assemblée représentant le peuple, que le peuple lui-même ne peut constituer, légiférer, en un mot, faire quoi que ce soit qui implique l'usage du raisonnement, de la volonté. « La loi, nous citons ses paroles, est la règle selon laquelle les besoins sociaux doivent être satisfaits; le peuple ne la vote pas; le législateur ne l'exprime pas : le savant la découvre et la formule. » Le savant, lui, a une personnalité proprement dite; la personnalité du peuple, de la représentation nationale, et partant leur prétendue raison, leur prétendue volonté collective, sont des figures, lesquelles, prises au sens propre, produisent pour la société les plus funestes conséquences. M. Proudhon (nous sommes toujours heureux d'être d'accord avec lui) partage notre avis à ce sujet. « Le peuple, dit-il, être collectif, j'ai presque dit être de raison. » Le *presque* est ici une précaution oratoire; on peut hardiment l'éliminer.

COMMANDER (*Droit de*).

Dans le sens absolu, le droit de commander ne peut s'exercer qu'au nom de la raison; il implique donc le devoir d'obéir à celle-ci. Tant que la raison n'est pas socialement déterminée d'une manière incontestable, le droit de commander ne relève que de la force et ne représente qu'elle.... Quand cette force se dissimule sous un sophisme qui est accepté comme autorité, il y a ordre par la foi. Quand tous les sophismes peuvent être discutés, dévoilés, rejetés, il y a anarchie par le doute.

COMME IL FAUT (*Homme*). C'est un homme selon le préjugé socialement en vogue de son temps.

Sous le régime nobiliaire, l'homme comme il faut était l'homme né noble, l'homme *né*, comme on disait, les autres hommes ne partageant pas le privilége de la naissance; maintenant c'est l'homme riche, n'importe comment il l'est devenu, mais seulement pour aussi longtemps qu'il le reste.

COMMENCEMENT. Au propre, premier moment d'existence d'une chose; au figuré, source, point de départ.

Il n'y a pas de commencement pour la phénoménalité, la matière; chaque phénomène a nécessairement son commencement, sa durée et sa fin. L'idée de commencer et celle d'âme, de sensibilité (nous supposons l'immatérialité démontrée), sont incompatibles. La vie commence, la conscience de soi, l'intelligence aussi; le sentiment pur de toute possibilité de modification, le sentiment absolu, ne peut ni commencer ni finir.

COMMENT ET LE POURQUOI (*Le*).

Il y a de la déraison à demander le *comment* et le *pourquoi* d'un fait primitif, d'une vérité principe. Car s'il y avait un *pourquoi* et un *comment* à y découvrir, il y aurait par cela même un fait antérieur, un principe encore plus primitif. Pourquoi la rose a-t-elle son parfum? Comment l'homme a-t-il le sentiment de lui-même? Pourquoi et comment l'âme existe-t-elle? s'unit-elle à un organisme? Comment passe-t-elle d'une vie à une autre vie? Questions oiseuses parce qu'elles sont insolubles. Pour ce qui les concerne, il n'y a qu'une seule chose à faire : c'est de constater la réalité du principe ou du fait. Nous avons le sentiment de nous-mêmes; pourquoi?... Nous l'avons : partons de là.

— L'ordre physique, ce qui est, est *le comment* des choses, des phénomènes, démontrés nécessaires dans leur enchaînement de causes et d'effets. Ce qui doit être, est déterminé par leur *pourquoi*. L'enchaînement de tous les *pourquoi*, déduits par identités d'une vérité qui n'a pas elle-même de *pourquoi*, constitue l'ordre moral.

COMMERCE.

Il y a commerce partout où il y a société, où il y a des hommes en contact. Le même raisonnement qui fait naître le rapport entre deux familles, donne lieu aussi aux relations d'échange de services et d'objets, aux relations de commerce.

COMMERCE (*Liberté du*).

Cette liberté, si elle existait, ne produirait pas, comme le prétendent les économistes, la liberté du travail; mais la liberté du travail, une fois établie, produira nécessairement, inévitablement, la liberté du commerce. L'essentiel est que chaque homme dispose des moyens indispensables pour vivre de son travail; s'il ne les a pas, il ne lui importe aucunement que ses maîtres échangent librement ou sous un régime plus ou moins restrictif, ce qu'eux seuls accaparent et accumulent. Plus l'échange est libre, plus il y a de facilité pour les exploiteurs de s'enrichir, et plus les travailleurs exploités s'appauvrissent. Aussi, le commerce rendu libre sous l'esclavage du travail, c'est-à-dire, sous l'organisation sociale actuelle, est-il le dernier pas vers l'anarchie. Le travail rendu libre est au contraire le seul pas qu'ait à faire la société pour fonder l'ordre rationnel, l'ordre stable, définitif.

COMMUN (*Sens*).

Commun, en parlant de sens, ne veut dire ni *bon* ni *mauvais;* cela ne veut donc rien dire d'absolument déterminé. Il n'y a que deux sens : le sens rationnel qu'on nomme *bon sens*, et le sens absurde. Le bon sens ne sera le sens commun qu'à l'époque de connaissance sociale de la vérité. Tant que l'ignorance ne sera pas socialement dissipée, le sens commun signifiera, tantôt une erreur, tantôt une autre, toujours l'erreur dominante.

— « Rien n'est, dit-on, plus rare que le sens commun. » Cela est contradictoire et par conséquent absurde si on donne au mot *commun* la signification de *pas rare.* Mais cela est éminemment vrai quand par *commun* on entend *partagé.* En effet, rien n'est plus rare, et la rareté en augmente chaque jour, qu'une idée partagée par plusieurs personnes, une idée sur le sens de laquelle plusieurs personnes soient parfaitement d'accord.

COMMUNAUTÉ DES BIENS. Abolition de toute propriété individuelle.

Cette abolition serait celle du salaire, du travail, du raisonnement qui propose le salaire pour prix du travail, de l'humanité, dont le travail est la vie intellectuelle.

Il faut distinguer entre la propriété immobilière, moyen indispensable pour travailler, et la propriété mobiliaire, but du travail même; la dernière appartiendra exclusivement au travailleur, aussitôt que l'entrée du sol à la propriété collective aura signalé l'application sociale de la découverte de la vérité.

L'égalité mathématique des fortunes est une utopie folle, dont la réalisation, si elle était possible, serait la mort de la société. Écoutons M. Proudhon : « La communauté est inégale, mais dans le sens inverse de la propriété. La propriété est l'exploitation du faible par le fort; la communauté est l'exploitation du fort par le faible. »

Si le mot *communauté* appliqué à la distribution des produits du travail, de la richesse, signifie autre chose que répartition moralement équitable et par cela même inégale dans le sens matériel, c'est une absurdité.

COMMUNAUTÉ D'IDÉES.

La communauté d'idées sur le droit constitue la société. Cette communauté procède de la science ou de la révélation : on se démontre la réalité du droit, ou on accepte socialement, comme droit réel, le principe d'autorité imposé à la croyance. « Lorsqu'on ne sait pas la vérité d'une chose, dit Pascal, il est bon qu'il y ait une erreur commune qui fixe l'esprit des hommes. »

Pour que la foi se maintienne, il faut pouvoir empêcher d'examiner la doctrine révélée. Une inquisition est donc de nécessité sociale, tant que dure l'ignorance sociale de la vérité. Avec le doute, commence la dissolution de la société de droit divin; et l'ordre ne peut plus exister que par le droit rationnel. Chacun a bien encore une idée du droit, mais toutes ces idées individuelles sont différentes les unes des autres. Il n'est personne qui ne veuille le droit, mais ce que l'un appelle *droit*, l'autre l'appelle *injustice*, et réciproquement : la communauté intellectuelle fait défaut, et par cela seul tout lien social est rompu. « Ordre public (c'est M. Proudhon qui parle), unité, bonheur du monde, harmonie sociale, alliance des peuples, sur chacune de ces choses il n'y a point de dissidence possible; le caractère du publiciste ne se montre qu'à partir des moyens qu'il propose pour y arriver. » Dès ce moment, la vérité absolue est devenue de nécessité pour qu'il y ait ordre, pour qu'il y ait société.

COMMUNES. La plus petite des subdivisions administratives dans une nation.

Les communes s'administrant librement elles-mêmes en tout ce qui n'entrave pas le libre gouvernement de l'État dont elles font partie, sont une chose essentielle. Il n'y a point de liberté pour l'État qui substitue son action à celle des communes : centralisation est toujours synonyme de despotisme.

Mais chaque commune doit être organisée de manière à pouvoir se suffire, tant pour ses besoins que pour l'accomplissement de ses devoirs. Ce n'est donc pas le mur d'enceinte d'une ville ni le clocher autour duquel est bâti un village qui doivent déterminer la commune; c'est la possibilité de se maintenir et de se gouverner, et de participer à tous les bienfaits de la civilisation. Si la commune est forcée de recourir au pouvoir central, elle n'est plus libre; le gouvernement qui la soutient la dirige; le ministère qui la subsidie l'absorbe. La liberté sans la propriété nécessaire pour la réaliser, n'est, pour les communes comme pour les individus, qu'un mot vide de sens. La première chose à changer, pour réformer le système communal, c'est la division des communes : poussée à l'excès, elle n'en laisse que le nom.

COMMUNISME. Suppression de toute propriété individuelle.

La réalité du communisme serait la négation de l'humanité. Qui dit homme, dit intelligence, conscience de soi; or, la conscience de *soi* est la conscience du *sien*. *Moi* est incarné dans *le mien*. Supprimez celui-ci, il n'y a plus lieu à celui-là; et tout alors devient réellement commun, rien n'est plus personnel, parce qu'il n'y a plus de personnalité. Avec le *tien* et le *mien*, s'évanouit l'ordre qui n'a point d'autre but, comme la raison n'a point d'autre source.

L'individualisme absolu est le contraire de ce communisme, et il est également absurde; c'est la négation de la société. Le communisme rationnel est celui qui attribue à la propriété collective le plus possible sans que l'excitation au travail en souffre; il devra être appliqué quand la réalité du droit sera déterminée socialement. L'application de l'individualisme, c'est-à-dire la restriction la plus grande possible de la propriété collective, a été indispensable avec l'ignorance sociale du droit réel. Il fallait bien invoquer la force puisque la raison faisait défaut. Pendant l'époque intermédiaire, qui s'écoule entre la foi commune et la connaissance universelle, pendant l'époque de

doute, en d'autres termes, communisme et individualisme, même rationnels, mènent également à l'anarchie.

COMMUNISTE.

Le communiste, s'il est de bonne foi, est un fou, s'il ne l'est pas, est un voleur, du moins intentionnellement. Mais qu'est-ce que cela a de commun avec le socialisme rationnel qui doit pouvoir ne pas être une folie si l'on veut que la société se régénère? car, morte à la foi, comment se régénérerait-elle si ce n'est par la raison? Parmi les premiers chrétiens, il y avait aussi des communistes; l'Église les a pour la plupart rangés au nombre des hérétiques, comme le raisonnement renvoie aux petites-maisons les socialistes utopistes.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que cette même Église, à laquelle ses contradictions ne pouvaient nuire aussi longtemps qu'elles étaient soustraites à la discussion, compte, parmi ses autorités, parmi ses Pères, comme elle les nomme, et ses saints, des fous précisément du genre de ceux dont nous parlons c'est-à-dire des partisans du communisme. Aussi a-t-elle pu, sans que ses variations lui fussent opposées, et devinssent ainsi des obstacles à son triomphe, changer la face du vieux monde romain. Mais aujourd'hui que ses fluctuations sur le point dont il s'agit, comme sur une infinité d'autres, sont passées au crible de l'examen, l'Église a perdu son prestige. La civilisation chrétienne, soit qu'elle s'oppose au communisme, soit qu'elle le favorise, n'a plus que la valeur de toute autre opinion qu'on juge au point de vue de la raison. C'est à la raison seule, mais à la raison démontrée, qu'appartient l'avenir.

COMPARAISON.

Il n'y a lieu à comparaison que dans l'ordre matériel, où l'on peut prendre pour principe une unité relative quelconque, de volume, de pesanteur, etc. Dans l'ordre moral, les unités, si elles ne sont pas identiques comme les immatérialités, les âmes, sont par leur nature hors de comparaison.

COMPENSATION ULTRA - VITALE. Conséquence, dans une autre vie, du mérite et du démérite.

Pourquoi, sous le règne de la foi, la masse des exploités se résignait-elle au malheur? Parce que l'aristocratie exploitante lui laissait en compensation le paradis, auquel elle obligeait de croire. L'exploitation bourgeoise a dépouillé les malheureux qu'elle fait, de toute croyance à une compensation ultra-vitale dont elle se moque. Mais le libre développement de l'intelligence, qui a eu pour conséquence le renversement des nobles par les bourgeois et la destruction de la foi pour tout le monde, est maintenant au service des exploités aussi bien que des exploitants. Les premiers s'en servent pour réclamer, au nom de la démocratie, une juste compensation dans ce monde même, et sans retard. Ils veulent leur part sociale de bonheur, c'est-à-dire leur part dans la richesse, et en cas d'opposition, toute la richesse sociale. Ce n'est que logique. « Reconnaissons que la théorie de la résignation a servi la société en empêchant la révolte... Sans ce bandeau jeté sur les yeux du peuple, la société se fût mille fois dissoute. Il fallait que quelqu'un souffrît pour qu'elle fût guérie; et la religion, consolatrice des affligés, a décidé le pauvre à souffrir. C'est cette souffrance qui nous a conduits où nous sommes : la civilisation qui doit au travailleur toutes ses merveilles, doit encore à son sacrifice volontaire son avenir et son existence. » Ce n'est pas nous qui disons cela : c'est l'éminent sceptique, M. Proudhon.

COMPLEXITÉ.

Ce mot est synonyme de divisibilité, phénoménalité, matière, force. Tout est complexe, hors l'immatériel, le réel, la sensibilité, le sentiment d'existence pur, sans modifications ni qualités, les âmes.

COMPRENDRE. Accepter comme étant démontré.

Si la démonstration est réelle, celui qui l'accepte comme incontestable, *sait* dans l'acception propre du mot; si elle n'est qu'illusoire, autrement dit si c'est une supposition de démonstration, imposée à la foi, elle n'a pour résultat qu'une simple *croyance*.

— Le mot *comprendre* peut avoir pour valeur : constater l'existence, la réalité d'une chose; ou bien savoir *comment* une chose existe, *pourquoi* elle est. Les vérités primordiales, l'existence des âmes et celle de la matière, la réalité de l'union d'une âme avec un organisme pour constituer l'intelligence, l'humanité, ne peuvent être comprises que dans le premier sens. Dans le second, sont les vérités relatives, secondaires : celles-là seules ont un *comment* et un *pourquoi;* elles doivent être déduites par enchaînement de propositions identiques de la vérité principe.

COMPRESSION DES INTELLIGENCES.

Tant que le pouvoir peut comprimer la discussion, sa force est sous l'égide inviolable de la foi.

L'ignorance alors légitime le monopole des développements de l'intelligence, et la terreur répond de la conservation de l'ordre. Pour comprimer la pensée d'une manière durable, il faut dominer les hommes; pour les dominer, il faut les exploiter par un travail incessant. Le premier loisir de l'homme est consacré à l'examen. L'examen le mène, avec l'ignorance, au renversement d'une erreur par une autre, et par le renversement de toutes les erreurs possibles, à la découverte de la vérité, que suit la réédification de la société.

— Comment, de la compression des idées, est-on venu au libre développement de l'intelligence? Car enfin, la société a eu le pouvoir d'empêcher la discussion, et elle s'en trouvait bien, puisque l'ordre, établi sur une croyance, était conservé par la foi. Comment? le voici : le besoin d'exister avait fait comprimer les esprits; le besoin d'exister a forcé de rendre cette compression de moins en moins sévère. Les intérêts sociaux allaient se multipliant; les moyens d'y satisfaire durent se multiplier sur une ligne parallèle. Il fallut peu à peu faire appel à l'intelligence, et aux intelligences d'un plus grand nombre d'hommes. Et toujours les intelligences faisaient un pas de plus que celui qu'on leur demandait de faire. Car en comprimant la discussion, on n'avait pas comprimé l'examen, qui est la pensée même. Les esprits étaient donc toujours prêts à marcher, et à chaque coup d'éperon ils dépassaient la borne. La loi était là, il est vrai, pour les arrêter, et le supplice mettait fin à leurs efforts. Mais ces efforts n'étaient pas perdus; ceux qui reprenaient l'œuvre où elle avait été violemment interrompue se pressaient chaque jour davantage. C'étaient eux qui allaient faire l'opinion sociale et enrôler dans leurs rangs jusqu'aux bourreaux eux-mêmes, incapables désormais de punir. Le mouvement était général; l'industrie s'en empara : force fut aux sociétés de prospérer à l'envi, ou de périr, dévorées les unes par les autres. Aujourd'hui le délire du progrès matériel entraîne l'humanité vers l'anarchie, d'où elle sortira, nous nous garderons bien de dire par le progrès moral, mais en faisant le seul pas qu'il y ait à faire en morale, pas qu'elle n'a jamais fait, et après lequel il n'y a point de progrès possible.

CONCEPTION (*Immaculée*).

La procréation est dans l'ordre organique, matériel, nécessité, et par conséquent toutes les procréations sont sans tache, ou aucune ne l'est. Nous revenons souvent sur une observation féconde en applications utiles, savoir celle qu'une fois engagé dans une fausse route, l'homme voit les erreurs s'accumuler, pour ainsi parler, d'elles-mêmes autour de lui. En langage rationnel, toutes les conceptions sont pures ou impures. Dans le langage mystique des chrétiens, l'impureté générale des conceptions est admise comme dogme; mais il a fallu excepter la conception du Verbe divin, incarné précisément pour laver le genre humain de sa tache originelle. Marie donc, malgré ses fils et ses filles et leur père, est demeurée vierge.

Néanmoins on trouva qu'elle tenait encore trop à l'humanité. Le Christ venait au monde pour triompher de la chair qu'il revêtait; il ne se borna pas à la soumettre à l'esprit, il la voua à la proscription. Dès lors, pour que lui-même y participât le moins possible, il fallut que celle qu'il ne faisait en quelque sorte que traverser, fût également exempte de toute souillure. Cela mena logiquement à prétendre que la Vierge aussi avait été conçue sans péché. On y préluda longtemps sans oser poser hardiment le pied sur un plan dont l'inclinaison pouvait précipiter dans un abîme d'absurdités. Car enfin si Marie avait dû être pure pour que Jésus le fût, la mère de Marie se trouvait dans la même nécessité pour sa fille, et ainsi de suite indéfiniment, jusqu'à extinction du péché originel sur lequel repose tout le système chrétien.

Il y eut à ce sujet de longues disputes, des haines profondes et même du sang versé, et finalement ce n'est que de nos jours, qu'on s'est décidé à franchir le pas décisif. Il s'agissait de réveiller la foi engourdie et de réchauffer le zèle émoussé des fidèles : on crut que, puisqu'ils trouvaient déjà bien lourd le fardeau des mystères anciens, ce qu'il y avait de mieux à faire était de les écraser sous le poids d'un mystère nouveau. C'est le cas de dire que ceux dont Jupiter a résolu la perte, il leur enlève l'intelligence. Inutile, pensons-nous, d'ajouter que, pour nous, Jupiter est l'ordre éternel, en vertu duquel ceux qui méritent de se perdre se conduisent en dépit de la raison.

CONCESSIONS. Cession de ce qu'on sait ou croit ne pas devoir.

Dans les choses d'opinion, de convenance, de sentiment, comme on les appelle, on peut faire des concessions : c'est une affaire de goût. Mais dans ce qui concerne la vérité, le droit, toute concession est interdite par la morale comme par la logique elle-même. Accorde-t-on que *deux et deux* ne font qu'*à peu près quatre?* Eh bien, il en est exactement de même pour les vérités métaphysiques, telles que la réalité des âmes le rapport nécessaire entre les actes libres d'une vie et leurs

conséquences fatales dans les vies subséquentes, l'ordre moral, la justice éternelle, la réalité déterminée du droit, etc.

Aujourd'hui où tout est mis en doute, où l'on n'est sûr de rien, où par conséquent on devient indifférent sur tout, la société ne vit que de concessions; si nous parvenons, tant bien que mal, à nous concerter, c'est en nous sacrifiant mutuellement nos idées et notre conscience, auxquelles du reste nous ne tenons que par vanité et pour la forme. Les lois qu'on promulgue si pompeusement comme étant l'*expression de la volonté générale*, ne sont, dans le fait, voulues par personne. Aucun de ceux dont elles portent la signature ne les aurait formulées comme elles le sont; chacun les repousse quoique tous les aient acceptées. Les ravaudeurs en matière de législation y ont mis, non l'expression de leur volonté propre, ce qui serait du moins une fraction de la prétendue volonté générale, mais celle de l'opposition que chacun d'eux faisait à la volonté de ses adversaires; et cette œuvre négative adoptée par la moitié plus un des votants devient la loi positive, le droit réel, la base immuable de l'ordre. En vérité, il y a de quoi frémir quand on songe que c'est sur une pareille *entente cordiale* que repose l'harmonie dont nous jouissons.

— Toute concession est une transaction, dans le sens que nous venons de donner à ce mot, transaction faite entre deux fripons aux dépens d'une dupe. Socialement parlant, c'est une mesure au moyen de laquelle les exploiteurs de la société se cèdent chacun quelques-uns de leurs avantages, afin de pouvoir faire valoir les autres impunément et sans contestation. Les exploités, n'ayant point voix au chapitre, n'ont à transiger sur rien puisqu'on leur prend tout.

CONCILIATION. Accord par concession. — Voir ce mot.

C'est le résultat de l'abandon de ce qu'on sait ou croit avoir le droit de prétendre. Qu'on se montre conciliant dans la pratique de la vie, à la bonne heure! mais sur la vérité, la justice, mais sur le droit, jamais! Henri IV a dit : *Paris vaut bien une messe*. Si cela est vrai en politique, la politique et la morale n'ont rien de commun. Du temps de Henri IV on était calviniste de conviction. Or, spéculer sur sa conscience est, non-seulement d'un malhonnête homme, mais encore d'un homme sans dignité et sans pudeur. On ne transige pas lorsqu'il s'agit du devoir ou du principe qui le rend obligatoire en le sanctionnant; plutôt que de céder, on meurt.

CONCORDE.

Il n'y a de concorde et de concours sincère possibles qu'entre égaux. Dès qu'il y a un supérieur et des inférieurs, la concorde se change en pouvoir d'une part, en sujétion de l'autre; d'un côté vous avez le maître, le seul véritable agent, d'un autre côté, les instruments dont il se sert, qui reçoivent de lui l'impulsion, et exécutent les mouvements qu'il attend d'eux.

CONCURRENCE. Tendance de plusieurs vers un même but.

En justice absolue, la concurrence doit être réelle, c'est-à-dire à conditions égales, entre individus dont les moyens de concourir sont égaux. Pour ceux que la société constitue, les uns faibles, les autres forts, la concurrence est l'exploitation que quelques forts exercent, de par l'ignorance sociale relativement à la réalité du droit, sur tous les faibles, et qui est aggravée de l'insulte qu'on jette à la face des exploités lorsqu'on leur dit qu'*il y a de leur faute*.

CONDITIONS SOCIALES.

Quand les conditions sociales sont réglées par la raison, on les appelle *conditions égales*, c'est-à-dire conformes à l'équité, justes. Avec elles, il y a concurrence réelle. Sous les conditions que dicte la force, il y a toujours exploitation, et exploitation d'autant plus dure qu'elle affecte plus l'air de respecter le droit, de rendre hommage à la liberté. Quand les conditions sociales sont déterminées par l'organisation de la société et que le hasard de la naissance distribue les lots, les forts dominent, les faibles sont esclaves. Quand, en vertu de l'organisation sociale, ces conditions ne dépendent que de l'organisation de chacun, et de sa volonté, de sa personnalité, il y a liberté sociale pour tous.

CONDUITE.

Pour faire changer de conduite aux gens, il faut leur prouver qu'ils auraient raison de le faire, c'est-à-dire intérêt à le faire. Sinon, ils vous prendront, soit pour un fripon qui veut les tromper, soit pour un imbécile qui a été trompé lui-même.

Un exemple fera mieux ressortir la vérité de cette proposition. Dans une société dont tous les membres ne reconnaîtraient point d'autres réalités que celles de la vie présente, réalités que les sens nous révèlent et qui stimulent l'organisme (nous supposons pour un instant qu'une pareille société puisse exister), il y aurait nécessairement, entre ces membres, concurrence pour approcher du seul

but qui serait posé à l'homme, savoir la jouissance des biens de cette vie, et par conséquent rivalité, hostilité, haine, guerre incessante, guerre à mort. Car le but dont il s'agit ne peut être atteint qu'en partie et par le plus petit nombre, et chaque heureux de ce monde a pour ennemis mortels tous ceux au détriment desquels il s'est assuré le bonheur, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas aussi heureux que lui. Crier à ces hommes-là : *Aimez-vous les uns les autres*, sans plus; *aidez-vous réciproquement*, *sacrifiez-vous pour votre prochain*, sans ajouter *pourquoi*, et un *pourquoi* se rapportant directement à chacun, c'est se moquer d'eux, ou bien c'est faire en sorte qu'ils se moquent de vous.

Néanmoins il faut absolument que les hommes vivent les uns pour les autres, si l'on veut que la société existe et se perpétue. Dites-leur donc (et surtout prouvez clairement, irrésistiblement la vérité de ce que vous dites) qu'il y a un autre but à la vie que la vie elle-même, but auquel toutes les vies successives servent de moyen pour en approcher; dites-leur que ce but c'est l'acceptation, pendant le cours de chacune de ces vies, de l'expiation des fautes commises dans la précédente, et le ferme et actif propos de mériter la récompense due à quiconque se sera immolé au bien de l'humanité par amour pour la justice et la raison. Ce but ultra-terrestre de la vie est à la portée de tous, et plus le nombre de ceux qui y tendent est grand, plus il devient facile à chacun d'y arriver.

CONFIANCE AVEUGLE.

La confiance aveugle a pour résultat la soumission passive.

— Cette confiance est la foi, et la foi n'est qu'elle. Car, à regarder au fond des choses, l'homme qui croit, place dans le raisonnement, dans la parole d'autrui, la même confiance qu'en son propre raisonnement s'il y avait recours. Il raisonne aussi, il est vrai, mais c'est uniquement pour conclure : qu'il est lui-même un mauvais voyant, un aveugle; qu'il s'en remet aux yeux de tels et tels pour le guider et le conduire où ils voudront, sa volonté devant toujours demeurer subordonnée à la leur. Cela fait, il marche sans regarder, c'est-à-dire sans examiner. Dès qu'il remet en question l'infaillibilité de ses guides, il ne croit plus. Car, au premier coup d'œil, il s'aperçoit que, malgré leurs lumières supposées, ils ont pu se tromper, que malgré leur prétendue perfection ils ont pu le tromper. Et de ce moment, les faits qu'ils ont posés, les propositions qu'ils ont établies, la doctrine dont ils se sont faits les apôtres, tout tombe dans l'hypothétique, dans le contestable, l'incertain, le néant.

CONFISCATION.

C'est exclusivement le fort qui confisque au détriment du faible. N'importe donc au profit de quels hommes ou de quelles idées elle s'exerce, dans quelles circonstances et dans quel but, la confiscation est toujours un acte brutal, une injustice absolue : « En 89 et en 93, on confisqua les biens de la noblesse et du clergé; on enrichit des prolétaires adroits qui, devenus aristocrates, nous font payer cher aujourd'hui cette rapine de nos ancêtres. » (M. Proudhon.)

Il n'y a point de milieu : il faut proclamer le règne du droit absolu, ou se soumettre docilement au joug de la force. Jusqu'à présent nous n'avons eu qu'un droit hypothétiquement déterminé par la loi, c'est-à-dire de la force appelée *droit*, droit que la force seule garantit en se garantissant elle-même sous ce faux titre. Aussi n'avons-nous jamais manqué de confiscations de toute espèce, plus ou moins bien déguisées sous des formes équitables ou légales, tantôt au nom de Dieu et de ses ministres, ou du pouvoir et de ses flatteurs, tantôt à celui du peuple et des démagogues, aujourd'hui pour la religion, demain pour le matérialisme, ici parce que l'État est ruiné, là parce qu'une famille ou un homme ont besoin de s'enrichir, et que sais-je? Le droit se trouvant ainsi indirectement nié, la force bouleverse et continuera à bouleverser toutes choses. Le véritable droit, incontestablement établi et appliqué socialement, sera, en fin de cause, le seul refuge pour l'humanité : celle-ci ne saurait exister comme telle, si ce n'est assise sur le droit et appuyée par lui, qu'il découle d'ailleurs d'un principe supposé vrai, ou qu'il soit l'expression de la vérité même.

CONFUSION.

La confusion des idées précède le désordre dans les choses, tout comme l'idée précède l'acte. L'une est la conséquence de l'autre, et c'est une conséquence nécessaire. Là donc où il n'y a plus possibilité de croire à la réalité d'une même idée quelconque du droit, et où la possibilité de faire accepter l'idée du droit réel, en la démontrant vraie, n'existe point encore, l'anarchie peut tarder plus ou moins de temps à se déclarer, mais elle est immanquable et inévitable.

CONNAISSANCE. Perception.

Toute connaissance, a-t-on dit, *suppose un être connaissant et un objet connu*. Sauf l'impropriété

des expressions, cela est vrai. Le principe connaissant dans l'homme est son âme, le sentiment d'existence dans l'éternité, la possibilité de connaître; l'objet connu c'est l'homme même et ce qui l'entoure. Il n'y a pour l'âme de connaissance possible, soit de sa propre essence, soit de ce qu'elle distingue d'elle-même, que par l'emploi du raisonnement, par le résultat de son union avec un organisme, par l'homme en un mot. C'est le raisonnement seul qui détermine ce qui est réellement, ce qui n'est que possible et ce qui ne peut être, ce qui n'est certainement pas. La raison fait rejeter le faux, et ne permet d'admettre que ce dont l'existence est constatée. Quant à ce qui n'est démontré ni vrai ni faux, elle demeure en suspens.

Quelques exemples éclairciront ces idées : Dieu est-il la seule réalité, l'être unique? Non, c'est absurde. Dieu est-il un être voulant et agissant? Non, c'est absurde. La justice éternelle est-ce une réalité comme principe? Oui, cela se démontre. La justice éternelle est-elle un être ayant connaissance dans le temps des autres êtres et d'elle-même? Non, c'est absurde. La justice éternelle est-elle un être sentant dans l'éternité? Cela n'est ni démontré ni absurde : c'est possible.

— La connaissance de la vérité est diamétralement opposée à toutes les opinions possibles sur la vérité.

CONNAISSANCE (*Époque sociale de*). Époque où la société accepte la démonstration de la réalité du droit.

C'est l'époque où le besoin réel aura fait chercher, trouver et appliquer socialement la vérité absolue quant au droit réel, seul principe d'ordre possible dès que l'examen ne peut plus être empêché. Cette époque a pour caractère la démonstration de l'immatérialité des âmes, sur laquelle doit être fondé l'ordre qui est la vie de la société.

CONNAISSANCES.

Les connaissances acquises à l'humanité sont exclusivement dues à l'intelligence, c'est-à-dire au travail successif des hommes, qui se les sont transmises de génération en génération. Sans cela, elles ne seraient plus librement, en d'autres termes, réellement acquises; elles seraient infuses ou innées, ou bien il aurait fallu une révélation ou une inspiration particulière pour les faire éclore, et il faudrait constamment une grâce, particulière aussi, pour les perpétuer d'âge en âge.

Il est vrai que les connaissances se communiquent plus facilement et plus promptement à ceux qui ne les ont pas encore en partage, lorsqu'elles leur sont enseignées par ceux qui les possèdent déjà, que s'ils avaient à les recréer de nouveau d'eux-mêmes et par la seule activité de leur intelligence; mais il est également vrai que, sans cet enseignement, les mêmes hommes produiraient ces connaissances spontanément, c'est-à-dire volontairement, d'une manière autonome, tout aussi bien que ceux qui les leur auraient communiquées les ont produites dans l'origine. Car enfin, elles ont dû être produites une fois et avec spontanéité; sans quoi, révélées à l'homme ou créées avec lui, elles ne seraient plus de véritables connaissances, mais seulement la clef au moyen de laquelle l'auteur de toutes choses aurait monté une fois pour toutes ou ne cesserait de monter le mécanisme humain.

CONNAISSANCES (*État présent des*).

Cet état est actuellement pour la société la démonstration, en apparence scientifique, de la série continue de tout ce qui se manifeste; c'est-à-dire, de l'inséparabilité de l'organisme et du sentiment; c'est-à-dire encore, de la réalité du matérialisme. Or, à une époque où l'examen ne peut plus être entravé, cet état des connaissances s'étend progressivement, comme une tache d'huile, avec l'instruction et le développement des intelligences, et ses conséquences logiques s'étendent avec lui.

Nous avons dit plusieurs fois, et nous répéterons plus souvent encore, que les conséquences, plus ou moins prochaines, du matérialisme social sont la désorganisation de la société.

— Le physicien qui ne s'élève pas jusqu'à la métaphysique, ne saurait être que matérialiste; le métaphysicien qui ne tient pas compte des connaissances physiques, tombe nécessairement dans le mysticisme.

CONNAITRE.

Connaître est la tendance essentielle de l'homme complet. Aussi tout homme préfère-t-il connaître son malheur, en d'autres termes, préfère-t-il être malheureux, à ne devoir son bonheur qu'à l'ignorance, à la stupidité. Pourquoi? Parce qu'il tient à sa dignité spirituelle plus encore qu'à son bien-être physique; ce qui serait tout bonnement de la folie s'il pouvait réellement se convaincre qu'il n'est que matériel. Puis, le malheur une fois connu ne peut plus se nier, ni même se mettre en doute. Les idées ne s'effacent point à volonté, et on ne recule pas dans les questions morales. Enfin, l'homme sent empiriquement que, le bonheur comme le malheur ayant pour condition *sine quâ non* la sensibilité, principe de toute connaissance,

la véritable science à laquelle il aspire, celle de la vérité, peut seule le rendre heureux, fût-ce au moyen du malheur que lui infligent ses préjugés et ses erreurs, et les funestes conséquences qu'ils entraînent. Celui qui ignore qu'il existe, ne jouit ni ne souffre; celui qui souffre peut seul jouir : voilà en deux mots la solution du problème posé dans cet article, savoir, « pourquoi l'homme aime-t-il mieux le malheur par la science que le bonheur par l'*abêtissement?* »

CONSCIENCE. Règle des actions.

Le croyant a la conscience qui lui est imposée par la révélation; l'homme de raison, celle que le raisonnement lui a faite. Pendant l'époque de doute social, c'est-à-dire lorsque la société n'a plus de conscience par la foi, et pas encore de conscience par la raison, chaque homme se forme une conscience sur son opinion du moment, ou se soumet à celle que ses opinions les plus habituelles lui ont, en quelque sorte, rendue intime, sauf à l'accommoder à ses passions ou à l'y sacrifier complétement. Tant qu'il n'y a que des consciences personnelles, l'ordre n'est possible que par la force, non colorée de sophisme. La justice alors est un mot qui sert aux uns pour tromper les autres.

— Supposer que la conscience du bien et du mal soit inhérente à l'organisme humain ou qu'elle lui ait été infuse avec sa nature morale, c'est nier toute spontanéité, c'est-à-dire toute liberté, toute volonté réelle, chez l'homme; c'est en faire un automate, incapable dans la réalité de bien et de mal. Le mérite consiste précisément à se faire une bonne conscience au moyen d'un raisonnement sain, et d'y sacrifier tous les désirs, tous les besoins qui porteraient à la violer. « L'unique juge des devoirs, comme de la foi, a dit Lamennais, est en dernier ressort la raison : la conscience ne vient qu'après elle. Elle aime ce que la raison lui fait connaître comme bien; elle hait ce que la raison lui fait connaître comme mal. »

CONSCIENCE DE SOI. Perception de l'existence.

Quiconque sent quelque chose, se sent, c'est-à-dire, a connaissance des modifications qu'éprouve son sentiment d'existence. La succession de ces modifications liées entre elles par la mémoire, donne lieu à la conscience de soi.

CONSENTEMENT UNIVERSEL.

Ce mot est pris en deux sens, savoir, au sens du mot *universel* pris figurément; c'est celui d'acceptation par le plus grand nombre, et même si l'on veut par tous les hommes vivants et par ceux qui les ont précédés. L'autre sens de l'expression consentement universel est le propre; c'est celui où la contrainte morale imposée par la détermination de la vérité, entraînera nécessairement l'assentiment de l'universalité des hommes sans exception.

Le consentement prétendûment universel ne donne lieu qu'à des hypothèses plus ou moins fondées, à des probabilités plus ou moins grandes, et ne prouve rien en faveur de la vérité. Jusqu'ici il y a eu consentement sur toute espèce de systèmes en morale; sur des faits faux, aussi bien que sur des faits réels, en physique. La croyance générale à l'existence de Dieu, être anthropomorphe, prouve à l'évidence le besoin qu'on y crût, mais nullement la réalité de cette existence même. Le consentement universel a été jusqu'ici le résultat de la foi, inculquée par l'éducation, et l'expression de la nécessité sociale.

Tant que la société ignorera la vérité absolue, le consentement universel exprimera nécessairement une erreur ou du moins une supposition de vérité, contestable par conséquent, et il passera, nécessairement aussi, de cette erreur à une autre, et ainsi indéfiniment, jusqu'à ce que les maux engendrés par cette incertitude et cette versatilité, aient forcé les hommes à se soumettre au joug de la raison. Il n'y aura plus dès lors qu'un seul consentement possible, et il sera évidemment universel.

CONSÉQUENCES.

Si l'on part d'un principe faux, mieux on raisonne, plus on conclut l'absurde. Exemples : Dieu (être personnel) étant admis, ses conséquences sont : la création, un péché originel, la rédemption, l'incarnation miraculeuse, la prédestination, etc. Le matérialisme étant supposé vrai, il n'y a ni liberté ni responsabilité, ni bien ni mal; il n'y a qu'attraction et répulsion, force et faiblesse, la nécessité et le néant.

CONSÉQUENCES DES FAITS.

Socialement parlant, l'ignorance primitive eût engendré l'anarchie, négation de la société, si le despotisme ne fût venu au secours de l'ordre qui est la vie sociale. Mais le maintien du despotisme a pour condition indispensable la compression des intelligences, et le besoin de l'intelligence est la possession de la vérité, à laquelle on n'arrive que par le raisonnement, qui implique l'examen, et par conséquent la liberté. La conséquence nécessaire de l'examen, devenu libre, est donc l'impuissance du despotisme; ce qui force la société à chercher un ordre nouveau, compatible avec la discussion, c'est-à-dire que la discussion ne puisse ébranler,

que même elle consolide immanquablement. Cet ordre consiste dans l'application de la justice absolue, expression de l'absolue vérité.

CONSERVATEUR.

Il faut soigneusement distinguer, en science sociale, entre celui qui ne veut exclusivement que conserver ce qu'on nomme l'*ordre existant*, parce qu'il croit que la conservation de cet ordre importe plus que toute autre chose, et celui qui veut, sur toute autre chose, conserver la société en y préparant les esprits à l'acceptation de l'ordre vrai, dont il démontre que l'établissement et la conservation importeront réellement à l'humanité. Nous appellerons le premier *conservateur à tout prix*, et l'autre *conservateur réformateur*.

— L'homme de bien est nécessairement conservateur dans le sens rationnel du mot, c'est-à-dire qu'il conforme sa conduite à ce dont il sait ou croit que la nécessité sociale exige la conservation. Sous la domination de la foi, il regarde celle-ci comme l'arche sainte de l'ordre; quand le doute s'est imposé, il ne cherche, ni à rétablir la foi, ce qui est impossible, ni à maintenir le doute, ce qui serait absurde; mais il fait comprendre le besoin de la vérité, la possibilité de l'obtenir, et l'urgence de l'appliquer, afin de fonder l'ordre absolu sur la ruine de tous les moyens imaginables d'ordre relatif, devenus des causes de désordre.

— Même quand il se trompe, le conservateur a un grand avantage sur le réformateur : celui-ci doit démontrer que ce qu'il attaque est mauvais, que ce qu'il cherche à mettre à la place vaut mieux, et que le passage de l'un à l'autre causera moins de souffrance que le changement ne procurera de bien-être; tandis que le conservateur n'a qu'à faire remarquer que ce qu'il défend existe, et par conséquent est compatible avec un ordre quelconque, que tout changement est un désordre du moins momentané, et qu'il est plus difficile qu'on ne pense d'établir la supériorité d'une réforme encore en théorie, même sur un abus consacré par la pratique.

CONSERVATION (*Instinct de la*).

Au figuré, remarquons-le bien, le sentiment de la conservation n'est pas un instinct aveugle; c'est l'effet d'un raisonnement, qui appartient, et ne peut appartenir qu'à l'être qui raisonne. L'animal qui évite le péril, est repoussé à son insu et sans le vouloir; il ne craint pas plus la mort que l'eau ne craint le feu lorsqu'elle s'échappe en vapeur du vase qui la contient. — Voir l'article *Destruction* (horreur de la).

CONSERVATION DE LA SOCIÉTÉ.

On dit : « La société a droit à sa conservation. » A proprement parler, la société, personne collective, fictive, n'a point de droits. Parlant figurément, dire que la société a droit à sa conservation, c'est constater que la société existe, qu'il y a un ordre social quelconque. Mais cet ordre, cette société, et son prétendu droit seraient illusoires, si tout individu, faisant partie de l'association, n'avait pas à remplir envers elle le devoir de coopérer de tous ses moyens à la conservation dont il s'agit, et cela de la manière que l'association déclare lui être le plus utile. Seulement l'individu qui juge que cette manière de conservation, *à laquelle il se soumet*, précipite la société vers sa perte, *peut* toujours, et *doit* souvent protester contre ce que la société exige de lui d'irrationnel et par conséquent de ruineux pour elle-même et pour ses membres.

CONSERVER.

Vouloir tout conserver et vouloir tout démolir est également absurde. La véritable conservation ne consiste pas dans l'immobilité : conserver l'ordre, c'est régler la marche des choses d'après un principe stable, la conformité avec la raison.

Conserver, pendant l'époque d'ignorance, c'est toujours faire du despotisme, dans le sens de l'opinion aussi longtemps qu'il y a foi sociale, contre cette opinion quand l'examen a fait surgir le doute. Réformer, pendant la même époque, c'est toujours faire de l'anarchie, contre l'opinion générale tant que la foi domine, avec cette opinion lorsque la discussion a triomphé des convictions.

CONSOMMATION.

L'importance de la consommation dépend du nombre des consommateurs, c'est-à-dire de ceux qui ont réellement les moyens de consommer dans le vrai sens du mot. Car pour consommer, il faut un capital quelconque; les prolétaires sont nourris. Faites que le travail ne soit pas imposé et que les facilités de travailler soient égales pour tous, la consommation augmentera, et avec elle la production, et avec celle-ci le bien-être général. La besogne ne manquera pas aux bras; les capitaux concourront pour en fournir. Dès lors, la production sans cesse augmentée et la population toujours croissante n'effrayeront plus personne.

CONSOMMER. Employer dans le but de se développer au physique et au moral.

Il y a une distinction essentielle à établir entre le véritable consommateur, celui qui tourne à son avantage les produits du travail, et celui qui ne

fait que recevoir du capitaliste pour lequel il travaille les moyens strictement indispensables pour pouvoir continuer son labeur : celui-là ne consomme pas, dans le sens propre du mot ; il est lui-même *consommé* par ceux qui l'emploient.

— Sous la domination du capital, les capitalistes seuls consomment ; les travailleurs sont alimentés de pain, comme les chevaux, de foin, et les machines à vapeur, de combustible et d'eau. Sous la prépondérance du travail, tout le monde consommera. Dans l'état actuel des choses, la consommation est nécessairement déterminée par la fantaisie des riches. Lorsque la justice absolue sera appliquée, le seul bien-être des producteurs sera le principe et le but de cette consommation.

CONSPIRATION.

L'utilité des conspirations est devenue de nos jours plus que problématique. Là où elles éclatent, elles servent à démontrer le mécontentement d'un parti qui se croit plus de force ou du moins plus d'énergie que le pouvoir, et son désir de le remplacer. Les conspirations qui échouent ne laissent après elles que des malheurs ; celles qui aboutissent n'ont pas pu faire moins que de causer un désordre qu'elles auront bien de la peine à réparer. Suivant son but et ses exploiteurs, toute conspiration, couronnée de succès, se résout en révolution ou en coup d'État.

CONSTANCE.

La constance est le partage de l'homme qui croit fermement ou qui sait avec certitude. Ni les idées de cet homme ni ses actes ne sauraient varier. Celui au contraire qui se laisse aveuglément entraîner par ses passions ou qui n'interroge son intelligence que pour se livrer plus avantageusement à elles, change, et change toujours. L'homme sans conviction arrêtée, sans principe fixe, est nécessairement versatile dans ses opinions et égoïste dans ses actes. L'égoïsme *passionnel* est l'effet d'un faux raisonnement, résultat lui-même du manque d'un point de départ absolu, indispensable pour pouvoir raisonner juste. Un peuple inconstant, partant sans foi ni loi, passionné, égoïste, est un peuple épuisé, perdu.

CONSTITUANT (*Pouvoir*). Autorité.

C'est nécessairement ou la force ou la raison. Nous vivons encore sous le régime social fondé par la force et que la ruse cherche à maintenir : cela est de la dernière évidence. Ce régime est l'exploitation des masses par la minorité, et le seul moyen de le conserver c'est de n'appeler pour régler sa marche que cette minorité même. Le suffrage accordé aux masses pour réorganiser la société ou pour la réformer, ne peut avoir *actuellement* pour résultat que le renversement de ce qui est. Et ce renversement, puisque la raison qui devrait constituer l'ordre n'est pas encore socialement déterminée, a pour conséquence l'anarchie.

CONSTITUER. Établir les conditions d'existence.

N'organiser la société que matériellement, aussi longtemps que la vérité d'où doit procéder toute organisation n'est pas connue, c'est réaliser un progrès dans la désorganisation sociale. Toute organisation partielle, ce qu'on appelle une réforme, tombe dans cette catégorie. Quand la vérité, seul principe organisateur et principe indivisible, sera déterminée socialement parce que la nécessité en aura été socialement sentie, elle s'appliquera et ne pourra s'appliquer que tout entière et tout d'une pièce.

CONSTITUTION. Généralement parlant, établissement des conditions d'existence ; dans un sens plus restreint, convention relative aux conditions d'existence de la société.

On ne constitue pas la vérité. Toute constitution est : théoriquement, une preuve d'ignorance ; pratiquement, un acte de force pour faire accepter comme vrai ce qu'on est incapable de démontrer.

— La constitution conventionnelle lie le pouvoir exécutif tant qu'il est le plus faible ; elle est violée ou renversée quand ce pouvoir est le plus fort. Les gouvernements constitutionnels finissent toujours par ruiner les peuples, à cause de la nécessité où ils sont de payer, de toute monnaie et à tout prix, ceux qui vendent le plus cher possible la promesse de laisser la constitution debout et le gouvernement en exercice.

Si la loi constitutive pouvait être abolie ou amendée par une loi quelconque, elle s'appellerait simplement *loi ;* il n'y aurait point de constitution. On a voulu mettre certains principes, certaines règles fondamentales, au-dessus de l'action législative ordinaire. Celle-ci ne peut donc se manifester légitimement que dans le cercle que celle-là lui a tracé. Toute loi contraire à la constitution est nulle de plein droit et radicalement ; car elle n'est loi qu'en vertu de la constitution même. Si elle réforme la constitution, elle se suicide. La loi constitutive est la loi des lois, ou elle n'est rien. Le pouvoir législatif a pour unique mission de déclarer ce que le pouvoir constituant n'a pas lui-même déclaré ; mais il doit le faire dans l'esprit de la constitution : il organise ce qu'elle lui a laissé à organiser, mais seulement de la manière

qu'elle-même aurait procédé à cette organisation.

On nous demandera sans doute ce que deviennent alors la marche des idées, le mouvement des intelligences, le développement des besoins et des intérêts? Nous répondons : tout cela a son libre cours; car une constitution, sous peine de n'être pas née viable, d'être absurde, même comme constitution, doit pouvoir changer avec les hommes et le temps, et par conséquent prévoir sa propre révision et en déterminer le mode. Quand elle a satisfait à cette condition essentielle, la constitution règne, la représentation nationale gouverne, et le ministère exécutif obéit. Hors de là tout est confusion : la constitution est un mensonge; le parlement une oligarchie sans frein, ou le roi un despote, le président un dictateur.

CONSTITUTIONNELS (*Gouvernements*). Gouvernements ayant pour base, au lieu d'une révélation, une loi constitutive.

Ces gouvernements sont l'expression d'un criterium moral, déterminé par le plus grand nombre, dont la domination est la conséquence du doute social, résultat lui-même de l'impossibilité de comprimer l'examen ou d'exercer utilement le despotisme, c'est-à-dire de conserver l'ordre par la force pendant toute l'époque sociale d'ignorance. Nous ne pouvons donc point éviter le constitutionalisme. Mais, tout en nous y rangeant comme à une nécessité accidentelle, gardons-nous de l'accepter comme nous ferions d'un état de société essentiellement bon, d'un état stable. Les constitutions, il est vrai, empêchent notre société de succomber tout de suite dans les étreintes de l'anarchie; mais elles contribuent à augmenter progressivement l'anarchie et à l'étendre, et par cela même à faire mourir lentement cette société, sans cesse agitée par les convulsions de son agonie suprême.

CONTACT.

Il n'y a point de contact réel. Cette vérité est la conséquence de la dilatabilité indéfinie des corps par la chaleur, et de leur contractilité, indéfinie également, par le froid, n'y ayant ni chaleur ni froid absolu. — Voir le mot *Chaleur*.

La réalité du contact serait la négation de la force répulsive dont l'équilibre avec la force attractive constitue la corporéité. Ce serait en un mot la réduction de la matière au point mathématique, à rien du tout.

CONTESTABLE. Dont on ne peut démontrer la vérité.

Toute proposition contestable demeure incontestée aussi longtemps que la compression du développement des intelligences empêche de l'examiner, d'en discuter la valeur; mais elle n'en est pas moins contestable, c'est-à-dire incertaine. L'examen la fait mettre en doute par le sceptique scientifique, et nier par le sceptique systématique. La démonstration seule produit l'incontestabilité.

CONTINENCE. Abstinence des plaisirs de la chair. — Voir l'article *Chasteté*.

La continence est-elle une vertu? Ni une vertu ni un vice. C'est un fait, comme l'abstinence des mets, que sa conformité avec la raison fait élever, si elle impose le sacrifice d'une jouissance, jusqu'au mérite d'un acte vertueux. Mais surtout et avant tout, la continence et l'abstinence doivent avoir leur but d'utilité; elles doivent avoir pour motif le bonheur du prochain. L'homme qui vit dans la continence parce qu'il ne veut, ni entraîner une jeune fille par la séduction dans le désordre, ni se faire le complice d'une femme qui trompe son mari, est un homme d'autant plus vertueux qu'il se trouve plus vivement tenté de ne pas l'être, comme celui qui aime mieux souffrir la faim et même y succomber que de commettre un vol. Mais l'homme qui, dans la seule intention de mortifier la chair, comme on s'exprime, se voue à la continence la plus rigoureuse, n'a pas plus de mérite devant la société, que l'homme qui, pour plaire à Dieu, se prive d'aliments. D'une et d'autre part, il y a la même erreur ou du moins la même ignorance. Le sacrifice que l'homme continent s'impose par esprit de religion, inutile à ses semblables, n'a de valeur que sous le point de vue de la justice éternelle, et comme procédant de la croyance de celui qui s'y est résigné et de sa bonne foi.

— La continence absolue est-elle contre nature? Elle l'est comme le libertinage à outrance, comme la débauche sans frein : continence et débauche sont possibles, l'une aussi bien que l'autre; seulement ce qu'elles ont d'excessif, entraîne inévitablement de fâcheuses conséquences. La continence forcée, quand la raison ou la foi ne la soutiennent pas, porte les passions au paroxysme du délire. Les preuves de ce que nous avançons se trouvent partout; il n'y a qu'à lire, qu'à regarder autour de soi.

CONTRADICTION. Affirmation et négation simultanées de la même chose.

En voici des exemples : le matérialisme qui implique la négation de la possibilité de raisonner

réellement, exige cependant un raisonnement réel pour établir sa vérité; le déisme suppose nécessairement la reconnaissance d'un Dieu qui est tout, par des êtres qui ne sont pas ce Dieu; la croyance à la sensibilité des animaux emporte l'aveu tacite de leur droit à ne souffrir que le mal qu'ils ont mérité, et celui de notre cruelle injustice à leur faire endurer tout le mal qui tourne à notre avantage.

CONTRADICTIONS SOCIALES.

Ce sont des absurdités qui rendent la stabilité de la société *présente* impossible.

M. Proudhon s'exprime ainsi : « Tout est contradiction dans notre société; c'est pourquoi nous ne pouvons venir à bout de nous entendre, et nous sommes toujours prêts à nous livrer bataille. » On formerait un recueil fort curieux, et encore plus instructif, des principales contradictions que fait surgir notre état social, cimenté de liberté et d'ignorance, c'est-à-dire d'incertitude et d'absurdité. Dans cet état, il n'y a plus pour l'homme que des apparences de vérité, qui ne peuvent donner lieu qu'à des opinions plus ou moins spécieuses pour l'intelligence, à des sentiments plus ou moins vagues, et à des habitudes, pour la conscience, et qui abandonnent toutes les questions morales à la souveraine décision de la force et du nombre. On comprend dès lors que ce qui était utile lorsque la société *croyait* qu'elle possédait la vérité, ce qui sera bon lorsqu'elle *saura* qu'elle la possède, devient mauvais et nuisible aujourd'hui par le seul fait que l'on ignore où est réellement le bien, où est le mal.

Qui oserait prétendre qu'*actuellement* les hommes sont d'accord sur les questions de savoir ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, ce qui est vrai et ce qui est faux, ce qu'ils doivent faire par conséquent et ce qu'ils doivent éviter? La plupart même ne vont-ils pas jusqu'à affirmer que nous ne sommes intelligents que pour ne rien savoir de certain, que jamais nous ne pouvons être sûrs d'avoir raison ou tort, qu'en un mot la vérité est insaisissable? Qu'en arrive-t-il? Que ne pouvant, moralement bien entendu, ni avancer ni reculer, on tourne toujours dans le même cercle, en dépit de toute l'agitation qui se propose pour but de le franchir. Quelque idée nouvelle qui surgisse, quelque réforme qu'on opère, quelque mesure d'amélioration qu'on réalise, tous les avantages en sont naturellement et nécessairement, comme ils ont toujours été, pour les forts, tous les inconvénients pour les faibles; les choses conservent imperturbablement leurs deux faces : si elles favorisent quelques-uns, l'humanité en souffre, la société y trouve une cause de plus de désorganisation.

— L'origine ou plutôt le nœud de toutes les contradictions sous lesquelles nous nous agitons si péniblement, est tout entier dans l'impossibilité de nous entendre et la nécessité de marcher ensemble comme si nous nous entendions. C'est ce que M. de Montalembert a si heureusement exprimé en disant que, sur les questions qui se présentent et qui doivent être résolues, nous sommes « à la fois invinciblement séparés et impérieusement obligés à une action commune. » L'éminent publiciste pour se briser le moins possible contre cet écueil, cherche un terrain commun de justice, de bonne foi, d'équité qu'il appelle *naturelle*. Or, c'est précisément ce terrain commun qui est en question, et qu'il nie lui-même en disant qu'il en appelle à la justice et à la bonne foi *proclamées* et non *pratiquées*, et qui cependant doivent déterminer la pratique. Il reconnaît donc le mal, mais il se fait illusion sur l'efficacité du remède.

CONTRAINDRE.

On contraint par la force ou par la raison; cette dernière contrainte est seule puissante sur les esprits. On peut, par la force, faire faire, mais non faire vouloir, faire penser. Il n'y a que le raisonnement qui puisse agir sur la raison et sur tout ce qui procède de l'intelligence. La contrainte par la force est de rigueur pendant l'époque d'ignorance de la vérité; elle se confond avec la contrainte morale aussi longtemps qu'il y a foi avec possibilité de comprimer l'examen. L'examen étant devenu socialement incompressible, il n'y a plus eu lieu qu'à la seule contrainte de la raison. « Je n'aime pas plus qu'un autre le pouvoir des prêtres, a dit Robespierre; c'est une chaine de plus donnée à l'humanité, mais c'est une chaine invisible, attachée aux esprits, et la raison seule peut la rompre. Le législateur peut aider la raison, mais il ne peut la suppléer; il ne doit jamais rester en arrière, il doit encore moins la devancer trop vite. »

— La raison contraint à être juste quiconque sait ou croit que la justice a une sanction inévitable. La force se borne à tâcher d'empêcher que l'intention, la volonté de lui résister ne soit suivie d'un acte de rébellion qu'elle puisse connaître et doive punir.

CONTRAINTE. Action provenant du souverain et subie par le sujet.

Il y a trois espèces de contraintes, comme il y a trois espèces de souverains : la contrainte phy-

sique sous l'empire de la force ; la contrainte basée sur un sophisme, sous la pression de la foi sociale ; et la contrainte qui procède de la conviction imposée par la vérité démontrée. La contrainte par la force n'a pas besoin d'autre sanction que cette force même ; celle par le sophisme a pour sanction la foi à l'hypothèse dominante ; celle enfin par la connaissance de la vérité sera sanctionnée par la religion rendue incontestable.

— La contrainte physique est une nécessité d'existence pour la société, aussi longtemps que dure l'ignorance relativement à la réalité du droit : elle est acceptée comme contrainte morale pendant que la foi sociale permet de comprimer l'examen. Saper, ébranler l'hypothèse qui tient lieu de droit est pendant cette époque, un crime capital. L'examen étant devenu incompressible, la contrainte physique reste seule comme moyen d'ordre, jusqu'à ce que la vérité soit connue et appliquée socialement ; alors, mais seulement alors, il y aura contrainte morale dans le sens absolu du mot. Quiconque à cette époque attaquera la vérité sera renvoyé au médecin.

CONTRAT.

Tout contrat a pour objet une chose non soumise à la nécessité ; tout contrat réel a une sanction librement tenue pour telle par les contractants. La société est nécessaire ; elle existe sans qu'aucune convention, aucun pacte ou contrat soit intervenu pour la faire naître : elle est soumise à la force tant que la raison est indéterminée, à la raison quand celle-ci est reconnue et acceptée socialement. Les hommes ne conviennent pas de s'associer ; ils s'associent parce qu'ils sont hommes, et afin d'être tout ce que peuvent et doivent être des hommes.

Devenus hommes complets par la société, ils pactisent sur ce qui dépend d'eux, et la société sanctionne leurs contrats par ce qui la sanctionne elle-même, soit la force, soit la raison, formulées dans les lois qui la régissent. Un contrat dépourvu de toute sanction ne lie que les sots : sanctionné, si c'est par la force, les forts l'exploitent à leur profit, si c'est par le sophisme, les habiles l'interprètent en leur faveur ; pour qu'il fasse triompher la justice absolue sans acception ni exception de personnes, le contrat doit être sanctionné par la raison.

CONTRIBUABLES. — Voir *Impôt*.

Dans l'état donné, les riches, maîtres des choses, de la société, taxent ; les pauvres, exploités par les riches, payent. Cela est conforme au principe sur lequel la société actuelle est assise et qui a servi à l'organiser dans le but de faire constamment affluer le plus possible de richesse dans le moins possible de mains. Le payement de l'impôt par le pauvre, quelle que soit d'ailleurs l'assiette de cet impôt, est la conséquence forcée de l'application du principe que nous signalons. Nous ne saurions trop le répéter, ni le répéter de trop de manières : rien ne changera, aussi longtemps que ce principe ne sera pas changé.

CONVERSION.

C'est le nom que les partis religieux ou politiques donnent au changement de ceux qui viennent à eux. Ils appellent *apostasie* le changement de ceux qui les quittent. Ces dénominations n'ont donc rien de déterminé : les convertis pour les uns sont les renégats pour les autres, et *vice versâ*. Changement, variation, est l'expression rationnelle propre, qui doit être substituée à celles de *conversion* et d'*apostasie*. — Voir ce dernier mot.

CONVICTION. Certitude sur démonstration.

On n'est convaincu que lorsqu'on sait pertinemment qu'on a raison de l'être, et on ne sait qu'on a cette raison, que lorsqu'on est à même de contraindre intellectuellement les autres à s'y soumettre en la partageant. La persuasion tient lieu de conviction pendant l'époque d'ignorance avec possibilité de comprimer la discussion : on n'a pas besoin alors de démontrer ; il suffit de s'en référer à la foi qui remplace la raison. Une fois l'examen émancipé, l'ignorance reste seule et à découvert, en présence des tentatives de persuasion qui deviennent chaque jour de plus en plus inefficaces. La conviction ne naîtra qu'avec la connaissance de la vérité. — Voir au mot *Persuasion*.

COROLLAIRES. Conséquences.

Quand on admet un principe, on ne peut en rejeter les corollaires. Permettre d'enseigner le matérialisme (et de quel droit l'empêcherait-on, et comment l'empêcherait-on, depuis que la foi sociale fait défaut, et que la raison est encore sans puissance sociale ?) a pour conséquence nécessaire qu'il est permis de commettre le crime lorsqu'il est utile de le commettre, et qu'on est assez fort ou assez adroit pour se soustraire à la punition légale, et éviter la déconsidération publique après l'avoir commis.

— Il n'est pas hors de propos d'indiquer dans cet article ce qu'on verra plus loin (au mot *Universités*), savoir que la science actuelle est matérialiste, du moins par les corollaires qui en découlent

forcément. Que les esprits logiques tirent de là les conséquences dont ces prémisses sont grosses!

CORPORATION. Association particulière dans la société.

Les corporations, par l'antagonisme qui règne entre elles, deviennent presque toujours une cause de désordre. Elles sont nécessairement envahissantes; il faut qu'elles prospèrent, et pour cela il faut qu'elles empiètent sur les autres corporations ou sur l'État. C'est comme pour les nations, qui toutes ne vivent qu'aux dépens les unes des autres et au détriment de l'humanité. Une corporation est un individu dont l'égoïsme ne connaît pas de bornes et dont les moyens de satisfaire son avidité croissent avec le nombre de ceux qui s'y affilient.

Intellectuellement parlant, la corporation établie et se maintenant au moyen d'une idée, a son existence assurée pour aussi longtemps que cette idée la domine. Sous le rapport des intérêts, la corporation est une coalition; elle demeure debout tant qu'elle a à combattre des forces supérieures aux siennes. Elle se désorganise quand elle a tout obtenu, parce qu'alors l'individualisme reprend ses droits et tue l'esprit de corps. — Une corporation a presque toujours un but, sinon opposé, du moins différent de celui de l'État, et, sous ce point de vue, elle est, généralement parlant, gênante et souvent dangereuse. Aux temps de libre discussion, l'État qui se montre hostile à l'existence des corporations, succombe finalement sous les conspirations qui les remplacent.

CORPS. Phénomène offrant les trois dimensions.

Tout corps est matériel; toute matière n'est pas corporelle. La lumière, l'électricité, la vie, l'attraction, les idées, quoique n'étant pas des corps, ne sont pas pour cela des immatérialités. La corporéité est le résultat de la prédominance de la force attractive, centripète. Par la division des corps on parviendrait, si on pouvait pousser la division jusque-là, aux forces qui les composent. Un corps se résout en forces par un effet de la force répulsive, centrifuge.

CORRUPTION.

La corruption, au sens figuré, est une nécessité dans un gouvernement représentatif: c'est la force, c'est la vertu de ce gouvernement s'il a foi en lui-même. « Quand le Dieu personnel (le Dieu de la foi, l'autorité de l'arbitraire) ne peut plus régner, et que le Dieu impersonnel (la vérité, la justice) ne peut régner encore; il n'y a de Dieu possible qu'un lingot d'or, et la grande prêtresse de ce Dieu est la corruption. » Ces paroles de M. de Colins rendent parfaitement notre idée. Basés sur la richesse, les gouvernements représentatifs n'ont pas d'autre moyen d'action que l'argent. Pour parvenir à leurs fins qu'ils croient utiles, ils doivent corrompre les opposants ambitieux afin de les empêcher de nuire, et corrompre les opposants de bonne foi afin de les ramener à leur manière de voir les choses, et d'opérer le bien que le pouvoir a en vue de réaliser. La corruption, à l'époque de doute, balance en faveur de l'ordre la puissance dissolvante de l'examen. Quand le pouvoir n'est plus assez riche pour corrompre tous les opposants, l'anarchie est complète.

— Pris au sens propre, le mot corruption est synonyme de division. On dit : tout corps est corruptible; c'est-à-dire, toute matière est sujette à division, à décomposition.

COSMOPOLITISME. Dévouement à l'humanité.

Le cosmopolitisme mène à l'anarchie tant que dure l'ignorance sociale; mais sans lui, l'ordre vrai, stable, est impossible, du moment que la discussion ne peut plus être empêchée socialement. Le patriotisme est indispensable à l'application d'une justice relative; l'application de la justice absolue implique le cosmopolitisme, c'est-à-dire l'anéantissement des nationalités.

COUPABLE. Celui qui viole la règle d'action : considéré individuellement, c'est l'homme dont les intentions sont mauvaises; considéré socialement, c'est l'homme qui trouble l'ordre.

Il n'y a de culpabilité individuelle que lorsqu'il y a intention maligne; socialement parlant, il peut y avoir crime et auteur de ce crime sans que pour cela il y ait un coupable dans la vraie signification du mot, qui est celle-ci : *ayant commis un acte mauvais, le sachant tel, et le commettant pour tel.* La culpabilité n'est le partage que de ceux qui connaissent le devoir ou du moins ce qu'ils croient être le devoir, et qui, malgré cela, le violent. On est coupable aux yeux de la société dont on fait partie quand on transgresse ses lois, quand on ébranle le principe sur lequel cette société est fondée, bref quand on lui cause un préjudice quelconque. Mais on peut fort bien en ce cas être innocent de toute faute devant la justice éternelle, avoir même du mérite et être un modèle de vertu au point de vue de cette justice.

Par exemple, Socrate, par son enseignement, se mettait en opposition directe avec les lois de son pays, sapait par sa base la société païenne, l'an-

thropomorphisme polythéiste et le patriotisme, corrompait la jeunesse, et faussait l'esprit de la génération qui allait suivre; l'aréopage le condamna *justement* à la mort. Cependant, si Socrate avait pressenti la chute plus ou moins prochaine du polythéisme et des nationalités, s'il croyait de son devoir de remplacer l'un par une religion nouvelle qui fonderait la morale sur l'unité de Dieu, et l'autre par le cosmopolitisme : si, prévoyant les conséquences terribles pour lui de ses attaques contre l'état social sous lequel il vivait, il n'en sacrifiait pas moins d'avance tous les avantages de la vie auxquels il pouvait prétendre, et jusqu'à la vie elle-même, pour remplir ce qu'il estimait son devoir; oh! alors, il était un véritable apôtre de la vérité, un martyr de la justice, un saint.

Autre exemple : Rome a aboli la royauté en chassant les Tarquins. Supposons que les fils de Brutus n'aient conspiré contre la république naissante que dans l'intime conviction que cette forme de gouvernement serait la perte de leur patrie et de leurs concitoyens; de ce moment leur révolte est un acte de vertu que le danger qu'ils courent et la peine qui les atteint élèvent jusqu'à l'héroïsme. Mais Brutus, convaincu de son côté des désordres et des calamités que le gouvernement monarchique ne manquerait pas de susciter à ses concitoyens, fait son devoir en envoyant ses fils au dernier supplice, et comme ce devoir lui est plus pénible à remplir qu'à tout autre, à cause de son affection paternelle, son mérite est d'autant plus éminent. Tournons maintenant la médaille : si la conspiration royaliste avait réussi, les fils de Brutus eussent peut-être été appelés à juger leur père, contre lequel ils auraient prononcé la peine de mort, aussi innocemment et même aussi méritoirement que l'a fait leur père contre eux, au point de vue de la justice éternelle, et même à celui de l'ordre public. La question, à la vérité, n'eût changé d'aspect que relativement à la société existante; mais toujours est-il que, en conséquence de la victoire de la monarchie, le consul républicain eût été déclaré un scélérat, comme le sont demeurés ses fils par le fait de la victoire de la république.

Que si on nous demandait : à quoi bon cette controverse? nous répondrions : à rendre les hommes, autant que possible, moins sévères, aussi bien dans l'application de leurs lois, souvent iniques, que dans les jugements qu'ils portent au détriment tantôt de ceux qui appliquent ces lois, tantôt de ceux qu'elles frappent. Il y a généralement plus de malheureux que de méchants et par conséquent plus d'hommes à plaindre que d'hommes à condamner, du moins dans le sens absolu, c'est-à-dire comme coupables devant la justice éternelle.

COUPS.
« Des coups, dit-on communément, ne sont pas des raisons. » Cela est vrai. Logiquement parlant, les coups sont de très-pauvres arguments. Cependant, et les faits le démontrent, jusqu'ici les coups ont été les seuls arguments auxquels on n'ait rien eu de plus concluant à opposer; celui qui a frappé le plus résolûment et le plus fort a constamment fini par l'emporter sur les autres, et, sinon par convaincre, du moins par se faire obéir. Qu'est-ce que cela prouve? Une vérité que nous ne saurions trop souvent rappeler aux hommes d'aujourd'hui, savoir que, puisque les coups sont l'*ultima ratio* de l'intelligence sociale, c'est que la société ne se doute même pas de ce qu'est la raison, qu'elle ne raisonne point, ou du moins que, partant d'un principe faux ou incertain, vague ou non démontré, plus elle raisonne, plus elle est sûre de déraisonner, au point de devoir clore toutes les disputes par l'emploi des coups qui soumettent irrésistiblement le faible au fort.

CRÉATEUR. Auteur de tout ce qui est.
Si Dieu existe *personnellement*, on ne saurait nier la création; si la création est vraie, l'existence de Dieu l'est aussi. Le créateur seul est véritablement actif, est libre; hors de lui, il n'y a d'action qu'illusoirement, il n'y a que des conséquences nécessaires du seul acte réel, l'acte de la création. S'il y a un créateur, il n'y a réellement que lui. Bonald a dit : « Celui qui fait les lois est bien véritablement l'auteur de tous les effets qu'elles produisent. » C'est-à-dire : Celui qui a fait le monde est le véritable auteur de ce qui s'y passe; celui qui a fait l'homme est l'auteur de tout ce que l'homme croit faire. Et ailleurs : « Je ne puis obéir à un autre homme, ou même à Dieu, qu'autant qu'il me fait vouloir moi-même. »

CRÉATION. Action de tirer quelque chose du néant.
C'est un non-sens. C'est l'identification de quelque chose avec rien. La création est la conséquence de l'existence d'un Dieu personnel. Car, à moins que Dieu ne crée, il y a deux principes, celui qui produit, arrange, transforme, meut, et celui qui sert à produire, à faire quelque chose, qui a été la matière, condition *sine quâ non* de la chose faite, arrangée, modifiée, mue. Cependant, s'il y a eu création, aussi bien que si la matière est le seul principe de tout ce qui existe, il n'y a pas de liberté,

de responsabilité, de moralité pour l'homme. Déisme et matérialisme sont également incompatibles avec la réalité de l'homme, de la société, de l'humanité.

CRÉATURE.

La création étant supposée, toute créature est un instrument dans les mains du créateur. Résultat de son travail, elle est sa propriété; il en dispose comme il lui plaît, et elle est nécessairement et toujours le jouet de sa volonté.

CRÉDIT. Au propre, croyance à la bonne foi; au figuré, croyance à la richesse.

Le crédit, pris dans le sens figuré, est, chez les nations comme chez les individus, la conséquence de la richesse effective ou crue effective. La banqueroute ne tue le crédit que lorsqu'elle est sincère. On accorde plus de crédit au banqueroutier qui est ou qui passe pour être plus riche qu'auparavant. Seulement, on cherche à le tromper avant qu'il trompe une seconde fois. Lorsqu'il n'y aura plus de bénéfice à tromper, le crédit, pris au sens propre, sera la confiance dans la probité et l'activité du travailleur.

CRÉDIT SOCIAL. Confiance dans la stabilité de l'ordre.

Le crédit varie selon que les membres d'une société quelconque croient plus ou moins à la durée du régime auquel elle est soumise. Cette variation est le résultat de l'incertitude sociale qui permet de mettre en doute la réalité du principe sur lequel l'ordre est fondé. Aux époques de foi, chaque société impose son principe par la force, et à celle de connaissance, ce principe sera imposé par la raison. Le crédit public alors, s'il était né, mourrait bientôt : à quoi servirait-il? Le crédit public ou la richesse publique et le paupérisme ont la même source; aussi existent-ils toujours simultanément. Les forts exploitent les bénéfices du crédit, les faibles en portent les charges. Quand l'humanité sera organisée rationnellement, au lieu que les individus accordent ou refusent leur confiance à l'État, ce sera auprès de l'État que les individus auront plus ou moins de crédit, en considération de leur activité et de leur honnêteté.

CRÉDULITÉ.

Il y a une différence essentielle entre la crédulité et la croyance. L'homme de foi ne croit que ce qu'il a accepté comme étant imposé à sa croyance. L'homme crédule croit toutes les billevesées qui flattent son ignorance et satisfont son caprice. Hors de sa foi, le croyant n'est pas crédule du tout. Le non-croyant est d'une crédulité à toute épreuve; ne croyant à rien, il croit tout.

CRIME.

Devant la société, le crime est l'acte qui trouble l'ordre; devant la justice éternelle, c'est le mauvais raisonnement, qui fait céder aux tendances organiques malgré les tendances de la raison. On commet un crime quand on cherche son bonheur dans le malheur des autres. Une fois donc qu'il sera démontré que le bonheur de chacun est exclusivement la conséquence des efforts qu'il fait pour rendre les autres heureux, le crime ne sera plus possible : car les fous seuls font le mal pour en souffrir eux-mêmes. Aussi longtemps que les hommes pourront soutenir, avec quelque apparence de raison, que la vertu n'est pas la conséquence du bon raisonnement par excellence, le meilleur calcul que l'on puisse faire, la société sera organisée en dépit du bon sens.

CRITERIUM. Pierre de touche de la vérité.

C'est la vérité elle-même. Car la vérité est *une*. Posséder une vérité, c'est être à même de les acquérir toutes.

— Ceux qui n'ont pas de criterium incontestable pour le vrai et le faux, le bien et le mal, se trouvent bornés, s'ils veulent fonder un jugement, à une espèce d'art sans règles fixes, à des opinions variables, dépourvues de toute certitude. Pour eux la vérité et la vertu sont, comme la beauté, une affaire de goût, de sentiment. Dans le jargon philosophique, ce goût particulier s'appelle *le sens moral*. Il ne faut jamais perdre de vue que, appréciée par ce sens-là, la vérité, comme a dit Pascal, est la plus plaisante, nous ajouterons *la plus déplorable* chose du monde, tous les crimes prennent place parmi les actions vertueuses, et toutes les vertus peuvent être imputées à crime.

CRITIQUE.

Nous prenons ce mot dans l'acception de *jugement*. C'est le résultat de l'examen, de la comparaison; c'est l'usage du raisonnement. Avant l'acceptation sociale de la vérité, critiquer est toujours faire de l'anarchie, comme ne pas critiquer est se soumettre au despotisme. Tant que l'ignorance sur la réalité du droit dure socialement, et qu'il n'est plus possible de comprimer l'examen dans l'intérêt de la conservation du principe hypothétique qui sert de base à l'ordre, il n'y a point d'autre alternative que la critique anarchique ou le silence servile.

CROIRE. Comprendre comme étant vrai ce qui n'est pas incontestablement démontré.

Tout acte est l'expression d'un raisonnement, bon ou mauvais. L'acte d'après lequel on croit est donc raisonné, et l'est nécessairement, quelque déraisonnable qu'il soit d'ailleurs. Ce n'est donc pas la foi, mais le raisonnement qui prime en dernier ressort, même lorsqu'il fait adopter toute espèce de folies, qu'il justifie n'importe quels fanatismes. Car on n'a foi en définitive que parce qu'on a conclu qu'on avait raison de croire. Nous nous en référons volontiers sur ce point au P. Rozaven, de la compagnie de Jésus, qui dit que croire sans raison, serait d'un fou. Nous ajoutons que ce ne serait pas d'un homme. Car l'homme ne peut ni penser ni agir que selon son essence qui est le raisonnement, c'est-à-dire l'intelligence des motifs de ses actions, qui est en outre la liberté de choisir entre ces motifs celui qu'il juge lui être le plus avantageux. Le motif qui porte l'homme à croire est rarement la vraisemblance de la chose, jamais sa vérité. Là où la vérité se manifeste, il n'y a plus foi, mais certitude. On croit ce qui est invraisemblable, ce qui est absurde, non parce que c'est contraire à la raison, mais parce qu'on a confiance dans ceux qui affirment que cela est.

Ce motif reste prépondérant, aussi longtemps que la société peut empêcher qu'on n'examine si les auteurs et les interprètes de la révélation sont ou ne sont pas dignes de confiance. Mais dès qu'il est permis de mettre leur intégrité et leur infaillibilité en doute, chacun entrevoit que les autres peuvent se tromper aussi bien que lui, et que, de plus, ils peuvent vouloir le tromper. Et chacun raisonne par lui-même, sur le motif évident que personne plus que lui-même n'a intérêt à ce qu'il ne se trompe pas. De ce moment la foi est morte, avec sa seule raison d'être, la seule raison qui puisse l'expliquer et la justifier.

CROYANCE. — Voir le mot *Foi*.

La croyance est la résolution de tenir pour vrai ce qu'on ignore si c'est vrai ou faux. *Croire* est synonyme de *ne pas savoir et ne pas vouloir examiner*. « Il n'est rien cru si fermement, dit Montaigne, que ce qu'on sait le moins. » On croit sur parole, sans preuve; dès qu'on cherche des preuves pour ou contre, la foi est évanouie. Le doute lui succède, jusqu'à ce que la connaissance ait remplacé le doute. Au reste, la croyance qui mérite réellement ce nom, est plus rare qu'on ne pense, et tend chaque jour à le devenir davantage. « Les uns, dit encore l'auteur des *Essais*, font accroire au monde qu'ils croient ce qu'ils ne croient pas (ce sont les hypocrites, les fourbes); les autres, en plus grand nombre, se le font accroire à eux-mêmes, ne sachant pas pénétrer ce que c'est que croire (c'est la masse des imbéciles et des dupes). »

— L'exploitation des faibles par les forts est indispensable aux temps d'ignorance sociale, c'est-à-dire, tant que l'emploi de la force est lui-même indispensable au maintien de l'ordre dans la société, à laquelle la connaissance de la raison fait défaut. Cette exploitation a été longtemps rendue facile par la croyance à sa légitimité, croyance professée par les faibles eux-mêmes, auxquels du reste la foi assurait après la mort une ample compensation de leurs souffrances pendant la vie. C'est là ce que M. Proudhon appelle *le bandeau jeté sur les yeux du peuple,* sans lequel *la société se serait mille fois dissoute.* Maintenant qu'il n'y a plus de croyance sociale, et que la foi individuelle s'affaiblit de jour en jour, l'exploitation des masses, de conservatrice qu'elle était, devient de plus en plus dissolvante et finira par amener l'anarchie. « Ceux-ci (nos pères) croyaient ingénument, dit Lamennais, à la grandeur de leur nature; ils pensaient être faits à l'image de Dieu, et leur foi comme leur espérance s'étendait sans fin dans l'éternité. Grâce aux lumières nouvelles, on s'est désabusé de ces rêveries; on a eu la joie de reconnaître que cette prétendue grandeur n'était qu'une folle présomption; que cet être immortel, semblable aux animaux, n'était comme eux qu'un peu de boue animé par la chaleur, et comme eux ayant droit au néant. » Faites donc avec de pareilles doctrines que l'énorme tas de boue intelligent qui souffre ne finisse pas par engloutir le petit monceau de boue qui fait souffrir, pendant même que cet amas de vase animée glisse et se perd dans le cloaque universel!...

— Rien ne prouve l'opiniâtreté des croyances comme le ridicule que les partisans de chacune d'elles jette à pleines mains sur les partisans de toutes les autres. Le chrétien se moque du musulman qui le lui rend avec usure, et le juif prend l'un et l'autre en pitié : tous ont raison. En outre, les croyants religieux font hausser les épaules aux philosophes, déistes, panthéistes et matérialistes, qui ne se doutent pas le moins du monde que, bien qu'irréligieux, ils sont aussi croyants que ceux dont ils font si bon marché. Les matérialistes, par exemple, posent un acte de foi en affirmant qu'il n'y a qu'une seule nature, aussi bien que ceux qui y joignent le Dieu tout, ou le Dieu *un* ou le Dieu *plusieurs*. Nous les défions de prouver la réalité de ce qu'ils avancent.

— A l'article *Crédulité* nous avons fait remar-

quer que ceux qui repoussent obstinément toute foi sociale, sont précisément aussi ceux qui ne reculent devant aucune charlatanerie que la nouveauté met en vogue parmi les nigauds. Ils se moquent fort plaisamment des *oracles* du pape, mais ils attendent dans une dévote anxiété les *oracles* des somnambules, des escargots sympathiques, des tables tournantes et des esprits *frappeurs*. Cela paraît étrange au premier coup d'œil; au fait cependant ce ne l'est point : c'est la conséquence de l'état général des intelligences. Le pape est la clef de voûte d'un système qui implique le spiritualisme, dont on ne veut à aucun prix; les tours de passe-passe de nos jongleurs modernes, quoique barbouillés d'une fausse teinte de ce qu'ils appellent *surnaturalisme*, se résument tous en effets de force, rentrant dans le grand mouvement physique, qui constitue l'ordre unique et universel.

CULTE. Soins rendus à la Divinité.

Le culte ne peut avoir lieu que pendant l'époque d'ignorance, où il sert puissamment à maintenir la croyance à la réalité du principe sur lequel la société est assise. Il n'est réellement utile qu'aussi longtemps qu'il y a possibilité de comprimer la discussion. Le culte, examiné et débattu, ne paraît bientôt plus qu'une série de cérémonies oiseuses, observées pour plaire à une idole, et qui tournent au profit de ses ministres. Lorsque la société sera organisée rationnellement, idole, ministres et culte feront place à l'enseignement de la vérité en théorie, à l'application de la justice en pratique.

CULTES (*Liberté des*).

C'est *liberté de religion* qu'il faudrait dire, et par conséquent, c'est la liberté pour chacun d'adorer Dieu comme il l'entend ou de ne pas l'adorer du tout.

La liberté des religions est la conséquence de l'indifférence complète de la société, quant à l'adoration d'un Dieu, et même quant à son existence. Elle est aussi la conséquence des libertés de discussion, d'opinions, de la parole, de la presse, de l'enseignement, en un mot du libre développement de l'intelligence. On croit ce que l'on veut, et on manifeste cette croyance comme on croit le devoir. C'est une preuve évidente qu'on ne sait rien déterminément, avec certitude et dans un sens absolu.

Tout pays où il y a (et s'il y a, c'est qu'*il doit y avoir*) liberté de penser et d'agir d'après sa pensée (car émettre sa pensée, la propager, c'est déjà agir), ce pays est un pays de fous. Y a-t-il liberté en mathématiques? Peut-on *croire* que *deux et deux ne font pas quatre*, ou même *douter* si *deux et deux font quatre?* Oui, on le peut, mais seulement à l'hospice des aliénés. Et néanmoins il y aurait bien moins de danger pour la société à nier la certitude des sciences appelées *exactes* qu'à mettre en question le devoir de ne pas troubler l'ordre, de contribuer à maintenir l'ordre par le dévouement à l'humanité, dévouement sanctionné en temps de foi par la croyance en Dieu et par la détermination positive du culte qu'il faut lui rendre. La liberté des cultes est la caractéristique de l'absence sociale de toute certitude, de toute conviction reposant sur l'incontestabilité, de toute raison inattaquable au raisonnement.

D

DÉCENCE.

En dernière analyse, la décence, ou ce qu'on décore de ce nom, est ce qui, conventionnellement, et d'après les temps, les lieux et les circonstances, a été déclaré convenable, c'est-à-dire, conforme aux usages reçus. Il n'y a là rien d'absolu sous le point de vue rationnel; il y a encore moins ce que les moralistes sentimentaux appellent *une disposition naturelle*. La nature, pour nous servir ici du mot consacré, n'inspire pas plus la décence à l'âge de la raison, qu'elle ne la fait naître avec l'enfant qui vient au monde : bien au contraire, l'homme fait qui obéirait purement et simplement aux lois de l'organisme, ainsi que fait l'enfant au berceau, serait tout *naturellement* cynique, comme lui-même est *naturel*.

DÉCOUVERTE DE LA VÉRITÉ.

Quand on a réussi (ce qui du reste est fort difficile) à faire convenir que la société n'a jamais possédé et ne possède pas encore la vérité, dont la connaissance lui est cependant devenue indispensable pour la conservation de l'ordre, depuis que la foi battue en brèche par la discussion n'en est plus une garantie suffisante, on se trouve en présence de l'objection suivante : « Comment un seul homme découvrirait-il ce que tant de millions d'hommes pendant tant de siècles n'ont pas découvert? » Quoique présentée sérieusement, cette objection est puérile. D'abord, ce ne sont jamais *les hommes* qui découvrent, c'est toujours *un homme*. Les hommes, après cela, se moquent de sa découverte, aussi longtemps qu'ils croient ne pas en avoir besoin. Ensuite, quoique son raisonnement personnel ait servi à constater la découverte, le *découvreur* n'a personnellement été que l'organe de la raison éternelle, dont sa raison à lui est l'expression pour autant qu'elle s'y conforme.

Quant à l'acception sociale de la vérité, c'est-à-dire à son application qui est la justice, les hommes ont pu s'en passer au moyen de la supposition d'un principe d'ordre, que les exploitants se sont accordés à maintenir hors et au-dessus de tout examen. Depuis que la discussion est libre, cet accord a été rompu, et la vérité est devenue un besoin social : seulement ce besoin n'est pas encore généralement senti. Quand il le sera, la vérité découverte par n'importe qui, par un *savant* quelconque, dirait fort bien M. Proudhon, ayant une raison *personnelle,* et pouvant par son raisonnement *personnel* aussi, contraindre tous les hommes à accepter *collectivement* cette vérité, la vérité, disons-nous, sera embrassée sans opposition possible. Pourquoi? Parce que, sans cela, il n'y aurait plus d'humanité, de société, d'hommes en un mot.

DÉDUCTION. Enchaînement de propositions identiques par la valeur, différentes par l'expression.

La vérité ne s'établit que par la déduction, bien entendu quand le point de départ du raisonnement est incontestablement vrai.

DÉFINI. Déterminé quant à sa valeur.

Tout mot doit avoir une valeur précise ; tout mot donc doit être défini, à moins qu'il n'emporte sa définition avec lui. Mais définir n'est pas démontrer. Quand on a ramené les phénomènes à la sensation, elle-même composée de sensibilité, définie *sentiment d'existence*, et de force modificatrice de ce sentiment, ce qui est une définition, il n'y a plus rien à expliquer. Car la sensibilité et la force n'ont ni *pourquoi* ni *comment*. Il suffit de constater que l'une et l'autre sont, c'est-à-dire de prouver que la sensibilité n'est pas une modification, un produit de force.

DÉFINITION. Signification.

Pour être bonne, une définition doit être claire et rationnelle; par exemple : *un Dieu en trois personnes*, ce qui, en d'autres termes, équivaut à la proposition *un égale trois*, est une définition claire de la Trinité; mais pour que la Trinité fût une vérité, il faudrait encore que cette définition ne renfermât pas l'absurdité qui la rend irrationnelle, absurde elle-même.

— Toute proposition où il entre une seule expression qui ne soit pas déterminée rigoureusement, et dans un sens conforme à la raison, mène nécessairement, par le vague, à la confusion et à l'erreur. Pour mieux faire saisir notre idée, nous l'appuierons de quelques réflexions qui, dans l'état actuel des choses, trouvent chaque jour leur application. « Il faut relever l'autorité! s'écrient de toutes parts les hommes de conservation; le manque d'autorité précipite de plus en plus rapidement la société dans l'anarchie. » Cela est de toute vérité dans un sens, comme ce serait évidemment faux dans un autre. De quelle autorité parle-t-on? De celle de la force? Alors qu'on dise tout bonnement *la force*, et nous répondrons que la force n'a nullement besoin d'être relevée; que, socialement, il ne reste plus qu'elle; qu'elle règne encore quand elle réussit à se bien dissimuler, et que vouloir la faire dominer à visage découvert, ce serait anéantir toute l'autorité dont elle est susceptible, lorsqu'elle se présente comme n'étant pas uniquement la force brutale. Est-ce la force de l'autorité qu'on invoque? En ce cas, on est décidément dans la bonne voie; cette autorité doit s'établir. Seulement, comme c'est un principe, non une personne, il est indispensable que les hommes la relèvent, et pour qu'ils la relèvent, que ces hommes comprennent qu'ils ont, *tous également*, intérêt à la relever, c'est-à-dire que le besoin de la relever est commun à tous.

Comment parvenir à rendre cet intérêt sensible, et à faire comprendre que ce besoin est *actuellement* urgent? Avant d'entamer à ce sujet une discussion qui ne manquerait pas d'embrouiller la question, déterminons catégoriquement les mots, et elle se résoudra d'elle-même. L'autorité réelle, nous l'avons déjà dit ailleurs, c'est la vérité, la raison; la force, réussissant à se faire accepter comme raison, fait autorité pour aussi longtemps qu'on ne l'examine point; enfin la force sans phrases, comme on dit, la force brutale s'impose comme autorité physique, c'est-à-dire comme nécessité : car, en dernière analyse, cette force n'est que du mouvement, du changement pour ceux qui la subissent, peut-on dire, sans intelligence et sans conscience. Jusqu'à ce moment donc, il n'y a jamais eu d'autorité réelle, il y a eu de la force, se faisant passer pour autorité, et cette force acceptée comme autorité a maintenu l'ordre; mais chaque fois qu'à travers son masque on a soupçonné la force, l'anarchie le lui a arraché. Aujourd'hui, le masque est de verre; c'est comme s'il n'y en avait plus, et l'ordre ne pourra désormais s'établir d'une manière stable, que sur la seule autorité de la vérité, démontrée réelle par la raison.

DEGRÉS.

Des degrés appartiennent nécessairement à l'espace et au temps. Hors de là, il n'y a point de degrés. L'éternité, l'absolu, n'ont ni plus ni moins. Dès qu'on les divise, on les anéantit. On ne sent ni on ne comprend, on ne jouit ni on ne souffre, dans l'éternité; on n'est ni plus ni moins libre, parce que la liberté réelle implique la réalité, l'absolu. Mais on éprouve plus ou moins de facilité à user de la liberté, parce que son emploi implique un organisme, qui, faisant jouir ou souffrir, rend l'usage de cette liberté, conformément à la raison, plus ou moins pénible. Ce raisonnement est simple et à portée des esprits les moins rompus aux discussions métaphysiques. Les intelligences égarées par la science que la société professe *actuellement*, ne l'accepteront que lorsque la société *actuelle* sera à bout d'expédients et de ressources.

DÉISME. Opinion philosophique établissant l'existence d'un Dieu personnel, non révélateur.

Puisque ce Dieu n'a rien révélé aux hommes, (car c'est là ce qui distingue le déisme philosophique du révélationisme religieux) il les met dans la nécessité de prouver son existence devant la raison, c'est-à-dire d'établir rationnellement, logiquement, l'absurde. Le déisme étant établi, l'homme n'est plus libre, n'est plus réel, n'est plus rien; là où Dieu est tout, où y aurait-il encore place pour autre chose? « Le philosophe qui a dit : *Deus est anima brutorum*, avait raison, selon Voltaire; mais il devait aller plus loin. » C'est incontestable. Dieu est, non-seulement l'âme des brutes, mais la force vitale et végétative et organisatrice; surtout, et c'est là le point essentiel pour Voltaire, il est l'âme des hommes, qui n'ont plus d'âmes à eux, qui ne sont plus que des automates mus par le destin.

Ceux de nos philosophes modernes qui reculent devant la profession franche du panthéisme, de l'athéisme, du naturalisme ou du matérialisme, « nos déistes, pour nous servir ici d'un passage de M. Proudhon, qui exprime exactement notre pensée, retranchent de la religion ce qui les in-

commode et les choque; ils ne voudraient, pour rien au monde, en purger le principe, source éternelle des superstitions, des spoliations et des tyrannies. Point de culte, point de mystères, point de révélation : cela leur va. Mais ne touchez pas à leur Dieu! ils vous accuseraient de parricide. Aussi, superstitions, usurpations, paupérisme, repullulent sans cesse comme les tresses du ver solitaire. Et ces gens-là prétendent gouverner! » Ces gens-là veulent conserver la société qu'ils exploitent. Et à cet effet le Dieu personnel, au nom duquel l'exploitation a été fondée, leur est indispensable. Ils sont logiques. Ils sont logiques également en répudiant avec énergie l'éternité des âmes, qui expieront dans des existences successives toute espèce d'exploitation, exercée pendant n'importe quelle existence sentie.

DÉLÉGATION.

Le pouvoir peut-il se déléguer? Le principe du pouvoir ne saurait être délégué; l'application de ce principe, qui n'est plus un pouvoir mais un ministère, doit l'être. Le pouvoir réel, la raison, n'est point personnel; le pouvoir accidentel, la force, réside tout entier dans celui qui l'exerce, soit en son nom, soit au nom d'un autre. Sa délégation en est l'exercice même; car c'est l'ordre au mandataire d'exécuter ce que veut le mandant. Quant à la volonté elle-même, celle-là ne se délègue pas plus que l'intelligence, pas plus que la personnalité : charger un autre de vouloir pour soi, c'est renoncer soi-même à vouloir. La délégation du pouvoir accidentel (et il faut bien qu'on le délègue, tous ne pouvant pas l'exercer sans faire qu'il ne s'exerce plus sur personne) est donc l'abdication de l'exercice même de ce pouvoir.

— Lorsque la souveraineté ne sera plus, comme elle est aujourd'hui, l'expression de la volonté personnelle, de l'arbitraire, lorsqu'elle sera devenue la raison impersonnelle même, elle aura pour interprètes et pour ministres ceux que cette raison désignera comme étant les plus propres à cet emploi.

DÉLIBÉRATION.

Chacun délibère avant d'agir, plus ou moins sciemment. Pour avoir une société, c'est-à-dire un être collectif dont l'existence fût protégée par tous contre les actes de chacun, il a fallu supposer un mobile d'action sur lequel toute délibération serait interdite sous peine de mort. Mais, pour que cet être collectif prospérât, il fallut aussi stimuler chacun à agir dans le sens du progrès matériel qu'on avait en vue pour tous; il fallut donc que l'on favorisât de plus en plus la délibération personnelle, ce qui était précisément l'opposé de ce qu'il était imposé de faire pour conserver l'ordre social.

C'est de cette contradiction perpétuelle qu'est issu l'état des choses actuel. La liberté de délibération a de plus en plus gagné du terrain, et les nécessités de l'industrie lui en feront gagner tant qu'il en restera où elle n'ait pas encore posé le pied. La nécessité morale de conservation, d'existence, a perdu tout son terrain. La dissolution de la société devient donc de plus en plus imminente. Le mouvement de démolition sociale ne peut être arrêté que par la certitude de succomber si on ne s'y oppose, et par la conviction qu'on ne peut s'y opposer qu'en substituant la démonstration, qui résiste à toute discussion, à la foi, que la seule liberté de discuter renverse jusqu'en ses derniers fondements.

DÉLOYAUTÉ.

Il y a déloyauté chez ceux qui repoussent, en dépit de la logique, les arguments dont leurs adversaires se servent contre eux, surtout après qu'ils s'en sont servis eux-mêmes. *Ex nihilo nihil,* disent les philosophes qui nient la création; les hommes religieux qui nient qu'une morale non sanctionnée soit obligatoire, disent également: *Ex nihilo nihil,* rien de rien, rien pour rien. Le point de départ du raisonnement est le même; cependant les conséquences ne sont admises par le raisonneur que pour autant qu'elles favorisent ses opinions préconçues.

— La liberté, selon les conservateurs, lorsqu'elle n'est pas subordonnée à un principe incontestable ou incontesté, mène par l'absurde à l'anarchie. Le despotisme, selon les progressifs, une fois qu'il n'a plus la force de comprimer le développement des intelligences, est la plus anarchique des absurdités. L'un et l'autre est vrai, et pour la même raison. Pourquoi alors tout le monde n'a-t-il pas également la franchise d'en convenir? Parce que, plus ou moins, tout le monde appartient à un troisième parti, le plus déloyal de tous, celui qui veut avoir l'air de conserver en modifiant, ou paraître avancer sans changer de place.

Ce parti prétend que le problème social consiste à combiner les absurdités que nous venons de mentionner, de manière à faire de deux impossibilités réunies une chose fort possible. Il a pour complices les hommes qui se font appeler *pratiques,* les hommes d'État, les habiles, qui vivent sur le mensonge perpétuel de faire parade de ce qu'on donne d'une main tandis qu'on l'escamote subtilement de

l'autre. Pour eux, l'ordre c'est le despotisme qu'ils ont établi ; le droit, ce sont les moyens de violence plus ou moins brutale qui le leur font maintenir. Ils proclament libres les opinions qu'ils dirigent, libre la parole qu'ils ont inspirée, libre l'enseignement organisé par eux, libre la presse qu'ils n'ont pas brisée parce qu'ils l'ont corrompue, libres les cultes dont ils protégent ceux qui leur conviennent, libre la propriété dont on ne peut disposer que sous leur bon plaisir, libre la famille dont le hasard de la naissance détermine les conditions et dont ils rivent la chaîne. Dès lors, la justice n'est que la loi, et la loi que leur volonté : la vérité c'est l'opinion qui a cours ; la vertu, le préjugé qu'elle honore ; le vice, le préjugé qu'elle flétrit. Faites donc de l'ordre, c'est-à-dire une société qui ait quelque chance de durée avec un gâchis pareil !... Eh bien, ce gâchis c'est la société qui broiera les générations futures comme déjà elle torture la nôtre.

DÉMASQUER LA FORCE.

Que font généralement aujourd'hui les hommes qui pensent ? Ils démasquent la force qui se fait passer pour le droit. La remplacent-ils par le droit même ? Non, car on n'est pas d'accord sur ce qu'est ce droit en réalité ; on substitue au masque arraché un masque différent, puis l'on se met de nouveau à l'œuvre, et ainsi indéfiniment. Comme la société ne peut être organisée que par la force ou par la raison, comme en outre la raison n'est pas encore socialement déterminée, la conservation de l'ordre tient exclusivement à la force et à l'autorité que les hommes réunis lui reconnaissent.

Pourquoi alors cette force en est-elle constamment réduite à ne se présenter à la société que sous une forme d'emprunt, sous un déguisement quelconque, simulant ou du moins grimaçant le droit ? Parce que l'homme étant une intelligence, ne peut consentir à respecter la force que pour autant qu'elle se soit pliée à paraître juste et ait satisfait ainsi au raisonnement. Le masque de la raison répond à ce besoin aussi longtemps que l'on veut bien n'y pas porter la main. Maintenant il n'y a plus que la force, légèrement voilée, et à chaque instant mise à nu par l'incompressible discussion. Celle-ci ne deviendra impuissante que lorsqu'il n'y aura plus à discuter, si ce n'est pour affermir, c'est-à-dire lorsqu'elle se trouvera face à face avec la vérité elle-même, protégeant la force et la mettant au service de l'équité.

DÉMÉRITER.

On ne démérite que quand on peut mériter, que quand on est libre, que quand on a pour essence une réalité, et qu'on passe d'un organisme à un autre organisme dont les conditions sont les conséquences fatales du bien et du mal que l'on a fait.

DÉMOCRATES. Partisans de la souveraineté du peuple.

Le peuple écoute les démocrates et les suit, tant qu'il les croit occupés de ses intérêts plutôt que des leurs propres. Mais aussitôt qu'ils cessent de s'attaquer à l'organisation actuelle de la propriété, le peuple qui sent empiriquement que le nœud de la question du prolétariat est là, les abandonne parce qu'il comprend qu'ils ont abandonné sa cause pour la leur.

DÉMOCRATIE. Souveraineté du peuple.

La souveraineté du peuple est le règne des individualités, parce que le principe d'autorité est socialement indéterminé sous le régime de la bourgeoisie. Or, là où l'opinion de chacun est la raison souveraine, on ne saurait déterminer quelle sera la raison directrice, qu'en comptant les individus dont les opinions peuvent recevoir une étiquette commune, et qui surpassent en nombre les individus dont les opinions se classent sous une étiquette opposée ; tout cela pour retarder les coups de poing et de sabre, qui finissent toujours par trancher les questions sur lesquelles les délibérants n'avaient fait que transiger. « La démocratie, dit M. Proudhon, est condamnée à osciller entre l'absurde et l'impossible, sans pouvoir se fixer jamais ; » et ailleurs : « La démocratie est la tyrannie la plus exécrable de toutes ; » enfin : « La démocratie, c'est l'envie. » C'est incontestable : là où tout le monde est souverain, le souverain en disponibilité envie nécessairement le souverain en exercice, l'attaque s'il l'ose, le combat s'il se croit assez fort, le renverse s'il est réellement le plus fort ou le plus adroit ; la tyrannie du nombre est toujours la plus exécrable de toutes, et l'impossibilité de déterminer, en commun, l'idée du droit réel, rend toute tentative d'association absurde. Il n'y a pour établir et conserver l'ordre entre les individus, tous égaux devant elle, que la souveraineté de la raison socialement démontrée.

— M. Proudhon, que nous ne nous lassons pas de citer parce que c'est une des autorités les plus populaires parmi nos contemporains, s'évertue dans sa *Solution du problème social*, à établir « que la démocratie est une aristocratie déguisée, qu'elle est exclusive et doctrinaire, que c'est l'ostracisme, qu'elle est une forme de l'absolutisme, qu'elle est matérialiste et athée, rétrograde et contradictoire. » Nous sommes loin d'être aussi incisifs dans l'ex-

pression que le célèbre publiciste français. Nous nous bornons à raisonner, et notre conclusion est celle-ci : que la démocratie est, comme toute souveraineté personnelle, une erreur qui s'oppose à la réalisation de la véritable organisation de la société par la vérité et pour la justice. Ce n'est pas cependant, nous le savons du reste, à M. Proudhon que les démocrates en voudront le plus.

DÉMOLITION.

Elle est l'œuvre universelle aujourd'hui ; et pour peu qu'on y réfléchisse, on comprend que c'est la seule œuvre possible à une époque où, sous l'empire du droit d'examen, tout est remis en question dans l'ordre intellectuel et dans l'ordre matériel, tout est incertitude, tiraillement, choc, douleur. Les conservateurs démolissent l'opinion des démolisseurs, aussi bien que ceux-ci l'opinion des conservateurs, car, aux siècles de doute, aucune idée n'est fondée si ce n'est (chose bizarre au premier aperçu) sur la croyance, sur l'opinion. Les conservateurs croient que ce qui a été jadis et dont les ruines nous écrasent tout en nous abritant encore, peut être restauré et maintenu ; les démolisseurs par excellence leur prouvent facilement que, dans les circonstances et avec les hommes donnés, c'est là une absurde utopie. Les démolisseurs à leur tour croient que la négation de l'erreur suffit à l'établissement de la vérité, et l'extirpation successive des abus à l'application de la justice ; et à leur tour aussi les conservateurs ont peu de peine à faire voir que demeurer vis-à-vis de rien est précisément le contraire de ce qu'exige le maintien de l'ordre, savoir la possibilité de l'asseoir sur quelque chose de réel, d'inattaquable, d'immuable.

La démolition progressera tant qu'il restera à démolir. La reconstruction n'aura lieu qu'après, lorsqu'elle sera devenue nécessaire, sous peine de mort sociale. On a déjà démoli la foi qui soutenait le pouvoir, puis le pouvoir privé de son appui ; on sape maintenant la société elle-même, et le droit sur lequel elle repose, et la raison dont elle est l'expression : et la force qui sert d'instrument de renversement s'use elle-même contre les institutions qu'elle brise les unes après les autres. Le raisonnement, stimulé par le besoin d'exister, relèvera la société sur la justice et la vérité, démontrées incontestablement.

DÉMONSTRATION. Mise en rapport de deux propositions, dont l'une est déjà acceptée comme incontestable.

Une démonstration n'est incontestable que lorsque la mise en rapport des propositions qui la constituent se fait par enchaînement d'identités, et que l'une de ces propositions est un axiome. Toute démonstration dont l'une des propositions qui la composent ne s'enchaîne à l'autre que par une analogie, est essentiellement contestable.

— La vérité absolue peut-elle, *oui ou non*, être démontrée? Le rédacteur de ce *Dictionnaire rationnel* a eu de longues discussions sur cette question importante, tant par écrit que de vive voix, avec un homme célèbre, qui l'honorait de son amitié, Lamennais. Nous soutenions de tous nos moyens que la vérité doit pouvoir être démontrée; notre honorable contradicteur niait qu'elle pût l'être. Il avouait cependant que tout est égoïsme, que pas deux hommes ne s'entendent, que néanmoins, dans l'état de société, il faut du dévouement, et que rien ne pouvait en dispenser, le défaut complet de dévouement constituant l'anarchie, qui est l'absence de toute société possible. Il ajoutait, il est vrai, qu'il importe peu comment le dévouement s'obtient. A cela, nous répondions que ce *comment* importe au contraire beaucoup, puisque la connaissance nette et positive de ce moyen est la seule garantie qu'on puisse avoir d'obtenir toujours et à point nommé le dévouement dont on a besoin. « Je ne crois pas du tout (ce sont les propres paroles de l'illustre écrivain que nous citons), je ne crois pas qu'il (le principe moral, ébranlé et presque détruit) se raffermisse par voie de démonstration, d'une démonstration qui convaincrait les hommes que ce principe est identique avec leur intérêt individuellement propre. (Lettre du 8 décembre 1840.) » Et comment, lui demandâmes-nous alors, comment ferez-vous accepter ce principe? Comment même parviendrez-vous à savoir avec certitude que vous le possédez?... Aucune explication ne nous fut donnée à ce sujet.

— La question : « La vérité absolue peut-elle être démontrée? » est fort facile à résoudre quand elle est posée simplement. Mettons d'abord de côté l'épithète *absolue;* accolée au mot vérité, vérité *vraie* s'entend, c'est une redondance, car il n'y a qu'une vérité, *la vérité*, et tout ce qui n'est pas elle est mensonge. Ensuite, non démontrée, la vérité est nulle comme telle, et s'il y a bonheur à l'embrasser plutôt que l'erreur, certes il n'y a pas mérite. S'il n'était point incontestable que *deux et deux font quatre*, y aurait-il plus de sagesse à le croire qu'à supposer que *deux et deux font cinq?*

Dès que vous ne pouvez plus faire croire qu'il est de l'intérêt réel, *ultra-vital*, de chacun de vivre en société avec ses semblables, c'est-à-dire de se dévouer à leur bonheur, il faut le démontrer, ou

bien la société s'écroule. Car alors il devient évident que la véritable sagesse consiste pour chacun à faire le plus possible son bonheur dans cette vie, aux dépens de celui de tous les autres; or, c'est là la négation de la société véritable, en d'autres termes, c'est là ce qui existe et dont Lamennais lui-même se plaignait si éloquemment et avec tant de raison.

Nous argumentons ici comme si le raisonnement était quelque chose de sérieux, de réel, destiné à fonder la société sur la communion des idées par la communication et l'accord des intelligences, et non uniquement, comme on voudrait bien le faire croire, à faire manœuvrer des hommes sur le champ de bataille, ou tourner des bobines dans une manufacture. Si le raisonnement n'avait que le but qu'on lui suppose, il ne nous serait pas difficile de démontrer (supposé toutefois qu'il fût possible de démontrer sans raisonner) que ce but ne saurait être ni atteint ni même déterminé. Mais allez donc démontrer à gens qui ne jugent que par sentiment et ne décident que par passion! « Comment, s'écrie M. Proudhon, dans un siècle raisonneur, ne comprend-on pas que le monde veut être converti par raison démonstrative, non par des mythes et des allégories? » Comment? Nous allons le dire : Le siècle raisonneur ne veut pas encore être converti, il ne croit pas à la nécessité de devoir être converti sans retard; les mythes et les allégories l'amusent : les dupes se laissent éblouir par cette fantasmagorie, et les fripons profitent de leur aveuglement pour les dévaliser.

DÉMONTRER (*Ce qui est à*).

Qu'est-ce qu'il importe de mettre au-dessus et hors de tout doute rationnel? Voici :

Puisque, dans l'état actuel de la prétendue science, il n'y a de connu que les phénomènes formant une série de modifications, de choses que l'on appelle *êtres*, série sans solution possible de continuité, dont nous, hommes, faisons partie intégrante, il est à démontrer :

1° Qu'au degré le plus élevé de cette série, les animaux supérieurs qui se trouvent dans les mêmes circonstances extérieures que nous, ne développent cependant pas comme nous le langage au moyen de signes conventionnels, représentant des idées;

2° Qu'il leur manque conséquemment la seule chose qui ne puisse être constatée expérimentalement, savoir : *le sentiment*, *la sensibilité* ou *le sentir;*

3° Que la série établie pour les êtres illusoires demeurant essentiellement continue, et sans autre différence déterminable entre ces êtres que celle relative au plus et au moins, la sensibilité et l'intelligence qui *apparaissent* chez les animaux du haut de l'échelle sont aussi illusoires que chez ceux du degré le plus bas;

4° Que l'homme n'est réellement intelligent et sensible que parce qu'il l'est seul, c'est-à-dire qu'il reste en dehors de la série dont nous avons parlé, et qu'il constitue une espèce réellement distincte et à part;

5° Que le langage, le raisonnement, la sensibilité, la liberté, la moralité, la responsabilité, sont les conséquences nécessaires de cette sensibilité réelle.

— Prenons la chose sous un autre aspect :

Ce qui importe à l'homme, c'est de savoir ce qu'il doit faire. Il faut donc lui montrer son devoir; puis lui démontrer qu'il est de son intérêt de remplir ce devoir parce que son bonheur en dépend, c'est-à-dire prouver que la règle de ses actions est obligatoire parce qu'elle a une sanction inévitable, religieuse, ultra-vitale.

Quand nous disons *démontrer*, ce n'est pas insinuer, inculquer, prêcher; c'est procéder mathématiquement, de manière à arriver à l'incontestabilité.

DÉNUMENT.

Tout le monde sait que l'état de dénûment le plus complet existe dans notre société. Personne ne disconviendra que cet état devrait ne pas exister. Reste à convaincre ceux qui exploitent la société actuelle, qu'aucun de leurs palliatifs ne saurait remédier au mal, qui continue fatalement à progresser comme il a fait jusqu'à présent. La fondation de l'ordre rationnel, au temps voulu, est à ce prix.

DÉPENDANCE.

Le mot dépendance est synonyme de non-réalité. Tout ce qui n'est pas absolu, éternel, est phénoménal, est relatif, est dépendant, n'existe qu'en apparence, c'est-à-dire ne fait qu'apparaître, que se manifester, pour faire aussitôt place à des manifestations différentes. Cette définition acceptée, si Dieu est un être absolu, les hommes ne sont plus que des êtres illusoires : c'est, comme on dit, à prendre ou à laisser.

DÉPRÉCATION.

Les formules de déprécation sont aussi ineptes que celles de supplication. De deux choses l'une : ou on a mérité le bien que l'on espère et le mal que l'on craint, et alors il y a blasphème à douter si Dieu nous délivrera de l'un et nous octroiera l'autre;

ou bien l'un comme l'autre est exclusivement un effet de la volonté, du caprice de ce Dieu (car la volonté de Dieu ne peut point être motivée; sinon la raison serait plus Dieu que lui), et dans ce cas il vaut moins que nous ne valons, et il y a lâcheté à redouter sa colère et à rechercher ses bonnes grâces.

DERNIER (*Premier et*).

Dans l'ordre des phénomènes, il n'y a ni premier ni dernier; il y a une succession, une suite continue, sans ordre réel; il y a des causes qui sont effets à leur tour, et des effets qui, à leur tour, sont causes, c'est-à-dire, qu'il n'y a en réalité ni causes ni effets, mais seulement des choses qui sont ce qu'elles sont parce qu'elles le sont.

DÉSHÉRITÉS.

Nous ne parlons ici que de ceux que la société déshérite de leur droit.

Dans ce sens, toute société qui a des privilégiés (voir ce mot) a aussi des déshérités. Ceux-ci sont précisément privés du droit qui est injustement attribué aux autres. Nous démontrons, à tous les points de vue, dans ce *Dictionnaire*, que nos sociétés ignorantes devaient nécessairement s'appuyer sur les privilégiés pour pouvoir maintenir l'ordre parmi les déshérités. Tant que la foi couvrit cette organisation de son égide, l'ordre ne fut jamais troublé de manière à faire craindre pour son existence.

Mais depuis que l'on a cessé de croire, les déshérités réclament leur part que les privilégiés détiennent. Seulement, comme le droit n'est pas déterminé socialement, c'est une lutte plus ou moins ouverte, mais incessante, d'un côté dans le but de tout prendre, de l'autre dans celui de tout garder. Cette lutte n'aura un terme que lorsque la raison, acceptée et appliquée par tous, fera, elle seule, les lots de chacun.

DÉSHONNÊTE.

On est déshonnête quand on ne se conforme pas à l'honnêteté établie par la coutume, bien que d'ailleurs on soit un homme de devoir et de dévouement. On est honnête lorsqu'on sacrifie à l'idole d'honneur que l'habitude maintient sur l'autel des bienséances, nonobstant la conduite la plus immorale, ou plutôt à cause de cette conduite, lorsque la mode l'a déclarée compatible avec l'honneur. C'est fort commode pour ceux qui recherchent les bénéfices du vice en répudiant les charges de la vertu.

DÉSINTÉRESSEMENT. Dans le sens rationnel, absence de tout motif se rapportant aux avantages de la vie présente; au sens absolu, le désintéressement sans motif aucun est absurde.

Il y a deux espèces de désintéressement : le désintéressement motivé, et le désintéressement sans raison. L'homme dont la conduite est désintéressée, c'est-à-dire qui se dévoue au bonheur de ses semblables *parce qu'il* sait ou croit que son bonheur futur en dépend, raisonne et raisonne bien. Celui au contraire, qui, sentimentalement, fait, comme il s'exprime, le bien à ses propres dépens, rien que pour faire ce qu'il fait, raisonne mal, à moins qu'on n'aime mieux dire qu'il ne raisonne pas du tout.

Le mot *désintéressement* se trouve dans les traités de morale à l'usage des enfants de tout âge. La chose qu'il représente ne peut se rencontrer dans le monde que l'organisation sociale nous a fait. Il n'y a de désintéressement raisonné ici-bas, que pour ceux qui croient fermement, et pour ceux qui savent pertinemment que la pratique de cette vertu sera récompensée ailleurs. Le désintéressement gratuit est un non-sens : les fripons l'affichent par ruse, les sots l'appliquent en aveugles. Logiquement parlant, quiconque ne gagne pas, perd. Dans l'état actuel des choses et des esprits, il faut donc accaparer et accumuler sans fin ni cesse.

DÉSORDRE.

Le désordre naît de ce qu'on ignore ce qu'il faudrait pour que l'ordre existât. Mais comment constate-t-on qu'il y a réellement ignorance de ce qui constitue l'ordre? Par le manque d'accord sur ce qu'est et n'est pas le principe d'où l'ordre dérive, ou, ce qui au fond est la même chose, par la multiplicité des opinions sur ce point.

— Il est inutile, nous semble-t-il, après cela, de rechercher encore si l'ordre règne actuellement dans notre société, s'il y a ignorance sociale aujourd'hui comme il y en a eu jusqu'à présent, enfin si la société, pour ne point tomber dans l'anarchie, a ou n'a pas besoin de connaître la vérité et de s'organiser conformément à cette connaissance. Nous dirons néanmoins que, tant que la société, qui a perdu la force nécessaire pour comprimer la libre discussion du principe d'autorité, ne sera pas parvenue à déterminer incontestablement la réalité du droit, le désordre, et un désordre nécessairement en progrès accéléré, sera inévitable. La société, dans les conditions que nous signalons, est perpétuellement ballottée entre l'ordre réel qu'elle ne connaît pas encore, et l'ordre illusoire qu'elle n'accepte plus. Le despotisme conservateur qui veut la retenir au bord de l'abîme, et la liberté innovatrice qui cherche à le lui faire franchir, ne réussissent qu'à l'y précipiter.

DÉSORGANISER. Détruire les conditions d'existence.

On désorganise la société toutes les fois que l'on contribue à relâcher le lien que la force a resserré entre les hommes, soit par la foi, soit par la terreur. Les efforts de désorganisation n'échoueront complétement que lorsque le lien social aura indissolublement été établi par la raison elle-même.

DESPOTE. Celui qui a sous sa dépendance absolue un ou plusieurs hommes.

Le despote dispose en maître de la propriété et de la pensée, ou bien il ne conserve plus que la disposition de l'une des deux : dans ce dernier cas, la plénitude du pouvoir est bien près de lui échapper. Pour que le despotisme ait des chances logiques de durée, il faut qu'il exerce le monopole des développements de l'intelligence, au moyen du monopole de la propriété. Le despotisme suppose l'ignorance : l'ordre par le despotisme exige impérieusement que les ignorants soient opprimés de peur que le loisir ne les porte à penser; il exige aussi que les curieux soient mis à mort pour qu'ils ne propagent pas la contagion de la discussion.

Il n'y a d'ordre possible dans la société primitive, essentiellement ignorante, que par le despotisme. L'exercice du despotisme est alors l'application d'une révélation qui dissimule l'emploi de la force sous l'autorité d'un principe hypothétique, mis et maintenu à l'abri de tout examen. Dès que la discussion s'élève, la révélation cesse d'être sociale, et le despote irréligieux se transforme en tyran.

— Les partisans de la liberté *quand même* ne tiennent compte que des abus du despotisme; ceux du pouvoir sans limites ne veulent voir que les abus de la liberté sans règle : les uns et les autres, placés entre deux abîmes, pour éviter celui de droite, se jettent dans celui de gauche, à corps perdu. « Ni le pouvoir, dit le comte de Maistre, ni la liberté n'ont jamais su dire : *C'est assez.* »

Pendant l'époque d'ignorance, tout ce qui n'est pas dépendant tend vers le despotisme, pour la même raison qui fait tendre vers l'anarchie ceux qui dépendent.

— Le despotisme travaille à se conserver : c'est logique et, par conséquent, à son point de vue, légitime. Mais les efforts qu'il fait dans ce but l'usent et l'épuisent, jusqu'à ce que, succombant, il cède la place à l'anarchie, qui bientôt le ramène pour lui succéder de nouveau; car, à chaque fois qu'on a recours au remède, on doit en augmenter la dose : le despotisme devient donc de plus en plus dur, et l'anarchie de plus en plus désordonnée. Quand finalement il n'y aura plus moyen d'échapper à une anarchie quelconque en se réfugiant dans un despotisme quelconque aussi, et *vice versâ*, ce sera à la liberté éclairée, conforme à la raison, déterminée socialement, que la dernière des anarchies ira aboutir. Nous n'hésitons pas à le dire : si nous ne *savions*, de science certaine, que le despotisme est désormais impossible comme système social propre à fonder et à conserver l'ordre, parce qu'il est incompatible avec la liberté d'examen, et que cette liberté ne saurait plus être longtemps comprimée sans faire explosion, nous nous croirions le devoir de favoriser et toujours favoriser la cause du pouvoir arbitraire, d'adhérer de notre conviction d'honnête homme à tous les despotes. Car l'ordre est l'existence même de l'humanité. L'humanité peut vivre sans liberté; l'histoire le démontre; mais sans ordre, jamais.

— Examinons ce qui arriverait si le despotisme pouvait se perpétuer : la connaissance de la vérité deviendrait nuisible, du moins socialement; la vérité demeurerait donc éternellement cachée à la société, et l'intelligence manifesterait un besoin qui ne serait jamais satisfait. C'est à l'anarchie seule, le pire des maux puisqu'il tue la société, à rendre la vérité indispensable, et à la faire découvrir, embrasser et appliquer universellement.

On le voit, tout se lie, tout s'enchaîne, pour que le résultat des actes libres posés par la raison de chacun, actes qui, pendant que dure l'ignorance sociale, ne peuvent produire que confusion et désordre, soit finalement le triomphe de la raison suprême et absolue.

— « Deux choses, a dit M. Guizot, sont aujourd'hui également faibles, également en crainte sur leur avenir, le pouvoir et la liberté. » Il fallait en donner le motif : tant que dure l'ignorance sociale, le pouvoir est l'arbitraire, et dès que l'arbitraire peut être examiné et discuté, il perd sa force et sa stabilité; la liberté, de son côté, dépourvue de direction, ne peut que renverser l'arbitraire, et puis... se débattre dans son impuissance, en attendant que le despotisme vienne à son aide en ajournant l'anarchie.

— Lorsque la société a légitimé la liberté d'examen, qui bientôt s'est manifestée par la discussion libre et publique, elle a préparé la chute du despotisme en rendant impossible le monopole des développements de l'intelligence, qui est son complément indispensable : l'invention de l'imprimerie a mis un obstacle infranchissable au retour de la compression de ces développements, et par là elle a mis le sceau à cette déchéance sociale.

DESTIN. Nécessité, fatalité.

Les anciens philosophes qui avaient fait du Destin le maître des dieux et des hommes, étaient entrés franchement du moins dans la voie du fatalisme et du matérialisme, où les chrétiens ne les ont suivis qu'avec timidité et hésitation. La logique est du côté des anciens, si l'on peut appeler logique le raisonnement conséquent de celui qui part d'un principe absurde et peut ainsi être ramené à l'absurde à chacun de ses jugements. Les chrétiens, comme les juifs avant eux, et les mahométans après eux, ont cherché à dissimuler ce que le dogme du destin paraissait avoir de trop dur, de trop odieux, en lui appliquant la dénomination de *volonté immuable de Dieu,* qui l'a *écrit* ainsi. Cela ne change rien à la question en ce qui nous concerne. Car, Dieu disposant des hommes et des choses, c'est comme si nous n'étions qu'une chose aussi, ou que tout fût *choses,* nature physique, matière; c'est comme si les dieux ainsi que les hommes, les hommes ainsi que le reste, tout passait sous la meule du destin.

DESTINÉE. Condition heureuse ou malheureuse, considérée comme la conséquence de la justice éternelle.

La destinée est la suite de l'usage bon ou mauvais que l'homme fait de son intelligence, de sa liberté. L'homme seul a donc une destinée, et sa destinée se résume dans la conséquence ultra-vitale de l'accomplissement ou du non accomplissement de son devoir pendant sa vie présente, ou bien ce mot n'a pas de sens rationnel. Le devoir pour l'homme est d'accepter son sort présent comme étant la conséquence morale de sa conduite antérieure, et de mériter d'être heureux à l'avenir, au moyen de sa conduite actuelle. Quant à l'idée d'une destinée quelconque, indépendante de ses actes, c'est une révoltante absurdité.

— Il faut soigneusement se garder de confondre la destinée et la destination : l'homme fait sa destinée, se destine, sans quoi, il ne serait pas libre; il use de sa liberté en destinant les choses dont il peut disposer à tel ou tel emploi qui lui convient.

DESTRUCTION (*Horreur de la*).

On dit assez généralement : *Tout être a horreur de sa destruction.* Il est bon de rectifier ces locutions impropres ou plutôt vicieuses, qui ne servent qu'à perpétuer les idées fausses dont les connaissances acquises à la société ont imbu les intelligences.

D'abord, pour avoir horreur, il faut raisonner, il faut sentir. Y a-t-il des êtres qui sentent et d'autres qui ne sentent pas? et si la sensibilité n'est pas généralement répandue sur tous les êtres, quels sont bien déterminément et bien distinctement ceux qui sentent?

Puis, nous hommes qui sentons en effet, l'aversion que nous éprouvons pour la mort est-elle inspirée par la peur de la cessation de la vie, de la désagrégation des organes, de la décomposition du corps? En aucune manière. Elle l'est *exclusivement* par l'horreur essentielle à la sensibilité, qui exprime l'existence consciente, l'existence réelle, par l'horreur de voir cette sensibilité, dont le sentiment a été confondu avec l'intégrité de l'organisme, avec la vie, s'évanouir dans le néant. Essayez donc de rassurer ceux qui tremblent aux approches de la mort, en leur promettant de conserver leur cadavre injecté ou momifié, et même de le convertir en automate qui, au moyen de quelque ressort, exécuterait avec les dehors de la spontanéité les tours les plus merveilleux. « Ce n'est pas cela qui nous importe ! s'écrieront-ils; ce qui seul nous importe, c'est de sentir cela ou autre chose, c'est en un mot de continuer à sentir. »

« Tout être, dites-vous, répugne à sa destruction : » l'animal, il est vrai, *paraît* éprouver cette répugnance; mais l'éprouve-t-il en réalité? L'arbre, la plante ressentent-ils la crainte de la mort? Le caillou a-t-il horreur d'être brisé en éclats? Pourquoi alors la nature n'aurait-elle pas, comme on disait jadis, horreur du vide?

Il convient de résoudre les questions que nous avons soulevées, avant de prononcer magistralement la sentence creuse que nous critiquons.

DÉTACHEMENT. Au propre, éloignement; au figuré, abnégation.

L'oubli de soi, prescrit par les religions, a été dénaturé par les philosophes qui en ont fait le renoncement à toutes choses sans compensation aucune, la pratique gratuite de la vertu, le sacrifice *quand même.* C'est une erreur : les religions, en ordonnant de faire abstraction des avantages de cette vie, prêchent l'attachement le plus fort aux biens de la vie future, et veulent qu'on ne s'oublie comme homme vivant, que pour avoir toujours présent qu'on a une âme qui ne saurait mourir. La morale pour la morale est le *dada* des libéraux; c'est la folie des bourgeois dupes, la sagesse des bourgeois fripons. Il est aussi absurde de vouloir qu'on fasse le bien pour faire le bien, qu'il l'est de supposer qu'on puisse chercher pour chercher seulement. Qui cherche, a le désir de trouver; qui se sacrifie à son devoir, sait ou croit qu'en le faisant il agit dans son intérêt.

OPPEMENT DES CHOSES.
développer, il faut être complexe, ma-
s ne disons pas corporel). La réalité qui
ne se développe ni ne se transforme.
qui, dans le prétendu langage philoso-
: développent, ne sont *êtres* que figuré-
ont des êtres illusoires, des apparences,
nènes.

OPPEMENT DE L'INTELLIGENCE.
ngtemps que la société n'est pas à même
re les besoins de tous les individus, son
de ne point leur laisser comprendre que
s peuvent et doivent être satisfaits. In-
classes souffrantes, et continuer à les
ffrir, est le comble de la déraison, aussi
la cruauté. Cependant, il n'est *actuelle-*
ssible de faire autrement: l'industrialisme
sser au développement libre des intelli-
s tous les sens, et l'aliénation du sol
l'affranchir le travail. Aussi, l'ordre
-il que lorsque, avec l'instruction qui
de plus en plus vivement les besoins et
le plus en plus nettement les droits, la
moyen de son organisation rationnelle,
u à la satisfaction des premiers en assu-
issance des autres.

ER LE MAL.
lévoiler le mal qui, comme un torrent,
société et dont le flot, montant chaque
rapidement, menace de tout emporter,
uines, ou vaut-il mieux cacher ses pro-
muler sa force, et tromper sur ses iné-
sultats? Convient-il de mettre brutale-
plaie sociale, ou serait-il plus opportun
ir de manière que nul ne pût en sonder
ur ni en constater la malignité?
gir selon le temps et les circonstances :
ociété pouvait vivre avec le mal qui la
quand surtout elle ne pouvait vivre que
nême auquel il ne lui avait pas été pos-
soustraire, on a dû dérober ce mal à
eux, de peur que sa connaissance ne
vec la confiance générale, la sécurité
c'est-à-dire ne troublât l'ordre.
sitôt que la foi a été détruite, quand
xcitée par l'examen, a sourdement en-
s social; oh! alors il est devenu urgent
rien ménager. Le devoir de tout homme
es semblables a été dès lors d'arracher
ous les appareils, de montrer à tous,
x surtout et aux puissants de la terre,
pénétré le chancre dévorant, quelles
sont ses ramifications, quelle marche il va nécessairement suivre, marche dont chaque jour accélérera les progrès et augmentera le danger, afin que, sans retard aucun, on y applique le fer et le feu, seul moyen de conserver la vie en retranchant les parties irrévocablement vouées à la mort.

DEVOIR. Ce qui est prescrit à quelqu'un en faveur des autres par la règle d'action.

Le devoir est corrélatif au droit. L'un et l'autre dérivent de la réalité de la sensibilité, qui pour se percevoir, a besoin d'une détermination. En effet, tout être sensible se sent nécessairement heureux ou malheureux. Quiconque réclame son droit, est par là même en contact avec ses semblables qui peuvent connaître leur devoir envers lui, et qui réclament également de lui leur droit auquel il est de son devoir de satisfaire : le droit des uns constitue le devoir des autres.

L'ordre social vrai résulte exclusivement de la fidélité de chacun à accomplir son devoir : car, point d'égalité morale dans la société où les individus ignorent quel est leur devoir réel; point de liberté, si ce n'est la liberté qui bouleverse et ruine, là où tout le monde ne se range pas volontairement sous le joug de la conscience que chacun s'est faite d'après la connaissance commune, clairement et rationnellement formulée, de la vérité absolue, dont le devoir et le droit sont l'expression; point de fraternité là où tous les droits ne sont pas exercés et tous les devoirs remplis. Il n'y a de dévouement possible qu'au nom du devoir, ni de devoir réel, de devoir rationnellement obligatoire, qu'en vertu de la démonstration incontestable que ce devoir a une sanction, réelle aussi, c'est-à-dire, à laquelle nul ne peut échapper.

—Des réflexions qui précèdent, il suit évidemment que le raisonnement réel, le vrai raisonnement, répudie le devoir de sentiment qui ne repose que sur ce qu'on appelle le *droit naturel*, et qui est dépourvu de sanction. Il impose, pendant l'époque d'ignorance, de se soumettre au devoir formulé par la foi au nom d'un Être suprême qui sanctionne le *droit divin*. Il fait accepter librement, à l'époque de connaissance, le devoir sanctionné par le lien religieux, dont la réalité lui est démontrée par la raison : c'est le *droit rationnel*.

DÉVOUEMENT. Sacrifice de soi.

Il est rationnel de se dévouer à ses dépens pour les autres dans cette vie, si ce dévouement est compensé en bonheur dans une vie future. Sinon c'est une duperie, un faux raisonnement, un acte de déraison. Le dévouement, résumé de toute la

morale, ne se trouve dans la conscience que lorsque le raisonnement l'y a fait entrer en le sanctionnant par le lien religieux, démontré ou du moins cru réel.

— Le devoir de se dévouer ne peut être imposé que par la contrainte exclusivement morale. « Quand le dévouement est forcé, dit fort bien M. Proudhon, il s'appelle oppression, servitude, exploitation de l'homme par l'homme. C'est ainsi que les prolétaires sont dévoués à la propriété. » Et ailleurs : « Le dévouement... ne peut être imposé comme loi, parce que sa nature est d'être sans récompense. » Pendant cette vie, c'est très-vrai. Et voilà pourquoi nous n'invoquons que la récompense ultra-vitale.

— Le dévouement de chacun à tous est le seul moyen d'entente sociale qui puisse être accepté par tous les hommes également, dans le même sens et au même titre, le seul ordre imaginable par conséquent entre des êtres intelligents pouvant concevoir l'ordre et l'agréer. C'est la loi d'amour réciproque et d'union ; c'est l'unité sans laquelle la société n'est qu'un leurre pour les faibles, une dérision de la part des forts ; c'est le devoir primordial et fondamental, puisque l'ordre, c'est-à-dire la sécurité, la liberté et la propriété de chacun, en sont l'infaillible résultat ; c'est la religion réelle à laquelle la réalité de l'éternelle justice sert de sanction. Nous nous devons tout entiers à la société, sans laquelle nous ne serions pas même des hommes complets, et qui nous rend héritiers de toutes les connaissances et de toute la richesse que le travail accumulé des siècles a fait acquérir à l'humanité. Bien considéré, le sacrifice de chaque homme à la conservation de l'ordre social, n'est, à ce point de vue, que le payement de la dette la plus sacrée.

DÉVOUEMENT GRATUIT.

La définition du mot *gratuit* est : au propre, *pour rien ;* au figuré, *sans motif.* Qu'on prenne cette expression dans l'un ou dans l'autre sens, le dévouement gratuit en demeure tout aussi absurde ; à moins qu'un acte de dévouement ne soit en réalité qu'un mouvement organique, automatique. Comme acte de raisonnement, il doit nécessairement avoir un motif, ou le raisonnement cesse d'être le raisonnement ; et si c'est un acte de raisonnement, il doit avoir un but autre que lui-même : le dévouement *pour rien* ou pour le dévouement seul, est aussi dépourvu de sens que l'affirmation que quelque chose vient de rien ou retourne à rien.

— Être juste gratuitement, c'est-à-dire se sacrifier soi-même sans une compensation certaine ou crue certaine, c'est faire quelque chose pour rien ; c'est ne pas calculer ou calculer mal, ne sonner ou raisonner faux, se laisser al idées préconçues, à des préjugés, à un s talisme mystique ; c'est être un sot. J.-J. dit : « La vertu et les scrupules ne fo que des dupes. Otez la justice éternelle longation de mon être après cette vie, j plus dans la vertu qu'une folie à qui on beau nom. » C'est admirable de simplic profondeur. — Voir l'article : *Morale ind de la religion.*

DÉVOUER (*Se*).

On ne se dévoue rationnellement que si sède la vérité ; dès lors toutes les passio devant la certitude où l'on est qu'elles soumettre à la direction de la raison. On anssi quand on a une foi réelle à un de conque, qui peut se trouver en oppositio intérêts des passions. Ce dévouement s'e qu'au fanatisme lorsque c'est la foi relig l'inspire. Le fanatisme, au nom d'un Dieu, de beaucoup sur celui qui a pour objet une un prince, un chef ; ce n'est déjà plus l'héroïsme. Le dévouement pour la patr cette patrie ne se confond pas avec la foi r est encore beaucoup moins fort que celu homme ; ce qui le soutient surtout, c'es de la gloire, qui est la vanité montée échasses, et la fidélité à l'honneur, q lâcheté devant le blâme, devant le ridic

Mais bientôt l'égoïsme bourgeois tri tous ces dévouements : celui-là est le animal, dirions-nous, si les animaux é pables de sentir le mouvement qui les em meurt pour son Dieu ; on défend son ro de sa vie ; on se bat pour la patrie, pour l pour la gloire ; on négocie pour son pays, bien entendu, on y trouve son propre sinon on emporte sa caisse, au moyen d on est toujours sûr de trouver un pay (*ubi bene, ibi patria*), et si l'on ne peut fa ni l'autre, on vend une partie de son pay queur et on en mange le prix dans la reste.

DIABLE (*Le*). Le principe du mal, pe

Le diable est l'acolyte inséparable d en même temps son opposé. On a non l'esprit de vérité, et le diable *l'esprit d de mensonge.* C'est la personnification rance. Or, partout où il a fallu faire ad hypothèse comme vérité révélée, sans aut que celle d'être la parole de Dieu, l'ignora

incontestablement. Là où Dieu commande, le diable empêche, autant qu'il est en lui, d'obéir. Quand l'ignorance sera dissipée, ou, pour rester dans la métaphore, quand le diable sera vaincu, Dieu devenu inutile disparaitra, comme incarnation de la vérité, de la raison, devant la raison elle-même.

DICTATURE. Domination par la force non dissimulée sous un sophisme.

C'est l'éternelle ressource d'un État qui veut conserver le nom de république, tout en se soustrayant monarchiquement aux conséquences de l'anarchie.

DIEU.

Il faut considérer Dieu sous ses trois faces très-distinctes, qui expriment trois époques distinctes également de la vie de l'humanité. Dieu est d'abord un être tout-puissant, créateur et conservateur de toutes choses; puis il se confond avec les choses mêmes qui ne sont plus que ses émanations ou plutôt ses manifestations; enfin, il devient le principe réel nommé *l'éternelle justice*. Nous traiterons à part du Dieu anthropomorphe, base des sociétés ignorantes mais susceptibles de foi, et du Dieu-Tout, ressource philosophique des siècles d'ignorance et de doute. Passons au Dieu réel.

Dieu est la sanction du rapport qui existe fatalement entre les actions que les êtres libres commettent dans une vie, et le sort qui en est pour eux la suite rationnelle et partant nécessaire dans une autre vie; ou bien, devant la raison, Dieu n'est rien du tout. Il est impossible de donner au mot *Dieu*, signifiant *être personnel, cause, créateur*, une valeur déterminée, sans tomber dans l'absurde. Comme abstraction de la vérité, de la justice, ce mot exprime une idée rationnelle; c'est un non-sens comme signifiant un Être suprême, qui peut, qui veut et qui agit.

— Un Dieu distinct de l'univers choque la raison (voir le mot *Dieu anthropomorphe*). Un Dieu-univers la choque également quoique d'une manière moins directe : cependant avec lui, toute autre individualité réelle s'évanouit, et la raison elle-même n'est plus qu'une chimère. Pour l'époque d'ignorance, Dieu est la personnification de l'ordre moral; c'est une abstraction individualisée : pour l'époque de connaissance, c'est l'ordre moral même, démontré réel, et impersonnel par conséquent. « Otez du monde, s'écrie de Maistre, cet être incompréhensible (autant valait dire absurde), dans l'instant même l'ordre fait place au chaos, les trônes s'abîment et la société disparait. » Cela est incontestablement vrai pour aussi longtemps que dure l'ignorance sociale de la réalité du droit et de sa sanction éternelle. Car, pour que l'ordre se maintienne dans la société, il faut, de deux choses l'une : ou qu'un Dieu personnel détermine la foi au principe sur lequel l'ordre doit reposer, ou que ce principe soit la raison elle-même, déterminée par le raisonnement. Ne pouvant s'appuyer sur aucune de ces deux bases, la société n'est plus assise que sur le vide et tout ordre possible disparaît. Nous en sommes là.

En attendant que la raison réelle ait été découverte et puisse être appliquée à l'organisation sociale, puisque le Dieu personnel est devenu socialement incapable de protéger l'organisation qu'il avait fondée, il faut que jusqu'au mot *Dieu* soit banni du langage rationnellement précis, comme rappelant l'être individuel que le moindre raisonnement renverse, et pouvant ainsi y ramener. L'expression *justice éternelle* en a tous les avantages et aucun des inconvénients.

DIEU (*Le bon*). Le Dieu des hommes pratiques.

Ceux-ci ont besoin du bon Dieu pour s'expliquer bien des choses qui, sans cela, les embarrasseraient; et d'ailleurs son action ne gêne en rien leur marche à travers les affaires. Ce n'est pas comme l'âme qui répond de ses actes : celle-ci, s'ils en admettaient l'existence, les forcerait de se sacrifier pour les autres. Aussi la réalité des âmes devient-elle de plus en plus ridicule sur cette terre du bon Dieu. Ne suffit-il pas de ce principe suprême, mouvant, vivifiant et dirigeant toutes choses, ce qu'on appelle *la nature*, au sein de laquelle alors et avec laquelle chacun s'abandonne aux passions qu'elle inspire et dont la satisfaction constitue tout le bonheur qu'il soit possible d'atteindre?

DIEU ANTHROPOMORPHE. Dieu, être tout-puissant, sentant et voulant.

Avec un Dieu personnel, point d'éternité, de réalité des âmes. Le Dieu anthropomorphe, révélateur par conséquent, impose la croyance au dogme de l'immortalité des âmes. Quand la foi en ce dogme s'évanouit avec celle en son auteur, la société s'écroule par la base, qui est la loi morale sanctionnée, si ce n'est par la démonstration que les âmes sont éternelles, du moins par la croyance qu'elles ne mourront pas.

— La personnification de Dieu a pour corrélation la personnification de la matière; car celle-ci reçoit de lui ses lois qu'elle doit comprendre pour y obéir.

DIEU, PRINCIPE MÉTAPHYSIQUE. Cause première. — Voir ce mot.

S'il y a réellement un être qui soit principe et fin de toutes choses (nous en faisons la supposition gratuite), la nature et l'homme sont son œuvre et dépendent uniquement de lui. Car, hors lui, tout ce qui est, est par un acte de sa volonté, et n'a aucune réalité propre. Si, au contraire, la nature physique existe seule, il n'y a plus de Dieu; mais rien n'est changé pour l'homme : celui-ci reste un détail, un accident de la nature, dont il relève, même dans ce qu'il croit ne relever que de lui. L'homme n'est quelque chose que lorsque Dieu est l'ordre moral, la justice, la vérité, lorsque la nature physique fournit à l'âme les moyens d'avoir la conscience d'elle-même, de raisonner et d'agir, de mériter et de démériter. Donc, ce qui importe le plus, ce qui même importe seul à l'homme, c'est la réalité de son individualité, c'est la réalité de l'homme.

DIEU, PRINCIPE SOCIAL. Autorité révélée, ou fondée sur un sophisme.

Pendant toute l'époque d'ignorance sociale, la force tenant lieu de raison, et acceptée comme raison tant que la discussion peut être empêchée, est le principe de la société, personnifié sous le nom de Dieu. Il s'ensuit que, lorsque la raison aura été reconnue indispensable à la conservation de l'humanité, et qu'elle aura été, en conséquence, cherchée, trouvée et appliquée, ce Dieu, comme principe d'ordre par la contrainte physique plus ou moins dissimulée, cèdera la place à la démonstration, à la contrainte morale par l'incontestabilité de la raison. La religion du Dieu force, principe social, n'a jamais été plus nécessaire que de nos jours; car jamais l'injustice radicale de l'organisation de la société n'a été plus clairement et plus vivement sentie. Aussi ne néglige-t-on rien pour en inculquer le respect au moyen de l'éducation. Mais tous les efforts sont vains. L'instruction qui se donne sur les bancs de l'école et celle qui se respire avec l'air social, démontrent, au point de vue des connaissances socialement acquises, ou bien que Dieu n'existe pas, ou bien, ce qui est pis, qu'il est le protecteur, l'auteur même de tous les abus de la force et de l'autorité, de toutes les iniquités, de tous les maux.

DIEU RÉMUNÉRATEUR ET VENGEUR. Personnification de la sanction ultra-vitale.

Point de société possible sans la conviction d'une récompense immanquable pour la vertu, d'une punition inévitable pour le crime. A mesure que les hommes constatent que la justice ne s'exerce pas toujours dans cette vie, ils cherchent à établir la réalité de la vie à venir. Tant que l'ignorance dure, on croit que Dieu se charge d'appliquer la loi de justice aux âmes immortelles. La démonstration de la vérité fait connaître que les âmes *éternelles* ont pour loi cette application *autonome* et par conséquent véritablement immuable. Avec la justice réelle, Dieu est inutile; avec un Dieu tout-puissant, il n'y a que de la justice apparente et de l'arbitraire en réalité.

— Un Dieu rémunérateur et vengeur est un être personnel; cet être est supposé tout-puissant, absolu, sinon il ne serait pas Dieu. Mais avec un être absolu, il n'y a plus que des êtres secondaires, des êtres illusoires en tant qu'êtres. Dès lors, les hommes, ne pouvant vouloir et faire que ce que Dieu leur fait vouloir et les pousse à exécuter, ne sont plus ni vertueux ni coupables, et toute récompense, toute punition deviennent absurdes. Aussi la raison, qui établit la rémunération et l'expiation, comme résultant de la réalité de l'homme, et comme sanctionnant indispensablement sa morale et maintenant ainsi l'ordre dans la société qu'il forme avec ses semblables, rejette-t-elle l'être vengeur et rémunérateur.

DIFFÉRENCE.

En quoi les *choses* diffèrent-elles nécessairement entre elles? Elles diffèrent par leur position dans l'espace, par leur succession dans le temps. Deux choses absolument égales seraient la négation de l'espace, comme deux moments absolument égaux celle du temps. Deux choses égales n'en font qu'une; deux moments égaux, qu'un seul moment. Car, supposons ces deux choses à distance l'une de l'autre; elles sont dès lors inégales par la position; supposons ces deux moments à intervalle, ils sont inégaux par la succession. Supposez-les en contact réel, choses et moments se confondent.

La conséquence de ce que nous venons de dire est celle-ci : les réalités, les immatérialités, les âmes, ce qui n'est pas *chose* en un mot, sont incontestablement égales entre elles, ou elles ne sont pas, ou il n'y a que des choses, du mouvement, rien de permanent. Et si les âmes sont égales, elles sont éternelles; car, temporelles, elles changeraient, elles seraient inégales, elles seraient choses, mouvement.

— Les hommes ne diffèrent-ils pas entre eux? Sans le moindre doute : l'homme dépend de la matière puisqu'il est l'union d'une âme et d'un organisme. Pas deux organismes ne sont égaux. Et ces organismes différents, impressionnés par des circonstances différentes aussi, donnent lieu à des

habitudes différentes comme leur cause, lesquelles deviennent, non une seconde, mais une première nature, et qui constituent le caractère distinctif des races, des familles, des individus. Des hommes sont tous également des hommes; cela est vrai en principe, et sans cela il n'y aurait pas d'humanité. Mais en pratique, chaque homme est ce que, au moyen de son intelligence, et les circonstances aidant, il est parvenu à devenir.

DIFFICILE.

La difficulté est l'objection principale que les moins déraisonnables des conservateurs opposent à la réforme des abus avec lesquels ils avouent que la société ne peut plus se maintenir. Mais difficile n'est pas impossible. La difficulté ne suppose que l'ignorance de celui qui l'allègue. Éclairez la question et elle sera bien vite résolue. En désespoir de cause, la nécessité forcera à la résoudre.

DIGNITÉ.

Combien n'a-t-on pas abusé de cette expression *dignité humaine*, à laquelle on n'a jamais donné une valeur rationnellement déterminée! Il paraîtrait d'après l'acception commune, que la dignité de chaque homme consiste dans le triomphe de ses passions sur celles des autres. C'est une grave erreur. L'homme n'a de véritable dignité que par sa soumission à la raison.

DIGRESSION.

Celui qui, dans une discussion, ne saisit pas nettement le sens de la question qu'on lui pose, ou qui ne se rend pas un compte exact des objections qu'il veut faire valoir, ou encore qui, étant de mauvaise foi ou de mauvaise volonté, ne cherche qu'à éluder la solution dont il est menacé, a recours aux digressions qui vont souvent jusqu'à la divagation. Il faut dans ce cas ramener sans cesse à la question pure et simple, ou rompre toute discussion, parce qu'il n'y a plus moyen d'aboutir. La plupart des gens discutent, non pour faire triompher la raison, mais pour paraître avoir raison. Les prendre au sérieux, c'est perdre son temps.

DIMENSIONS (*Les trois*).

C'est la corporéité sous toutes ses formes, longueur, largeur et profondeur.

DIPLOMATE.

Quand on ne se paye plus de ses mielleux mensonges, le diplomate cède la place à la force brutale, et la guerre tranche le nœud que la diplomatie n'avait pas réussi à défaire.

DIRIGER.

Dans le système du théisme, c'est nécessairement Dieu qui dirige tout. Car on ne fait pas les choses pour les abandonner au hasard, et on ne saurait les faire de manière qu'elles se dirigeassent par elles-mêmes. On a eu un but en les faisant, et ce but est leur irrésistible destination : elles ne peuvent se faire une destinée. Dans un pareil système d'automates, l'homme n'a pas de place.

DISCERNER.

Le premier acte du raisonnement est incontestablement la distinction que celui qui raisonne fait de lui-même, d'avec ce qui n'est pas lui; il se discerne, ou plutôt il discerne entre lui-même à un instant donné et lui-même à tous les autres instants de la vie : cet acte s'appelle *la perception de soi, le sentiment éprouvé de l'existence.*

—La distinction des modifications propres à chaque chose, constitue le discernement que l'homme fait de chacune d'elles.

DISCIPLINE. Règle.

Le mot discipline est un de ceux qui sont synonymes d'ordre. La discipline en effet est l'ordre même; c'est la soumission, acceptée ou subie, aux supérieurs, la hiérarchie établie de gré ou de force. Sans discipline que serait une armée, que deviendrait un vaisseau? Une troupe de voleurs se maintiendrait-elle sans l'obéissance au capitaine? Tout cela est la société bonne ou mauvaise, l'expression du raisonnement, juste ou faux, mais la société enfin et le raisonnement; c'est la conséquence du développement du langage qui complète l'homme et constitue l'humanité.

— Faut-il que la discipline soit formulée par la force ou par la raison? C'est là une autre question que la nécessité sociale, issue de l'ignorance sociale, a résolue jusqu'ici en faveur de la force, et que, tôt ou tard, réformée par l'anarchie, elle sera contrainte de résoudre en faveur de la raison. Toujours est-il qu'en attendant cette époque, la société, n'ayant plus la force d'imposer une discipline et ne connaissant point encore la raison qui fera agréer la sienne, est comme l'équipage révolté d'un bâtiment, exposé à tous les périls, aussi bien qu'à tous les maux, et près de sombrer à la première bourrasque.

DISCOURS (*Parties du*).

Les grammairiens en comptent sept et plus, mais en réalité il n'y en a que deux auxquelles toutes les autres peuvent être ramenées : ces deux parties, toujours distinctes quoique devant toujours coexis-

ter pour que la phrase ait un sens, sont le substantif et l'adjectif.

Quand l'être sensible subit des modifications qu'il perçoit, il y a des sensations, des idées, un langage; il raisonne réellement (bien entendu dans l'hypothèse que la sensibilité soit incontestablement immatérielle).

Une sensation distinguée d'autres sensations est une perception, une connaissance, un raisonnement simple. Et toute sensation peut être décomposée en sentiment de l'existence, lequel est ou du moins paraît être toujours le même, et en perception d'une modification de ce sentiment. C'est le sentiment de l'existence qui, dans tout raisonnement simple, est exprimé par *le substantif,* tandis que la modification de ce sentiment est traduite par *l'adjectif* ne faisant que rendre les diverses qualifications dont le substantif se revêt.

Le substantif est *l'être;* l'adjectif, *la manière d'être.*

Dans le langage propre, le substantif est un sentiment d'existence; pris au sens figuré, c'est un être quelconque, que l'on personnifie, c'est-à-dire auquel on suppose que ce sentiment appartient.

Le *verbe être* constate le rapport qui existe entre le substantif et l'adjectif, et il peut être supprimé, puisque ce rapport est établi par la seule juxtaposition des deux mots.

Les autres parties du discours se rattachent toutes à l'adjectif, et n'expriment comme lui que des manières d'être : les adjectifs et les verbes le font par eux-mêmes, les prépositions et les conjonctions à l'aide d'un complément.

Nous nous résumons :

Le *verbe* est un adjectif dans la construction duquel entre le rapport qui l'unit au substantif. *J'aime* se résout en *je suis aimant, je aimant,* comme le nègre dit : *moi noir.*

La *préposition* suivie de son régime se borne à la détermination d'une manière d'être.

L'*adverbe* est un adjectif ajoutant quelque chose à la qualification exprimée par le verbe.

La *conjonction* est de deux espèces : l'une établit une liaison entre deux phrases ou propositions; l'autre, joint à son complément, retombe dans la catégorie des adjectifs.

L'*interjection* enfin est une phrase complète, mais abrégée, mais condensée, pour ainsi dire, en un seul mot, en un son.

Nous terminons en répétant (la matière est assez importante pour braver l'impatience que font parfois naître les répétitions) : que toute sensation perçue est une proposition complète, signifiant le rapport qui existe entre deux idées, l'une d'*être,* l'autre de *manière d'être.*

Lorsqu'on personnifie l'idée exprimée par une semblable proposition, on en fait un *substantif nouveau,* qui peut faire partie, à son tour, d'une *proposition nouvelle.*

DISCUSSION.

La libre discussion, l'examen, le raisonnement, mènent nécessairement à l'anarchie, aussi longtemps que la vérité n'a pas été démontrée incontestablement, c'est-à-dire, aussi longtemps que le raisonnement n'est pas parti d'un principe incontestable pour démontrer que la réalité est là, et qu'il est, lui raisonnement, le seul moyen, le moyen réel, par conséquent, pour la faire découvrir. Quand l'anarchie aura forcé à sentir *réellement* le besoin de la vérité, la démonstration de la réalité bien déterminée de cette vérité mettra fin à toute discussion.

— Discuter, nous venons de le dire, est un effet de l'ignorance coexistant avec la liberté. Tout le monde sait pertinemment que l'abstraction *deux* ajoutée à l'abstraction *deux* fait l'abstraction *quatre;* aussi, malgré toute la liberté possible d'affirmer le contraire, personne ne s'avise-t-il de discuter la proposition que nous avons rapportée, pour s'assurer si elle peut ou non être mise en doute. De nos jours, on donne au mot *discussion* une portée tout autre : c'est, selon nos protestants politiques, le moyen infaillible, pour ceux qui n'ont aucune idée de la vérité, de parvenir à la connaître, approximativement du moins; car les libéraux sceptiques prétendent que la vérité ne sera jamais connue complétement : si l'on admet ces prémisses, il faut bien convenir avec nos hommes du progrès que la discussion pour la discussion est le but même de la vie sociale.

Nous nous élevons hautement contre cette doctrine, d'après laquelle la liberté ferait défaut partout où la discussion ne se montrerait pas. Le fait est qu'on ne discute que lorsqu'on croit ne pas savoir, ou qu'on ne sait pas avec certitude.

La discussion, telle qu'elle est comprise de nos jours, ne fait pas faire un seul pas aux ardents investigateurs de la vérité, précisément parce que, comme nous le faisons remarquer, ils s'imaginent, sans en avoir aucune preuve, qu'ils sont sur la voie qui mène vers elle, mais non jusqu'à elle. C'est une profonde erreur : il n'y a de discussion légitime que de la part de ceux qui ignorent la vérité, et qui désirent de bonne foi en acquérir la connaissance, avec l'homme qui possède cette connaissance, et qui se dévoue au devoir de les aider à la découvrir.

généralement répandue ne fera pas dis- liberté; qui encore aurait intérêt à la ou à l'escamoter? La discussion, une le la liberté, restera comme elle; seule- sera devenue inutile, si ce n'est pour les secondaires d'application, d'exécution. qu'il n'y aura plus de libéraux alors, ni nes, ni de progressistes à l'infini.

TION DE LA PROPRIÉTÉ.

disposition de la propriété, que la loi chacun, doit être, pendant la vie, entière lites, sous le règne de la raison. Ce dont la famille ne dispose pas, appartient ment à celle-ci après la mort du proprié- ont il dispose en mourant, appartient à a voulu favoriser, sous les conditions s par la loi. La libre disposition de la st, au fond, la propriété même; et la pour *soi* et *les siens* est le stimulant, le avail.

PORTION DE RICHESSE.

p grande disproportion des conditions et es a pu se supporter tant qu'elle a été is aussitôt que cette disproportion a été coup mortel a été porté. Recomposez ouvez les fictions aristocratiques; essayez er au pauvre lorsqu'il saura bien lire et lus, lorsqu'il possédera la même instruc- ous, essayez de lui persuader qu'il doit re à toutes les privations, tandis que son ède mille fois le superflu : pour dernière l vous le faudra tuer. » Ce n'est pas nous cela, c'est M. le vicomte de Chateau- M. de Chateaubriand presque sur son lit

UTION DES RICHESSES.

mprenons des producteurs et des con- s de la richesse; nous comprenons une distribution de cette même richesse à consommer. Mais des distributeurs, ordons aucune signification rationnelle 'oujours la richesse sociale se distribue *nent* selon l'organisation de la société, ous la domination du capital, sol ou manière que le travail ait le moins pos- celle du travail, de manière que celui-ci possible.

n de la distribution de la richesse, sol et e a été faite originairement par la force. plement de celle du revenu, des produits Elle est la conséquence nécessaire de la première. Les économistes ne s'occupent que de distribution du revenu, comme si l'on pouvait changer une conséquence sans toucher au principe. Les socialistes remontent à la distribution du sol et du capital, parce qu'à moins que cette organisation sociale ne soit changée, il est impossible que le reste ne demeure pas ce qu'il est. Seulement, ils doivent songer que, pour rénover la société, il faut faire accepter la vérité *socialement*.

— Le trouble dans la distribution des fruits du travail dépend de l'existence des nationalités, comme l'existence des nationalités dépend de l'ignorance sociale de la vérité. Une fois la connaissance de la vérité socialement établie, les nationalités disparaissent, et la distribution des fruits du travail se fait avec justice, et la liberté des transactions commerciales devient une vérité.

DIVERGER.

Les idées communes, crues justes, rationnelles, font converger les intelligences : elles associent; les intérêts, les passions, les besoins, font diverger les individus : ils les éloignent les uns des autres, les dispersent. Le langage de la raison pour parler figurément, ou de ce qui passe pour la raison, porte au dévouement; le langage de la nature, comme on s'exprime, entraîne infailliblement dans les voies de l'égoïsme charnel, où chaque homme a pour ennemis tous les autres hommes.

DIVISIBILITÉ.

Tout ce qui est matière est fini; c'est-à-dire, borné, limité, et divisible sans fin ou, comme on s'exprime, *à l'infini*. Il faut seulement se bien garder de donner ici au mot *infini* le sens d'immatériel, d'absolu, sens dans lequel il est inconciliable avec le mot *matière*.

DIVISION.

La division est le seul moyen de régner pendant les temps d'ignorance et de foi. Dès qu'il y a contact entre les hommes d'opinions différentes ou entre les peuples dominés par différentes révélations, la comparaison s'établit, l'examen met à nu les hypothèses soumises à son scalpel, et si le jugement qui intervient renverse l'une d'elles, ce n'est qu'en laissant l'autre ébranlée jusque dans ses fondements. Isoler, diviser, est donc indispensable pour conserver les croyances imposées par la nécessité sociale.

DIVISION DES POUVOIRS.

Si le pouvoir était divisible, il y aurait ou équilibre entre ses parties, ou prépondérance d'une

partie sur les autres : dans le premier cas, ce serait l'inertie, la mort; dans le second, la non-division, la partie prépondérante devenant pouvoir à elle seule. Mais le pouvoir, nécessairement *un*, est indivisible; le prétendu pouvoir qui agit d'après ses ordres est son ministre : c'est le cocher qui dirige les chevaux là où le maître veut être conduit. Quand la force est en une seule main, le despotisme est avoué, patent; quand on veut dissimuler le despotisme, on sépare la volonté de l'acte, le pouvoir législatif du ministère exécutif qu'on appelle également *pouvoir :* comme si le cocher était un second maître, par cela seul qu'il porte la livrée la plus brillante de tout le personnel domestique.

DIVISION DU TRAVAIL.

Il faudrait dire : *division du travail corporel, de l'ouvrage, du labeur;* le véritable travail, le travail intellectuel, l'idée ne saurait se diviser : c'est toujours l'œuvre d'une seule intelligence, d'une seule personnalité. L'exécution de cette œuvre se divise naturellement. Nous nous en tenons ici à l'expression telle qu'elle est reçue. Dès que le travail se complique, ce qui n'a lieu que dans l'état de société, il se divise pour le bien commun. Dans une famille, le travail du ménage ou pour le ménage se divise entre le mari, la femme et les enfants, qui tous en jouissent comme tous ont contribué à son résultat. Que, de deux hommes, l'un abatte des pommes et que l'autre les ramasse ou les pèle, il y a déjà division du travail, dont le produit se trouve augmenté par là de tout le temps qui a été épargné par chacun d'eux, tandis que l'autre faisait une partie de la besogne. Voilà tout le mystère.

DIVORCE.

Ce que la société peut unir, la société doit pouvoir le séparer. L'organisation rationnelle de la société doit avoir pour but de rendre le mariage durable en faisant en sorte qu'il ne s'en contracte que sous des conditions dont jamais aucune des parties ne puisse avoir à se plaindre. Et en attendant que ce but soit atteint, il faut que la société maintienne le divorce pour obvier à un mal plus grand, les mauvais mariages. La société rationnelle n'aura garde de supprimer la liberté du divorce; elle ne le pourrait pas plus qu'elle ne pourrait supprimer la liberté du mariage : mais, sous elle, on n'y aura que bien rarement recours.

DOCTRINAIRES.

Ce sont, dans la pratique actuelle, des charlatans brouillons qui, s'appuyant de ce qu'ils appellent ***la philosophie de la nature,*** fondent le droit sur le sentiment, et la société sur la séparatio morale d'avec la religion, du temporel d spirituel, c'est-à-dire sur l'intérêt exclus relatif à la vie organique, dont tous le: comme toute la puissance, sont représe une bourse pleine d'écus. « Le doctrinari M. Huet, a, de son propre aveu, pour seul de nier tous les principes. Cela ne l'emp d'avoir sans cesse à la bouche la souvera la raison. » Le doctrinarisme bourgeois p la souveraineté de la raison, c'est vrai; r mulée par les riches. Noble, prêtre, savant vertueux, nul n'a droit de bourgeoisie, s'il le cens que les doctrinaires élèvent tou plus haut possible.

DOCTRINE. Ensemble de préjugés.

Quand il y a ignorance sociale de la vérité pour conserver la société, proscrire la doctr traire aux doctrines socialement reçues conséquent à l'ordre établi, et en exterm propagateurs. Dès que la libre discussion i tolérance de toutes les doctrines, la sociét péril de désorganisation. La tolérance en c la caractéristique de l'anarchie. Devant la v mensonge se proscrit lui-même; et ses dé sont pris en pitié. Quand les doctrines d'un sont ébranlées, tout y chancelle, institutio mœurs, la morale, l'honneur, le caractère, l de soi et des autres, l'ordre en un mot.

— Chaque manifestation d'opinion, cha clamation de système, chaque formulaire chaque détermination de programme, sera t d'arrêt dans la recherche de la vérité, aus temps qu'on ignorera ce qu'est celle-ci, oi trouve, et comment il faut s'y prendre découvrir. On devra alors se borner à c l'état d'ignorance, et ne plus enrayer que l sera au but. « Je ne sais pas, mais on peut s est la devise de tout ami de la vérité; « cher son mot d'ordre. — Voir le mot *Symbole.*

DOGMATISME. Profession de propositi démontrées.

Le dogmatisme est de rigueur aussi lo que la vérité est ignorée, car il faut toujou ait une opinion quelconque, quand ce ne se celle de ne tenir essentiellement à aucune. nomme communément dogmatiques que c veulent faire accepter leurs opinions con seules vraies. « On n'est point en droit moquer d'un philosophe dogmatique, dit M. hon, parce que soi-même on manque de do

— Les sceptiques qui, de ce qu'eux-mêm

rent, concluent qu'il est impossible de connaître, de savoir, sont de véritables dogmatiques, et de la pire espèce.

DOGME. Opinion, préjugé.

Les dogmes d'une religion sur laquelle la société a cessé de s'appuyer et qu'elle ne protége plus, ne sont que des opinions, valables seulement pour celui qui les professe, et servant de mot d'ordre à ceux qui en ont fait entre eux un lien de communauté intellectuelle.

DOMESTICITÉ.

Les démocrates modernes prétendent que, tant que la domesticité ne sera pas supprimée, la société ne pourra subir une régénération complète. Il aurait mieux valu dire que, tant que la société ne sera pas complétement régénérée parce qu'elle ignore encore ce qu'elle devrait savoir et ne se soucie guère de l'apprendre, la domesticité sera une nécessité pour elle. Cette domesticité du reste n'est qu'une branche du prolétariat et une des faces du paupérisme. Le domestique est actuellement, comme l'ouvrier, comme le pauvre, l'esclave non pas de tel ou tel individu, mais de tous ceux qui peuvent et veulent contribuer à nourrir celui-ci de ses aumônes, les autres du salaire auquel leur travail est évalué ; il est politiquement, ou par une suite nécessaire de l'organisation de la société, l'esclave de la richesse. Cette nécessité doit être abolie; c'est incontestable. Mais il faut pour cela que la société se réorganise, et pour se réorganiser rationnellement, elle doit avant tout secouer le joug de l'ignorance qui pèse sur elle. Dès que, par l'application de la vérité, elle répartira, entre tous, les lumières socialement acquises, les richesses socialement acquises se répartiront d'elles-mêmes, et se répartiront avec équité, c'est-à-dire selon la capacité et le mérite de chacun.

Il n'y aura plus alors de domesticité, pas plus que de prolétariat, que de paupérisme, en principe, c'est-à-dire déterminé par le seul fait de la naissance dans une classe, une position, une famille quelconque. Tous les hommes seront, comme ils doivent l'être, les serviteurs les uns des autres. Et ceux que des circonstances personnelles forceront à en servir d'autres plus particulièrement, trouveront toujours chez ceux-ci le dévouement dont chacun se sera fait un devoir envers ses semblables, membre comme lui et au même titre de la même humanité.

DOMESTIQUE. Ouvrier attaché au service de l'individu, de la famille

On dit : sous le régime rationnel, quand il n'y aura plus de pauvres, vous ne trouverez pas d'ouvriers et surtout pas de domestiques. Non certes, dans le sens actuel, c'est-à-dire des ouvriers à exploiter, des domestiques à humilier et à brutaliser. Mais toujours les organisations inférieures, les caractères moins énergiques, se chargeront, au milieu du travail de tous, des tâches les plus mécaniques, feront l'ouvrage manuel, serviront, et seront rémunérés à l'égal de quiconque fait tout ce qu'il est capable de faire.

DOMINATION. Exercice du pouvoir.

La domination appartient soit à la force, soit à la raison. Lorsque le libre examen a acquis la prépondérance que la société ne peut se refuser à lui accorder tôt ou tard, le raisonnement en fait jaillir le bien ou le mal, selon l'usage qu'il en fait et surtout selon son point de départ, qui est nécessairement un sophisme, s'il n'est la vérité même. La société a subi le sophisme de la foi ; elle se traîne actuellement dans la voie que lui trace le sophisme qui attache l'autorité à la richesse, et qui la détermine par le nombre. Le syllogisme qui contiendra la vérité, jettera les fondements de la société rationnelle.

— Les révolutions bourgeoises avaient pour but, disaient-elles, de substituer à la domination de la noblesse, du sol, de la naissance, du hasard, celle de l'intelligence, du talent, de la fortune. De la fortune, soit ; et c'est ce qui a eu lieu : mais de la fortune seulement. Lorsque l'argent domine, il se prostitue le talent ou il l'écrase ; il se fait servir par l'intelligence ou il l'étouffe. *Tout pour l'argent* a infailliblement pour corrélatif *tout par l'argent.*

DONATION. Transmission de la propriété à titre gratuit.

C'est une des manières d'user de la propriété. Là où l'on ne peut donner ce que l'on veut, comme on veut, et à qui l'on veut, on ne possède pas réellement, on n'est maître de rien. La propriété y est une concession, non un droit ; c'est un mensonge : car, en réalité, la propriété ainsi restreinte, dépend non du détenteur, du possesseur, mais du pouvoir, qui règle arbitrairement, comment, dans quel sens ou dans quel but, et jusqu'à quel point, il est légal de posséder.

Pour se maintenir, le pouvoir dans nos sociétés de libre discussion, doit proclamer la propriété un droit, et la supprimer de fait, toujours bien entendu, en dissimulant le plus possible ses intentions et ses actes.

DOUANES. Barrières entre les nations.

Les douanes sont une nécessité sociale pendant l'époque de foi, pour empêcher le développement des intelligences par le contact entre les nations; une nécessité sociale pendant l'époque de doute, pour empêcher l'absorption de toutes les nations par la nation la plus riche. Mais, source d'ordre tant que l'examen est compressible, les douanes deviennent une cause d'anarchie dès qu'il est permis d'en discuter le principe. Il n'y a plus alors d'ordre possible que par la suppression des nationalités et par conséquent des douanes; c'est-à-dire, par la connaissance de la vérité et l'application de la justice. Vouloir aujourd'hui, c'est-à-dire avec les connaissances socialement acquises et l'état social qui en est le résultat, vouloir supprimer les douanes est une folie de la plus dangereuse espèce, avec celle de nous débarrasser des armées, de la guerre, de la diplomatie, du paupérisme, de la peine de mort, etc., tout en demeurant dans l'ignorance sur laquelle sont fondés le morcellement de l'humanité en peuples, nécessairement ennemis les uns des autres, le règne de la force et de la ruse, et l'exploitation des faibles par les forts.

DOUER.

Si l'homme est doué de ses moyens de penser et d'agir, il n'est plus par lui-même ce qu'il paraît être; il n'est plus indépendant, réel. L'homme est composé d'une sensibilité, d'une âme, et d'un organisme nécessaire pour que l'âme puisse se sentir elle-même en sentant qu'il y a autour d'elle d'autres êtres qui sentent et des choses simplement senties. Ce ne sont pas là des dons, car ce ne serait plus rien d'effectif; c'est l'essence même de l'homme, laquelle constitue sa réalité.

DOULEUR. Répulsion perçue.

Toute douleur, comme toute joie, comme tout sentiment, est morale. Douleur physique est une expression qu'on entend souvent, et qui caractérise parfaitement l'état matérialiste des connaissances. Il est bien vrai que la modification éprouvée sous la forme d'une douleur est matérielle, puisque toute modification, même celle qui est relative à une pensée, est matière. Mais le sentiment qui fait percevoir cette modification est moral, puisqu'il exige un être immatériel qui en soit le sujet.

DOUTE. Ignorance reconnue.

Quand le doute est simplement négatif, qu'il s'exprime par les mots : *je ne sais pas,* il est indispensable pour passer de l'ignorance au savoir; quand il est dogmatique et affirme qu'*on ne peut pas savoir,* il est le plus puissant obstacle à la découverte de la vérité.

Aussi longtemps que la vérité est ignorée, le doute dogmatique, pour être *conséquent,* doit être absolu. En effet, rejeter tout ce qui n'est pas démontré vrai après qu'on a admis qu'on ne peut démontrer la vérité de rien, oblige nécessairement à nier toute certitude, même celle que rien n'est certain. C'est conclure l'absurde.

DOUTE (*Époque sociale de*). Époque d'ignorance et d'incompressibilité de l'examen.

C'est l'époque où toutes les vérités supposées sont reconnues n'être que des hypothèses : l'ordre social est dès lors sapé dans ses fondements. Néanmoins tant qu'il y a vie sociale, il y a ordre en dépit du doute, mais un ordre tel quel, sans fixité, au jour le jour, tendant nécessairement et de plus en plus rapidement vers sa ruine.

DOUTER. S'avouer qu'on ne croit plus et qu'on ne sait pas encore.

On ne croit plus parce qu'on ne trouve plus de motif pour croire, et on ne sait pas encore parce qu'on n'a point encore de preuves de ce qu'on devrait savoir. « Douter, dit le P. Rozaven, de la compagnie de Jésus, c'est du moins faire usage de sa raison, au lieu que croire sans motif c'est agir en fou. » On croit, tant que l'on accepte comme vrai ce qu'on ne sait pas si c'est vrai ou non et seulement parce que, pour agir, il faut au moins supposer que l'on sait quelque chose : on doute dès qu'on ne croit plus sans cependant que l'on sache; quand on sait, il n'y a plus lieu à croire, et il n'y a plus possibilité de douter.

DROIT, PRINCIPE. Raison, considérée comme règle des actions.

Aussi longtemps que l'autorité n'est pas déterminée rationnellement, que la raison n'est pas incontestablement démontrée, le droit, en principe, se confond avec la force, et les droits dans l'application se fondent sur la règle d'action que chacun a acceptée ou qu'il s'est faite. Sous l'empire de la foi sociale, la règle est commune et par conséquent sociale également; une fois que le doute est né de l'examen, la règle n'est plus qu'individuelle, c'est-à-dire qu'elle est éminemment anarchique. Socialement parlant, la force qui se fait appeler *droit,* s'établit et se maintient en se cachant derrière un sophisme, lequel, convenablement formulé, s'intitule *loi.* Pendant toute l'époque sociale d'ignorance, le droit dérive nécessairement de la loi; il n'y a pas d'autre droit possible. A l'époque de con-

ı vérité, toute loi qui ne pourra pas par enchainement de propositions principe même du droit, sera de 'a nulle.

ı moins que sa conformité avec le é réel ne soit évidente, exprime force; le droit seul implique la ›n.

ıcore la réalité d'un autre droit que ;e n'a été incontestablement établie ment. Or, tant que dure l'ignorance égard, c'est-à-dire, tant que la loi, ion de la volonté, de la force, crée que c'est le droit qui doit être la ncipe de la loi, il n'y a que l'intimi-ur, qui puisse servir de sanction à Seulement, dès que la discussion et ne peut plus être comprimée 'ordre est exclusivement éphémère sentiellement variable et accidentel.

S L'APPLICATION. Ce qui est dû à ertu de la règle des actions.

ıtique est le corrélatif de devoir. t à ce que tous lui doivent, comme oir de satisfaire aux droits de tous. testable ou réel a pour source le pour base la raison absolue, pour n religieux. L'essence du droit est rts et des faibles devant la raison. n relevant de la force est la négation éel.

MUN.

ne de la justice relative à l'époque sous celui de la justice absolue à nnaissance de la vérité, le droit équité même, c'est-à-dire l'égalité, réelle, des droits de tous sans ersonnes, ou l'égalité de tous devant mps de transition entre la persuasion conviction par la démonstration, x temps de doute, le droit commun t vide de sens. Car alors tous les server la force sont nécessairement s du fort, et le faible n'a d'autre d'attendre qu'il soit devenu fort afin on tour et de prendre sa revanche,

VENTIONNEL. Droit non reconnu ; réellement, mais admis par conven-

ventionnel se fonde sur un raisonnement, mais contestable; et sa sanction est, en dernière analyse, le bourreau.

DROIT D'INSURRECTION.

Ce n'est pas un droit, mais un fait: c'est l'appel à la force, à défaut de connaissance du droit réel. Le droit d'insurrection est la conséquence de la souveraineté du peuple, qui est la conséquence de la souveraineté de la raison individuelle, qui enfin est la conséquence de l'impossibilité où se trouve la société de maintenir, avec son monopole des développements de l'intelligence, l'unité de croyance et l'ordre par la foi. Lorsque l'ignorance sera dissipée socialement, il ne restera que la souveraineté de la raison absolue, contre laquelle les malades d'esprit pourront seuls s'insurger.

Tant qu'il y a eu foi, la société a puni l'insurrection, quoique consciencieuse, de la peine de mort. Depuis l'invasion sociale du doute, l'insurrection est universelle et permanente; seulement on l'appelle *pouvoir* là où elle est la plus forte, *opposition* là où elle lutte légalement pour le devenir, *révolution* quand elle réussit, soit par la violence, soit par un escamotage quelconque, *révolte* quand elle échoue. Le pouvoir combat l'opposition, cède devant la révolution, et écrase la révolte.

— Convertir le prétendu droit d'insurrection en devoir, c'est étrangement abuser des mots.

DROIT DIVIN. Droit prétendument révélé par un Dieu anthropomorphe.

C'est la base de l'ordre, tant que la discussion du principe social peut être empêchée : c'est une cause de désordre, dès que l'examen est devenu incompressible. Le droit divin a pour source une révélation, et pour condition de durée, la foi. Il est établi et justifié par la nécessité sociale, c'est-à-dire par le besoin d'une organisation qu'il faut fonder sur l'autorité de la force, puisque la raison n'a pas encore d'autorité reconnue. Lorsque la libre discussion a renversé le droit divin et que la nécessité sociale n'impose pas encore le droit rationnellement incontestable, l'organisation de la société est dévolue à l'arbitraire des hommes. Il y a progrès accéléré vers l'anarchie.

DROIT DES MAJORITÉS. — Voir *Droit conventionnel*.

La majorité, le plus grand nombre, représente la force. Son droit, basé sur l'indétermination de la raison, est de courber sous sa volonté la raison, également vague, de la minorité, dont l'opposition exprime les protestations au nom de la faiblesse.

Il n'y a eu jusqu'ici d'autre droit que le droit divin appuyé sur une révélation, et le droit des majorités, qui est la négation de tout droit réel. Il est évident qu'avec le droit des majorités, la société rationnelle est impossible. Or, le droit divin n'est plus possible comme droit social. Donc le droit réel, le droit démontré, sanctionné par la religion démontrée elle-même, est devenu nécessaire pour que l'ordre soit établi.

DROIT NATUREL. Droit basé sur le sentiment.

Ce droit prétendu repousse le raisonnement et ne présente aucune espèce de sanction. Comme si tout droit possible ne devait pas nécessairement être, ou du moins passer pour rationnel, sous peine de n'être plus que la force s'imposant comme droit ! La force est à elle-même sa sanction. Le droit (la raison) a besoin d'une sanction hors d'elle, et d'une sanction incontestable et inévitable ; sans quoi c'est un non-sens. Et l'application d'un droit sans motif ni sanction est la mise en pratique de la déraison, du désordre et de l'anarchie.

DROIT SOCIAL.

L'expression *droit social* est équivalente à celle de *nécessité sociale ;* car tout ce qui est nécessaire à la conservation de l'ordre, qui est l'existence de l'humanité, est pour la société le premier des droits, la loi suprême, devant laquelle, tant que dure l'ignorance sociale, le droit absolu lui-même, alors inapplicable sans qu'il en résulte le désordre, est une injure relativement à l'époque, et doit en toute circonstance céder devant la nécessité. Transformée en droit, la force à l'époque de croyance, impose à la société une éducation commune, dont elle fait jaillir une instruction commune, une science commune, une certitude commune, une morale commune. Ce mode de direction, sous l'influence du doute, devient impossible, du moins comme état social ayant quelque stabilité. La force dès lors demeure à découvert : mise à nu, elle est nécessairement refoulée dans ses limites rationnelles, la nature physique. Il n'y a plus de morale sociale, de certitude sociale, de science sociale, d'instruction sociale, d'éducation sociale, parce qu'il n'y a plus d'autre droit social que la force, et que la force n'est pas un droit.

DROIT SUR LA VIE.

Droit est synonyme de raison. Est-il raisonnable que la société ôte la vie à un de ses membres? Oui, si la mort de cet homme est réellement nécessaire à la conservation de la vie sociale, de l'ordre. La société ne reconnait de sacré que la vie sociale, l'ordre; la vie de quelques individus n
devant le droit pour l'humanité d'existe
n'y a opposition entre le droit absolu de
et le droit relatif de la société que pendant
d'ignorance. Une fois la vérité connue soc
la vie de tout homme sera sacrée pour l
dans le véritable sens du mot.

DROITS DE L'HOMME.

Sous ce titre, qui réunit tout ce qui a é
ce sujet, on n'a jamais proclamé de d
que celui de la force, le droit de battre et
ter quand on est le plus fort, impliquant
d'être exploité et battu quand on est le pl
Nous disons *droit réel,* dans le sens
sanctionné, car le droit de la force porte sa
avec lui. Quant à un autre droit, dériv
raison et ayant pour expression la justi
veut ne point parler sans rien dire, il
trouver une sanction inévitable appuyé
raison, dont la réalité soit incontest
prouvée, et à laquelle toute force soit né
ment subordonnée. Or, loin d'avoir tro
sanction, la société ne sait point encor
lui est indispensable et qu'elle lui manque
la cherche donc pas, et est loin de se do
moins qu'elle ne la découvre et ne s'y soum
mourra. L'anarchie le lui enseignera à se

DROITS POLITIQUES. Pendant l'époqu
rance et de compressibilité de l'examen,
droit d'appliquer la règle ; pendant l'époqu
rance et d'incompressibilité de l'examen
droit de donner la règle.

« N'est-ce pas le comble de l'imprud
d'accorder l'égalité des droits politique
hommes de condition inégale? » a dit M. P
Incontestablement ceux dont la conditio
souffrir de l'organisation sociale établie, t
ront à changer cette organisation, qui se
due *unguibus et rostro* par ceux qui se
dans la condition d'en recueillir tous les a
et tous les profits. Si c'est là ce que nos
d'État se proposent, ce sont les plus a
démolisseurs de la société. Mais s'ils
la conservation de cette société, ils ont
au rebours du bon sens. Hâtons-nous de
leur décharge que la *force des choses* le
d'agir comme ils font : il leur est im
dans les circonstances données, de ne pas
de plus en plus le cercle des droits polit
leur est imposé, comme hommes d'État, de
par tous les moyens à empêcher que cet
sion n'ait les conséquences qu'elle doit né

. C'est l'effet de l'exercice de la liberté, impulsion de l'ignorance.

l'empire du droit divin, les droits poli- sont que d'administration; ils sont la propriété du sol. Sous l'empire des les droits politiques impliquent la té; ils sont constituants. Ces droits tiennent à la propriété en général, au uloir, par l'exercice universel des droits arriver à organiser la société conformé- raison absolue, est le comble de la On ne vote pas sur la vérité; on ne s l'égalité et la fraternité. Des prolétaires s sont toujours des prolétaires, jusqu'à se soient faits propriétaires; et, quand éussi, le prolétariat existe tout comme t. Seulement, il est à la charge d'autres Il y a changement de personnes, de noms, ment de choses et encore moins d'idées. ains réformateurs, pour venir au secours mourant de faim, proposent de le mettre sion de ses droits politiques. L'expé- parfait, mais seulement dans le sens allons dire : le peuple, aussi ignorant roit que les bourgeois le sont sur le lra tout prendre comme les bourgeois ut conserver, et ils ne feront que boule- ites choses. De cette anarchie naîtra le connaître le véritable droit et de l'appli- ce ainsi que l'entendent les réformateurs parlons ? Nous ne le pensons pas.

:É. Existence de deux principes.

t toute l'époque d'ignorance, où la véri- lité, celle de la réalité démontrée du absolu d'existence et de la cause ma- ui le modifie, est inconnue, les effets de cette dualité sont personnifiés sous s formes. Nous nous bornerons à rappeler: ncipe du bien; et, puisque le mal existe, principe du mal : l'homme ayant deux n lui, l'un qui lui montre le prix de la l'autre qui lui fait préférer le vice.

s dualité, l'unité réelle ne pourrait se le serait par conséquent pour elle-même i elle n'était pas. Point de connaissance ans le retour du *soi* sur *soi*, et si la sen- e parvient pas à se manifester à elle- ue devient pour elle sa propre réalité?

ıtume barbare du duel persiste en dépit des protestations du bon sens et des rigueurs des lois qu'elles ont fini par provoquer. Pourquoi? Parce que le bon sens public n'est pas d'accord avec lui-même; que ce qu'il condamne en théorie, en pratique, il l'approuve, il l'impose comme un devoir; parce que les lois n'expriment pas la pensée de ceux qui les formulent, et qui se battraient demain après avoir fait condamner ceux qui s'étaient battus hier. Et d'où vient cette étrange anomalie? De ce que le duel est bien l'expression du principe sur lequel l'ignorance sociale a été contrainte d'asseoir l'ordre : ce principe est *la force*. Que sont les lois elles-mêmes? L'application de la volonté, de l'arbitraire, de la force; nous défions de démontrer qu'elles dérivent du droit. Elles frappent le duelliste qui s'est fait justice à lui-même, mais elles ne sauraient le flétrir, car il s'est montré courageux, *fort*. On aura beau dire et beau faire, aussi longtemps que la société ignorera ce qu'est le droit réel, il faudra bien qu'elle se résigne à subir le joug de la force, et aussi longtemps que la force sera son seul droit, la force sera honorée, glorifiée, déifiée, sous toutes ses formes et quelles que puissent être ses conséquences.

Il n'y aura plus de duels, le jour où la raison sera déterminée incontestablement, et socialement acceptée; mais la veille encore on se sera battu.

DURÉE. Étendue dans le temps, succession perçue.

On se figure assez communément l'éternité comme une durée sans fin, une durée qu'on appelle *infinie;* on ne réfléchit pas que la durée, la suite, et l'infinité se contredisent. La durée a nécessairement lieu dans le temps, et le temps, quelque long qu'on le suppose, peut toujours être prolongé ou accourci, a toujours des bornes, est toujours limité.

L'éternité est l'opposé du temps, et il n'y a point de temps sans division, comme sans succession il n'y a point de durée. L'être qui sent dans l'éternité, sent sans interruption, sans modification; il ne sent pas qu'il sent, ne se sent pas sentir. Pour connaître, pour savoir, il faut qu'il passe à l'ordre de temps, à l'ordre de succession. Le passage d'un ordre de temps déterminé à un autre ordre de temps est par conséquent toujours immédiat pour l'être sentant; car il n'y a point pour lui de temps possible entre deux vies organiques, quand même il s'écoulerait pour d'autres êtres sentants des milliers de siècles.

E

ÉCHAFAUD. — Voir le mot *Capitale* (Peine).

Notre société étant organisée par la force sous les apparences du droit, a pour sanction indispensable l'échafaud, dernier mot de cette force, mais entouré des garanties de la loi, qui est l'expression de la force, appelée justice. L'échafaud est la clef de voûte de l'organisation sociale actuelle : ils sont bien aveugles, ou bien coupables, ceux qui veulent le supprimer. C'est vouloir que l'édifice s'écroule sur lui-même.

ÉCHANGE (*Libre*). Commerce sans entraves entre deux circonscriptions humanitaires.

Appliqué entre des circonscriptions nationales, pour lesquelles, par conséquent, la vérité, la raison, n'est pas encore socialement déterminée, et qui, ne vivant pas sous un principe de foi commun, ne reconnaissent point de juge infaillible de leurs différends, le libre échange est, comme la concurrence illimitée entre individus pendant la même époque sociale, le triomphe de la ruse et de la force, et l'oppression, la mort de tout ce qui est faible et inhabile. Le libre échange aboutit nécessairement à la ruine de toutes les nations, hors celle dont l'organisation permet à son gouvernement de traiter impunément les masses en esclaves, c'est-à-dire à merci et miséricorde. Car le commerce ne prospère que par le bon marché des produits, et ce bon marché ne s'obtient exclusivement que par l'exploitation des ouvriers, jusqu'à l'exténuation, jusqu'à la mort.

— Dans l'ordre actuel des choses, chaque ouvrier n'a à combattre que les intérêts des autres ouvriers du même pays, que le besoin force de lui faire concurrence afin de prolonger leur misérable vie aux dépens de la sienne. Avec le libre échange international, chaque ouvrier de chaque pays aurait à combattre les intérêts de tous les ouvriers de tous les pays. Et, tandis que maintenant chaque État a intérêt à rendre ch
concurrence moins désastreuse en la ci
vant, avec le libre échange l'intérêt natio
de pousser la misère dans ses dernière
pour l'emporter en prospérité sur ce que l
nations obtiendraient également en rend
ouvriers de plus en plus misérables, e
même l'État de plus en plus florissant.

ÉCLAIRER L'ESPRIT.

A moins qu'on ne conserve à cette expr
signification figurée que nous lui donnon
celle de transmettre des connaissances,
point de sens rationnel.

Maintenant, suffit-il d'éclairer l'esprit po
le cœur (nous continuons à employer la phr
des moralistes)? Oui et non, selon ce qu'o
par le mot *connaissances*. Faire part aux
des notions acquises en grammaire, (
sciences physiques et mathématiques, ne c
certes en aucune manière, directement d
à les rendre meilleurs. Mais, certes auss
monstration de la vérité les soumettrait im
ment, par contrainte morale, à la loi ratio
devoir. Les progrès de l'intelligence da
maine matériel, loin d'ennoblir les pass
font que les surexciter, en multipliant les
et la facilité de les satisfaire. L'homme ré
éclairé n'est pas celui qui sait lire, écrire, (
qui est docteur en lettres ou en scienc
celui qui distingue démonstrativement entr
et le mal. Celui-là est seul entièrement
ses actions ; car il est convaincu qu'il
sa liberté en se laissant entraîner par ses p
comme font les ignorants, les fous.

ÉCLAIRER LE PEUPLE.

L'éclairer ! sur quoi? Sur ses souffrance
sent plus vivement de jour en jour. L'in

de quoi? De ce qu'il n'a pas plus que les heureux de la terre mérité dans ce monde d'y souffrir? Il commence à ne plus en douter. Lui direz-vous que la force seule l'a empêché jusqu'ici d'avoir sa part des jouissances qui l'environnent? Il le sait de reste. Que si le nombre est de son côté, il n'a qu'à vouloir pour que la force y soit aussi? Il est occupé à se compter, et il s'organise en silence. Ce qu'il faudrait éclairer, c'est la classe exploitante. La domination lui échappe; elle n'est plus possible. Que cette classe apprenne à se montrer raisonnable et équitable, et elle sera plus heureuse quand tout le monde le sera avec elle et comme elle. Si elle s'obstine, elle sera exploitée à son tour, et elle le sera aussi longtemps que l'exploitation sera possible.

— Il faut montrer et démontrer au peuple, et il est urgent de le lui démontrer, que, s'il souffre, la cause en est à l'ignorance sociale de la vérité, qui fait prédominer la force et a pour conséquence l'exploitation des faibles; que ce n'est donc pas à ceux qui exercent cette exploitation qu'il doit s'en prendre de son mal, mais à l'ignorance qui la leur fait exercer; que, devenu fort à son tour, si lui aussi se fait exploiteur, il ne fera que perpétuer le mal, dont le seul remède efficace est la cessation de toute exploitation par l'application de la justice, expression de la vérité reconnue. Le peuple est un lion endormi : éterniser son sommeil est impossible; rendre son réveil moins terrible n'est que difficile. Que fait-on? On irrite sa faim, en lui faisant flairer une proie qu'on l'empêche de saisir. On lui apprend à lire, à écrire, à penser. Il se réveillera furieux et dévorera ses maîtres.

Éclectisme. Choix sans règle entre différentes affirmations, prises dans des systèmes différents.

L'éclectisme est le système de ceux qui confondent le vrai et le faux, affirmant que toute vérité a sa part inséparable d'erreur, et toute erreur celle de vérité. Les éclectiques pour qui, par conséquent, rien n'est absolument vrai ni absolument faux, se composent un corps de doctrine de ce qui leur paraît le plus plausible dans chaque système sans avoir pour cela de criterium qui leur serve à distinguer ce qui est plausible réellement de ce qui ne l'est pas. « N'admettant ni le matérialisme ni le spiritualisme, dit de Bonald, ne niant ni l'un ni l'autre, voulant les modifier tous les deux et les compléter, l'éclectisme est forcé de chercher sa route entre l'ordre et le désordre, entre le bien et le mal, entre la monarchie et l'anarchie; il a été introduit par de faibles philosophes et de faibles politiques, qui croient que la vérité est un *milieu*, comme la vertu, et qui sont aussi incapables d'éclairer les peuples qu'impuissants à les gouverner. »

École. Secte philosophique.

Aussi longtemps que la vérité n'est pas démontrée, vouloir appartenir à une école est folie; quand elle sera démontrée, il n'y aura plus que des écoles de fous.

Économie politique.

Constatons tout d'abord que les économistes ne sont pas le moins du monde d'accord entre eux, et ne le sont pas le plus souvent avec eux-mêmes, sur la valeur déterminée qu'il faut donner à l'expression *économie politique*. Tantôt, ils attribuent tout au droit, de la réalité duquel cependant ils ne donnent aucune démonstration incontestable; tantôt, ils ne s'appuient que sur les faits, qui ne leur fournissent qu'un recueil plus ou moins complet d'observations, mais jamais une science. Il nous serait difficile, pour ne pas dire impossible, dans ce pauvre état des connaissances morales, de définir un corps de doctrine dont les adeptes eux-mêmes ne se forment pas encore une idée nette et déterminée.

Si l'économie politique était celle de l'humanité, elle impliquerait l'anéantissement des nationalités : en effet, la science économique réelle ne sera applicable que lorsque *les sociétés* existantes se seront évanouies devant *la société* qui les remplacera. Nous appelons cette économie *sociale*. Mais il n'est encore question que de l'économie politique de chaque nation, et à ce point de vue il n'y a pas *une* science, il y en a *plusieurs;* ou plutôt il y a pour chaque nation *l'art* d'exploiter les autres nations et de prospérer à leurs dépens.

— On a défini l'économie politique *la science de la richesse;* on aurait dû dire : *une branche de la science sociale*. La richesse ne peut être organisée que par l'organisation de la société. Cette organisation est l'expression d'un raisonnement, bon ou mauvais, et l'organisation de la richesse dépend de ce raisonnement-là.

— L'économie politique, en ne faisant que prendre acte de ce qui est, a rendu de grands services; car elle a fait toucher au doigt et à l'œil, qu'il devient de plus en plus pressant d'y substituer autre chose. J.-B. Say, Malthus, Ricardo, et leurs disciples, n'ont fait qu'observer, et le plus souvent ils ont fort bien observé : le résultat de leurs investigations est horrible, et, une fois connu, ne saurait persister. L'économie sociale, qui finira par triompher de l'économie politique, est la science de la société, c'est-à-dire, la science de la

morale, la science de l'homme, toute la science, en un mot.

Mais en prétendant en outre qu'il n'y a qu'à suivre les événements, à accepter les faits accomplis, et en ne proposant d'autre remède à leurs inévitables conséquences, que la stupidité de la résignation, l'économie politique devient réellement la cause de toutes les révolutions qui ont troublé l'ordre et ébranlé la stabilité des sociétés. Le mal souffert s'étend progressivement sur un nombre d'hommes plus considérable, et en est de plus en plus vivement senti; il doit disparaître si la société doit ne pas périr. Est-ce bien le cas de se borner à en tenir registre?... Aussi les utopies de toute espèce, les plus creuses mêmes, les plus absurdes, ont-elles beau jeu pour se faire accueillir favorablement : elles promettent, ce qui est indispensable, le changement radical de la société, à organiser sur un principe opposé à celui qui ne peut plus garantir l'existence de l'ordre; mais elles proposent des moyens impraticables. De là les mécomptes sans fin; puis, le mécontentement pénétrant de plus en plus profondément et prenant des proportions de plus en plus hostiles, de là les soulèvements et les bouleversements. Et toujours sans fruit; nous nous trompons : toujours avec une impitoyable aggravation du mal.

L'économie sociale, ou plutôt la science sociale n'a qu'une seule chose à dire sur cette question fondamentale pour notre avenir : c'est que le paupérisme doit disparaître d'une société où la discussion ne peut plus être comprimée; que le paupérisme ne disparaîtra que devant la suppression du prolétariat; que le prolétariat ne sera supprimé que lors de l'entrée du sol à la propriété collective, et que ce changement complet dans l'organisation de la propriété ne sera réalisé que par l'abolition du paupérisme moral, c'est-à-dire par l'application sociale de la vérité, et par la participation de tous également aux connaissances socialement acquises.

ÉCONOMISTES.

Sans avoir égard à ce qui devrait être si la société était parvenue à l'état de connaissance de la vérité, sans se préoccuper de justice absolue, les économistes se bornent à justifier ce qui est comme étant nécessaire, comme ne pouvant, et c'est en cela qu'ils se trompent, être autrement. Nous parlons des économistes politiques, et non de ceux qu'on a appelés sociaux et que nous nommons simplement *socialistes*. (Voir ce mot.) M. Vidal a tracé un portrait peu flatté des économistes de la bourgeoisie : « Les économistes libéraux (ce sont ses expressions) ont décrété la souveraineté, l'infaillibilité de l'individua qui avaient tant ri de l'infaillibilité des des rois. Ils ont posé l'intérêt particuli régulateur suprême en toute chose, coı cipe de justice, au milieu de la lutte ac tous les intérêts; ils ont fait de la fo ruse, du hasard et de la mauvaise foi, l souverains du monde économique; ils formé l'industrie en champ clos, ils dans la lice tous les combattants, et morale, ils ont proclamé cette maxime de *Malheur aux vaincus!* »

ÉDIFIER.

Pour édifier, même figurément parl des matériaux. La société en a-t-elle propres à servir de fondement à sa nouve sation? C'est rationnellement qu'elle d niser; car, pour rompre en visière au au vrai raisonnement, elle n'a qu'à comme elle est : sait-elle ce qu'est en raison? Ce n'est que vers le but d'être quant à l'application, l'expression de qu'elle peut tendre par son noble désir de car pour n'être que le résultat du prin ploitation par les plus forts au détrimen faibles, elle n'aurait qu'à s'obstiner dan habituelles. A-t-elle sur le droit une minée? possède-t-elle la démonstrati réalité du droit? Non, n'est-il pas vrai alors qu'elle cherche, et ne boulevers avoir découvert, afin de pouvoir édifi démolissant, et ne pas se trouver, faut riaux convenables, sans ressource et sa

ÉDUCATION. Modification plus ou mo de l'ensemble des propriétés d'un être.

L'éducation telle que nous venons d est relative, soit au physique seulemen ce n'est plus, à proprement parler, donn tion, mais élever, mais dresser qu'il fau au moral, au moyen des préjugés qu'on des sentiments qu'on rend prépondéran

On commence par élever l'enfant, qu'on le façonne, qu'on le dresse comn de quelque objet, d'un animal; puis accepter des notions et des précepte appuyer d'aucune preuve, sans les fon cune démonstration. Ce qu'on appelle l' n'arrive qu'en dernier lieu; et, dans l' des connaissances acquises à la sociét sous le rapport moral, entièrement faus s'étonner si l'édifice social, plus impos en jour par la somme des découvertes s

qui l'enrichissent et le décorent, s'affaisse sur lui-même faute de trouver la seule base sur laquelle il puisse s'établir et demeurer debout?

— L'éducation est l'insinuation ou l'imposition d'une règle d'action. Quand la discussion est socialement interdite, l'instruction confirme les préjugés de l'éducation; quand elle est libre, l'instruction et l'éducation se contredisent le plus souvent. Lorsque la vérité sera acceptée socialement, l'éducation l'énoncera, l'instruction la démontrera.

— L'éducation est de la plus haute importance pour la société; car les hommes lui doivent leur seconde nature organique et leur première nature morale. Tant que l'éducation domine l'instruction, c'est-à-dire qu'on n'enseigne que ce qui est déjà cru, il y a ordre par la foi. Quand l'instruction contredit l'éducation, il y a trouble, désordre. Ce sera exclusivement l'éducation, fondée sur l'instruction et que par conséquent celle-ci ne pourra que confirmer, qui servira de base à la société nouvelle.

—L'éducation qu'on donne à l'enfance est presque toujours fausse et funeste. On applaudit à l'enfant qui tiraille et mutile les animaux en carton ou en bois qui lui servent de jouets, tout en sachant que, plus tard, on cherchera à faire partager par l'enfant l'opinion que les animaux représentés sont des êtres sensibles. Il n'y a rien d'étonnant si l'enfant, devenu homme, maltraite capricieusement et stupidement les animaux dont il se trouvera entouré. On rit de la petite fille qui bat sa poupée; ce qui est cause que bientôt elle battra sa *bonne* et que, mariée, elle élèvera des fils qui battront leurs femmes s'ils n'en sont point battus. « Les jeux des enfants, dit fort judicieusement Montaigne, ne sont pas jeux; il les faut juger *en eux* comme leurs plus sérieuses actions. » Lorsque l'intelligence s'ouvre que fait-on pour la féconder? On la meuble d'idées absurdes, d'un langage qui n'exprime rien ou du moins rien de rationnellement déterminé, de futilités et de mensonges. Et quand l'instruction vient cultiver ce pauvre sol, elle ne l'ensemence que de faits, d'observations, de connaissances, naturelles ou matérielles, de théorèmes qui ne se rapportent qu'aux mathématiques; et si, après en avoir arraché les illusions de la foi, elle réussit à y faire germer quelque chose, ce sont les incertitudes du matérialisme, la sécheresse de l'égoïsme et le désespoir du néant...

Voilà notre éducation; les souffrances dont nous nous plaignons en sont l'inévitable conséquence.

ÉDUCATION DOMESTIQUE.

Pour ne point être anarchique, l'éducation devrait être la même dans chaque famille. Or, cela n'est possible que sous le despotisme fondé par une révélation et protégeant de sa force la foi qui le maintient. L'intervention du despotisme est impuissante pour conserver l'unité de l'éducation, aussitôt que l'incompressibilité de l'examen permet à l'instruction de se mettre en contradiction avec elle. L'éducation ne redevient *une* qu'en se subordonnant à l'instruction rationnelle; bien entendu après que la société a trouvé et appliqué à son organisation le principe dont l'incontestabilité rend tout dissentiment impossible. Chaque famille alors sait quel est ce principe, et, par l'éducation domestique, en transmet la science.

— « Il n'y a, dit avec beaucoup de raison M. Victor Considérant, et ne peut y avoir, à parler vrai, d'instruction réelle, sociale, utile, pour les classes privées du nécessaire. Je dis plus : l'instruction et l'éducation sont le plus funeste des cadeaux qu'on puisse faire à un paria. » Cela est incontestable pour l'époque actuelle et sous l'organisation existante de la société. Aussi longtemps donc qu'il y aura des parias, l'éducation et l'instruction seront des éléments d'anarchie, puisque, données au sein d'une société qui ignore jusqu'au premier principe de ce qu'il faudrait enseigner, elles servent à dévoiler aux yeux de ceux qui en souffrent les iniquités et les absurdités dont cette société est l'expression.

— Dès que l'instruction est en opposition avec l'éducation (et cela arrive nécessairement aussitôt que la discussion a conquis son droit social de libre application), les leçons que la foi fait encore bégayer à l'enfance, et que parfois la vieillesse rabâche en présence de la mort, sont vilipendées par l'homme jouissant du plein développement de son intelligence, si elles ne sont vouées à l'indifférence et à l'oubli. La religion n'est plus la base de l'ordre puisqu'elle a cessé de sanctionner la morale, et celle-ci tombe faute d'appui. Or comme, une fois la religion éliminée socialement, il ne reste plus d'autre garantie sociale de la conservation de l'ordre que la force, la société se trouve ravalée au niveau d'un simple accident.

Pendant que dure la lutte douloureuse entre l'éducation et l'instruction, chaque homme est plus ou moins tiraillé, tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, et torturé sans relâche, aujourd'hui par l'éducation qu'il a reçue, enfant, demain par le raisonnement dont l'instruction a armé sa jeunesse contre ce qui n'a plus à ses yeux d'autre valeur que celle de sentiments préconçus, de préjugés. Ce supplice ne se termine pour l'individu, comme nous l'avons dit plus haut, que par le triomphe complet de la seule science possible dans

les circonstances sociales données, la science du matérialisme. ***Chacun pour soi,*** dès lors, ***et uniquement pour soi***, devient la devise de tous. La société qui se sent empiriquement ébranlée jusqu'en ses fondements, cherche autour d'elle l'ennemi qui menace son existence; elle frappe, mais en aveugle, et n'atteint que le vide. Et, en attendant, la force poursuit son œuvre de désorganisation; le fait accompli ne cède que devant un fait nouveau qui le remplace. Il n'y a plus de société réelle, mais seulement une juxtaposition d'égoïsmes, une ligue toujours éphémère d'intérêts, se croisant sans cesse, sous l'égide de l'immoralité qui s'avoue ou de l'hypocrisie qui la cache.

EFFET. Phénomène considéré comme étant la conséquence d'un phénomène préexistant.

Tout mouvement, effet de la force, devient cause ou force à son tour pour produire un mouvement nouveau; et ainsi indéfiniment, aussi longtemps que les mouvements peuvent être perçus, les forces appréciées. ***Dans le temps,*** il n'y a point d'effet sans cause, ni de cause qui ne soit aussi un effet.

ÉGALITAIRES. Ceux qui veulent l'égalité absolue entre les hommes.

Matérialistes, les égalitaires ne jugent pas, ils mesurent; ils n'apprécient pas, ils comptent : leur criterium est un niveau. L'égalitarisme social est la suppression, en faveur de la société, des individualités, sans lesquelles la supposition d'une société est absurde. C'est la substitution de la force qui fait travailler pour les autres, au raisonnement qui est le travail pour soi. Le raisonnement seul organise la société; car celle-ci est l'expression d'un acte intellectuel, non d'une opération mécanique. Il faut que la société soit organisée de manière que le travail de chacun pour soi ait pour résultat le travail de chacun pour tous. L'égalitarisme communiste est une folie.

ÉGALITÉ. Identité figurément dite, ou identité sous un rapport.

Exemple : L'égalité des hommes est leur identité sous le rapport de l'immatérialité. L'égalité prise dans le sens d'identité, c'est-à-dire dans le sens qu'on donne le plus ordinairement à ce mot, n'appartient qu'aux âmes. L'égalité illusoire est l'analogie qu'il y a entre les objets.

— Il ne peut y avoir d'absolument égal que ce qui est réel. Les âmes seules et les unités, abstractions des âmes, sont réellement égales entre elles. Dans l'ordre matériel, rien n'est égal. Les intelligences auxquelles donne lieu l'union d'une âme avec un organisme, sont nécessaireme comme tout ce qui est matière et ce q cipe. Sans l'égalité psychologique, il r raison ni justice, ni droit ni devoir, n humanité. Pour que la réalité, l'in l'unité puissent se sentir, il faut qu'il y ment, vie, différence, personnalité : l'i aussi indispensable que l'égalité.

ÉGALITÉ DEVANT LA LOI.

Quand Dieu était censé avoir fait la l inégalité d'ailleurs que cette loi consa forçait moralement tous les hommes à au nom de leur égalité, ou plutôt de devant ce Dieu. Et dès lors il y avait o Aujourd'hui que la loi est l'expression d des hommes, les plus forts organisent intérêt exclusivement, la société qu'eux constituée pour l'exploitation des faible lité devant la loi ne signifie plus autre la nécessité qui pèse sur tous les faible de se laisser opprimer, absorber par A mesure que ce fait est plus généralen le désordre croît et gagne du terrain. L vant la loi qui a fondé et qui favorise est une fiction qui chaque jour, passe ment à l'état de mensonge constaté.

ÉGALITÉ MATÉRIELLE.

L'expression *égalité matérielle* est fi signifie l'égalité qu'on peut atteindr moyens mécaniques, lesquels ne sont ja eux-mêmes, et par conséquent ne peu miner positivement aucune égalité.

Vouloir appliquer cette égalité à un à l'état social, est le comble de la dérai lité matérielle entre les hommes, si ell sible, serait la négation de toute justi ordre, de toute intelligence, de toute s

ÉGALITÉ MORALE.

C'est l'égalité dans le sens propre; e de mécanique, de matériel : c'est l'équi ce que la raison détermine. Ainsi, de les âmes sont réellement identiques, égales, de même les hommes sont s égaux, quand ils le sont conformément à l à la justice, soit absolue pendant l'époq naissance, soit relative à la nécessité s dant l'époque d'ignorance. Lorsque la s organisée conformément à la raison hommes seront véritablement égaux, d propre, dans le sens moral, tout en cons inégalité individuelle.

TÉ POLITIQUE.

ci on n'a pas trouvé d'autre égalité poli-celle qui est relative à la force; celle-là usement n'a, dans le doute, pour tout cri-plicable, que le coup de poing. La décision 'ité, substituée à la nécessité de toujours er, a amené de nouveaux inconvénients. hommes, deux peuvent être plus forts que utres; ou un seul peut en acheter deux, etc. 'tira de ce cercle vicieux qu'en établissant norale ou la justice. Mais il faut lui donner ion inévitable, autre que celle de la force, iontrer incontestablement la réalité.

TÉ SOCIALE.

it appeler ainsi l'égalité de naissance, re celle qui fait que chaque enfant, en ι monde, est l'égal des autres. Cette éga-établira que par la connaissance sociale cation de la vérité. Elle s'exprimera par)ation de tous sans exception aux lumières et par les moyens départis à tous de tra-acun à son propre bonheur en travaillant périté générale. L'égalité sociale sera la nce de l'organisation rationnelle de la

E. Personnification d'une révélation.

la signification que nous donnons ici au *se*, et qui est la plus large, ce mot se ssi pour la personnification des intérêts de la société croyante, et pour le per-ɜ tous les fidèles, et enfin pour le per-:s interprètes de la révélation (le clergé). glise dans ses conciles, a-t-on dit à tort, religion, qui était, selon elle, la vérité lence; pourquoi l'État ne ferait-il pas la ans ses parlements? L'Église ne faisait gion ni la vérité; elle trouvait la foi à la igieuse tout établie, puisqu'elle-même en 'ésultat. En modifiant les croyances, en eant même complétement, elle était tou-ısée ne faire que les interpréter. Et elle mpêcher qu'on ne soupçonnât ses varia-s assemblées politiques ne peuvent rien, t flotter au gré du vent de l'opinion, de la n et des passions, et livrer leur scanda-satilité à l'appréciation de tous.

;glise n'a réellement été quelque chose longtemps qu'elle a pu dominer les dissi-est-à-dire aussi longtemps que la société tée pour base de l'ordre, et l'a soutenue rincipe de conservation. « Il ne s'agit pas ıs *des Églises*, a dit le comte de Maistre, mais *de l'Église.* » Fort bien. Mais dès que les Églises peuvent entrer socialement en ligne de compte, il ne s'agit plus, ni d'Églises ou de l'Église, ni de religions, ni d'opinions; il ne peut plus être question que de la religion, de la raison, de la vérité.

ÉGLISE ET L'ÉTAT (*L'*).

C'est l'équivalent de *l'autel et le trône, le spirituel et le temporel.* L'un ne peut aller sans l'autre. Quand le spirituel domine, il y a ordre dans le temporel, soit par la foi en une vérité supposée, soit par la connaissance de la vérité absolue. Quand l'État opprime l'Église, il y a despotisme brutal. Quand enfin on se figure avoir établi l'équilibre entre le trône et l'autel, rendus indépendants par leur séparation, l'anarchie est dans les idées, en attendant qu'elle soit dans les choses. « Je cherche en vain, a dit Napoléon Ier, à placer les limites entre les autorités civile et religieuse; l'existence de ces limites n'est qu'une chimère. » Voilà pourquoi l'empereur finit par asservir l'autorité religieuse au profit de son autorité à lui.

ÉGOISME. Rapport à soi.

Il y a deux espèces d'égoïsmes, non-seulement différents, mais souvent opposés, savoir, l'égoïsme relatif à l'organisme, à ses besoins, aux passions, aux intérêts de la vie présente, et l'égoïsme de la raison, relatif à l'intelligence, au raisonnement, aux intérêts de la réalité immatérielle qui constitue l'individualité à travers toutes les existences possibles. L'égoïsme est la conséquence de ce que, l'homme étant *lui-même*, sentant et raisonnant *lui-même*, doit nécessairement tout rapporter à *lui*. Au sens propre, l'homme ne peut pas plus ne point être égoïste qu'il ne peut point être lui-même.

— Le mot *égoïsme* est communément pris en mauvaise part, comme s'il avait la signification restreinte d'*égoïsme passionnel*. Il exprime alors la soumission passive aux tendances organiques, en dépit des conseils de la raison, et nonobstant les droits de l'égoïsme des autres. Mais rien de cela n'empêche que l'égoïsme proprement dit ne soit le raisonnement, c'est-à-dire ne soit essentiel à l'homme, et qu'il ne puisse être bon ou mauvais selon sa direction, comme le raisonnement lui-même.

— De même que l'égoïsme passionnel serait l'anéantissement de la société qui repose sur le dévouement de chacun à tous, de même le dévouement gratuit serait l'anéantissement de l'individualité; or la société se compose d'individus, n'est même pas autre chose que la collection des individus. Pour qu'il y ait des individus, il faut qu'il y

ait des égoïsmes; pour qu'il y ait société, il faut que chaque égoïste se sacrifie volontairement au bonheur de tous les individus dont la société est l'ensemble : il faut donc que le dévouement ait l'individualisme pour base, c'est-à-dire que l'individu se dévoue à la société *parce qu*'il est égoïste dans le sens rationnel du mot.

ÉLECTIONS.

Les élections, sous l'empire de l'ignorance de la vérité et de ce qui la distingue du mensonge, sont une arène à passions, et le marché où la corruption exerce le plus ouvertement son honteux trafic. Pour que les élections fussent une vérité, il faudrait que les lumières sociales fussent rigoureusement communes, et les positions sociales relatives au mérite de chacun; c'est-à-dire, que la société fût organisée selon la justice et la raison. Quand cela sera, les élections ne porteront plus que sur les personnes les plus propres à appliquer la justice, déjà déterminée pour tous.

ÉLÉMENTS. Ce qu'il y a de plus simple dans un être.

Il y a des éléments pour les sciences physiques et chimiques, qui s'occupent de phénomènes, sur lesquels elles n'énoncent que des *à peu près* de vérité. Au propre, il n'y a point d'éléments réels : des corps simples sont des absurdités. Les seules réalités sont les âmes : nous supposons l'immatérialité des âmes démontrée. — Voir le mot *Atome*.

ÉLEVER. Donner l'éducation relative à l'organisme. — Voir *Éducation*.

Le mot *élever* est exclusivement applicable à l'éducation physique imposée aux animaux qu'on dresse pour un objet déterminé, et aux enfants qu'on forme en quelque sorte mécaniquement, pour que plus tard ils tendent vers un but préconçu. Il n'y a encore rien là qui puisse se nommer *éducation*, même improprement dite. Et quant à l'éducation réelle, celle-ci se donne aux enfants auxquels on révèle les principes qui doivent diriger leur conduite : c'est une instruction sans preuves. L'instruction réelle doit être la démonstration de la vérité des principes révélés par l'éducation.

ELLIPSE. Suppression des propositions intermédiaires qui lient une proposition vraie ou crue telle à une proposition qu'on cherche à démontrer.

Dire : « Les animaux ne parlent pas; donc les âmes sont éternelles et la morale a sa sanction obligatoire, » est un bon raisonnement. Mais il y a ellipse, et ellipse beaucoup trop forte pour que la proposition soit comprise par ceux qui ne sont pas familiarisés avec ces matières. Il faut démontrer que, puisque les animaux ne parlent pas, bien que, néanmoins, ils se trouvent exactement dans les mêmes conditions appréciables par les sens que les hommes, c'est qu'il leur manque une condition essentielle que les hommes possèdent et que l'expérience ne saurait faire découvrir. Il faut prouver que cette condition ne saurait être que le sentiment, la sensibilité; que cette sensibilité est l'opposé de ce qu'est tout le reste; que tout le reste est modifiable, divisible, périssable par conséquent, et que la sensibilité ou *le sentir* est inaltérable, simple, éternelle; que ce *sentir* traversant divers organismes, diverses vies qui le rendent susceptible de comprendre, de vouloir, d'agir en un mot, les actes libres de chaque existence deviennent par leur résultat rationnel, juste, le lien nécessaire d'une vie à une autre vie, en entraînant après eux la récompense du dévouement humanitaire, ou la punition de l'égoïsme passionnel, etc., etc.

De cette manière, l'ellipse n'aura pas encore entièrement disparu, mais du moins les lacunes entre les propositions diverses seront plus faciles à combler, et en suivant la même méthode, après surtout avoir établi incontestablement que les hommes seuls parlent en réalité, on se trouvera finalement avoir parcouru tout le cercle du raisonnement, qui fait dépendre la réalité de la sanction sociale ou religieuse de la solution de continuité entre ce qu'on appelle les êtres, soumis à notre investigation, et nous-mêmes.

ÉLOQUENCE.

L'éloquence est toujours un appel aux passions. Cet appel peut être fait en faveur de la vérité; mais alors la simple exposition de la vérité aurait suffi. Le plus souvent il se fait au profit de l'erreur : en ce cas l'orateur est blâmable, devant la société seule s'il est de bonne foi, et que l'erreur qu'il protége n'est pas précisément celle sur laquelle la société est assise et dont le maintien est une condition d'ordre; devant la justice éternelle si ses intentions sont mauvaises.

— L'éloquence, par exemple, des prédicateurs qui exaltent le mérite d'une révélation encore sociale, est irréprochable sous tous les rapports. Leur bonne foi seule les met à l'abri de tout blâme, à l'époque où cette révélation, socialement mise en doute, n'est plus qu'une cause d'anarchie.

ÉMANATION.

L'émanation est un effet purement physique. Faire émaner quelque chose de Dieu, c'est rendre

matériel que ce qui en procède. Les
sont des *naturalistes* qui trompent les
trompent eux-mêmes. L'esprit moteur
ralistes confondent avec la masse mue,
é du moins, par les panthéistes, mais
ninalement, de cette masse, qui cepen-
ternellement de son sein et y rentre
ıt. Les uns et les autres sont absurdes.

PER.
rner dans un cercle vicieux tant que
sociale dure. Car on émancipe de la
ıu moyen de la raison que l'on ne con-
terminément, mais de la force elle-
[ui le prouve, c'est que, si on prétend
ju'on appelle *la raison* à la force, cette
démontrée, pour peu qu'elle rencontre
ion, doit à son tour avoir recours à la
riompher. Or l'ignorance ne s'évanouira
la nécessité d'embrasser la vérité ou de
alement. La vérité seule donc émanci-
nité.

ME. Raisonnement dont on ne se rend

me est le sentiment de la nécessité, qui
aisonnement de se conformer à la force,
ı de l'époque où la raison absolue n'est
socialement déterminée. Cet empirisme,
le l'ordre et conséquemment pour qu'il
:, humanité, a fait inventer Dieu comme
cessaire de la morale, et l'exploitation
comme condition indispensable de l'in-
le Dieu, de la morale, du droit et de
empirisme en outre a garanti la société
otisme contre les fureurs de l'anarchie,
près tout, pas autre chose que l'igno-
la liberté.

p d'hommes, sous l'organisation sociale
ur que tous trouvent de l'emploi. Cela
dans notre ordre de choses, où quel-
aissent pour user des autres, et tous
pour qu'on use d'eux. Un autre fait,
ux qui surabondent sont, faute de con-
s de leur travail, condamnés à périr de
désespoir, ou en se brisant violemment
olence qui leur est opposée. Cela peut-il
, une fois que c'est senti. Et comment
t-il? Tant qu'il y aura ignorance, par
ments de rôles, d'opprimés en oppres-
oppresseurs en opprimés, fin illusoire
toujours recommencer sur nouveaux
frais : quand on connaîtra la vérité, socialement bien entendu, cela finira par l'application de la justice, pour tout de bon cette fois et sans retour.

EMPRUNTS.
Quand les gouvernants bourgeois n'osent plus augmenter les charges du travail, ils empruntent. Les riches fournissent l'argent que l'État dépense à leur avantage, et dont les pauvres, seuls grevés de l'impôt en dernière analyse, leur payent les intérêts. Cela est inévitable sous le règne du capital, qui a pour essence de rejeter la totalité de l'impôt sur le travail, afin qu'il contribue à accumuler le plus possible de richesse dans le moins de mains possible. C'est par là que le bourgeoisisme périra. L'époque de connaissance, à laquelle l'anarchie qu'il aura provoquée donnera lieu, prendra une marche tout opposée.

ÉNERGIE.
L'énergie est loin d'être de la violence. Procédant d'après une idée arrêtée après calme et mûre réflexion, l'homme énergique prend la résolution froide et inébranlable d'appliquer, de réaliser cette idée, malgré tous les obstacles qui n'en rendent pas la réalisation ou l'application impossible. L'énergie a pour principe la connaissance de la vérité ou de ce qu'on croit sincèrement être la vérité. L'opposé de l'énergie, la mollesse, est le résultat du doute, et surtout de l'idée que ce doute est invincible. L'incertitude est communément accompagnée d'agitation. L'agitation est le mouvement sans but déterminé et, par conséquent, changeant sans cesse de but. Qui s'agite, agit peu et agit presque toujours mal : qui agit, ne se donne que le mouvement strictement nécessaire. Il peut paraître flegmatique; il est tranquille parce qu'il est décidé.

ENFANCE.
Pour l'homme, c'est l'état où le verbe n'est pas encore développé, où l'homme *ne parle pas;* pour l'humanité, c'est l'époque où la vérité n'est pas connue.

ENFANTS.
Les enfants ne font partie de la famille qu'organiquement; c'est-à-dire que, dès qu'ils peuvent se suffire à eux-mêmes, ils cessent d'y être attachés. Cela concerne tout être faible, qu'il soit physiquement issu de la famille où il reçoit des soins, ou qu'il ne le soit pas. Le dévouement de la force à la faiblesse est un effet de raisonnement; le devoir de la force de ne demeurer à la charge d'aucune autre force, est un raisonnement aussi.

ENFER. Lieu de punition éternelle.

Quand l'enfer et le paradis étaient des croyances sociales, c'est-à-dire des dogmes que la société avait le pouvoir d'empêcher de mettre en doute, ces croyances étaient la sanction de la morale, la base de l'ordre, le principe conservateur de l'humanité. Maintenant elles n'ont plus qu'une valeur individuelle, la valeur d'une opinion, en face de laquelle une opinion opposée peut s'établir sans que la soeiété intervienne. Aussi longtemps donc que l'enfer et le paradis ne seront pas *socialement* remplacés, il n'y aura pas de morale, et la société ira en se désorganisant.

ENGENDRER.

Nous rappelons à l'occasion de ce mot ce que nous avons dit au mot *Émanation* (voir), et ce que nous pourrions répéter aux mots *Incarnation, Procession,* etc. Ce sont toujours des effets de force, des mouvements, de la matière par conséquent, divisibles par essence, ayant nécessairement un commencement, une durée et une fin.

Une fois l'anthropomorphisme admis, il devient impossible de ne pas appliquer à la Divinité dont on a fait le prototype du spiritualisme, les idées toutes matérielles que les mots signalés dans cet article réveillent dans l'esprit. Sous peine de demeurer à jamais isolé, c'est-à-dire comme n'existant pas, même vis-à-vis de lui, il faut bien que Dieu *procède,* qu'il ait des *émanations,* qu'il *engendre.* Aussitôt que l'examen est émancipé, ce système tombe dans l'absurde, avec l'accouplement monstrueux de mots qui hurlent en se rencontrant.

ENNEMIS.

Passionnellement parlant, deux hommes sont toujours deux ennemis; il en est de même de deux peuples. Chacun prétend à tout, et rien ni personne ne montre qui doit céder, quand et en quoi. Lorsque le raisonnement réunit les individus en société, ils deviennent dépendants d'une révélation ou de la vérité, et de la force qui obéit à l'une ou à l'autre; dès lors il y a paix, ordre. La même chose a lieu pour les peuples soumis à une même Église. Maintenant, il n'y a plus d'Église, socialement du moins, et les peuples sont retombés dans l'état de guerre. Les hommes ne croient plus et ne savent pas encore; ils entrent dans l'état d'anarchie.

ENNUI.

C'est la plus triste des maladies, celle des hommes qui ne désirent rien sur la terre, et qui ne savent que désirer au delà. Cet ennui par la satiété se heurte sans cesse sous nos yeux contre les angoisses de ceux qui ont tout à désirer parce qu'ils sont dénués de tout, autre mal terrible qui afflige le grand nombre dans notre société irrationnelle. L'anarchie qui résultera de l'antagonisme entre la satiété qui mine lentement les uns et le besoin qui finit toujours par tuer les autres, forcera de substituer l'ordre vrai à ce désordre organisé.

ENSEIGNEMENT.

Tout le monde convient que, pour être social, l'enseignement doit être complet et *un.* Mais personne ne songe que cela ne peut s'obtenir que de deux manières : la première, l'incontestabilité rationnelle de l'ensemble de la science ; la seconde, la force, le despotisme le plus absolu. Or, il n'y a moralement encore rien de démontré pour la société; ce n'est donc que par le despotisme qu'on peut réaliser l'unité dans l'enseignement. Reste à savoir s'il est encore possible d'organiser et de maintenir le despotisme. Cela est possible, oui; mais pour un temps très-court, et de plus en plus court. On se réfugie dans les bras du despotisme, de peur d'être dévoré par l'anarchie. Et après? Bien vite, il faut repousser le despotisme parce qu'on ne saurait se passer de liberté. Le mal est des deux côtés également : on ne trouvera le bien que dans la justice et par la vérité.

ENSEIGNEMENT ACTUEL.

Cet enseignement, qui a pour point de départ l'observation des phénomènes, considérés comme seules réalités, et basé par conséquent sur la série continue des êtres qui composent la nature physique, de laquelle nous faisons partie, série sans solution déterminée comme sans exception possible, cet enseignement est essentiellement et nécessairement matérialiste.

Chose étrange ! on comprend généralement que la révolution de 1789, qui a eu pour conséquence celle de 1793, était elle-même la conséquence des écrits philosophiques du XVIIIe siècle, et on refuse d'admettre que notre enseignement actuel, expression du principe qui a inspiré ces écrits, aura pour résultat infaillible des malheurs bien autrement grands ! Les philosophes du dernier siècle émettaient les idées propres à chacun d'eux; l'enseignement, au siècle présent, est le résumé des idées professées par tout le monde : c'est l'opinion sociale. Eh bien, cet enseignement, de l'aveu de M. Michel Chevalier, « fausse l'esprit, et aigrit le cœur qu'il donne à ronger aux passions mauvaises. »

GNEMENT (*Liberté d'*).

e la discussion est émancipée, l'enseigne- ; aussi, du moins en fait. Le despotisme 'pit de ce fait, veut organiser l'enseigne- est-à-dire en entraver l'exercice libre, ne explosion anarchique dans laquelle la eut périr. Le pouvoir au contraire, qui le fait en droit, en d'autres termes, qui iberté de l'enseignement dans le pacte tal et dans les lois, accepte de bonne iarchie progressive dont il se reconnaît t à arrêter la marche. Il retarde ainsi la la société actuelle en prolongeant son

ministre belge, catholique de conviction isait l'an dernier aux chambres : « En- liberté de l'enseignement philosophique, oir élever une race de crétins. » L'aveu le, car dans l'état donné des choses, il impossible à une société d'empêcher ment philosophique que l'enseignement ; sur la foi. Dès qu'il y a incompressibi- camen, la liberté d'enseigner quoi que ce e quelque manière que ce soit, domine n, tout comme, aussi longtemps que est demeuré socialement compressible, ation qu'imposait la société, dépendait nt l'enseignement qui ne faisait que la et la compléter.

est pas moins précieux d'entendre un 'esser que le *progrès* dont nous a gratifiés ; de l'enseignement social fondé sur la seignement libéral dérivé du doute phi- e, nous a délivrés du crétinisme. C'est la sance officielle que les révélations sont impuissantes, tout à la fois à conserver i favoriser le développement des esprits. bon néanmoins de démontrer que l'in- philosophique qui, à l'époque d'ignorance r la réalité du droit, ne procède que du ne produit que des vérités négatives, ctement et nécessairement à l'anarchie. oint été là certes un motif de consolation royants que la sortie ministérielle avait iqués; mais c'eût été un acte d'impartia- nettant chacun à sa vraie place, aurait donné à réfléchir à tout le monde, et par les yeux à quelques-uns sur les dangers ; que court la société.

NER.

ire part des connaissances nécessaires nduire ; c'est motiver la règle à laquelle doivent se conformer : c'est donc guider les hommes, c'est diriger la société. Quiconque enseigne sans être contredit, est le maître de la société ou le deviendra. Car il dit : « Ceci est bien; cela est mal; tel acte sera récompensé, tel acte sera puni. » Lorsque l'enseignement social, l'enseignement uniforme, est possible, et aussi longtemps qu'il reste possible, il y a ordre et conservation, que ce soit d'ailleurs par la force ou par le droit, par le despotisme ou par la raison. Quand l'enseignement est nécessairement variable, complexe, il y a anarchie et désorganisation progressive.

— Enseigner! cela paraît fort simple; mais réfléchit-on à ce qui est indispensable pour l'entreprendre? Celui qui enseigne ou fait enseigner doit avoir la conviction acquise, ou qu'il possède la science au moyen de laquelle il imposera l'instruction par la contrainte morale, ou bien qu'il s'adresse à des auditeurs que déjà l'éducation a façonnés pour la croyance, et auxquels la société ne permet pas de discuter leur foi. Or, où sont aujourd'hui ceux qui sont à même de démontrer la vérité, et ceux que la société peut forcer à prendre pour la vérité l'hypothèse sous la protection de laquelle elle s'est constituée?

Enseigner, quoi? A moins de pouvoir tout enseigner, on n'enseigne rien en réalité. C'est le cas des gouvernements actuels, qui finissent par laisser enseigner qui et quoi que ce soit, c'est-à-dire par reconnaître l'ignorance universelle. L'État ne sait qu'une chose, et celle-là il devrait la cacher avec soin comme on fait d'une machine incendiaire ou d'un poison : cette chose, c'est que chacun a droit à tout. Nous disons *droit* dans le sens de force, car le droit dont nous parlons se réalise par les forts seulement; les faibles n'ont rien à y voir : c'est sur eux que le droit s'étend; eux-mêmes n'ont aucun droit. Pour qu'il y eût réellement droit, dans la véritable acception du mot, il faudrait que le droit fût limité par le devoir. Mais le devoir, en quoi consiste-t-il? Qu'est-ce qui le sanctionne inévitablement, de manière à le rendre obligatoire pour tout homme de sens? L'État, qui donne l'enseignement, l'ignore aussi complétement que ceux qui abandonnent cet enseignement à la concurrence anarchique.

Aussi se bornent-ils à former des générations de physiciens, de chimistes, de mathématiciens, d'ingénieurs, de docteurs en jurisprudence et en médecine, de littérateurs, de phrasiers. Leurs professeurs gagés, pour ne pas paraître négliger entièrement l'étude de l'homme et de la société, essayent bien, de temps en temps, quelque excursion sur le terrain du devoir de l'homme envers ses

semblables, sur le terrain de la morale en un mot, mais à travers leurs tirades sentimentales ou déclamatoires, perce toujours l'aveu suivant : que, dans l'état donné des connaissances sociales, il n'y a point d'autre droit réel que celui formulé par la loi, c'est-à-dire par la volonté, par l'arbitraire, par la force, et toujours et exclusivement, par la force. C'est déjà, nous semble-t-il, assez imprudent que d'enseigner une pareille doctrine, même à ceux qui sont appelés à faire valoir cet étrange droit; mais il y aurait incontestablement folie à la proclamer devant ceux contre qui ce droit est invoqué et le sera de plus en plus cruellement, devant ceux sur qui il pèse de toute sa lourdeur, et qui n'auraient qu'à vouloir l'appliquer à leur tour pour que les exploitants d'aujourd'hui devinssent les exploités de demain.

C'est cependant ce qui se fait partout et avec une ardeur sans cesse croissante, sans que personne s'en effraye, ni même s'en étonne.

ENSEMBLE.

Un ensemble n'est pas une unité réelle. Il n'est *un* que pour l'unité réelle qui le conçoit d'abord comme totalité, mais qui ensuite le divise et subdivise indéfiniment en l'analysant.

ENTENDEMENT. — Voir *Intelligence*.

ENTR'AIDER (*S'*).

Il faut s'entr'aimer pour s'entr'aider, et quand les hommes ne s'aiment pas les uns les autres, ils ne tardent pas à s'entre-nuire, et ils finissent par s'entr'égorger. Or, ils ne s'entr'aiment pas sans motif. Le seul amour qui, chez eux, se serve de motif à lui-même est l'amour que chacun a pour soi. Il faut donc pouvoir démontrer aux hommes que chacun d'eux a intérêt à aimer tous les autres, et à les servir, *par amour pour lui*. C'est le fondement de la morale et de la société.

ÉPÉE. — Voir le mot *Armes*.

En langage parabolique, c'est la force. « Celui, est-il dit, qui met sa confiance dans l'épée, périra par l'épée. » C'est vrai. Mais au lieu de constater un fait, n'eût-il pas mieux valu en rechercher *le pourquoi?* Voici comment nous nous exprimerons : Celui qui a recours à la force contre les autres, oblige ces autres à raisonner contre lui, et à conclure qu'il faut repousser la force par la force, en d'autres termes se coaliser afin de devenir les plus forts. C'est ainsi que l'appel au fer provoque l'emploi du fer, et que celui qui a tiré le glaive succombe sous cent glaives levés sur lui.

ÉPITHÈTE. — Voir le mot *Synonyme*.

Toute épithète suppose la possibilité d'une différence. Mais si cette possibilité n'existe pas, l'épithète, quoique juste, devient oiseuse et fait supposer une erreur.

Pourquoi dire : *l'âme humaine,* quand l'homme seul peut avoir une âme; une âme immatérielle, bien entendu; pourquoi dire : *la raison humaine, l'intelligence humaine, l'esprit humain,* si l'esprit et la raison, partagés par d'autres que l'homme, ôtent à l'intelligence toute sa réalité; pourquoi dire : *la justice humaine*, s'il n'y a et ne peut y avoir qu'une seule justice, savoir celle qui est l'application de la raison, caractéristique de l'homme exclusivement. Dit-on : *un cercle rond?* Non, car il n'y a ni cercles carrés, ni cercles triangulaires.

C'est bien pis quand l'épithète attribue à la chose qu'elle qualifie une propriété inconciliable avec cette même chose. Par exemple : l'expression *substance matérielle* présente l'accouplement monstrueux de l'être, l'essence, la persistance, avec la manifestation, l'apparence, la variabilité; celle de *vie éternelle,* l'identification absurde de ce qui appartient au temps et de ce qui n'a ni succession, ni durée, des idées de commencement et de fin avec la négation absolue de ces idées. L'épithète *naturelle,* jointe aux mots qui expriment un résultat de raisonnement, fait naître dans l'esprit une notion vague, obscure, lorsque le mot *nature* est indéterminé, c'est-à-dire qu'il peut exprimer ou la nature matérielle ou la nature morale; elle y jette une notion complétement fausse, quand le mot *nature* est pris dans le sens ordinaire, celui de *nature physique*, laquelle implique inintelligence et nécessité, tandis que ce qui procède de l'esprit est inconcevable sans raison et sans liberté. Il n'y a donc ni *loi naturelle,* ni *droit naturel,* ni *religion naturelle,* ni *société naturelle,* ni *sentiment naturel,* ni *conscience naturelle,* etc. Il n'y a de naturel dans l'homme que son organisme et le fonctionnement qui en est le mouvement vital. L'homme respire, digère et ses organes se développent naturellement; mais c'est rationnellement qu'il pense veut et agit.

— L'expression : *premier principe* ferait supposer qu'il y a succession dans l'ordre d'éternité. Le mot *principe,* pris au propre, signifie sans origine, *éternel,* et l'éternité n'admet point de degrés, même hypothétiquement.

ÉPOQUES SOCIALES.

L'histoire de l'humanité offre deux époques très distinctes : celle d'ignorance, qui dure encore, et celle de connaissance, condition de l'ordre social

.'époque d'ignorance despotique, c'est-à-dire e d'ordre par la compression de l'examen, sée; celle d'ignorance anarchique a com- avec la liberté de discussion, et ne cessera sque l'excès des maux dus à l'erreur aura 'adopter la vérité. La société a traversé ; foi; elle est dans l'état de protestantisme; viendra à l'état de science.

trois états de la société peuvent se déter- omme suit : à l'époque de foi, l'homme règle luite d'après la certitude qu'il croit avoir; l a perdu cette croyance, il n'a plus que des s, nécessairement aussi variables qu'incer- à l'époque de connaissance de la vérité, ions seront la conséquence de la certitude ile qu'il possédera sachant qu'il la possède. époque sociale où nous sommes parvenus, ; qui s'écoule entre l'ordre par la foi à une ue vérité, et l'ordre par la connaissance de é démontrée. Cette époque est sans ordre sans ordre réel : on y vit au jour le jour, sant l'ordre passé au profit de l'ordre futur, éprouve le besoin, mais que cependant on sit encore en aucune manière à se définir. ı temps d'expiation par excellence.

les maîtres, les propriétaires de la société , s'apercevaient qu'il est dans leur intérêt ganiser celle-ci selon la justice et la raison, ution qui approche pourrait être préparée une transition convenable, menée à bonne tous sans que personne en souffrît. Si, au 'e, comme il est à craindre, l'excès du mal ; seul à arracher aux exploiteurs, et cela ɔes et par lambeaux, les quelques conces- ɔnt dépend pour les exploités la conser- récaire de leur misérable existence, cette on coûtera de douloureux sacrifices à ceux eront refusés jusque-là à écouter les con- la raison.

:UVE. Essai.

ıi est le criterium de l'ordre physique; on es faits. Dans l'ordre moral, le raisonne- 'il est bon, décide des faits sans qu'il ait in de recourir à aucune vérification. Tout d'organisation sociale qui a besoin d'être , ne vaut pas le temps et les frais de l'ex- tation.

:IBRE. Absence de mouvement.

libre, toujours apparent ou temporaire, la multiplicité, la matérialité. L'unité, la é, n'appartient qu'à l'immatériel, aux vérités e le droit démontré, la raison déterminée, et aux réalités, aux âmes, où par conséquent l'idée d'équilibre entraîne un non-sens.

ÉQUILIBRE ENTRE LES NATIONS.

C'est une véritable utopie, aussitôt que les nations sont en contact : car elles ont des intérêts opposés, et elles manquent d'un principe commun sur lequel elles soient d'accord, ou d'un supérieur qui leur impose sa volonté par la force quand il ne peut faire accepter ses décisions par la reconnaissance de son infaillibilité.

— Nous comparerons l'équilibre entre les nations avec celui entre les individus au sein de chacune d'elles; il est également absurde. Le prétendu équilibre *dont nous jouissons* est l'expression du besoin de vivre ensemble, et de la nécessité de nous roidir contre deux impossibilités, savoir, l'impossibilité de conserver, sans la foi sociale, l'ordre existant encore, mais seulement de par cette foi déchue, et l'impossibilité de fonder sur la vérité, toujours indéterminée socialement, l'ordre que la société cependant n'a plus à attendre que de cette vérité incontestablement démontrée.

ÉQUILIBRE ENTRE LES PARTIS.

Maintenir cet équilibre est aujourd'hui le grand art du pouvoir, qui n'est rien autre chose que le parti temporairement dominant. Il est absurde de prétendre que les partis sont nécessaires. Dans l'état actuel des choses, c'est, il est vrai, l'opposition des partis qui sauve le pouvoir de lui-même, en le retenant dans les bornes qu'il ne doit jamais dépasser s'il ne veut succomber sous le poids de ses propres excès, et s'il aspire à prolonger de quelque temps son existence toujours menacée.

Mais l'antagonisme des partis, inévitable avec l'ignorance ayant droit de discussion, n'en trouble pas moins l'ordre. Devant la raison, tout parti est une opinion qui a pris corps et qui agit, et toute opinion est l'expression du doute, de l'incertitude, est par conséquent une erreur. Qu'il y ait donc des partis puisqu'il y a encore des opinions, et que les partis s'entre-heurtent, chacun pour faire triompher l'opinion qu'il représente : soit. Mais qu'il faille perpétuer cet état en maintenant l'équilibre, c'est une absurdité. De deux choses l'une : ou la lutte entre les partis usera et épuisera la société elle-même, et l'humanité sera perdue; ou la vérité jaillira de leur choc, et il n'y aura plus ni partis ni opinions, et l'humanité sera sauvée.

ÉQUITÉ. Justice.

On a dit : l'équité, c'est l'égalité. L'égalité morale, raisonnée, en d'autres termes, la justice,

oui. A chacun selon son mérite, est de l'équité, quoique les mérites soient ce qu'il y a de plus inégal. L'égalité matérielle, si elle était possible, serait la suprême injustice.

ÉQUIVOQUE.

C'est la figure de rhétorique la plus en usage de nos jours, où le moyen par excellence pour atteindre toute espèce de but, est la parole, la faconde, comme on disait jadis. Le prince Talleyrand, de triste mémoire, l'a caractérisée en ces termes, bien connus : « Le langage a été donné à l'homme pour déguiser sa pensée. » Nous ajouterons à cet axiome de roué : « Et pour tromper sur sa pensée qu'on n'exprime exprès qu'en termes louches ; pour tromper par sa pensée, qui insinue le mensonge en prenant le masque de la vérité. »

ERGOTER.

Celui qui cherche de bonne foi la vérité se pénètre des arguments de la personne avec laquelle il discute, et y puise avant tout ce qu'ils lui semblent présenter de rationnel. Celui qui au contraire ne veut que briller par des objections spécieuses afin de mettre son interlocuteur dans l'embarras et, s'il se peut, le réduire au silence, tourne ces mêmes arguments dans tous les sens pour y découvrir ce qu'ils présentent de défectueux, de faible. Le dernier est un ergoteur, avec lequel il faut se hâter de rompre tout de suite la discussion orale, lui demandant de formuler ses idées par écrit, et lui offrant d'y répondre de la même manière. C'est le seul moyen d'empêcher le triomphe de la vanité et de préparer celui de la raison.

— L'homme qui aspire à la connaissance de la vérité discute et ne cède que devant l'incontestabilité, mais cède sans tergiverser et sans rechigner. Celui qui ne se propose que de paraître avoir raison ou du moins ne pas avoir tort, ergote sans jamais se rendre : le mieux est de ne pas perdre le temps à lui disputer une puérile et stérile victoire.

ERREUR. Proposition ou ensemble de propositions absurde.

Toute erreur prend le masque de la vérité. Il faut savoir distinguer et faire distinguer l'une de l'autre : on est donc dans l'erreur quand on prend pour la vérité ce qui n'est pas prouvé. Comme il est indispensable que l'homme sache la vérité ou croie la savoir, l'ignorance de cette vérité est toujours l'erreur. Le monde social a, jusqu'ici, vécu d'erreurs qui, tant qu'il a été possible de les soustraire à l'examen public, ont, sous le nom de vérités, maintenu l'ordre ; mais dont la libre discussion, qui en a démontré la contestabilité, a fait les agents les plus actifs de l'anarchie. « L'ignorance, dit M. Michel Chevalier, est un moindre mal que la fausse science et que la démoralisation. » Cela est de toute vérité. Mais l'ignorance impose la fausse science ; car quand on ne sait pas, il faut bien deviner, supposer, croire ; et lorsque l'examen a substitué le doute à la foi, la démoralisation ne tarde guère à suivre.

ESCLAVAGE DOMESTIQUE. État de l'esclave attaché à une famille.

L'intérêt du maître est de conserver la propriété de son esclave afin d'en tirer, par un usage bien entendu, le meilleur parti possible. L'esclavage domestique a été universellement accepté, au point qu'on le considérait comme inhérent à l'état social, comme essentiel à l'humanité. Les esclaves ont parfois réclamé contre les abus auxquels donnait lieu un pareil ordre de choses, et lorsque ces abus les faisaient trop souffrir ; jamais contre le principe même.

« Le bon ordre ne sera solidement affermi, dit le comte de Maistre, que lorsque l'esclavage ou la religion seront rétablis. » L'ignorance sociale étant supposée invincible, ou bien pendant tout le temps que dure cette ignorance, cela est incontestablement vrai. Seulement, l'esclavage domestique ne saurait plus être rétabli depuis que l'examen est devenu socialement incompressible, et ce même examen fera disparaître l'esclavage politique. Quant aux religions, basées sur l'hypothèse, elles succombent toutes devant la discussion. La religion, qui est l'expression de la raison même, doit être, non pas rétablie, mais établie pour la première fois, et dès lors il y aura ordre sans esclavage ni religions, ou plutôt cultes.

— La propriété du sol est aujourd'hui dans les mêmes conditions où la propriété de l'homme se trouvait peu avant de succomber devant une nouvelle nécessité sociale. On ne croit pas la société possible sans que le sol soit approprié aux individus. Mais les anciens la croyaient-ils possible sans deux espèces différentes d'hommes, des maîtres et des esclaves ? Et au moyen âge se figurait-on un ordre social si ce n'est au moyen de deux castes essentiellement distinctes, celle des seigneurs et celle des serfs, celle des nobles et celle des vilains ? Néanmoins l'esclavage domestique a disparu de l'Europe ; la féodalité et le droit de primogéniture s'y affaiblissent chaque jour. L'appropriation privée du sol, qui n'a rien de plus absolu, sera abolie de même dès que la connaissance de la vérité en aura fait une loi.

ESCLAVAGE POLITIQUE. État de l'esclave attaché aux familles qui possèdent la richesse.

Cet état est celui de l'asservissement au capital. Tout homme qui n'a rien est esclave des hommes qui possèdent ce dont il a besoin. Personne n'a intérêt à sa conservation; tous ont intérêt à ne lui donner que le moins possible, et à en tirer parti jusqu'à épuisement.

— L'esclave domestique était la richesse de son maître, qui en prenait soin par amour de son propre bien, par amour de lui-même; la richesse du capitaliste est la conséquence de la concurrence entre les ouvriers nécessiteux, affamés, esclaves par conséquent infiniment plus à plaindre : car le salaire sollicité par les ouvriers, et qui n'est accordé à quelques-uns qu'à raison du besoin que ceux qui ne travaillent pas ont de leur travail, est loin de suffire pour les faire vivre comme il faudrait, et ceux qu'il soustrait à la mort sont voués à la misère la plus grande possible.

C'est cruel; c'est pis, c'est absurde comme le système social dont cette absurdité est la rigoureuse conséquence, surtout si l'on est forcé de permettre que le système dont il s'agit soit soumis à l'examen et à la discussion de ceux-là mêmes qui en souffrent, et de prétendre qu'eux aussi bien que les autres maintiennent ce système contre toutes les causes qui concourent à sa ruine. Mais c'est ainsi; nul ne le contestera : et cela durera aussi longtemps que l'ignorance sous la pression de laquelle nos sociétés ont été fondées. Partout où il y a des maîtres et des esclaves, soit domestiques, soit politiques, il n'y a ni ne saurait y avoir de liberté sociale réelle.

ESPACE. Le mouvement perçu, abstraction faite de la durée.

L'espace est une idée, un raisonnement, et rien au delà.

ESPÈCES. Divisions établies dans l'ensemble des êtres.

Il y a l'espèce réelle, c'est-à-dire celle qui comprend les êtres essentiellement égaux entre eux; cette espèce est unique, précisément parce qu'elle est réelle, et qu'il ne saurait y avoir différentes réalités. Il y a ensuite les espèces illusoires ou apparentes, qui se composent chacune des êtres qui offrent entre eux quelque analogie. Ces espèces sont utiles pour le classement scientifique, qu'il faut toujours bien se garder d'accepter comme plus que conventionnelles. La réalité est indivisible, non susceptible de distinction; elle s'évanouit dès qu'on la qualifie. Il n'y a donc qu'une véritable espèce, l'espèce intelligente, sentante, l'espèce humaine; tout le reste est nature, matière, mouvement, force, plus ou moins divisé en espèces et en genres illusoires. Espèce réelle signifie distinction essentielle, différence absolue, ou ne signifie rien. Avec la série continue des êtres, il n'y a pas d'espèces du tout, si ce n'est figurément, arbitrairement, pour la facilité des observations, des études.

ESPÉRANCE.

L'espérance est la ressource de ceux qui ignorent la vérité, et qui ont une confiance plus ou moins grande dans les circonstances, la nécessité, le hasard; elle est le soutien et le guide des sots. L'homme qui croit avec sincérité, n'espère point; selon ses idées, il est sûr : celui qui sait, n'a que faire d'espérer; celui-là est réellement sûr et à jamais. On n'espère pas que *deux et deux feront quatre*. Pour espérer, il faut douter; et quand il y a nécessité d'agir, c'est-à-dire de se décider entre deux ou plusieurs motifs, il faut du moins se figurer qu'on croit tel motif meilleur que tel autre. Dès que l'homme possède la vérité démontrée incontestablement, il cesse d'espérer et de craindre; il accepte la vie et attend la mort.

ESPRIT.

Ce mot indéterminé signifie, tantôt l'intelligence, union d'une âme avec un organisme, tantôt cette âme même, simple, absolue.

— Pour les matérialistes, l'esprit est le souffle, la vie, le mouvement, la force.

ESPRIT HUMAIN (*L'*).

C'est un pléonasme : car, s'il y a un autre esprit que celui de l'homme, l'homme n'a pas plus réellement un esprit que tout le reste. L'expression *esprit* est ici prise au figuré; on lui donne pour valeur, tantôt celle du mot *âme*, tantôt celle du mot *intelligence*. L'esprit humain dans ce dernier sens ou la *raison humaine*, comme on s'exprime avec la même impropriété de langage, serait alors le résultat de l'union des âmes à des organismes, et caractériserait la possibilité de raisonner réellement : cet esprit ou cette raison est ce que nous appelons *l'homme*.

Mais tout cela suppose des êtres réels, des âmes non créées, non dépendantes de l'organisation, absolues en un mot. S'il n'y a point de réalité, point d'immatérialité, plus de raisonnement qu'en apparence, plus d'esprit qu'illusoirement, il n'y a que du mouvement, soit le bruissement du vent, soit le frôlement des idées.

ESPRIT (*Homme d'*).

L'homme d'esprit est propre à tout, mais ne suffit à rien. L'esprit dans ce sens est la subtilité, la promptitude et l'à-propos de l'intelligence. L'intelligence déliée fait l'homme d'esprit; l'intelligence juste, le jugement, fait seule l'homme sensé.

ESPRIT PUBLIC. Existence d'une idée commune sur la réalité du droit.

La libre discussion tue l'esprit public, qui ne renaît que sous la démonstration incontestablement rationnelle, admise par tous, du droit réel, inévitablement sanctionné.

ESSAI.

On essaye pour savoir si une chose plaît ou ne plaît pas; ici le fait décide. On doit savoir, avant toute expérience, si une action est juste ou n'est pas juste. Le raisonnement ici précède et détermine tous les faits imaginables.

ESSENCE. Ce qui constitue un être.

Quand une chose a pour essence ce qui serait absurde devant la raison, il faut nier la chose. L'essence, sans laquelle une chose ne serait pas, doit, si on affirme la chose, être affirmée également. Exemples : Dieu personnel est un être unique, ou il n'est pas Dieu; or un être unique, se percevant comme être, est impossible; donc, par essence, l'être personnel Dieu est absurde. L'homme a essentiellement un principe réel, c'est-à-dire incréé et immatériel, ou le mot *homme* n'exprime rien de positif. Par essence donc, l'homme est une intelligence : sans liberté, sans raisonnement réel, pas d'homme.

ÉTAT (*L'*). L'ensemble des membres d'une société, ou la personnification des intérêts matériels de cette société.

Quand on fait signifier au mot *État* l'ensemble de ceux qui forment une société, il faut soigneusement distinguer les époques : pendant toute l'époque d'ignorance, l'État ne représente que ses membres actifs, les forts, les maîtres, qui sont fondés à dire : *l'État c'est moi;* ce n'est qu'à l'époque de connaissance et d'application de la vérité que l'État sera tout le monde. Quand par État on entend spécialement les intérêts matériels, ce mot est l'opposé d'*Église*, qui est la personnification des intérêts spirituels, moraux.

L'État est un être abstrait, la manifestation d'un principe. Pendant que l'ignorance règne socialement, avec ou sans liberté d'examen, ce principe est la force, tantôt dissimulée sous une apparence de raison, tantôt ingénument avouée. Lorsque la société connaîtra la vérité, le principe qui la dirigera sera la raison. Toujours l'État a été soumis, sinon à cette raison même, du moins en ce qui était censé conforme à la raison, à ce qu'on croyait rationnel; ou bien il a été en voie de se perdre, de périr. Cela est sans exception. L'État est ce qu'est la société, suivant l'époque, savoir l'expression du sophisme ou du syllogisme social.

ÉTAT SOCIAL.

Ces mots expriment le mode d'existence d'une société, sa manière d'être, résultant de la nécessité sociale, laquelle est elle-même la conséquence des lumières acquises à la société; ce n'est pas un être réel. La société repose sur l'exploitation des masses, aussi longtemps que l'ignorance sociale l'exige; et cette ignorance dure aussi longtemps que l'humanité a des fautes à expier.

— Comme être collectif, l'État n'a pas plus de mérite que de volonté; il est ce que les connaissances de ceux qui le composent le font être, ce que la nécessité, en un mot, veut qu'il soit. L'état social est donc, absolument parlant, toujours légitime, et quelle que soit sa forme, tout y est bien : sinon l'ordre moral ne serait qu'un vain nom.

ÉTENDUE.

L'étendue est la corporéité, abstraction faite des autres propriétés des corps.

ÉTERNEL. Qui n'existe pas dans le temps, qui n'a ni commencement ni fin.

Il n'y a d'éternel que le sentiment d'existence et ce qui le modifie, les âmes et la matière. Les modifications (les phénomènes) sont successives; elles passent, avec le temps dont elles sont l'expression. L'homme, la terre, le soleil, etc., sont des phénomènes.

ÉTERNEL (*Salut*).

On n'est sauvé pour cette vie que proportionnellement à ce qu'on a fait afin de l'être pendant une vie précédente, et on ne se sauvera pour la vie future que si l'on s'est conduit en conséquence pendant cette vie-ci.

Quant au salut *éternel*, il supposerait une éternité de mérites; ce qui est aussi absurde que l'éternité de perversité qu'il faudrait pour qu'on subît rationnellement la damnation éternelle. L'homme vit dans le temps; il ne peut donc être juste ou injuste que dans le temps, c'est-à-dire, il ne peut se conformer à la raison ou en violer les préceptes que plus ou moins. Les actes de sa vie ne le

rendent jamais absolument innocent ou absolument coupable. Jamais il ne parvient à mériter une éternité de bonheur ou de souffrances. Nous supposons ici bien gratuitement que l'on puisse souffrir et jouir dans l'éternité, ce qui est aussi faux que d'y pouvoir vouloir et agir.

ÉTERNITÉ. Négation du temps.

ÊTRE. Quand ce mot est pris dans le sens général, il exprime une unité quelconque, soit apparente, soit réelle; quand il l'est dans un sens plus particulier, il représente, soit l'être apparent ou figurément dit qui est essentiellement divisible, qui existe dans le temps, soit l'être qui est éternel, ou proprement dit, qui est essentiellement indivisible.

S'il y a des êtres réels, ce sont nécessairement les sensibilités, car la sensibilité seule peut avoir l'indivisibilité, la simplicité pour essence. Tout le reste existe, nécessairement aussi, dans l'espace et dans le temps, se divise et se succède : c'est la matérialité qui ne saurait être niée, et qui est tout ce qui n'est pas l'immatérialité, s'il y a des immatérialités. La sensibilité est le sentiment absolu d'existence, qui peut se sentir successivement, au moyen de son union avec un organisme temporaire, et du contact avec d'autres êtres sensibles. L'*être* individuel pur est la caractéristique de l'éternité, de l'immatérialité, de la réalité, des âmes : les âmes *sont*. Dès qu'on passe de l'éternité au temps, il y a *être qui se sent*, sentiment d'existence éprouvé personnellement; il y a sentiment de bien-être ou de mal-être, souffrance ou jouissance; il y a phénomène basé sur une réalité; il y a intelligence, homme.

Hors de l'être absolu et de l'être qui se sent, il y a les choses, le mouvement, la force, au moyen desquels l'être absolu se sent exister. A moins qu'*être* (verbe), c'est-à-dire, demeurer, persister, ne signifie la même chose qu'apparaître, c'est-à-dire, passer, s'évanouir, l'être réel doit nécessairement avoir le sentiment ou, mieux, être le sentiment même de l'existence. Il n'y a d'individu réel que celui qui peut savoir qu'il existe; les autres individualités ne sont qu'apparentes, et ne sont même apparentes que pour les individus réels qui les perçoivent sous cette forme illusoire d'existence individuelle.

La sensibilité (nous supposons la démonstration de l'immatérialité acquise à l'intelligence) est nécessairement indivisible à chaque instant donné, et à tous les instants concevables comme pouvant être donnés; elle est par conséquent toujours simple, *une*, aussi longtemps qu'elle est. Or, si elle est simple, elle ne saurait, ni cesser d'être, ni n'avoir pas toujours été; elle est nécessairement éternelle, mais, nécessairement aussi, elle ne saurait s'apparaître que toujours différente de ce qu'elle s'est apparue et de ce qu'elle s'apparaîtra : c'est la condition *sine quâ non* de la conscience qu'elle a d'elle-même. La sensibilité sentie ou l'intelligence est divisible dans le temps; elle se succède, mais toujours elle-même à elle-même; elle ne persiste pas, *elle n'est pas :* l'intelligence ou l'homme passe; l'âme reste éternellement.

ÊTRE SUPRÊME.

C'est un non-sens. Tout être personnel ou se percevant est complexe, et par conséquent ne saurait être suprême, puisqu'il pourrait toujours être plus suprême encore ou bien l'être moins. Mais le dogme de la réalité de cet être est une nécessité sociale pour l'époque d'ignorance, pendant laquelle il sert à protéger l'hypothétique, le faux, l'impossible, dont la société a besoin pour maintenir l'ordre. La société, ne sachant pas encore être juste, ne sachant pas encore si l'on peut être juste absolument, s'il y a une justice réelle, rejette les injustices auxquelles elle est forcée, sur un être tout-puissant, dont la volonté immuable tient lieu de raison. C'est l'autorité de par les faits, de par la force, suppléant temporairement l'autorité de par le droit démontré, de par la raison. Mais cela n'est bon qu'aux siècles de foi.

Robespierre, en proclamant l'existence de l'Être suprême, chercha à reconstituer le principe d'autorité. Il ne songeait pas que l'autorité ne se décrète point. On peut tout au plus décréter le respect extérieur pour l'autorité, mais alors il faut avoir soin de sanctionner le décret par la menace, toujours suivie d'effet, de la guillotine. Abolir la *Terreur* et restaurer l'*Être suprême*, c'était, à une époque de doute social, organiser le 9 thermidor. Le Directoire crut pouvoir se passer d'autorité : comme il était sans force, Bonaparte le renversa. L'empereur reprit l'œuvre de la force; seulement lui aussi essaya de donner pour appui à la force le principe d'autorité : il ne fit que ramener le catholicisme qui, galvanisé par les événements, le renversa à son tour, et qui depuis lors succombe sous les efforts qu'il fait pour se maintenir. Les faits présents ne sont jamais que la conclusion des faits qui les ont précédés. Une impérieuse logique domine toutes choses.

ÉVALUATION. Raisonnement sur la valeur. — Voir ce mot.

La valeur domestique d'un objet est déterminée

par l'évaluation qu'en fait le possesseur, sur l'opinion qu'il s'est formée de son utilité pour lui et pour les siens. La valeur en échange est, de son côté, déterminée par l'offre et la demande de ceux qui veulent échanger. Cette valeur n'existe en réalité que lorsque les deux évaluations, celle du possesseur et celle de l'acheteur, sont devenues égales. L'évaluation créée par l'échange d'un objet contre un autre, fixe la valeur, qui de domestique devient sociale.

ÉVÉNEMENTS.

Les événements sont dans les mains de la justice éternelle (nous demandons l'indulgence pour cette expression figurée qui appartient à l'anthropomorphisme); la liberté est l'essence de chaque homme chez qui le verbe est développé. L'immutabilité des conséquences qu'entraîne l'usage de la liberté constitue l'ordre moral. L'individu puise dans la connaissance de cet ordre la détermination rationnelle du devoir qui lui est imposé, savoir, celui de toujours chercher à détourner le mal de lui-même et de ses semblables, et néanmoins d'accepter comme mérité le mal qui le frappe, comme nécessaire le mal qui pèse sur les autres, sur l'humanité.

ÉVIDENCE. Incontestabilité.

Il n'y a d'évident que ce que la raison fait clairement et incontestablement comprendre, sans qu'il soit rationnellement possible de le mettre en doute. Toute évidence est basée sur le raisonnement. Elle est sans *plus* ni *moins;* ou elle n'est pas.

EXAGÉRATION.

Le moyen le plus sûr de réussir dans ce que l'on se propose, c'est de ne se proposer que ce qui peut être obtenu. Si l'on va au delà, on manque non-seulement le but auquel on tendait, mais même celui qu'on était, sans cette exagération, presque certain d'atteindre. Exagérer un projet est, généralement parlant, en compromettre la réussite : cela explique suffisamment l'insuccès de toutes les entreprises révolutionnaires auxquelles nous assistons depuis tantôt trois quarts de siècle. Là où l'on est mûr pour l'indépendance, les *faiseurs* conspirent en faveur de la démocratie; là où la bourgeoisie accepterait les libertés constitutionnelles, ils rêvent une république; là enfin où tout est préparé pour l'application de la forme républicaine, ils organisent une réforme radicale et sociale. Et pour produit net, ils ont nui à la cause qu'ils pouvaient servir; ils ont perdu celle qu'il ne leur appartenait pas de faire triompher.

Ils sont, disent-ils, impatients d'en finir. Soit : mais celui qui couvre de terre un gland est impatient aussi de voir le chêne dans toute la majesté de sa croissance; cependant, s'il peut en favoriser quelque peu le développement, tous ses efforts seraient vains pour lui faire acquérir pendant une vie humaine la taille à laquelle il ne parviendra qu'après plusieurs générations d'hommes. Et ici il n'y a que les lois de la matière qui fassent obstacle: que ne sera-ce point quand il y aura en outre à vaincre la résistance des intelligences et de la volonté?

D'ailleurs, pourquoi cette inquiétude fiévreuse des exagérés? Croient-ils sincèrement de leur devoir de ne rien laisser à faire après eux? Non; ils veulent simplement attacher leur nom à une œuvre dont personne ne partagera avec eux l'honneur. Hélas! ils ne l'attachent qu'à l'écueil contre lequel leur vanité les pousse à se briser.

EXAMEN. Raisonnement tendant à faire connaître la vérité ou la fausseté d'une proposition.

Conséquence nécessaire de l'emploi de l'intelligence, l'examen est le travail essentiel à l'homme; lorsqu'il n'est pas comprimé par la force, l'examen analyse toutes les propositions qui lui sont soumises, dans le but de savoir si elles s'enchaînent rigoureusement au point de départ du raisonnement ou si elles y sont étrangères, et il rejette celles qui ne sont pas évidemment incontestables. L'examen, c'est le raisonnement même, à la recherche de ce qui importe le plus à celui qui examine.

— Dès qu'il y a examen, il ne tarde point à y avoir discussion, et bientôt, celle-ci s'établissant comme un droit, toute foi, soit pour l'individu, soit pour la société, s'évanouit devant le doute ou devant la certitude. Pendant l'époque d'ignorance où l'ordre n'est basé que sur la justice relative, dès que l'examen apparaît, il fait sentir que cette justice, socialement nécessaire, n'est pas absolue, sans pouvoir cependant déterminer ce que la justice absolue est en effet. Alors, avec la contestabilité de tout ce qui est affirmé et l'impossibilité de démontrer l'incontestabilité de quoi que ce soit, commence l'anarchie, qui dure jusqu'à ce que la vérité s'impose comme généralement nécessaire, la justice comme devant être appliquée généralement.

EXAMEN (*Compressibilité de l'*).

Cette compressibilité est la condition indispensable pour qu'il y ait de l'ordre pendant l'époque d'ignorance sociale, puisque pour agir il faut bien penser et croire que l'on pense juste, et qu'avec le libre examen, ainsi que nous venons de

le voir, force est, tôt ou tard, de tout nier. Quand la compression est devenue impossible, l'ordre n'est plus possible que par la démonstration de la vérité. L'incompressibilité de l'examen, coïncidant avec l'ignorance, est la véritable cause du malaise social et des révolutions qui en sont l'infaillible suite.

EXAMEN (*Émancipation de l'*).

Le travail de l'intelligence, qui est l'examen, la discussion, aussitôt que toute compression a cessé de peser sur celle-ci, n'a d'autre résultat que de déblayer le terrain social des erreurs et des incertitudes qui y sont devenues des embarras. Ce déblai aura pour terme la découverte de la vérité, qui empêchera, à jamais, l'incertitude de renaître et les erreurs de s'établir et de s'enraciner.

— Aussitôt que la société ne peut plus soustraire à l'examen de chaque individu les principes hypothétiques sur lesquels elle est fondée, ce n'est pas l'ordre qui semble importer le plus, c'est la liberté. Il ne s'agit pas de savoir comment la société maintiendra son autorité souveraine, mais comment chacun de ses membres jouira le plus complétement de sa souveraineté individuelle. Or, comme l'individualisme dans l'ignorance du lien qui constitue la société ne peut mener qu'à l'anarchie, il est évident que toutes les garanties sociales, de conservatrices qu'elles étaient sous l'époque de foi, deviennent, avec le doute, perturbatrices et dissolvantes, et qu'au lieu d'empêcher le désordre, la société ne songe plus qu'à empêcher qu'on ne mette obstacle à son libre cours. Et cela est rationnel : car, une fois qu'ils ont pensé librement, les hommes comprennent fort bien que désormais la vie humanitaire, c'est la pensée affranchie de toute autre entrave que celle de l'incontestabilité.

Or, supprimer la liberté de penser, ce serait supprimer la pensée elle-même, et supprimer la pensée (nous supposons pour un moment la chose possible), ce serait supprimer l'humanité. L'examen sans bornes, qui, tant que dure l'ignorance, tue la société, est cependant en principe la condition *sine quâ non* de son existence. S'ils n'étaient pas libres, les hommes raisonneraient-ils? et s'ils avaient été incapables de raisonnement, comment la société eût-elle pu s'organiser?

— L'incompressibilité de l'examen, imposée par le mouvement social, est devenue indestructible par l'invention de la presse, contre laquelle se brisent tous les despotismes quelconques. Rien ne peut empêcher une idée de se produire. Chaque idée a nécessairement son cours. La vérité triomphera.

EXAMINER.

Avant que la vérité absolue ait été rendue incontestable, examiner s'il y a erreur équivaut à renverser tout ce qui passe pour vérité. Car, examiner, c'est douter. Quand la vérité sera socialement connue, les fous seuls, c'est-à-dire les hommes sans raison, douteront de ce que la raison aura constaté à la dernière évidence : il n'y a qu'eux qui soient libres d'examiner si *deux et deux font quatre*, c'est-à-dire de penser que *deux* et *deux* peuvent ne pas faire *quatre*.

EXCÈS DU MAL.

L'excès du mal socialement senti est le seul besoin qui poussera irrésistiblement la société à changer son organisation pour ne pas succomber sous les vices que cette organisation traîne nécessairement après elle. Ne perdons jamais de vue que la nécessité de se conserver est pour la société la loi suprême; que pendant l'époque d'ignorance et de compressibilité de l'examen, l'ordre nécessaire dépend du maintien de la foi; que lorsque la discussion est socialement libre, la foi est encore indispensable à l'ordre, quoiqu'elle soit devenue impossible; et que ce n'est qu'après avoir comblé la mesure des maux de l'anarchie, que le doute fera comprendre la nécessité de savoir pour exister. Le monde social est toujours organisé comme il doit l'être. Tout y est nécessaire, jusqu'au désordre dans l'intérêt de l'ordre. « L'excès du mal, dit l'auteur des *Institutions judiciaires de l'Europe*, amène partout le remède. »

— Voici un nouvel argument qui démontre, nous ne dirons pas la certitude, mais du moins l'extrême probabilité que la société ne comprendra le besoin de connaître la vérité que mue par l'excès du mal: nos sociétés, quelque imparfaites qu'elles soient, tendent à se conserver *comme elles sont*, aussi longtemps qu'elles le peuvent sans mettre leur existence même en péril, c'est-à-dire aussi longtemps que le mal social n'est pas à son comble. Cela nous paraît péremptoire.

EXCÈS DE POPULATION.

Si c'est relativement à l'organisation sociale actuelle, la population qui excède évidemment les besoins des consommateurs de travail, des capitalistes, est de trop et doit périr. Si c'est dans le sens absolu, il n'y aura trop de population que quand la société bien organisée et le globe rationnellement exploité ne pourront la nourrir. Or cela n'est pas, cela est loin d'exister, cela ne sera probablement jamais. Car lorsque la vérité sera connue, la raison dominera sans conteste, et il y aura nécessairement

équilibre entre les produits et les besoins, entre la population et ses moyens d'existence.

EXÉCUTIF (*Pouvoir*).

Cette expression est impropre. La raison seule est *le pouvoir;* l'instrument dont elle se sert pour exécuter ne l'est pas. En langage rationnel, ce qui est tenu pour vérité, pour justice, constitue le pouvoir pendant l'époque d'ignorance; quand la raison sera socialement déterminée, la justice, la vérité, démontrées réelles, constitueront exclusivement le pouvoir : aux deux époques, la raison incontestée ou incontestable a des ministres, des serviteurs, qui appliquent ses lois. Pendant la phase du doute, le prétendu pouvoir exécutif est le valet des majorités, de la force, dans tous ses caprices et pour toutes ses brutalités.

EXÉCUTIONS. — Voir au mot *Capitale* (Peine).

Nous avons dit ailleurs que, tant qu'il y aurait pour la société nécessité, utilité (ces expressions ont ici la même valeur) de punir de mort, cette société devrait rester armée du glaive qu'elle appelle avec raison *le glaive de la justice*. Car la société a pour toute morale l'obligation de se conserver.

— Y a-t-il réellement utilité, et partant nécessité, à faire mourir ceux qui ont commis des actes menaçant l'existence de la société? Oui. Pour l'exemple? Sans aucun doute. Mais entendons-nous : par l'horreur qu'inspire nécessairement à tout être sentant la terreur du moment qui met fin à son existence, et non par l'impression que cause la vue du dernier supplice; car si c'était là l'exemple recherché, il faudrait recourir de nouveau aux tortures qui ont signalé la fécondité d'imagination des tyrans et des questionnaires.

Les exécutions capitales sont un spectacle où l'on apprend, non à devenir meilleur, mais à tuer. Voici ce qu'il y a rationnellement à attendre de l'application de la peine de mort : quand les peines sont graduées et que l'échafaud n'est que pour les plus grands crimes, l'amour de la vie, qui est la vie même, sentie par les êtres susceptibles de raisonnement, retient par la force aveugle de l'organisme et par toute la valeur que lui donnent l'intelligence, l'éducation et la religion, les hommes qui, sans cette crainte, seraient peut-être devenus criminels. C'est une sanction de plus pour la société, à qui toutes les sanctions conservatrices échappent chaque jour, une à une. Mais encore une fois, plus de boucheries publiques! Rien que la reproduction de l'arrêt et la constatation de son exécution en présence des délégués de la loi. Ce silence de mort, accompagné de quelques signes saisissants de deuil social, frapperait les in
tions bien plus, et surtout bien plus salutair
qu'une hache, un bourreau et du sang.

EXISTENCE. — Voir le mot *Être*.

Il y a ici la même distinction à établir qu'
auquel nous renvoyons : tout ce qui se prés
l'intelligence comme une unité, apparente ou
existe. Mais l'unité illusoire ne donne lieu qu
existence illusoire également; l'unité réelle
seule en réalité. L'existence réelle appartient
qui, essentiellement immuable, est cependa
ceptible, par son union avec un organisme,
de modification, de se sentir mû dans le tem
se sentir. Les êtres réels existent seuls; les
ne font qu'apparaître comme existantes, que
tre : elles *ne sont pas*, elles *passent;* tout
existence se borne à des manifestations : elle
mais exclusivement pour notre intelligence q
traversent en nous laissant de nous-mêmes
nous appelons *la conscience de la vie*.

EXISTENCE ILLUSOIRE.

Ces mots expriment la phénoménalité, la
festation, le mouvement, la force, la matièr

EXISTENCE RÉELLE.

C'est l'existence indivisible, éternelle; c'es
matérialité. — Voir le mot *Existence*.

EXPÉRIENCE. Intervention dans l'obser
des phénomènes ayant pour but de les modif
Voir *Observation*.

Expérimenter, c'est observer; observer,
raisonner. L'expérience, l'observation et le r
nement sont la même chose. On raisonne f
observant mal; on raisonne mal en faisa
fausse expérience.

— On appelle communément *observation*
sonnement auquel on doit la constatation de
qui tombent sous le sens; c'est la simple perc
des phénomènes. L'expérience ou plutôt l'e
mentation est alors une observation prépar
expérimente en chimie; en astronomie on n
faire qu'observer. Le raisonnement, tel qu
considère généralement, est réservé pour le
tions morales. On doit à l'observation et à
rience la connaissance des effets physique
les actes présents produisent : la raison dé
que les faits, les événements, sont la consé
morale d'actes antérieurs. Par exemple, u
transmet à ses enfants sa constitution org
qu'il avait délabrée et viciée; l'expérie
prouve. Ces enfants ne sont nés d'un pèr

la constitution était viciée et délabrée, que parce qu'*eux-mêmes* avaient mérité par leur conduite antévitale d'être punis; cette vérité bien supérieure est toute de raisonnement.

EXPIATION. Peine soufferte pour un mal commis.

L'expiation a surtout lieu au moyen d'une société mal organisée, d'où naissent par conséquent l'oppression, la misère et le crime. Comme les diables dans l'enfer des chrétiens, les hommes en sont, tout à la fois, les victimes et les instruments. Malgré le besoin de vérité et de justice absolues pour organiser la société, celle-ci demeurera dans les voies qui la mènent aux maux de plus en plus cruels de l'anarchie, aussi longtemps que l'expiation du genre humain sur cette terre ne sera pas complète.

EXPIER.

C'est souffrir, et surtout accepter la souffrance pendant une vie organique, comme étant la conséquence rationnellement nécessaire, c'est-à-dire méritée, des fautes commises contre la raison pendant une vie précédente.

— Souffrir avec résignation n'empêche pas de chercher à mettre un terme à ses souffrances, qui ne peuvent être appelées *expiation* que lorsque, malgré tous les efforts possibles, elles n'ont pu être évitées.

Il en est de même pour les rapports de chaque homme avec ses semblables : il a le devoir de travailler de tous ses moyens à délivrer l'humanité de ses maux, quoiqu'il sache fort bien que, si elle continue à les subir, soit parce que le remède qui y est appliqué n'est point efficace, soit parce qu'elle-même dédaigne l'application de tout remède, c'est la preuve rationnelle qu'elle les a mérités, et qu'il est de toute justice qu'ils lui servent encore d'expiation.

EXPLOITATION DES MASSES.

L'exploitation des masses est une condition essentielle de l'ordre pendant l'époque d'ignorance. Les masses, non refrénées par l'exploitation, examinent le principe qui sert de base à la société, aussitôt qu'elles en ont le loisir; et le despotisme fait place à l'anarchie. Pendant l'époque d'ignorance, et sous l'empire de la foi, l'exploitation des masses peut seule maintenir l'ordre relatif aux circonstances, et par conséquent conserver la société; après l'invasion de l'examen et du doute, cette même exploitation pousse de plus en plus vivement au mécontentement et aux révolutions. Et alors seulement, la connaissance de la vérité d'où doit résulter l'ordre social vrai, devient indispensable à l'existence même de la société.

— Le poëte Lucain fait dire par César : « Le genre humain est fait pour quelques hommes. » C'est juste, pendant aussi longtemps que l'ordre est à ce prix, et que l'on peut imposer comme un devoir d'accepter cet ordre sans en discuter le principe.

— Lorsque, l'ignorance durant encore, le libre examen ne permet plus à l'injustice de se réfugier sous l'égide de la foi, elle cherche à se soutenir en changeant de nom. Alors la concurrence que se font les forts pour s'enrichir par l'exploitation des faibles, et celle que se font les faibles pour être exploités, seul moyen qu'ils aient de ne pas mourir de faim, sont appelées *liberté du travail* et *libre concurrence de l'industrie*.

EXPLOITEURS.

Sous un régime de vérité et de justice, ce terme n'a point de sens. Sous l'empire de la force, il désigne les hommes puissants qui ne veulent pas être dupes. Ceux qui alors se refusent à exploiter les autres, sont sûrs d'être exploités eux-mêmes. On ne voit en eux que des colombes sans bec ni ongles, et les vautours ne font jamais défaut pour les plumer et s'en arracher les membres. Exploités donc ou exploiteurs, il n'y a pas de milieu, tant que l'exploitation est possible, tant que l'ignorance existe socialement : c'est une nécessité morale, à laquelle on n'échappe pas plus qu'à la nécessité physique de devoir attirer ou être attiré, en un mot de devoir se mouvoir.

EXPROPRIATION.

Les propriétaires du sol seront expropriés pour cause de besoin d'ordre, de nécessité sociale, dès que la vérité sera connue socialement. Ce sera l'entrée du sol à la communauté.

— L'expropriation pour cause d'utilité publique est une atteinte à la propriété foncière que cependant la société reconnaît comme un droit.

F

FACTIONS.

Pourquoi l'anarchie est-elle continuelle entre les nations, tandis qu'elle n'est qu'intermittente au sein de chaque nation? Parce que, entre les peuples, il n'y a de moyen d'ordre que la force brutale, la guerre, et que chez chaque peuple, la force est organisée de manière à se donner les dehors de la justice, de la raison, et à se faire appeler *l'autorité*. Les factions qui troublent l'ordre intérieur, ou sont toutes également obligées de se soumettre au gouvernement, et de ne se combattre que dans l'espace qu'il leur assigne et leur circonscrit, ou bien l'une d'elles se fait gouvernement et écrase ses rivales. « L'anarchie commence, dit M. Thiers, dès que deux factions, à peu près d'égale force, se combattent, sans que le gouvernement soit assez fort pour les vaincre. »

Une seule autorité peut dominer les nations, c'est celle de la raison, et quand l'autorité de la raison sera acceptée par elles, elles cesseront d'exister comme nations particulières, et se fondront dans la grande unité humanitaire. Avant cette époque, la guerre régnera exclusivement et régnera toujours, tantôt pour maintenir la paix par la peur que la guerre inspire aux plus faibles, tantôt pour déterminer quelle est la plus forte des nations entre celles qui prétendent à la suprématie.

FACULTÉ. Puissance. — Voir ce mot.

Il n'y a qu'une faculté, la volonté, par laquelle se manifeste l'âme lorsque, au moyen de son union à un organisme, elle est devenue capable de comprendre, d'agir en réalité.

FAIBLES ET LES FORTS (*Les*).

« Qui, ainsi s'exprime Châteaubriand, voudrait défendre la cause du faible contre le fort, si le courage, exposé à la vengeance des viletés du présent, devait encore attendre le blâme des lâchetés de l'avenir? » Qui, monsieur le vicomte? Celui qui sait qu'il a un devoir à remplir, et que ce devoir a une sanction ultra-vitale, la seule réelle parce qu'elle est la seule certaine. Celui-là ne se met en peine, ni des viletés du présent, ni des lâchetés de l'avenir. Quand la cause du faible n'aura plus pour défenseurs que les adorateurs de la fortune du jour et les soupirants de la renommée du lendemain, le fort aura beau jeu. Heureusement que l'anarchie sera bientôt là pour rétablir l'équilibre, en confondant forts et faibles dans un sentiment commun de découragement et de désespoir, où ils puiseront le besoin de la vérité.

FAIBLESSE DE LA RAISON.

Alléguer la faiblesse, l'impuissance de la raison, c'est avoir la vanité de ne pas vouloir convenir de sa propre ignorance, en donnant ce qu'on croit savoir pour le *nec plus ultrà* de ce qu'il est possible que l'on sache. Dire : *l'esprit est faible*, c'est dire : *je suis faible d'esprit*, et rien de plus.

— La raison-principe est toute-puissante; la raison personnelle n'est puissante que lorsque, par le raisonnement, elle s'est démontré la réalité du principe *raison* pour s'y conformer. Car, il faut, si l'on ne sait pas, croire du moins qu'on sait quelque chose : savoir avec certitude qu'on ne peut rien savoir, ce serait avoir cette certitude à laquelle on nie de pouvoir atteindre.

FAIM (*La*).

Attraction chez les plantes et les animaux, la faim est, pour l'être sentant, un besoin qui doit être satisfait sous peine de mort. Doit-on s'étonner dès lors si la faim pousse au crime, à la prostitution, au suicide? Et cependant, tout homme qui est né sans propriété et sans capital, et à qui les moyens,

rces ou l'instruction nécessaire manquent ravailler, tout ouvrier qui ne sait plus tra- ou à qui le travail fait défaut, s'il ne veut pas nber sous les cruelles étreintes de la faim, ourir de sa propre main ou de celle du bour- toute femme ou fille, à qui son travail ne ɔas pour vivre, doit, si elle répugne à mourir e suite, torturée par la faim, se livrer corps ɔnté à qui ne la laissera mourir qu'un peu ırd, de débauche, de maladie, de misère et ɩespoir.

RE (*Que faut-il*)?

ɔurd'hui que l'on commence assez générale- à comprendre que tout n'est pas bien, la on que nous venons de poser est répétée à ɜ instant et sous toutes les formes, surtout ; hommes de bonne foi que l'on cherche à ncre de la nécessité de veiller à l'établisse- le l'ordre vrai. Examinons.

qu'il faut faire, et ***immédiatement,*** puisque ins cela se peut, le voici. Il faut, avant tout, ɜr clairement que les moyens employés jus- pour conjurer les maux soufferts par la so- n'ont fait que rendre plus menaçants les ɔmes de désordre sous l'influence desquels ɜ désorganise progressivement. Il faut en- ɔrouver avec une rigueur mathématique que ɜs pas qu'on hasardera désormais dans cette route, où l'on ne s'est que trop longtemps yé, ne peuvent, en dernier résultat, mener anarchie et à la ruine. Il faut enfin nettement ıiner quelle est la seule voie de salut dans ıe l'humanité puisse entrer; il faut, après induit les esprits droits à ne pas repousser, de l'avoir pesée sérieusement, la démon- n que le moyen proposé est bien réel et bien ıble, signaler ainsi la dernière planche de age que, au sein de la tempête, la raison ux hommes pour les arracher au naufrage. s'adresse à des intelligences sans préoccu- aucune, sans préjugés, non perverties par ıté ou endormies par l'indolence, et libres ırs de tout intérêt contraire aux idées qu'on ɔumet, il n'est pas impossible qu'on réus-

T. Ce qui est.

ait est l'expression de la force, comme le st l'expression du raisonnement : nous pre- ci le mot ***fait*** dans le sens d'***événement.*** événements détruisent les événements, » Châteaubriand. Cela est exprimé par les mêmes : car les événements se succèdent; c'est dans leur essence. Ils ne laissent debout qu'une seule chose, le raisonnement s'il est bon, s'il est incontestable.

FAIT (*Gouvernement de*).

Celui qui admet comme légitime un gouvernement de fait, ne doit plus être reçu à faire valoir la légitimité d'aucun gouvernement. Car ce serait par trop scandaleusement abuser des termes que de dire que le fait c'est le droit. Tout au contraire, le seul moyen de maintenir l'intégrité du droit, c'est de ne jamais permettre que le fait lui soit substitué. On subit un fait, mais comme fait seulement, et on proteste en faveur du droit. On demeure alors libre par la pensée et la volonté, bien qu'impuissant d'agir sous la pression de la force.

Nous ne dirons rien de la légitimité dont le temps revêt les faits accomplis et acceptés comme tels, jusqu'à ce qu'on ait déterminé, avec une précision mathématique, combien il faut de jours, de semaines, de mois, d'années, de siècles, pour qu'un fait soit incontestablement légitime.

FAITS (*Les*).

Tous les objets du raisonnement sont des faits. Les faits physiques ne sont relatifs qu'aux phénomènes; les faits moraux le sont à la matière et à l'âme : ils ont pour origine l'intelligence, la raison, la liberté, qui elle-même est un fait. Dans le monde, il n'y a que des faits : réels, éternels; et apparents, temporaires.

Les faits moraux, quels qu'ils soient, doivent être conformes au raisonnement sain, et ils ne sont jamais qu'une preuve surabondante de la bonté du raisonnement qui les établit. Pourquoi cela? Parce qu'ils sont eux-mêmes le résultat du raisonnement, et qu'au moyen du raisonnement ils ne font rien autre chose que manifester la modification éprouvée par celui qui, en raisonnant, les accepte ou les repousse.

On entend dire souvent : « Ne raisonnez pas contre les faits; les faits sont entêtés, ils s'imposent en dépit de tout ce que le raisonnement pourrait leur opposer. » Mais c'est absurde. Quel est, nous le demandons, le fait qui ferait admettre que ***deux*** et ***deux*** ne font pas ***quatre,*** qu'***un*** n'est pas ***un,*** qu'***un*** égale ***deux, trois, plusieurs,*** en un mot?

Il en est de même du fait qui serait invoqué contre l'immatérialité des âmes (nous supposons que la démonstration de cette immatérialité ait été fournie); contre la non-liberté de l'homme soumis à la nature ou à un être au-dessus d'elle et de lui; contre la nécessité de l'union d'une sensibilité, démontrée immatérielle, à des organes ayant un

centre d'impression, et la nécessité du contact de deux ou plusieurs organismes sensibles pour développer l'intelligence avec le langage, pour faire en un mot qu'il y ait conscience de soi, et distinction entre les sensations, les idées, les faits dont cette conscience se compose.

Ici nos crédules matérialistes nous arrêtent. Et les tables, s'écrient-ils, qui se meuvent? S'ils veulent dire : *que l'on meut* par des moyens qu'ils appellent *magnétiques* et dont la découverte est nouvelle, nous répondrons : ce n'est pas impossible, mais nous attendons qu'on ait bien constaté que cela est. On a prétendu que ces tables répondaient aux questions qu'on leur adressait, qu'elles raisonnaient, qu'elles parlaient. Ceci est impossible; donc ce n'est pas. Une table est de la matière inorganisée, plus ou moins façonnée par la main de l'homme. Ce n'est point une vie particularisée, composée d'organes aboutissant à un centre commun de mémoire matérielle. Des tables ne peuvent être unies à des sentiments d'existence; si elles l'eussent été, pourquoi avaient-elles tardé si longtemps à se mettre en communication intellectuelle les unes avec les autres et avec nous, puisqu'elles ont toujours été en contact entre elles et avec nous? Le fait (phénomène, apparence) de tables qui tournent et *semblent* par là formuler une réponse aux questions posées devant elles, est loin de suffire pour détruire les objections que soulève ce nouvel engouement.

FAMILLE. Existence commune, plus ou moins prolongée, du mâle et de la femelle, dans les espèces unisexuelles.

Distinguons avant tout entre les familles qu'il faudrait nommer *matérielles*, et les familles *intellectuelles*. Ce qui constitue la différence est la communication des idées proprement dites, qui a lieu chez les dernières et dont les autres ne sont pas susceptibles.

— Le rapprochement de deux êtres capables de parvenir à la conscience d'eux-mêmes, a pour conséquence le développement du verbe; ce développement est le raisonnement même, et le raisonnement est la société.

La famille, c'est exclusivement l'homme et la femme, unis conformément ou non conformément à la loi. Quand l'organisation sociale ne relèvera plus que de la raison absolue, tous les ménages seront égaux en charges; le père de dix enfants et sa femme n'auront à travailler que pour deux, comme le célibataire pour lui seul. L'État pourvoira à l'éducation et à l'instruction de ses membres futurs, et les mettra à même de pourvoir seuls, le plus tôt possible, à leurs autres besoins.

FAMILLE LÉGALE.

C'est celle que la loi détermine. Quan expression supposée de la raison, n'est pl dérée comme rationnelle, à côté de la fami on voit surgir des familles illégales ou, c s'exprime, *naturelles*, c'est-à-dire, puisq ici du raisonnement, conformes à la raiso qui est cru la raison.

La famille rationnelle ou réelle tient à de l'humanité; la famille légale change avec le besoin social.

FANATISME. Exaltation des passions.

Sous le rapport social, il y a deux es fanatismes, le fanatisme religieux et le f patriotique. C'est surtout du premier qu ici; nous parlerons du patriotisme ailleurs ce mot.

— Le fanatisme est une nécessité pc société pendant l'époque d'ignorance, la pour premier besoin de préserver l'hypot laquelle l'ordre repose, du contact de tou hypothèse, contact d'où naîtraient l'exa comparaison de l'une et de l'autre suppo vérité, la mise en doute de toutes deux, (quemment le renversement de l'ordre.

Le fanatisme est une passion à laquelle pose avec succès qu'une passion plus for au monde donc ne peut triompher du f religieux quand il est profond et sincère; (le vrai croyant, les intérêts de l'univers en subordonnés à sa foi. Son Dieu domine le Il a fallu toute la stupidité du protestantism *même*, du libéralisme, il a fallu toute l'in du matérialisme bourgeois, pour s'acharne stituer à cet énergique élément social, la v affirmation que la vérité est insaisissabl flasques atermoiements des décisions par pour en tenir lieu.

FASCINATION.

Les crédules libres penseurs de notre ont remis en vogue la fascination nomméme gard. Ce qu'il y a de vrai, le voici : le regard toute espèce de geste, comme le cri, est un matériel qu'on nomme improprement *nat* quel attire ou repousse mécaniquement, c'e aveuglément et nécessairement. Ce langag duit en langage intellectuel pour celui qui au geste ou au regard le même sens que le fascinateur. Dans ce sens, on peut affirme regard, qui exprime ce qu'on est convenu de dire, inspire par lui-même l'amour ou la cr trouble plus ou moins le raisonnement, (

est dirigé par un individu intelligent sur un autre individu de même espèce, même sans l'emploi du langage intellectuel, du langage de convention.

Quant à leur effet sur un animal privé de compréhension et de sentiment, le regard et toute espèce de geste opèrent d'une façon simplement mécanique en produisant les mouvements d'attraction et de répulsion qui manifestent la force. Prétendre davantage, c'est se moquer de la raison et de quiconque sait accoupler deux idées susceptibles d'un sens réel.

FATALISME. Foi à l'existence de la nécessité, exclusivement.

Cette doctrine est la déduction rigoureuse du matérialisme.

Pour être logique, le fataliste convaincu ne devrait ni agir, ni même délibérer pour agir, ni enfin s'applaudir ou se repentir d'avoir agi dans un sens déterminé. Nous supposons fort gratuitement que la logique soit compatible avec le matérialisme et le fatalisme.

FATALITÉ. Inévitabilité.

La fatalité des événements est la sanction de l'ordre moral. C'est dans la nécessité des conséquences de nos actes libres que nous trouvons le motif de l'obéissance à la règle de nos actions. Il y a harmonie éternelle entre ces actes mêmes et notre condition dans des vies subséquentes ; et cette immuable harmonie est l'équivalent de la vérité qu'exprime la proposition suivante : *tout est bien*. Dans ce sens, la fatalité est (qu'on nous passe cette expression figurée) la Providence dans l'éternité.

De la fatalité prise dans ce sens rationnel, moral, naît la résignation aux maux que l'homme n'a pu éviter, résignation très-compatible avec le courage que donne la certitude de pouvoir toujours combattre les maux qui nous menacent. La croyance au fatalisme ou à la prédétermination aveugle, physique, rend l'homme, non pas résigné, mais hébété, mais stupide.

FAUTE. — Voir le mot *Crime*.

Ne considérant ici la faute ou le crime que dans son rapport avec la justice éternelle, chaque faute emporte sa peine, comme chaque sacrifice attend sa récompense. Aucun agent n'a à intervenir pour appliquer cette justice : elle doit être immuable et éternelle ; elle est la conséquence de l'immatérialité des âmes.

FAUX. Contraire à la vérité.

Toute proposition qui peut régulièrement être réduite à l'absurde, à l'impossible, est fausse. Au cas contraire, sans être fausse, elle n'est point encore vraie. Pour être incontestable, il faut qu'on puisse la mettre au-dessus de tout doute, qu'on puisse la ramener à son point de départ, aussi incontestable qu'elle, et l'y ramener par un enchaînement de propositions identiques, à l'exclusion de toute induction par analogie.

FAVEURS.

Quand les faveurs et les charges sociales sont déterminées par la raison, elles se nomment justice absolue. A défaut d'un criterium rationnel pour les apprécier avec certitude, c'était la foi jadis qui déterminait la justice relative à la nécessité d'ordre pour la société : aujourd'hui les majorités font et défont tour à tour les lois qui en règlent la détermination.

Ce dernier régime, qui n'est justifiable que par l'impossibilité d'en appliquer un autre dans les circonstances données, offre encore ceci d'étrange : généralement les charges des citoyens, fixées par la loi, sont aussi réparties par elle, tandis que les faveurs sont laissées à l'arbitraire des gouvernants. On appelle *despotique* le pouvoir de l'homme dont la volonté suffit pour imposer des charges ; le pouvoir constitutionnel, qui distribue les faveurs comme il lui plaît, mérite le même nom. Car, n'est-ce pas au fond la même chose? On corrompt les hommes dont on peut indéfiniment augmenter le bien-être, tout aussi bien que ceux aux maux desquels on est toujours libre d'ajouter un mal nouveau. Abandonnons donc aux ministres la fixation et la répartition des impôts, ou, pour être conséquents, ôtons-leur la disposition des deniers des contribuables. La loi doit régler l'une comme l'autre, ou il faut que l'une et l'autre soient soumises aux caprices de ceux qui exercent le pouvoir.

FEMME.

La femme est, psychologiquement parlant, l'égale de l'homme. Elle est un être aussi complet que l'homme, ayant pour essence une unité réelle, une individualité, comme lui. Elle appartient avec lui à l'humanité, et au même titre.

Dans le sens de la justice absolue, elle a le même droit que lui, le droit de n'être soumise qu'à la raison qui, seule, doit lui assigner sa place dans la famille et dans l'État ; et à l'époque où la vérité sera socialement appliquée, elle usera de ce droit sans opposition. On remarque que, partout où il y a ignorance et despotisme, la femme est esclave de l'homme ; là où il y a ignorance et liberté de discussion, elle est esclave de l'or. Dès que ses droits sont

examinés, ils sont reconnus. Mais elle n'en jouira, ainsi que de sa liberté, qu'à l'époque de connaissance sociale de la vérité.

— Sous le rapport physiologique, la femme est un dédoublement de l'homme organique complet. De l'attraction qui réunit les deux moitiés, résulte le développement du verbe chez chacun des deux êtres animés, le raisonnement, la société, l'ordre, la religion.

— Un des *dadas* que le XIX[e] siècle enfourche le plus solennellement est l'*émancipation de la femme*. Ce que nous venons de dire de l'humanité en général et plus particulièrement de la femme, fait ressortir tout le ridicule de la prétention philosophique moderne. C'est l'humanité qu'il faut émanciper, en dissipant l'ignorance et en abolissant le paupérisme qui repose sur elle. Cela fait, la femme se trouvera émancipée, avec l'homme et comme l'homme. — Voir le mot *Émanciper*.

FEMMES (*Communauté des*).

La communauté des femmes suppose leur infériorité, en fait des *choses* possédées par les hommes à tour de rôle. L'absurdité de l'appartenance de toutes les femmes à chaque homme, qui devrait avoir pour corrélatif celle de tous les hommes à chaque femme, saute aux yeux. Rien de réel ne distingue la femme de l'homme, et ce qui seul peut être réel les distingue tous deux des brutes, et les distingue à titre égal, sans différence déterminable par la raison : à moins qu'il n'y ait point d'autre réalité que la force. Si la femme n'est pas moralement l'égale de l'homme, il n'y a pas de société possible entre eux. Cependant le contact physique prolongé est nécessaire entre les deux sexes; car, sans ce contact, il n'y a point de développement du verbe, d'humanité.

FERMETÉ.

Il n'est donné qu'à celui qui a raison ou qui croit avoir raison de se montrer ferme. L'homme qui sait ou qui croit avoir tort, s'il persiste dans son mauvais vouloir, n'est pas ferme, mais obstiné, têtu.

FIGURÉ (*Sens*). Sens attribué à un mot qui n'avait pas primitivement cette signification.

La confusion du figuré avec le propre est l'identification de l'apparence avec la réalité, des phénomènes avec l'essence, de la force avec la sensibilité; c'est la négation de la réalité, le nihilisme.

« Le langage figuré, dit Jérémie Bentham, très-utile quand il vient à la suite du langage simple, lui est funeste quand il le remplace. Il accoutume à raisonner sur les plus fausses analogies, et autour de la vérité un nuage que les plus voyants ont bien de la peine à percer. »

FILLES.

On dit *filles publiques;* si l'on entend par l *communes à tout le monde,* c'est un mensong les termes. Les malheureuses qu'on flétrit s nom de *filles* ne sont jamais publiques : ell partiennent, faibles, à qui possède la force p les approprier; pauvres, à qui dispose de l' dont elles ont besoin pour se nourrir : ce so esclaves, ou domestiques, ou politiques com prolétaires. Tant que durent l'ignorance et l'o sation sociale qu'on lui doit, les *filles* sont *c mées* par les seigneurs sous le règne de la nol par les bourgeois sous la domination du c A l'époque de la connaissance de la vérité, il n' pas de filles publiques, car cela suppose la tution; il y aura seulement, ou plutôt il po avoir *des filles folles de leur corps,* comi disait jadis, des filles de joie, en conséque leur liberté à elles, de la liberté de tous.

FIN. But.

L'être intelligent, l'homme, ne peut avoir seule fin, se proposer qu'un seul but réel, c'e propre bonheur. S'il connaît en quoi son vé bonheur consiste, il n'a plus qu'à marcher devant lui, sans biaiser ni reculer en présen obstacles qu'il est en son pouvoir d'écarter franchir. Dans ce sens on peut dire que le verbe, dont il a de tout temps été fait un si daleux abus, celui qui dit que « la fin justi moyens, » est vrai dans toute la portée de ce il signifie que, pour réaliser ce qu'on se pose, il faut nécessairement avoir recours à seul peut amener cette réalisation. L'homn croit ou *sait* qu'il ne peut être heureux qu' dévouant à ses semblables, ne commettra j d'injustice; car chaque acte injuste, chaque i tion au devoir du dévouement, le ferait dév sa fin, lui ferait manquer son but, aurait so heur pour inévitable conséquence.

L'homme qui *croit* qu'il n'y a point d'autr heur pour lui que la satisfaction de ses b organiques, de ses passions, de ses caprice conforme sa conduite à la règle que, logique il doit s'être tracée en conséquence, sacrifier scrupule ses semblables au moindre de ses d à l'espoir de la plus incertaine des jouissanc fin est toujours la même, celle d'être heureux; il voit son bonheur là où le bonheur n'est p par conséquent, plus les moyens qu'il emploi

sont bons, moins ils lui procurent le
est son but réel.
résout la question que nous sou-
un raisonnement qui lui est propre :
în le maintien de l'ordre, et pour
ırvenir, son organisation, ses lois, sa
:urs qu'elle cherche à conserver, les
les elle tend à imprimer la direction
: la plus favorable. Dans la situation
l'état des choses qui en est la suite,
peut point empêcher que chacun de
ıe se propose théoriquement un autre
ais elle empêche autant que possible
:tte en pratique des moyens en oppo-
s siens. Par exemple, un fanatique
:ant en pitié le sort d'un enfant récem-
qui, s'il vivait, serait exposé à perdre
assure le paradis en le tuant : la
égard à la bonne foi du meurtrier,
ırt. Elle fait de même pour le révolu-
veut changer la forme du gouverne-
'elle lui paraît funeste au pays, et
pirateur qui s'attaque à l'homme
voir parce qu'à ses yeux, il l'exerce
hostile à la liberté.
ıples : un homme a l'intention incon-
bonne de consacrer la fortune qu'il
ıérir, à des œuvres utiles à la société.
our arriver plus tôt à son but, il
anœuvres que la loi condamne, il n'en
; passible des rigueurs du code pénal.
moine, qui capterait aujourd'hui les
es legs pour enrichir l'Église, pour
r la religion, pour soutenir par elle,
la société menacée de périr, serait
ıme un fripon, comme un escroc.
vue de la justice éternelle, la ques-
ımplétement d'aspect : là l'intention
et si elle est irréprochable, les
ervent à la réaliser le sont aussi.
auquel elle donne lieu, il ne saurait
celui qu'on appelle improprement
: succès n'est jamais qu'un événe-
, récompense actuelle d'une bonne
re; ce n'est point un acte méritoire :
: est la punition d'un méfait passé;
ur, non un crime.
ons à rectifier les proverbes; on les
:sse des nations, et ils n'expriment
té pratique, souvent en contradiction
véritable sagesse ordonne. Dans la
ous traitons, lorsque le but qu'on se
ellement juste et bon, les moyens
pour l'atteindre ne sauraient être
que bons et justes. Si cependant ces moyens répugnaient trop fortement au sentiment moral, résultat pour chacun de son raisonnement habituel concernant le devoir, sans les repousser uniquement pour ce motif, il serait néanmoins prudent d'examiner de nouveau, et avec sévérité, la fin à laquelle ils étaient appelés à servir, et dont peut-être la poursuite doit être abandonnée ou du moins suspendue. Il ne faut pas que la fin, qui a pour moyen l'accomplissement du devoir, ait à justifier les actes dont le but est nécessairement le même accomplissement, et qui doivent ainsi se justifier par eux-mêmes. C'est toujours le cas lorsque, la fin étant incontestablement déterminée, les moyens sont par cela seul évidemment irréprochables.

FINANCE.

La finance domine le siècle; il n'en saurait être autrement, puisque les capitaux, l'argent, représentent tout et tiennent lieu de toutes choses. Le financier est un capitaliste, nécessairement exploiteur s'il ne veut être exploité, et puisque son but est le gain, ses moyens doivent infailliblement être ceux qui mènent à pouvoir gagner le plus et le plus rapidement possible. Il y a de ces *devoirs* de position auxquels nul ne manque; le vrai financier remplit les siens avec zèle et scrupuleusement.

FINI. A quoi il est toujours possible de mettre des bornes.

Le fini, c'est le divisible, le matériel; on peut toujours y ajouter ou en retrancher.

FLÉCHIR.

On fléchit le Dieu rémunérateur et vengeur, qui est censé juste lorsqu'il punit ceux qui n'ont pas pu s'empêcher d'être coupables, et lorsqu'il pardonne à ceux qu'il avait d'abord résolu de punir : tout cela est logique, une fois qu'on a admis que Dieu existe personnellement puisqu'il a dit qu'il existait, et qu'il ne saurait se tromper, même en appelant *blanc* aujourd'hui ce qu'il qualifiait de *noir* hier; tout cela est logique surtout aussi longtemps qu'on se soumet au commandement de ce Dieu, qui est de ne rien examiner de ce qui le concerne.

Mais on ne fléchit pas la justice éternelle, d'abord parce que devant la raison elle n'est point un être, ensuite parce qu'elle ne saurait être justice et injustice tout à la fois. On est *libre* de ne point s'attirer de souffrances, mais on est *forcé* pour cela de ne pas commettre les actions dont les souffrances sont la conséquence pénale. Là est l'accord de la liberté des actes avec la fatalité des événements : c'est ce qui constitue l'ordre moral.

FOI. Passivement, ensemble de préjugés; activement, l'acceptation de cet ensemble. — Voir le mot *Croyance*.

C'est au sens passif que nous prenons ici le mot foi; l'acte qui fait accepter la foi, nous l'appelons *croyance*.

— La foi ne saurait être sociale si ce n'est à la condition d'avoir une sanction, sociale aussi, dont l'*ultima ratio* est l'inquisition et le bûcher : sans cela la discussion individuelle l'aurait bientôt fait évanouir. Car, remarquons-le bien : foi a pour corrélatif examen. Il est impossible que, tôt ou tard, le croyant ne cherche à se rendre compte de sa croyance, à connaître l'objet de sa foi, en un mot à savoir ce qu'il ne faisait que supposer. Mais c'est pour ce motif aussi que l'obligation de recourir trop fréquemment à l'application de la sanction inquisitoriale prouve que le doute, d'individuel qu'il était, devient peu à peu général; et dès lors l'inquisition est sans force, les bûchers s'éteignent, et, pour peu que des moyens se présentent d'étendre et de perpétuer la pensée, sans qu'il soit possible d'y mettre obstacle (c'est surtout l'invention de l'imprimerie que nous avons en vue ici), la foi est socialement morte, et elle ne saurait plus être ravivée sous aucune forme.

Montaigne a fort bien caractérisé la foi individuelle à l'époque de doute social, par les paroles suivantes : « Notre vérité de maintenant, ce n'est pas ce qui est, mais ce qui se persuade à autrui; comme nous appelons monnaie, non celle qui est loyale seulement, mais la fausse aussi qui a mise. »

— Rendez-nous la foi, disent les conservateurs, et la société jouira comme jadis de l'ordre que l'autorité non discutée lui avait acquis. Cela est vrai. Rendez la vie à ce cadavre, disons-nous, et il se remettra en mouvement comme avant qu'il l'eût perdue. La question est de savoir s'il n'est pas aussi impossible de rappeler la foi sociale évanouie que de ressusciter un mort. Vous ne songez pas à rappeler la vie dans des conditions plus défavorables encore que celles qui l'ont empêché de se prolonger davantage. Comment voudriez-vous déterminer de nouveau à croire la société qui a cessé de croire parce qu'elle avait examiné, puisque vous ne pouvez lui interdire l'examen sans bornes, la discussion sans entraves?

— Nous avons souvent entendu demander : A qui vaut-il mieux se fier dans les relations de la vie, à un croyant ou à un homme de doute, de négation? Cela nous a toujours surpris; car nous ne saurions nous figurer que la question puisse être sérieuse. D'abord nous supposons au croyant une foi ferme et sincère, et au protestant intellectuel l'impossibilité invincible de ne pas nier ce « point incontestablement établi. Puis nous nons ainsi : Le croyant, particularisons e *le catholique*, offre une garantie sûre de s à se conformer à la règle qui lui a été impo la viole, il a l'enfer en perspective; le para sa récompense s'il sacrifie toutes choses p plir son devoir constamment et jusqu'au b

L'homme de doute, *le libéral*, dirons-n dans des conditions différentes. Il peut bi gardé de sa première éducation des sentime tueux et des habitudes honnêtes; mais ce des préjugés que nous le défions de justif aucun aspect. Jamais il ne parviendra à se à lui-même ni à démontrer aux autres, raisons de bon aloi, bien entendu, qu'il « l'obligation de se dévouer à ses semblabl propres dépens, et nous nous engageons à montrer *par a+b*, comme on s'exprime, intérêt constant est de s'immoler ses sem chaque fois qu'il le peut sans s'exposer l à quelque danger pendant la vie dont son voir réel est de jouir à tout prix et n'impo ment. Car pour une sanction ultra-vital saurait en être question pour lui : il a néc ment rejeté celle de la révélation; et celle sonnement, de la démonstration, est enco à ses yeux, puisqu'il ne connaît que la nég doute, l'incertitude.

Après ces quelques lignes, nous croyon de répondre à la question qui ouvre ce para Le lecteur décidera. Pour ce qui nous concer toujours au croyant, de bonne foi, au cat que nous accorderons toute notre confianc seulement dans les affaires privées, mais dans les affaires publiques. Nous ne refuse systématiquement cette confiance aux sce aux libéraux, honnêtes gens; mais nous no drons toujours, et soigneusement, en gard le retour que tôt ou tard ils pourraient fa intuitions du sentiment, des élans intimes inspirations *du cœur*, vers un raisonneme rigoureux et plus concluant, qui mettra d'accord leurs principes et leurs intérêts nous rendrait leur dupe.

FOLIE.

Au sens propre, c'est un dérangement fonctionnement de l'organisme, de natur traver et même à rendre impossible l'emploi de l'intelligence. Figurément parlant, on folie tout acte contraire à la raison, ou « moins, le raisonnement de celui qui le l juge contraire.

Le dérangement dans le fonctionnement organique peut avoir une cause purement physique; il peut aussi être occasionné par une forte commotion morale.

Au sens figuré, l'accusation de folie est le plus souvent prodiguée sans raison aucune. Nous n'en donnerons qu'une preuve.

Il y a folie, prétend-on, à dire que la société a besoin d'être rénovée radicalement, et folie plus grande encore à faire dépendre cette rénovation de la découverte et de l'acceptation de la vérité *vraie*, de la vérité métaphysique, c'est-à-dire, de la réalité des âmes et de celle du lien religieux, en vertu duquel le sort de chacun dans une vie quelconque est la conséquence nécessaire de sa conduite dans la vie précédente, et ainsi indéfiniment. En effet, cela doit paraître une folie. Quoi! notre société toute matérielle, fondée sur l'intérêt vital, et maintenue en même temps qu'ébranlée par ce même intérêt, notre société tomberait devant un principe, une phrase, un mot!... Pourquoi pas? On ne se rappelle donc plus qu'il y a dix-huit siècles la société païenne, qui avait été forte comme la nôtre, qui, quoique affaiblie comme la nôtre, se tenait encore debout, fut brusquement renversée et remplacée par un principe, par un mot, l'égalité des hommes, c'est-à-dire, l'abaissement des superbes et l'exaltation des humbles, la réprobation des puissants et la prédestination des faibles, la condamnation de ceux qui jouissent et la déification de ceux qui souffrent, en un mot la folie de la croix?

— La folie véritable et réelle est celle de vouloir l'impossible, l'absurde : de vouloir par exemple, en présence du libre examen, maintenir l'ordre dans la société sans l'asseoir sur l'égalité sociale, l'égalité devant la justice absolue; de vouloir que cette égalité s'établisse sans cependant qu'on l'ait fait dériver de la reconnaissance de l'absolue vérité, consistant dans la démonstration de la réalité du devoir, sanctionnée par la religion; de vouloir enfin que cette égalité, supposé qu'on ait réussi à l'établir, se conserve en dépit de l'éducation et de l'instruction, livrées par notre organisation sociale au hasard de la naissance, de la position et de la richesse. Nous le répétons : c'est là de la folie, et de la plus dangereuse espèce; c'est de la folie à son paroxysme.

—Au point de vue social, le fou est celui qui déraisonne, cherchant l'ordre dans le changement *quand même*, dans le bouleversement, dans le désordre. Au point de vue moral, quiconque raisonne mal est, sous ce rapport, un fou. Il résulte clairement de là que la morale et la vérité dérivent de la même source, qui est la raison.

FONDER.

Pour fonder, il faut une base; on n'établit pas sur le vide : pour fonder solidement, il faut une base inébranlable. Or quelle est aujourd'hui, socialement parlant, la base incontestable de la morale, de la société?

La preuve qu'il n'y en a point, c'est qu'on est forcé d'avoir recours aux majorités délibérantes pour qu'elles en supposent une quelconque, ou qu'elles en déterminent les conséquences comme s'il y en avait une réellement : décision bizarre de la part de gens dont pas un n'est à même de décider, et qui se comptent et se recomptent sans discontinuer, pour savoir ce qu'ils auront à penser et à faire au jour le jour!

FORCE. Matière incorporelle, considérée comme cause de mouvement.

C'est un des éléments de la sensation, qui est la sensibilité mue, modifiée. L'autre élément est cette sensibilité même. Au delà, il n'y a rien.

La force, la matière est la première chose connue, car elle est attachée à la perception de notre existence. Nous nous percevons comme modification, comme mouvement, comme effet de force. Le raisonnement vient ensuite rechercher si nous ne sommes exclusivement que cela, ou si le mouvement, pour être perçu, n'a pas besoin de quelque chose d'indépendant de lui, qui persiste quand le mouvement a cessé.

FORCE BRUTALE. Force devant laquelle on cède contre sa volonté.

La force brutale est, non-seulement la négation, mais encore le mépris de la raison, du droit. « Tout homme est entièrement matière, dit M. de Colins, ou tout ce qui n'est point entièrement matière est homme. Pas de troisième alternative, qui n'ait pour conséquence nécessaire l'établissement pratique de la force brutale érigée en droit. »

FORCE INTELLECTUELLE, MORALE. Force à laquelle on obéit volontairement.

Cette force finit toujours par l'emporter sur la force physique, par la dominer. Même à l'époque d'ignorance, la force de raisonnement est la seule réelle, sous le rapport social; car la société est elle-même l'expression du raisonnement. La force morale agit alors au moyen de sophismes plus ou moins vraisemblables, comme à l'époque de connaissance elle agira au moyen de syllogismes qu'il sera impossible de contester. La force cachée sous des sophismes est indispensable à l'ordre, pendant que dure l'ignorance et que l'examen peut être com-

primé; elle devient anarchique dès que l'examen est libre.

FORCE (PRINCIPE SOCIAL).

La force est une des bases de l'ordre. Non déguisée, son règne est court. Sous l'apparence du droit, elle domine aussi longtemps que le sophisme qui la cache passe pour une vérité, aussi longtemps par conséquent qu'il y a foi. Quiconque alors commande au nom de la foi sociale, celui-là possède la force; car la force est l'apanage de la foi même, tant qu'elle ne peut pas l'être de l'incontestabilité. Quand le doute a remplacé la croyance, la force continue à primer; mais elle n'appartient plus à personne : elle passe perpétuellement en d'autres mains. Depuis que l'homme a acquis le libre usage du raisonnement, c'est-à-dire depuis que l'examen individuel est devenu incompressible, la force *pure* a cessé de pouvoir régner sans contestation d'une manière plus qu'éphémère; l'intelligence la mine incessamment, et finit toujours par la renverser. La force sera la conséquence rationnelle de la vérité dès que celle-ci sera socialement connue. La vérité servie par la force est la base réelle de la société.

La force brutale impose une nécessité; la force transformée en droit et acceptée comme tel, impose un devoir; le droit absolu, devenu seul fort, est le corrélatif du devoir absolu et n'est méconnu que par les malades d'esprit.

— Quand on peut penser, sans être évidemment fou, que l'homme qui se dévoue est un sot, et que celui qui trompe les autres est seul adroit et sage, c'est que la force règne seule, c'est qu'il n'y a encore au fond ni droit ni devoir. Et quand en outre on se hasarde à le dire tout haut, il est évident que la force ne peut plus se faire accepter comme raison; c'est qu'elle n'est plus que la violence sans phrases, qu'elle n'a plus rien de social.

FORCE (*Emploi de la*).

La force appliquée est l'équivalent de la guerre, aussi bien entre individus qu'entre peuples. Là où la force règne, la guerre s'organise. Et partout où la raison ne domine pas socialement, la force règne. Donc, dans notre société actuelle, il y a guerre entre tous, et partout, et toujours. La force est le seul moyen d'avoir de l'ordre, temporairement du moins; la guerre est le seul moyen d'obtenir et de conserver provisoirement la paix. La guerre en permanence, avouée ou latente, est notre droit public et privé; la paix perpétuelle sera celui de l'époque où la société se fondera sur la raison. Cela est plus clair et plus positif que les programmes des congrès pacifiques. Personne n'aime la guerre pour elle-même; mais personne non plus ne veut d'une paix qu'on ne démontre pas lui être plus avantageuse que les batailles. Or cette démonstration reste à faire.

FORCES VIVES.

De nos jours, on se paye volontiers de mots. Quand on a dit : « Le problème social se résume dans l'art de diriger les forces vives de la société vers un même but, » on croit avoir aplani toutes les difficultés, le reste n'étant plus qu'une affaire d'application, de pratique. Mais sont-ce les forces vives de la matière, ou sont-ce celles de l'intelligence? Les premières se laissent grouper et diriger par l'intelligence; mais les autres, intelligentes elles-mêmes, demandent à être éclairées d'abord, puis persuadées ou convaincues. Et pour arriver à ce résultat, il faut, ***de toute nécessité,*** ou les induire à croire et les empêcher d'examiner, ou leur présenter la certitude sous la forme d'une incontestable démonstration. Or, la foi sociale ne s'obtient plus, depuis que la discussion est devenue de droit social. Reste donc exclusivement la voie démonstrative. Quel est alors le principe rationnellement établi au moyen duquel on prétend faire mouvoir les forces vives de la société dans un sens déterminé? Il est plus que jamais urgent de parler pour s'entendre et non pour ne rien dire; et on ne parviendra à s'entendre qu'au moyen de mots rigoureusement définis.

FORMES DE GOUVERNEMENT.

Il y en a trois principales. La première, la forme religieuse; c'est celle qui constitue les véritables nationalités, parce qu'elle réunit tous les membres de la société par une idée commune sur la réalité du droit, sanctionnée par le lien ultra-vital. La seconde forme sociale, la forme bourgeoise; c'est celle où toute idée commune fait défaut : chaque individu détermine le droit à sa manière, et la société n'a d'autre garantie de la conservation de l'ordre, que la force. Enfin, la troisième forme, la forme rationnelle; c'est celle qui est assise sur le droit réel, incontestablement démontré.

Vouloir réformer un peuple en changeant la forme de son gouvernement, c'est vouloir changer un homme (supposé que la chose soit possible) en retapant la boite osseuse qui renferme son cerveau. Si on bat légèrement, on ne produit aucun effet; si on bat sans discernement, on peut rendre l'homme fou; si on bat trop fort, on le tue. Le gouvernement prend de lui-même la forme que lui impriment les connaissances acquises par la société, comme le crâne la forme du cerveau qu'ont développé plus ou

moins, dans un sens plutôt que dans un autre, l'exercice de l'intelligence, l'activité de l'âme. Voilà de la politique rationnelle comparée à de la phrénologie raisonnable. Ni l'une ni l'autre ne feront fortune de sitôt.

FORT.

Le plus fort dans une de nos sociétés de fait, où le droit n'est que le pseudonyme de la force, finit toujours par devenir le plus faible, à moins qu'il ne possède l'art de faire passer sa force pour un droit et de persuader aux autres que l'acceptation de ce droit est pour eux un devoir. Car la force dépouillée de tout droit quelconque est purement matérielle, et tout ce qui est matière est essentiellement mobile et variable L'homme fort ne pouvant pas toujours conserver la même force, devrait donc pouvoir indéfiniment devenir de plus en plus fort, ce qui est absurde. Qu'en résulte-t-il? Que, parvenu au plus haut degré de force, il va s'affaiblissant, tandis que le faible se fortifie; et de cette manière les rôles changent constamment. La raison seule, déterminant le droit, amènera la stabilité.

FORTUIT. Résultat du hasard.

Rien n'est fortuit, car le hasard n'est rien : tout se tient comme cause et effets apparents; c'est la loi de notre intelligence qui, pour percevoir les choses, doit en former un tout en les coordonnant entre elles. Dire qu'une chose arrive fortuitement, c'est donc tout simplement avouer qu'on n'est point parvenu à lui assigner la place qui lui convient dans l'enchaînement général des choses.

FORTUNE.

On parle beaucoup d'égalité des fortunes, comme condition de l'égalité sociale; c'est une erreur. Dans la société rationnelle, il doit y avoir égalité de naissance, en ce sens que tous les enfants naissent avec des moyens égaux de faire fortune. Tous ont droit à la même éducation ; tous peuvent mériter par leur intelligence, leur travail et leurs vertus, les mêmes avantages sociaux. Mais leur inégalité individuelle, organique, l'usage particulier que chacun d'eux fait de sa liberté, et la justice éternelle en vertu de laquelle tous doivent subir ici-bas les conséquences de leurs actions dans une vie antérieure, leur font nécessairement à chacun un sort différent. Socialement égaux, leurs conditions d'existence, leurs fortunes sont inégales.

FOURBE.

Ruser ou se soumettre : l'alternative est inévitable quand on n'est pas le plus fort dans l'ordre de choses donné, fondé par l'ignorance sur l'exploitation des faibles. Sous le règne de la force, quiconque ne domine pas est nécessairement réduit à tromper ses maîtres s'il ne veut pas les servir; quiconque n'exploite pas est exploité. La société détermine les bornes au delà desquelles l'exploitation devient coupable à ses yeux; elle nomme *fripons* ceux qui les dépassent, *dupes* les victimes qu'ils font.

FOURIÉRISME.

La doctrine de Fourier a pour but l'organisation, l'ordre, à obtenir au moyen du développement libre et intégral des passions, reconnues comme le seul mobile des actions; c'est-à-dire, au moyen de ce qu'il y a de plus isolant, de plus désordonné et de plus destructif. La morale des fouriéristes est basée sur l'impulsion donnée par la nature, avant toute réflexion, et plus puissante que la raison, le devoir, le préjugé, etc.; elle est absurde.

FRANCHISE.

Cette qualité brille par son absence dans tous les partis qui se disputent notre société. Chacun armé de l'opinion qui doit lui faire remporter la victoire, reproche à ses adversaires de faire pour triompher ce qu'il fait lui-même, de mettre leurs succès à profit comme lui-même ferait s'il l'avait emporté. Aucun ne dit : « Je veux être le maître, à tout prix et par tous les moyens; ceux que je mettrai en œuvre pour parvenir à mon but, seront par cela seul bons et légitimes; ceux que l'ambition d'autrui opposerait à la mienne, seront par cela seul mauvais et criminels. » C'est cependant l'expression de la vérité, de rien que la vérité, mais aussi de toute la vérité.

FREIN MORAL.

Il n'y a qu'un frein pour les passions, c'est le raisonnement. Aux temps de foi, ce raisonnement dit qu'il faut modérer ses penchants, y résister, leur rompre en visière quelquefois, les diriger toujours; pourquoi? parce que c'est la loi, parce que Dieu le veut, parce qu'il récompensera ses fidèles et punira les désobéissants. Le même raisonnement, à l'époque d'application sociale de la vérité, démontrera que chaque homme a intérêt à se dévouer à tous les autres, et que la passion, quelle qu'elle soit, qui s'y oppose doit être domptée. Pendant la phase du doute, lorsqu'on ne croit plus en Dieu et qu'on ne connaît pas encore la raison, les passions demeurant sans frein, la morale est dépourvue de sanction obligatoire, et la société se décompose faute d'une garantie commune.

FREIN SOCIAL.

Sous l'empire de la raison, il n'en faudra pas d'autre qu'elle : le frein moral sera aussi le frein social. Sous l'empire de la force, de l'ignorance, de la foi, le frein social est l'empêchement mis au libre développement des intelligences; cet empêchement n'est réel que là où le loisir pour penser manque aux hommes, et ce loisir ne leur fait défaut que lorsque, pour subvenir aux premiers besoins de la vie, ils doivent se livrer, et tout entiers, à un labeur incessant. Le frein social, qui est une condition *sine quâ non* d'ordre pour la société aussi longtemps que la vérité, et toute la vérité, ne lui est pas connue, est alors l'exploitation des masses, le prolétariat, le paupérisme.

FRÈRES. Au propre, enfants du même père ou de la même mère; au figuré, les êtres de la même espèce.

Dans l'état actuel des lumières et de la société qui en est le résultat, convier les hommes à fraterniser entre eux, ce serait, si les hommes pouvaient comprendre, les appeler à l'anarchie, à la destruction des uns par les autres. La fraternité véritable, c'est la conclusion d'un bon raisonnement, d'un raisonnement sain, ayant pour point de départ l'incontestable vérité; elle ne peut donc être appliquée que lorsque la vérité sera socialement connue, que la justice pourra être socialement pratiquée. La fraternité ne peut être réalisée que par la généralisation de l'instruction, par l'entrée du sol dans la propriété collective, et par la suppression des nationalités. *Aujourd'hui* le fabricant qui traiterait l'ouvrier en frère se ruinerait; le gouvernement qui forcerait les citoyens à fraterniser perdrait la nation et les citoyens; le peuple faible qui agirait en frère avec un autre peuple, deviendrait son esclave, sa propriété. Prise dans le vrai sens du mot, celui de dévouement de chacun à tous, la fraternité suppose *une* religion commune, et par conséquent l'anéantissement *des* religions, la constitution de l'humanité en un seul peuple.

— Dans une des lettres dont il a honoré l'auteur de ce *Dictionnaire rationnel,* Lamennais écrivait (4 février 1836) : « Soyez-en bien sûr, jamais vous ne trouverez de créatures humaines qui diront sincèrement : « *nos frères qui êtes sur la terre,* » qu'elles n'aient dit auparavant : « *notre père qui êtes aux cieux.* » Cela est évident. Mais lorsque le libre examen, sans être parvenu à rien établir de certain, a réussi à démontrer scientifiquement qu'il n'y a ni créateur-père, ni enfants créés, il est urgent, si la fraternité est indispensable à la conservation de l'ordre social, et s'il est nécessaire que la société se conserve, il est urgent, nous, de mettre au-dessus de tout doute raison, qu'il est de l'intérêt éternel de homme de sacrifier son intérêt temporel à ses semblables, en d'autres termes que souffrance individuelle est le châtiment d d'égoïsme personnel, et que chaque acte de ment trouvera sa rémunération.

— Il est aussi facile de démontrer que, *sociétés,* la fraternité est une utopie irréalisa l'est de prouver que, sans la fraternité, *l* qui doit les remplacer est une absurde contr

FRIPON. — Voir le mot *Fourbe.*

FRONTIÈRES.

On a débité au sujet des bornes qui mar séparation entre les nations bien des puéri point de rendre ces bornes elles-mêmes sables du morcellement de l'humanité, en l lant *frontières naturelles.* Singulière miss la nature, cet ensemble de phénomènes sa ligence ni volonté, que de jeter la zizanie hommes et de les armer les uns contre les Mais parlons sérieusement.

Il n'y a de frontières *réelles* que le différentes des peuples et leurs langue diverses croyances, leurs lois et coutumes o et les intérêts contraires qui en naissent. Q motifs de guerre n'existent pas, il y a unio communauté même, en dépit des montag fleuves et des mers. Et l'absence de tout physique ou géographique n'empêchera nations de s'entre-déchirer ou de chercl tromper et à se ruiner l'une l'autre, tant qu entre elles les barrières de la religion, des des habitudes, du langage ou de la législ

Pour fondre les peuples en une seule hu pas n'est besoin d'aplanir les Alpes et les P ni de mettre l'Océan à sec : il suffit de dé la vérité aux hommes, de manière à les con moralement à pratiquer la justice. Toutes tières s'effacent devant ce seul fait.

FUSION DES OPINIONS.

Il n'y a jamais fusion, mais bien confusi des opinions diverses; cette fusion peut entre divers intérêts. Mais là même elle momentanée. Car, quand les intérêts se so et unis, ce n'a été que pour résister à des plus puissants. Une fois qu'ils l'ont emp ceux-ci, ils se divisent de nouveau, pour pr chaque intérêt séparé au détriment de autres.

G

GAGNER.

Il faut aujourd'hui, avant et au-dessus de toute utre chose, gagner de l'argent; car avec de l'arent on est libre, sans argent on meurt de faim : r qui ne gagne pas perd; c'est la loi du régime idustriel sous la domination du capital. Il faut onc éviter tout ce qui met des entraves à l'instrie, ce qui effraye les capitaux et en fait baisser valeur, ce qui gêne la spéculation, ce qui, en un ot, empêche plus ou moins la libre exploitation travail par la richesse. C'est là le secret de l'ordre tout prix, et notamment au prix de la justice, force étant, en tout état de cause, ce qu'il y a plus à la main, de plus expéditif et de plus ical; c'est là le secret de la rage de despotisme saisit un peuple au sortir des orgies de la liberté rée de raison; c'est là enfin le secret de la paix nd même, la guerre à coups de canon coûtant cher et ne rapportant rien en dernière analyse, celle à coups de tarifs servant également, aux s forts pour écraser les plus faibles.

GALIMATIAS. Cliquetis de mots sans détertation.

Il n'y a que les inspirés, les intuitifs, les mysnes, qui se figurent comprendre quelque chose galimatias scientifique de nos jours. Exemple : Cousin a écrit à propos de Dieu : « Son être se léploie tout entier en soi ; en lui, le *moi* ne saisit e *non-moi* que comme *moi.* » Le jeune homme i s'efforce de donner un sens à ce parlage, est e intelligence perdue.

La phrase que nous venons de citer est la défiion pompeusement embrouillée d'une absurdité. outons-y une autre phrase également obscure, nt le but est de définir un mot très-rationnel and sa valeur est déterminée nettement : « La igion est l'éternel amour qui ravit les âmes au delà du sensible, et qui entretient dans les sociétés une inaltérable jeunesse. »

— Il est à remarquer que les plus philosophiques intelligences de la France actuelle se sont montrées les plus fécondes en galimatias. Après l'école allemande, où d'ailleurs ces métaphysiciens avaient puisé le vague de l'expression et la confusion du raisonnement qui les distinguent si défavorablement des autres philosophes français, leurs prédécesseurs, ce sont eux qui trahissent le mieux le chaos où, de nos jours, tourbillonnent tous les esprits.

GARANTIR.

L'ordre ancien était garanti par la foi, qui ellemême était garantie par la force que lui prêtait l'opinion générale, laquelle punissait de mort quiconque cherchait à l'ébranler. L'ordre futur sera garanti par la conviction commune, garantie à son tour par la démonstration que chacun se fera de la réalité du principe sur lequel elle repose. Pendant l'époque du doute, il n'y a point de garantie pour l'ordre, pour la société.

GÉNÉRATIONS SPONTANÉES. Organisations qui ne proviennent pas d'organisations analogues préexistantes.

Ce sont des organisations dues au développement de la matière, à l'évolution de la force, d'après les lois éternelles ; elles ne sont donc spontanées que figurément. Au sens propre, elles sont le résultat de la force, de la nécessité.

Les générations dites *spontanées*, désormais acquises à la science quoiqu'elles ne soient point encore admises sans contestation, sont la conséquence rationnelle de l'absurdité de toute création.

GÉOMÉTRIE. Partie des sciences mathématiques, relative à la mesure de l'étendue.

La géométrie est une science hypothétique. Elle suppose des dimensions exactes, des surfaces, des lignes, des points qui n'existent pas en réalité; elle suppose l'unité mathématique qui ne représente la réalité que pour autant que la seule unité possible, *la sensibilité,* soit réelle.

GESTES.

Les gestes de convention sont un mode de langage intellectuel ou réel; tels sont, par exemple, ceux qui servent de communication entre les sourds-muets. Les gestes qu'on appelle *naturels* s'adressent aux animaux inintelligents comme aux hommes. Poussez un cri de colère, levez le bras comme pour frapper, et votre chien se soustraira à votre colère par la fuite, tout comme vous auriez fait dans les mêmes circonstances devant les gestes menaçants de quelque furieux.

GLOIRE.

L'amour de la gloire est la passion des hommes de vanité, ce qui veut dire de la plupart des hommes; car ce sont la vanité et la paresse d'esprit qui exercent le plus d'empire sur les esclaves de l'organisme. Que l'homme, par la dignité de sa conduite, vise à se faire un nom recommandable afin d'acquérir, avec une autorité plus grande auprès de ses semblables, des moyens plus efficaces de les servir; à la bonne heure ! Mais qu'il veuille se faire remarquer de son vivant et être renommé après sa mort pour quelques actions d'éclat, souvent plus nuisibles qu'utiles à la société, par des extravagances, par des vices même et des crimes : en vérité, c'est impardonnable ! Le raisonnement, avons-nous dit ailleurs, a toujours pour objet ce que celui qui raisonne considère comme son plus grand avantage. Qu'on nous apprenne alors quel avantage un mort peut retirer de la réputation que, vivant, il s'était faite. Le vaniteux se repaît de fumée; soit : mais il faut des organes pour goûter les douceurs de l'encens.

Et puis, supposé que l'âme, revêtue d'une nouvelle existence, puisse avoir des relations avec les hommes demeurés sur la terre, que lui importeront des louanges qu'elle ne saura plus avoir méritées, puisque la mémoire de sa personnalité se sera évanouie avec la vie dont elle retraçait l'unité? L'homme a le droit de compter sur la récompense qu'il recevra ailleurs des sacrifices qu'il s'est imposés ici-bas; le fou seul s'attend à prolonger au delà du tombeau les jouissances dont lui-même s'est gratifié pendant sa vie.

GOUVERNANTS ET DES GOUVERNÉS (*Intérêts des*).

Dans le sens absolu, les intérêts des autres doivent se confondre : c'est dire q confondront qu'à l'époque où l'absolue connue socialement. A l'époque d'igno gouvernants ont un intérêt diamétralem à celui des gouvernés : la nécessité l'e besoin d'ordre, le seul alors qui soit sent de sentir la différence des intérêts. Quai survient, cette différence saute aux ye s'occupe plus que d'elle, et l'ordre s'év qu'à ce que la vérité surgisse.

GOUVERNEMENT. Administration ment à la règle des actions.

Tant que les révolutions n'aboutiron changements de gouvernement, elles se ront et se rapprocheront, de plus en plus et désastreuses. Depuis que l'examen a l'impuissance où sont les formes gouver de produire seules le bien général, une pour ne pas avorter, doit être faite p monde dans l'intérêt de tous. Son but es gement de société. L'organisation soci nelle mettra fin à toute révolution possil

GOUVERNEMENT A BON MARCHÉ.

Le gouvernement à bon marché est le bataille de l'opposition constitutionnelle tative. Il ne s'agit pas cependant de dép mais de bien dépenser; et alors, on dépenser trop, car dépenser utilement nyme de gagner : il faut, dans ce cas, fût-ce tout son revenu. Les gouvernen quels le *bon marché* sert d'épouvantail, qui, tout à la fois, coûtent le plus cher et le plus mal.

— On dit souvent : « Les gouvernemer libres sont les plus coûteux. » C'est très- il eût été utile d'ajouter *pourquoi*. Pen l'époque d'ignorance sociale, plus il y a plus les progrès de l'anarchie sont accél empêcher l'entière dissolution de la pouvoir doit sans cesse recourir à de moyens, toujours fort dispendieux, et tout prix de nouveaux défenseurs de l'or sont là des frais énormes ; puis c'est recommencer, comme avec le tonneau des Danaïdes.

GOUVERNEMENT DIRECT.

On dit aussi *législation* ou *législatu* C'est le gouvernement de tous par tous, termes, l'absence de tout gouvernement p des gouvernés, que sa qualité de gouve

ment ingouvernable si ce n'est par lui autres termes encore, c'est l'anarchie, *ı potentiâ* comme se seraient exprimés iques, mais cette fois *in actu*. Le gou- direct est en somme la souveraineté du .erçant sur le peuple même qui l'exerce; individualisme, négation de la société, squ'au délire. « Le gouvernement direct ılation directe, ainsi parle M. Proud- araissent les deux plus énormes bévues été parlé dans les fastes de la politique hilosophie. » Il n'y a rien à répliquer. ı à ajouter que, le gouvernement direct écessairement du principe de la souve- peuple, et de son application, le régime ire, la sentence de M. Proudhon atteint ɔut le système, cause et effets.

ɩNER.

ministrer les affaires d'un peuple dans ɜ l'ordre, au nom d'une autorité sans ndant les temps d'ignorance, et au nom ın quand celle-ci est socialement déter-

l'examen ne peut plus être comprimé et é n'est pas encore connue, il n'y a aucune d'établir un gouvernement stable : la lle constamment et nécessairement entre me et l'anarchie, jusqu'à ce que l'excès ımenés par cette dernière force à fonder la vérité.

Action divine et gratuite, prédisposant vouloir.

fatalité relative à l'avenir, ou la prédes- u service des théologiens du christia- la grâce est réelle, l'homme n'est pas ıomme est libre, il n'y a pas de grâce. ci synonyme de *providence*.

la grâce, il n'y a ni devoir ni droits, ni émérite; il n'y a point de responsabilité. nachines dont la construction a été plus oignée par le grand mécanicien, et dont surveille plus ou moins la marche, ɥui, en conséquence, fonctionnent bien, , ou mal.

:T. Au propre, ce qu'on donne sans y au figuré, ce qui est sans motif. — Voir *ɩt gratuit*.

:ES, SIMAGRÉES.

ırt des usages et cérémonies, qui jadis ient des idées, des sentiments, des croyances, auxquels les hommes continuent à s'astreindre par habitude, ne sont que simagrées et que grimaces, depuis qu'ils n'ont plus de signification, qu'ils ne représentent plus rien. S'y conformer, sans un motif qui justifie ce sacrifice par sa nécessité, c'est se faire charlatan pour tromper le public et l'exploiter.

GUERRE.

Il y a nécessairement état de guerre entre des êtres qui n'ont point une idée commune sur la réalité du droit et qui sont inévitablement en contact. Ces êtres sentent, raisonnent par conséquent, rapportent toutes choses, chacun à soi, veulent toutes choses, chacun pour soi seulement. Si avec cela, ils ne reconnaissent point un intérêt hors et au delà de cette vie, et supérieur à tous les intérêts dont la vie se compose, l'antagonisme, l'hostilité s'imposent logiquement.

La croyance commune à un intérêt ultra-vital constitue, tant qu'elle dure, une trêve à l'état de guerre. Le doute rompt cette trêve. La paix ne sera conclue et consolidée que par la certitude.

Tant que durera l'ignorance sociale relativement au droit qui doit dominer et régir la société, il n'y aura de paix ou d'ordre possible parmi les hommes qu'au moyen de la guerre qu'ils se font ouvertement de temps en temps, et dont ils se menacent sans cesse. Ne pouvant invoquer la raison qui reste indéterminée, il faut bien que, pour se mettre d'accord, on fasse appel à la force.

GUERRE DES PAUVRES CONTRE LES RICHES.

Pousser à cette guerre, c'est pousser à tous les excès de la brutalité et évoquer tous les maux de l'anarchie. La retarder, c'est contribuer à ce que cette anarchie se déclare, mais se déclare moins brusquement et moins vite. Il n'y a qu'un moyen de l'empêcher d'éclater; c'est d'organiser la société de sorte qu'il y ait toujours des riches, mais plus de pauvres. Sinon ceux-ci, une fois leur position comprise, finiront par s'en prendre aux riches de ce qu'ils sont pauvres, ce qui rendra tout le monde pauvre. Le malheur social étant à son comble, la société entière y cherchera un remède; et ce remède sera l'abolition du paupérisme.

GUILLOTINE.

La république, c'est la guillotine, n'est pas plus vrai que *la foi, ce sont les bûchers;* mais c'est aussi vrai. Car, sous l'empire de l'ignorance, la force seule impose et maintient l'ordre, et, monarchie, oligarchie ou démocratie, la force, en dernière analyse, se résume dans le bourreau. Qu'après,

les gouvernements pendent, décapitent ou rompent; que l'Église dominante fasse rôtir ou bouillir, il n'y a là qu'une différence de forme. Église et gouvernement ne sont réellement forts qu'aussi longtemps qu'ils réussissent à donner à la force l'apparence de la raison, aussi longtemps par conséquent qu'ils n'ont que rarement à recourir aux supplices. S'ils doivent punir souvent, ils sont bientôt renversés.

Le martyre n'ayant pas étouffé le christianisme dans son berceau, lui communiqua une force et un élan qu'il n'aurait point eus sans ce stimulant d'une rigueur devenue impuissante aux mains des persécuteurs, c'est-à-dire devenue dange
pour eux. Les bûchers de l'inquisition ne po
consumer la réforme, consumèrent inutile
quelques réformateurs et en firent surgi
milliers. Enfin, au 9 thermidor, Robespierr
avait beaucoup tué sans pour cela atteindre l
qu'il se proposait par ce massacre légalisé
envoyé à la guillotine par des tueurs bien a
ment acharnés que lui, mais qui se donnère
mérite de venir proclamer qu'il y avait eu
de sang répandu, et que désormais la raison
la force, répondrait de la sûreté de la
blique.

H

voir manque, l'habileté domine. Elle
e sur la force brutale, qui, dès qu'elle
ez habile pour se donner une appa-
, finit toujours par tomber dans les
se ou par se briser contre une force
ue l'intelligence a réussi à élever
habileté qui n'est, en dernière ana-
elligence, ne reculant devant aucun
sans cesse pour mieux atteindre son
ède que devant le savoir réel qui va
t tout droit.

Au propre : tendance organique,
ivement si fréquemment répété en
u même raisonnement, que désor-
roduit sans que le raisonnement le
figuré : changement permanent opéré
éel dans l'ensemble des propriétés
nt cependant l'identité demeure par-
ernable.
dit le proverbe, est une seconde
st, tout à la fois, vrai et faux. En
a en effet une première nature qui
ion congéniale; on la modifie en la
int qu'elle se développe, et la forme
alors et qu'elle conserve, s'appelle sa
e, c'est-à-dire son nouvel état habi-
ude définitive. Au moral, c'est bien
n n'est inné; il n'y a point d'autre
le qui dérive des développements de
t de l'emploi du raisonnement (ce
la même chose), favorisés par l'édu-
uction, la pratique du monde, et
quelle elles donnent lieu. Cette habi-
mière et unique nature morale, que
endre et que la raison seule peut
isonnement n'a rien de congénial.

HALLUCINATIONS. Modifications cérébrales dont la cause n'est pas extérieure au système nerveux.

Nous pouvons éprouver les mêmes sensations que produit en nous la force modificatrice, bien que cette force n'agisse point sur nous de la façon accoutumée. Un tintement d'oreilles, par exemple, nous fera entendre des cloches qui n'ont pas sonné, et un petit coup sur le globe de l'œil nous fera voir, comme on dit, trente-six chandelles, là où pas une seule ne brûle. Ces sensations sont aussi réelles comme phénomènes, que celles qui ont leur cause ordinaire; mais le raisonnement qui, dans l'état normal, domine les sens, nous empêche de conclure à l'existence de cette cause phénoménale. Il doit intervenir également pour redresser les hallucinations du sens central, de la mémoire, qui nous fait vivre intellectuellement dans la succession des idées, dans le temps.

C'est ainsi que tous les souvenirs imaginables d'autres vies que la présente ne suffiraient pas pour nous faire conclure avec certitude que nous avons vécu de ces vies diverses, de même que la voix de Dieu entendue par saint Paul et le troisième ciel vu par cet apôtre ne l'autorisaient pas à affirmer que Dieu lui avait réellement parlé et qu'il y eût effectivement au moins trois cieux. Les hallucinations de Socrate relativement à son démon familier sont-elles un motif suffisant pour croire à l'existence des esprits et à leur commerce avec les hommes?

HARMONIE. Rapport entre deux ou plusieurs choses.

Ce rapport, au physique, constitue toujours une harmonie; pour qu'il y ait harmonie au moral, il faut que le rapport soit conforme à la raison.

— L'harmonie est réelle entre nos actes libres et leurs conséquences fatales; elle domine jusqu'à

notre intelligence, qui ne fait que la constater. C'est notre intelligence même qui établit l'harmonie entre les phénomènes qu'elle coordonne : hors de la conception des choses, il n'y a que des modifications, des mouvements, et la force, la matière.

HASARD.

Ce mot n'exprime rien si ce n'est l'ignorance de celui qui s'en sert comme s'il exprimait quelque chose. « Il n'y a point de hasard dans le monde (ainsi dit le comte de Maistre), et même dans un sens secondaire, il n'y a point de désordre ».

HÉRÉDITÉ. Transmission de la propriété après la mort.

L'hérédité est une conséquence nécessaire de la propriété.

Pendant l'époque d'ignorance, l'hérédité *forcée* du sol par primogéniture caractérise la phase nobiliaire; l'hérédité *forcée* du capital dans les familles, la phase bourgeoise; l'hérédité *facultative* en ligne directe de la propriété mobiliaire exclusivement, l'époque de connaissance sociale de la vérité, d'application sociale de la justice, d'organisation sociale par la raison incontestablement déterminée pour tous les hommes.

Abolir l'hérédité est aussi utopique qu'abolir la propriété; la raison doit organiser l'une et l'autre.

HÉRÉDITÉ ORGANIQUE. Transmission aux enfants, d'un organisme ayant certaines propriétés particulières de l'organisme des parents.

Certes, c'est un grand malheur que d'hériter d'un organisme exténué par la misère ou ruiné par les excès, portant en lui le germe d'une difformité ou d'une maladie; mais s'il y a un ordre réel, une justice éternelle, ce malheur a été mérité : il est pour l'enfant la conséquence physique, nécessaire, de sa naissance; mais il a pour motif moral la conduite tenue pendant une existence précédente.

HÉRÉTIQUE. Celui qui oppose une opinion dissidente à l'opinion généralement reçue.

On parle encore d'hérétique; le mot d'hérésie est resté, mais il n'a plus de sens. Pour qu'il y ait hétérodoxie, il faut qu'il y ait orthodoxie, et pour qu'il y ait orthodoxie, il faut qu'il y ait foi. Or, sous le rapport social, la foi est entièrement morte, et individuellement, elle devient chaque jour moins vive et moins réelle. On fait bien encore semblant de croire, on dit aux autres, on se dit même à part soi qu'on croit, en d'autres termes *on croit croire*. Mais il n'en est rien. Celui qui croit sincèrement règle sa conduite d'après sa foi, et s'il faut juger les croyances des hommes d'après leurs a
n'y a généralement plus de foi que dans l'
que l'or donne tout ce qui est désiré, am
savoir les joies de la vie. Aussi chang
croyance comme de costume, pour se f
meilleure position; on élève ses enfants
autre foi que celle qu'on affecte de conser
des vues d'intérêts, évaluables en écus;
que ses subordonnés, ses domestiques, a
foi quelconque, qu'on n'a pas soi-même,
pas être dévalisé par eux. C'est logique l
a admis les prémisses d'où l'on part pour ra
mais c'est bien triste: c'est surtout effroy
l'avenir.

— Le mot *hérétique* ne signifie, au sen
que divisionnaire, fractionnaire, morcele
un homme de parti, qui attaque l'opinion a
sur laquelle repose l'ordre public, en cher
substituer sa propre opinion, que rien ne su
ce n'est la vanité de son auteur. C'est dan
que les papes qui poursuivaient l'extirpatio
résie, pouvaient se dire les défenseurs d
sociale, pour aussi longtemps que cette u
cédait réellement de l'opinion appelée *ca*

HÉRITAGE DOMESTIQUE.

Sous la féodalité, le sol, chez les famille
doit être inégalement partagé afin de c
l'inégalité de partage dans l'héritage socia
appartient aux aînés des familles nobles,
cadets sont pourvus aux dépens de la rot
le bourgeoisisme, le partage égal dans les
coordonnées par l'ignorance sociale de n
imposer le partage inégal dans la sociét
nécessairement à l'anarchie. Car il favoris
exercice de l'examen, en présence d'un
choses qui, examiné, est par cela seul c
et succombe inévitablement.

HÉRITAGE SOCIAL.

Quand les nobles sont propriétaires du
féodalité ; les bourgeois alors, dépendant
bles, disposent des capitaux; les pays
rien. Le sacerdoce qui est la clef de voûte s
le monopole des connaissances, et par là
ou moins directement le maître de tout.
que ce monopole lui échappe, le sacerdo
et entraîne la noblesse dans sa chute :
geoisie qui remplace la noblesse, prend
social, capitaux et sol. Elle ne laisse
prolétaires. Ceux-ci finissent par s'en ap
ils s'insurgent contre les capitalistes aux
veulent tout enlever; les capitalistes le
tent pour tout conserver. C'est l'anarchie

HÉROS.

L'ère des héros est passée sans retour, depuis que la force appartient, non à l'intelligence ou à la valeur, mais au nombre. L'homme qui, par ses lumières, son habileté, son énergie, sa richesse, veut acquérir quelque influence parmi ses concitoyens, doit avant tout se créer une majorité, l'organiser et la discipliner à sa main. De même que sur le champ de bataille les gros bataillons bien dirigés l'emportent nécessairement, de même les majorités habilement conduites triomphent dans nos assemblées d'électeurs, d'élus, et même pendant les tourmentes révolutionnaires. Le héros moderne est celui qui, sans se compromettre lui-même, sait faire manœuvrer les majorités à son bénéfice.

HEURES DE TRAVAIL (*Limitation des*).

Combien d'heures faut-il que l'homme, la femme, l'enfant travaillent pour obtenir le salaire dont dépend leur pain quotidien? Cette question bien simple (nous prenons ici travail dans le sens de labeur; le travail de l'esprit, l'intelligence mise en action, la pensée, en un mot, ne s'arrête jamais), cette question a cependant deux solutions fort différentes.

Conformément à la raison absolue, l'homme, sans distinction de sexe ni d'âge, ne doit travailler qu'autant que ses besoins le stimulent, et aussi longtemps que, pour les satisfaire, il a à faire coopérer avec ses propres forces, celles de la matière sous l'une ou l'autre de leurs transformations. Mais conformément à la raison relative, c'est-à-dire, à celle qui régit nos sociétés, ignorant ce qu'est la raison absolue, et même s'il y a une raison absolue, le plus grand nombre possible d'hommes, de femmes et d'enfants, doivent travailler le plus d'heures possible sur les vingt-quatre de chaque jour, pour le moindre prix possible, et au profit du plus petit nombre possible de leurs semblables : ce sera une condition *sine quâ non* d'ordre, aussi longtemps qu'il faudra ôter aux masses le loisir et le courage de discuter la réalité du principe en vertu duquel elles sont exploitées.

En conséquence, dans l'état donné de l'organisation sociale, toute loi qui déterminerait, soit le taux du salaire des ouvriers, soit le nombre d'heures qu'ils doivent consacrer au travail pour le gagner, serait en opposition directe avec l'esprit de cette organisation même, et par conséquent, tant que cette organisation est maintenue, cette loi tomberait devant la nécessité qu'impose l'ordre établi, quoique cet ordre ne puisse plus prolonger son existence qu'en la compromettant chaque jour de plus en plus gravement. Car l'esprit de l'organisation sociale actuelle ordonne de comprimer l'examen, d'enchaîner la pensée, dans le but de cacher que l'ordre existant ne repose que sur l'ignorance de la vérité, c'est-à-dire d'empêcher que les masses, y voyant clair, ne sapent cet ordre faux, si l'on veut, mais le seul réalisable pour l'époque, puisque la société ne cherche même pas la vérité dont elle n'éprouve point encore le besoin réel.

HIÉRARCHIE. Soumission à l'autorité.

Il y a hiérarchie conformément à la force, et hiérarchie conformément à la raison.

La hiérarchie est l'ordre rationnel, qui suppose l'inégalité et est essentiel à la société. Hiérarchie est le contraire d'anarchie.

Les hommes *naturellement* inégaux sont seuls susceptibles de coordination, parce qu'ils sont *moralement* égaux comme ayant des âmes nécessairement identiques : hors de l'espèce humaine, tout est moralement égal, en ce sens que rien n'y a le caractère de moralité, de réalité : la coordination, la hiérarchie, la société, y sont impossibles.

HIÉRARCHIQUE. Coordonné.

Toute société est hiérarchique, ne fût-elle que de deux individus, dont l'un est nécessairement le premier, l'autre le second, l'un le plus fort ou le plus intelligent, l'autre le plus faible, soit d'esprit, soit de corps : la coordination par subordination est l'ordre même. La seule question est de savoir d'après quel principe se fait le classement.

Tant que la raison n'est pas déterminée socialement, tant qu'il y a ignorance, c'est nécessairement la force qui classe par la naissance, ou féodalement ou bourgeoisement. Dès que, l'ignorance sociale durant encore, la discussion cependant ne peut plus être comprimée socialement, la hiérarchie par la force devient de l'anarchie, et cette anarchie ne cédera que devant la hiérarchie véritable, celle qu'établira la raison. Quand la raison classera les hommes, ce sera par l'intelligence et le travail.

HISTOIRE.

L'histoire du monde social se divise en trois époques bien distinctes : le passé, le présent et l'avenir. Le passé, ce sont les hommes usant de la force commune pour conserver l'ordre au moyen de la foi commune en un principe qui se soustrait à toute discussion, à toute investigation. Le présent, c'est la société demeurée sans force sociale devant les forces éparpillées de ses membres, qui ont, chacun avec son opinion particulière du mo-

ment, le droit d'examiner toutes les opinions et de les détruire l'une par l'autre en les comparant entre elles; c'est la société sans foi commune, par conséquent, et sans plus de garantie de stabilité pour l'ordre social que chaque homme n'a de sanction obligatoire pour sa morale privée. L'avenir, ce sera la conservation des forces individuelles se confondant nécessairement dans une seule force générale par la connaissance universelle de la vérité, que la liberté de discussion ne parviendra plus qu'à affermir, puisque chacun aura le même intérêt à la consolider.

Le passé et le présent se tiennent par un point, l'ignorance; seulement, au passé, on croyait savoir, et maintenant on nie qu'il soit possible de savoir.

Pendant tout le temps d'ignorance de la vérité, la société est aux mains de quelques despotes qui, faisant de l'ordre pour eux, préparent, sans s'en douter, l'anarchie contre le despotisme. Lorsque la vérité sera connue socialement, l'ordre général résultera des efforts de chacun pour faire son propre bonheur.

HOMICIDE (*Organisation de l'*).

Il n'y aurait qu'un cri de réprobation contre celui qui caractériserait en ces termes l'organisation actuelle de la propriété. C'est cependant un fait évident. Car, avec cette organisation, il y a ***nécessairement***, comme a dit Malthus, des hommes pour lesquels il n'y a point de couvert au banquet de la nature, qui les en chasse, c'est-à-dire qui les tue; ou, pour nous servir des expressions de M. Dunoyer, il y a des hommes jetés sur la place au delà de la consommation que les propriétaires peuvent faire d'eux, et que, par conséquent, le suicide et l'échafaud déciment; après quoi, la misère, les maladies, la faim emportent le reste. Comprendra-t-on enfin que cette organisation doit être changée ou que la société doit périr?

HOMME. Union d'une âme avec un organisme.

L'âme, c'est la sensibilité; l'organisme, c'est une partie de force, de matière, organisée de manière à conserver les impressions reçues et centralisées; l'homme, c'est cette union même, lorsque le contact prolongé avec un ou plusieurs êtres de son espèce a développé en lui, avec le verbe, le sentiment, le raisonnement, la moralité. Le mot ***homme*** a la même valeur que le mot ***intelligence,*** le mot ***liberté***. Dès qu'on a été forcé de personnifier l'idée qu'on se faisait de la vérité, de la justice, de la raison, quelque dénomination qu'on lui donnât d'ailleurs, et fût-ce même celle de ***Dieu,*** il a nécessairement fallu en faire un homme; sinon, c'eût été une brute. Tout ce qui n'est pas entièrement et exclusivement matière est un homme, à moins que l'homme ne soit lui-même essentiellement que matière. Et en ce cas, tout est homme, et plus rien ne l'est réellement.

— De ce qui précède il faut conclure qu'on est homme par l'essence immatérielle, que par conséquent la femme aussi bien que l'homme est homme; les différences de forme, d'organisation, de condition, déterminent les fonctions différentes de la femme, mais ne changent rien ni à sa nature ni à sa valeur réelle. « Si nous sommes égaux par ce qui nous fait hommes, a dit M. Proudhon, comment la distribution accidentelle de facultés secondaires nous ferait-elle descendre au-dessous de l'humanité? »

HOMME (*Honnête*).

Le riche qui ne vole pas, dans le sens positif du mot, parce que ses besoins sont au-dessous des moyens qu'il a à sa disposition pour les satisfaire, et qui paye régulièrement les dettes qu'il a contractées parce que cela ne le gêne sous aucun rapport et qu'il y gagne en considération publique, est un honnête homme devant le monde. L'homme sans passions fortes, dont l'intelligence a été cultivée et qui se livre aux travaux de l'esprit, si d'ailleurs sa vie est régulière, chose qui lui coûte peu, vu que tout excès lui imposerait un pénible effort, est un honnête homme également. Celui enfin qui, retenu par les convenances que lui impose sa position privilégiée dans la société, se conduit de manière à ne pas donner lieu à la critique, est toujours un honnête homme.

Mais le déshérité de notre organisation sociale qui, n'ayant rien à ménager, ne ménage pas grand'chose, l'homme à passions ardentes, à la raison duquel il n'a jamais été fait appel, et qui se laisse parfois entraîner par ses penchants brutaux, le misérable qui dérobe un pain pour assouvir sa faim et celle de sa famille; oh! c'est là le vrai gibier de potence.

Eh bien, nous le dirons sans hésiter: devant la justice éternelle, beaucoup de ces scélérats trouveront de l'indulgence, et aucun de ces modèles de vertu ne sera récompensé. Les prétendus honnêtes gens n'ont point intérêt à ne pas l'être; tout pousse les autres à violer cette honnêteté de convention. Les conditions n'étant pas les mêmes, le jugement rationnel doit nécessairement être différent.

HONNEUR. Vertu ou vice en vogue.

L'honneur change avec l'opinion; celui d'un pays et celui d'un temps sont opposés à ceux d'un

autre temps et d'un autre pays. La fidélité à l'honneur est compatible avec toutes les fautes et tous les crimes.

HONTE.

On n'est honteux que de ce que l'opinion voue à la honte. Il n'y a point de honte naturelle. Le raisonnement qui, sous le système représentatif, porte les consciences à se vendre, n'inflige aucune honte. Il est seulement honteux de se laisser prendre la main dans le sac, parce que l'opinion qui impose la corruption comme une nécessité du temps, veut pouvoir lui conserver son masque hypocrite de libre transaction.

HORS DE NOUS.

En réalité il n'y a rien hors de notre sensibilité, si ce n'est la force générale qui modifie la force particulière dont l'union avec cette sensibilité constitue notre intelligence. Nous distinguons de nous ces modifications de nous-mêmes, en d'autres termes nous les plaçons hors de nous comme phénomènes séparés, dont la série forme pour chaque homme sa vie intellectuelle, et dont toutes les séries réunies composent ce qui constitue la vie de l'humanité. Mais pour que nous discernions entre nous-mêmes et ce qui n'est pas nous, il faut d'abord qu'une intelligence, en répondant à la nôtre, nous ait révélé qu'il y a autre chose que nous, c'est-à-dire que nous existons. Nous devons au développement du langage, dû au frottement entre les êtres susceptibles d'intelligence, la conscience de nous-mêmes, et avec elle et par elle, la connaissance de tout ce qui nous entoure, hommes et choses. Il n'y a donc pour nous, nous le répétons, outre la force qui nous fait passer de sensation à sensation, rien hors de nous; ce que nous y transportons, nous paraît y être réellement, mais ce ne sont en réalité que des apparences, des phénomènes, qui n'ont de réel que la phénoménalité, la force.

HOSTILITÉ.

Les hommes sont nécessairement hostiles les uns aux autres quand tous prétendent à la même chose que cependant un seul peut posséder complétement. Cette hostilité ne s'évanouit que devant la communauté des idées, soit par la connaissance de la vérité, soit par la croyance à une vérité hypothétique. Dire : « Donnons-nous la main ; nous finirons par nous entendre, » est, comme on s'exprime vulgairement, mettre la charrue devant les bœufs. Il faut dire : « Cherchons à nous entendre ; quand nous y serons parvenus, nous nous tiendrons tous par la main, et pour toujours. »

HUMANITÉ.

Ce mot a plusieurs valeurs : d'abord il signifie l'ensemble des hommes; puis la qualité d'homme; enfin la société réelle, en opposition aux sociétés accidentelles que nous appelons *nationalités*.

L'unité humaine, c'est-à-dire l'homme et la femme, rapprochés par l'attraction organique, et unis en famille par le développement du verbe, constitue l'élément social. Voir le mot *Société*.

HYPOCRISIE.

L'hypocrisie est de la perversité réelle. Celui qui se montre tel qu'il croit de son devoir d'être, quand même il se tromperait, si, bien entendu, il a tout fait pour ne pas se tromper, n'a rien à se reprocher devant l'éternelle justice. La duplicité que, du reste, il n'est permis à personne de supposer chez autrui, est seule criminelle ; car elle implique la connaissance du devoir et la volonté de le violer en paraissant s'y soumettre.

HYPOTHÈSE. Supposition d'une réalité.

Il faut que la chose supposée réelle soit du moins possible ; sinon ce n'est plus une hypothèse, mais une absurdité.

I

IDÉAL.

L'idéal est un mot servant à dissimuler l'opinion de chaque individu sous une expression qui, parce qu'elle est employée par plusieurs, a un faux air de représenter une opinion commune. Le mot *idéal* est pour chacun le *nec plus ultrà* de l'idée qu'il se forme d'une chose quelconque. L'idéalisme, dans ce sens, est le romantisme, le nuageux, le ténébreux, de notre époque sceptique et vaine.

Aux yeux de ceux qui veulent se donner un vernis de religiosité, le monde idéal est le monde immatériel; ils oublient que, pour eux-mêmes, l'idéal est le chimérique.

IDÉALISME. Système philosophique, réalisant les idées.

N'y a-t-il, philosophiquement parlant, rien de réel que les idées? Il n'y a alors rien de réel; car une idée est l'image d'une sensation éprouvée, d'une modification de nous-mêmes, d'un mouvement; c'est une réalité phénoménale, mais phénoménale exclusivement, quoiqu'elle repose sur la réalité réelle, sur l'immatérialité. Il en est de même de la réalité de l'être *Dieu,* laquelle exclut toute autre réalité, hormis celle des idées en Dieu.

— Pendant l'époque d'ignorance, quiconque raisonne sans être physicien, devient idéaliste, soit sceptique, soit mystique; les connaissances seulement physiques, à la même époque, rendent nécessairement le raisonneur matérialiste.

IDÉE. Image d'une sensation placée dans la mémoire sous un signe.

L'idée est matérielle ou figurément dite, quand elle est placée dans la mémoire nécessairement et par suite des lois de la matière; elle est intellectuelle ou proprement dite quand elle y est placée librement, c'est-à-dire par un être réel.

Il n'y a d'idées que lorsqu'il y a aussi des sensations et des signes pour les exprimer; il n'y a donc pas d'idées innées : il y a de *né* un organisme exclusivement, et un organisme qui, par son union avec une sensibilité, donne lieu au sentiment des impressions reçues par les organes, aux sensations.

— On communique les idées et la volonté qu'elles motivent, au moyen de signes communs, mais seulement dans le sens de les faire connaître, d'en faire part. Celui qui a reçu la communication, sait que son interlocuteur pense et veut telle chose déterminée; voilà tout. Le travail même de l'intelligence et l'acte de la volition restent incommunicables, comme la personnalité elle-même. Dans le sens de faire partager une idée, une volonté, c'est-à-dire de l'imposer par contrainte morale, il faut autre chose encore : la pensée ne se transmet pas d'intelligence à intelligence, comme un objet corporel de la main à la main. Pour qu'elle devienne réellement commune, un double travail est indispensable, d'abord le raisonnement de celui qui la présente avec ce qu'il estime propre à la faire accueillir favorablement, ensuite, le raisonnement de celui qui la rend sienne en l'acceptant. Ces deux hommes-là pensent alors et veulent la même chose, pensent et veulent en commun.

IDÉE COMMUNE SUR LE DROIT.

Sous le rapport social, l'idée n'existe qu'en qualité de pouvoir; et alors elle est l'âme de la société comme la richesse en est le corps. Les révélations ont été des idées sociales, et elles ont organisé la propriété du sol, représentant la richesse, dans l'intérêt de la conservation de la foi. L'idée sociale du bourgeoisisme est la domination du capital sur le sol et le travail : cette idée faisant régner le

capital sur les idées elles-mêmes, aboutit nécessairement à l'anarchie. Sous le régime bourgeois, l'organisation de la richesse n'a pour but que l'accumulation du capital dans le moins de mains possible. Le triomphe de la raison relèvera le travail, l'intelligence, et subordonnera la richesse à la justice, à la vérité.

IDÉES ET CHOSES.

Rien n'est plus commun aujourd'hui que d'entendre opposer les idées aux choses, les hommes aux circonstances, comme si les choses étaient indépendantes des idées, comme s'il y aurait des circonstances sans les hommes. Cette manière de raisonner trahit le matérialisme; c'est la soumission des hommes aux événements, qui ne sont cependant que le résultat de la conduite des hommes; c'est la subordination des idées aux choses, qui sont toujours ce que les idées les ont faites. Les hommes et les idées variant, il est impossible que les circonstances et les choses ne varient pas dans le même sens. Il y a toujours succession; opposition, contradiction, jamais. Les hommes doivent agir pour que les événements naissent; et pour qu'ils changent de conduite, il faut que leurs idées se transforment : la transformation des idées a pour conséquence infaillible le nouvel aspect des choses.

On parle de *la raison des choses :* cette raison est tout bonnement l'intelligence avec ses connaissances aquises et le raisonnement qu'elle y appuie. Prétendre, comme fait M. Proudhon, que « tout *dans les choses* appelle une révolution, » mais qu'il n'y a, « *dans les idées,* rien qui la détermine, » c'est commettre une erreur grave, à moins que par *révolution* l'auteur n'entende *perturbation* et par *déterminer, faire aboutir la perturbation à l'organisation ;* et dans ce cas, les idées et les choses progressent dans le même sens, c'est-à-dire vers le désordre, l'anarchie. Car ce n'est que parce que les idées poussent aux révolutions que les révolutions se succèdent sans relâche. Ce ne sont pas les choses qui doivent *déterminer* quel est l'ordre à établir, ce sont les idées. A peine les hommes sauront-ils pertinemment en quoi l'ordre consiste, que cet ordre passera des idées dans les choses, qu'il sera un événement accompli, qui mettra fin à toute révolution ultérieure. « La situation est mûre, continue l'éminent écrivain français; l'opinion est en retard. De ce désaccord entre les choses et les idées jaillissent tous les incidents, etc. » Il n'y a que l'opinion qui puisse faire surgir et mûrir les situations. Le désaccord entre les choses et les idées ne saurait être réel. Notre époque est grosse de révolutions, parce que nos idées sont vagues, parce que, dépourvues de toute certitude, elles changent sans principe ni direction, sans motif arrêté et sans but distinct. L'accord entre les circonstances et l'opinion est parfait.

IDENTIQUE. Qui a la même essence.

La matière seule peut être ramenée à une identité. Tout phénomène est mouvement, est manifestation de force, est modification de sensibilité. La nature si variée du règne physique se résume dans l'unité, dans l'identité, *matière*. Les unités *âmes*, identiques entre elles, constituent la nature morale. L'harmonie des deux natures est l'ordre réel, la justice éternelle, la vérité.

IDENTITÉ D'UNE MÊME SENSIBILITÉ A TRAVERS TOUTES LES VIES SENTIES POSSIBLES.

A la mort de l'homme (nous raisonnons ici dans la supposition que la réalité du sentiment de l'existence ait été démontrée) son identité réelle persiste; son identité phénoménale, sentiment de son identité réelle, s'évanouit et fait place à une conscience nouvelle, dont les conditions sont la conséquence de ses actes passés.

— Nous nous sommes souvent entendu faire l'objection suivante : Si vous pouviez rattacher, par le souvenir, notre sentiment d'existence d'une vie à une autre vie, la sanction du devoir à remplir dans chaque vie en deviendrait plus saisissante qu'elle ne nous semble maintenant.

Nous prouvons en plusieurs endroits qu'il est aussi impossible de garder, en mourant, la mémoire des sensations éprouvées et des raisonnements faits pendant la vie, qu'il l'est de conserver le toucher, la vue, l'ouïe, etc., au moyen desquels ces sensations ont été éprouvées, et l'intelligence dont ces raisonnements ont été l'expression (voir le mot *Mémoire*). Si nous emportions cette mémoire, il n'y aurait plus pour nous de sanction ultra-vitale, qui est la seule sanction inévitable, puisqu'il n'y aurait plus de mort.

Nous allons résoudre la difficulté à un autre point de vue : que faites-vous pendant le cours de la vie? Vous percevez votre existence sous une infinité de modifications que, les liant entre elles par la mémoire, vous exprimez toujours par le mot *je, moi,* qui rend l'idée de votre identité organique, biologique, de votre unité complexe. Vous vous sentez, sous différents aspects, toujours le même individu. Mais l'êtes-vous réellement? Ce qui vous apparaît comme réel n'est-il pas simplement illusoire, tant que vous ne vous êtes pas démontré que, comme élément de la sensation, il y a une

sensibilité immatérielle, ou que la sensation n'a pas pour principe la matière exclusivement? Vous constatez des phénomènes que vous enchaînez entre eux, dont vous formez un ensemble, une totalité qui se montre à vous comme une unité : cet enchaînement, cette unité sont des phénomènes de plus, et pas autre chose. Est-ce là ce que vous voudriez conserver en mourant? En vérité, c'est bien peu de chose; c'est même moins, ce n'est rien... de réel.

Mais si on vous démontre la réalité de *ce* au moyen de quoi vous sentez, de *ce* qui sent en vous, c'est-à-dire de *ce* qui *se* sent modifié lorsqu'il est uni à de la *modificabilité*, à de la matière organisée, dans les conditions voulues; lorsqu'on vous démontre la réalité de la sensibilité en un mot, ou du *sentir*, de l'âme : oh! alors votre vie participe elle-même de la réalité, et cette vie venant à s'éteindre, la réalité-principe, l'âme, reste éternellement une et identique dans toutes les vies imaginables. La certitude physique, comme on l'appelle, certitude illusoire, vous manque, il est vrai, mais la certitude métaphysique ou morale, la certitude réelle vous est acquise. Vous ne *croyez* plus être le même pendant une vie; vous *savez* que vous êtes le même dans quelque vie que vous vous apparaissiez. Vous possédez toutes les garanties qu'un être raisonnable peut exiger. Votre sanction du devoir n'est pas, comme vous le désiriez, saisissante pour les sens, en d'autres termes apparente seulement pour l'intelligence, mais elle est imposée à cette intelligence comme incontestable, par une contrainte morale que le témoignage d'aucun sens ne saurait ni infirmer ni affaiblir.

IDENTITÉS.

Pour l'époque d'ignorance, il n'y a que des identités hypothétiques, et dans les mathématiques seulement. Les unités, abstractions de l'unité (supposée réelle) *sentiment d'existence*, sont le principe du raisonnement qui s'appelle plus spécialement *calcul*. Pour l'époque de connaissance, il y a les identités réelles, *sensibilités*, *âmes*. Elles sont nécessairement plusieurs. Une seule serait la négation de l'existence sentie, serait le néant. Tous les phénomènes se réduisent à l'identité *force;* pas un phénomène n'est identique à un autre phénomène.

IDÉOLOGIE.

Ce mot, qui ne devrait signifier que *science des idées*, a été détourné de son vrai sens par les hommes qui se disent *pratiques* et qui exercent le pouvoir qu'ils appellent *de fait*. Ils lui ont fait signifier : *théorie, recherche de la détermination rationnelle du droit;* ou du moins : *examen de tout fait qui veut se donner les apparences du droit*. L'empereur Napoléon Ier a, le premier, déclaré ouvertement la guerre aux idéologues, et depuis lors cette guerre est continuée par tous les despotes et leurs séides. L'auteur de ces lignes a été condamné, vers la fin de 1830, par un curé, son concitoyen, à être pendu par la tête, *comme idéologue*. Ce pasteur passionné écrivait à un membre du gouvernement de cette époque, qu'il ne lui manquait que quelques soldats et un caporal, pour aller lui-même exécuter sa sentence. C'était parfaitement conséquent avec la mission que le prêtre avait pour devoir d'accomplir; mais c'était peu en harmonie avec le mouvement imprimé à la société.

IDOLE. Représentation de l'être personnel, *Dieu*.

Les idoles tombent les unes après les autres devant l'examen, mais longtemps la nécessité sociale les relève sous de nouvelles formes. Finalement l'examen s'attaque à l'idée même de l'être qui résume toutes les idoles, de Dieu. C'est la dernière idole et elle tombe avec le dernier préjugé, soit devant la justice éternelle, si l'éternelle vérité est acceptée socialement, et alors il y a ordre; soit devant l'ignorance qui juge et prononce, et alors il y a anarchie complète.

IGNORANCE. Indétermination de la vérité, de la raison.

Si cette indétermination existe simultanément avec la croyance qu'on n'ignore pas, il y a foi et ordre par elle; si l'indétermination est reconnue, et plus encore si l'on soutient qu'elle est invincible, il y a doute, et par le doute, anarchie. Car une société dans le doute n'a pour principe d'organisation et de direction que la force.

— L'ignorance est l'état primitif de l'humanité. Ignorer n'est pas ne rien connaître, mais connaître mal, supposer vrai ce qui ne l'est pas. Ne rien connaître du tout, c'est ne pas avoir le verbe développé, ne pas être homme.

IGNORANCE (*Époque sociale d'*). Époque où la démonstration de la réalité du droit n'existe pas encore, ou n'est pas encore acceptée par la société.

C'est celle où la vérité n'est pas connue socialement, où l'on ne peut *démontrer* que l'intelligence n'est point un effet de l'organisme.

Quand on croit connaître la vérité, il y a ordre par une hypothèse quelconque, révélée et adoptée comme vraie. La foi éteinte, l'ordre s'en va, et la société ne peut plus être réorganisée que par la

ırdre, tant que dure l'ignorance, ne se
ue par le maintien de cette ignorance
ès que l'ignorance est examinée, elle est
ıt dès qu'elle est découverte, il n'y a plus
ısible que par la découverte de la vérité.
e singulière! tout le monde proclame
cipe de certitude, la réalité du droit, la
actions et la sanction du devoir sont
és, et personne n'avoue que l'époque
ɜ dure encore. M. Arago a dit : « Je suis
isan de la souveraineté de la raison,
'on m'indique à quel signe certain on
ı la raison, à quel caractère on saura la
de l'erreur. » Le célèbre astronome
ıc que la raison, la vérité, est ignorée
t. Si cependant on avait osé accuser en
e la société de ne rien savoir, M. Arago
ssé les épaules.

.NTS.
noyen d'empêcher les ignorants de faire
s, c'est-à-dire de nuire aux autres et de
eux-mêmes, c'est de les réduire à l'im-
On ne parvient à les rendre utilement,
iment libres, qu'en les mettant à même
'e la vérité.
ıue la libre discussion a renversé l'au-
lée, la nécessité de maintenir l'ordre
ımmes à se consulter constamment entre
ɜ questions qui intéressent le bien-être
ce de la société. Eh bien, cette nécessité
t prouve que, tant ceux qui sont con-
ceux qui consultent, ignorent compléte-
e c'est que le droit, la vérité, l'ordre et

it-on du directeur d'une maison d'aliénés,
ı de recourir aux cabanons et à la cami-
ɔe, assemblerait ses pensionnaires pour
ıder comment il leur convient d'être
ssi longtemps que les hommes, privés
aissance de la vérité, ont été revêtus de
: de la foi, tout a marché régulièrement.
ı est plus ainsi. On parvient bien encore,
autre, à leur mettre les menottes, mais
ement lorsque eux-mêmes, dans des mo-
des, s'y prêtent de bonne grâce. Menez
ɔus, parmi lesquels il y en a de furieux,
de cette façon. Leur manie ne tardera
reprendre : et alors, malheur au direc-
ablissement et à eux-mêmes!

É. Infini.
ue ce qui est immatériel qui puisse être
space dans lequel on place les corps, et
le temps qui comprend les événements ont toujours leurs limites, quand même on ne les poserait que de guerre lasse. Illimité, au sens propre, comme infini, est synonyme d'absolu. C'est la négation de la divisibilité, du mouvement, du changement, de la matière, de la force. La sensibilité seule, indépendante de la *modificabilité* au moyen de laquelle elle prend connaissance d'elle-même, peut être illimitée, éternelle, réelle.

ILLUSOIRE. L'opposé de réel.

Il faut se garder de confondre l'illusoire avec le faux. Ce qui est illusoire n'est pas réel *comme réalité;* voilà tout : mais ce peut être réel *comme apparence*. Nos sensations, nos idées, sont illusoires, car elles ne persistent pas, elles ne sont pas dans l'éternité; mais elles sont réelles aussi, dans le temps du moins et en leur qualité de phénomènes, ou comme apparaissant et nous modifiant sans interruption; et cela tant que nous sommes modifiables, que nous existons organiquement. Nous passons d'illusion en illusion, parce que nous sommes réels, et que notre réalité ne peut se traduire pour elle-même qu'au moyen de ses propres apparences.

IMAGES.

Nos idées sont les images abstraites de nos sensations ou des modifications senties de nous-mêmes. Nous les plaçons dans la mémoire intellectuelle, et les communiquons au moyen d'une image transmissible de ces images, c'est-à-dire, au moyen du langage, du verbe.

IMAGINATION.

L'imagination est toujours du raisonnement, mais un raisonnement hypothétique, c'est-à-dire ayant pour point de départ la supposition d'un fait. Quand l'hypothèse a pour motif la nécessité que le fait soit réel et par conséquent éternel, elle donne lieu à la foi; quand c'est uniquement l'agrément qu'il y a à faire accepter ce fait comme ayant une réalité fugitive et d'illusion, elle est la source des arts. La raison ne répudie pas les arts; elle ne fait que les circonscrire dans leur domaine : elle répudie la foi lorsqu'elle sent l'urgence de lui substituer la science, en remplaçant par des lois physiques et morales, démontrées réelles chacune dans leur sphère, les volontés et les intentions personnifiées que l'imagination avait créées pour le besoin et les jouissances de la société.

IMITATION.

Dans le sens de représentation artificielle des

objets, l'imitation est du domaine des arts. Or ce qui appartient aux arts, comme tout ce qui se rattache à la matière, est relatif aux modifications et ne peut par conséquent avoir de type absolu.

On objecte à cela que, quand il s'agit d'imitation, il est *presque toujours* facile de signaler celle de deux images qui ressemble *plus* que l'autre à l'original qu'elles doivent représenter. Mais cela même prouve que l'art n'a rien d'absolu. Car enfin il n'y a point de ressemblance si exacte qui ne puisse être *surpassée* en exactitude, et il n'est *jamais* possible de déterminer incontestablement les conditions d'une imitation parfaite.

Dans la nature, on ne trouve pas plus deux choses de tous points opposées que deux choses égales sous tous les rapports. Il en est de même pour les arts; il n'y a que du *plus* et du *moins*.

IMMACULÉE. — Voir *Conception*.

IMMATÉRIALITÉ. Opposé de matérialité; indivisibilité.

L'immatérialité existe-t-elle, *oui ou non*, en réalité? C'est là, avons-nous dit ailleurs (article *Démontrer*), ce qu'il faut mettre hors et au-dessus de toute contestation rationnelle possible pour qu'il y ait humanité réelle, morale, société, religion, toujours réelles. Nous répondons carrément, selon la phraséologie du jour : *oui, l'immatérialité est une réalité;* et nous renvoyons ceux qui demandent la démonstration de cette vérité à l'ouvrage de M. de Colins : *Science sociale;* elle se trouve au cinquième volume, développée de manière à convaincre quiconque sait lier deux idées, et n'est sous l'influence, ni de la passion, ni du préjugé. Nous nous bornerons à y puiser ce qu'on va lire.

L'immatérialité, si elle existe, ne peut appartenir qu'à la sensibilité, aux âmes qui n'ont de réalité que si elles sont immatérielles. Pour que la sensibilité soit immatérielle, elle doit ne pas être répartie sur toute la série des êtres. Dans cette série, toutes les propriétés, saisissables par l'observation, se trouvent à un degré plus ou moins patent. Les hommes n'y sont étrangers que dans le cas où il y aurait chez eux quelque chose que l'observation ne pût discerner, et que cependant le raisonnement nous représentât comme indispensable au phénomène qui paraît se manifester chez l'homme seul, quoique les animaux du haut de l'échelle organique offrent les mêmes conditions appréciables de la production du même phénomène : nous parlons du langage réel ou proprement dit, de la création de signes conventionnels. Ces animaux, comme les hommes, ont un centre nerveux où les impressions qu'ils reçoivent vont converger et se conservent; ils vivent en société matérielle, en groupes; ils offrent des mouvements traducteurs des modifications qu'ils ont subies : et cependant ils ne créent pas de signes pour exprimer des idées. Pourquoi? Parce qu'ils n'ont pas d'idées; et ils n'ont ni idées ni signes, parce qu'ils ne sentent pas, parce que la sensibilité, l'âme, leur manque, parce qu'ils n'ont pas d'immatérialité.

Ce n'est qu'au moyen de l'immatériel, uni à de la matière organisée ayant une mémoire, et pourvue de la possibilité de traduire ses impressions par des mouvements, matière organisée, physiquement attirée vers les organisations analogues, de manière à demeurer avec elles en contact nécessaire et prolongé; ce n'est, disons-nous, qu'au moyen de l'union de l'immatériel à de la matière, que les modifications subies peuvent se convertir en sensations, et cette transformation a lieu *nécessairement* aussitôt qu'à l'occasion du contact entre deux ou plusieurs hommes, les sensations ont été placées sous des signes conventionnels pour pouvoir être communiquées. Les modifications, ainsi intellectualisées, font passer l'âme de l'éternité au temps, c'est-à-dire qu'ils la font exister pour elle-même et pour les autres. Ce passage par le développement du verbe proprement dit, se fait infailliblement, c'est-à-dire logiquement.

Partout donc où se découvrent des signes réels, conventionnels, de la pensée, il y a humanité, intelligence, douleur ou plaisir. Là aussi se développent les idées indispensables à l'établissement de la règle morale des actions, tant sociales qu'individuelles, à la connaissance de la sanction religieuse de cette règle, et à la conviction que chaque vie se rattache, par la responsabilité des intentions, à celles qui l'ont précédée et à celles qui la suivront.

IMMATÉRIEL. Ce qui n'est pas matériel.

Le matériel est essentiellement divisible; donc l'immatériel, *s'il y a réellement un immatériel*, ne l'est pas, essentiellement aussi. Ce qui est immatériel est donc nécessairement éternel.

IMMOBILISME. Prétendre demeurer stationnaire au milieu des choses qui ne peuvent que se mouvoir, c'est troubler le mouvement donné, aussi bien qu'en le traversant par un mouvement contraire. Lorsque le mouvement à imprimer à la société n'est pas déterminé rationnellement, qu'on se meuve dans un sens ou dans un autre, ou bien qu'on croie ne pas se mouvoir du tout, on est également perturbateur de l'ordre. Celui-ci pour être

:re la conséquence de la connaissance de

/

ɾALITÉ. État d'un être qui, ayant com-
ɾre, ne pourrait néanmoins pas mourir;

la négation de *vie*. Immortalité serait
ıyme de *vie éternelle,* accouplement de
ıs monstrueux possible. L'immortalité
ui, si elles vivaient, ne seraient plus des
immatérialités, incapables de succes-
vision dans le temps, l'immortalité des
u véritable matérialisme.

ABILITÉ.

que la réalité, l'immatériel, qui soit

l'existence des immatérialités démon-
onséquences logiques qui en découlent
ables comme leur principe et à cause

'AIT.

qui est perfectible est imparfait. La per-
ı l'infini est donc la négation de la per-

n de la perfectibilité sans fin est néces-
celle de l'époque où, ne connaissant pas
bsolue, et sachant qu'on ne la connaît
:lare vaniteusement qu'elle est indiscer-
l'époque où, pour dissimuler la fai-
ɑ propre raison, chacun affirme que la
essentiellement faible; de l'époque enfin
:roit profond en produisant cet argument
ne sais rien de certain, si ce n'est qu'on
re certain de rien. » Eh! malheureux,
ɜ savez-vous? n'est-ce pas par le moyen
même proclamez l'impuissance de vous
rir aucune certitude?
perfectibilité illimitée et illimitable a
:quence l'impossibilité de prouver d'une
bsolue la fausseté d'une proposition
lle soit : car si aucune n'est absolument
qu'on peut la rendre plus juste encore,
n plus ne peut être considérée comme
ıée absolument, puisqu'elle est un per-
ent de celle à laquelle elle a succédé;
plus de valeur aujourd'hui a été très-
en son temps, et ce qui paraît mainte-
ıtestable sera nécessairement contesté,
ıs raison, plus tard. Telle est la loi de
perfectibilité ou du progrès indéfini en
: elle rend en dernière analyse la perfec-
rique et le progrès illusoire.

IMPATIENCE.

L'inquiétude d'esprit fait que chacun veut mener à terme tout ce qu'il entreprend, et entreprendre tout ce qui lui paraît pouvoir marcher. Cette maladie a été de tous les temps; elle est aujourd'hui portée à un très-haut période. L'impatience d'aboutir, de réussir complétement, qui caractérise la plupart de nos réformateurs modernes, et qui suffit le plus souvent à elle seule pour faire échouer n'importe quel projet qui demande le concours des intelligences et des volontés, et par conséquent du calme, de la lenteur et du temps, beaucoup de temps, dérive généralement de l'amour-propre et de l'étroit égoïsme qu'il inspire : chaque homme prétend tout faire, ou plutôt avoir tout fait, à lui seul, de manière que personne après lui ne puisse y ajouter ou en retrancher la moindre chose. « Les réformateurs en général, dit M. Proudhon, sont jaloux de leur rôle, ne souffrent pas de rivaux, ne veulent point de partage; ils ont des disciples, mais point de collaborateurs. »

La vanité dont nous parlons est surtout le partage des gens qui ne se forment aucune idée de ce qu'est réellement le devoir. Ils ne savent pas que, si chacun de nous a sa tâche à faire, il a pleinement satisfait dès qu'il a bien sincèrement et bien fermement eu l'intention de la remplir, et qu'il n'a rien négligé de tout ce qui dépendait de lui, pour atteindre ce but. Le résultat ensuite, l'événement, concerne la suprême justice. Ce n'est pas notre affaire à nous qui ne sommes nous-mêmes dans le temps qu'un événement, qu'un résultat : c'est l'œuvre de l'éternité. Quoi que nous fassions, il y aura toujours sur la terre le mal indispensable pour que l'harmonie entre les actes libres et leurs immuables conséquences ne soit pas rompue. Quand les souffrances de la société seront arrivées à l'excès et qu'elles forceront d'invoquer la raison pour y apporter remède, plus nous y conformerons notre conduite, plus la somme de mal à expier par la douleur sera petite, et plus par conséquent il y aura de bien, même dans le temps.

IMPÉNÉTRABILITÉ. Négation du mouvement.

Rien n'est absolument impénétrable dans l'ordre physique; sans quoi il y aurait du plein dans le sens absolu, de l'immuable, de l'inerte. Or l'essence de la matière est d'être en mouvement, de varier, de changer.

L'impénétrabilité physique n'est pas plus réelle que le contact physique. C'est d'ailleurs la même question, présentée sous un autre point de vue.

IMPÉNÉTRABLE A L'INTELLIGENCE.

Il n'y a d'impénétrable, intellectuellement parlant, que ce qu'il est inutile de pénétrer, de connaître. L'homme ne comprend pas comment les âmes revêtent différents organismes; il lui suffit de savoir incontestablement que les âmes sont éternelles, et que, sans organisme, elles ne peuvent ni vouloir ni sentir : il ignore de quelle manière les actions d'une vie deviennent les conditions d'existence de la vie suivante; mais il parvient facilement à ne pas douter que le dévouement raisonné en chaque vie ne soit récompensé, et l'égoïsme relatif à la vie présente, puni.

S'il y avait une seule notion nécessaire à l'homme et à la société, notion que l'esprit ne pût saisir, l'ordre moral serait une chimère, un mot dépourvu de sens, le raisonnement un jeu de l'imagination, l'homme une absurdité, la société une impossibilité.

IMPERSONNEL. Qui n'a pas la conscience de soi.

Nous appliquons à la métaphysique un mot qui est particulièrement employé comme terme de grammaire, et nous lui faisons signifier : *qui n'est pas personnel*, c'est-à-dire qui n'a pas le sentiment des modifications qu'il subit, qui ne se sent pas modifié. Nous disons ainsi : « Dieu est impersonnel ou il n'est pas; » cela équivaut à : « Dieu est, non un être, une personne, mais un principe, une vérité. » En science sociale, le souverain est impersonnel; c'est, ou la force transformée en droit s'il y a foi avec l'ignorance; et la force *nette* s'il y a ignorance et doute; ou bien la raison, une fois qu'elle est connue et déterminée socialement : or raison et force sont des abstractions qu'on ne personnifie que figurément. L'homme est nécessairement personnel; loin d'être souverain, il est toujours le sujet, soit de son organisme et des besoins que celui-ci lui crée, soit de la raison. Le pouvoir personnel ne peut être que la force. L'homme pouvoir, l'homme dont la volonté fait loi, est l'expression de la force; c'est un esclave qui commande à des esclaves. Lorsque, par l'effet de l'examen négatif, chaque individu est devenu souverain, la société tout entière se trouve sous le joug de la force brutale, et la force de chacun empêche qu'il n'y ait ordre, même par la force de tous.

IMPIÉTÉ.

On appelle *impie* celui qui attaque la religion en vigueur. S'il le fait sans pouvoir établir la réalité du lien religieux, on a raison socialement. Si c'est au contraire pour établir l'immatérialité des âmes et l'ordre moral, on a tort. Il n'y a d'impiété devant la justice éternelle que celle de l'homme qui, connaissant le bien, fait le mal, sciemment et par conséquent volontairement.

IMPOSSIBILITÉ.

Toute mesure nécessaire, sous peine de dissolution de la société, devient possible pour elle, quelque impossible qu'elle lui eût paru avant que la nécessité en fût généralement sentie. Consultez l'histoire : toujours on a commencé par déclarer irréalisable ce qui dans la suite a été très-facilement réalisé. Eh bien, ce qui aujourd'hui semble irréalisable, deviendra facile aussitôt qu'il faudra s'y résigner ou périr.

IMPOSSIBILITÉS SOCIALES.

Elles sont la suite et la conséquence inévitable des contradictions sociales, qui sont elles-mêmes le résultat forcé de l'incompressibilité des intelligences, coexistant avec le doute socialement invincible. Ce que nous avons sous les yeux devait infailliblement suivre l'application du principe sur lequel la société est encore assise, et de la libre discussion au moyen de laquelle cette société ne peut plus empêcher qu'on n'ébranle sans cesse cette base de l'ordre établi. Vouloir obtenir un ordre nouveau, sans pouvoir supprimer la libre discussion, et en se cramponnant à l'ordre ancien qui s'écroule sous elle, c'est tout bonnement tendre à l'impossible; c'est être absurde.

—Il vous est impossible, ô bourgeois, d'empêcher l'examen du principe sur lequel la société se fonde, et cependant il vous est également impossible d'établir ce principe incontestablement. La liberté de la pensée et de la parole, sans laquelle vous ne sauriez vivre, vous tuera donc nécessairement. Quoi que vous en ayez, vous devez laisser se propager les idées les plus subversives de tout ordre quelconque, et votre ordre ne repose que sur un raisonnement hypothétique que la plus pauvre induction tirée d'une hypothèse contraire suffit pour pulvériser. Vous ne pouvez vous dispenser de proclamer la souveraineté du plus grand nombre, et vous, nombre presque imperceptible, vous êtes malgré vous entraînés à exploiter les masses, à les opprimer, à les pousser à bout. Vous appesantissez le joug sous lequel le peuple est courbé, et vous ne cessez de mettre le peuple à même de connaître combien ce joug lui est lourd, et la facilité qu'il y aurait à le secouer. Vous reconnaissez le besoin d'améliorer la condition des classes souffrantes, et vous leur rognez chaque jour leur maigre part dans le bien-être social. Nous ne vous en faisons pas un reproche : vous agissez sous l'irrésistible

ascendant d'une loi à laquelle vous ne pouvez vous soustraire. Nous nous bornons à dire que notre société veut vivre et qu'elle ne peut que mourir, et que tout ce qu'elle fait pour prolonger son agonie contribue à hâter la fin de son existence.

IMPOSSIBLE.

L'absurde seul, le contradictoire, ce qui, tout à la fois, serait et ne serait pas, est impossible. Ce qui n'est que possible, quoique susceptible d'être présenté sous des apparences plus ou moins vraisemblables, ne peut jamais être affirmé comme vrai. Pour raisonner positivement sur une chose ou sur un fait, il faut que le fait, la chose soient établis en réalité, et qu'on puisse prouver qu'ils le sont. Quant à l'impossible, à l'absurde, il doit être rejeté sans restriction ni réserve.

IMPOT. Revenu social. — Voir le mot *Contribuables*.

Sous le régime rationnel de la société, l'impôt sert à balancer le privilége de l'hérédité, dans ce sens que celui qui acquiert le plus de capital sans l'avoir personnellement mérité par son travail, paye le plus à l'État pour faciliter le travail des autres. Pendant l'époque d'ignorance, l'impôt aggrave l'exploitation des masses, seul moyen alors de maintenir l'ordre.

— C'est désormais une vérité acquise à la science que, dans notre ordre actuel des choses, tout impôt est en dernière analyse payé par les consommateurs. Car, le propriétaire et le producteur augmentent invariablement le prix de ce qu'ils louent ou vendent, en proportion de ce qu'ils ont payé, eux, pour pouvoir le vendre ou le louer, et les capitalistes, les riches, étant les plus forts, rejettent toujours leurs dépenses comme leurs charges sur les plus faibles, qui sont les pauvres. Il y a donc, de la part des réformateurs progressistes, qui proposent des changements dans l'assiette des impôts, ou ineptie ou hypocrisie. Dans l'une ou l'autre supposition, ils sont coupables. Car ils *doivent savoir*, s'ils *veulent améliorer*. Ils ont doublement tort de chercher à donner le change aux classes souffrantes s'ils connaissent l'inutilité du remède qu'ils présentent comme efficace. Avis aux libéraux et aux radicaux, aux socialistes dogmatiques et à tous les utopistes doctrinaires, affirmant à perte d'haleine, mais ne démontrant jamais, et se drapant solennellement dans leur vaniteuse pédanterie.

IMPRÉVU.

L'imprévu, c'est le messie de l'époque actuelle, le Dieu-machine auquel on s'en remet pour tous les dénoûments : on se fie à l'imprévu, on attend le bénéfice des faits, on espère tout du hasard ; et on se croise les bras, et on se laisse aller. Pourquoi? Parce qu'on ne croit plus à rien, et qu'on ne sait rien encore. A quel parti s'arrêtera-t-on si l'on n'a d'idée arrêtée sur quoi que ce soit? que fera-t-on si l'on ne sait pas ce qu'il serait bon de faire? Les conséquences du doute systématique sont nécessairement l'hésitation, l'irrésolution, le manque d'énergie, l'absence de toute initiative. C'est le règne de l'imprévu, des choses, de la matière ; c'est la négation de l'esprit, c'est l'abdication de l'homme.

IMPRODUCTIF.

Ce mot n'a pas de sens. Il n'y a rien qui ne soit cause d'un effet quelconque, effet de force ou effet de raison ; rien qui ne produise, au figuré comme nécessité, au propre comme liberté. Les économistes appellent *improductifs* ceux qui travaillent du cerveau, comme si inventer une machine ne produisait pas autant que la faire fonctionner, comme si maintenir l'ordre dans l'État, directement ou indirectement, était d'une valeur sociale moindre qu'entretenir la propreté dans une ville en balayant ses rues.

IMPUTABLE. Ce qui peut être attribué.

Devant la justice éternelle, il n'y a d'imputable que les intentions. La justice sociale considère surtout les faits. L'essentiel pour la société est de se conserver, et à cet effet elle doit écarter tout ce qui gêne son développement normal. Quand elle a un moyen de direction, soit par la foi, soit par la démonstration, elle veille à ce que les intentions soient bonnes afin que les actes le soient également. Quand l'ignorance de la vérité et l'incompressibilité de l'examen la dominent, elle ne peut plus avoir égard qu'aux actes. Les intentions et les idées surgissent à l'aventure, en attendant qu'elles troublent et bouleversent toutes choses.

INAPPLICABLE.

Toute théorie qui est entachée de ce défaut, est une utopie, une folie. Mais l'inapplicabilité d'un système, d'une idée, peut être absolue, ou n'être que relative. Absolue, elle doit faire rejeter l'idée ou le système absolument. Relative, elle ne porte qu'à constater la nature de l'obstacle qui s'oppose actuellement à leur réalisation. Par exemple : l'abolition de la famille et de la propriété est évidemment utopique, absurde. L'entrée du sol à la propriété collective, la généralisation de l'instruction, la suppression des nationalités, ne le sont que pour aussi longtemps que la vérité ne sera

point socialement connue, que la réalité de l'ordre moral, du lien religieux, de l'immatérialité des âmes, ne sera pas universellement acceptée, à l'égal de la proposition : *deux et deux font quatre*.

INCARNATION.

L'incarnation de Dieu est un miracle procédant d'un miracle, un mystère issu d'un autre mystère. C'est la conséquence de la nécessité de la rédemption du genre humain, qui est elle-même la conséquence de la chute du premier homme, devenue péché originel : les faux raisonnements se tiennent et se suivent fatalement. Pour souffrir, Dieu devait naître homme; mais comme il n'en restait pas moins Dieu, il fallait qu'il naquît autrement que ceux qui ne participent que de l'humanité, il fallait qu'il fût incarné contrairement aux lois de la génération ordinaire.

INCERTITUDE.

Celui qui prétend qu'il n'y a rien d'absolument certain, affirme par cela même que jusqu'à l'incertitude est incertaine. Il n'y a réellement quelque chose de certain que pour l'homme qui repousse l'incertitude absolue comme une absurdité. Si la vérité ne peut être saisie par l'intelligence, l'intelligence n'est pas recevable à soutenir que la vérité n'est point à sa portée. Car, au fait, il n'y a plus du tout d'intelligence dans ce cas, c'est-à-dire, il n'y a plus aucun moyen de distinguer le vrai du faux, seul emploi que l'intelligence puisse avoir. Le faux n'existe que pour l'esprit qui reconnaît qu'il existe aussi du vrai, et que par conséquent le vrai peut être séparé, différencié de ce qui ne l'est pas, de ce qui est faux, et qu'ainsi le vrai doit pouvoir et peut être démontré vrai.

INCESTE. Union sexuelle contraire à la raison ou défendue par la loi.

Pendant l'époque de doute, la conscience individuelle peut justifier ce que la loi réprouve; pendant celle de connaissance, la loi et la raison seront d'accord pour condamner les amours qui, au moral, troubleraient le bonheur domestique, et, physiquement parlant, contrarieraient le développement physiologique en empêchant le croisement des organismes. Il va sans dire que, l'inceste étant relatif, non à la nature pour laquelle aucune union n'est incestueuse, mais au raisonnement, ne concerne que les individus qui connaissent le lien de parenté que l'union viole, ou qui croient à sa réalité, et non ceux qui le nient ou qui l'ignorent.

INCOMPATIBILITÉ. Impossibilité de coexistence.

En voici un exemple entre tant d'autres que nous pourrions citer.

Dès que l'examen ne peut plus être empêché, que la discussion est socialement incompressible, il y a incompatibilité *absolue*, en principe, entre l'existence d'un ordre plus qu'éphémère et le maintien du prolétariat. Et cette incompatibilité est nécessairement progressive dans les faits, de manière que tout ordre réel, tout ordre stable, devient impossible à moins que le paupérisme, le prolétariat, ne soit aboli. Or, cela ne pourra avoir lieu que lorsque la vérité sera socialement découverte, la justice socialement appliquée.

INCOMPRÉHENSIBILITÉ. État d'une proposition non susceptible d'être soumise au raisonnement.

Ce qui est incompréhensible est, pour l'homme, comme s'il n'était pas.

INCOMPRESSIBILITÉ DE L'EXAMEN.

On ne peut ni supprimer ni même comprimer l'examen intime, qui est la pensée, l'intelligence même, la liberté, l'homme; mais on peut l'empêcher de se développer et surtout de se manifester au dehors; on peut comprimer la discussion : on le doit si, malgré l'ignorance sociale du principe incontestable sur lequel il faut que l'ordre soit assis, on veut néanmoins avoir de l'ordre. Nous avons dit ailleurs que le seul moyen de comprimer la discussion est de mettre des obstacles à l'examen, de rendre la pensée difficile, d'occuper toute l'intelligence à la recherche des moyens de nourrir le corps, d'accabler l'homme de labeur et de soucis.

Dès que la discussion ne peut plus être comprimée (et le développement de l'examen mène infailliblement, tôt ou tard, à l'incompressibilité de la discussion), la société oscille entre l'ordre tel qu'il a dû être et l'ordre tel qu'il devra être. Alors tout despotisme a pour conséquence l'anarchie, et *vice versâ*. Il n'y a plus d'ordre possible que par la seule domination contre laquelle tout examen viendra se briser, savoir, la domination de la raison, démontrée et acceptée socialement. L'incompressibilité de la discussion est un dissolvant universel, devant lequel il n'y a de souveraineté réelle et stable que celle de la vérité absolue, de l'incontestabilité.

INCONSÉQUENT. Celui qui raisonne mal, ou qui se conduit contrairement à son raisonnement.

Il est impossible à l'homme qui part d'un prin-

cipe de raisonnement incontestable, de demeurer conséquent avec lui-même, dans le sens absolu s'entend, s'il vit au sein de notre société actuelle. L'homme qui part d'un principe hypothétique, est nécessairement inconséquent avec lui-même, sinon il se bute à l'absurde.

Exemple : Je sais que l'anarchie progressera de plus en plus rapidement jusqu'à ce que le sol soit enlevé à la propriété collective, et néanmoins je reste propriétaire foncier. Je suis inconséquent avec moi-même, absolument parlant, quoique, au point de vue des circonstances, ma conduite soit irréprochable; car, si je me dépouillais, je ne ferais qu'investir des gens qui, vu l'organisation sociale et l'état des lumières dont elle dérive, n'en feraient certes pas un meilleur usage que moi, ce qui ne changerait en rien l'ordre des choses, dont le mal consiste, non en ce que je suis propriétaire d'une partie du sol, mais en ce que le sol est, et ajoutons, doit encore être possédé individuellement. Autre exemple : J'admets l'existence d'un Dieu personnel, ou bien je proclame la substantialité de la nature, et je me crois libre. Je suis inconséquent avec moi-même, pour ne pas avoir à renoncer à ma propre réalité.

INCONTESTABILITÉ. Caractéristique de ce qui a été déduit par enchaînement d'identités d'une proposition elle-même incontestable, ou qui peut être ramenée à un point de départ que personne ne saurait mettre en doute.

C'est le signe essentiel et évident de la vérité.

INCONTESTABLE.

On dit parfois : Il serait incontestable que les âmes sont éternelles et qu'il y a diverses vies essentiellement en rapport entre elles quant aux actions commises et à la récompense ou à la punition qu'elles méritent, si l'homme conservait la mémoire d'une vie à une autre. Ce raisonnement prouve qu'on se rend bien peu compte de la valeur du mot *incontestabilité*. Car la vérité se trouve précisément dans l'assertion opposée à celle que nous signalons. En effet, la persistance de la mémoire qui serait, comme nous l'avons démontré plus haut, celle des organes de la vie, exclurait nécessairement la succession de divers organismes, le passage d'une vie à une autre vie. — Voir l'article *Identité d'une même sensibilité à travers toutes les vies possibles*.

En outre, la mémoire persistant, il n'y aurait plus aucune liberté d'agir; car toute délibération serait devenue irrationnelle comme étant superflue. Chaque acte emporterait sa peine ou sa récompense, comme le poids le plus lourd fait baisser le plateau d'une balance qui en est chargé. On n'hésite pas sur la question de savoir si on se mettra à la bouche d'un canon qui tire à mitraille; on ne s'y met que pour être broyé, ou on est fou. D'autre part, avec la conservation de la mémoire, il n'y aurait même plus d'action du tout, d'action réelle s'entend, ou motivée : car, par cela seul qu'on connaîtrait le sort qu'on s'est attiré, on ne ferait rien pour le détourner (ce serait inutile), rien non plus pour l'accomplir (cela irait de soi, naturellement); on attendrait l'exécution de l'arrêt du destin.

La mémoire de l'homme, c'est sa vie présente, intellectuellement considérée. Sa raison, c'est le moyen qu'il a de déterminer son devoir, en le fondant sur la certitude de l'éternité de son âme, de la succession de plusieurs vies, et de leur harmonie éternelle. Voilà ce qu'il faut rendre incontestable, non pour les organes, le sens, la mémoire, mais pour l'intelligence, par le raisonnement.

INCORPOREL. Ce qui n'a pas les trois dimensions.

L'incorporel n'est point l'immatériel. Celui-ci, s'il existe, est hors du temps, est éternel, indivisible. Les forces, incorporelles, se divisent et se succèdent.

INCRÉDULE.

Il n'y a de véritable non-croyant que celui qui sait. Que croirait-il encore? Il est certain de ce qui est ou n'est pas. C'est abusivement qu'on appelle *incrédules* les prétendus esprits forts en matière religieuse; ce sont souvent les plus crédules gens du monde. S'il y a une différence entre croire à l'infaillibilité du pape ou à l'intelligence des tables tournantes, elle est toute en faveur des catholiques romains.

INCRÉÉ.

Ce mot, pour avoir une valeur rationnelle, doit signifier : *qui existe par lui-même; qui est réel, parce qu'il n'a été ni produit ni arrangé*. La création équivaut à l'annihilation. C'est la même absurdité sous deux faces.

INDEMNITÉ.

Elle est due par la société à quiconque est dépouillé d'un droit acquis, pour cause de nécessité sociale. Quoique le droit de propriété du sol, affecté aux familles bourgeoises, ne soit pas plus absolu que celui qui était affecté aux aînés des familles nobles, ce droit, que la nécessité d'avoir de l'ordre pendant l'époque d'ignorance avait fait acquérir, devra être compensé lorsque la société,

par suite de la liberté d'examen, se verra forcée de conserver l'ordre au moyen de l'expropriation de toute propriété foncière privée.

— Nous ajouterons à ce qui précède, que l'indemnité dont nous parlons suppose la rénovation de l'organisation sociale par voie pacifique, voie de justice et de raisonnement. Mais il est plus que probable que le raisonnement ne sera écouté qu'après que l'excès du mal aura porté les classes souffrantes à s'y dérober par la violence et les bouleversements. Il sera trop tard alors pour prévenir les spoliations : déjà les propriétaires du sol, rétifs aux avertissements de la raison, auront subi les conséquences de leur aveuglement. La justice éternelle aura eu son cours.

INDÉPENDANCE.

Ce mot, en langage social, est synonyme d'*anarchie*. Dans le temps, tout est relation et par conséquent dépendance. L'ordre, c'est la soumission : lorsqu'on ignore la vérité, on est assujetti à la force; lorsqu'on la connaît, on obéit à la raison. L'indépendance caractérise l'époque d'ignorance avec neutralisation de la force par la liberté d'examen; c'est-à-dire, l'époque de doute.

INDÉTERMINATION.

Avec des expressions indéterminées, on ne parvient jamais à s'entendre. Exemple : L'athée nie Dieu; mais est-ce Dieu, être personnel, unique, dont l'univers est une émanation? Dieu, être personnel distinct de l'univers? Dieu, coéternel à la matière? Dieu, créateur? Dieu, soumis aux lois de la raison? Dieu, dont la volonté constitue la raison? Dans la bouche de celui qui n'a pas préalablement défini Dieu, le mot *athée* n'a pas de sens.

— La discussion des questions morales et sociales, aujourd'hui que la force ne peut plus en imposer une solution quelconque, est nécessairement accompagnée de l'indétermination des expressions employées pour les résoudre; et, nécessairement aussi dans les circonstances actuelles, l'indétermination de ces expressions a pour résultat l'impossibilité de les résoudre incontestablement. Si on voulait une fois pour toutes sortir du vague, on accorderait que, quand la raison manque, la force seule règle les choses; que, tant que la raison est indéterminée, on ne peut pas plus progresser vers elle qu'on ne le pourra quand elle sera déterminée, car il n'est possible, ni de tendre à un but que l'on ne connaît point, ni de ne pas cesser d'y tendre lorsqu'on sait l'avoir atteint. Qu'y a-t-il d'étonnant si, dans ce vague des mots et des idées, tous les systèmes politiques et même sociaux, après être partis, en théorie, de la liberté dont ils ont besoin pour s'établir, concluent au despotisme en pratique, parce qu'il le leur faut pour se conserver?

INDIFFÉRENCE.

On n'est indifférent que sur ce qu'on ne connaît pas et qu'on croit ne pas pouvoir être connu. Tels sont aujourd'hui les problèmes capitaux pour l'intelligence, savoir : Quelle est l'essence de l'homme? La réalité du droit peut-elle être déterminée? Le devoir a-t-il une sanction obligatoire? L'ordre social repose-t-il sur une autorité réelle, c'est-à-dire démontrée? Cette indifférence est l'arrêt de mort de la société au sein de laquelle elle a pu s'introduire.

INDISPENSABLE.

Une seule chose est réellement indispensable à l'établissement et au maintien de l'ordre dans la société, c'est l'acceptation sociale de la croyance à l'immortalité des âmes, ou de la démonstration de leur immatérialité. Tout le reste en est la conséquence. Car les hommes, sachant que chacun de leurs actes contraires à la raison sera inévitablement puni, et qu'aucun de leurs actes conformes à la raison ne demeurera sans récompense, ne pourront plus, à moins d'être privés d'intelligence, que coopérer à la conservation et au bonheur de l'humanité.

INDISSOLUBILITÉ DU MARIAGE.

Le but social du mariage est, avant tout autre, sous l'empire de l'ignorance, de la force, la reproduction de l'espèce; sous celui de la vérité, de la raison, le bonheur des familles. Cela explique la loi d'indissolubilité, tant que l'examen a pu être comprimé; l'hésitation entre le maintien de cette loi et celle qui permet le divorce, tout en le rendant difficile, depuis que la discussion est libre; et enfin la nécessité, lors de l'époque de connaissance, de ne pas mettre légalement plus d'entraves au divorce qu'au mariage. La pleine et entière liberté de dissoudre une union approuvée par la raison est la meilleure garantie que, tant que les circonstances seront les mêmes, la raison ne permettra pas qu'on la rompe.

INDIVIDU.

Faut-il sacrifier l'individu à la société, ou la société à l'individu? L'un et l'autre, plus ou moins, au sens relatif, c'est-à-dire selon les circonstances, les époques : par exemple, sous le despotisme de la foi, l'individu est nécessairement sacrifié à l'ensemble; dès que le libre examen a triomphé et que le doute règne, la prépondérance individuelle

e l'intérêt commun et sape l'unité. Par-
le sens absolu, l'individu et la société
seul et même intérêt, et par conséquent
it être question de sacrifice. Le mot
rime une abstraction, savoir la somme,
des individus, laquelle par conséquent
:lle-même une individualité. Sacrifier
:out le monde, c'est-à-dire *à tous les*
:st absurde. Quant à sacrifier tout le
'ous les chacuns à chacun, c'est nier la
it on suppose l'existence.
: donc? Exclusivement écouter la raison.
in dit que la société est le résultat du
t de chacun à tous; non le prétendu
t physique, comme serait celui d'un
ıbandonné à lui-même dans l'espace, pa-
dévouer à tomber, mais le dévouement
c'est-à-dire intelligent, motivé par l'in-
intérêt que chacun *sait* avoir à se dé-
; semblables. Il faut donc organiser la
nanière que le dévouement de l'individu
onséquence logique, conséquence aussi
dans l'ordre moral que celle des lois
dans l'ordre matériel. Et pour cela il
ıomme soit intellectuellement contraint,
ıaissance de la vérité, à réaliser cette
n conformément à la raison, désormais
le départ intellectuel et la directrice de
nduite.

ıUALISME.

sens d'égoïsme exclusivement relatif à
'est la négation de la société.
: droit divin a perdu le pouvoir social de
rger les individualités de manière à leur
ıtérêt commun, l'anarchie menace l'hu-
société ne retarde alors les effets dis-
e l'anarchie qu'au moyen du droit des
qui constitue en *volonté générale* l'opi-
lus grand nombre, résultat des trans-
:rées entre les opinions individuelles de
:e plus grand nombre est composé. Cette
volonté générale, qui n'est au fond la
: personne, est le *palladium* de notre
uelle.

ıUALITÉ. Au propre, l'individualité est
indivisible, simple, absolument parlant;
c'est ce qui, par la division, donne des
ne jouissent pas de toutes les propriétés
ble.
lualité persiste. La personnalité qui en
la modification, passe avec le temps dans
se succède sous ses différentes formes.

— La personnalité suppose l'inégalité de fait, comme la communication, la possibilité de communion; la société, l'humanité, impliquent l'identité d'essence. Or, il n'y a point d'égalité absolue dans la matière, à laquelle l'inégalité, le changement, le mouvement, sont essentiels. Si notre principe, l'âme, est immatériel, il est immuable par conséquent, il est éternel. L'âme alors ne se personnalise qu'au moyen de son union avec de la matière dans les conditions voulues, c'est-à-dire, avec un organisme, et du contact prolongé entre diverses personnalités.

INDIVIDUALITÉ NATIONALE.

S'il y a foi commune entre plusieurs peuples, l'individualité nationale est l'Église; les royaumes et les républiques en sont les provinces. Sous la pression du doute, les royaumes et les républiques devenus individualités souveraines, sont en plein état d'anarchie. Lorsque l'ordre rationnel, l'ordre définitif, sera établi, il n'y aura plus d'individualités nationales, mais exclusivement l'unité humanitaire, l'humanité.

INDOLENCE.

On ne se meut pas pour se mouvoir; on a une idée d'appropriation, de jouissance, et on agit dans l'intention de réaliser ce travail intellectuel. Quand tout but manque ou que l'on croit avoir atteint le but qu'on se proposait, on se repose, on demeure inactif, nonchalant. Faites donc chercher la vérité par l'homme qui a la conviction de la posséder ou qui se figure qu'il ne lui importe point de la posséder! Promettez-lui de l'éclairer, il se moquera de vous comme d'un aveugle qui donnerait une leçon sur les couleurs à ceux qui y voient. Persistez, il vous jettera des injures à la face, si encore il ne cherche pas à vous punir pour l'avoir troublé dans son indolent amour-propre.

INDUCTION. Enchaînement de propositions analogues.

Il ne résulte de l'induction que des apparences de vérité, des *à peu près*, des probabilités. Car, de ce que deux choses se ressemblent, même le plus possible, que peut-on légitimement conclure? Rien, si ce n'est qu'elles ne sont pas égales : entre l'analogie et l'identité, il y a un abîme infranchissable.

INDUSTRIALISME.

Industrialisme est l'équivalent de bourgeoisisme, de féodalité du coffre-fort, de règne de la spéculation, de l'agiotage.

— L'industrialisme est une condition *sine quâ*

non d'existence pour la société actuelle, dont l'industrie, poussée jusqu'au délire, est la vie, tandis que, tout à la fois, c'est la cause active et certaine de sa décomposition et de sa mort. Cet industrialisme a pour résultat inévitable l'empiétement de plus en plus rapide des faits sur le droit, sur le droit divin d'abord, puis sur le droit conventionnel, le droit indéterminé ou *de sentiment*, le droit légal, le droit du plus grand nombre, droits succombant *tous*, tour à tour, parce qu'ils ne sont eux-mêmes que des faits sous l'apparence de droit; il produit en un mot, et produit nécessairement, l'accélération progressive de la marche anarchique de la société vers la découverte et l'application du droit réel, sous lequel tous les faits se rangeront d'eux-mêmes dès qu'ils ne pourront plus, ni se poser, ni se maintenir comme droits.

INDUSTRIE.

Avant que le capital ait absorbé le sol et dominé le travail, l'industrie est elle-même exploitée avec le travail par la propriété foncière.

— Ce qu'il y a de remarquable, c'est que l'industrie, condition d'existence pour la société de notre époque, a la liberté, la concurrence, pour condition d'existence. Or, quand l'action de la liberté, de la concurrence, n'est pas réglée par la raison (et c'est le cas de nos jours, où la raison n'est pas socialement déterminée), elle l'est nécessairement par la force. De là, tous les maux de notre société industrielle, maux inévitables, et qui deviendront intolérables.

« De gré ou de force, dit M. Proudhon, tout industriel qui ne peut être maître doit être compagnon; tout propriétaire qui n'est point envahisseur sera envahi; tout producteur qui, par l'exploitation des autres hommes, ne peut fournir le produit au-dessous de sa valeur naturelle, perdra son travail. » Et l'économiste Rossi : « La concurrence veille sans cesse avec son regard perçant et rapide. Malheur à celui qui s'arrête un instant! il est écrasé par la foule qui le suit au pas de course. Rejoindre celui qui vous précède, le fouler aux pieds et passer outre, c'est là l'effort constant de l'industrie, c'est sa loi et sa vie. » Et ce doit l'être : l'industrie est la guerre qui ne marche à la victoire qu'en accumulant les malheurs, qu'en passant sur les cadavres.

— L'industrie est le moyen auquel l'intelligence a nécessairement recours pour satisfaire le plus largement possible aux intérêts de la vie; or, il n'y a ni travail ni intelligence sans liberté.

Mais, dit-on, la liberté, non soumise à la raison, est une cause de mort pour la société. C'est juste : mais il n'en est pas moins vrai que la société, pour vivre, c'est-à-dire pour faire vivre les hommes de plus en plus agréablement, doit pousser à l'industrie, par conséquent encourager le travail de l'intelligence, favoriser la liberté. Et, demandera-t-on, si la liberté la tue? Eh bien, ce sera justice; car cette société est inique : ce sera raison; car sans le renversement de la société fondée sur l'erreur, ne s'élèverait jamais la société à fonder sur la vérité. « Sans organisation, a écrit Napoléon III, sans droit, sans avenir, la classe ouvrière est comme un peuple d'ilotes au milieu d'un peuple de sybarites... La rétribution du travail est abandonnée au hasard et à la violence : c'est le maître qui opprime ou l'ouvrier qui se révolte... N'ayant ni règle, ni organisation, ni but, machine qui fonctionne sans régulateur, véritable Saturne du travail, l'industrie dévore ses enfants et ne vit que de leur mort. »

— Nous saisissons cette occasion, la dernière peut-être qui s'offrira à nous, de combler une petite lacune que nous venons seulement de remarquer dans nos premières pages. Nous n'avons point d'articles *Banque, Banquiers,* ni *Bourse.* Il est vrai que nous donnons ailleurs ce que ces articles auraient renfermé; néanmoins, il eût fallu les signaler quand ce n'eût été que pour renvoyer à ceux qui les suppléent, par exemple aux mots *Affaires, Capitalistes, Exploiteurs, Finance, Industrialisme, Industrie.*

Nous nous bornerons donc à dire ici que, généralement parlant, le banquier est un faiseur d'affaires en écus; que lorsque plusieurs capitalistes fondent une banque, dans l'intérêt prétendûment des petits industriels, ils les exploitent sur une plus vaste échelle, et, après s'être gorgés de dividendes, renvoient, les mains vides, leurs clients qu'ils ont rendus trop pauvres même pour avoir recours à eux.

Quant à la bourse, c'est l'antre où les gros mâtins de la finance dévorent les petits roquets qui se hasardent à y pénétrer. Alléchés par la curée, les maîtres de l'endroit se donnent ensuite quelques bons coups de dents entre eux, et s'entr'arrachent ce qu'ils peuvent.

Nous faisons le tableau de la société actuelle : avec une autre organisation, bourse, banques et banquiers, s'ils étaient encore nécessaires, prendraient un aspect différent, et rendraient nécessairement aussi service à tout le monde

INÉGALITÉ.

C'est l'essence de ce qui est phénomène. Il y a infailliblement inégalité entre ce qui n'est que mouvement, force, matière.

De l'inégalité essentielle entre les choses, ré-

testablement la non-réalité de ces ies; car, réelles, elles seraient iden- à l'autre.

ement parlant, l'inégalité entre les déterminée par la force aussi longtemps norance; elle a alors pour expression : *e plus possible; aux faibles, le moins* e sera déterminée par la justice, quand e, c'est-à-dire quand la vérité sera son expression sera alors : *à chacun nnes intentions et son mérite.*

TÉS SOCIALES.

e d'ignorance sociale de la vérité, ces ont dues à l'organisation de la société t la tendance est de les rendre le plus nchées et ineffaçables. Sous l'empire i, elles seront uniquement relatives à physiologique des organismes et à chacun fera de son intelligence, de sa rganisation sociale sera alors conçue d'adoucir la position de ceux qui, dans ique, sont placés plus bas que les au- timuler les hommes de peu de volonté.

.

adjoignent à la matière une puissance stincte d'elle, appellent son état essen- *e*, qui est précisément l'opposé du , de la force, de la matière, en un mot. ilité seule, la réalité (nous la suppo- trée) est inerte, en ce sens qu'elle ne nouvoir, ni être mue. L'âme isolée, ou ité, est nécessairement immuable, ne it, est sans qualité, sans accidents. force, à du mouvement, à de la matière, nt essentiellement active, au moyen de *é* de l'organisme, qui la fait se perce- s modifications de celui-ci, et qui la iissance, faculté, volonté.

ie nous venons de dire est opposé de à ce qu'affirment ceux qui admettent la i du moins l'arrangement de toutes un être personnel suprême et tout a matière créée ou le chaos débrouillé , n'ont nécessairement pas d'autre mou- celui qu'il leur a imprimé par sa vo- e volonté, pour être comprise, suppose e de la matière, et l'intelligence à mplique la liberté. « Entraînés, dit Lemaire, par l'ascendant suprême de qui mène tout ce qui est faux à la con- les philosophes et les théologiens qui a matière inerte, par cela même qu'ils la supposent commandée, lui donnent implicitement la puissance de désobéir et de se révolter contre son roi. » Le moindre écart dans la voie du raisonnement conduit logiquement à l'absurde.

INÉVITABLE (*Sanction*).

Une sanction, pour être réelle, doit être incontestable et infaillible, ou *inévitable*. Or toute sanction pénale terrestre, civile, peut être contestée, évitée. Il n'y a donc que la sanction ultra-vitale, la sanction religieuse, qui soit réelle. Si la menace de la guillotine, faisant tomber les têtes opposantes sans exception, avait suffi pour extirper toute idée, toute velléité de résistance, la formule de la première république française : *Liberté, égalité et fraternité, ou la mort*, eût eu un sens. Mais celle de la nouvelle république (1848) : *Liberté, égalité, fraternité*, tout court, n'est bonne qu'à émerveiller et à attendrir les niais.

INEXPIABLE.

Cela veut dire : ou qu'on ne peut expier par aucune peine; ou bien qui ne sera suivi d'aucune peine pour l'expier. L'un et l'autre sens est inconciliable avec la liberté temporelle de nos actes et la justice éternelle de leurs conséquences.

INEXPRIMABLE (*Idée*).

Une idée inexprimable et par cela même inconcevable, n'est pas une idée. Car l'idée est l'abstraction de la sensation, et cette abstraction ne se fait qu'au moyen de signes, du verbe, de l'expression. Celui qui ne sait pas manifester l'idée qu'il prétend avoir, avoue implicitement que la vanité seule le pousse à affecter la connaissance de ce qu'il ignore, et qu'il n'exprime point précisément parce qu'il l'ignore.

INFAILLIBILITÉ.

La raison seule peut être infaillible; les intelligences qui l'appliquent ne le sont pas. La constitution de la société sous le règne de l'ignorance exige néanmoins la supposition d'une souveraineté infaillible. Tant que la foi demeure possible, c'est l'infaillibilité du pape qui domine les questions d'ordre social, et il y a pouvoir absolu d'un seul ou de quelques-uns, il y a despotisme; dès que l'examen a intronisé le doute, c'est l'infaillibilité des majorités qui succède à celle du sacerdoce, et il y a anarchie.

INFANTICIDE.

Pour savoir quand il y a meurtre d'enfant, homicide, et non destruction, perte, ou plutôt abandon d'un peu de matière plus ou moins organisée, pour

savoir en un mot quand il y a crime, il faut déterminer avant tout quand il y a enfance, et surtout quand il y a humanité. L'homme chaste commet-il l'infanticide de tous les enfants auxquels il ne donne pas naissance? Le débauché tue-t-il ceux qui viendraient au monde s'il menait une vie moins irrégulière? Le mari qui limite volontairement le nombre de ses enfants, est-il le meurtrier de ceux qu'il aurait eus de plus sans cette mesure de prudence? Le malheureux que la misère, la jeune fille que la honte forcent à déposer leurs enfants aux enfants-trouvés, où il y a à parier plus de trois contre un qu'ils mourront dans les premiers dix jours, sont-ils coupables au moins d'homicide involontaire?

Les économistes qui redoutent l'excès de la population pauvre, voudraient bien que l'avortement fût légalement toléré; ils vont même jusqu'à prétendre qu'il faudrait innocenter l'exposition des enfants nouveau-nés, laquelle n'est cependant qu'une manière indirecte de les mettre à mort. Ils ne sont embarrassés que d'une seule chose, savoir, de fixer l'époque précise où l'enfant est assez homme pour que la loi doive empêcher de le sacrifier.

Tout cela prouve que, socialement considérée, notre ignorance est encore radicale et complète, que notre organisation sociale est abominable, et que les publicistes qui s'évertuent à trouver les moyens de la conserver sont absurdes.

INFINI. L'opposé de *fini*, ou ce qui ne peut pas être limité.

C'est par conséquent ce qui est indivisible, immatériel.

On appelle aussi *infini*, en prenant ce mot au figuré, le fini qui ne finit pas; c'est comme si l'on disait : la matière qui reste toujours matière. Le premier infini, le véritable, a pour signification *sans bornes;* le second, celui qui n'est infini que de nom, signifie : *dont les bornes peuvent indéfiniment être resserrées ou étendues.*

Pris dans le sens d'indivisible, d'immatériel, l'infini ne peut s'appliquer ni au temps, ni à l'espace : quelque grand qu'on suppose celui-ci et quelque long qu'on fasse celui-là, ils ont toujours pour terme le moment où, soit par lassitude, soit par épuisement, on cesse d'y ajouter quelque chose.

INFLEXIBLE.

Rien, dit-on, *n'est plus inflexible qu'un fait.* Cela est vrai et faux : vrai, en ce que *ce qui est, est;* n'avoir voulu formuler que cette proposition tautologique est une niaiserie. Cela est faux, en ce que le fait aurait pu, sans absurdité, être tout autre, et même être diamétralement opposé; il n'y a, sur un fait, de question rationnelle à poser que celle-ci : *est-il*, ou *n'est-il pas?*

Ce qui est bien plus inflexible qu'un fait, ce qui même est seul réellement inflexible, c'est un bon raisonnement. Ce qu'il affirme, que d'ailleurs ce soit ou ne soit pas encore expérimenté, doit se réaliser et se réalisera, exactement comme le raisonnement le formule et pas autrement, sous peine d'absurdité, d'impossibilité, c'est-à-dire, de négation de tout raisonnement réel.

ININTELLIGIBLE.

Ce qui existe pour nous est compréhensible par nous; car aucun fait ne peut se manifester à nos yeux s'il n'a été conçu par notre intelligence. Il est fâcheux que des choses aussi simples aient besoin d'être dites.

INJUSTE. Contraire à la règle d'action.

Injuste est synonyme d'irrationnel; car la règle d'action, la règle morale, établie par le raisonnement, doit être ou du moins passer pour être conforme à la raison.

Si l'homme n'a rien à attendre au delà de la vie organique présente, rendre, pendant cette vie, les autres hommes malheureux pour se préparer un sort plus heureux à soi-même, n'est pas une injustice; c'est un acte de raison. Car se faire du mal dans l'unique intention de souffrir, est une insoutenable folie. Une action appelée *injuste* est toujours un acte utile à celui qui le commet, ou du moins cru utile par celui qui le commet. Sans cela pourquoi le commettrait-il? Pour le plaisir de faire une injustice? Cela n'a de sens que pour les insensés.

— Ce qui ne s'explique que par l'absence de raison, c'est la conduite de ceux qui évitent l'injustice lorsqu'il y a profit à la commettre, et qu'on peut la commettre sans avoir à craindre de funestes conséquences. « Personne, dit Platon, n'a encore prouvé que l'injustice est le plus grand mal de l'âme, et la justice son plus grand bien. Car si,... dès l'enfance, on vous eût inculqué cette vérité, au lieu d'être en garde contre l'injustice d'autrui, chacun de nous se serait tenu en garde contre la sienne; on craindrait de lui donner entrée dans son âme, comme au plus grand des maux. » Ce passage est admirable. Nous ajouterons, que la seule manière de prouver que l'injustice est un mal, c'est de démontrer que l'âme qui n'en souffre pas toujours dans la vie présente, en portera la peine dans une autre vie, c'est-à-dire qu'elle est immortelle ou plutôt éternelle, ou réelle, et que ses actes libres ont toujours des conséquences fatales.

CE.

u'il est impossible de maintenir un gou- basé sur l'injustice; c'est vrai quand ice est socialement reconnue pour telle. e est nécessaire à l'existence de l'ordre, uve moyen de la faire passer pour juste, ant d'examiner si elle l'est ou non; alors tice absolue devient juste relativement : égitime. L'exploitation des masses en emple saillant. Dès que cette justice ut être mise en discussion, elle est re- uste, et alors, de deux choses l'une, ou bsolue triomphe, ou la société périt.

É.

e naît avec ce qui naît (nous réclamons e pour cette proposition tautologique), avec son corps, son organisme, et les ígissent nécessairement et aveuglément ppements de celui-ci. Il ne naît point idées, avec des sentiments, avec une ; car conscience, sentiments et idées re chose que des organes, que des attrac- es répulsions, que des mouvements, de . Quand cet *autre chose* uni à l'orga- trouve dans les conditions requises pour anifeste, les impressions deviennent des et des besoins; le raisonnement s'en t la volonté intervient pour déterminer : le raisonnement habituel est la con- aire naître l'homme avec une conscience est du matérialisme, aussi bien que de le e avec des idées, avec une intelligence loppée.

ENCE.

s'emploie dans les significations d'*igno- mal* et de *non culpabilité :* il faut bien se garde de les confondre. Celui qui ignore e mal, est incapable de mal et de bien; pour mmettre le mal, il faut préalablement le et le distinguer du bien, qui lui est op- s science, point de moralité. Nous parlons ns de la justice éternelle qui juge les inten- ant à la société, ne tenant compte que de êt, c'est-à-dire de sa prospérité et de sa ion, elle s'arrête surtout au fait, et ne se ute de punir, comme *coupable, l'innocent* nui. — Voir le mot *Synonymes*.

ATION.

novation est une réforme, une modifica- me comme telle dans l'intention du réfor- mais anarchique par ses effets de réforme partielle. Toute réforme partielle affaiblit l'ordre ancien et n'établit pas un ordre nouveau. L'unique bien qu'elle fasse, c'est d'augmenter le mal dont l'excès forcera de recourir au bien absolu comme remède complet, et par conséquent comme seul remède efficace.

INQUISITION (*L'*). C'est la force sociale, le bourreau, au service de l'hypothèse admise socialement comme sanction religieuse, et dont, dans l'intérêt de l'ordre, l'examen doit être étouffé à tout prix.

Une inquisition est par conséquent nécessaire, est bonne et juste, aussi longtemps que la vérité n'est pas connue, et qu'il est possible d'empêcher qu'on ne discute ouvertement l'erreur. Une autre conclusion à tirer de notre définition du mot *inquisition*, c'est que toute religion hypothétique, en d'autres termes, toute religion révélée, a besoin, pour être nationale, de disposer de la force afin de pouvoir refréner et dompter les volontés. Mais ajoutons que ce moyen s'use vite aussitôt qu'on est dans l'obligation d'y recourir fréquemment. Lorsque enfin la révélation a perdu sa force coactive, elle cesse d'être sociale, et tombe au niveau de toutes les opinions auxquelles l'ignorance a donné cours, ayant constamment à combattre ceux qui contestent son autorité, dans le but de se maintenir, tant bien que mal, et seulement à titre d'égalité négative, à côté de ses contradicteurs.

— Le mot *inquisition* soulève de vieilles passions qui ne permettent pas de réfléchir; on crie *en faveur,* on déclame *contre*, et personne ne raisonne *sur*. Il est cependant facile de démontrer que, pour avoir de l'ordre, il a fallu faire appel au bûcher, comme il serait facile de prouver qu'il suffirait d'en rallumer les flammes aujourd'hui pour précipiter à l'instant l'anarchie finale. Comme tout ce qui est irrationnel au sens absolu, le bûcher, quoique très-logique relativement à l'époque d'ignorance, a son temps déterminé d'existence; ce temps est donc borné nécessairement : examinons la question de sang-froid.

Toute idée non incontestable (et il n'en est point d'autre tant que la vérité est ignorée) a besoin, pour conserver sa puissance, de l'appui de la force, laquelle seule la tient hors de l'atteinte de la discussion qui la renverserait. C'est là la théorie que la pratique confirme à toutes les époques de l'histoire. Nous nous bornerons à citer Calvin, ce fougueux ennemi de l'inquisition romaine : il exhorta le roi Édouard VI d'Angleterre à réprimer les hérétiques par le glaive, à l'exemple du saint roi juif Josias, et lui recommanda d'abolir entièrement, et de *racler* tout ce qui sentait la superstition et les fausses

doctrines, dans les mêmes termes qu'employa le pape saint Pie V pour exhorter le roi Charles IX à détruire les protestants. Il fit plus : il écrivit un livre exprès pour démontrer que les hérétiques doivent être mis à mort.

« Vous ne trouverez pas une seule nation (ce sont les paroles du comte de Maistre), je ne dis pas *chrétienne*, je ne dis pas *catholique*, mais seulement policée, qui n'ait prononcé des peines capitales contre les atteintes graves portées à la religion. Qu'importe le nom du tribunal qui punit les coupables? Partout ils sont punis, et partout ils doivent l'être. » Cela est ainsi et ne saurait être autrement : car toute nation cherche à se conserver comme telle; or elle n'est nation que par la révélation qui lui sert d'autorité suprême, de base; donc elle doit sacrifier à cette révélation tous ceux qui tentent de la renverser, de la déprécier même.

— La force ne peut faire triompher une idée, sans, en même temps, la miner, l'ébranler, par la lutte incessante qu'elle est dès lors appelée à soutenir contre la tendance à tout examiner, tendance essentielle à l'homme, et aussi infailliblement progressive que le sont les besoins mêmes qui la font naître et qu'elle multiplie. Devenue persécutrice (la force dans ces circonstances ne saurait y échapper), elle fait plus de prosélytes à la cause de la liberté que de victimes de la violence, et elle succombe enfin sous les conséquences inévitables du développement auquel il lui a été impossible de se soustraire, et des abus qui font partie d'elle-même.

— Les persécutions des chrétiens par les nations anciennes n'ont été que l'application des principes d'intolérance et d'inquisition que les chrétiens eux-mêmes ont appliqués plus tard si largement, soit pour se défendre au dehors contre les infidèles, soit pour exterminer leurs propres hérétiques au dedans.

INSOLUBLE.

Une question absurde n'est pas insoluble; au contraire, elle est résolue dans le sens négatif dès que cette absurdité est démontrée. Pour être absolument insoluble, il faut qu'une question, sans renfermer rien d'absurde, soit néanmoins, et incontestablement, hors de toute possibilité d'être saisie par l'intelligence, discutée et résolue. Exemples : les actions sont-elles récompensées ou punies pendant la même existence organique dans le cours de laquelle elles ont été commises? Cette question est absurde. Si chaque individu heureux ou malheureux se rappelait la conduite bonne ou mauvaise qui lui ont mérité son sort, il perdrait toute liberté d'agir, car il ne pourrait plus sciemment et volontairement préférer son malheur à son bonheur, il ne pourrait donc plus faire ni le bien ni le mal. Les actions d'une vie organique seront-elles récompensées ou punies *complétement* pendant la vie qui la suivra immédiatement? Cette question est insoluble. Il n'y aurait rien d'absurde à ce qu'elle propose; mais le contraire n'est pas absurde non plus. Heureusement, cela ne nous importe guère à savoir. Ce qui seul nous importe, ce que nous savons, en un mot ce qu'il y a de certain, c'est uniquement que les actions sont nécessairement récompensées ou punies.

INSPIRATION. Moyen prétendu de parvenir à la connaissance de la vérité sans l'intermédiaire du raisonnement.

Les vérités inspirées ne sont point transmissibles, car elles sont sans preuves, sans raison; elles sont incompatibles avec la liberté, car elles éclairent celui qui les possède, indépendamment de son intelligence, de sa volonté, indépendamment de lui; elles impliquent l'injustice, car elles sont départies arbitrairement, ou du moins inégalement aux hommes.

INSTINCT. Ensemble de propriétés d'un être matériel.

L'instinct appartient exclusivement à l'organisme. Les actes auxquels il donne lieu doivent en conséquence être relégués dans la sphère des mouvements purement organiques. Appliqué à la pensée, le mot *instinct*, employé sans correctif, trahit le matérialisme. Car si l'instinct et la pensée sont de même nature, il n'y a plus deux natures dans l'homme, et l'âme, l'immatérialité, nous échappe sans retour. L'instinct est donc le mouvement, la matière, le résultat aveugle et nécessaire des lois éternelles, la force, la vie, soit particulière, soit générale; cet instinct fait agir l'homme, lorsque le raisonnement ne motive pas immédiatement ses actes.

C'est l'âme dans ce cas, qui s'était formé antérieurement une règle de conduite, laquelle est devenue pour elle un sentiment déterminé, une habitude, une espèce d'instinct, peu importe d'ailleurs qu'elle l'eût acceptée sur la parole d'autrui ou qu'elle l'eût élaborée elle-même. Elle se conforme *d'ordinaire*, il est vrai, à cet instinct prétendu, sans raisonner davantage, si ce n'est en acquiesçant tacitement à l'idée préconçue et arrêtée qui l'exprime; mais néanmoins elle demeure libre d'adopter des motifs diamétralement opposés et de se résoudre à poser des actes contraires dans le sens le plus absolu; et souvent elle use largement de cette liberté-là.

:t et raison, a dit fort sagement Pascal, de deux natures. » Aussi la raison peut-elle imposer silence à ce qu'on a figurément *nstinct* chez l'homme, tandis que l'instinct ent dit, l'instinct chez les animaux, tient ux-ci de volonté, d'intelligence, de raison.

NCTS DE L'AME (*Les*).

partout : *Les nobles instincts de l'âme.* actérise bien un siècle matérialiste. L'âme t d'instincts, ni nobles ni ignobles. Elle isibilité même, *le sentir,* sans qualité ima- sans modification possible. L'âme est le réel de l'intelligence, c'est-à-dire qu'unie à iisme, elle donne naissance à la perception, nent de l'existence : elle est donc une des le toutes les mutations éprouvées, de toutes itions, de tous les phénomènes qui affectent . C'est par elle seule qu'il y a raisonne- t par le raisonnement seul qu'il y a des , comme on dit improprement, nobles ou . L'âme est, sans plus : le raisonnement u mauvais; l'homme, innocent ou coupable.

TUER.

nfond parfois l'institution avec l'organisa- rangement; en voici la différence. L'homme e ni la famille, ni la société, ni la propriété, l'expression du raisonnement, sans quoi it aussi les abolir; et le raisonnement ne pas lui-même : mais l'homme organise pro- amille et société, d'après la nécessité rela- n époque.

t cette organisation survit aux besoins qui lonné l'être, elle devient abusive et de- me réorganisation. La nécessité sociale a finalement l'application de la vérité ab- organisation alors sera définitive.

:TUTION.

inde erreur du jour, c'est de croire qu'on les doctrines, qu'on fonde des doctrines s!, au moyen de nouvelles institutions. Le e est la vérité. C'est sur les doctrines et n des doctrines, que les institutions sont ; et une fois les doctrines renversées, tout it avec elles. La vérité *arrêtée* par le pou- justice *décrétée* par la législature, l'ordre iis sous la protection de la gendarmerie, irs sauvegardées par la police, sont des és dont l'anarchie est la conséquence.

RUCTION. *Réelle,* l'instruction consiste à accepter comme vrai que ce dont elle dé- montre l'incontestabilité; *illusoire,* elle donne pour vérité ce qu'elle appuie sur le sophisme exclusive- ment.

Basée sur l'éducation, l'instruction a la foi pour preuve et l'ignorance pour garantie. Au cas con- traire, c'est elle qui prouve ce que l'éducation a révélé.

— Aujourd'hui, l'instruction est exclusivement panthéiste; elle détruit par conséquent les effets de l'éducation qui est anthropomorphiste, et elle sert à renverser l'ordre encore existant, ordre établi par l'anthropomorphisme. Cette instruction s'oppose en outre à l'établissement d'un ordre nou- veau, qui, basé sur la sanction ultra-vitale, devra être essentiellement religieux, c'est-à-dire dériver de la réalité démontrée des individus, réalité niée, indirectement du moins, par le panthéisme.

— Dès que la discussion est socialement libre, il faut de toute nécessité, et le plus tôt possible, organiser la société de manière que l'instruction devienne le partage de tous ceux qui en font partie, et par conséquent soit donnée gratuitement, de manière donc que cette instruction puisse être reçue par chacun des membres de la société, jouis- sant tous également du loisir indispensable pour l'acquérir. C'est dire en d'autres termes que la liberté sociale de discussion a pour suite inévi- table le remplacement de nos vieilles sociétés par la société nouvelle. En effet, sur quoi l'ordre repose-t-il dans les sociétés établies? Sur le mo- nopole de la richesse, tant intellectuelle que maté- rielle, sur le monopole des connaissances et de la propriété. Qu'est-ce qui perpétue cet état de choses? L'instruction qui est un privilége, dévolu, en vertu de l'organisation sociale, à la classe la moins nom- breuse possible de citoyens. Qu'est-ce qui donne les moyens de profiter des avantages inappréciables attachés à l'instruction? La position qu'on occupe dans la société. Et enfin de quoi dépend pour chacun la détermination de sa position sociale? Du hasard de sa naissance.

Nul ne nous contestera, pensons-nous, que, là où il est permis à tous d'examiner, de discuter et de conclure, cet ordre *de fait* tombera nécessairement, devant le premier effort bien combiné du raisonne- ment pour le démolir et lui substituer l'ordre *de droit.*

Mais, après?...

INSTRUCTION OBLIGATOIRE.

L'État veut instruire le peuple *jusqu'à un certain point;* cela se conçoit. L'État est la personnification de la partie officielle de la société, qui, pour mieux faire valoir son exploitation de la partie non offi- cielle, sent le besoin de s'y faire des instruments

les plus propres possible à répondre à ses exigences. Mais qu'il force le peuple à accepter sa science, ne fût-ce que celle de lire, écrire et calculer, à laquelle se mêlera toujours la manière de penser de celui que l'État paye pour lui façonner des sujets; mais qu'il punisse les malheureux qui ne peuvent que difficilement lui obéir ou qui éprouvent une répugnance fort naturelle à lui obéir, c'est, nous semble-t-il, pousser trop loin les conséquences de son organisation.

L'État a intérêt aussi à ce que le peuple fournisse son contingent d'ouvriers sains et robustes; sa loi violera-t-elle le domicile du prolétaire pour aller le frapper au moindre écart de régime? Autant vaudrait rétablir l'ancien esclavage domestique, afin que chaque capitaliste pût surveiller, par lui-même ou par ses contre-maîtres, le nombre d'ouvriers qu'il lui est utile d'employer. On ne nous en croira que lorsqu'il sera trop tard : on creuse de plus en plus profondément la ligne de démarcation qui sépare le pauvre du riche; le jour n'est pas loin peut-être où le premier la franchira, non plus seulement pour s'emparer de l'or qu'il convoite, mais, avant tout, pour se venger de ceux qui ne s'en servent que dans le but de l'opprimer plus complétement.

INSTRUCTION PRIMAIRE.

Les libéraux veulent conserver ce qu'ils ont, c'est-à-dire l'état de choses qui les rend les maîtres de la société. Cependant ils soutiennent de tous leurs efforts, ils étendent même l'instruction primaire, au moyen de laquelle le peuple apprendra de plus en plus qu'il est exploité au profit d'un ordre, devenu impossible dès que personne ne croit plus à sa justice, à sa raison. Si le bourgeoisisme raisonnait, il devrait au contraire défendre d'enseigner à lire et à écrire aux prolétaires, sous peine de mort. Il est vrai que, par cela seul que le bourgeoisisme existe, c'est trop tard.

— En faisant donner au peuple quelques éléments d'instruction, les bourgeois n'ont en vue que leur intérêt propre. Le peuple le sent empiriquement, et c'est pour cela qu'il repousse, dans ce qu'il croit son intérêt à lui, l'instruction bourgeoise. Ce que l'État lui offre comme gage d'affranchissement, il le refuse de peur d'une plus dure servitude.

INSURRECTION.

L'insurrection est, non un des droits, mais une des nécessités du système représentatif. Quand la majorité parlementaire ne représente plus la majorité nationale, la minorité se met à la tête du peuple, et à moins que le pouvoir ne cède, il y a insurrection : c'est un fait inévitable. Et ce fait accompli, le système représentatif recommence son fonctionnement, mais un peu plus à soubresauts, le fait insurrectionnel devant nécessairement se reproduire et de plus en plus fréquemment.

Sous le régime du droit divin, il n'y a point d'insurrection, ou le droit divin est renversé; sous le droit réel, sous le régime de la raison, toute insurrection est impossible, si ce n'est à l'hôpital des aliénés. Quand le *représentativisme* a mené à l'anarchie, la dernière des révolutions établit l'ordre définitif.

INSURRECTION EST LE PLUS SAINT DES DEVOIRS (*L'*).

Est-ce pour tout le monde, dans tous les cas possibles, et contre qui et quoi que ce soit? La mise en pratique de ce devoir est dans ce cas l'anarchie en permanence. Dire que ce n'est que pour les plus forts, n'aurait pas de sens; car pourquoi s'insurgeraient-ils? Ils sont les maîtres. Ils sont devenus les plus forts par l'insurrection; soit : mais cela ne se proclame pas; ce serait d'un exemple dangereux. La maxime signalée, traduite en langage franc, signifie donc uniquement : que les plus forts ont toujours raison; que, malheur aux insurgés! s'ils ne sont pas assurés d'avance que la force a passé de leur côté; qu'en un mot pour réclamer un droit il faut pouvoir l'ériger en fait.

— « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes » est, pour la théologie, ce que la formule révolutionnaire est pour la politique. L'Église, devenue la plus forte en s'y conformant, a fait brûler les réformateurs qui s'insurgeaient contre elle pour prendre sa place; les réformateurs ont fait de même pour ceux qui obéissaient à Dieu plutôt qu'aux Églises nouvelles qu'eux avaient fondées. C'est précisément comme le *comité de salut public*, qui envoyait à la guillotine les républicains dont les idées sur la liberté contrariaient les siennes : eux aussi cependant ne faisaient qu'obéir à leur conscience, au principe qu'ils s'étaient imposé, à Dieu plutôt qu'aux hommes, c'est-à-dire plutôt qu'à la conscience, qu'au principe, qu'au Dieu du comité de salut public, et ils ne faisaient que remplir le plus saint des devoirs en s'insurgeant. Paroles que tout cela, hypocrisie d'une part, duperie de l'autre; en d'autres termes, *ignorance* de toutes parts!

INTELLIGENCE. Au propre : propriété de se percevoir, de raisonner, dont jouit un être formé par l'union d'une sensibilité immatérielle avec une partie de matière, et se trouvant dans les circonstances voulues; au figuré : l'instinct.

elligence est l'homme complété par le con- cessaire avec un ou plusieurs êtres de son contact d'où naît *nécessairement* le dévement du verbe. Avant ce développement, par uent hors de l'état de société, il ne se made l'homme, pour les autres hommes, que ;anisme, sa vie particulière, *la bête*.

e la relation de dépendance où l'intelligence ve à l'égard de l'organisme auquel l'âme est n a souvent conclu à la matérialité, au mée de l'intelligence elle-même. On a dit : « Ce us donnez pour principe à l'intelligence, :omme vous l'appelez, naît avec le corps, 'ec le corps et décroît avec lui, se développe lui, s'arrête quand il s'arrête, recule quand e, dort pendant son sommeil, souffre pens maladies, meurt à sa mort. » Nous répon- comme l'intelligence est le résultat de du *sentir* qui seul peut être immatériel, *modificabilité* qui ne peut l'être sous aucun , il est évident que, cette modificabilité umise à des entraves ou faisant entièrement l'intelligence doit subir exactement les vicissitudes, non parce qu'elle est maténais parce que, sans la matière, elle ne serait ndition essentielle de la manifestation de ;ence, la matière (rien que la matière) ne être intelligente réellement.

t à l'âme qui est *le sentir* même, la sensielle est immodifiable et par conséquent llement inintelligente; lorsque la matière 'être organisée, comme il faut qu'elle le r que son union avec une âme rende le dénent de l'intelligence possible, cette intels'évanouit, et quoique l'âme reste, elle :omme si elle n'était pas, c'est-à-dire qu'elle conscience de son existence, qu'elle ne lus lieu à l'être pensant et voulant appelé Dire : l'âme est le résultat de telle combie la matière, parce que sans cette combi- sentiment ne se montre plus, est comme sait : « Le langage à distance est l'effet du :ctrique, » parce que l'électricité, appliquée raphe, sert à transmettre instantanément s aux endroits les plus éloignés.

LLIGENCE DES ANIMAUX.

être clair tout de suite en simplifiant le ment, substituons *sensibilité* à *intelli-* n effet, si les animaux pensent, ils sentent, ırs leur sentiment est, aussi bien que le ı raisonnement en vertu duquel ils se diseux-mêmes de ce qui les fait se sentir. , les animaux supposés sensibles comme nous, ont nécessairement comme nous des droits à exercer et des devoirs à remplir; ils ont les mêmes droits sur nous que nous avons sur eux, et nous avons envers eux les mêmes devoirs qu'envers nos semblables.

Posée de cette manière, la question devient excessivement embarrassante pour ceux qui repoussent l'automatisme des animaux. Car enfin, nous ne vivrions pas, si nous ne pouvions nous nourrir de chair et de végétaux; marcher, respirer, seraient pour nous des crimes, chacun de nos pas, chacune de nos aspirations, coûtant la vie à des animalcules sans nombre. Et si nous alléguons nos besoins, si nous nous fondons sur la force dont nous sommes doués pour les satisfaire aux dépens des êtres inférieurs à nous, on peut nous répondre que ce raisonnement justifie tous les despotismes et tous les actes possibles d'exploitation et de cruauté de quelques hommes sur tous les autres, moins puissants, moins riches et moins habiles qu'eux. En quoi se résume le mal que les hommes se font les uns aux autres? Dans les souffrances qu'ils se causent mutuellement. Pourquoi le font-ils? Pour se procurer à eux-mêmes une somme plus grande de jouissances. Mais si les animaux jouissent et souffrent aussi bien que nous, c'est-à-dire s'ils sentent, s'ils se sentent, si par conséquent ils se sentent bien ou mal, il est incontestable que, de deux choses l'une : ou il est de notre devoir de nous laisser mourir de faim pour ne pas leur nuire, ou bien nous sommes de grands sots de reculer devant la crainte de nuire à nos semblables lorsque nous sommes fondés à nous en promettre un peu plus de bonheur pour nous.

INTELLIGENCE (*Monopole des développements de l'*).

Ce monopole est la condition *sine quâ non* de la durée du despotisme, laquelle est la condition *sine quâ non* du maintien de l'ordre aussi longtemps que la société ignore si le droit est réel. La raison en est fort simple : comme il est indispensable pour que la société existe qu'il y ait sinon connaissance socialement démontrée de la réalité du droit, du moins acceptation générale d'une opinion sur cette réalité, il est de toute nécessité qu'une fois cette opinion imposée, la société empêche que personne ne la batte en brèche. Or, comme ce n'est qu'une hypothèse, le seul moyen de faire qu'elle continue à passer pour la vérité est de défendre, sous peine de mort, qu'on la discute.

Tant que le pouvoir a conservé le monopole des développements de l'intelligence par l'éducation et l'instruction, il y a eu ordre par le despotisme;

depuis qu'il l'a perdu, il y a anarchie par l'examen : cela durera jusqu'à ce qu'il y ait ordre de nouveau par la découverte et l'application de la vérité.

INTELLIGENCE (*Progrès de l'*).

Ces progrès sont réels pour ce qui est de la connaissance des faits, des phénomènes et des lois auxquelles ils sont soumis; ces progrès sont nuls pour la détermination de la certitude morale, de la vérité sociale. « Les peuples de l'Europe, disait déjà Robespierre, ont fait des progrès étonnants dans ce qu'on appelle les arts et les sciences, et ils semblent dans l'ignorance des premières notions de la morale publique; ils connaissent tout, excepté leurs droits et leurs devoirs. »

Cette vérité de fait, qu'on ne saurait révoquer en doute, donne lieu à une remarque bien importante. Où nous mènent, en dernière analyse, les progrès que nous faisons? A augmenter nos moyens d'agir, à étendre la puissance de l'homme. Indiquent-ils à quoi l'on doit employer cette puissance, quel usage il faut en faire, en un mot, comment il faut agir? En aucune manière.

L'homme ne connaît pas la vérité; il ne peut donc pratiquer sciemment la justice. Son unique but est de se satisfaire, à tout prix, aux dépens de qui que ce soit. Les progrès de l'intelligence ne font en définitive que lui faciliter les moyens de l'atteindre. Ces progrès parviendront au point qu'il sera impossible à la société d'empêcher que le mal ne se commette, et de le punir quand il sera commis.

Comment cet état de choses, qui serait la fin de la société si la société pouvait finir, aura-t-il un terme? Par la découverte et l'acceptation de la vérité, par l'organisation et l'application sociale de la justice. Le crime ne sera finalement vaincu et rendu impuissant que lorsque l'homme se sera démontré que le mal nuit toujours, avant tout et surtout, au coupable, qui n'est méchant que par suite de son mauvais raisonnement, et principalement du point de départ de ce raisonnement, qui lui fait voir son intérêt précisément là où il n'est pas. Or, pour que le mal soit vaincu de cette manière, il faut nécessairement que l'ignorance s'évanouisse, ce qui ne sera qu'après que le crime aura épuisé toutes ses ressources et prouvé ainsi toute son inanité, toute sa nullité. Voilà, nous paraît-il, la nécessité de l'excès du mal pour que le bien surgisse, suffisamment démontrée.

INTENTION. Volonté intime.

L'intention non manifestée n'est du ressort que de la justice éternelle. Personne, fût-ce la société entière, n'en est juge. Nous pouvons, nous devons même condamner ce que nous croyons le mal; la société doit punir ce qui trouble l'ordre établi et menace son existence. Mais, dans le doute, nul n'a le droit de dire que le coupable a eu l'intention de mal faire, qu'il est coupable dans le vrai sens du mot : s'il y a la moindre possibilité de supposer sa bonne foi, il ne faut pas le déclarer de mauvaise foi, c'est-à-dire intentionnellement méchant.

INTÉRÊT. Avantage.

On a beaucoup calomnié l'intérêt : sans l'intérêt cependant, il n'y aurait point d'actes; car l'homme n'agit que parce qu'il éprouve le désir, le besoin d'agir, en d'autres termes, parce qu'il a, ou qu'il croit avoir intérêt à agir. Agir, c'est donner un corps à la conclusion d'un raisonnement, et raisonner, c'est déterminer dans quel sens a intérêt d'agir celui qui raisonne. Sans cela quels seraient le mobile et le but du raisonnement? La gratuité, a-t-on dit, en d'autres termes le caprice, le hasard. Mais ces mots, qui équivalent ici à *rien du tout,* ne satisfont que ceux qui sont prédestinés à être dupes. La seule question donc à résoudre est celle de savoir quel est en effet l'intérêt *réel* de l'homme, intérêt auquel il lui importe de sacrifier toujours et en tout état de cause tous ses intérêts *apparents*.

— On s'étonne souvent de ne pas réussir à convaincre les gens auxquels cependant on donne des raisons dont il leur est impossible de contester la valeur. C'est qu'on argumente contre ce que ces gens considèrent comme étant leur intérêt. Or il est infiniment rare que l'homme qui se croit intéressé à ne pas vous écouter, ne se bouche point hermétiquement les oreilles à tout ce que vous pourriez dire de meilleur, de plus concluant. N'en persévérez pas moins dans votre dessein. Sur mille, sur dix mille, il peut s'en trouver un qui cède à vos raisonnements, malgré l'opposition de la cupidité, de la vanité et de la paresse d'esprit. Puis vous aurez rempli votre devoir, et c'est là votre intérêt, à vous.

— Avant que le droit d'examen eût envahi la société, les propriétaires avaient un intérêt social commun bien senti, celui de maintenir l'ordre qui garantissait leur propriété. Depuis que le doute domine, chaque propriétaire n'obéit plus qu'à son intérêt individuel de propriétaire, que du reste lui-même met gravement en péril en contribuant pour sa part, comme fait d'ailleurs tout le monde, à saper l'ordre établi. Les prolétaires de leur côté commencent à sentir que leur intérêt commun est de renverser l'ordre ancien fondé sur l'exploitation de l'ouvrier (jusque-là le doute général les favorise), pour y substituer l'ordre nouveau qui aura

·incipe la suppression de toute exploitation n'ont rien à attendre que de la connaissance érité que la société doit acquérir; ce dont e doutent même pas). La définition de l'in- ocial, telle que nous venons de la donner, ivec elle la démonstration que la victoire ı moins prochaine des prolétaires est as- Elle aura pour conséquence immédiate ıie, pour conséquence médiate la rénovation ociété.

ÉRÊT GÉNÉRAL.

ɔpelle ainsi l'intérêt matériel que le *représen- ve* fait jaillir de la combinaison des égoïsmes amours-propres individuels; de ceux bien ı assez puissants pour se faire représenter, et s mandataires prononcent à la majorité des et intérêt a triomphé de la grande révolution se, au 9 thermidor; il a dominé la révolu- 1830, et fera avorter celle de 1848 (ceci a it et publié en 1848 même). L'intérêt qui lui osé, celui de l'humanité par la justice et la n'a jamais pu et ne peut encore se faire r socialement, à cause de l'ignorance qui oint évanouie. L'application du véritable humanitaire sera une utopie, tant que l'ac- on de la vérité n'aura pas été imposée par de l'anarchie.

ÉRÊT PERSONNEL.

ét, calcul, raisonnement, sont synonymes. ne agit toujours dans ce qu'il croit son Si ses passions ou ses préjugés l'aveuglent, mal; s'il calcule exactement et d'après son véritable, il agit bien.

e système représentatif, expression de l'in- lisme, a naturellement pour maxime de *agir* l'intérêt individuel. C'est logique; mais ut plus alors songer à l'intérêt général dont, nps d'ignorance et de liberté, les intérêts sont la négation. Avant le libre examen, églait les intérêts individuels, et le despo- n faisait jaillir un intérêt général. Cela ne évidemment et décidément plus. Qu'on ne onc pas comme si cela se pouvait : chaque e de centralisation, de réglementation, est vers une explosion révolutionnaire qui nce toujours par réaliser l'anarchie. Il faut gner de bonne grâce au morcellement de ı plus grand, c'est-à-dire à l'antagonisme s en plus violent des intérêts particuliers, ce que la moralité individuelle, conforme ison universelle, ait fondé l'intérêt général dévouement de chacun à tous.

Car, nous le répétons, l'intérêt commun, contrairement à l'opinion générale, ne résulte jamais de la combinaison des intérêts privés, lesquels, loin de s'unir et de se confondre, tendent toujours à diverger et à se combatttre : il résulte seulement et exclusivement d'une science ou d'une foi commune, en d'autres termes, de la contrainte morale, due à une démonstration ou à la persuasion, ou bien de la terreur inspirée par le despotisme. A moins cependant qu'on n'appelle *intérêt général*, comme on fait le plus souvent aujourd'hui, l'intérêt de quelques forts, coalisés entre eux pour écraser les faibles, ou l'intérêt de la majorité votante se sacrifiant l'intérêt de la minorité et celui de tous les mineurs politiques, non appelés à voter. Mais c'est là un monstrueux abus des mots.

INTÉRÊTS DU CAPITAL. Loyer d'un capital monétaire.

Ces intérêts sont nécessairement aussi onéreux que possible pour le travailleur qui *demande* un capital en prêt; ils seront d'autant moins élevés que le travail, plus dans l'aisance, pourra attendre que le capital *offre* ses écus. Dans la société organisée rationnellement, la concurrence pour placer des capitaux fera descendre ceux-ci au *minimum*, comme actuellement la concurrence pour en obtenir les fait toujours monter au *maximum* des circonstances.

— Les intérêts du capital, tels qu'ils s'imposent aujourd'hui, c'est-à-dire sous un régime social dont l'aliénation de la propriété du sol forme la base, ces intérêts, disons-nous, sont nécessairement perpétuels. Car, en définitive, c'est du sol qu'on est censé prêter, et le sol ne s'use pas. Lorsque l'organisation sociale, fondée sur la connaissance et l'acceptation de la vérité, aura fait entrer le sol à la propriété collective, le capital prêté ne portera plus que des intérêts temporaires, viagers, parce que, au contraire du sol, le capital s'use.

— Les intérêts du capital se perçoivent aussi comme loyer d'une propriété mobilière ou d'un instrument de travail. Dans ce cas, lorsque c'est le capital qui exploite, ces intérêts sont nécessairement le plus élevés possible; la concurrence est contre les travailleurs, qui s'offrent au rabais. Lorsque le travail se sera soumis le capital, la concurrence sera toute en faveur des travailleurs, auxquels les capitalistes feront les offres les plus avantageuses en baissant les intérêts de leur capital. — Voir l'article *Revenu*.

INTÉRÊTS MATÉRIELS.

Quand on prend l'épithète *matériels* dans le sens

opposé à celui d'immatériels, on doit dire qu'il n'y a point d'autres intérêts que les intérêts matériels. Tout intérêt est relatif à une modification, et toute modification est matière. Mais pour éprouver cette modification, pour la sentir comme agréable ou fâcheuse, il faut un être moral; tout intérêt matériel suppose donc un être non matériel, qui ait ou prenne intérêt à quelque chose, c'est-à-dire, à une modification quelconque, soit par le sens, soit par la pensée. Les choses n'ont intérêt à rien; sans cela, elles ne seraient plus choses, mais personnes.

Si l'on oppose *matériels* à *moraux*, il y a des intérêts moraux aussi bien que des intérêts matériels; et même, considérés à ce point de vue, tous les intérêts sont moraux.

INTERPRÈTE.

Toute doctrine, prétendument inspirée, révélée, et imposée de ce chef, a besoin d'avoir, pour se conserver vivace, un interprète qui soit réputé ne se tromper jamais. C'est la raison d'être des colléges sacerdotaux et de la papauté qui leur est aussi supérieure que l'unité du pouvoir est supérieure aux corps gouvernants.

L'interprétation de la doctrine, adaptée bien ou mal, ce n'est pas là la question, aux temps, aux lieux et aux circonstances, devient de cette manière la doctrine elle-même, qui, toujours sous le même nom, varie sans cesse et est constamment censée répondre aux variations des besoins.

Là où il y a un interprète infaillible de la loi, il n'y a plus d'autre loi que sa parole, que sa volonté: c'est la loi incarnée, le pouvoir réel, représenté par un homme. Cela vaut infiniment mieux que l'absence de pouvoir, c'est-à-dire, que le pouvoir fait, défait et refait à chaque instant, et au jour le jour, par des majorités toujours hésitantes et incertaines. Mais la domination des majorités est inséparable de la libre discussion, et dès que celle-ci est acquise à la société, il n'y a plus de pouvoir réel. L'anarchie qui dès lors s'avance à grands pas, ne peut être conjurée que par l'autorité de la raison, démontrée à tous et acceptée par tous.

INTERVERTISSEMENT DES LOIS DE LA NATURE.

L'intervertissement des lois de la nature est la négation de ces lois. C'est l'intervention partout et toujours d'un être souverain, dont la volonté tient lieu de lois et rend impossible toute autre intelligence réelle, toute autre liberté que la sienne.

INTOLÉRANCE.

Il y a deux espèces d'intolérance relative à la foi; l'autre, à la scienc mière a pour sanction indispensable la rielle, le bourreau; la seconde, la fo ou un raisonnement rationnellement table.

La vérité est nécessairement intolé le second sens que nous avons donné Celui qui sait que deux et deux font tolérera pas l'affirmation que deux et cinq. Tant que l'ordre social est basé su sition qu'elle déclare vraie, savoir : *Tr un,* celui qui examine cette propositio mis à mort, ou la société périt. Qu sera assis sur la vérité démontrée, si soutient que deux et deux font cin l'objet de la pitié générale, et traité quence.

INTUITION. Connaissance acquise pa moyen que le raisonnement.

L'intuition varie nécessairement ave sition physiologique; elle dépend de la du sommeil, en un mot de tout ce qui l'organisme. Le visionnaire, quand mêm derait le sentiment intuitif du vrai, ne communiquer aux autres, faute d'un propre à sa transmission. Aussi, s'il vaincu, cherche-t-il à imposer son intu vérité par la force ou par la persuasio cette intuition est indépendante de la raisonnement rigoureux, du langage pr un fanatique qui séduit les esprits ou corps; ce n'est pas une intelligence q les autres intelligences, et se les assimi que sorte en leur prouvant qu'elle-mêm forme au principe qui est commun à intelligences, la raison.

INVENTER.

On n'invente pas la vérité. La vérité pendante de la découverte que nous p faire; elle existe, relativement à nous, d que nous la découvrons. Les législateu venté Dieu, qui n'existait pas pour le avant cette invention, la plus belle, la p des inventions qu'ils pussent faire dans suppléer par là à la découverte de la vé Dieu n'existe plus depuis que l'examen a qu'il devait exclusivement l'existence qu'en avaient eu ses inventeurs.

J

(*Dieu*).
jaloux de Moïse a conquis une vaste
onde sous les noms de Jéhovah, de Jésus
net. Et c'est parce que Jéhovah est resté
ésus et de Mahomet, que la révélation
conservée, comme les nationalités isla-
étienne se sont conservées par leur haine
.es juifs tolérés et tolérants, les musul-
ant la main aux chrétiens, disparaî-
nt comme peuples distincts de la surface

monosyllabe est contenu tout un rai-
et même, en germe, tout le raisonne-
; comme si on disait : *Je me sens vivre,*
out à la fois *vivre* et *se sentir*. Vivre,
par une série de modifications; sentir,
oir conscience.
nent est-il la conséquence de la vie, ou
n'est-elle qu'une condition du senti-
d'autres termes, suffit-il de vivre pour
tout ce qui vit sent-il, ou encore n'y
a vie? Dire qu'il y a vie privée de senti-
déjà dire qu'il y a sentiment indépen-
vie, bien que ce sentiment ne puisse se
à lui-même qu'au moyen de la vie, c'est-
série de modifications qu'elle exprime.
hypothèse, il y a deux choses, savoir la
odifications, lesquelles, non senties, ne
ue le mouvement, la force, sans distinc-
phénomènes, et le sentiment dépouillé
ssibilité de modifications, de sensations,
sans la succession indispensable pour
dualité sentante compare son état pré-
nt passé, en transitant vers l'état futur,
titue la vie avec conscience d'elle-même,
nplète l'homme.

JOUIR ET SOUFFRIR.

Il est impossible qu'un être sente son existence, si ce n'est accompagnée de plaisir ou de douleur; qu'il se sente, sans se sentir bien ou mal, agréablement ou désagréablement modifié.

JOURNALISME.

Tout journal est l'expression de l'opinion de ses abonnés. Loin de diriger l'esprit public, il reçoit la direction que ses lecteurs lui imposent, et s'y conforme pour continuer à être acheté et lu. Ses rédacteurs sont des écrivains gagés, minutant sous la dictée d'un parti, d'une classe, d'une secte, d'une école, d'une coterie. Le journalisme est une industrie, un commerce, comme l'opposition parlementaire ou extra-parlementaire dans le système représentatif : la seule différence, c'est que le premier est une spéculation aux yeux de la loi, et que l'opposition politique ne l'est encore que de notoriété publique.

JUGEMENT.

Le jugement est, ou l'acte même de raisonner, et dans ce cas, ce mot sans épithète est presque toujours pris en bonne part; ou bien, il est le résultat du raisonnement, son résumé, et alors le jugement est fondé ou hasardé, juste ou faux, comme le raisonnement même.

Voici les conditions d'un jugement sain : s'il dérive d'une série de propositions identiques, enchaînées à un point de départ au-dessus de tout doute rationnel, il est incontestable; si, au contraire, le point de départ tombe sous le doute fondé en raison, ou si une seule des propositions qui composent le jugement ne se lie aux autres que par un rapport d'analogie, il est contestable.

Nous avons rapporté ailleurs (article *Analogie*), le faux jugement formé sur la seule ressemblance

des animaux avec les hommes, et concluant que les hommes et les animaux sont d'une nature identique. Nous donnerons un autre exemple : « Les sociétés, dit-on communément, n'ayant *jusqu'ici* reposé que sur la croyance commune à des principes protégés par la force contre les dangers de la discussion, tout homme qui conteste cette autorité, renverse la société elle-même. » Ce raisonnement pèche en ce qu'il s'appuie sur l'analogie qu'il y a entre les sociétés existantes et la société qui existera ou n'existera pas après elles. Il fait affirmer, *sans le prouver,* que la société ne peut être basée que sur une autorité non démontrée et que complète la force ; que la raison qui n'a réussi *jusqu'ici* qu'à faire accepter cette autorité comme nécessaire, est incapable de la formuler réellement, de la démontrer et de l'établir comme fondement incontestable de la société ; que cette raison est dans l'impuissance de remplacer la foi socialement, c'est-à-dire, de disposer toujours de la force sociale, comme la force sociale s'est toujours appuyée sur la foi ; que par conséquent, si les sociétés actuelles sont renversées, il n'y aura plus de société du tout, plus d'humanité.

JUGEMENT APRÈS LA MORT.

Les hommes ne pouvaient faire Dieu qu'à leur image : seulement ils ont en sa faveur atténué le mal et exagéré le bien. Dieu est un homme *infiniment* meilleur, *infiniment* plus fort, *infiniment* plus intelligent, *infiniment* plus juste que les autres hommes ; ce qui ne change en rien la nature de la bonté, de la force, de l'intelligence et de la justice, et n'empêche en aucune manière qu'on ne puisse toujours ajouter quelque chose aux prétendues infinités dont on a gratifié ces qualités nécessairement finies. Intelligent, Dieu est libre ; libre, il peut faire le mal, car autrement il ne pourrait pas faire le bien ; juste, il se fâche contre la méchanceté ; bon, il pardonne au repentir et ne punit que l'impénitence finale. Au terme de la vie, Dieu pèse les actions, juge, en un mot ; le compte de chaque homme est balancé par *Doit* et *Avoir,* et ce n'est qu'après addition et soustraction, que le mort apprend s'il a quelque chose à recevoir, ou si lui-même est tenu à rendre.

Ce système se lie inévitablement au dogme des récompenses et des peines éternelles (voir cet article) ; il est parfait pour les temps d'ignorance, où la société peut en empêcher l'examen. Il ne résiste pas au raisonnement, dès que le raisonnement est libre de l'analyser. Les prêtres seuls alors le soutiennent ; car ils y trouvent leur raison d'être et les moyens de tirer parti de leur existence. Ne sont-ils pas les intermédiaires obligés entre Dieu et l'homme, et ne sont-ce pas eux qui tie grand-livre où sont inscrites les actions q déclarées dignes de récompense ou de pei

JUGER.

Sur quoi les hommes jugent-ils ? Sur l rences. Qu'en concluent-ils ? La réalité. mots, voilà la principale source de toutes le qui conduisent à toutes les fautes. Nous mal les animaux, a dit le professeur parce que nous les faisons à notre image nous faisons Dieu à notre image. Les nous apparaissent comme nous nous appar Dieu, s'il nous apparaissait, ne pourrait no raitre autrement. *Donc* Dieu n'est réelleme homme, et les animaux sont des homme nous. C'est lumineux !

JUSTE MILIEU.

En morale, le juste milieu est le système liste. En effet, ni trop grand ni trop petit, ni ni trop lentement, ni trop chaud ni trop fr d'excellentes choses. Mais qu'est-ce que juste ni trop injuste ? ni trop vrai ni trop fa conserver l'équilibre de la santé, il faut s régime qui n'excite pas outre mesure et qui lite pas plus que de besoin. La vertu a-t-e son équilibre qui résulte d'une conduite q ni scrupuleusement honnête, ni scandale coupable ?

— Dans l'ordre moral, il n'y a ni plus n ce qui n'est pas bien est mal ; ce qui n'e vérité est un mensonge. Le système du jus est celui des filous qui n'ont pas le coura faire brigands. C'est la morale de certai qui ne sont jamais ni assez probes pour fie, ni assez fripons pour qu'on les pende.

JUSTICE. Conformité avec la raison, co comme règle des actions.

La justice comprend toute la morale ; qu'on ne pourrait pas confondre avec ell de la faiblesse coupable. Le dévouement justice : car il est conforme à la raison de f autrui ce qu'on voudrait qui nous fût fait mériter de pouvoir être juste dans une au tence, au prix d'un moindre sacrifice ; c'e d'être plus heureux.

Notre droit, à chacun de nous, c'est l que nous pouvons réclamer des autres ; notr c'est la justice que les autres ont le droit de nous. La sanction de cette justice est tude d'une récompense assurée pour qui la d'une punition inévitable pour qui l'enfrei

JUSTICE ABSOLUE.

L'application de cette justice à l'époque d'ignorance avec compression de l'examen, est une source de trouble et d'anarchie, comme l'est également l'application continuée de la justice relative lorsque l'examen s'est affranchi de toute entrave. Néanmoins, la justice absolue ne pourra devenir une cause d'ordre définitif qu'après que l'ignorance sera complétement et généralement dissipée. La lutte entre la justice absolue et la justice relative constitue, pendant l'époque de doute, le malaise que nous éprouvons et le désordre qui en est la suite.

JUSTICE ÉTERNELLE. Harmonie entre la liberté des actions et la fatalité des événements.

Justice éternelle est synonyme de balance à deux plateaux, obéissant nécessairement (mot qui signifie ici rationnellement, logiquement) à ce qui fait baisser l'un ou l'autre, tandis que c'est la volonté de Dieu, être intelligent, soit, mais jamais l'intelligence même, qui fait monter le plateau dont sa main se retire, et baisser celui sur lequel elle continue à peser. Dieu et justice éternelle sont inconciliables.

— L'existence personnelle de Dieu est la sanction nécessaire de l'ordre, à l'époque d'ignorance et de foi ; quand cette existence est mise en question avant que l'ignorance sociale soit dissipée, le doute sur la réalité d'une sanction rend la conservation de l'ordre ancien impossible : l'ordre nouveau ne peut s'établir alors que par la connaissance de la vérité, en d'autres termes par la démonstration de l'incontestabilité de la justice éternelle et de ses conséquences. « Otez la justice éternelle, dit J.-J. Rousseau, et la prolongation de mon être après cette vie, je ne vois plus dans la vertu qu'une folie à qui l'on donne un beau nom. » Il pouvait ajouter : « Je ne vois plus dans l'ordre social qu'un accident, pour la conservation duquel cette folie est une garantie singulièrement problématique. »

JUSTICE RELATIVE.

Relative au temps, bien entendu, aux lieux, aux circonstances, en un mot, aux besoins de la société. Ce n'est pas la justice absolue; ce n'est donc pas la justice; c'est donc l'injustice. Cependant cette injustice, nécessaire tant qu'elle peut se faire passer pour justice, c'est-à-dire tant qu'elle peut empêcher qu'on ne l'examine et ne la démasque, est le seul principe possible de conservation sociale : car à défaut de raison, il ne reste que la force pour établir l'ordre et le maintenir. Il n'y a point alors d'autre raison à alléguer ; aussi la force se pose-t-elle comme raison. « Ne pouvant pas faire que force soit d'obéir à la justice, a dit fort sensément Pascal, on a fait qu'il soit juste d'obéir à la force ; ne pouvant justifier la justice, on a justifié la force, afin que le juste et le fort fussent ensemble, et que la paix fût, qui est le souverain bien. »

— Prétendre appliquer la justice absolue non determinée socialement, c'est vouloir qu'à l'époque d'ignorance la société soit l'expression de la connaissance de la vérité.

JUSTICE SOCIALE.

L'application de cette justice, prise dans le sens absolu, est *absolument* irréalisable avec la distinction des hommes en nations, c'est-à-dire avec la nécessité de l'emploi de la force pour déterminer en dernière analyse ce qui est juste et ce qui ne l'est pas. Pour le même motif, la théorie de cette justice est *absolument* irrationnelle, tant qu'on n'admet pas, comme incontestablement démontrée, la réalité du lien religieux qui la sanctionne. Une loi dépourvue de sanction est un devoir sans obligation, une absurdité en principe, et en pratique un moyen de tromperie et d'exploitation.

L

LAISSER FAIRE, LAISSER PASSER.

C'est là, et c'est forcément, ce qui se pratique par une société conçue dans l'ignorance et dépourvue de foi, où toute direction suivie est devenue impossible de la part de qui que ce soit : la formule sacramentelle qui l'exprime est du matérialisme politique. *Laisser faire* n'est pas, comme on le prétend, ne rien faire; c'est au contraire faire tout ce qu'on peut pour que ce qui a été fait soit maintenu; c'est se rendre complice de tout ce qui se fait par suite de l'organisation sociale que l'on trouve établie et qu'on pourrait contribuer à changer. Nous supposons que celui qui laisse faire le fasse sciemment et volontairement, c'est-à-dire qu'il agisse en être intelligent, *en homme*, connaissant les conséquences de ce qu'il fait. Pour ce qui est de *laisser passer*, comme l'air laisse passer la pierre qui tombe parce qu'elle est plus pesante que lui, c'est de la nécessité, de l'ordre physique. Vouloir que l'ordre moral en résulte mécaniquement, qu'il se produise, comme on dit, tout seul, en d'autres termes, qu'il ne soit pas de l'ordre moral ou libre, mais de l'ordre passif et forcé, de l'ordre figurément dit, équivaut à nier l'ordre vrai, l'ordre au sens propre, ou bien n'équivaut à rien du tout, équivaut à une sottise.

— Les partisans du *laisser faire* ajoutent communément : « Ce qui est vrai et bon restera; ce qui est mauvais et faux, s'évanouira de soi. » C'est la liberté pratique des États-Unis; c'est l'acceptation des conséquences de la liberté, simultanément avec celle de la négation du raisonnement qui est la liberté elle-même. Oui, le faux et le mauvais disparaîtront, mais ce ne sera pas *de soi*, automatiquement; ce sera devant l'excès du mal qu'ils auront provoqué, et qui lui-même ne disparaîtra que devant la raison, quand le raisonnement l'aura déterminée. Si l'on avait déterminé cette raison plus tôt, il n'y aurait eu ni erreu[r]
Il n'était aucunement indispensable d[e]
pour cela par l'expérience qui devait né[cessaire]ment confirmer le raisonnement. Ici l'ex[...]
est l'anarchie, que le matérialisme a
pour résultat final. On entend sans cess[e]
sur tous les tons, par les prétendus réfo[rmateurs]
radicaux, démocrates, socialistes : « Libe[rté,]
liberté pleine et entière; avec elle, la soci[été s'or]ganisera d'elle-même. » C'est une erreur g[rave,]
erreur mortelle, socialement parlant. Il es[t vrai que]
sans la liberté les hommes ne font ri[en, leur]
essence est d'agir, c'est-à-dire d'être lib[res; mais]
il est vrai aussi que la liberté *seule* ne le[s mène]
à rien de bon. Pour agir réellement, ils [doivent,]
avant tout, être éclairés. Or, la liberté n'es[t pas un]
flambeau; c'est un vaste espace vide et c[...]
ténèbres. Celui qui s'y laisse guider par [les feux]
follets des préjugés, s'égare à chaque p[as,]
tendant nulle part avec certitude et cons[...]
n'arrive jamais. Il n'y a que l'homme, diri[gé par la]
connaissance de la vérité, qui marche [d'un pas]
assuré et sans dévier jamais vers le bu[t qu'il se pro]pose. Celui-là est pratiquement libre; il [...]
raison, qui est la véritable organisation [de la so]ciété. Les *libertomanes* au contraire sont [...]
des passions : leur fonctionnement est l[a consé]quence mécanique du mouvement que leur [...]
leur intérêt apparent et présent. Chacun [...]
son affaire privée, et la société qui *laiss[e faire,]*
laisse passer, devient ce qu'elle peut.

LANGAGE. Ensemble de signes. Le [lan]gage est pris au propre, lorsque les signe[s dont il]
se compose sont des signes proprement di[ts; il l'est]
au figuré lorsque ces signes sont ainsi app[elés figu]rément. — Voir l'article *Signes*.

Il y a langage au sens propre, partou[t]

a sensibilité immatérielle avec les moyens de transmettre les modifications senties, les sensations, et besoin de les transmettre, c'est-à-dire contact prolongé entre deux ou plusieurs êtres sensibles. Que ce soit par la vue, par l'ouïe, par l'odorat, par le goûter ou par le toucher en général, peu importe. L'individu qui crée les signes du langage parce qu'il sent, se rend compte de ses sensations parce qu'il les attache, sous formes d'idées, à des signes, uniquement afin de les communiquer, condition qui lui était indispensable pour qu'il se formât ces idées à lui-même. « Si un animal, dit Pascal, faisait par esprit ce qu'il fait par instinct, et s'il parlait par esprit ce qu'il parle par instinct, pour la chasse et pour avertir ses camarades que la proie est trouvée ou perdue, il parlerait bien aussi pour des choses où il a plus d'affection, comme pour dire : « Ron-« gez cette corde qui me blesse, et où je ne puis « atteindre. » Sans les signes conventionnels que le contact prolongé fait éclore entre les individus réunis, les modifications ne sauraient être senties par aucun d'eux; il n'y aurait plus de sensations pour personne, mais exclusivement ébranlement, mouvement : il n'y aurait point de mémoire intellectuelle, c'est-à-dire point de sentiment de soi ; les ébranlements subis, les mouvements, quand ils seraient assez considérables et assez souvent répétés, se placeraient dans la mémoire matérielle, où des circonstances semblables les réveilleraient, s'il est permis de s'exprimer ainsi, mais sans volonté ni conscience, sans connaissance ni autonomie.

— Là où il existe déjà une langue toute faite, l'être qui arrive à la connaissance de lui-même, en d'autres termes qui passe de l'éternité au temps, dans les bras de sa mère ou de sa nourrice, s'il est d'ailleurs pourvu des organes voulus pour cela, adopte cette langue comme langage conventionnel ou intellectuel. Entre deux individus qui auparavant n'auraient jamais été en contact avec personne, ou entre un individu appartenant déjà par son langage à la société et un autre pour lequel, par une circonstance quelconque, ce langage est insaisissable, de nouveaux signes sont immédiatement créés et la société se trouve établie ; l'être seulement susceptible de se sentir, se sent en effet. C'est ainsi que se parlent l'enfant né sourd-muet et les personnes qui l'entourent, quoique celles-ci n'eussent auparavant pas la moindre idée de signes non articulés, et que, sans la naissance d'un sourd-muet dans la famille, elles ne s'en seraient jamais servies.

Le langage par gestes se joint fort bien au langage articulé par ceux qui en ont l'usage et pour y donner plus de force : par exemple, les mots *moi* quand celui qui parle se montre du doigt, *toi* quand il porte vivement les yeux sur la personne à qui il s'adresse, *nous* quand il trace autour de lui du regard ou de la main un cercle qui semble enclore tous ceux qu'il désigne, vont bien mieux au but que s'ils étaient prononcés froidement, sans mouvement et sans l'inflexion qui les caractérise.

— Toute erreur, quelle qu'elle soit, a sa racine dans le langage. Et, comme l'erreur ne peut être détruite qu'en l'étant radicalement, c'est le langage qui doit être réformé, c'est-à-dire les idées qui doivent être rendues rationnelles et précises.

LANGAGE NATUREL. Langage figurément dit. Ce sont des cris, un ton, des gestes, une mine, des mouvements, en un mot, improprement appelés *langage*, qui sont dus à l'organisme seul et ne parlent qu'à l'organisme. Ce langage n'est point arbitraire; il est naturellement ce qu'il est et ne pourrait être autre. Les passions le parlent, les animaux, pourrait-on dire, le comprennent. Si l'âme le modifie conventionnellement, il devient langage réel, lui servant de moyen de communication avec l'âme qui l'accepte.

Appelez un chien du ton dont vous le gronderiez, il ira se cacher; menacez-le comme vous lui feriez des caresses, il viendra à vous sans le moindre égard à vos paroles.

Nous nous approprions le langage dit *naturel* parce que nous sommes composés d'une âme et d'un organisme; les animaux n'en ont pas d'autre parce qu'ils ne sont qu'organisme: nous inventons, nous exclusivement, le langage intellectuel parce que notre essence est l'intelligence, qui n'est pas autre chose que l'union d'un organisme avec une immatérialité.

LANGUE.

Avec une langue bien faite, c'est-à-dire au moyen de laquelle toute confusion du sens propre avec le sens figuré, toute pétition de principe, toute logomachie seraient impossibles, la science, celle de l'homme et de la société, serait bien faite aussi. Mais également avec cette science parfaite, la langue ne pourrait être que claire, précise et rationnelle. Langue et science se feront de la même manière et en même temps. « Une des premières bases de toute bonne philosophie, dit Condorcet, est de former pour chaque science une langue exacte et précise, où chaque signe représente une idée bien déterminée, bien circonscrite, et de parvenir à bien déterminer, à bien circonscrire les idées par une analyse rigoureuse. »

—La langue est toujours à la hauteur des connaissances socialement acquises, et suffit au maintien

de l'ordre, bien-être relatif auquel elles ont donné lieu, aussi longtemps bien entendu que ces mêmes connaissances sont capables de supporter un ordre quelconque. Il ne faut pas se figurer que, si l'on avait une langue bien faite, la société serait réorganisée : non, la société ne peut se réformer, il est vrai, sans que la langue soit bien faite; mais aussi la langue ne saurait être bien faite que dans une société réformée. Il y aurait là un cercle vicieux infranchissable, si les deux effets que nous signalons ne dépendaient d'une cause supérieure qui est la destruction de l'ignorance. Devant la vérité reconnue, la société s'organisera rationnellement et la langue cessera de se prêter aux détours du mensonge et de l'iniquité.

— Les langues parlées actuellement donnent une bien triste idée des sociétés auxquelles elles conviennent.

LANGUE UNIVERSELLE.

Parmi les philosophes, les uns ont essayé d'inventer une langue universelle, sans réfléchir qu'il fallait simultanément pouvoir démontrer la vérité, et en faire accepter universellement la démonstration. L'expression universelle de la vérité ne peut être découverte qu'avec la connaissance de cette vérité dont elle est la traduction sociale.

D'autres philosophes ont essayé de rassembler ce qu'ils appelaient les éléments épars de la langue universelle; ils supposaient erronément qu'il y avait eu ce qu'il aurait dû y avoir pour que cette langue existât, savoir, contact universel entre tous les hommes et possession universelle de la vérité.

Le fait est qu'il y a plusieurs langues diverses, parce qu'il y a des peuples divers, séparés; qu'il y a des peuples séparés, parce que la vérité, qui seule peut réunir tous les hommes, n'est pas déterminément connue; que le morcellement de l'humanité date de son origine, parce que l'ignorance de la vérité est nécessairement primitive. Dès que la vérité sera découverte et appliquée, il n'y aura plus qu'une société, que l'humanité; il n'y aura donc plus qu'une seule langue. C'est d'une simplicité presque tautologique. Hors de là, il n'y a que paroles perdues.

LÉGISLATEUR. Qui donne la loi. Le législateur est personnel, c'est-à-dire la loi est l'expression de sa volonté, aussi longtemps que la réalité du droit n'est pas démontrée socialement; il est impersonnel, c'est-à-dire que ce droit même exprime la loi, quand la réalité du droit est connue et acceptée.

Il n'y a de législateurs personnels qu'à l'époque d'ignorance sociale. Lorsque la vérité sera déterminée, la raison seule, formulée par n
qui, fera loi. Cette loi, non conventionn
sera pas susceptible de modifications, e
pas besoin de remaniement : elle est étern

Tout législateur personnel est un révéla
despote, ou il n'est rien. Il transforme la
droit, en disant, au nom de Dieu, du pri
de la majorité souveraine : « *Ceci est bien,*
mal; obéissez, sinon vous serez punis.
qu'il peut faire punir, tant qu'il est le plu
a raison : après, tout le monde a raison co

LÉGITIME. Rationnel.

Si ce mot avait une autre signification, l
mité serait un simple effet de force, un
quence de la force : ce ne serait plus rien qu
qu'un accident.

LÉGITIMITÉ.

Les faits n'ont pas de légitimité; ils so
tout. Il n'y a que les actes libres qui puiss
ou n'être pas légitimes. Les faits varient,
est immuable; quand le droit aura été d
incontestablement, on pourra détermin
quelles actions sont légitimes et quelles n
pas.

LEGS.

Le legs est un don fait à l'article de la m
un usage aussi légitime de la propriété q
autre manière d'en disposer. La loi actuell
que le père, qui ne lègue pas à d'autres l
ses biens qu'elle n'adjuge pas préalablem
famille, est censé avoir voulu la laisse
qu'elle nomme ses héritiers. Sous l'empir
ganisation rationnelle de la société, le pèr
disposer de tout ce qu'il possède, sans rie
même à ses enfants, qui ne deviendront
taires que de ce dont il n'aura pas disposé

LIAISONS.

On nomme *liaisons,* dans ce qu'on a
monde, toute espèce d'association libre
n'intervient que pour autant qu'il y ait des
matériels à régler, tout le reste demeu
disposition des parties. Pourquoi, les cho
ainsi, les liaisons ont-elles si peu de
liaisons d'amitié, liaisons d'amour, liais
faires, mariages même ? Pourquoi est-ce
ral le caprice qui les fait naître, le capric
fait mourir, le hasard, dirai-je, qui décid
plus ou moins de durée ? Parce qu'elles so
sivement choses de sentiment, d'ins
d'imagination, de divination, en un mot,

'sique. On se lie quand *on croit* se
n semble se convenir. C'est la première
qui donne le branle ; ce sont les impres-
ıtes qui entraînent : le goût s'est déclaré ;
ui succède. Mais après ?...
ait que cela continuât de même, que ce
; c'est-à-dire qu'on voudrait tout bon-
ıpossible. Car il est impossible qu'une
reste, qu'elle ne soit pas suivie, comme
›récédée, d'impressions différentes, en
'mes, qu'elle ne soit pas une impres-
ınsation, un effet aveugle et nécessaire,
ıent changeant et fugitif. L'attraction
'arie, en se relâchant d'abord, puis en
faire équilibre à la répulsion, enfin en
›lace à une aversion prononcée. On a
ature, comme on s'exprime ; on reste
llement dans un ordre où rien n'est sta-
commencement prépare une fin, comme
n'y est qu'une nouvelle naissance ?
; ne sont-ils pas essentiellement versa-
que les passions qu'ils excitent, qui
sur eux, dont ils sont tout à la fois la
effet ? Et les mariages sont-ils autre
les affaires d'intérêt quand ils ne sont
ns d'amour ?
iaisons ne seront solides et durables
elles auront été contractées par l'intelli-
:s aura jugées conformes à son principe,
oujours une et la même. Toute société
ımour, le mariage, et généralement les
e la vie sentie sont des associations,
s) doit être fondée sur la communion
t resserrée chaque jour par une estime
toujours croissante. C'est là l'ordre de
nt, l'ordre moral, qui ne varie jamais,
ıe varie.

.ISME. Doctrine du libre examen, de
:ussion, des libres croyances.
a est fort ronflant à l'oreille. Mais
ı définitive devant la raison, et surtout
ıne-t-il ? On voit facilement d'où cela
r de l'ignorance de ce qu'il faut penser
›r, si l'ignorance est réelle, il n'y a que
mposée par le despotisme qui puisse
'ordre ; la liberté engendre nécessaire-
rchie, bien entendu aussi longtemps
:t pas contrôlée par la raison, déter-
ılement. Si l'ignorance n'était qu'appa-
ue dans le fait la vérité fût connue, à
ait la liberté d'en douter, de la nier,
r et de professer l'erreur ? Cette liberté
ımais à l'usage que de ceux qui récla-
ment celle d'appeler le blanc noir, de débattre la question de savoir si *deux et deux font* bien *quatre,* et de se jeter du haut en bas d'une tour. Le libéralisme est l'expression de notre époque ; il est utile en ce qu'il rend de plus en plus sensible le mal, dont la reconnaissance par tous doit amener le bien.

— Le but que se propose le libéralisme est de conserver ce qui est, comme réalisant nécessairement, pour ceux qui l'exploitent, le progrès vers le bien-être matériel, le seul bien dont l'organisation sociale actuelle puisse faire jouir. Il lui faut de l'agitation, des partis, la lutte, l'antagonisme, sans cesse ni fin. Son dernier mot est une course échevelée d'aveugles condamnés à ne jamais arriver au but. C'est des partisans de cette étrange doctrine que Louis-Napoléon Bonaparte a dit : « Prêcher le maintien d'un état fébrile et maladif, au lieu de chercher le remède efficace, c'est le propre de l'ineptie et de la sottise. » C'est peu parlementaire, mais c'est vrai. L'auteur a-t-il fait mieux ? Non, il a fait autrement, voilà tout. Lui aussi est un aveugle se ruant dans le tourbillon de son siècle, sans cesse ballotté entre le despotisme par crainte du désordre, et la licence par horreur de l'autorité. Ce n'est pas là, certes, qu'est l'avenir de la société. « Le monde sera socialiste ou chrétien, a fort bien dit M. Veuillot ; il ne sera pas libéral. » Nous ajouterons : Le christianisme se présentait au monde romain comme socialisme et il l'absorba ; le monde actuel ne restera pas libéral et ne se refera ni chrétien, ni encore moins catholique.

LIBÉRAUX.

Ce sont les *élagueurs* de la société. Ils analysent constamment l'état social, et y découvrent abus sur abus qu'ils réforment sans relâche. Mais comme ils ne partent pas d'un principe arrêté avec certitude, ce qu'ils substituent à l'abus réformé, ou ce qu'ils laissent sans le réformer comme si ce n'était pas un abus, se tourne bientôt en abus nouveau et de plus en plus grave, qu'il faut se hâter de réformer également. Et ainsi à l'infini. Les protestants politiques avaient commencé par être protestants religieux : quand ils croiront avoir achevé le déblai des formes de la société, ils en remueront le fond, et peu à peu cette société tombera sous leurs coups de sape, aussi inintelligents que répétés. Le rôle des hommes de doute aura son terme alors : le besoin d'ordre, qui les renversera, appellera les hommes de conviction, qui réédifieront sur la justice généralement reconnue par la vérité généralement démontrée.

LIBERTÉ D'INDIFFÉRENCE.

On appelle ainsi la prétendue faculté de poser tous les actes possibles, sans préférence pour aucun, pas même pour celui qu'on pose aussi indifféremment qu'on eût posé un acte contraire. C'est la liberté des fous, qui sont censés ne point être libres, puisqu'on ne les rend pas responsables de leurs actions. Ou plutôt c'est la nécessité de réaliser toutes les idées qui passent par la tête, sans pouvoir y faire passer telle idée et non telle autre. Ce qui fait agir un fou est précisément ce qui fait mordre un chien ou tomber une pierre.

La liberté réelle a pour condition l'intelligence, qui se manifeste par le raisonnement; et tout raisonnement est un enchaînement d'idées, qui part d'un point pour parvenir à un autre point. Ce raisonnement fournit le motif, d'où dépend la résolution, l'acte. Un acte a donc indispensablement pour règle, soit le raisonnement qui soumet l'homme au devoir, expression de ce même raisonnement, soit un raisonnement contraire, savoir celui qui livre l'homme aux passions en l'affranchissant de tout devoir quelconque, en d'autres termes, en le soustrayant à tout raisonnement ultérieur. La définition que nous venons de donner s'applique à tous les cas possibles où la liberté est en jeu. Quand la loi sera l'expression de la raison, c'est-à-dire qu'elle n'ordonnera que le bien et ne défendra que le mal, déterminément connus de tous, elle ne pourra porter aucune atteinte à la liberté : tant que la vérité sera socialement ignorée, la loi ne pouvant exprimer que la volonté personnelle du législateur, violera nécessairement la liberté de tous ceux qui ont intérêt à vouloir ce qu'elle ne veut pas.

Néanmoins la loi n'est généralement appelée tracassière, despotique, tyrannique, que lorsqu'elle blesse les intérêts du plus grand nombre. Jamais on n'a avancé que la loi qui punit l'assassinat, violait la liberté de ceux qui avaient l'intention de devenir des assassins. Celle qui impute à crime la calomnie et la diffamation, laisse, de l'aveu général, la liberté de la presse aussi intacte que celle de la parole et celle de la pensée. Mais la loi qui, sous le règne des majorités, défendrait de discuter le principe de l'autorité, ou de parler en bien ou en mal de ceux qui gouvernent, celle-là anéantirait la liberté de la presse comme toute autre liberté, dans son essence même.

LIBERTÉ PRATIQUE. Conformité des actes avec la raison ou ce qu'on croit la raison.

Être libre, c'est être contraint par la raison; comme être esclave, c'est être dépendant des passions. « Il faut surtout, a dit le comte de Maistre, se garder de l'erreur énorme de croire que la liberté soit quelque chose d'absolu, non susceptible de plus ou de moins. » Cela est exactement et toujours vrai. Psychologiquement parlant, la liberté est relative aux motifs que l'homme a de vouloir, d'agir. Pratiquement considérée, elle est relative à la raison, à laquelle l'homme doit volontairement se conformer, sous peine de se laisser dominer et entraîner par son organisme.

LIBERTÉ PSYCHOLOGIQUE. Pouvoir d'agir ou de ne pas agir.

Si l'âme est immatérielle, la liberté existe nécessairement; s'il y a un Dieu, si l'âme est le résultat de la combinaison matérielle, il n'y a point de liberté. Faire reposer la liberté de l'individu sur la nécessité de l'organisation ou sur la dépendance de la création, est absurde. Elle a pour base la réalité absolue de l'individu même, ou elle n'existe pas réellement. Il est dérisoire de prétendre que Dieu nous laisse la liberté de mériter notre sort tout en nous dirigeant comme il lui plaît. Il l'est également de lui faire dicter aux hommes une loi qu'il ne dépend pas d'eux de suivre ou de transgresser. La longue croyance à de telles absurdités prouve combien était vivace le sentiment social du besoin d'ordre, et de l'impossibilité d'obtenir cet ordre autrement qu'en mettant sur le compte des desseins impénétrables de Dieu ce que l'homme ne pouvait pénétrer que pour le déclarer erroné, faux.

— Remarquons ici la singulière inconséquence de ceux qui nient la liberté et néanmoins disent à chaque instant : *Je me repens de ne pas avoir fait telle chose plutôt que telle autre.* Mais si vous n'étiez point libre, ce que vous avez fait, vous deviez nécessairement le faire. Il est vrai que, dans l'hypothèse, vous deviez probablement vous en repentir nécessairement aussi. Une fois qu'on abuse des mots, c'est à ne plus s'y reconnaître.

Une autre inconséquence, c'est de vouloir que l'usage de la liberté soit non motivé (voir *Liberté d'indifférence*). On ne comprend pas qu'un choix sans motif serait un choix sans raisonnement, un choix non libre, que ce ne serait plus un choix. La liberté consiste dans la possibilité de lui préférer l'esclavage, comme l'emploi de la raison dans la possibilité de faire des folies, comme celui de la justice dans la possibilité de se rendre criminel. Appeler *libre* l'homme qui ne pourrait pas se laisser entraîner par ses passions; *raisonnable* celui qui aurait forcément toujours raison; *juste* celui qui serait incapable de commettre une injustice, c'est

abuser des mots en leur faisant signifier le contraire de ce qu'ils expriment.

LIBERTÉ SOCIALE. Indépendance sous le rapport du travail.

Il ne faut, pour travailler, que de l'intelligence suffisamment développée par l'instruction, et de la matière première, c'est-à-dire du sol ou de ce que le sol produit. Mais aussi ces deux éléments sont-ils indispensables au travail.

Il ne peut donc y avoir égalité sociale entre les membres d'une société, que lorsque le sol est devenu propriété collective et que l'intelligence de tous est développée avec le même soin.

Tant qu'il y a dans une société des individus qui dépendent d'autres individus pour pouvoir travailler à augmenter leur bien-être, il n'y a point de liberté sociale; il y a uniquement agence d'exploitation, organisée et exercée par quelques maîtres au détriment de tout le reste de la nation, composé d'esclaves. Comme cependant, à cause de l'ignorance concernant la détermination du droit réel, l'ordre n'a pu jusqu'ici être obtenu que par la compression des masses, il a bien fallu sacrifier la liberté sociale à l'existence de la société. Aujourd'hui la discussion a fait comprendre que tous les membres de la société doivent être également à même de faire valoir à leur profit les connaissances acquises socialement; aussi faut-il de toute nécessité que la liberté sociale s'établisse ou que la société meure.

LIBERTÉ DE LA SOCIÉTÉ. Conformité de l'ordre social avec la raison absolue, ou avec ce qu'on suppose être la raison absolue.

La liberté de la société consiste dans l'affranchissement de toute loi dictée par l'arbitraire, par la volonté d'un seul homme ou de quelques-uns, par les passions, en un mot. Pendant l'époque d'ignorance, la société n'est pas libre de faire le bien qu'elle ne connaît pas; pendant l'époque de science, elle ne sera plus libre de faire le mal puisqu'elle connaîtra le bien. La liberté de la société ne peut reposer que sur la reconnaissance sociale de la réalité du droit. Elle s'établira par la nécessité, socialement sentie, de distinguer la raison à laquelle il faut obéir, des passions qu'il faut dominer, nécessité qui n'apparaît à tous qu'à la fin de toutes les oscillations possibles entre le despotisme des passions du petit nombre et l'anarchie des passions de tous.

— Pendant l'époque d'ignorance, la foi seule fait autorité et sert de base à la liberté de la société. Quand la foi chancelle, il n'y a plus de liberté, jusqu'à ce que l'autorité se relève comme science. Le despotisme, accepté par la foi, est la seule liberté dont l'époque d'ignorance soit susceptible. La vraie liberté pour la société est nécessairement relative à l'époque de connaissance, de raison. La société où le pouvoir et la raison sont une seule et même chose, est essentiellement libre, et tous ses membres sont libres comme elle. « L'homme est libre, dit Bonald, quand il obéit au pouvoir, parce qu'il obéit à la raison. »

— Il n'y a point de liberté réelle pour les individus dans une société non réellement libre. Sous l'empire de la foi, l'individu n'est libre que pour autant qu'il croit et se conforme en conséquence à l'autorité hypothétique, il est vrai, mais incontestée, qui domine la société. Pendant l'époque d'examen, de doute, il n'y a plus de liberté pour les individus, car ils doivent se soumettre à l'arbitraire d'un maître, de plusieurs ou de la majorité, qui formulent la loi. Ce ne sera que lorsque la raison, socialement déterminée, sera connue et acceptée de tous, comme base unique et inébranlable de l'ordre, que les individus, en réglant leur conduite d'après elle, pourront à bon droit se dire libres dans toute la portée de l'expression.

LIBERTÉ (*Progrès de la*).

On ne nous parle que de liberté et de progrès : la monarchie constitutionnelle est un progrès de la liberté sur la royauté absolue, la république sur la monarchie tempérée par un pacte; chaque abaissement du cens d'électorat et d'éligibilité est un progrès de la liberté dans le *représentativisme*, et finalement le suffrage universel ne laisse plus rien à désirer à nos progressistes libertomanes. Hélas!... Et les prolétaires qui dépassent le nombre de ceux que les riches *consomment* pour la satisfaction de leurs besoins, de leurs jouissances, de leurs caprices? quels progrès font-ils, et de quelle liberté peuvent-ils se vanter? S'ils ont de l'énergie, il leur est laissé le choix entre le suicide et l'échafaud; s'ils sont faibles, ils doivent mourir de misère. Nous ne saurions assez répéter qu'un pareil état social ne se soutient que par la violence hypocrite contre la violence brutale qui le menace de ruine.

— Disons la vérité à ce sujet en peu de mots : La liberté, pendant que dure l'ignorance sociale relativement à la détermination du droit, est toujours l'anarchie, sinon en acte, du moins en principe. La liberté, lorsqu'une fois le droit aura socialement été reconnu réel et déterminé comme tel, sera la soumission volontaire à l'autorité de la raison.

LIBERTÉS (*Les*).

Manifestées comme liberté des opinions et des

cultes, comme liberté de la parole et de la presse, les libertés dont nous parlons sont tout à la fois, par l'application qui en est faite, les signes infaillibles que la société est en progrès de dissolution, et les causes les plus efficaces de dissolution sociale. Qui dit *opinion, foi,* dit *époque d'ignorance.* Et l'ignorance n'est compatible avec l'ordre que sous le despotisme. Quand ceux qui ne savent pas sont libres de juger et d'agir, ils ne décident que des folies et ne font que du désordre. Aucune opinion, mise en présence d'autres opinions, et librement discutée par ceux qui professent celles-ci, ne peut se soutenir. Il faut donc le despotisme pour conserver l'ordre. Mais le despotisme, avec la liberté d'examiner à ciel ouvert, ne saurait lui-même se conserver ; et désormais la liberté d'examen et de discussion est de droit social, droit que plus aucun despote ne viole impunément. Les libertés que nous avons énumérées sont imposées à la société par la nécessité, par la force des choses, par les lumières socialement acquises, par le besoin irrésistible de prospérité, de progrès matériel.

Voyons quel serait le résultat inévitable de leur application franche et entière. La liberté des opinions, professée sans hypocrisie et respectée dans une société, enlève à l'État tout droit à professer lui-même une opinion, à en avoir une et surtout à la manifester. Est-il possible qu'un gouvernement soit sans idées? Peut-il ne pas avoir l'idée de gouverner, et s'il l'a en effet, peut-il ne pas avoir celle de diriger la chose publique dans un sens déterminé plutôt que dans tout autre? La liberté de l'enseignement, dans les mêmes conditions, oblige l'État à laisser tout enseigner et à ne rien enseigner lui-même : s'il fait enseigner les sciences, les lettres, l'histoire, la philosophie, la médecine, le droit, il faut que son instruction ne trahisse aucune doctrine, aucune croyance, aucune opinion. Cela est-il praticable, cela est-il possible? La liberté des cultes, non pas nominale, mais sincère et réelle, suppose l'indifférence absolue de l'État sur tout ce qui est culte, religion, l'absence de toute religion, la négation de tout culte ; elle suppose le même soutien matériel, la même protection morale pour toutes les sottises imaginables que l'intelligence a décorées jusqu'ici et qu'elle décorera à l'avenir du nom de *culte* et de *religion.* Que deviendrait l'État s'il prenait ce parti résolûment, sans restriction d'aucune sorte?

— Qu'on juge et qu'on prononce. La question se pose en ces termes : Qu'est-ce qu'une société qui en est réduite à devoir accepter toutes les libertés sous peine de succomber dans les étreintes du despotisme, et qui ne peut en appliquer complétement aucune sous peine de périr en proie au[x] convulsions de l'anarchie, sous peine de confu[sion], de désorganisation, de mort?

— La liberté, dans les circonstances donné[es] d'ignorance sociale et d'incompressibilité socia[le] de la discussion, peut se comparer à la cécité, fer d'une main, la torche de l'autre, marchant hasard et sans empêchement. L'usage actuel d[e] liberté et de toutes les libertés en lesquelles se subdivise, ne fait que rendre indispensabl[e] recours au despotisme pour échapper aux [extré]mités de l'anarchie. Il est vrai que la moi[ndre] limitation de cet usage mène nécessaireme[nt à] l'anarchie par la haine que soulève le despoti[sme].

LIBRES (*Actes*).

Des actes libres supposent nécessairement [un] principe immatériel, absolu, un être qui n'est pa[s] plus le résultat de l'organisation qu'il n'est le pro[duit] d'une création. Tout ce qui est matière es[t] essentiellement relatif et dépendant. Mais l'imma[té]riel pur ne saurait ni vouloir, ni agir, sans êtr[e] uni à de la matière, donnant lieu à l'existence dan[s] le temps, au développement du verbe, au raisonne[ment] : pour agir et être libre dans ses actions, i[l] faut donc une âme immatérielle et un organisme.

LIEN RELIGIEUX. Relation nécessaire entre le[s] actions d'un être pendant une vie, et les condition[s] d'existence du même être pendant les vies suivante[s].

Le principe d'où découle la réalité de ce lien [et] de sa nécessité s'appelle *Dieu* dans le langa[ge] ordinaire ; dans le langage de la raison, on [le] nomme *justice, vérité.*

LIEN SOCIAL.

Le lien social est un raisonnement quelconq[ue] établissant la réalité démontrée ou supposée [du] droit ; mais un raisonnement commun à tous ce[ux] qu'il doit unir. S'il était indépendant du raison[ne]ment, le lien serait mécanique, matériel : [la] chaîne, le cimeterre, ne sont pas de vrais li[ens] sociaux. Tout lien qui ne relève que d'une volo[nté], de l'arbitraire, ne lie personne ; c'est la contra[inte] physique exclusivement. Pour qu'il y ait lien soc[ial], il faut, lorsque l'ignorance n'est pas socialem[ent] dissipée, que les prisons et les supplices vienn[ent] en aide au raisonnement qui établit le droit, [afin] de l'empêcher d'être contesté. Mais, quel q[u'il] soit, le raisonnement implique l'intérêt à sat[is]faire de celui qui raisonne ; et cet intérêt, po[ur] être réel, doit être ultra-vital. Le lien social e[st] donc exclusivement, pour chacun et pour tous, l[a] conviction de la réalité du lien religieux.

TES.

, hormis l'absolu, a des limites. La liberté, au *sentir* et à la *modificabilité*, ne saurait mitée, absolue. Quand elle n'est pas limitée passions, elle l'est par la raison dont les es, volontairement suivis, constituent préci- la liberté même; sous le joug des passions, iugés, la liberté se traine à la remorque du sme. Le règne des passions engendre infail- nt l'anarchie; l'application de la liberté mène le règne de la raison.

es probabilités, nécessairement relatives, essairement aussi des limites; il y a du du moins probable : le calcul des probabi- isiste à déterminer la quasi juste mesure de *près vrai*. Dans le domaine de la réalité, nite est un non-sens. Ce qui est, ne sau- ne point être. La vérité, la justice, exis- solument; ou il n'y a ni justice, ni vérité : que force et nécessité.

E.

it imprimer, comme on écrit, en vue d'être ime on parle, en vue d'être écouté, en vue uader ou de convaincre. Ce sont les moyens isables de propagation pour la vérité, aussi e pour l'erreur. Il est donc pour l'homme , ou du moins croit qu'il possède la vérité, son devoir est de la faire connaître, de ier à son triomphe, il est de la plus haute nce de donner à sa parole et à ses écrits la qui convient le mieux pour attirer et fixer on. Aujourd'hui, on lit généralement les x quotidiens, et beaucoup les publications ques; on ne lit guère les ouvrages volumi- de longue haleine. Quand par conséquent ere qu'un auteur a entrepris de traiter exige usement des développements dont le résul- in livre, il doit soigneusement interroger le nt, le goût du public, et surtout se confor- plus possible, bien entendu pour la manière enter son sujet, aux opinions, nous dirons ux caprices de ceux sur lesquels il a quel- ance de produire l'effet qu'il attend. S'il ce *savoir-faire*, pur accessoire, nous le vou- n, mais qui neutralise souvent le principal, *ir*, son livre restera inaperçu, ses idées été émises à pure perte, et la cause de la omptera un échec de plus.

QUE. Méthode qu'il faut suivre pour arriver ouverte de la vérité.

gique se résume tout entière en un seul e, savoir : partir d'un fait incontestable, pour n'en déduire que des propositions susceptibles d'être ramenées à l'identité avec ce fait primordial. Les plus simples comprendront cela, aussi bien que les savants les plus exercés, et peut-être mieux; ils le comprendront du moins plus vite et l'accep- teront sans rechigner.

LOGIQUE DES OPINIONS.

Il n'y a qu'une logique réelle; mais chaque secte, chaque parti se fait une logique de convention à son usage, afin que, dans l'application, elle puisse lui servir à soutenir l'opinion qu'elle a embrassée. Cela seul suffit pour prouver qu'aucune secte, aucun parti n'est réellement logique, et que toutes les opinions placées sous la sauvegarde d'une logique de parti ou de secte, sont également mal fondées. Le matérialiste, par exemple, met de côté la nécessité qui gouverne toute matière, pour éta- blir la liberté de l'homme, qui, dans l'hypothèse, n'est cependant qu'une combinaison matérielle; et les déistes lèvent les épaules. Le déiste fait abstraction de la dépendance inévitable de tout être subalterne, et déclare l'homme, que Dieu a créé, libre de ses actions; les matérialistes sifflent. Démontrez que le criterium de la certitude, puisé dans la révélation, est usé sans retour, les libé- raux applaudiront; démontrez ensuite que le cri- terium tiré des décisions des majorités ne saurait produire que l'anarchie, les catholiques seront d'accord avec vous : c'est pourtant la même vérité exprimée en différents termes, signifiant également, qu'arrivée à l'époque d'ignorance et de liberté, la société n'a plus à espérer d'autorité réelle que par l'adoption et l'application de la raison. Demandez à chaque parti un raisonnement qui puisse être accepté par les autres, on vous rira au nez, et on ne vous répondra pas. Demandez à chaque individu pourquoi il tient à telle opinion plutôt qu'à toute autre : « Parce que, répondra-t-il, c'est la bonne; » et si vous apportez quelques arguments en faveur de l'opinion opposée : « C'est égal, dira-t-il, *je sens* que j'ai raison. » Comment lui faire sentir le contraire?

— Appliquez les règles de la logique aux ma- tières religieuses, et vous serez forcé de conclure que, plus aujourd'hui on se rapproche de l'Église romaine sans cependant vouloir se laisser absor- ber par elle, plus on est absurde. En fait de foi chrétienne, il n'y a de logiquement conséquent que le papisme le plus absolu. Hors de là, à moins qu'on ne nie tout, on se contredit à chaque pas. Les unitaires rejettent la Trinité, soit; mais pour- quoi admettent-ils leur Dieu unique? Les réformés ne veulent pas de la transsubstantiation; à la bonne

heure : mais sur quoi fondent-ils le Dieu un et triple qu'ils conservent ? Les jansénistes et les gallicans acceptent tout ; fort bien : comment alors ne se prosternent-ils pas devant l'infaillibilité du souverain pontife, laquelle seule fournit un argument sans réplique en faveur du reste ?

LOGOMACHIE. Dispute de mots.

Dans toute discussion où l'on se sert d'expressions indéterminées, chacun combat pour le sens qu'il leur attribue; personne ne comprend les autres, et la dispute, qui n'a roulé que sur des mots, ne donne que des mots pour résultat et jamais de *sens commun.*

LOI. *Morale,* la loi est l'expression du droit; *physique,* elle exprime la marche que l'observation fait connaître, comme étant régulièrement suivie par les faits matériels.

Toute loi, dit-on, suppose un législateur. La loi faite, la loi relative, personnelle, oui; mais la loi absolue, éternelle, réelle, impersonnelle en un mot, non : celle-ci est la négation de tout législateur. Il suffit de constater son existence.

Pendant l'époque d'ignorance, la loi fait le droit ; à celle de connaissance, le droit légitimera la loi. Tant que l'examen peut être empêché, la loi est acceptée comme étant le droit; dès qu'il est libre, la loi n'est plus qu'un fait sans cesse attaqué au nom d'un droit que rien encore ne détermine et qui par conséquent est toujours attaquable.

— La loi n'est puissante que pour autant qu'on la suppose stable, immuable même, c'est-à-dire, pour autant qu'on la croit l'expression infaillible de la raison. Dès qu'elle ne représente plus que l'arbitraire, que la force, elle tombe dans le domaine des simples faits sans droit, que d'autres faits viennent bientôt renverser brutalement. La loi, pour avoir une valeur réelle, doit être acceptée, non-seulement comme loi, mais surtout comme juste; non-seulement comme une force imposant la nécessité de se courber devant elle, mais essentiellement comme un devoir obligeant en conscience d'y obéir : cela a lieu à l'époque de foi en l'autorité révélée qui sert de base à l'ordre social; cela ne pourra être autrement quand la réalité de l'autorité souveraine sera démontrée à l'intelligence de tous. Aux temps d'examen, de doute, toute loi est nécessairement considérée, par les sujets qui la subissent, comme une mesure utile aux maîtres qui la font et ne la font que dans leur intérêt. La morale dès lors perd, aux yeux de qui elle est prêchée, son caractère de *garantie du bonheur de chacun et de tous;* elle ne paraît plus qu'un moyen à l'usage des dominateurs de la société pour faciliter et assurer les avantages de leur exploitation. Aussi n'obéit-on aux lois à cette époque que lorsqu'on n'est pas assez fort pour se soustraire à leur action, et ne reste-t-on moral que pour autant qu'on n'a pas l'occasion d'être immoral avec profit et sans se compromettre.

— De la définition que nous avons donnée du mot *loi physique,* il suit évidemment que les lois de la nature aveugle, *nécessitée,* n'ont et ne peuvent rien avoir de commun avec les lois de la raison.

L'ordre de force et l'ordre de raisonnement sont opposés. Vouloir que les intelligences soient soumises à la force, c'est nier le raisonnement, la raison même. L'intelligence ne nie point la force ; elle l'accepte pour ce qu'elle est, et l'applique où il le faut. Une chose prouve à la dernière évidence que le moral n'est aucunement dépendant de ce qu'on appelle *la nature,* en d'autres termes, qu'il n'y a point de lois naturelles en morale, c'est que ce qui passe pour bien aujourd'hui, passera pour mal demain, et que l'on condamne ici ce qu'on approuve ailleurs ; c'est le contraire des corps qui tombent partout et toujours exactement comme ils ont tombé depuis l'origine des siècles.

Dans l'état actuel des connaissances acquises, l'opinion seule détermine le bien et le mal, et aussi longtemps qu'il n'y aura point un principe de justice ou de raison universellement reconnu, le raisonnement personnel multipliera et fera varier les opinions à l'infini.

La loi physique est absolue; *elle est ce qui est;* la loi morale est relative au temps, aux circonstances, c'est-à-dire, aux lumières acquises par la société; *elle est ce qui doit être.*

LOISIR.

On appelle *loisir* le temps qui reste à la libre disposition de quelqu'un, après qu'il a travaillé pour la satisfaction de ses besoins organiques. Le loisir est donc, devant la raison absolue, un droit aussi réel que l'est celui aux choses indispensables pour le maintien de la vie.

Devant la raison relative à l'époque d'ignorance sociale, il faut que le loisir manque au plus grand nombre possible d'hommes, afin qu'ils ne tournent pas le développement de leur intelligence au détriment de l'ordre, qui est l'existence de la société. Il faut donc que le travail soit le plus possible rétribué par une main cupide et avare, afin qu'il reste incessant le plus possible aussi, et demeure de cette manière un frein efficace aux passions perturbatrices.

;norance évanouie socialement, chacun aura ;ir nécessaire pour l'exercice de son intelli-, dans n'importe quel but d'utilité qu'il lui de se proposer.

r.

devoir de chaque homme est d'accepter son mme l'ayant mérité par ses actes antérieurs, se préparer un lot meilleur par ses actes ıts. C'est bien simple, et cependant toute la e se trouve résumée dans ce seul précepte.

L'époque où nous vivons est celle du libre ›ppement des intelligences. Les intelligences ient donc se classer elles-mêmes, se faire ɔt social. Est-ce le cas? Non. C'est au con- la naissance, le hasard, comme on s'ex-, qui assigne à chacun la part de facilités ou acles qu'il rencontrera dans la vie. Donc époque à laquelle l'intelligence devrait faire , est encore, sans réserve, sous la domina-e l'ignorance. Le raisonnement peut-il perdre oits qu'il a acquis? En aucune façon; mais :ance doit disparaître pour que l'intelligence ; le droit qu'elle a à se faire son lot.

rAUTÉ.

ır être loyal, il faut, non de la force, mais du ge. L'homme fort peut être hypocrite, c'est-à-issimuler sa force sous les dehors de la jus-t de la raison, afin de l'exploiter plus commo-ıt et surtout plus sûrement. Il y a de l'audace ; : « Je domine exclusivement parce que je e plus fort; » il y a de l'héroïsme pour le à repousser les moyens que lui offre la ruse ;chapper à la force et même pour en triompher.

MIÈRES.

airer, ont dit les uns, n'est pas moraliser; il *abituer* à la vertu. Cela signifie : il faut faire ıachines morales. Selon d'autres, l'homme é est nécessairement bon. La vérité est ce ous allons exposer : supposé que les lumières es dans l'éducation et l'instruction soient s, ce qui ne sera vrai qu'à l'époque de con-ınce, elles ne forceront pas mécaniquement à être juste, mais elles mettront l'homme qui les possédera et qui raisonnera, dans la position intellectuelle la plus favorable pour qu'il ne s'égare point, pour qu'il reste dans le droit chemin : elles le contraindront *moralement* à éviter le mal et à faire le bien.

LUXE.

Le mot est indéterminé. Ce qui est luxe pour l'un est devenu besoin pour un autre. Celui à qui il ne fallait qu'un abri, éprouve bientôt le besoin de rendre cet abri commode, puis de l'orner; finalement le velours, le brocart, les dorures dont il s'entourera, ne seront plus du luxe que pour ceux qui en sont privés, tandis qu'à ses yeux ce seront des nécessités de la vie. Les objets de luxe forment ce qu'on peut appeler le côté brillant des agréments de la société actuelle.

Qu'y a-t-il d'étonnant alors qu'à une époque où les plaisirs de cette vie sont la seule réalité à laquelle l'intelligence aspire, et la vanité le grand moyen de les faire valoir, toutes les pensées du siècle, comme s'en plaignent si amèrement les organes du catholicisme, sont aux folies de l'industrie, aux rêves du luxe, à l'unique amour des richesses? Ils concluent de là que « la justice de Dieu doit s'amasser sur cette société rebelle. » Et néanmoins ils se vantent d'être les conservateurs par excellence de cette même société rebelle! C'est à s'y perdre.

Nous aussi nous prédisons la dissolution prochaine d'une société que le luxe et l'industrie corrodent si profondément. Mais nous soutenons que cette société ne peut plus vivre sans la liberté, bien qu'elle ait été établie pour ne pouvoir vivre que par la suppression de tout exercice de la liberté, de tout travail de l'intelligence. Et nous demandons que cette société contradictoire, absurde, disparaisse au plus tôt devant la démonstration de la vérité suivante, savoir : que le luxe et l'industrie doivent toujours, dans leur essor, demeurer soumis à la raison, parce que la vie présente a, pour chacun de nous, un tout autre but que celui de lui procurer le plus possible de jouissances, fût-ce au prix des souffrances du reste de l'humanité.

M

MACÉRATIONS.

Se priver pour l'avantage des autres est un acte de dévouement. Se priver pour ne pas trop lâcher la bride aux passions qui, cessant d'être modérées, finissent par ne plus connaître de frein, est un acte de prudence, de sagesse. Se priver pour mériter, par des souffrances préventives, le bonheur futur, serait un acte injurieux pour la Providence s'il y avait une Providence, et qu'avec une Providence il fût possible de s'accorder quelque chose ou de se priver de quoi que ce fût sans que cette force suprême y eût consenti, l'eût voulu, l'eût imposé. Se priver enfin pour se priver exclusivement, est un acte de déraison : c'est de la folie.

MACHINES.

Comme allégeant le travail musculaire de l'homme, et lui procurant ainsi du loisir, les machines sont essentiellement bonnes. Mais, en attendant que l'organisation rationnelle de la société leur fasse atteindre ce but, elles n'ont d'autre résultat que d'augmenter le capital des riches, la misère du travailleur. Elles sont utiles aussi dans ce sens, mais négativement; elles aident à combler la mesure du mal social, et par conséquent elles hâtent le moment où il faudra chercher, trouver et appliquer la vérité qui en est le seul remède.

— Sous le régime social actuel, c'est-à-dire avec les demi-lumières acquises à la société, d'où est issu notre état bâtard qui exprime à la fois le besoin d'affirmer et l'impossibilité de ne pas mettre en doute, toutes les choses ont un double aspect; bonnes relativement, elles sont mauvaises dans le sens absolu; mauvaises dans le sens relatif, quand on les considère absolument, elles sont bonnes. L'invention des machines ne fait pas exception.

MAGNÉTISME ANIMAL.

Que des frictions, des attouchements, un fluide même, émané d'une organisation particulière et absorbé à distance par une autre organisation prédisposée à cet effet, produisent des résultats organiques ou physiques, le raisonnement n'y répugne point, et le raisonnement doit toujours être prêt à accueillir et à tenir compte des faits de tous les genres qu'il parvient à dûment constater. Mais il y a loin de là à ce que prétend la science mystérieuse du magnétisme, savoir qu'un individu puisse, par la seule force de sa volonté, agir sur la volonté d'un autre individu qu'il est censé s'être magnétiquement soumise; qu'il puisse faire pénétrer dans une autre intelligence que la sienne, sans le secours des signes, sans l'intermédiaire indispensable d'un langage commun quelconque, les idées, les désirs, les intentions, auxquels il lui plaît de la faire servir d'instrument, et qui engendreront tels ou tels actes déterminés par le magnétiseur; qu'il réussisse à faire exécuter par son patient, sinon malgré celui-ci, du moins sans qu'il y coopère sciemment et volontairement, des choses contraires aux lois du raisonnement, des choses que lui-même magnétiseur, ne ferait pas, que le patient ne ferait pas s'il était éveillé, si en un mot il disposait de lui, mais qui lui deviennent faciles parce qu'il dort, c'est-à-dire parce qu'il est temporairement sans intelligence et sans volonté à lui : cela est inepte, ridicule, impossible; c'est le renversement de toute morale comme la négation de toute raison; c'est la suppression du bon sens, du sens commun, de la société, de l'humanité.

— Le somnambulisme artificiel est, prétend-on, un état physiologique provoqué par le magnétiseur: jusque-là il n'y aurait encore rien à dire. Mais le somnambule magnétisé est censé savoir, sans cependant l'avoir appris, plus et autre chose pendant qu'il

ɔrsqu'il est éveillé. C'est en partant de osition absurde, que les adeptes l'inter- ' ce qu'ils désirent connaître. S'il est lui demande comment il faut s'y prendre ɪrir. Le sommeil dans lequel il est plongé ssi attribuer la science nécessaire pour a source du mal dont d'autres souffrent, ɔpliquer le seul remède efficace. En outre, langues qu'on ne lui a jamais enseignées; fond les sciences dont il ignorait jusqu'au érités les plus cachées dont il ne s'inquié- moins du monde, et qui lui redeviendront ɜs à son réveil, lui sont soudainement : c'est à désespérer de l'intelligence!

ORTE.

té, dans l'état donné des choses, c'est-à- l'état des connaissances acquises socia- de l'organisation sociale qui en est le -t-elle le droit d'empêcher la propriété ɜ s'immobiliser? Le droit, oui, quand, lu, elle en a le pouvoir; car actuellement droit se confondent. A-t-elle raison de Examinons : elle reconnaît le droit de tion privée du sol; elle reconnaît le droit ɔn; elle reconnaît le droit de professer ger par tous les moyens, n'importe quelle embrasser et de répandre n'importe quel devrait, en bonne logique, ne mettre de ni au droit de donner ou de léguer la lu sol pour cause de croyance, ni au uérir ou de posséder le sol pour établir, u maintenir une religion quelconque.

objectera que la propriété individuelle sujette à des mutations par successions, ventes, etc., lesquelles rapportent au pôt dont l'État ne peut plus se passer. ɋu'on impose la propriété immobilière ' de mutation, qu'elle change d'ailleurs ı qu'elle n'en change pas : le fisc sera à l'État ne se sera pas fait complice d'une e parti. On objectera encore que la pro- ɜol tout entière passera à la mainmorte. ɪdons : la propriété foncière s'est immo- tout temps, aux mains du clergé ou de ; les révolutions bourgeoises l'immobi- ɪtenant de plus en plus aux mains des sous la forme du capital, qui tend inces- s'accumuler. Les possesseurs sont tou- *mortes* à ce point de vue, et le restent le mps possible. Mais de nouvelles révolu- ɪiennent, et la dernière ne manque jamais ɜr les abus de la mainmorte quelconque les trésors convoités, pour y substituer les abus des spoliations et des confiscations qui tendent aussitôt à s'immobiliser à leur tour. Les prêtres et les grands y ont passé; les banquiers, les spéculateurs, y passeront. De cette manière, le désordre augmentant progressivement, tantôt par le mal même, tantôt par sa réparation violente, le moment viendra enfin où l'application de la vérité sera indispensable; alors l'ignorance étant dissipée, le sol entrera à la propriété collective, et tous les abus dont on se plaint disparaîtront. — Voir l'article *Mutation de la propriété*.

— Dans toute société, n'importe quelle est l'organisation à laquelle la propriété est soumise, s'il s'y forme des associations particulières, soit philosophiques, soit religieuses, qui abolissent la propriété foncière, individuelle, dans leur sein, la propriété foncière commune surgit immédiatement pour en tenir lieu, et au cas que la société refuse de reconnaître la légalité de cet état de choses, la propriété privée renaît *ipso facto,* même en faveur de ceux qui, par esprit d'école ou de secte, en repoussent le droit de toute l'énergie de leur conscience. Voilà, nous paraît-il, une question qui passe pour si épineuse, la voilà singulièrement simplifiée, et l'épouvantail de la mainmorte réduit à fort peu de chose devant la seule déclaration que la loi ne garantit point les fidéicommis et ne reconnaît point l'interposition de personnes. Mais il faudrait aussi en ce cas que la société n'eût plus deux poids et deux mesures, et qu'elle se conformât à la raison en toutes circonstances et en toutes choses; il faudrait, par exemple, que, le droit de propriété étant entièrement et toujours libre, le père de famille cessât d'être le simple fidéicommissaire de tout ou partie de ses biens au profit de ses enfants, comme jadis les nobles l'étaient au profit de leurs aînés. Les substitutions confiées à la conscience, qu'il n'est d'ailleurs jamais possible d'atteindre, n'offriraient plus aucun danger dès que la société aurait refusé le concours de la force publique pour contraindre le fidéicommissaire à tenir les engagements qu'il aurait pris vis-à-vis de lui-même.

MAITRE ABSOLU.

Ce maître est toujours un principe, jamais un homme ou des hommes : pendant l'époque d'ignorance, c'est le droit supposé, personnifié en Dieu, et représenté par un pontife, des prêtres, un roi, des magistrats ou le peuple; sous l'empire de la raison, ce sera le droit démontré, appliqué par les plus intelligents et les meilleurs. Il n'y a que pendant la phase du doute social que les majorités ne reconnaissent pas de principe qui leur soit supérieur. Elles-mêmes, prétendument absolues, font les principes,

qui précipiteraient la société dans l'absolu désordre s'ils ne la forçaient à chercher l'absolue vérité.

MAJORITÉS.

Les majorités dominent dès que le libre examen a frappé d'impuissance toute autorité non démontrée, et dominent aussi longtemps que l'ignorance rend la force indispensable au maintien de l'ordre. La loi formulée par les majorités est toujours une transaction conçue en termes aussi vagues que possible, afin qu'elle heurte le moins possible les partis dont elle doit paraître exprimer les volontés diverses; de cette manière, elle n'oblige que ceux qui ne sont pas assez forts ou assez fins pour la violer impunément.

— En dernière analyse, les décisions des majorités, n'exprimant jamais qu'une opinion variable par essence, mènent infailliblement de l'instabilité à l'anarchie.

MAL. Pris activement, le mal, qui en ce cas est le mal commis, signifie l'opposé du bien; c'est ce qui est contraire à la règle des actions. Au sens passif, le mal, qui est alors le mal souffert, signifie l'opposé de jouissance, de plaisir; c'est une répulsion perçue, une souffrance.

Le mal est physique, corporel, ou bien il est moral, selon que l'organisme ou le centre nerveux est spécialement affecté. Exemple : un coup reçu produit avant tout du mal physique; une injure subie est plus particulièrement suivie de mal moral.

— L'existence du bien implique nécessairement la possibilité du mal. Comment agirait-on conformément à la raison, si l'on ne pouvait pas violer ses lois? Le bien qu'on éprouve doit avoir été mérité par le bien qu'on a fait. Pour faire le bien, il a fallu le connaître ou croire le connaître, c'est-à-dire le raisonner, le distinguer; de quoi? Indubitablement de ce qui lui est contraire, le mal.

Le mal résulte de l'opposition entre les tendances organiques et les tendances rationnelles; et cette opposition est la condition essentielle de l'existence de la liberté : or, sans liberté, sans raisonnement, il n'y a de concevable ni bien ni mal, ni vrai ni faux; il n'y a plus que matière, mouvement. Il est nécessaire qu'il soit possible de mal faire; mais il ne l'est point qu'aucun mal déterminé soit fait : le mal souffert qui est la punition du mal commis, pouvait être évité, puisque le mal pouvait ne pas être fait.

— Comme mal souffert, le mal n'est jamais qu'apparent; en réalité, c'est la punition, la réparation du mal commis : c'est donc un bien. Et le mal commis est la conséquence de la liberté qu'il devait y avoir à le commettre, puisque sans elle il n'y aurait pas eu de liberté de faire le bien. Concluo est la condition nécessaire de la morali conséquent, le moyen indispensable de n'y a de mal que dans le temps, transit dans l'éternité, tout est bien.

MALHEUR.

Le malheur est la conséquence fatale da d'une faute librement commise dans une rieure; c'est en outre la seule voie pour a l'expiation, au bonheur dans une vie sub

MANGER (*Le besoin de*).

Ce besoin est, pour chacun des indi se compose la société, ce que le besoin c pour leur ensemble, pour la société e pour l'humanité. Dans la société bien or besoin de manger aura sa satisfaction a sera le premier résultat de l'organisati rationnelle), de manière qu'il ne faudra s maintenir l'ordre commun, afin que le be viduel de manger continue à être satisfai société de droit divin, l'ordre était impos ques-uns aux dépens de la satisfaction po besoin de manger; et ceux qui ne mang se résignaient, parce qu'ils croyaient qu'il vait être autrement. Dans la société bour de droit d'examen, le besoin de manger, la discussion, s'insurge contre le besoi Le droit de chacun veut primer le droi Et l'anarchie progresse, jusqu'à ce que rétablisse sur la satisfaction des besoin

MANICHÉISME. Doctrine de ceux q nifient le principe du mal comme celui d

C'est la conséquence de l'anthropom Avec un Dieu tout-puissant, qui a par c créé toutes choses comme il voulait qu'ell et qui les conserve comme il veut qu'el l'existence du mal, même seulement p apparent, c'est-à-dire aussi réel que pos les êtres prétendus, également apparent gers, qui ne sont que des accidents s devant l'être absolu unique, l'existence d plique l'action d'un diable, qui a voulu et l et ce diable doit être éternel et puis comme Dieu lui-même, à moins que Dieu et méchant tout à la fois, ne l'ait créé pour de la responsabilité du mal qui serait thropomorphisme discuté se réduit imn ment à l'absurde.

MANIFESTATION. — Voir *Modifica nomênalité*, etc.

...HANDISES.

...ervent à satisfaire les besoins des con-
...urs et à leur procurer des jouissances; et
...a au delà des besoins, plus que le besoin
...ances ne réclame, la consommation les re-
...lles se détériorent, s'anéantissent. Il en
...ême, *exactement de même*, pour les pro-
s'il s'en présente au delà du nombre de
...t les travaux sont nécessaires, utiles ou
...t agréables aux propriétaires, aux capita-
...x riches, ceux-ci ne les emploient pas, les
..., et ils dépérissent, ils meurent d'une façon
autre.
...t social où les masses sont la marchandise
...es privilégiés, peut-il se maintenir quand
...es examinent et comprennent? C'est une
de vie ou de mort pour la société.

...HE DE L'HUMANITÉ.

...rche de l'humanité offre trois périodes
...nctes : la première est celle qui la constitue
...c'est-à-dire celle où le raisonnement em-
pratique, établit les lois nécessaires à
charge la force de les faire exécuter; la
période est celle pendant laquelle, la
...n ayant paralysé le pouvoir, l'ordre plus
durable que maintenait la force fait place
éphémère dû aux décisions par majorité :
...mes dans cette seconde période. La troi-
...i reste à atteindre, est l'application de la
...solue, rendue indispensable par l'impuis-
...onnue de toute force, ouverte ou cachée
apparence de raison.

...HE DES SOCIÉTÉS.

...enons à constater la marche fatalement
...ve de nos sociétés vers un état où, la
...s'accumulant de plus en plus en moins de
paupérisme s'étend chaque jour davan-
attendu l'incompressibilité de l'examen,
...s patiemment souffert; où par conséquent
...tentement toujours plus grand rend les
...s toujours plus fréquentes, et accélère
...finiment la marche de l'anarchie qui me-
...manité d'une catastrophe. C'est aux domi-
...e la société, à ceux qui l'exploitent à leur
...tirer de ces prémisses qu'ils ne nous con-
pas, les conséquences qui en découlent,
...gler d'après leurs conclusions réfléchies :
...y convions dans leur propre intérêt.

...HÉ (*Bon*).

...x vénal des choses se compose de deux
..., savoir : la part abandonnée aux ouvriers qui leur ont donné la forme voulue, et celle qui est prélevée par le bailleur du capital utile pour leur transformation. Il n'est donc pas seulement question de rechercher si les objets de consommation sont à bon marché ou s'ils sont chers; il faut avant tout et surtout déterminer lequel des éléments de leur prix a influé sur leur hausse ou sur leur baisse.

Quand le travail dominera le capital, les objets de consommation hausseront nécessairement de prix sous le rapport du salaire, mais ils baisseront sous celui du capital qui aura aidé à les produire. Dès lors la consommation augmentera avec le nombre de ceux qui pourront satisfaire leurs besoins, et dont les besoins s'accroitront avec la facilité de les satisfaire. Il y aura ainsi action et réaction : le travailleur jouira des fruits de son labeur proportionnellement aux efforts qu'il lui aura fallu faire pour les produire, et la production se multipliera en raison directe du nombre des consommateurs. Aussi longtemps au contraire que le capital exploitera le travail, les objets de consommation ne seront à bon compte que parce que l'ouvrier aura été pressuré au maximum de la possibilité; le capitaliste n'aura rien diminué de son bénéfice, car il prendra presque tout pour lui. Que consommerait encore le travailleur en ce cas, au delà de ce qui lui est absolument indispensable pour vivre? C'est à grand'peine s'il peut se procurer ce triste nécessaire. La spéculation et le commerce fleurissent; mais l'ouvrier, plus il travaille, plus il devient misérable : il perd toujours, et il perd précisément ce qu'il fait gagner en plus à ses maîtres. Ce n'est donc en dernière analyse que le riche qui consomme : l'ouvrier fournit à la consommation et, s'il n'est pas lui-même consommé, il meurt de faim.

MARCHER.

Le monde marche, dit-on : c'est vrai. Mais cela ne signifie rien de déterminé. Tout marche, c'est-à-dire se modifie dans le temps, change, et le mot *monde* exprime l'universalité des choses. Comment marche le monde? Là est la question. Car si l'intelligence marche en avant dans les sciences *naturelles*, comme on les nomme, mécaniques, exactes, industrielles, etc., il marche évidemment à reculons dans la science sociale, qui est la science par excellence, puisqu'elle a pour objet d'assurer l'ordre de manière à en faire jaillir le plus grand bien-être *possible* pour tous les hommes. Tandis que les privilégiés de notre organisation sociale actuelle marchent vers l'accumulation des moyens de jouissance, les déshérités marchent vers la misère, et les uns et les autres marchent vers la dissolution

d'un ordre de choses qui ne fait en réalité le bonheur d'aucun des intéressés.

MARIAGE. Union d'un homme et d'une femme, qui a pour mobile l'attraction des sexes, et pour résultat : au physique, la reproduction de l'espèce; au moral, l'existence de la famille, élément de la société.

Pour des individus jusqu'alors isolés de toute société, et partant incomplets, l'union entre les sexes donne lieu au développement du raisonnement par le verbe, et à la société par le raisonnement.

Le mariage légal est l'amour physique légitimé.

MASSES.

Il n'y a des hommes, matière à exploitation, qu'on appelle *des masses*, que pendant l'époque d'ignorance sociale. La nécessité impose alors cette exploitation, qui est une condition d'ordre aussi longtemps que l'examen peut être comprimé; qui devient une cause d'anarchie dès que les intelligences se développent librement; que cependant la société ne pourra abolir, sous peine de se suicider, que lorsqu'elle possédera la vérité absolue.

— L'emploi du mot *masses* par nos réformateurs, dans le sens de peuple, de prolétaires, suffit pour faire comprendre que la réforme qu'ils projettent est exclusivement matérielle, et qu'eux-mêmes, le sachant ou sans le savoir, sont matérialistes. Ce sont les mêmes hommes qui, faisant *fonctionner* leur esprit, en appellent au *mécanisme* de l'intelligence pour établir la *physique sociale*. Qu'il y eût des masses pour ceux qui fondaient la société sur la foi, c'est facile à concevoir; qu'il y ait encore des masses pour les conservateurs qui veulent substituer la force ou la ruse à la croyance, c'est tout simple. Mais quand on rêve la découverte de la vérité et l'application de la justice, cela ne s'explique plus. Ceux alors qui semblent s'apitoyer sur le sort des masses, et chercher à améliorer la condition des masses, ne font en effet que ruer ces masses sur un ordre de choses dont eux-mêmes sont mécontents parce qu'ils n'y ont pas la plus grosse part, quitte, après le succès, à ne pas même abandonner à ces masses un lopin de la curée dont celles-ci leur ont permis de se gorger.

MATÉRIALISME. Affirmation qu'il n'y a que matière.

« L'athée, a dit Voltaire (il aurait dû dire le matérialiste), fourbe, ingrat, calomniateur, brigand, sanguinaire, raisonne et agit conséquemment s'il est sûr de l'impunité de la part des hommes. Car, s'il n'y a pas de Dieu (lisez : s'il n'y a pas immatérielles, réelles), ce monstre est s à lui-même. Il s'immole tout ce qu'il désire ce qui lui fait obstacle. » Châteaubriand s primé de nos jours dans le même sens : « La est la base de la société; mais si tout est en nous, il n'y a réellement ni vices ni ve conséquemment pas de morale. »

Quiconque donne aux choses une réalit que celle de leur manifestation, est mat sciemment ou à son insu. Car, si tout est ment réel, plus rien ne l'est spécialement.

— Prêcher la fraternité, se vanter de ment, dire qu'il peut y avoir société, hu sans que les hommes sachent ou croient réellement une sanction ultra-vitale, c'est l rialisme des sots ou des fripons. Dans une matérialiste, chaque intérêt particulier est sairement opposé à l'intérêt général, et seule décide du triomphe de l'un ou de l'a matérialiste qui prétend être un homme m n'est un imbécile, joue en homme adroit mots, et parle pour ne rien dire. A moins parle pour déguiser sa pensée, pour menti qu'il juge convenable de faire avec les sc veut tromper. Car une fois le matérialism lement établi, nous serons forcés d'avou M. Proudhon, que les mots ont cessé de rep les choses qu'ils exprimaient aux temps d que, par exemple : « la pitié, le bonheur et l de même que la patrie, la religion et l'am sont (plus que) des masques. »

— Nous insistons à chaque page et, po dire, à chaque ligne sur le fait du matériali est devenu la doctrine avouée ou dissim siècle. Nous montrerons plus loin que l'e ment supérieur (voir le mot *Universités*), e rialiste, que par conséquent les académie tifiques, littéraires, voire politiques et n composées des hommes les plus éminents science, sont matérialistes. On nous accus gération; on irait presque jusqu'à nous un procès pour avoir calomnié nos plus contemporains. Nous tenons à nous lave reproche : une publication récente nous v aide fort à propos.

M. Enfantin, autrefois le père suprême d simonisme, a fait paraître à Paris, *et a l'empereur Napoléon III* qui a agréé cette d un ouvrage intitulé : *Science de l'homme, logie religieuse;* ce qui nous paraît vouloi *science de l'homme, mécanisme libre*. On y

« La science, matérialiste en fait, mai moins encore imbue de la foi anticharnel

ıile : après des circonlocutions, des détours
, elle a éprouvé elle-même de prudes répu-
elle s'est bouché le nez, les yeux, en
. le nez et les yeux à ses élèves ; de sorte
peu vu, mal senti, et nous a souvent
:n commençant par se tromper elle-même. »
leau est tracé de main de maître et d'une
.e qui frappe au premier coup d'œil. En
science, matérialiste, en ne se manifestant
: ouvertement, assez franchement, laisse
osition des savants méticuleux un vernis
ıalisme, un masque de religion. Mais ce
; ainsi que l'entend M. Enfantin ; il veut
xplique sans réticence ni ménagement.
; doute, dit-il, c'est une plaisanterie, et
ıe assez sale plaisanterie, que cette idée
re, je crois : « Le destin des empires
l d'une bonne ou d'une mauvaise selle. »
'est une critique de la politique, c'est bien
ıre une critique de la science de l'homme,
'e et n'enseigne pas l'importance capitale,
:onséquent religieuse, sainte, morale,
ıolitique, de la fonction harmonique équi-
grand tube alimentaire.
t selon l'état de cette fonction, selon la
lont le *moi* absorbe, s'assimile et excrète,
ıt, se nourrit du *non-moi*, que les senti-
nt bons ou mauvais, et qu'en conséquence
sonne et agit bien ou mal. »
ıurions cru faire injure au lecteur en sou-
pour qu'il les remarquât, les passages
saillants de ces citations : nous les trans-
sans réflexions ni commentaires ; chacun
'a et prononcera.
ira-t-on peut-être en Belgique, tout cela
pour la France, et nous n'avons rien de
avec les extravagances de nos voisins.
s'il vous plaît ! cela est bon et vrai pour
s sociétés où la libre discussion domine et
issance de la vérité manque. Un Belge,
cé, homme d'un mérite incontesté et qui
ne grande influence sur la jeunesse, s'ex-
il y a de cela très-peu de temps, d'une
analogue à celle employée par l'ex-père
ıonien, parlant de l'importance politique,
t religieuse du tube alimentaire : peut-être
:s termes dont s'est servi notre savant
ote sont-ils plus saisissants encore et plus
ues. « Quelques philosophes modernes,
es paroles, s'obstinent à chercher la vérité
t et bien loin, tandis que chacun de nous
sa culotte. »
n'aurions pas osé écrire ces ignobles et
es doctrines, exprimées surtout en langage de mauvais lieux, si nous n'avions été convaincu que, pour ne laisser aucun prétexte au doute dans une matière de si haute importance, il fallait braver toutes les opinions et toutes les convenances, et pousser la hardiesse jusqu'au cynisme.

Au reste, nous avions à montrer que la Belgique est aussi avancée que la France dans la voie de la démolition de la société. Nous aussi, nous sommes au courant de la science, et nos voisins n'ont pas à nous stimuler pour nous faire arriver en même temps qu'eux au bord de l'abîme qui doit tout engloutir.

MATÉRIELS (*Besoins*).

Il faut, dit-on, satisfaire les besoins matériels des classes souffrantes avant de songer à leurs besoins moraux. Cela est juste. Mais comment y parvenir ? Le mal gît dans l'exploitation des masses par quelques privilégiés. Or, eux seuls aujourd'hui peuvent améliorer le sort de ceux qu'ils exploitent ; les forcer à le faire est impossible, car ce sont eux aussi qui sont les maîtres et font les lois. Et, quant aux révolutions dont le peuple dispose, mais auxquelles il n'assigne pas encore de but rationnellement déterminé, elles sont tôt ou tard escamotées au profit de quelques intrigants qui s'en emparent. Pour donc que les maîtres actuels de la société s'exécutassent spontanément, ils devraient comprendre, ce qu'ils sont encore loin de faire, que leur considération, leur fortune, leur vie même sont en jeu, et le seront de plus en plus sérieusement à mesure que les abus de la société iront en augmentant, et surtout à mesure qu'ils seront plus généralement et plus vivement sentis. Plus tard, l'ignorance sociale se dissipant, chacun saura qu'il est en conscience obligé à se dévouer au bien de tous, puisque, s'il a de ce chef à se condamner à quelque sacrifice présent, il en sera amplement récompensé par la rémunération qui est assurée à tout devoir accompli, comme le châtiment du devoir violé est inévitable.

Il faut donc, avant tout, instruire les riches si l'on veut nourrir d'abord, puis instruire les pauvres. C'est le scepticisme et l'immoralité des riches qui pervertissent les pauvres : la connaissance de la vérité acquise aux riches, pourrait seule donner aux pauvres, avec le pain du corps, celui de l'esprit, et faire renaître la société entière à la justice et au bonheur. Le raisonnement suffira-t-il pour ouvrir les yeux aux riches, voilés par l'ignorance, ou bien faudra-t-il que l'excès du mal social, que l'anarchie abaisse les cataractes qui les empêchent de voir la vérité ? Le temps nous l'apprendra.

MATERNEL (*Amour*).

Pendant la lactation, c'est une attraction organique, que la raison approuve et encourage; après, c'est une habitude qui est aussi naturelle que la première, également aveugle et également justifiée aux yeux de la raison, habitude qui peut s'élever jusqu'au dévouement, mais qui peut aussi se trouver en opposition avec le devoir. Pour qu'il y ait dévouement véritablement méritoire, il faut qu'il naisse du raisonnement seul, et triomphe de toute tendance organique qui lui ferait obstacle, l'amour maternel compris.

MATHÉMATIQUES. Science dont le point de départ est l'unité, supposée réelle.

Aussi longtemps que la réalité des unités n'est pas démontrée sans réplique possible, les mathématiques reposent sur une hypothèse. Une fois que la supposition de cette réalité est admise, on nomme, pour abréger, un et un, *deux;* un, un et un, *trois;* un, un, un et un, ou deux et deux, *quatre,* et ainsi de suite. Dès lors, la proposition *deux et deux font quatre* devient incontestable, toujours bien entendu si les deux *uns* dont se compose le *deux* sont incontestablement réels. Les mathématiques n'apprennent rien à ce sujet : c'est à la métaphysique qu'il faut recourir pour obtenir la certitude.

MATIÈRE. Tout ce qui modifie le sentiment de l'existence.

On a demandé si la matière pouvait penser. Elle pourrait au plus paraître penser, s'apparaître comme pensant. Et, s'il n'y a que matière, c'est ce qui est; car bien certainement nous sommes matière et nous percevons le sentiment de l'existence dans le temps, nous pensons. Mais il est impossible que la matière pense réellement, c'est-à-dire librement : tout dans l'ordre matériel est nécessaire et relatif; il n'y a de liberté, d'intelligence réelle, que par l'indépendance, par l'absolu.

L'existence de la force, de la matière, nous est démontrée par le sentiment que nous avons de nous-mêmes, par le sentiment que nous avons en nous de chaque mouvement qui nous modifie, de chaque phénomène; et s'il n'y a que de la force, nous ne sommes que du mouvement; notre vie est exclusivement une série de modifications, de phénomènes, sans spontanéité, sans réalité. Pour qu'il y ait un ordre moral, de la liberté, des droits, il faut qu'il y ait autre chose encore que de la matière, il faut qu'il y ait de l'immatériel; et désormais cet *autre chose* doit non-seulement être cru, mais en outre être prouvé, et prouvé incontestablement. Sinon, rien ne sera plus facile que de mettre au-dessus de toute co[...] qu'il n'y a point de droit, que la force fai[...] qu'elle est le droit, qu'il n'y a pas d'a[...] que la force, enfin qu'il n'y a que la forc[...]

MATIÈRE (*Lois de la*).

On parle beaucoup de ces lois, mais [...] bien définir ou en les définissant de t[...] qu'elles dominent l'homme lui-même, [...] lors sous elles avec toutes les choses. L[...] la matière existent indubitablement; e[...] nécessairement ce qu'elles sont. Mais dé[...] nous de ces lois ? Là est la difficulté. Si [...] mes la conséquence des lois de la matière [...] sommes plus rien de réel. Si au contrai[...] tière était réglée dans ses manifestations [...] ment par notre volonté, il n'y aurait plu[...] matériel, c'est-à-dire des phénomènes [...] eux par un enchaînement essentiellement [...] pour chacun de nous. La question est [...] Qu'est-ce que les lois de la matière? Et l[...] à cette question, pour que l'homme soit [...] sa volonté et de ses actes, bien que la [...] nalité ait ses manifestations indépendant[...] doit nécessairement être la suivante : L[...] la matière sont celles que l'observation [...] connaître comme exprimant la marche [...] faits matériels suivent régulièrement.

MATIÈRE PREMIÈRE. Au propre, [...] globe que nous habitons; au figuré, ce [...] produits dont s'empare chaque indust[...] leur faire subir les transformations qu'ell[...] pose.

Avec du sol, ou ce qui provient du sol, l[...] c'est-à-dire l'intelligence, fait tout ce [...] possible de faire. Si en outre l'intelligen[...] pour produire, s'aider des produits anté[...] travail, son travail présent s'en trouve [...] coup abrégé et facilité.

MAXIMUM ET MINIMUM.

Certes, il est juste, il est raisonnable [...] homme n'ait moins de ressources qu'il [...] besoins réels, et ce moins-là peut être d[...] par un *minimum* et exprimé en chiffres. M[...] de l'organisation de la société que doit [...] l'impossibilité qu'aucun homme ne tombe[...] faute, au-dessous de ce *minimum;* et non [...] tervention du gouvernement qui l'emp[...] tomber, non de la loi qui dise : « Voilà le m[...] du prix des denrées, le minimum du salai[...] Cette intervention serait la négation de la [...] de l'intelligence, de l'homme même.

.TEUR.
un créateur, il n'y a plus hors de lui que ures, c'est-à-dire des êtres illusoires, ts, sujets. Souvent (cela n'a pas besoin nontré) ces êtres se sentent malheureux. ie le maître est tout-puissant et que les sont pas libres, le mal qu'ils font, supposé tres non libres puissent faire réellement le mal, ne saurait leur être imputé, et ls souffrent doit nécessairement lui être lui créateur. On a voulu cependant, et on iloir sauver sa bonté suprême, qualité qui ssi essentielle que la toute-puissance; on ais aux dépens de cette toute-puissance ·nt. On a chargé le créateur de la répa- mal que ses créatures étaient censées imis. On a affirmé qu'il s'était incarné ophète, messie, christ; comme médiateur, t, entre lui-même et les hommes.

ela est demeuré respectable quoique ab- nt qu'on l'a accepté comme exprimant ble dogme de l'infinie miséricorde de Dieu. ou tard, l'examen devenu libre devait e prétendu mystère, et ne plus laisser ie la mystification. C'est ainsi que la dis- ι démontré que les théologiens avaient r douloureusement par Dieu lui-même, la t il avait voulu ou du moins permis (l'un re) que les hommes se rendissent coupa- malgré ce sacrifice fait en vue de sauver es, il n'était encore parvenu à en sauver t petit nombre, parce que, pour mériter ivés, il fallait qu'ils eussent, du moins en ɜ, la liberté de pouvoir se perdre, et que de cette liberté ne pouvait se manifester a perte de plusieurs.

ns à ce luxe de contradictions qui s'en- pour se soutenir les unes les autres, la [uante de toutes les contradictions, celle iccuser Dieu d'avoir prédestiné de toute ses créatures, ou plutôt ses *victimes*, les ; élus) au salut éternel, les autres (les s) à l'éternelle damnation. Et cela pour- ır avoir abusé de la liberté prétendue, dont n'avaient jamais été en possession, puisque r homme les en avait privés, et que Dieu, eur, n'avait pas réussi à la leur rendre. ıt, en sa qualité de créateur tout-puissant nent bon, il en avait doué leur premier ι devait s'en servir (Dieu le savait, ou il s Dieu) pour consommer le malheur de race, et rendre indispensable la rédemp- ıe. En vérité, on serait porté à nier l'in- ; qui a pu acquiescer à tant d'absurdités!

MÉMOIRE. Il y a d'abord mémoire matérielle: c'est la propriété qu'ont les êtres de conserver, pendant un temps plus ou moins long, les modifications qu'ils ont subies, modifications qui, dans ce cas, ne doivent pas aller jusqu'à changer l'ensemble des qualités servant à manifester l'identité desdits êtres. Il y a ensuite mémoire intellectuelle : c'est la propriété de conserver, pendant un temps plus ou moins long, les images des modifications perçues par une immatérialité.

N'oublions pas la mémoire centralisée, qui est la mémoire unique pour un seul être.

Pour que la signification restreinte qu'on donne au mot *mémoire* soit bien comprise, il faut d'abord donner à cette expression une valeur générale et lui faire signifier : la propriété qui se manifeste chez les êtres, celle de garder pendant un certain temps les impressions qui les ont modifiées. De cette mémoire, toute de manifestation, on passe facilement aux propriétés d'attraction ou de répulsion qu'acquièrent les corps, et qui *semblent* être le souvenir de choses qui se conviennent. De là, il ne reste qu'un pas à faire pour parvenir à la mémoire matérielle des animaux, dont le centre nerveux, impressionné fortement et à diverses reprises, garde la trace du choc communiqué, de manière à pouvoir en recevoir organiquement la réitération; ce qui, arrivant en l'absence de la cause à laquelle ce choc avait été dû, offre l'*apparence* d'un rappel spontané ou volontaire.

De ces mémoires matérielles à la mémoire intellectuelle la transition est facile. Les prémisses qu'on vient de lire sur la mémoire générale et la mémoire des animaux, rendent facile à saisir l'explication de la mémoire qui est exclusive à l'homme. Cette mémoire est l'*intellectualisation* des modifications qu'a perçues l'immatérialité unie à un organisme, modifications devenues, sous la forme d'idées, les images des sensations. L'*intellectualisation* dont nous parlons se fait au moyen de signes communs, signes *idéés*, si cela peut se dire, par deux ou plusieurs hommes qui se trouvent en contact nécessairement prolongé ; ces signes représentent les idées, qui elles-mêmes représentent les sensations, dont dès lors la reproduction volontaire et l'expression dépendent de chaque intelligence.

—Nous allons nous répéter peut-être, mais nous tenons à être bien compris : l'importance de la matière nous impose le devoir de ne rien négliger pour cela. Nous avons dit que la mémoire matérielle est la conservation de la trace qu'a laissée dans un être la modification qu'il a subie. La mémoire intellectuelle est la conscience de la mémoire matérielle, c'est-à-dire qu'elle consiste dans la

connaissance conservée de la modification subie et sentie. Cette connaissance est une image, qui, pour être rappelée sciemment et volontairement, doit avoir été placée par l'âme sciemment et volontairement, sous un signe destiné à la représenter à ses yeux. En effet, la volonté ne peut avoir de prise que sur une idée, exprimant une sensation, et non sur cette sensation même. Il n'y a que l'intelligence, ou plutôt *le vouloir*, l'immatérialité, qui puisse évoquer l'idée qu'elle-même a abstraite de la modification qu'elle a éprouvée, de la sensation, du mouvement senti, en y attachant un signe choisi par elle, et au moyen duquel elle en rend compte aux autres intelligences et la reproduit pour elle-même. Cet acte est essentiellement spontané, libre, réel. « La mémoire, a dit Pascal, est nécessaire pour toutes les opérations de l'esprit. » En effet, l'esprit n'opère que sur les idées conservées dans la mémoire, et qu'il compare et combine entre elles.

MÉMOIRE D'UNE VIE A UNE AUTRE. — Voir l'article : « *Identité de la même sensibilité à travers toutes les vies possibles.* »

Pourquoi, pendant la vie présente, ne se rappelle-t-on pas la vie passée? Par la raison qui fait que, dans les diverses vies, on ne voit pas avec le même œil, on n'est pas touché au même corps. La mémoire est le sens général qui nous met en rapport avec le reste de la matière, comme l'œil nous donne la sensation de la lumière, etc. La mémoire enchaîne les unes aux autres les modifications senties pendant chaque vie particulière; l'intelligence lie entre elles les différentes vies par cela seul qu'elle démontre incontestablement leur réalité. L'homme se rappelle les sensations qu'il a éprouvées, et les raisonnements bons ou mauvais qu'il a bâtis sur ces faits, les rapportant à une cause hors de lui, ou les devant à des hallucinations. Lorsque l'âme a perdu les moyens de se sentir modifiée, faits et raisonnements s'évanouissent.

La mémoire ne peut donc donner qu'une certitude relative à la vie, à l'organisme. La certitude métaphysique se trouve exclusivement, pour toutes les vies possibles, dans le raisonnement, qui, prenant pour point de départ le fait de l'existence sentie, a pour conclusion incontestable la réalité du raisonnement même, dont le principe, savoir le sentiment pur de l'existence, est réel, c'est-à-dire est éternel; et de là suit nécessairement la réalité d'une succession indéfinie de vies et d'organismes, la réalité de l'ordre de justice absolue qui coordonne ces existences entre elles, enfin la réalité du droit, du devoir, de la société.

MENDICITÉ.

On réprime la mendicité; c'est fort bien fait : c'est même nécessaire, car la mendicité est une lèpre immonde qui relâche tous les ressorts de la vie sociale. Mais on devrait, avant cela, donner du travail aux mendiants valides, du pain aux mendiants incapables de travailler; et, dans l'état actuel de la société, c'est la chose impossible. L'aliénation de tout le sol à des individus s'y oppose, comme l'ignorance s'oppose à l'entrée rationnelle du sol à la propriété collective. Sait-on ce qui en résultera? Les mendiants réprimés se feront voleurs, les voleurs assassins, et on sera finalement forcé de réorganiser la société, afin qu'il n'y ait plus de pauvres, ni sous le rapport de l'intelligence, ni sous le rapport de l'estomac, c'est-à-dire plus d'hommes privés de sol et d'instruction, et dépendant par conséquent d'autres hommes pour avoir du travail et du pain.

MENSONGE. Affirmation de ce que l'on sait ou croit être faux.

Tant que la vérité n'est pas établie de manière à ne pouvoir être mise en doute, elle demeure à l'état de préjugé. Une opinion quoique incontestée, c'est-à-dire quoique acceptée comme vérité relativement à l'époque et à ses connaissances, n'est point une vérité dans le sens propre du mot; pour l'être, il faut que, par la démonstration, elle devienne réelle, absolue. Les erreurs ne se présentent à l'examen que décemment vêtues et le plus souvent parées de tous les oripeaux de l'éloquence, de peur de paraître des mensonges; la vérité qui n'a rien à cacher, qui doit se faire valoir par elle-même, se montre sans fard et même sans voile, simple et nue.

— Il est difficile de séparer l'erreur du mensonge; car en affirmant comme vrai ce qu'il sait ou croit être faux, l'homme est possédé par l'erreur que le mensonge peut lui être utile, erreur à laquelle la recherche sincère de la vérité ne tarderait pas à le faire renoncer. Nous croyons donc devoir ajouter ici que toute erreur a sa source dans le matérialisme, avoué ou caché, et que toujours elle ramène forcément au matérialisme. Comment pourrait-il en être autrement? L'erreur-mère est celle de faire de l'homme un être de second rang, comme s'il était possible qu'il y eût des catégories diverses d'êtres proprement dits, comme s'il était possible que l'homme existât plus ou moins réellement, plus ou moins librement, soit parce que Dieu l'aurait voulu ainsi et continuerait à le vouloir, soit par un effet nécessaire des lois de la nature physique, de la matière. Ce sont principalement les philosophes qui ont

ssé la seconde de ces opinions. La première lle des croyants, des dévots. Toutes deux ssent au matérialisme, c'est-à-dire à la non de l'homme; car la volonté de Dieu n'est qu'une force.

NTEUR.

t-il rejeter comme mensonge tout ce que dit nteur? Non : il faut rejeter le mensonge, lorsqu'il a pour auteur celui qui a la répu- de toujours dire la vérité; et quand le men- 'habitude dit vrai, il faut ne pas hésiter à r d'accord avec lui. Règle générale : jugez la dite, sans égard aucun à celui de qui elle nt. Les idées n'ont pas de nom propre; elles ustes ou fausses, quelle que soit d'ailleurs urce. Que l'on se tienne plus sur ses gardes homme qui n'est pas de bonne foi, nous le s bien. Examinez plus soigneusement ses s, mais n'examinez que cela; laissez en celui qui les profère : la vérité ou l'erreur ns la proposition émise, et non dans l'organe elle a passé. Ceci est un conseil aux sectes partis, qui condamnent systématiquement qui se fait et se dit dans le camp opposé, et raient que *deux et deux font quatre,* si leurs aires s'avisaient de prendre cette équation evise.

PRIS.

mépris pour les actions honteuses et pour les es qui les commettent, est un hommage aux belles actions et aux hommes de bonne te par ceux qui ont le sentiment de leur et qui se respectent. Quand on ne méprise ersonne, c'est que tout le monde mérite méprisé. Alors aussi, il n'y a plus de respect ien.

RVEILLES DE LA NATURE.

rloge prouve un horloger. Fort bien. Mais rloger ne peut faire que des horloges. Si nent est concluant pour l'existence de Dieu, également pour l'automatisme des hommes. pourquoi nous allons au delà pour trouver ne réel, l'homme libre, responsable de ses t social. L'homme se sent, disons-nous : si ibilité est un être réel, il n'y a plus d'hommes es; il n'y a que des modifications, du mou- t, se manifestant à la sensibilité, tantôt horloge, tantôt comme système du monde, nme animal, là comme plante, puis comme brut, puis encore comme force, enfin comme rte quel phénomène, ou comme l'ensemble de tous les phénomènes qu'on appelle *la nature.* Dès lors l'horloger, à quoi sert-il? Tout ne se réduit-il pas à la force *qui meut, qui modifie,* et au sentiment qui se perçoit comme étant *mû, modifié?*

MESURE. — Voir *Criterium.*

Dans nos gouvernements modernes, le pouvoir a sa mesure que l'opposition déclare fausse, mais dont elle se servira lorsqu'elle sera pouvoir à son tour. Le pouvoir déchu arguera alors de faux le poids qui sert à l'opposition triomphante et dont à peine lui-même a cessé de se servir. Les deux partis appellent cette tactique *justice* et *loyauté.* Le seul droit commun qui soit reconnu est celui en vertu duquel chacun cherche à faire prévaloir sa force pour demeurer le maître en écrasant les plus faibles, naturellement ses esclaves.

— Les moralistes recommandent aux hommes de n'avoir qu'un poids et qu'une mesure. C'est fort bien dit; mais aussi longtemps que dure l'ignorance sociale, c'est tout bonnement impossible. La seule mesure qui puisse être réellement et universelle- ment commune est la vérité. Pendant l'époque de foi, la mesure crue bonne par les fidèles appartenant à une révélation déterminée, est nécessairement estimée mauvaise par ceux d'une autre révélation. Les juifs sincères mesuraient-ils les chrétiens au même mètre que les vrais chrétiens mesuraient les juifs? L'honnête mahométan, fanatique de la secte d'Omar, n'a-t-il pas horreur de l'honnête mahométan inféodé à la secte d'Ali?

Et maintenant que la foi a succombé sociale- ment, n'est-ce pas l'esprit de parti qui fournit à chacun son poids et sa mesure? Les catholiques appellent *confiscation, vol,* la mesure politique des révolutionnaires, par laquelle le clergé a été dé- pouillé de ses biens, comme les libres penseurs appellent *confiscation, vol,* les lois religieuses qui enlevaient leurs biens aux hérétiques. Les jésuites qui glorifiaient les assassins Jean Châtel et Ravail- lac, condamnent Brutus et exècrent les régicides de la Convention. Les républicains conséquents qui regrettent la loi des suspects et l'application de la guillotine comme moyens d'ordre et d'unité, rugis- sent contre les procès inquisitoriaux d'autrefois et le fonctionnement du bûcher, qui avaient le même but. Que pensent en France les vaincus de 1852 des lois draconiennes qu'on accumule contre eux en 1858? Précisément ce que les vaincus de 89 pensaient des mesures de terreur de 93. Logique d'opinions et de partis (voir ces articles); expres- sion du *tohu-bohu* des intelligences, et indication certaine du prochain désordre dans les choses, en tout.

MÉTAPHYSICIENS.

Ce mot qui devrait signifier « ceux qui s'occupent de la science non physique, » a été détourné de son vrai sens pour prendre celui de « s'occupant de choses abstraites, de raisonnement pur, de philosophie. »

Aujourd'hui la plupart des philosophes prétendent que l'immatérialité des âmes ne saurait être démontrée; et néanmoins ils continuent à se dire et à se croire métaphysiciens. La métaphysique alors devient la physique : car si l'âme n'est pas incontestablement immatérielle, il n'y a de réellement incontestable que la matière, puisque, hors le sentiment, *le sentir*, tout est bien évidemment physiologique, physique, matériel. Et voilà comment, après avoir dénaturé la signification rationnelle des mots, on raisonne en dépit de la raison.

MÉTAPHYSIQUE. Le non physique, l'opposé de physique.

C'est le domaine moral, celui du raisonnement, de la liberté, de la vérité, de la réalité. Le principe fondamental et unique de la morale et de la métaphysique est la sensibilité immatérielle. On peut appeler la métaphysique *les mathématiques des réalités.*

Les philosophes s'élèvent généralement contre ce qu'ils appellent *l'insoutenable prétention* de vouloir appliquer à la philosophie la méthode rigoureuse des mathématiques. C'est cependant là que doit se trouver la vérité qui importe le plus, la vérité sur laquelle nous devons rendre toute contestation impossible avant de passer à ce qui n'en est qu'une conséquence. En effet, si nous ne savons avec certitude ce que nous sommes et comment nous devons agir, à quoi nous servent, sous le point de vue moral ou social, les sciences physiques avec leurs admirables progrès, et les sciences exactes avec leurs plus indubitables théorèmes? Nous pouvons les appliquer pour opérer le mal comme pour faire le bien, car nous n'avons pas de criterium pour distinguer déterminément l'une de l'autre, du moins sans craindre de nous tromper. Et puis, comme le défaut d'une règle morale, dont la réalité soit démontrée rationnellement, nous livre sans cesse et sans défense à l'entraînement des passions, il y a beaucoup d'apparence que nos sciences matérielles, en l'absence de la science réelle, de la connaissance de la vérité sur la réalité du droit, nous mèneront à nuire aux autres et à troubler l'ordre social.

Leibnitz a dit : « Si quelqu'un voulait écrire en mathématicien dans la métaphysique ou dans la morale, rien ne l'empêcherait de le faire avec rigueur.... Je crois que, si on l'entreprenait comme il faut, on n'aurait point sujet de s'en repentir. » Il n'est pas nécessaire pour nous que cela soit confirmé par le fait; nous le reconnaissons *à priori* comme essentiellement vrai, ou il n'y a plus rien de vrai en fait de raisonnement. Ce sont ces réflexions qui ont inspiré au fils de celui qui écrit ces lignes l'idée de présenter la *science sociale* sous la forme simple, serrée et rigoureuse des traités de mathématiques. Le présent *Dictionnaire rationnel* est le développement des théorèmes dont son livre sera le recueil.

MÉTHODE. Règle pour atteindre un but déterminé.

La seule méthode véritablement bonne de raisonner, d'apprendre dans le sens réel du mot, est de commencer par le commencement, c'est-à-dire d'oublier complétement ce que jusqu'alors on croyait avoir su, pour y substituer ce qu'on saura en effet. Pourquoi les enfants apprennent-ils si facilement? Parce qu'ils ne savent rien encore, ou plutôt ne s'imaginent pas savoir quelque chose. Pourquoi les hommes qu'on appelle *instruits,* sont-ils si rebelles à toute instruction? Parce qu'ils croient savoir, et bien savoir, tout ce qui est du domaine de l'intelligence; parce qu'ils ont trop de vanité pour supposer qu'aucune raison personnelle puisse avoir un horizon plus étendu que la leur; parce qu'enfin ils reculent devant le travail de se refaire enfants pour se former un autre raisonnement, un langage nouveau, dont ils n'avaient pas même l'idée; car tout doit changer, jusqu'aux expressions, ou du moins jusqu'à la valeur vague jusqu'ici, impropre, souvent fausse, qu'on leur avait constamment prêtée.

C'est tout au plus si, forcé dans ses derniers retranchements, le *savant* de nos jours consent à adopter par-ci par-là quelque proposition isolée, qu'il engrène, tant bien que mal, dans ce qu'il appelle *son système;* comme si un système était fait de lambeaux pris au hasard, comme si ce n'était pas essentiellement une œuvre tout d'une pièce, ou plutôt d'un jet, comme si enfin un système qui ne comprend pas tout expliquait quelque chose ! L'éclectique ne fait que tasser des choses disparates, qu'accoupler des choses inconciliables, établir et développer l'absurdité. Dirait-on qu'il s'est fait une nouvelle garde-robe l'homme qui se serait borné à coudre des morceaux de drap neuf sur des hardes usées?

MEUBLES ET IMMEUBLES.

Lorsque, en parlant de propriété, on ne fait pas

la distinction essentielle entre celle du sol et celle des produits du travail, on est sûr de tomber dans des contradictions palpables. Par exemple : vouloir la communauté des biens, c'est abolir la société, l'ordre, le raisonnement; car celui-ci a pour but l'appropriation des produits de l'intelligence, après que les idées ont pris corps. Ne pas vouloir que les biens entrent à la propriété collective, c'est perpétuer le paupérisme en perpétuant l'appropriation privée du sol. La distinction dont nous venons de parler sauve tout : elle déclare absurde la communauté de la propriété résultant du travail; elle aide à démontrer que, si la propriété du sol ne devient collective, le travail sera toujours dépendant, rétribué le moins possible, faisant nécessairement augmenter le nombre de ceux qui sont mécontents de l'organisation de la société, multipliant par conséquent les révolutions, et menant finalement les sociétés à leur perte.

MEZZO-TERMINE.

C'est la ressource de l'époque d'ignorance, dépouillée de toute foi, qui désespère de fonder l'ordre sur l'accord intellectuel, et qui se refuse encore à engager le combat dont l'anarchie des intelligences approche sans cesse le moment fatal. On ne se lasse pas de replâtrer la société de lois de circonstance, et on la badigeonne de considération publique. Croit-on par hasard que cette misérable tactique et cette impudente hypocrisie l'empêcheront de se lézarder de plus en plus rapidement et de s'écrouler enfin sous les efforts mêmes de ceux qui veulent la soutenir?

MILICES. — Voir l'article *Armées permanentes*.

Faut-il une armée permanente au sein de chaque peuple désarmé; ou bien le peuple entier doit-il être armé afin de pouvoir se défendre au besoin? La question a plusieurs faces : examinons. Toute armée régulière est un instrument passif, ou elle n'est plus une armée. Une armée permanente est donc incompatible avec la liberté du peuple qui la confie aux mains du pouvoir. Le peuple armé est une menace incessante pour l'ordre établi, est incompatible par conséquent avec un pouvoir stable. Et cependant, aussi longtemps qu'il y aura des nations rivales, des nations, en un mot, l'emploi de la force, des armes, sera indispensable à la conservation de chacune d'elles. Nouvelle preuve de l'impossibilité pour notre société d'exister comme elle se trouve organisée, impossibilité contre laquelle elle lutte en vain. Les gouvernements constitutionnels ont voulu prendre le juste milieu entre deux maux, et ils n'ont fait qu'en créer un troisième. La garde nationale, en présence de l'armée, n'empêche point les révolutions : elle les rend plus opiniâtres et plus sanglantes; voilà tout.

MILITAIRE.

Quand l'homme de guerre obéit au prêtre, il y a despotisme accepté par la foi; quand le prêtre est soumis au militaire, il y a despotisme imposé par la force, il y a despotisme brutal. Le premier despotisme dure aussi longtemps que l'examen peut être empêché à l'aide de la force. Le second, expression de la protestation libérale, fait bientôt place à l'anarchie, pendant laquelle le guerrier et le prêtre se combattent. Une fois l'ignorance socialement dissipée, il n'y aura plus ni soldats ni prêtres proprement dits.

MINES.

Dans l'organisation actuelle de la propriété, l'appropriation individuelle du sol est reconnue et garantie. Mais la loi sur la matière n'est pas conséquente avec elle-même. Si elle avait défini la propriété : « l'appropriation de l'objet modifié par l'intelligence, par le travail, au moyen du sol ou de ce qui en provient, » la détermination eût été claire et nette, mais le sol fût demeuré exclu de l'appropriation privée. Pourquoi, possédant individuellement le sol, l'homme ne peut-il pas disposer *privativement* de ce qui est au-dessus? Parce qu'il ne peut le saisir que jusqu'à un certain point. Soit. Et de ce qui est au-dessous? Ici il n'y a plus d'autre motif que la volonté du législateur, qui est une atteinte au principe de la propriété, comme le sont toutes les restrictions mises au droit absolu d'user et d'abuser. Partout où ce droit n'est pas entier, il n'est plus rien, si ce n'est une inconséquence. Par exemple : Tant que la femme n'est pas l'égale de l'homme, elle est sa chose, sa propriété, et alors l'Européen qui permet à d'autres de jouir de la vue, de la société de sa femme, la prostitue; l'Asiatique, qui la cache à tous les yeux, devrait aussi pouvoir en faire de la chair à pâté, comme des animaux qu'il nourrit. Elle lui appartient au même titre, comme nous appartiendraient, si nous parvenions à les fixer, la lumière qui éclaire notre champ et le vent qui le traverse; comme devraient nous appartenir tous les trésors qu'il cache et que nous pouvons enlever, jusqu'au centre de la terre. Les hommes ne seront logiques impunément que lorsqu'ils posséderont la vérité.

MINEURS POLITIQUES.

Tout en proclamant le peuple *émancipé*, on a eu soin de conserver sa catégorisation en majeurs et

en mineurs politiques, c'est-à-dire en maîtres et en sujets, en exploiteurs et en exploités. C'est contre le droit reçu; mais c'est conforme à la nécessité sociale : car une association d'égaux qui n'ont pas la raison, déterminée en commun, pour les dominer, est un pêle-mêle de choses qui s'entre-choquent et s'entre-brisent sans mesure ni fin. La vérité seule peut émanciper réellement; la liberté est nécessairement perturbatrice si elle n'est pas soumise à la raison.

MIRACLES.

Des corps sans dimensions, un temps sans succession, de la matière indivisible, *trois* égalant *un*, un bâton à un seul bout, sont des miracles : ce sont, en d'autres termes, des absurdités.

MISÉRABLE.

Pour notre société, le mot *misérable* désigne tout à la fois un malheureux et un méchant. En effet, le vice capital y est d'être pauvre. *Socialement*, à quoi sert la vertu chez l'homme qui n'a rien? Et le mal que fait l'homme puissant ne lui sert-il pas à tout? Dans une société où règne le capital, il n'y a naturellement que l'or qui puisse compter, et il n'y a d'autre crime que d'en être dépourvu.

MISÈRE.

Là où le sol domine le capital, et plus encore là où le capital domine le sol, il y a misère pour le travailleur privé de capital et de sol. Et sa misère diminue, non en raison de l'augmentation de son travail, mais à mesure qu'il parvient à la possession d'une partie du sol si le sol est dominant, d'un peu d'or si c'est le capital. Plus celui qui ne possède absolument rien, le véritable *déshérité* travaille, plus le propriétaire, le capitaliste gagnent sur lui, plus par conséquent lui-même devient misérable. La misère est la conséquence nécessaire de l'ignorance sociale; elle ne s'évanouira que devant la vérité reconnue et appliquée.

MISÉRICORDE. — Voir le mot *Bonté*.

Si l'on appelle Dieu *miséricordieux*, ce ne peut être que dans le sens qu'il épargne ceux qui ne méritent pas d'être punis; et en ce cas, on ferait mieux de l'appeler *juste*. Si le mot *miséricorde* emporte l'idée de pardon d'un mal qui a été commis, il constitue pour le Dieu bon une injustice flagrante. Car enfin, même en acceptant hypothétiquement la personnification de la justice éternelle, encore faut-il que l'être en qui cette justice s'incarne soit juste. Or, considéré au point de vue des conséquences qu'ont infailliblement, hors de l'ordre de temps, les actes dont le temps n'est que la succession, le pardon d'une faute est aussi absurde que le serait l'oubli d'une bonne action. La miséricorde ne peut être une vertu que chez l'homme, et ne l'est que lorsqu'elle lui fait faire le sacrifice de la jouissance *passionnelle* qu'il éprouverait à rendre à autrui le mal qu'autrui lui a fait souffrir, à se venger en un mot.

MISSION.

Nos législateurs, missionnaires prétendus de l'autorité nationale, et nos hommes d'État, ministres de cette autorité, répètent sur tous les tons : « On parle toujours au peuple de ses droits; il est plus que temps de lui faire comprendre ses devoirs. » C'est de toute vérité. Mais, hommes de bien, vous oubliez le principal; vous ne songez pas qu'il est parfaitement inutile de crier au peuple : *Faites ceci, c'est le bien; abstenez-vous de cela, c'est le mal*, si vous ne prouvez pas à l'instant même, et par A plus B, qu'il est de l'intérêt de ceux à qui vous vous adressez d'agir comme vous dites, c'est-à-dire, de remplir, même au prix d'un sacrifice, le devoir que vous signalez, dans la certitude que la violation de ce devoir entraînera la punition de l'infracteur. Vos paroles manquent d'autorité, parce que vous manquez à votre mission, ou plutôt que vous manquez de mission; le vent emporte vos conseils, et l'indifférence du public fait justice de l'importance que vous avez cru y avoir donnée.

A l'époque de foi sociale, il en était tout autrement. Le prêtre se posait carrément comme organe de la Divinité et, fort de sa mission, fermait toutes les bouches par son argument sans réplique : *Dieu l'a dit*. Car nul ne mettait en doute, ni ce Dieu, ni sa parole, ni l'autorité de ses ministres, chargés de transmettre cette parole aux hommes et de l'interpréter. Vous vous exprimez parfois comme eux, nos maîtres. Mais votre mission à vous est niée par ceux à qui vous avez appris à contester la mission des prêtres. Vous imposez à vos semblables un dévouement pénible le plus souvent; de quel droit, vous demande-t-on? et vous n'essayez pas même de répondre. Loin de justifier d'une mission surhumaine, vous êtes embarrassés à faire accepter le très-vulgaire mandat que vous ont confié quelques bourgeois électeurs ou votre nomination par un roi plus ou moins constitutionnel.

Il n'y a plus là de Dieu, et par conséquent plus de devoirs réels, de devoirs réellement obligatoires qu'on ne puisse enfreindre sans être inévitablement puni. Il ne reste que le droit de chacun de faire à

ses risques et périls tout ce qui lui plaît. Ce droit-là, vous n'avez pour le combattre que la force exclusivement, la force, seul Dieu qui soit demeuré debout, et que vous ne remplacerez que par la raison, démontrant incontestablement la réalité du devoir et de sa sanction ultra-vitale. Car la raison est désormais la dernière et unique ancre de salut qui empêchera la société de se briser sur l'écueil de l'anarchie.

MOBILE. Au propre, ce qui est susceptible d'être mû; au figuré, motif d'action.

Les actions ont pour mobile l'intérêt personnel de celui qui agit, c'est-à-dire l'intérêt que celui qui agit croit avoir à poser tel acte plutôt que tel autre acte : cette loi se confond avec la raison même, et par conséquent est inviolable pour la raison. « Tous les hommes recherchent d'être heureux, dit Pascal ; cela est sans exception. Quelque différents moyens qu'ils y emploient, ils tendent tous à ce but… La volonté ne fait jamais la moindre démarche que vers cet objet. C'est le motif de toutes les actions de tous les hommes, jusqu'à ceux qui vont se pendre. »

— Chez les individus, l'intérêt est considéré, soit relativement à cette vie seulement, et il n'est alors que passionnel ou organique; soit relativement à toutes les vies que traverse la sensibilité, l'âme, dans des conditions fatalement correspondantes à ses mérites passés, et dans ce cas cet intérêt est moral, social, religieux. Chez les peuples, l'intérêt doit être et est uniquement actuel : il n'y a et ne peut y avoir pour eux que l'existence présente comme peuples; le mobile qui les fait agir ne saurait donc être que le besoin de se conserver, le désir de prospérer en se rendant de plus en plus puissants, de plus en plus riches, aux dépens les uns des autres. Les peuples sont, et sont par essence, exclusivement égoïstes dans le sens de l'utilité actuelle; les individus peuvent être égoïstes dans le sens réel, moral. Lorsque tous les hommes, non aliénés mentalement, seront moralement égoïstes, il n'y aura plus de morcellement humanitaire, plus de nations, précisément parce qu'il n'y aura plus pour les actions d'autre mobile possible que le devoir, puisque l'intérêt se sera confondu avec le dévouement.

MOBILISATION DU SOL.

C'est le *nec plus ultrà* de la domination du capital, du règne bourgeois, de la désorganisation : c'est l'anarchie passant de la théorie à l'application, des intelligences aux faits; ce serait la fin du monde social si la société devait finir.

MODÉRÉ.

On n'est modéré, au point de vue moral, que par manque de foi et de savoir. On transige alors par faiblesse, ou on s'accommode par spéculation; on est un sot ou un fripon. L'homme de foi au pouvoir est d'autant moins modéré qu'il est plus honnête homme. L'homme de science montre ce que le pouvoir doit être, et prouve que toute modération sur ce point serait coupable. Quand la nécessité sociale veut qu'on écoute cet homme, la force se soumet à sa raison, et toute possibilité de composition, de transaction s'évanouit.

— On appelle généralement *modérés*, les égoïstes qui supportent avec une douceur héroïque les maux… d'autrui.

MODIFICATION.

Lorsque la modification n'est pas sentie, c'est un simple mouvement, comme tout effet de force. Le mouvement senti devient une succession de modifications distinguées les unes des autres dans la perception de l'existence. C'est la définition de la sensation.

MOEURS. Habitudes communes.

On a les mœurs que l'éducation imprime; que l'instruction confirme, modifie ou remplace; que l'habitude enracine; que le monde maintient. Les bonnes mœurs sont celles qui sont conformes, pendant l'époque de foi, à la croyance sociale; pendant celle de connaissance, à la raison absolue. Lorsque le doute est socialement répandu, les bonnes mœurs sont celles qu'approuve, momentanément, le raisonnement de chacun. La société, pendant cette phase, n'a, ainsi que les individus dont elle se compose, que des préjugés sur les mœurs comme sur toute autre chose.

MOI (*Le*).

Le *moi* est la première idée; c'est la perception du sentiment de l'existence. *Moi* est corrélatif à *toi*, puis à *cela*, c'est-à-dire à tout ce qui n'est pas *moi*, à tout le reste. Mais l'idée de *cela* ne naît qu'après que le *toi* a fait surgir le *moi* en surgissant avec lui. Il faut d'abord que le *moi*, pour se distinguer, trouve dans le *toi* un écho acceptant la distinction et la rendant par le même signe qui se rattache à la même idée. Après cela, tout ce qui n'est pas le *moi* est distingué du *moi* : le *moi* est perçu; il y a des hommes, une société, des choses, le monde.

— « Je nie *le moi*, a dit le docteur Broussais, dans son cours de phrénologie, si fanatiquement applaudi par la jeunesse française. » Vous niez le *moi*; soit : mais lequel, s'il vous plaît? le *moi réel*

ou le *moi* simplement *apparent?* Il fallait le dire. Nous supposons que vous n'ayez parlé que du *moi* réel : car nier jusqu'à la perception de l'existence, ce serait nier qu'on parle, qu'on raisonne, qu'on se comprend et qu'on est compris ; ce serait nier qu'on se sent, qu'on sent, puisque dire *moi*, c'est dire : « Je suis, je le sais, je le sens, je me sens. » Et il est impossible de dire rien de cela sans dire *moi*. Nier ce *moi*-là, ce serait donc nier même qu'on nie, en d'autres termes, affirmer l'absurde. Quant à nier la réalité du *moi*, c'est-à-dire nier l'immatérialité de la sensibilité, c'est nier l'individualité, la seule unité réelle possible, sans laquelle il n'y a plus que des unités apparentes, des choses, des faits, des *rien du tout* hors du domaine de la phénoménalité. Le *moi* réel est l'unité absolue, toujours identique à elle-même, et sur laquelle se fonde la réalité de tout ce qui peut lui être ramené par enchaînement d'identités.

MONARCHIE.

La monarchie est le caractère essentiel du pouvoir. Une *diarchie* ou une *polyarchie*, si elle est composée de pouvoirs identiques, n'est réellement qu'une monarchie ; si elle l'est de pouvoirs différents, le plus puissant de ceux qui en sont revêtus est le vrai monarque. Le pouvoir est nécessairement *un*, ou il n'est pas pouvoir.

MONDE EXTÉRIEUR.

A moins que cette expression ne signifie *extérieur à l'âme*, et tout lui est extérieur hormis elle-même, elle est indéterminable dans un sens rationnel. Car rien n'est absolument extérieur à l'homme, comme il n'est, lui, absolument indépendant d'aucune des choses qui l'entourent : il y a échange continuel entre son organisme, partie de matière, et la matière générale ; entre les modifications successives qu'éprouve sa sensibilité et la force modificatrice qui les occasionne.

MONDE PHYSIQUE ; MONDE MORAL.

On oppose le monde moral au monde physique ; voici leur expression. L'ordre physique comprend ce qui est, et il en implique la nécessité, ainsi que la *successivité*, qu'on nous passe ce néologisme, le mouvement étant son essence ; c'est le domaine des choses, des faits : c'est le monde physique. L'ordre moral est l'opposé, c'est-à-dire ce qui doit être, et il implique la liberté ; c'est le domaine du droit, de l'équité : c'est le monde moral.

— La réalité du monde physique, de la matière, est la première qui s'offre à nous, bien entendu comme réalité de manifestation, d'apparition, comme réalité apparente. Quiconque se sent, sent la matière, le monde physique, et n'en saurait nier la réalité telle que nous venons de la définir. La réalité non phénoménale est d'un autre ordre : celle-là ne s'offre pas à nous ; elle ne se sent pas : elle doit être établie par le raisonnement, c'est-à-dire démontrée. Avant d'avoir été démontrée, elle n'est réelle que par hypothèse. Car enfin, il n'y aurait rien d'absurde en soi à ce que cette réalité ne fût, elle aussi, un résultat de forces, une combinaison de la matière, et par conséquent une réalité simplement physique, apparente, illusoire. Pour être davantage, la réalité plus que phénoménale a besoin d'être rendue incontestable.

MONNAIE. Marchandise nationale ou sociale, servant d'intermédiaire pour faciliter les échanges.

Il faut distinguer entre la monnaie métallique, qui porte en elle-même la valeur qu'elle exprime, et que l'État poinçonne pour l'assurer, et la monnaie de papier qui n'a d'autre valeur que celle du crédit qu'on accorde à l'État.

— La monnaie est l'expression de la circulation des produits entre le travailleur et le consommateur, sous la garantie de l'État. Cette garantie ne rapporte rien à l'État et profite à tous. C'est le type de ce que la société devrait faire pour faciliter tous les moyens de circulation. Ceux-ci seraient, par là même, soustraits à la spéculation et à la rapacité des agents intermédiaires, qui grèvent le travail et le restreignent, en diminuant la consommation.

MONOGAMIE. — Voir *Polygamie*.

MONOPOLE. Usage particulier de ce qui devrait être à la disposition de tous.

Le monopole par excellence, la source de tous les monopoles, est, moralement, le despotisme qui entrave le libre développement de l'intelligence ; matériellement, l'appropriation du sol par des individus, condition indispensable de la compression de l'examen. Ce monopole est nécessaire à l'époque d'ignorance, pour que les masses soient exploitées dans l'intérêt de la conservation de l'ordre ; c'est-à-dire, pour que la discussion sociale de la base encore hypothétique sur laquelle la société repose, soit empêchée. Une fois cette discussion affranchie, tout monopole devient une cause de désordre et de désorganisation.

MORAL SUR LE PHYSIQUE (*Influence du*).

Le médecin qui fait sonner haut ces mots, qu'il se donne d'ailleurs bien de garde de déterminer scientifiquement, passe pour avoir atteint le plus

haut degré du spiritualisme. Ce serait vrai, s'il y avait un spiritualisme physique ou matériel. Car le moral, n'est-ce pas l'homme même? N'est-ce pas l'intelligence développée, produisant la conscience de soi et du monde, la communication avec d'autres intelligences et la connaissance des choses? N'est-ce pas en somme la raison personnelle en action, ou le raisonnement?

Dans ce sens, on doit dire qu'elle est immense l'influence du moral sur le physique, qui n'est, après tout, qu'une partie, partie essentielle sans doute, mais une partie seulement de l'homme, tandis que le moral est l'homme entier, complet, union d'une âme avec un organisme et dominant toujours cet organisme, à moins qu'il ne s'y assujettisse volontairement, qu'il ne s'y prostitue. Le médecin l'entend-il ainsi? Non, certes. Et dans l'état donné des choses, il ne saurait l'entendre ainsi. Car les connaissances acquises socialement, et par conséquent l'instruction que la société lui a départie, en ont nécessairement fait un docteur en sciences naturelles, comme on s'exprime, sciences d'observations et de faits, sciences exclusivement physiques et matérielles, dont l'objet ne peut être que l'opération sur les organes humains de ce qui est appelé les agents extérieurs, et la coopération ou résistance de ces organes, le jeu de la vie, en un mot, que les sensations nous révèlent et que les besoins nous apprennent à conserver. Et puis? Et puis, c'est tout. Car où prendrait-on le reste? On n'a que les sens pour instruments, et l'expérimentation pour en obtenir un résultat. Le moyen de trouver autre chose que de la matière et du mouvement, de l'organisation, de la vie, espèce de fonctionnement dont l'art médical cherche à maintenir la durée et auquel la mort, que le médecin retarde autant qu'il peut, arrête enfin en brisant son ressort.

— Le moral, auquel les médecins accordent une influence sur le physique de leurs patients, qu'est-il? Ce moral, ce sont les passions, qui ne sont rien moins que morales, qui sont les besoins organiques exaltés, sur lesquelles la raison a perdu toute puissance ou qu'elle a renoncé à maîtriser. Les passions certes troublent les fonctions vitales, uniquement parce que leur triomphe est la suite d'un mauvais raisonnement, d'un faux emploi de la raison, qui a cédé devant elles, si encore elle ne s'est pas mise à leur service. Mais sans cette raison, sans l'intelligence, il n'y aurait eu ni passions, ni besoins; il n'y aurait eu qu'attraction et répulsion; il n'y aurait eu que mouvement. La raison et sa manifestation, le raisonnement, constituent le moral, pris dans le sens d'opposé à physique; les passions, comme les besoins, comme les organes, comme la vie, comme le mouvement, comme la matière, c'est là le physique, au sens propre, le physiologique, l'objet de l'observation, que le raisonnement classe, coordonne et subordonne, conformément à la raison. Et cette raison prime tout, comme elle donne naissance à tout, parce qu'elle est la conséquence de l'union d'un sentiment d'existence et d'une partie de la force universelle, au delà desquelles il n'y a rien et il ne saurait rien y avoir.

MORALE. Règle des actions.

Cette règle ne pourra être conforme à la raison que lorsque la réalité de celle-ci sera démontrée : elle est déterminée par la foi tant qu'il y a croyance sociale; elle dépend du raisonnement de chacun pendant toute l'époque du doute.

S'il n'y a de réel que la vie présente, le raisonnement prescrit pour règle à chacun de se sacrifier tous les autres; si l'âme est éternelle, la règle lui impose le devoir de se sacrifier aux autres. De deux choses l'une : ou la morale est la non-conformité avec la raison, ou le matérialiste, honnête homme à son détriment, est un fou.

— L'homme qui a une morale, c'est-à-dire, qui croit devoir soumettre sa volonté à une règle, le plus souvent opposée aux exigences de ses passions, est presque toujours la victime de ceux qui obéissent à celles-ci. En effet, l'honnête homme se lie constamment les mains par les précautions qu'il ne cesse de prendre contre lui-même, tandis que les fripons, libres de leurs mouvements, s'entourent de précautions contre lui, s'offrant à eux désarmé, découvert et, qui pis est, entravé de toutes parts.

MORALE ACTUELLE.

Il n'y a actuellement que des morales individuelles, et point de morale commune, sociale. Autant de morales que d'individus. Il y a bien aussi une morale à la mode, une morale qui a cours parmi les gens du *bon ton,* mais celle-là varie avec les circonstances, et n'a rien de commun avec une véritable règle de conduite, avec la théorie du devoir vrai. C'est ce que nous appelons *la morale actuelle*. Voici comment M. Proudhon la caractérise : « La morale, c'est de n'avoir qu'une femme légitime, à peine des galères, et vingt maîtresses si vous pouvez les nourrir; la morale, c'est de vous battre en duel, à peine d'infamie, et de ne pas vous battre, à peine de la cour d'assises; la morale, c'est de vous procurer le luxe et les jouissances à tout prix, sauf à échapper aux cas prévus dans le code pénal. Mon plaisir, c'est ma loi; je n'en connais pas d'autre. »

MORALE INDÉPENDANTE DE LA RELIGION.

Cette morale n'est pas obligatoire, car elle est dépourvue de sanction réelle; c'est une duperie, une folie : à moins que la morale ne soit aussi indépendante de la raison qu'elle l'est de la religion. On voit que cela revient au même, puisque *indépendant de la raison* est la même chose que *contraire à la raison*, est par conséquent de la simplicité poussée jusqu'à l'idiotisme. Socialement parlant, religion équivaut à raisonnement : n'est-ce pas le raisonnement qui établit la société par la religion, et sur elle seule? La morale indépendante de ce raisonnement n'est donc plus que la force : c'est la doctrine matérialiste.

Lamennais nous a laissé un admirable tableau de la morale gratuite; quelque long qu'il soit, nous ne résistons pas au désir de le copier : « Philosophes qui exaltez avec tant d'orgueil, dans vos phrases pompeuses, la raison de l'homme, il faut que vous comptiez étrangement sur son imbécillité. Quel langage à lui tenir que le vôtre! « Nul n'a le « droit de te commander; en conséquence, reconnais un maître. Ton unique règle est ta volonté; « en conséquence, obéis aux lois qui contrarient « toutes tes volontés. Ton seul devoir est de te « rendre, n'importe comment, heureux ici-bas; en « conséquence, renonce à tous tes intérêts, étouffe « la voix du désir et celle même du besoin, sois « juste à tes dépens, soumets-toi sans murmurer « aux plus dures privations, à l'indigence, au travail, à la douleur, à la faim. Tu ne dois rien « espérer après cette vie; en conséquence, agis « comme si tu en attendais une autre, respecte « religieusement l'ordre établi contre toi, sois « notre victime expiatoire, et nous te payerons en « retour d'un profond mépris. »

MORALISER.

On ne moralise que par le raisonnement, et non à coups de phrases creuses, sans preuves positives et saisissables, pas plus qu'à coups de bâton et de fusil. Moraliser les hommes, c'est leur démontrer qu'ils ont intérêt à être moraux; ou ce n'est que du charlatanisme.

MORALISTES.

Les moralistes sont des niais ou des fourbes. Car, A MOINS d'être *prêtre* et d'avoir les moyens de faire *croire* à une autre vie de peines et de récompenses, ou *philosophe* et de pouvoir *démontrer* incontestablement que les âmes sont immatérielles, qu'il y a un ordre moral et que les conditions de bien-être et de mal-être dans chaque vie organique sont la suite inévitable, fatale, de la conformité ou non-conformité des actes avec la justice et la raison dans une vie précédente, IL EST ABSURDE de vouloir astreindre les hommes à ne pas satisfaire toutes leurs passions et à tout prix. La morale est la conséquence logique de la religion, rien de plus, rien de moins, et rien autre chose. « Nul n'est bon, dit Platon, que parce qu'il n'ose être méchant. Faites le plus homme de bien un demi-dieu, qu'il soit à l'abri du châtiment, les crimes énormes ne lui coûtent plus rien. Maître de contenter ses passions, s'abstiendra-t-il, par un ridicule entêtement pour la justice, de commettre meurtre, brigandage? En un mot, verrait-on de la différence entre le plus scélérat et lui? »

MORALITÉ.

Soustraire la morale au raisonnement, c'est la soumettre au sentiment, et le sentiment qui n'est pas conforme à la raison, qui n'est pas rationnel, est de la folie. Ne pas accorder que, pour être morale, toute action doit nécessairement avoir un motif, un but réel, une sanction assurée, inévitable, c'est baser la moralité de chaque homme sur la première billevesée venue qu'il appellera *conscience, son instinct moral, sa nature;* c'est faire de l'homme une machine aveugle, nécessité, et par conséquent irresponsable. L'homme agissant par un sentiment, ou plutôt par une impulsion non raisonnée, équivaut au moulin qui tourne, à la pierre qui tombe.

Si, au contraire, le sentiment de l'homme a besoin d'être *réglé par lui,* d'être, en d'autres termes, *raisonné,* il est clair que ses actes deviennent la conclusion, tirée par le raisonnement, de l'appréciation préalable de l'intérêt qu'il a à les commettre; il est clair que l'homme ne sera vertueux que pour autant qu'il raisonnera bien, c'est-à-dire qu'il sera religieux. Selon Lamennais, « l'unique juge des devoirs, comme de la foi, est en dernier ressort la raison : la conscience ne vient qu'après elle. Elle aime ce que la raison lui fait connaître comme bien; elle hait ce que la raison lui fait connaître comme mal. »

MORT. Cessation de la vie. — Voir l'article *Vie*.

La mort au physique n'est rien, à moins qu'on ne l'appelle un progrès sur la vie, puisqu'elle lui est postérieure, qu'elle en est la suite normale. Ce n'est que par la mort ou la désorganisation qu'il se prépare des organisations nouvelles, de nouvelles vies. La vie n'est quelque chose de plus que du mouvement, que quand elle est unie à un sentiment d'existence, ce qui permet à ce sentiment, à l'âme, de se rendre compte de lui à lui-même; et

ɔrt fait passer le sentiment d'existence e vie.

natérialistes heureux, et qui raisonnent ɔutent la mort, comme devant leur en- le bien qu'ils croient pouvoir posséder; ılistes au désespoir vont au-devant d'elle ır unique ressource. Les dévots la dési- est pour eux le but de la vie. L'homme ıe bien, sachant que ni la vie, ni la mort ıt, accepte la première comme la consé- :essaire d'une vie antérieure, et l'utilise condition inévitable d'une vie subsé- ne connaît de bonne mort, moralement ıe la fin d'une bonne vie. Il est toujours · de l'une et à subir l'autre.

hénomène de la mort, terme du phéno- ı vie, les philosophes concluent l'anéan- du sentiment de l'existence : ils sont de ces jugements par analogie, reposant anifestations, des illusions, comme le ;ants lorsqu'ils affirment la sensibilité des arce que les animaux paraissent sentir.

Bonne). Nous avons défini la mort : *ces- :e vie particulière;* c'est donc une simple Ceux qui la considèrent comme quelque ositif, la qualifient, suivant les circon- leurs opinions, de *bonne* ou de *mau-* s le fait, il n'y a de mauvaise mort que ɜ mauvaise vie, et toutes les simagrées s ne rendront pas bonne la terminaison e d'actions mauvaises. Nous parlerons t dans un article spécial des conversions ɔ *mortis*. Nous n'en dirons ici que ce re.

e chez qui l'instruction a substitué une ıelconque aux opinions que l'éducation nculquées, si on lui démontre que sa ɔi n'offre pas plus de certitude que l'an- prend facilement et volontiers les idées elles on a bercé son enfance, et meurt ɔyance où il est né plutôt que dans celle :cu. Le beau triomphe pour le catholi- ; de remplacer *in extremis* le protestan- ıéisme, le panthéisme ou le matérialisme ! e l'homme qui possède la vérité, incon- :nt démontrée pour lui, qui soit *inconver-* n peut ramener au dogme : *Trois égalent* ıe qui l'a renié pour embrasser l'erreur : *ɜux ne font pas nécessairement quatre ;* ssible pour l'homme qui professe : *Un est ıe vient de rien ni ne retourne à rien; est essentiellement immatérielle, indivi- nelle, immuable, absolue.*

MORT (*Pensée de la*).

Est-il bon que l'homme pense à la mort? Oui, tant qu'il s'agit pour lui de vivre ; non, quand il est plus ou moins en danger de mourir. Répétez sans cesse aux jeunes gens, aux gens en bonne santé, qu'ils mourront, et peut-être plus tôt qu'ils ne pensent; cela les porte à bien vivre et à se dépêcher de bien vivre; mais gardez-vous de crier qu'ils vont mourir aux vieillards et aux malades : ce serait de la cruauté gratuite, sans compensation aucune. La mort n'effraye que ceux qui savent qu'ils meurent. N'effrayez personne inutilement. A quoi bon tourmenter un agonisant qui ne peut plus rien changer à sa vie écoulée? S'il ne meurt pas, oh! alors dites-lui, et aussi crûment que bon vous semblera, qu'il doit profiter du nouveau répit qui lui est accordé, afin de ne mourir finalement qu'après avoir vécu, au moins pendant les derniers temps, comme, en terminant sa carrière, il voudrait avoir vécu toujours. Mais s'il n'a plus qu'à mourir, que ce soit le plus doucement possible, surtout par le fait de ceux qui l'entourent et qui s'intéressent à lui.

MORT PAR LA MISÈRE.

C'est la suite inévitable de ce qu'il y a socialement des prolétaires, des non-propriétaires de sol ou de capital; c'est la conséquence incontestable de l'organisation sociale existante. La preuve est facile à fournir, elle est évidente : la demande de travail en règle l'offre, mais l'offre ne règle pas la demande; cependant de cette demande dépend exclusivement le salaire, qui est le seul moyen de vivre pour ceux qui n'ont que leur intelligence et leurs bras, en d'autres termes, leur travail. Si donc l'offre des prolétaires dépasse la demande des capitalistes, il faut que les offrants, qui sont en trop, se retirent du *banquet social,* faute de place, c'est-à-dire qu'ils aillent mourir dehors. Cela est affreux, mais c'est irréformable, si ce n'est *exclusivement* par le changement radical de l'organisation de la société, dépendant du changement radical des idées sur le droit, qui doit être socialement déterminé et accepté comme réel.

MORTS (*Respect pour les*).

Il est bon de chercher à conserver, par un signe extérieur quelconque, la mémoire des personnes qu'on a aimées. Mais il faut se garder de la fastueuse manie des apothéoses. Là où il y a ostentation puérile, il n'y a plus de souvenir vrai d'affection ou de reconnaissance. La nécrolâtrie est la marque la plus certaine de la pauvreté d'esprit de ceux qui s'y livrent.

— C'est une louable habitude de respecter les restes humains. Mais de cette coutume que la raison approuve, à l'idolâtrie des cadavres qui lui répugne, il y a un abîme. La manie des embaumements et des monuments funèbres se conçoit jusqu'à un certain point aux siècles d'anthropomorphisme : l'image de Dieu se devait naturellement une espèce de culte. Le panthéisme porte à tout adorer, puisque chaque chose est une partie de Dieu qui est toutes choses. Quant au matérialisme, que ferait-il honorer, si ce n'est la poussière de ceux qui, le professant, ne se croyaient que cela? La raison rectifiera ces injustifiables idées. Rien n'est plus rationnel que de perpétuer la mémoire des hommes qui se sont dévoués à l'humanité, et de vanter leurs actes afin d'exciter à les imiter. Mais disputer à la décomposition, dans des temples splendides, les quelques lambeaux infects qu'ils ont laissés après eux, c'est la religion de la matière dans ce qu'elle a à la fois de plus stupide et de plus dégoûtant.

Il faut, nous le savons bien, habituer l'homme à ne pas outrager sa propre forme, même privée de sentiment, même dépouillée de la vie, comme il faut l'habituer à ne pas tuer les animaux et à ne pas laisser mourir les plantes, à moins que leur destruction ne lui soit nécessaire ou du moins utile, comme il faut habituer l'enfance à ne point maltraiter les objets qui présentent la ressemblance même la plus grossière avec les hommes et les animaux, de peur que l'enfant qui a battu sa poupée parce qu'il était plus fort qu'elle, devenu plus fort encore, ne brutalise les bêtes, et, homme enfin, n'emploie toutes ses forces à tyranniser ses semblables. Mais il faut aussi inculquer soigneusement à l'enfant, et ne pas cesser de répéter et de démontrer à l'homme, que la forme, la sienne comme toute autre, n'a rien de réel; que la vie, sa vie comme celle de toute organisation particulière, n'est qu'un pur accident, ayant ses évolutions dans un temps déterminé; que tout corps, le nôtre comme les autres corps, comme les forces que nous comprenons sous le nom de *nature,* n'est qu'une condition *sine quâ non* pour l'âme de se manifester à elle-même, de devenir sensibilité sentie, puissance, et que la réalité de cette âme, avec ses conséquences logiques, est pour nous la seule chose qui importe réellement.

MORTIFICATION. — Voyez *Macération*.

MOT.

Le premier mot prononcé par l'humanité contenait en germe tous les développements de l'intelligence, toutes les vicissitudes sociales qui en ont été la suite, savoir, la foi que la nécessité a imposée à l'ignorance comme condition d'ordre, le doute que l'intelligence émancipée a chargé de préparer la connaissance de la vérité, et enfin cette connaissance que les maux engendrés par le doute rendront nécessaire. C'est que le premier mot est le développement du verbe, du raisonnement.

MOTEUR.

Le moteur de la matière est inhérent à la matière; est la matière elle-même : on l'appelle *la force*. La matière mue s'appelle *mouvement*. Dire que la matière est inerte implique l'affirmation d'un moteur hors d'elle, qui dès lors en devient aussi l'auteur. Dire que la matière agit spontanément, c'est la confondre avec l'immatérialité qui, seule, peut être principe d'action; c'est nier l'immatérialité.

MOTIF.

Ce mot est synonyme de *raison,* d'*intérêt* comme étant le but du raisonnement, du calcul, du rapport que l'homme établit entre lui et ce qu'il se propose. On est honnête homme en dépit des motifs qu'on aurait pour ne pas l'être, *parce que* l'on sait qu'on a, ou *parce que* l'on croit avoir un motif plus fort, un intérêt plus grand, à sacrifier sa satisfaction actuelle à un bien supérieur. Si l'on n'a ni cette connaissance ni cette foi, et qu'on n'est pas un fripon, c'est qu'on est un sot.

— Voici comment le ministre Necker cherchait à attirer l'attention sur le mobile qui devait nécessairement inspirer les prolétaires du XVIIIe siècle; il leur prêtait le langage suivant, qui, depuis lors, est devenu encore bien plus logique : « Si les bornes rapprochées de la vie fixent l'étroite enceinte où tous nos intérêts doivent se renfermer, où toutes nos spéculations et nos espérances doivent s'arrêter, quel respect devons-nous à ceux que la nature a formés nos égaux? à ces hommes sortis d'une terre insensible pour y rentrer avec nous et s'y perdre dans la même poussière? Ils n'ont imaginé les lois et la justice que pour être des usurpateurs plus tranquilles.... Nous avons de justes motifs pour être les ennemis d'un ordre civil dont nous nous trouvons si mal, et nous ne comprenons point comment, au milieu de tant de biens qui nous font envie, c'est au nom de notre propre intérêt que nous devons y renoncer. »

Empêchez donc après cela les révolutions, tant que vous n'aurez à leur opposer que quelques réminiscences du catéchisme, les creuses homélies des moralistes, et la gendarmerie!... Ou bien réformez l'éducation par l'instruction, et par l'éducation la

té, et montrez ainsi aux hommes le véritable le qu'il est de leur intérêt d'écouter pour agir mellement, ou bien souffrez que les révolu- deviennent votre état habituel, votre état fatal.

TILITÉ.

ur *se* mouvoir réellement, c'est-à-dire sciem- et volontairement, dans un but, avec inten- et, par conséquent, responsabilité, il faut *se* :, *se* connaître, avoir un motif de se mouvoir se mouvoir précisément comme on le fait. Ce point ici le mouvement, la phénoménalité, qui n question; c'est le sentiment de soi, la réa- Les animaux paraissent *se mouvoir;* dans le leurs mouvements sont de simples effets de action ou de la répulsion que réveillent en eux npressions du dehors : ils *sont mus*, comme le frappée par un corps dur, comme le fer par l'aimant. Seulement, l'impression centra- dans le cerveau n'étant ni visible ni palpable, uvement auquel elle donne lieu, semble être autre cause que le cerveau même, semble onséquent venir de l'animal, de sa volonté; ce ement revêt les dehors de la spontanéité, tout ie l'impression subie revêt ceux d'une sensa- qui serait suivie d'appréciation, de compa- n et de jugement. Il y a, entre l'animal et me, la même différence qu'entre ce qui ne fait paraître, se montrer et passer, et ce qui est ste, entre l'illusion et la réalité.

URIR.

urir, c'est passer d'une vie séparée à la vie iune, d'un mouvement particulier au mouve- général.

Dans la réalité, et pour l'homme, mourir, aller, au moyen d'un nouvel organisme, au n d'une vie nouvelle, expier les fautes com- ; contre la raison, et recevoir la récompense acrifices faits à cette même raison.

UVEMENT. Effet de force. — Voir *Force*.

mouvement est l'expression de la matière st la force modificatrice de la sensibilité. Chez iimaux il y a mouvement, mais point de sen- it; chez les hommes, il y a l'un et l'autre unis, r le moyen de cette union, il y a mouvement , modification du sentiment d'existence, sen- té dans le temps.

UVEMENT (*Hommes du*).

aurait dû toujours nommer ainsi ceux qui se ient plus ambitieusement du titre d'*hommes ogrès*. Car enfin le progrès est, ou du moins devrait être la marche intelligente vers un but connu, par des voies qu'on sait être les meilleures pour le faire atteindre sûrement. Dans ce cas, il n'y a pas encore eu d'hommes du progrès, puisque nul jusqu'à présent n'a positivement su où il voulait aller et comment il y arriverait. Ou bien c'est de l'agitation pure, effet de l'inquiétude, de l'ignorance, du doute, et laissant dans le doute sous une autre forme, substituant de nouvelles sources de troubles à l'inquiétude ancienne, de nouveaux motifs d'incertitude à l'ancienne hésitation. S'il en est ainsi, c'est du mouvement et rien que du mouvement, du mouvement aveugle, nécessaire, n'ayant aucun rapport possible avec le raisonnement, la liberté, la vérité. Dans ce sens, ce qu'il y a de plus progressif, c'est la matière; car elle est le mouvement même ou la force, elle est le changement, la modification, sans distinction possible de bien ou de mal, ni par conséquent de direction vers l'un ou vers l'autre.

MULTIPLICITÉ.

Multiplicité est l'opposé de singularité. Dire que Dieu est tout à la fois *un et plusieurs*, c'est se moquer de Dieu et de la raison; ce qui est la même chose, à moins que Dieu ne soit la folie, le non-sens, l'absurde.

MUSIQUE.

La question suivante : « La musique peut-elle être descriptive, en d'autres mots, peut-elle exprimer des idées, de manière à les faire comprendre exactement comme elles ont été conçues? » paraît, au premier abord, étrangère à la science sociale. Cependant elle ne l'est pas, quand on la considère comme question de langage, de raisonnement. Nous allons le démontrer. Qu'est-ce que la musique? Des sons qui se suivent plus ou moins méthodiquement ou qui se mêlent plus ou moins harmoniquement, c'est-à-dire du bruit, de l'air remué, du mouvement; ce ne sont jamais des idées, à moins qu'une convention préalable, expresse ou tacite, avouée ou cachée, n'en ait attaché aux sons dont la musique se compose, et auxquels elle se borne exclusivement. La musique donc attire ou repousse organiquement, plaît ou déplaît; voilà tout. Les sons ne prennent quelque valeur intellectuelle que lorsque les paroles la leur donnent; et dans ce cas, si le langage naturel de la musique, des sons, et les paroles ou les idées sont d'accord, l'effet voulu sera renforcé d'autant : il y aura plus de colère dans des injures soutenues par un charivari, et plus d'amour dans une déclaration mollement et agréablement modulée.

Nous concluons de ces prémisses que la musique essentiellement descriptive est une niaiserie. Que le compositeur ait, en écrivant, une série d'idées qu'il cherche à rendre, nous le voulons bien : mais à moins de faire passer ces idées dans l'intelligence de son auditoire au moyen de la langue parlée ou de la langue écrite, imprimée, jamais elles ne seront saisies exactement de la même manière, pas plus qu'elles ne le seraient, exprimées dans une langue que cet auditoire ne saurait pas, et qui par conséquent devrait se borner à deviner tant bien que mal, par la mimique, c'est-à-dire par le ton, l'éclat de la voix, les gestes, l'expression de la figure et la tenue du corps de l'orateur, ce que celui-ci a eu l'intention de faire entendre.

Pour qu'il y ait compréhension, intelligence, langage, il faut de toute nécessité qu'il y ait une langue convenue; ce qui veut dire enseignée par l'un à l'autre des interlocuteurs, ou faite par tous deux en commun. C'est ainsi que les sons de la musique peuvent devenir langage, mais seulement par la convention qui place telle valeur intellectuelle sous telle note, tel accord ou telle phrase. Le langage s'adresse directement à l'âme par l'intermédiaire de n'importe quel organe du sens; la musique ne s'adresse directement qu'à l'organe de l'ouïe, comme la peinture à l'organe de la vue. L'âme perçoit ces impressions, et la plupart du temps il leur donne une signification, peut-être la même, à peu de chose près, que celle qu'y avait donnée l'auteur; probablement différente, et le plus souvent tout opposée. Moins un art quelconque sort des bornes que lui a tracées le raisonnement, mieux il est apprécié, en d'autres termes plus il satisfait l'intelligence, surtout si, d'autre part, il ne heurte pas le sens organique, s'il ne blesse pas le sentiment.

MUTATIONS DE LA PROPRIÉTÉ DU SOL.

Leur fréquence annonce la domination du capital, caractéristique du bourgeoisisme. Sous la noblesse, le sol lui est inféodé; quand la justice régnera sur la société, le sol sera immobilisé aux mains de celle-ci, et son usage réglé par la raison.

— La société actuelle manifeste une tendance prononcée vers la mobilisation de la propriété foncière; cela est tout naturel : c'est le système bourgeois qui a pour expression le règne du capital, même sur le sol, absorbé par lui et confondu avec lui. Aussi les libéraux rugissent-ils à la seule idée de la *mainmorte*, immobilisant la propriété foncière, dont cependant elle offre de solder le droit fiscal de mutation, pris au *maximun* est pas moins là une violation flagrante d tutions bourgeoises, qui garantissent le propriété, la liberté de penser et de cro de propager ses doctrines, et celle de s

MYSTÈRE. Absolument parlant, c'est incompréhensible; au sens relatif, c'es d'ignorance.

Ce qu'on ne comprend pas est un my qu'à ce qu'on le comprenne; ce qu'on n comprendre est toujours un mystère. Ce pas un mystère pour tous les hommes, n' mystère proprement dit : le mystère pr dit est nécessairement une absurdité intelligence ne peut concevoir, si ce n'e étant rationnellement impossible. Les n de la nature sont encore des mystères po part des hommes; la sainte Trinité et l'I Conception seront toujours des mystère genre humain tout entier.

MYSTICISME. Affirmation sans preuve

Le mysticisme est la folie de ceux q dent que chaque homme a son sens in moyen duquel il connaît la vérité sa recours à l'intelligence; ce qui en fait chine fonctionnant d'après les lois de l ou une marionnette mue par l'être Dieu ticisme est une continuelle confusion avec le figuré, de l'ordre de temps av d'éternité, de ce qui est mouvement, mo avec ce qui est simple, immuable. On tique dès qu'on affirme en n'ayant d'aut à donner de la vérité de ce qu'on ava sa propre intuition. Le mystique tient ce dont il ne peut démontrer la vérité à puisqu'il ne la possède qu'à titre de s Communément le reproche de mysti s'adresse qu'aux croyants religieux; il d moins tomber également sur les croyants listes : celui qui affirme qu'il n'y a qu' nature, la nature physique, ne peut pas f assertion sur des preuves irréfragables, celui qui établit la réalité d'un Dieu, simple ou multiple.

MYSTIFICATION.

Ce nom appartient aux mystères dès permis de les analyser, de les livrer à la d et de démontrer qu'ils ne sont plus pro abuser de la crédulité des faibles d'espri

N

ANCE.
sance donne tous les droits dans la so-
dant l'époque d'ignorance; aucun droit
taché dans la société rationnelle. Tant
un avantage social à naître dans telle
utôt que dans telle autre, enfant unique
dixième enfant, la société est fondée sur
e, l'erreur, non sur la vérité, la justice.

N OFFICIELLE.
antôt le sacerdoce, tantôt le clergé et la
il s'y joint parfois un parlement plus ou
lépendant de la noblesse et du clergé.
ui c'est généralement la bourgeoisie, dé-
au marc d'argent.

NAUX (*Ateliers*).
tait besoin de la désastreuse expérience
a faite en France sous la dernière répu-
ur condamner cette idée malencontreuse.
nement faisant travailler, garantissant aux
in minimum à défaut de travail, assurant
ers une part aux bénéfices, etc., ce sont
ptions d'enfant ou de cerveau malade,
l'être discutées par des hommes de sens.
organiser la société conformément à la
rsque celle-ci aura été acceptée sociale-
st-à-dire lorsque le besoin en aura été
chacun et par tous.
à tout autre chose; mais aussi, cette
e, tout est fait et reste fait.

NS. Circonscriptions humanitaires, dé-
par la communauté d'idées sur le droit.
qui résume ces idées constitue la nation,
tombée, la nation déchoit et meurt. Quand
nations se seront évanouies avec l'être
Dieu, dont elles sont des incarnations,
la société ne sera plus possible qu'au moyen de la connaissance de la vérité, de l'application de la justice, devenues communes à tous les hommes, qui dès lors ne formeront plus qu'une seule nation : l'humanité.

— Qui dit *nations* dit indépendance, souveraineté, autonomie de chacune d'elles; et entre souverainetés réelles toute justice est impossible; car, s'il y avait justice, il y aurait immédiatement fusion de toutes les souverainetés en une seule. Il n'y a de droit que la force pour les individualités collectives souveraines, puisque le fait seul de leur existence prouve l'ignorance de la réalité du droit. De même que chaque homme est nécessairement souverain par sa raison pendant toute l'époque du doute social, de même les peuples l'ont toujours été quant au droit de chacun, et le seront jusqu'à ce que la connaissance de la vérité ait substitué l'humanité aux nations, le droit absolu à la force individuelle. « La nation seule, selon M. Proudhon, a droit de dire : *mandons et ordonnons*. » Nous rectifierons ce passage en substituant au mot *droit* l'expression *droit relatif à l'existence des nationalités*, et en ajoutant pour empêcher que l'idée ne soit mal saisie : « L'existence des nationalités implique celle de l'ignorance sociale, et l'ignorance sociale de la vérité, de la réalité du droit, a pour conséquence l'application sociale indispensable de la force, de manière que la phrase citée signifie : « La nation seule est assez forte pour dire à chacun de ses membres : *mandons et ordonnons*. Lorsque l'ignorance sera évanouie, la raison seule aura droit de dire : *mandons et ordonnons*. »

— Il est impossible à deux nations souveraines, autonomes, qui sont en contact, de ne pas être en état de guerre, d'anarchie, autant qu'il le serait à des familles en contact, mais sans gouvernement commun, de vivre en société. La raison en est pé-

remptoire : sans la reconnaissance d'un droit, supérieur à toutes les nations, il ne saurait y avoir de paix véritable entre elles ; et avec la reconnaissance de ce droit, réellement sanctionné, il n'y a plus de nationalités distinctes. Du moment donc qu'il n'y aura plus qu'un droit pour tous les peuples, pour toutes les familles, pour tous les hommes, savoir le droit absolu, le droit réel, en d'autres termes, du moment que la vérité sera humanitairement connue et acceptée, les individualités collectives, appelées *nations*, disparaîtront sans retour pour faire place à l'humanité, nécessairement constituée en une seule société, sous le même droit unique. Les nations distinctes n'existent que parce qu'il y a plusieurs droits, un droit relatif à chacune d'elles, droit faux pour toutes les autres, et parce que, entre ces droits différents, il n'y a de coordination possible que par ce qui exprime l'absence de tout droit quelconque, par la force.

NATURALISME.

Ce mot équivaut à celui de matérialisme, c'est-à-dire de nécessité et d'inintelligence. « Nous ne pouvons rien par nous-mêmes, dit Voltaire, ni en bien ni en mal ; nous ne sommes que les instruments aveugles de la nature. » Et ailleurs : « J'ai *nécessairement* la passion d'écrire ceci, et toi tu as la passion de me condamner ; nous sommes tous deux également sots, également les jouets de la destinée. Ta *nature* est de faire le mal, la mienne est d'aimer la vérité et de la publier malgré toi. »

Mais, dans ce système qui, comme tous les systèmes, a la prétention de comprendre et de servir à expliquer toutes choses, comment explique-t-on l'homme ? Tout en faisant partie de la nature, l'homme cependant pense et se sent libre : ces deux faits sont admis comme des réalités, par ceux-là mêmes qui ne reconnaissent de réels que les faits. On pourrait dire, tout au plus, en ce cas que l'homme pense qu'il pense, et que précisément pour cela il se croit libre ; mais non en déduire que les phénomènes, si ridiculement appelés *intellectuels* et *moraux*, résultent, avec le reste et au même titre, de la nature physique, du hasard. Nous convenons volontiers avec Voltaire que, si le naturalisme est nécessairement la vérité, se laisser aller à ses penchants, s'abandonner à ses passions, et chercher *per fas et nefas* à les satisfaire pour en tirer le plus de jouissances possible, est ce qui seul importe à l'homme, supposé, bien entendu, que quelque chose alors puisse réellement lui importer et qu'il soit capable, lui, de faire volontairement quelque chose pour obtenir ce qui lui importe. C'est bien là du raisonnement ; mais ce raisonnement aboutit à l'absurde : il est donc absurde lui-même.

NATURE. Essence. — Voir ce mot.

Il n'y a de possible que deux natures, celle qui constitue l'ordre de force, de nécessité, et celle qui constitue l'ordre de liberté, de raison. La nature de la force, de la matière, est de modifier le sentiment de l'existence, en agissant illusoirement, nécessairement. La nature de l'âme est d'être une sensibilité. Unie à de la matière, l'âme pour nature de pouvoir agir librement, réellement.

S'il n'y a qu'une nature, c'est-à-dire s'il n'y a que nécessité, force, matière, les actes, le raisonnement sont simplement apparents, sont des phénomènes qui se manifestent et, sans laisser de traces, font place à d'autres phénomènes également dépourvus de toute persistance, de toute réalité.

NATURE PHYSIQUE. Ensemble des phénomènes.

Cette nature est la matière, le domaine physique, l'ordre de nécessité, qui a pour loi, les lois éternelles de la manifestation. Les philosophes matérialistes ont fait, de la nature personnifiée, une espèce de suppléant de la Divinité, de doublure de la Providence. Pour eux la nature est le hasard clairvoyant ; la fatalité est la nature inflexible. Attribuer la réalité, la *substantialité*, à la nature, c'est être matérialiste, ou du moins c'est poser un principe dont le matérialisme est l'inévitable conséquence ; c'est nier toute autre nature que la nature physique, dès lors seule réelle ; c'est affirmer que nous ne sommes qu'en elle et par elle, que nous lui devons les idées qui déterminent nos actes, et que, par conséquent, il n'y a *réellement* en nous aucune espèce de spontanéité, de liberté, de réalité. Le déisme fait, de la nature, un simple instrument, une machine, dont tout ce qui la compose forme les rouages, l'homme compris ; le naturalisme confond Dieu et la nature qui est Dieu : devant l'un et l'autre système, l'homme *réel* disparaît. Les philosophes déistes donnent Dieu pour auteur de la nature : la réalité alors passe, de celle-ci, au Créateur, et la nature s'efface avec l'homme. Pour l'homme, il n'y a par là rien de changé.

— Ce que nous disons de la nature physique montre à l'évidence que nous n'admettons pas de nature morale. L'accouplement seul des deux mots, *nature* qui signifie ici innéité, nécessité, et *morale*, c'est-à-dire ne ressortissant qu'à la liberté,

nnement, constitue la monstruosité la plus ıte.

ıRE HUMAINE (*Lois de la*).
ıe organisme, l'homme est soumis aux lois ıtière, de la nécessité ; comme union d'une c un organisme, comme sentiment d'exis-ırçu, il est soumis aux lois du raisonne-omme membre de la société, il dépend de ssité sociale qui impose à chaque époque lont elle doit relever : savoir, à celle d'igno-vec compression de l'examen, l'ordre par ation des masses ; à celle de liberté de on, l'ordre par la force des majorités ; à connaissance de la vérité, l'ordre par la te morale exercée sur la raison de chacun us.

ʊRE (*État de*). État où les hommes sont s avoir vécu avant de s'être réunis en .

nitairement parlant, c'est une chimère. développement du verbe, il n'y a rien pour ; il s'ignore lui-même : il n'y a pas encore e complet. Après ce développement, l'état ıme est celui de raisonnement, de société. société et le raisonnement, il n'y a pas ıité ; il y a du mouvement, des forces, la ›hysique, qui est pour elle-même comme si ait pas.

ıREL.
dit : l'égalité naturelle des hommes, leur e naturel, etc. On dit aussi : religion natu-oi naturelle, droit naturel. Ces expres-ınt impropres. Il n'y a de naturel que ıme, la matière ; tout ce qui naît du rai-ent ou y a rapport, comme l'ordre, la les lois, le droit, le devoir, la conscience, ris, enseigné, au moyen du développe-ı verbe, du contact nécessaire des intelli-Que seraient la religion de la force, le la nécessité ? L'expression figurée *nature* ıe peut signifier que le résultat de l'éduca-l'habitude et de l'instruction.

ınéral, l'épithète *naturel*, employée comme ıtion de quelque chose qui se rapporte à moral, n'a point de sens rationnel. Cet référe exclusivement à la logique, domaine l de la liberté ; ce qui est naturel appar-l'ordre physique où tout est nécessaire. ırdre physique, il n'y a qu'à constater, et are naturel ce qui est ; en morale, il faut ır pour trouver ce qui doit être, ce qui est rationnel, juste. Ce qu'on appelle *la nature* est aveugle ; tout être moral est incontestablement *clairvoyant*, pour qu'il puisse demeurer dans l'ordre rationnel ou s'en écarter, librement et à volonté.

NATURELLEMENT.
Cet adverbe, dans l'ordre de raisonnement, a pour valeur *rationnellement ;* dans l'ordre des faits, il signifie *nécessairement*. C'est naturellement ou nécessairement que la pierre tombe : le crime doit naturellement, c'est-à-dire, rationnellement, être puni.

NÉANT.
Le *néant*, qui est la négation de *toute chose*, est un non-sens. Prendre le rien, le néant, au positif, nier par conséquent qu'il y ait quelque chose de positif, équivaut à confondre *rien* et *quelque chose*, équivaut à tout nier, équivaut enfin à n'admettre que l'absurde.

NÉCESSAIRE.
Relativement à l'homme, il n'y a de réellement nécessaire que ce dont la privation lui coûterait la vie. Le manque de propriété, de tout capital, produit du travail et instrument pour travailler, est une menace incessante de mort. Aussi, le capitaliste, disposant en maître absolu de tout ce que nous venons d'énumérer, a-t-il droit de vie et de mort sur le prolétaire.

Pour les sociétés, le nécessaire est caractérisé par l'impossibilité où elles sont d'échapper immédiatement à la désorganisation, à la dissolution, s'il n'y est satisfait. Le besoin de vérité n'est devenu réel pour la conservation de la société, de l'humanité, que depuis que la discussion des hypothèses sociales a été reconnue libre. La vérité ne sera acceptée socialement que lorsque le besoin, la nécessité de l'appliquer, sera universellement senti.

— Nous venons de donner une des significations du mot *nécessaire*. En voici une seconde qu'il importe de bien déterminer : c'est la nécessité logique ; c'est l'adhésion inévitable de quiconque n'est pas fou à une même proposition que chacun doit à son propre raisonnement, qu'il puise dans sa conscience. Par exemple : pour chacun, l'*unité* est *nécessairement* l'abstraction du sentiment qu'il a de lui-même, de son existence, sans qu'une démonstration de ce fait soit nécessaire, soit possible. Cette nécessité appartient aux lois éternelles, comme la réalité phénoménale de la perception de l'existence ; comme le *comment* de l'union des immatérialités avec des organismes,

bien entendu, l'existence des immatérialités étant supposée démontrée; comme l'existence de la matière modificatrice; comme le parfum de la rose. L'évidence ne se démontre pas; elle se constate et s'énonce.

NÉCESSITÉ (*Choses de première*).

On appelle ainsi ce qui est indispensable à l'homme pour vivre. Celui ou ceux qui en ont le monopole disposent incontestablement de tous les autres comme de leurs esclaves, qu'ils exploitent d'abord, puis jettent au rebut. L'origine de ce monopole est l'aliénation à des individus de tout le sol, auquel le travail est forcé d'avoir recours pour en tirer les choses nécessaires. Les propriétaires du fonds ou de ce qui le représente, étant les seuls dispensateurs de ces choses, attirent toute la richesse publique, dont ils ne laissent échapper que ce qui, en alimentant le travail, augmente indéfiniment leur trésor, et leur sert ainsi à se maintenir en possession du sol et du reste. « Si, a dit M. Proudhon, il se trouve un certain nombre d'hommes qui soient seuls marchands des choses de première nécessité, il est nécessaire que le trésor public, passant et repassant par leurs mains, y dépose et y accumule la propriété immobilière. »

NÉCESSITÉ MORALE.

La nécessité morale est celle qui se déduit de l'ordre rationnel, du raisonnement.

NÉCESSITÉ PHYSIQUE.

C'est la loi éternelle de la matière; elle implique non-intelligence, négation de sentiment et de but. Elle est l'opposé de l'ordre moral qui, sa réalité étant constatée, implique nécessairement la sensibilité, la liberté : l'ordre moral est l'harmonie nécessaire entre les actes libres et leurs infaillibles conséquences.

NÉCESSITÉ SOCIALE.

Cette nécessité est la raison, la justice, mais relative à l'époque où elle se manifeste. Pour la société c'est la suprême loi, le droit humanitaire devant lequel tout droit individuel doit fléchir, puisque c'est le salut de l'humanité. Lorsque la vérité sera socialement connue, la justice relative à l'époque sera, par nécessité sociale, la justice absolue elle-même. Mais aussi, à moins qu'il n'y ait pour la société nécessité incontestable d'accepter la vérité ou de périr, la vérité énoncée, démontrée même, est et demeure socialement comme si elle n'existait pas.

La nécessité sociale est l'expression temporelle de l'éternelle justice.

NÉGATIVES (*Vérités*).

La liberté de raisonner, de discuter, ne produit, aussi longtemps que dure l'époque sociale d'ignorance, que des vérités négatives, c'est-à-dire le renversement de toutes les hypothèses sur lesquelles l'ordre peut être basé; elle ne produit par conséquent que la désorganisation de la société. Celle-ci veut pour base ce qui est ou passe pour positivement vrai : aussi n'y a-t-il d'ordre durable que pour la société basée sur la foi, et d'ordre inébranlable que pour la société basée sur la science. le protestantisme *quand même* qui n'a pour armes que des vérités négatives, est donc la négation absolue, c'est-à-dire l'affirmation du néant, de l'absurde.

NÉO-CHRISTIANISME.

Lorsque le christianisme se manifesta au monde païen, on avait déjà cherché à réchauffer le vieux paganisme expirant, au moyen d'explications plus ou moins philosophiques. Mais rien n'y fit, et le néo-paganisme mourut en naissant. Le système chrétien se saisit alors de la société, demeurée sans principe et sans direction. Il s'était établi par la liberté; il se consolida par une organisation despotique. Le christianisme, fondé sur une révélation, comme toutes les doctrines précédentes, qui n'avaient été sociales que parce qu'elles étaient religieuses, devint à son tour la clef de voûte de la société.

La foi était encore possible à cette époque; mais elle allait s'usant peu à peu. La comparaison qu'il fallait faire entre les diverses religions, toutes également hypothétiques, qui se disputaient le pouvoir spirituel sur l'humanité, sapait jusqu'au principe même de la foi; et finalement ce principe s'évanouit complétement devant celui qui le décomposait sans cesse, devant le principe de l'examen sans restriction et sans bornes. Ni le christianisme dès lors, ni le judaïsme, ni le mahométisme, allégorisés même, rationalisés et dénaturés au point de ne plus se ressembler à eux-mêmes, n'ont pu être présentés et acceptés comme religions sociales que par des hommes qui se trompaient du tout au tout sur l'état des connaissances acquises socialement, et qui méconnaissaient ainsi les besoins de la société. Le doute ne peut plus céder désormais devant une croyance nouvelle; il sera vaincu exclusivement par l'acceptation sociale de la vérité, rendue incontestable à tous.

NIER.

Nier est plus que douter; c'est déclarer le doute invincible. L'homme qui dit : ***Je ne sais pas,*** doute

chose est ou non; celui qui nie qu'il soit
e de savoir si elle est ou n'est pas, affirme
fait qu'elle n'est pas, pour nous. La logique
s matérialistes à nier que la vérité puisse
nnue; car, n'acceptant que le témoignage
ns, ils doivent nécessairement s'arrêter
hénomènes, lesquels ne donnent jamais
s probabilités, suffisantes dans l'applica-
nais sans réalité démontrable comme vérité
e.

LISME.

conséquence finale de tout raisonnement
e est la réduction à rien. L'anthropomor-
et ses révélations, le déisme avec ou sans
tion, le panthéisme, le matérialisme, ont
onclusion nécessaire le nihilisme.

EAU.

un instrument auquel on soumet les objets
els, les corps, et qui, quoique jamais abso-
juste, l'est cependant assez pour l'usage
e qu'on en fait. Vouloir appliquer cet
nent au moral, est d'une absurdité qui
rait tous les esprits si nous n'étions encore
ne époque d'ignorance sociale. Des intelli-
au niveau sont aussi impossibles que des
mes égaux. Des hommes nivelés sont la
n de tout ordre, de toute société.

ELEUR.

iveleur moral ou social est un utopiste qui
le à l'humanité la négation d'elle-même.
ent en effet coordonner socialement, et sur-
omment subordonner ce qui ne peut être
ué l'un de l'autre? Le principe moral, lien
ociété, est *un* sans doute : ce principe est
uement, rationnellement sanctionné par la
ı, dévouement de chacun à tous; mais il n'est
ble que par des hommes inégaux entre eux.
étaient également forts, également intelli-
également partagés sous le rapport des con-
d'existence, quel besoin auraient-ils les
s autres, quel motif de s'aider les uns les
quelle occasion de se dévouer? L'existence
ociété implique nécessairement l'égalité de
résultant de l'égalité d'essence entre des
ccidentellement inégaux.

LESSE. Caste, propriétaire exclusive du sol,
ransmettant par voie de primogéniture pour
e concentre toujours dans le moins de mains
le.

uit là la noblesse qui, socialement parlant, était réellement quelque chose. Quant à nos ducs, comtes et barons des pays constitutionnellement gouvernés par la bancocratie bourgeoise, si leur noblesse est ancienne, ils caressent un innocent souvenir; si elle est de création nouvelle, ils se repaissent de la vaine fumée d'un titre *in partibus stultorum*.

Du reste, les nobles sont assez philosophes aujourd'hui pour répudier la charge qu'anciennement faisaient peser sur eux les actions dégradantes d'un des leurs. Pourquoi alors s'étonnent-ils que le peuple tire les conséquences de ce raisonnement, en leur refusant le bénéfice des belles actions de leurs ancêtres? Il y a solidarité ou il n'y en a pas : s'il y en a, elle tombe sur tous les actes; s'il n'y en a pas, il n'y a pas non plus de noblesse. Dès que noblesse n'oblige plus, elle n'honore pas davantage.

NOM.

Ce qui n'a pas de nom n'existe pas pour nous. Toute vérité repose dans l'éternité. Elle ne naît au temps que par le baptême du signe. Avant le développement du verbe, il n'y a pour l'homme aucune idée, pas même celle de lui-même; l'homme est encore pour lui-même comme s'il n'existait pas.

NOMBRE.

Pour abréger, on a nommé une unité et une unité *deux*, deux unités et deux unités *quatre*. De là les sciences nécessairement *exactes*, puisqu'elles sont ce qu'on les a faites. Mais, de l'exactitude à la réalité, il y a loin : deux et deux ne font réellement quatre, que si l'unité, principe du nombre deux et de tous les nombres possibles est réel, s'il y a *réellement* des unités, des individualités.

— Sous l'empire de la force, la majorité, dès qu'elle se reconnaît, domine. Pour l'empêcher d'attacher trop d'importance à son dénombrement, on lui a insinué de se faire représenter. Par là la minorité sociale, dont la majorité, mandataire de tous, est censée exprimer la volonté, règne et gouverne. C'est bien joué. Mais le véritable nombre commence à s'apercevoir que les dés sont pipés, et cet escamotage n'aura plus un long succès.

NOUVEAU-NÉS.

Des économistes ont formellement proposé de débarrasser la société des enfants des pauvres, pour empêcher que la population prolétaire ne dépasse les besoins des capitalistes. Les principes de l'économie politique, conséquence de notre organisation sociale, conséquence elle-même de la nécessité imposée par l'ignorance de la société, et qui se résume inévita-

blement dans le paupérisme, mène, par la voie d'un raisonnement rigoureux, à cette triste conclusion, depuis que le paupérisme, connu et discuté, fait planer sur nous l'anarchie et la dissolution. Cette conclusion d'ailleurs, quelque horrible qu'elle soit, l'est cependant moins encore que ce qui se passe journellement sous nos yeux, sans exciter la même horreur. En effet, au lieu de sacrifier d'un coup des enfants encore privés de connaissance, nous laissons les hommes faits se consumer lentement et douloureusement dans les étreintes du besoin. Si c'est par sensibilité que nous conservons la vie aux enfants des prolétaires, c'est une sensibilité pour le moins étrange.

Dans la société organisée conformément à la raison, des idées telles que celles que nous venons de signaler, ne pourront, ni germer dans l'ir gence de personne, ni, encore moins, devenir l' d'une proposition formelle faite à la société, n'est de la part d'un malade, d'un fou, qu frères plus sensés se donneront bien de de punir, mais qu'ils s'empresseront de faire gner afin de le rendre à la société en même t qu'à la raison. De quels enfants chercherait-on à se débarrasser? Il n'y en aura jamais q nombre rationnellement utile. Et puis, tous nai égaux, seront élevés de même, auront les m moyens d'appliquer leur intelligence, pleine développée, au travail qui leur donnera tout le heur dont ils soient susceptibles, c'est-à-dire, auront mérité dans l'ordre de temps. La r s'oppose à ce qu'on désire autre chose ou plu

---

0

ı société, les mêmes hommes sont des-
r toujours, ils doivent recevoir une
·opre à faciliter l'exercice de ce devoir;
ıutres hommes doivent en recevoir une
i les prépare à exercer leur droit de
mmander. Mais si le contraire est la
ucation doit être la même pour tous
tion, afin que, autant que le permet leur
t qu'ils le veulent, tous soient aptes à
vivre comme ils doivent vivre, il faut
galement soient soumis à la seule

NCE.

éissance à la force et obéissance à la
ce qui est accepté comme tel : la pre-
ient par contrainte physique, par la
seconde par contrainte morale, par le
nt bon ou mauvais.
;ouvernement suppose l'obéissance des
s aux actes du pouvoir qui en applique
s; tout gouvernement durable implique
ordonnés la conviction que le pouvoir est
et qu'il est de leur devoir à eux, qu'il
x de nécessité morale d'obéir. Quand
cessant de relever du droit, ou du
force transformée en droit, n'est plus,
es hommes, que la conséquence maté-
. force seule, l'obéissance devient un
essité qui humilie le faible, qui dégrade

NCE DES ENFANTS.

it de se faire une idée rationnelle du
nce, pris dans le sens de soumission
, pour voir s'évanouir tant et tant de
iseuses qui ont été soulevées sur l'application de ce devoir. On a, par exemple, toujours considéré l'obéissance des enfants comme une nécessité matérielle, résultant de la faiblesse qu'elle obligeait de se soumettre à la force; tandis que ce ne peut être qu'un raisonnement, contraignant moralement l'intelligence naissante à céder devant l'intelligence déjà développée. Notre définition de l'obéissance étant admise, tout devient clair. Aussi longtemps que l'enfant n'a pas la raison assez exercée, il obéit parce qu'il a le sentiment empirique ou pratique de son infériorité relativement à ses parents, et de la sollicitude de ceux-ci pour son bonheur. Après cela, il obéit encore, mais seulement dans l'ordre des faits, lorsqu'il juge que ses parents ont tort; il proteste en ce cas, contre ce qui lui est commandé, mais il s'y conforme, parce que la raison lui impose avant tout de ne pas rompre le lien d'unité familiale, germe et élément de l'unité sociale, qu'il est enjoint par la même raison à tous les hommes de respecter et de maintenir à tout prix.

OBJECTION.

Une fois qu'une proposition est incontestablement démontrée, toutes les objections élevées contre elle sont frappées de nullité, même celles qu'on ne parviendrait pas à réfuter. Il n'y a point de vérité contre la vérité.

OBJET. Chose, phénomène, apparence.

La réalité est exclusivement chez le sujet, pour lequel il existe des objets; ou bien elle n'est nulle part.

OBLIGATION.

On n'est obligé de se conformer à une règle, que lorsque cette règle est dûment sanctionnée, c'est-à-dire lorsqu'il y a un motif plus fort ou du

moins cru plus fort par celui sur l'esprit duquel il agit pour remplir le devoir qu'elle impose, que le motif qu'on aurait pu avoir pour la répudier.

Autrefois la révélation imposait d'autorité à l'homme l'obligation de remplir son devoir, en dépit de ce qu'elle appelait *les exigences de la chair*. Désormais cette obligation devra lui être imposée par la raison. *Actuellement* que la révélation a perdu sa valeur sociale, et qu'on n'a pas encore déterminé socialement la valeur de la raison, la plupart des hommes laissent derrière eux le bagage gênant des principes qui ont pour objet de sanctionner le devoir : les scrupules entraveraient la liberté de leur marche; les remords les arrêteraient tout court. Ils se disent : *Je ne sais pas, je ne puis savoir;* et ils vont là où ils se sentent entraînés, ne se garant que des obstacles, ne reculant que devant l'impossibilité d'avancer. C'est certes fort commode; eux le croient logique et par conséquent sûr. L'anarchie leur prouvera le contraire.

M. Proudhon a dit avec son rare bon sens : « Pour que nous retrouvions une morale positive et obligatoire, il faut que la société se reconstruise de fond en comble; et, pour qu'elle se reconstruise, il faut qu'elle se démolisse. » Nous nous permettrons d'ajouter : « Il suffit d'une succession d'hommes de la force de M. Proudhon pour opérer cette démolition complétement et vite. La reconstruction demande un homme, nous ne disons pas plus fort, mais fort dans un autre sens. Car les fondements du nouvel édifice social doivent être cimentés de science incontestable, à l'abri de la sape des vérités négatives, de la protestation. »

OBLIGATOIRE (*Acte*).

Un acte n'est obligatoire que pour autant qu'on ne pourrait s'en abstenir qu'en violant les lois de la raison, qu'en méconnaissant son propre intérêt. Il n'y a point d'obligation pour les animaux; il n'y a que des nécessités : les animaux ne remplissent pas des devoirs rationnels; ils nous paraissent satisfaire des besoins, lorsqu'ils ne font dans la réalité que subir passivement et aveuglément les lois physiques, comme tout ce qui est matière.

OBSERVATION. Perception ou constatation des phénomènes.

L'observation qui est un premier raisonnement, puisqu'elle est la distinction des phénomènes, fait connaître les faits; le raisonnement qui la suit cherche à en déterminer les causes.

Généralement parlant, nous n'avons encore eu que des observateurs. On a même prétendu que le raisonnement se bornait à l'observation l'école expérimentale : comme si l'on pouva ver sans raisonner, et comme si le raisoı sur ce premier raisonnement n'en était pas plément indispensable pour que le raiso: méritât réellement ce nom.

OCCUPATION.

Ce mot dans le sens particulier que ı donnons ici, celui de *prise de possession,* l'origine de l'appropriation privée du sol. l s'en sont emparés, lorsque l'ignorance re force seule juge et maitresse. C'était l'éta pour aussi longtemps que devait durer primitive d'ignorance. C'était plus : il y ava sité sociale à ce que le sol possédé par q uns réduisit tous les autres à l'esclava silence, conditions alors essentielles d'or stabilité. L'aliénation du sol aux indiv naturelle ou nécessaire sous l'empire de légitime ou rationnelle tant que l'examen primé, anarchique dès qu'il y a discussioı conséquent doute social.

OFFRE DE TRAVAIL. — Voir le mot (*Organisation du*).

OISIFS.

La distinction en oisifs et travailleurs soire : tout oisif, s'il n'est rentier, meurt de le rentier, s'il ne travaille pas incessamme venir sa ruine, finit aussi par mourir de fai tort nommé *oisifs* ceux qui travaillent et leur intelligence, comme on a appelé *travai* capitalistes entrepreneurs de travail. Il distinction réelle qu'entre les exploitants ploités, entre ceux qui font valoir leurs cap les industriels ou les industriels qui les f par les travailleurs, et ces travailleurs eux

OPINION. Proposition non démontrée.

Toute opinion est un préjugé. Quand démontrée vraie, ce n'est plus une opini la vérité même.

Pendant l'époque d'ignorance et d'inco bilité de l'examen, pendant l'époque de doı a que des opinions, et que des opinions nelles, qui doivent nécessairement, à for se tolérer l'une l'autre : l'opinion du plus celle qui réunit momentanément le plı nombre d'opinants, triomphe; car la f seule, règne seule, sous le manteau de dont elle s'affuble.

Il n'y a pas impossibilité de triompl

ıelconque par le raisonnement; il faut attre les opinions, et si elles s'obstinent, par les repousser pour cela seul qu'elles e des opinions, des préjugés, et ne plus argumentation avec elles. « L'opinion es paroles de M. Louis Desnoyers) se nécessairement à des courants divers, ıpétuosité desquels la logique est un vain 'ous vous mettez résolûment en travers; sez des digues d'arguments au torrent ;, d'erreurs, de demi-vérités, de baloure calomnies plus ou moins intéressées lnent, et vous espérez l'arrêter, lui faire chemin, ou simplement même le détourment de son cours? Pas le moins du 'imbécile torrent, à peine suspendu une 'enfle, s'irrite, grossit, déborde et vous dessus la tête. Vous en êtes pour vos aisonnement, de rectification et d'indi'est à recommencer sans cesse. » Tout rt juste : il n'en faut pas moins entrer en battre en retraite qu'après avoir décidétaté l'inutilité de ses efforts.

fois la discussion affranchie de toute opinion, quelle qu'elle soit, devient perla conservation de l'ordre; car, dès lors, inion ne résiste plus à l'examen, et la ontrée peut seule servir de base à l'appliiale du droit. « Tant qu'une opinion est t M. Proudhon, l'universalité de croyance elle-même d'argument et de preuve; dès même opinion est attaquée, la foi antéprouve plus rien: il faut subir le raison'ignorance, quelque vieille et excusable t, ne prescrit pas contre la raison. »

longtemps que l'absolue nécessité, c'est-à-ı laquelle il faut se soumettre sous peine e renverser, d'anéantir toutes les opinions, ns *toutes* sans exception d'une seule), ne non-seulement démontrée, mais socialeie, tous les efforts imaginables pour faire a vérité, et même pour porter à écouter tion et bienveillance le raisonnement qui seront inutiles : il y aura eu des paroles vent, rien de plus.

des opinions communes à tout un peuple e de compressibibilité de l'examen; il y rtagées par plusieurs individus après que ion est devenue libre : mais les opinions comparées entre elles et particularisées analyse, ne se généralisent plus. Il n'y ie seule et même conviction pour l'humae quand la découverte de la vérité aura uir toutes les opinions possibles.

OPPOSITION POLITIQUE.

Contestation du pouvoir réel, l'opposition est de la folie; résistance au pouvoir illusoire, quand ce pouvoir est incontesté, l'opposition est un attentat contre l'ordre relatif; quand il n'y a plus de pouvoir incontestable, elle est un progrès irrésistible vers l'ordre réel par l'excès de l'anarchie. Parmi les opposants au pouvoir, il y en a toujours de sincères et de simulés, des dupes et des fripons : ceux-ci recrutent sans cesse chez les autres. Du moment que l'opposition n'est pas une comédie, c'est la guerre civile, du moins en germe.

OPPRESSION.

Elle ne peut être niée. Le fort opprime le faible, c'est un fait. De deux choses l'une donc : ou cette oppression est sans motif, c'est l'aveugle nécessité, et il n'y a pas de justice éternelle; ou bien le faible opprimé a mérité ce châtiment par des fautes antérieures, et l'éternelle justice fait dépendre l'ordre relatif, de cette oppression même, jusqu'à ce que l'humanité n'ayant plus à expier sur ce globe, puisse, par l'application de l'équité réelle, y perpétuer l'ordre absolu.

OPPRIMER. Abuser de la force, soit corporelle soit intellectuelle.

Le seul moyen, exclusivement le seul, d'empêcher cet abus, c'est d'imposer, tant que socialement il y a ignorance avec possibilité de comprimer l'examen; c'est de démontrer, aussitôt que la libre discussion a donné naissance au doute, la vérité suivante : *Toute oppression sera inévitablement punie, et tout dévouement fondé en raison infailliblement récompensé.*

OR.

« Tout le monde veut de l'or et ne veut que cela. Pour se procurer de l'or, pour conserver son or, il n'y a rien qu'on n'ose, rien qu'on ne fasse. L'or tient lieu de tout. Il est omnipotent. Le culte du veau d'or a remplacé toutes les religions, comme l'amour de l'or tous les sentiments. » Voilà le plaintes qu'on entend chaque jour, et on a raison de se plaindre; mais il faut remonter plus haut. La doctrine sociale actuelle est le matérialisme. Il est logique dès lors de tout rattacher à l'or qui représente toutes choses, qui représente la vie et ses jouissances, au delà desquelles, dans l'hypothèse, il n'y a rien. « Il y a, dit Voltaire, une tragédie anglaise qui finit ainsi : « Mets de l'or « dans tes poches, et moque-toi du reste. » Cela n'est pas tragique, ajoute le philosophe, mais cela est fort sensé. » Nous ajouterons à notre tour :

« Cela a pour corollaire obligé : « Prends l'or dans « les poches des autres quand tu le peux sans « danger pour toi. » Car enfin, il faut de l'or plein les poches à tout prix. N'est-ce pas l'or qui procure toutes les joies de ce monde, et Voltaire n'a-t-il pas dit ailleurs : « Il faut jouir; *tout le reste est folie!* » Eh bien, puisque l'argent représente et procure les jouissances de la vie, il faudra bien, aussi longtemps que l'homme ne portera pas ses regards en deçà et au delà de la terre qu'il foule, il faudra nécessairement que tout pour lui se résume en écus.

OR (*Age d'*).

Pourquoi presque tous les peuples ont-ils fait précéder leurs temps historiques et héroïques par un prétendu âge d'or, pendant lequel les hommes vivaient innocents et heureux? Parce que les prêtres et les poëtes, ces premiers oracles de l'humanité, supposaient erronément que l'innocence, c'est-à-dire l'ignorance entière du bien et du mal, est compatible avec la vie sociale, qui implique le raisonnement, lequel précisément consiste dans la distinction entre le mal et le bien. Parce que, toujours imbus de la même erreur, ils supposaient en outre que l'homme peut vivre heureux sans savoir qu'il l'est, c'est-à-dire, sans que, par le contact avec ses semblables le verbe se soit développé en lui, et avec le verbe la perception de lui-même, et avec cette perception, la science, négation de l'état d'innocence ou plutôt d'animalité, d'automatisme, sur lequel reposent toutes les mythologies des paradis terrestres et de l'âge d'or.

La philosophie est loin d'être d'accord sur ce point avec les merveilles des traditions populaires. Pour elle, il n'y a point d'âge humanitaire quelconque avant le développement du verbe par le contact prolongé entre deux ou plusieurs êtres susceptibles d'intelligence, par la formation de la société en un mot. Le premier âge alors est caractérisé par l'emploi indispensable de la force, dans le but d'établir l'ordre et de le maintenir afin de conserver la société, seule existence humanitaire possible. C'est le véritable âge de fer, qui ne se convertit en âge d'airain que par l'intervention des révélations, chargeant la foi de couvrir la force du manteau de la justice. Lorsque ce manteau est mis en pièces par l'examen devant lequel la foi s'est évanouie, l'âge d'argent se manifeste par les progrès incontestables de l'intelligence, qui suivent sur une ligne parallèle les progrès incontestables aussi de la confusion et de l'anarchie. Ce sera seulement lorsque le mal causé par cette dernière aura atteint son plus haut période, que, s'étant arrachés à cet âge de dissolution et de mort, les hommes verront poindre l'âge de connaissance de la vérité et d'application de la justice, le véritable âge d'or.

Pour la philosophie, l'ignorance sociale, source de tous les maux qui poursuivent l'homme dans la société, est primitive, c'est-à-dire que, comme chez l'enfant, elle précède toutes les notions possibles, quelles qu'elles puissent être. Et ces premières notions, nécessairement incertaines, ou dont du moins rien ne démontre la certitude, ne constituent pas l'innocence, mais bien le faux savoir. La science sera réelle enfin lorsque toutes les erreurs, tous les préjugés, toutes les opinions se seront dissipés devant la découverte, socialement admise, de la vérité.

ORDRE MORAL.

C'est l'harmonie entre les actes libres et leurs conséquences nécessaires. Il ne peut donc concerner que les unités réelles, les individualités, qui sont essentiellement identiques entre elles. Dans cet ordre, la loi est ce qui doit être. Tout y est lié. Tout y est bien, c'est l'ordre d'éternité.

ORDRE PHYSIQUE.

La loi de l'ordre matériel est ce qui est. Le mot *ordre* ici est pris au figuré, et n'a de rapport qu'à l'intelligence qui le conçoit. Les unités illusoires, les choses, entre lesquelles il y a nécessairement inégalité, différence, relèvent de cet ordre, qui est la coordination par la succession ou la postposition. Tout ce qui existe dans la nature est, par cela même et par cela seul, dans l'ordre. Rien n'y est lié que par le raisonnement qui s'en rend compte.

ORDRE SOCIAL. Résultat de l'obéissance à l'autorité.

Cette autorité est exprimée, tant que dure l'ignorance, par la force basée sur le sophisme; lorsque régnera la vérité, elle le sera par la raison dominant la force.

Ordre et société sont synonymes; car, sans ordre, point de société possible, et la société entre des hommes, égaux par essence, inégaux par leur organisation, n'existe qu'en vertu du raisonnement. La force brutale est la négation du raisonnement, de l'ordre. La force déguisée sous l'apparence de la justice, tout en portant atteinte à celle-ci, lui rend néanmoins hommage et par cela même donne lieu à l'ordre relatif à la foi. Il n'y a d'ordre absolu que par la raison.

— L'ordre social est le résultat de l'union, de l'association des hommes par la concordance de

leurs idées. Tant que ces idées ne sont pas discutées, il suffit que leur vérité supposée soit acceptée généralement et sans contestation ; dès qu'on les discute, il est de toute nécessité que cette vérité soit démontrée d'une manière incontestable. La raison en est simple : l'ordre dans la société est la conséquence de la soumission *volontaire*, c'est-à-dire raisonnée, à l'autorité réelle, ou du moins à ce que la société admet comme étant l'autorité véritable, l'autorité dérivant de l'absolue vérité.

— Pour qu'il y ait ordre, la société qui ne sait pas encore, doit pouvoir forcer de croire. Ce qu'elle hasarde, après la perte de la foi et avant la démonstration de la vérité, ce sont des expériences, toujours désastreuses parce qu'elle les fait en aveugle. Elle n'ouvrira les yeux que quand elle devra y voir clair ou périr.

— Dans l'ordre social, la loi change avec les époques. Pendant celle d'ignorance, l'ordre n'est possible que s'il est possible d'empêcher de raisonner. Car tout raisonnement est alors nécessairement mauvais, ou, ce qui revient au même, il n'y a aucun moyen de démontrer qu'un raisonnement est bon. Or le désordre est l'expression d'un mauvais raisonnement.

— La question de l'ordre social se résume tout entière dans celle de savoir si la sanction religieuse est nécessaire à la morale, ou si la société peut exister au moyen d'une morale, socialement indéterminée, qu'aucune sanction religieuse ne rend obligatoire. Cette question résolue, toutes les questions sociales le sont avec elle; il n'y a qu'à les en déduire. C'est en la résolvant dans le sens spiritualiste, que la force a soumis l'époque d'ignorance au seul ordre dont elle fût susceptible, l'ordre par la foi. C'est en la résolvant dans le sens matérialiste, ou du moins en la laissant en suspens sans la résoudre (ce qui du reste a le même résultat) que les hommes du doute aident à la marche progressive de l'anarchie. Et comme il n'est plus possible de rétablir l'inquisition qui était indispensable au despotisme pour maintenir sa solution imposée par la force, l'ordre ne renaîtra désormais que lorsque la certitude de la sanction religieuse aura été scientifiquement démontrée.

ORDRE DANS L'UNIVERS.

Physiquement, tout ce qui est, est dans l'ordre phénoménal, aussi bien ce que nous appelons *des monstruosités* que ce que nous déclarons conforme à la règle, la maladie comme la santé, la tempête comme le calme, le déluge comme une pluie d'été, la fin de notre monde comme son commencement et sa durée : cela ne suppose aucunement un esprit ordonnateur, mais seulement des lois éternelles, inhérentes à la matière même, et des êtres intelligents pour les percevoir. Le seul ordre vrai, l'ordre moral, implique essentiellement l'intelligence, la liberté, la vérité, la justice, la réalité, en un mot l'harmonie absolue.

ORGANIQUES (*Impressions*).

La manifestation des impressions organiques perçues par l'âme, au moyen des sens, se nomme *sentiment*. Faut-il supprimer le sentiment, faut-il s'y abandonner? Ni l'un ni l'autre. Il faut exclusivement avoir recours au raisonnement, et modérer le sentiment trop excessif, diriger le sentiment qui mènerait dans une voie irrationnelle, faire taire le sentiment qui serait contraire à la raison. L'homme qui ne peut voir un animal se tordre dans les convulsions et gémir sans souffrir lui-même, quoiqu'il sache qu'il n'y a pas plus de souffrance là que dans le sarment vert lequel, jeté au feu, gémit et se tord aussi, n'a rien à se reprocher. Mais le même homme procédant à une vivisection dans l'intérêt de la science, n'est pas plus coupable; il acquiert même du mérite, s'il doit vaincre son impression organique pour obéir à son raisonnement. Le sentiment s'use par l'habitude : plus le boucher a vieilli dans son métier, moins il est impressionné par ce qui se passe journellement sous ses yeux.

La raison dit qu'il est inutile de se désespérer pour un malheur devenu inévitable; elle ne condamne pas cependant celui qui, ayant de justes motifs de le déplorer, s'en attriste. Seulement, il ne faut pas que le chagrin dégénère en abattement, ni qu'un faux raisonnement le nourrisse lorsque le raisonnement réel peut démontrer que ce serait aux dépens de l'accomplissement du devoir.

Les hommes moins impressionnables à leurs propres maux ou à ceux des autres, et les hommes qui, autant qu'il est en eux, étouffent l'impression sous la raison, paraissent durs aux *cœurs sensibles*, comme on les appelle, et sont souvent par eux accusés d'égoïsme. C'est néanmoins à tort. Ne blâmons que l'homme qui manque de dévouement pour ses semblables, et qui se perd lui-même pour ne vouloir songer qu'à lui. Car celui-là manque essentiellement, nous ne dirons pas à la loi et aux prophètes, mais à la raison, et à la religion qui en est la garantie.

ORGANISATION.

Socialement parlant, il n'y a point d'autre organisation que celle de la société elle-même. Une fois que la vérité sera connue, la société s'organisera conformément à la raison; c'est là l'organisation

morale : elle organisera la richesse, la propriété; c'est là l'organisation matérielle.

— Avant l'acceptation sociale de la vérité absolue, l'arbitraire, la force, organisent au nom de la raison, déterminée relativement à la nécessité de l'époque et nommée *Dieu*. Le droit divin régit la société pendant toute l'époque d'ignorance. Quand ce droit est déchu de sa force, toute direction sociale fait défaut.

ORGANISATION DE LA PENSÉE.

Sous le règne de la foi, la pensée est organisée par la révélation; sous celui de la vérité, elle sera organisée par la raison. Pendant la phase du doute, la pensée est sans organisation aucune : c'est ce qui lui fait croire qu'elle est libre. Elle n'a ni principe arrêté ni but déterminé; elle flotte au gré des passions, de l'organisme, duquel elle est esclave.

— Avant l'organisation rationnelle de la pensée, de l'instruction, toute organisation du travail est impossible rationnellement, et nécessairement anarchique.

ORGANISATION DE LA PROPRIÉTÉ.

En principe, la propriété, généralement parlant, est un droit absolu, inhérent à l'humanité, à la société ; l'organisation de ce droit est toujours dépendante de la nécessité temporaire qui domine l'homme social. La propriété mobilière privée, celle des capitaux, est absolue dans les limites que lui assigne la loi. Hors de ce raisonnement, il n'y a que communisme, anarchie, folie.

L'organisation de la propriété a varié en 1789; elle variera plus radicalement encore.

ORGANISATION DU TRAVAIL.

La détermination de cette expression, si l'on veut qu'elle ne soit point absurde, doit avoir pour valeur ***légalisation du travail***, c'est-à-dire propriété des produits du travail, garantie au travailleur par la société. Ou l'organisation du travail est l'organisation même de la société, qui, par le seul jeu de ses institutions, assigne au travail la place qui lui est due, et alors dites ***organisation sociale;*** ou bien c'est autre chose : cette autre chose ne peut être que l'asservissement du travail.

Si, à l'expression ***organisation du travail***, on fait signifier ***réglementation du travail***, cette organisation, sous l'empire du libre examen, est une véritable utopie. Le gouvernement qui pourrait organiser arbitrairement le travail, la propriété, pourrait aussi changer à volonté l'organisation sociale. Ce serait le despotisme pur. Ce qui détermine les conditions du travail, ce sont l'offre et la demande qui en sont faites (voir ces mots). Comme le travail, à notre époque, est plus offert que demandé, le salaire est nécessairement réduit au minimum ; ce qui en résulte est le prolétariat avec toutes ses conséquences! Quand le travail sera plus demandé qu'offert, le salaire atteindra le maximum, c'est-à-dire qu'il y aura juste répartition de la richesse due au travail, et cela par l'effet même de l'organisation rationnelle de la société.

Actuellement, l'offre de travail excède de beaucoup la demande, et le capital fait la loi. De là tous les maux sous lesquels la société gémit. Ceux qui ont besoin de travailler pour vivre (et leur nombre est infiniment grand en comparaison de ceux qui vivent d'autant mieux qu'ils exploitent plus durement les travailleurs) font, par la concurrence qui s'établit entre eux, baisser le prix du travail, jusqu'au point où il ne fait plus qu'alimenter, et alimenter exclusivement, les ouvriers qui sont utiles aux capitalistes.

Il n'y a à cet horrible état de choses qu'un seul remède, savoir le changement même de l'organisation sociale, afin que désormais l'offre de travail soit au-dessous de la demande, c'est-à-dire, que le capital soit offert et le travail demandé, et que par conséquent le travail domine l'argent au lieu de dépendre de lui. Tant que l'organisation sociale actuelle persistera, aucune de ses conséquences logiques ne pourra changer, quoi que puissent dire et faire les économistes de toutes les écoles, les conservateurs à tous les degrés, les réformateurs à tous les diapasons. Pour que le travail s'organise normalement, il faut donc que la société soit elle-même radicalement réformée, en d'autres termes, que l'ignorance soit complétement dissipée, que la réalité déterminée du droit soit socialement reconnue et appliquée. Le travail alors, l'intelligence, l'homme, occupera dans la société la place qu'y obstruent maintenant le capital, la force, la matière; les ouvriers ne mourront plus faute d'être nourris par les capitalistes; et les uns comme les autres jouiront du produit de leur travail.

— L'économie politique ne fait que constater le résultat présent de l'offre surabondante de travail; l'économie sociale fait pressentir les funestes conséquences de cet état de choses, et les effets salutaires de celui qu'elle y oppose : elle démontre la nécessité chaque jour plus urgente de faire en sorte que ce soient les capitaux qui s'offrent surabondamment, afin que le travail obtienne dans la société la prépondérance qui lui revient de droit. — Voir le mot : Travail (*Droit au*).

ORGANISER.

Organiser, c'est raisonner. Le raisonnement est

donc le seul organisateur. Mais comme il y a bon et mauvais raisonnement, il y a aussi bonne et mauvaise organisation. Et celle qui est bonne pour une époque peut être mauvaise pour une autre. La bonne organisation dans le sens absolu suppose un raisonnement absolument bon, suppose par conséquent la détermination incontestable de l'absolue raison. Avant cela, l'ordre ne peut être obtenu qu'au moyen de la foi soutenue par la force; et lorsque la foi fait défaut, il n'y a plus qu'un ordre apparent, éphémère, de par la force brutale ou les décisions de la majorité.

— La vérité n'est point connue socialement de manière à pouvoir servir de base à l'ordre, comme le faisait la foi quand la société avait le pouvoir d'empêcher qu'on ne discutât si le principe généralement cru vrai l'était en effet ou ne l'était pas. L'humanité, si progressive pour ce qui est des sciences d'observation, n'a pas fait un pas dans la véritable science, celle du raisonnement au moyen duquel la vérité peut et doit être déterminée. Le premier pas qu'elle y fera, la mettra en contact avec le but. La vérité réelle n'a point de degrés, ni *plus* ni *moins*. Quand elle sera acquise à la société, l'humanité sera régénérée.

Car dès lors l'organisation sociale ne sera plus que l'application du droit réel, rationnellement déterminé et rendu incontestable à toute intelligence dans son état normal, droit non révélé, non fondé sur la force ou le mensonge, et dominant nécessairement le despotisme d'un seul, de plusieurs ou de la majorité. Mais, nous le répétons, il faut pour cela que le cercle entier des erreurs ait été parcouru, qu'elles aient été successivement et toutes essayées et rejetées à la pratique. Or les erreurs sont innombrables, c'est-à-dire que l'erreur se transforme indéfiniment, tandis que la vérité n'a qu'une seule face. De ce que *deux et deux ne font pas cinq*, nous aurions tort de conclure qu'ils puissent *faire trois* ou *sept : deux et deux* font *quatre* exclusivement.

ORGANISME. Partie de matière, jouissant de la vie. — Voir le mot *Vie*.

Pour être susceptible d'être uni à une âme, de manière que celle-ci puisse, aux conditions voulues, se manifester comme intelligence, comme volonté, l'organisme doit avoir un centre où convergent toutes les impressions, lequel, si le sentiment est réel, devient le sens même, la mémoire intellectuelle ou proprement dite. Dépourvu de sentiment réel, le centre organique n'est plus qu'un cerveau, mémoire matérielle, donnant lieu, tant que dure la vie, à des mouvements d'attraction et de répulsion, sans plaisir comme sans peine, se décomposant, comme toute matière organisée, après la mort.

ORIGINE DES IDÉES.

Cette expression est synonyme d'origine du langage; car penser, c'est s'entretenir avec soi-même, se parler à soi-même. La question de l'origine des idées est fort simple : c'est pour cela qu'on l'a tant embrouillée en la traitant longuement et lourdement. Elle se réduit à ces deux points qu'il ne faut, après les avoir posés, que développer logiquement; ces points sont : une cause productrice, qui est la sensibilité, l'âme, et le moyen de production qui est la *modificabilité*, c'est-à-dire l'organisme. C'est trop clair pour ne pas être contesté, aussi longtemps du moins que l'ignorance ne sera pas entièrement évanouie.

ORIGINE DU MAL.

S'il y a un Dieu personnel, tout vient de lui; il est l'auteur du mal comme du bien. Mais il n'est plus tout-puissant, il n'est plus Dieu, s'il a voulu empêcher le mal et qu'il ne l'ait pas pu; il n'est plus souverainement bon, il n'est plus Dieu, s'il a pu empêcher le mal et ne l'a pas voulu.

Si, au contraire, les âmes seules sont éternelles, il y a ordre moral et tout est bien : car sans le mal relatif, temporaire, le bien dans l'éternité, le bien absolu, est inconcevable, est par conséquent impossible.

— L'essence de l'homme est de raisonner, d'être libre : être libre, c'est pouvoir mal faire, et le mal commis doit être expié par le mal souffert. Le mal est donc nécessaire pour que le bien existe, pour qu'il y ait liberté, justice, humanité, ordre moral, réalité, pour que, dans l'éternité, tout soit bien.

ORTHODOXIE. Conformité avec la vérité ou ce qui est regardé comme tel.

Tant qu'il y a des opinions, essentiellement sujettes à contestation, il ne saurait y avoir que des orthodoxies conventionnelles. Lorsqu'il y aura certitude socialement acquise, il n'y aura plus que de l'orthodoxie, et elle s'imposera d'elle-même en vertu de la seule contrainte morale. Jadis on faisait de l'ordre en plaçant l'orthodoxie sociale sous la protection du bûcher; aujourd'hui on ne ferait que de l'anarchie en invoquant la force contre ceux qui sont orthodoxes autrement qu'on ne l'est soi-même.

OTE-TOI DE LA QUE JE M'Y METTE.

Cette maxime, généralement proclamée abominable, n'en est pas moins pratiquée généralement :

elle est l'expression de la nécessité où chacun se trouve dans nos sociétés. En effet ces sociétés sont organisées par l'ignorance, de telle manière que l'ordre y dépend toujours de la soumission passive du plus grand nombre au plus petit, et sont sans cesse troublées et bouleversées par le libre examen qui empêche que nul ne soit satisfait de son lot, et qui pousse chacun à faire bon marché de l'ordre pour arriver au but qu'il veut atteindre, but qu'il place toujours plus haut à mesure qu'il s'en approche, après avoir écarté tous ceux qui lui font obstacle.

OUTIL. Chose *utile.*

Le capital qui représente tous les outils du travail, qui est l'outil par excellence, n'est point indispensable au travail. Primitivement, le travail s'exerce sur le sol et ses produits. Le capital, résultat accumulé du travail même, sert à produire de nouvelles richesses qui, sous la domination bourgeoise, passent aux mains des détenteurs du sol et du capital, et laissent l'ouvrier croupir dans l'ignorance et le dénûment quand il est assez heureux pour ne pas succomber à la tâche.

OUVRAGE.

L'ouvrage est l'effet; le travail, la cause. Le travail c'est l'intelligence même, c'est l'homme dont l'intelligence est la caractéristique; l'ouvrage est le résultat de l'intelligence, du travail. Le travail n'est pas un droit; c'est l'essence même de l'humanité. Dans la société organisée rationnellement, il faut que tous les travailleurs aient la certitude de pouvoir faire de l'ouvrage et d'en retirer tout l'avantage.

OUVRIER.

Nécessairement opprimé dans l'intérêt de l'ordre, par les propriétaires du sol sous la noblesse, par ceux du capital sous le libéralisme bourgeois, l'ouvrier, pendant toute l'époque d'ignorance, est, selon les circonstances, chair à exploitation ou chair à canon; l'ouvrière alors, indépendamment des circonstances, est chair à prostitution.

L'état de choses amené par la domination exclusive de la richesse qui, faisant toujours gagner le sol et le capital, ne permet pas même à l'ouvrier de conserver son misérable nécessaire sans jamais avancer d'un pas, cet état de choses, disons-nous, aura pour dernière conséquence le bouleversement général de la société.

— On accuse l'ouvrier d'imprévoyance, d'inconduite, d'ivrognerie, de crapule. L'accusation, en thèse générale, est fondée; mais est-ce aux bourgeois à l'adresser aux prolétaires? Eux qui jouissent de tous les avantages dont la privation plonge l'ouvrier dans le désordre, ne sont-ils pas plus vicieux encore que lui? Il est vrai que leurs vices sont raffinés, fardés de convenances, dissimulés dans le mystère, tranchons le mot, voilés d'hypocrisie. L'orgie, et elle est de bon ton celle-là, tient lieu du cabaret; des maîtresses entretenues *décemment* remplacent les filles vaguant dans les rues. Est-ce tout? Non; car il y a des vices auxquels l'ouvrier ne peut atteindre, même de loin: ils sont au-dessus de ses moyens. Le bourgeois spécule, agiote, fait une fortune scandaleuse, ou bien il se ruine et plonge sa famille dans la misère. Heureux encore s'il n'y ajoute quelqu'un de ces procès devenus si fréquents, que lui attirent finalement ses *entreprises* poussées au delà des bornes où la loi cesse de les considérer, sinon comme honnêtes, du moins comme n'étant pas justiciables en police correctionnelle ou en cour d'assises.

Maintenant à qui ou plutôt à quoi la dégradation de l'ouvrier doit-elle être imputée? Exclusivement, à l'organisation sociale. Cette organisation, nous l'avons démontré cent fois, a été nécessaire pour l'établissement et le maintien de l'ordre dans la société; mais, et nous le répéterons jusqu'à l'ennui, cette même organisation est devenue pour la société une cause fatale de dissolution et de mort.

OUVRIÈRES (*Classes*).

L'humanité seule travaille; elle travaille tout entière et toujours. Le temps long ou court pendant lequel un homme ne pense pas, ce qui est ne pas travailler, est un temps perdu pour l'existence intellectuelle, pour la véritable existence. Si sa mémoire rattache le moment qui a précédé au moment qui suit, ç'a été le sommeil ou la syncope; sinon c'est la mort.

— Socialement, il y a la classe des maîtres, dont le travail est de faire travailler, et la classe des esclaves qui travaillent pour les maîtres; ces classes sont déterminées au criterium de la force, seul moyen d'ordre pendant la durée de l'ignorance sociale. Quand, l'ignorance étant dissipée, le criterium de la raison sera devenu applicable, il n'y aura plus que *la classe ouvrière*, celle de l'humanité.

OUVRIÈRES (*Associations*).

Certes, si les ouvriers sont dans leur droit quand ils s'associent pour échapper à l'exploitation des maîtres et des capitalistes, de son côté le pouvoir, dont ces sociétés menacent l'existence, a le droit de tout mettre en œuvre pour les dissoudre afin de se maintenir. Car, dans l'état donné

d'ignorance sociale, l'opposition au despotisme n'est qu'un simple fait, tout comme la conservation de l'ordre. Et entre ces faits-là, la force décide : à défaut de droit véritable, c'est le seul droit apparent que l'on peut invoquer.

Les sociétés ouvrières sont éminemment anarchiques, puisqu'elles se proposent précisément le contraire de ce que notre organisation sociale a eu pour but d'établir, et doit nécessairement chercher à ne pas laisser renverser. Aussi, chaque fois que les excès de l'anarchie rendent assez de force au despotisme, son premier soin est de briser les instruments de dissolution que les prolétaires avaient préparés pour perpétuer sa ruine. C'est une guerre à mort, avec ses excès, ses iniquités et ses abominations.

Mais, ou il faudrait condamner également ces excès des deux parts, ou il faut les subir, d'où qu'ils viennent, comme on fait de maux inévitables, logiquement attachés à l'état des choses, expression vraie de la disposition des intelligences. Ceux qui ont quelque chose combattent pour le conserver; ceux qui manquent de tout, combattent pour acquérir quelque chose : c'est chacun pour soi et contre tous. On écarte, on renverse, on foule aux pieds, on tue ceux qui font obstacle, aujourd'hui au nom de la loi qui maintient l'ordre établi, demain au nom de l'ordre à établir par la révolution qui le formulera en loi également. Or, tous ont tort, ou tous ont raison; ou bien il faut déterminer incontestablement quelle est la raison : cela fait, plus personne n'aura tort.

OUVRIERS (*Condition des*).

Il est hors de tout doute rationnel qu'il faut l'améliorer, d'abord parce que la justice l'impose, ensuite parce que, ne le faisant pas, les révolutions sont inévitables, qu'elles se rapprochent de plus en plus, et qu'on aboutira à l'anarchie. Mais il est également incontestable qu'avec l'organisation sociale actuelle, tout changement favorable aû travail est impossible. Améliorer la condition de l'ouvrier, c'est toujours rendre plus mauvaise la condition des fabricants, augmenter le prix des produits, et annuler la vente sur le marché général des nations. C'est donc la ruine de toute nation qui tente cette réforme, et par conséquent la mort des ouvriers qui font partie de cette nation, et qui finiraient par mourir tous, faute de travail, si la plupart d'entre eux ne mouraient pour empêcher les autres de mourir. Il faut en conclure que la condition des ouvriers ne sera meilleure que lorsque les nations auront fait place à l'humanité. — Voir l'article *Question des ouvriers*.

P

PACTE.

Une convention, un pacte, dépendants de la volonté des parties, sont arbitraires ; la réalité, la vérité, la justice, l'ordre, la société, la loi, ne sont donc pas sujets à de pareilles conditions. Ce qui est nécessairement, ce qui est absolu, ne saurait être l'objet d'un pacte : l'existence de la société ne dépend pas plus d'une convention que la vérité de la proposition : *deux et deux font quatre*. On ne pactise pas sur ce qui est incontestablement et rationnellement déterminé ; on le reconnaît et on l'accepte. Finalement, toute convention doit avoir sa sanction, en dehors et au-dessus de la force des contractants ; cette sanction, c'est précisément la justice ou ce qui est pris pour elle, et la société.

PAIR.

Il n'y a de véritable société qu'entre pairs en droits, et d'ordre que par la hiérarchie, c'est-à-dire par la subordination qui suppose l'inégalité des conditions. Les hommes, égaux par essence, mais organiquement différents, sont éminemment sociables. Socialement parlant, l'égalité se traduit en participation de tous à toutes les lumières acquises, et à l'usage du sol, nécessaire pour appliquer ces lumières à la production par le travail ; l'inégalité gît dans les différences d'organisation, et le plus ou moins de constance et d'énergie que chacun développe en poursuivant sa carrière.

Sous le régime du privilége, où les possesseurs du sol disposent des travailleurs, il n'y a association qu'entre les premiers pour opprimer, et surtout pour exploiter les autres.

PAIX.

La paix véritable est fille de la connaissance de la vérité. La paix entre deux individus ou entre deux peuples ignorant ce qui est juste et n'ayant sur la justice aucune croyance commune, ayant par conséquent la même prétention à toutes choses et des intérêts diamétralement opposés, est la plus niaise des utopies.

— Dans l'ordre actuel des choses, il n'est possible d'obtenir une suspension d'armes des partis anarchiques qui bouleversent la société, qu'au moyen de la prise d'armes qui permet de juger la force des combattants, soit pour conserver l'état de choses qui existe, soit pour le détruire. Là où les partis ont au-dessus d'eux un pouvoir qui les domine, celui-là leur impose la paix, c'est-à-dire le *statu quo*, par son bourreau et ses gendarmes. Au cas contraire, il faut qu'ils se battent, afin que le vainqueur dicte ses conditions aux vaincus, et les maintienne par la terreur de ses baïonnettes. Il n'y a, sous le règne de la force, en d'autres termes, aussi longtemps que dure l'ignorance sociale, de paix passagèrement réalisable que par une guerre sans fin.

PAIX (*Congrès de la*).

Il se compose de fort honnêtes gens, à juger d'eux par les intentions qu'ils manifestent. Mais comment espèrent-ils parvenir à leurs fins ? Par l'éloquence ? Ce serait parfait s'il était possible de bien parler sans dire des choses vraies. Par la persuasion ? Il n'y aurait rien à objecter s'il y avait moyen de persuader aux hommes qu'il est de leur intérêt d'agir contre leur intérêt. La guerre est l'état naturel, c'est-à-dire logiquement nécessaire, entre deux ou plusieurs individus, entre deux ou plusieurs peuples, qui ne pensent pas de même sur la réalité du droit. Or, peuples et individus n'ont, dans l'ordre donné des choses, qu'une seule idée commune ; c'est celle que leurs intérêts à chacun sont différents. Et cette idée est naturelle aussi,

puisque chacun a palpablement intérêt à saisir tout le pouvoir possible, à accumuler toutes les richesses possibles, pour avoir le plus possible de jouissances, aussi longtemps que l'idée supérieure d'un intérêt plus grand ne vient pas primer la première.

Si *messieurs de la paix* travaillaient à établir cette idée supérieure, s'ils en démontraient la vérité et cherchaient à la propager, à la rendre commune, universelle ; oh ! alors nous dirions volontiers qu'ils sont aussi éclairés qu'honnêtes. Mais ils se bornent à crier dans tous les idiomes, au sein du désert qui se fait autour d'eux : *Ne vous battez plus*. Le peu d'auditeurs qui les suivent par oisiveté, par curiosité, s'ils ont l'intelligence requise pour les comprendre, ont à plus forte raison celle de comprendre qu'ils ne peuvent, en conséquence des connaissances socialement acquises, vivre comme la raison l'impose, qu'en jouissant les uns aux dépens des autres, c'est-à-dire en se nuisant réciproquement les uns aux autres, tantôt par la violence, tantôt par la ruse, en se faisant une guerre sourde aujourd'hui, ouverte demain.

PANTHÉISME. Affirmation de la réalité d'un Dieu-tout, ou de celle de la nature divinisée.

Si Dieu est tout, rien n'est que lui. S'il existe seul, il n'existe pas pour lui-même : comment se connaîtrait-il?

— Tout panthéiste qui raisonne tombe dans le matérialisme. Et devant le raisonnement, le matérialisme se résout en nihilisme, dans l'absurde. Avec le panthéisme, il n'y a pas d'hommes *réels* dans le véritable sens du mot. « Le règne de l'humanité, a dit Ballanche, c'est l'homme se détachant du sens panthéistique. »

— En tout temps, le peuple a été anthropomorphiste, tandis que les savants, les colléges des prêtres surtout, les initiés, les philosophes, étaient panthéistes. Aujourd'hui que l'anthropomorphisme sur lequel reposait la société ancienne n'offre plus à l'ordre existant qu'un soutien éphémère, le panthéisme, qui en est la négation la plus complète, se trouve établi scientifiquement, bien entendu au point de vue des connaissances socialement acquises. Aussi les hommes de théorie simplement spéculative, les philosophes, voudraient-ils substituer le panthéisme à l'anthropomorphisme qui, disent-ils avec raison, est la doctrine du despotisme. Mais les hommes pratiques, les hommes politiques, repoussent le panthéisme qu'ils accusent, et à bon droit, d'être la doctrine de l'anarchie. L'éducation est donc généralement demeurée anthropomorphiste, mais l'instruction est toute panthéistique. De là le beau gâchis social dont nous sommes les témoins et les victimes !

PAPAUTÉ.

Elle représentait l'unité sociale chrétienne que les rois, premiers révolutionnaires, ont scindée. Des débris du trône pontifical, les peuples ont construit, d'abord la tribune publique d'où les rois ont été cités à la barre de l'opinion, puis l'échafaud où ils ont subi les conséquences de leur étroit égoïsme. Le trône est vide maintenant ; la discussion et l'anarchie en arracheront tous ceux qui ne porteront pas écrit sur le front : *incontestabilité*.

PAPE. En thèse générale, quiconque se prétend infaillible ; dans le sens restreint et ordinaire, l'interprète infaillible d'une religion révélée, et surtout de la révélation chrétienne ou plutôt catholique.

Dans le sens général, tout pape s'exprime nécessairement ainsi : « Il faut penser telle chose, croire telle autre chose, agir de cette façon déterminée, pour la raison que je vous l'impose. » Une décision papale est une déclaration du droit, une spécification du devoir, l'exposition d'une règle de conduite. Quiconque donc travaille à faire accepter de confiance par les autres hommes une opinion qu'il appelle une vérité, sans néanmoins pouvoir en aucune manière prouver qu'elle l'est effectivement, se pose en pape. A ce point de vue le libéralisme ne diffère du papisme catholique dont il est l'ennemi le plus acharné, qu'en ce qu'il oppose au pape unique de la doctrine qu'il combat, autant de papes qu'il renferme de libéraux.

— Ne nous attachant qu'au sens restreint du mot indiqué plus haut, nous disons que le pape est le complément obligé de la règle que les chrétiens acceptent comme révélée divinement, et qui était jadis la loi fondamentale de la société pour laquelle elle tenait lieu de la détermination du droit. A cette souveraineté du pape, s'est substituée la souveraineté du peuple ; c'est-à-dire, que ce qui passait pour la raison a été remplacé par la force : car il n'y a que force et raison, et quand la souveraineté n'est pas exercée au nom de celle-ci, c'est nécessairement de celle-là qu'elle se fait l'exécutrice.

PARABOLE.

En voici une dont le sens, fort clair d'ailleurs, est applicable à la science dont nous nous occupons. Trois frères habitent une maison qui menace visiblement ruine. Le cadet propose de l'abattre

tout de suite pour éviter d'être écrasé sous les décombres, et d'en construire une autre quelconque. Ses deux frères lui remontrent qu'ils n'ont ni plan arrêté pour cette construction, ni matériaux dont ils puissent disposer; ils aiment encore mieux, disent-ils, rester à couvert sous un toit délabré que sans abri aucun, et cela pendant un temps qui peut ne pas être court. Le second voudrait que, sans s'inquiéter le moins du monde de l'état du bâtiment, dont la longue durée d'ailleurs prouve en quelque sorte l'indestructibilité, on se bornât à en faire disparaître les crevasses alarmantes, afin d'y vivre comme par le passé, loin des peines et des soucis. Ses frères se refusent à partager ce qu'ils appellent sa *stupide sécurité*. Le frère aîné enfin conseille de ne se faire aucune illusion sur le danger réel où ils se trouvent, mais aussi de se tenir en garde contre les mesures que leur suggéreraient l'exagération ou la précipitation; il pense qu'il faut se borner à étayer chaque pan de muraille qui se lézarde, sans jamais placer une entière confiance dans l'efficacité de ces éphémères soutiens; il exhorte enfin ses frères à tout préparer pour que, une catastrophe arrivant, il n'y ait plus qu'à élever la demeure future sur les fondations déjà consolidées et sur un plan déterminé d'avance.

Quel est le plus raisonnable des trois? Évidemment le dernier. L'écoute-t-on? Non. Les trois frères ne parviennent pas à s'entendre : il n'y a ni démolition brusque pour fuir le péril, ni oubli de ce péril et repos dans l'insouciance, ni considération sérieuse de l'avenir et de ses besoins imminents. La maison s'écroulera un jour à l'improviste, et rien ne sera prêt. La nécessité alors fera chercher, de commun accord, un abri provisoire, et fonder un édifice durable qui défiera les siècles et les éléments.

PARADIS. — Voyez *Enfer*.

Une éternité de bonheur en récompense de quelque bien mêlé de mal, fait pendant une seule vie, est aussi absurde qu'une éternité de souffrances pour beaucoup de mal et quelque bien, est atroce. Ajoutez à cela que ce plaisir et ces peines sans fin deviennent, aux yeux de ceux qui les admettent, le partage d'êtres qui ne sont, dans le sens propre, ni vertueux ni coupables, puisqu'ils dépendent de Dieu pour leurs actions, leurs désirs et même leurs pensées les plus secrètes. N'oubliez pas que la punition et la récompense affectent l'âme dépouillée du corps, bien qu'elle ne soit susceptible de sentir que par son union avec un organisme. Enfin, réfléchissez que, si l'union d'une âme et d'un organisme donne lieu à l'intelligence, à la liberté, nécessairement l'être devient de nouveau capable de mériter et de démériter, soit en acceptant ses maux comme l'expiation de ses fautes, et son bonheur comme la rémunération de son dévouement, soit en abusant de son bonheur et en regimbant contre ses souffrances. Vous en conclurez que l'âme simplement immortelle, ainsi qu'un paradis et un enfer éternels, sont des idées qui ne résistent pas au plus léger examen.

PARADOXE. Proposition qui choque les opinions reçues.

Ce peut être une erreur ou du moins un préjugé, tout aussi bien que les opinions auxquelles il est opposé. Par exemple : « Il faut abolir la propriété, » est un paradoxe pour ceux qui affirment que « il faut conserver la propriété. » Et celui qui raisonne d'après les préjugés dominants est ici aussi peu fondé en raison que le raisonneur paradoxal. Il va sans dire qu'à une époque où, sur les questions morales, sociales, il n'y a jamais eu jusqu'ici et il n'y a encore que des opinions, l'expression de la vérité est nécessairement et sous toutes les faces possibles, un paradoxe. Exemple : « La propriété doit subir une organisation nouvelle, en vertu de laquelle chaque homme pourra disposer de ce qui lui est indispensable en matière de sol ou de produits du sol, pour exercer utilement son intelligence, pour travailler, » est un paradoxe *aujourd'hui; demain ou après*, ce sera une vérité incontestable.

PARASITISME.

Le parasitisme est la domination du travail par le capital; c'est la condition *sine quâ non* d'ordre pendant toute l'époque d'ignorance; c'est la cause la plus puissante d'anarchie pendant la phase de liberté d'examen, de doute; c'est ce qui comblera la mesure des maux de l'humanité, et forcera la société à s'organiser par la raison pour la justice.

PARENTS.

Qui sont les vrais parents d'un enfant? Ceux qui l'ont mis au monde, mais qu'il ne connaît pas, et qui ne le connaissent pas davantage? ou bien ceux qui le croient à eux, qui l'ont soigné, et que lui-même aime d'un amour filial? Cela ne saurait faire question. La famille relève du raisonnement non de l'organisme. Là où la raison, le sentiment manquent, il n'y a ni parenté ni famille; il y a exclusivement des organismes particuliers, s'attirant ou se repoussant les uns les autres sans connaissance

ni volonté. Le cœur et le sang qui le traverse ne font rien du tout à la parenté : c'est le cerveau seul qui constitue parenté et famille, et uniquement là où il y a *intellectualisation* des impressions centralisées, et perception au moyen des signes, qui en rendent les images susceptibles d'être communiquées.

PARESSE.

Nous parlons de la paresse d'esprit, cette force d'inertie qui, avec la vanité, s'oppose le plus puissamment à la recherche de la vérité, après laquelle on ne veut point se donner la peine de courir, parce qu'on a la présomption de croire qu'on possède de vérité tout ce qu'il est possible à l'homme d'en saisir. Nous cédons la parole à M. de Girardin qui a dit à propos du journalisme ce que nous appliquons à tout autre moyen de propagation pour les doctrines nouvelles. « Déranger des opinions faites, contrarier des idées reçues, réformer des jugements arbitraires, c'est exercer sur l'esprit de l'abonné (nous disons : de l'auditeur, du lecteur) une violence qu'il pardonne rarement ; c'est le contraindre à douter de son infaillibilité ; c'est troubler le repos de ses facultés intellectuelles, et exiger d'elles un effort inaccoutumé, conséquemment pénible ; c'est, au lieu de le bercer en cadence, l'éveiller en sursaut ; en moins de mots, c'est le perdre (nous disons : c'est se l'aliéner, se le rendre ennemi) à jamais. » — Voir les mots *Indolence* et *Vanité*.

PARLEMENT.

Ce qu'on y fait le plus en effet, c'est parler. Les membres d'un parlement quelconque soutiennent le système établi dont ils sont les défenseurs-nés, puisqu'ils n'existent comme représentants que par lui et pour lui ; ils bouchent constamment et soigneusement les crevasses qui se manifestent au vieil édifice social qu'à tout prix ils doivent faire durer, et ils en dissimulent de leur mieux les traces sous un nouveau badigeon. Ils nomment cela, selon l'occasion et les circonstances, les uns *conserver*, les autres *réformer*. Mais ils ont beau faire : ils n'empêchent pas l'édifice déjà vermoulu de se détériorer rapidement ; bien plus, le mouvement qu'ils y impriment en cherchant à l'étayer, et les rapiécetages dont ils le surchargent ne font qu'en précipiter la ruine.

PARLER. Au sens propre, employer des signes conventionnels ; au figuré, émettre des signes matériels.

Parler, proprement dit, c'est penser au dehors, penser pour les autres, comme penser est parler en dedans, parler pour soi.

— On parle pour dire quelque chose, sans quoi les perroquets parleraient aussi bien que nous, et même toute la nature parlerait, chaque chose en son langage à elle. On appelle aussi *parler*, dans le sens propre de l'expression, l'art de grouper des syllabes, des mots et des phrases, pour traiter les questions qu'on ne comprend point, ou pour les embrouiller, en se servant de termes ambitieux et vagues ; mais c'est abuser du mot que de qualifier ce bavardage de *discours rationnel*. Autant vaudrait dire qu'il mange et se nourrit, l'homme qui n'a rien à se mettre sous la dent, et mâche à vide.

Le but de celui qui parle est de se faire comprendre. Les moyens les plus simples sont pour cela les meilleurs. Mais, avant tout et surtout, le but doit être atteint. Celui qui parle pour parler, à moins qu'il ne cherche à donner le change sur ce qu'il pense, et ne veuille tromper en affectant des idées qu'il n'a pas, afin de cacher celles qu'il dissimule, n'a pas d'idées, ne pense rien. C'est le cas aujourd'hui de tous ceux qui dissertent à perte d'haleine sur ce dont ils ne savent pas le premier mot. « Il faut, dit M. Proudhon, qu'un professeur parle, parle, parle, non pour dire quelque chose, mais afin de ne pas rester muet. »

— Quand une société est arrivée au point qu'on n'y parle que pour dire le contraire de ce que les paroles signifient, ou pour faire comprendre le contraire de ce qu'elles expriment, c'est-à-dire pour mentir, pour tromper, l'ordre n'y est plus possible que par la force, et au jour le jour.

PAROLE.

Dans les *Essais* de Michel Montaigne, se trouvent les lignes suivantes, qui rendent parfaitement notre pensée : « Notre intelligence se conduisant par la seule voie de la parole, celui qui la fausse trahit la société publique ; c'est le seul outil par le moyen duquel se communiquent nos volontés et nos pensées, c'est le truchement de notre âme : s'il nous fault, nous ne nous tenons plus, nous ne nous entreconnoissons plus ; s'il nous trompe, il rompt tout notre commerce, et dissout toutes les liaisons de notre police. »

PARRICIDE.

« Honore tes parents *afin de vivre longuement sur la terre.* » Cela veut certainement dire : afin de vivre longtemps heureux ; car il s'agit d'une récompense, et plus une vie malheureuse est longue, plus la punition qu'elle inflige est forte.

C'est là un raisonnement aussi immoral qu'il

est faux, ce qui du reste est synonyme. Et comme chacun peut, chaque jour, se convaincre de sa fausseté, puisque partout on voit de mauvais enfants mourir vieux et prospérer jusqu'à la fin, et des enfants exemplaires ne vivre que pour souffrir ou ne vivre que peu d'années, le précepte révélé n'empêchera le parricide que lorsqu'il aura été rectifié par le raisonnement et démontré incontestable. Voici sa formule rationnelle : Le dévouement est un devoir, même envers ses ennemis; il l'est donc, à plus forte raison, envers ceux à qui on doit de la reconnaissance. Les enfants qui ont de bons parents *sont récompensés* ici-bas de leurs mérites acquis ailleurs; ceux qui en ont d'indifférents, de négligents, de vicieux, *sont punis*. Les uns et les autres doivent les respecter et les servir, *afin de recevoir au delà de cette vie* le prix de leurs plus ou moins pénibles sacrifices.

Il n'y a plus après cela qu'à prouver, sans réplique rationnelle possible, que la vie présente *n'est pas tout*. Nous défions les moralistes, prétendument religieux ou philosophes, de donner à la loi qui défend de tuer père et mère une autre base réelle, une autre sanction inévitable.

PARTAGE.

L'organisation privative de la propriété foncière, a pour résultat définitif le partage de tout le sol. L'homme qui s'approprie la terre sur laquelle il travaille se fait sa part et laisse là le reste, mais seulement pour le moment. Il prend ce qui lui convient, sans s'inquiéter si cela ne conviendrait pas aussi à d'autres qui, après tout, peuvent prendre la même chose ailleurs et se l'approprier de même. Le sol qu'il possède exclusivement le met à même d'augmenter toujours ses richesses en raison directe des moyens que son travail lui procure, de travailler toujours avec moins de peine et avec plus de fruit. C'est une progression qui s'accélère en se développant.

—Plus chacun a, plus il veut avoir; plus aussi il a de facilité à acquérir. Mais quand une fois tout est pris, même ce qui est indispensable pour qu'on puisse encore prendre quoi que ce soit, c'est-à-dire quand la propriété s'est étendue, non-seulement à ce que l'intelligence, le travail, tire du sol et de ce que le sol produit, mais encore à ce sol même, sans la disposition duquel toute intelligence se trouve paralysée dans son action, dans le travail, nul ne peut plus augmenter sa propriété, son bien, ses moyens de bien-être, si ce n'est en écornant la propriété des autres, en ôtant aux autres une partie de leurs moyens d'être heureux. C'est évident : toutes les parts sont faites; pour accroître la sienne, chacun doit chercher à s'emparer le plus possible de la part de ses voisins.

Notre état social s'explique par là tout entier, avec sa raison d'être dans les temps d'ignorance et de foi, avec ses abus, toujours plus nombreux, toujours plus dissolvants, dans nos temps actuels d'ignorance et d'examen, de doute. Ces abus se résument tous dans la contradiction qui résulte pour chacun de la liberté illimitable, moralement du moins, de s'emparer de tout, coexistant avec l'impossibilité matérielle pour chacun de tout avoir. Cette contradiction en action s'appelle *concurrence*, mot indéterminé, qui sert à déguiser l'esclavage des faibles auxquels les forts laissent les apparences de la liberté de concourir, et le despotisme qui leur a servi à enchaîner ces mêmes faibles avant qu'ils leur eussent dit : *concourez*. Cela marche ainsi, il est vrai; mais il est également vrai que cela marche vers une désorganisation de plus en plus accélérée et de plus en plus complète.

Des législateurs, des réformateurs, ont cherché à arrêter le mal en proposant un ou plusieurs nouveaux partages à réaliser par voie révolutionnaire ou légale. Mais eux aussi sont demeurés dans le vague, et ils ne pouvaient en sortir puisqu'ils n'étaient point sortis de l'état social d'ignorance, et qu'ils conservaient la contradiction à laquelle cet état ne cessait de donner lieu, tantôt sous une forme, tantôt sous une autre. En effet, partage de quoi? Du fruit du travail? C'eût été une injustice radicale; car tout travailleur, tout penseur, tout homme, en un mot, a, selon la raison absolue, droit au produit de son œuvre, sans partage aucun. Partage du sol? C'eût été la consécration des abus mêmes qu'on prétendait vouloir détruire; car, si chacun recevait une part du sol en propriété individuelle et privée, il n'y avait plus en réalité de propriété du sol, du moins comme moyen efficace de production, et s'il restait des non-propriétaires, des prolétaires, la fausse concurrence, l'esclavage, l'injustice, le vol légalisé, restaient aussi : seulement, c'étaient de nouveaux voleurs et d'autres volés. La question, quoique paraissant avoir changé de face, demeurait au fond la même, et la tâche était à recommencer.

Il en sera ainsi, aussi longtemps que l'organisation sociale morale n'aura pas précédé l'organisation sociale matérielle qui en sera la conséquence. Pour que la propriété soit ce qu'elle doit être rationnellement, il faut avant tout que l'ignorance soit socialement détruite; il faut que la société soit fondée sur le principe du dévouement de tous à chacun, sanctionné par la certitude acquise à

chacun que son bonheur personnel dépend uniquement de son dévouement à tous.

PARTIS.

Pendant l'époque d'ignorance, le doute et la libre émission des opinions créent les partis, les sectes, les écoles, et en même temps les détruisent. Après avoir renversé l'erreur qu'il a analysée, l'examen renverse l'erreur opposée qu'il avait substituée à la première, par cela seul qu'il l'analyse à son tour. Les sectes et les écoles ne possèdent point la vérité, qui est une et qui n'est d'aucun parti. Il n'y aura de science sociale que lorsque la discussion ne pourra plus opérer de divisions. Y a-t-il des partis en mathématiques?

— On demande quelquefois : « Les partis sont-ils nécessaires? » C'est comme si l'on demandait : « Les erreurs sont-elles nécessaires? » Non certes, répondons-nous; absolument parlant les partis ne sont pas nécessaires, mais dans l'état donné des choses, c'est-à-dire relativement à l'organisation actuelle de la société, il y a nécessairement des partis, comme il y a de l'ignorance, des préjugés et des erreurs. Nous lisons dans les *Essais :* « Lâcher la bride aux partis d'entretenir leur opinion, c'est prêter quasi la main à l'augmenter, n'y ayant aucune barrière, ni coercition des lois, qui bride et empêche sa course. » Montaigne ne pouvait pas se douter qu'un temps viendrait où la société ne vivrait plus que de l'antagonisme des partis, tous également poussés par elle à lâcher la bride aux opinions les plus contradictoires, et par conséquent les plus subversives. L'ignorance et la liberté donnent naissance aux partis; la liberté et la connaissance de la vérité les feront évanouir.

— Les partis sont à chaque peuple, précisément, ce que les peuples sont à l'humanité : ils se font la guerre pour détruire chacun tous les autres. « Il faut des partis, » dit quelque part M. Proudhon. Nous pensons qu'il a voulu dire : « Il y a des partis; dans l'état donné des choses, il ne peut pas ne point y avoir de partis. » M. Proudhon n'avoue-t-il pas lui-même ailleurs que « aussi longtemps qu'il y aura des partis antagonistes et des classes hostiles, le pouvoir sera instable et l'existence de la nation précaire? » Mirabeau a parlé le langage de la raison en s'exprimant comme suit : « Le salut de tous est dans l'harmonie sociale, et l'harmonie sociale ne s'établit que sur l'anéantissement de l'esprit de parti. »

PARTIS (*Logique des*).

C'est la plus irrationnelle, comme la plus irritante des logiques : nous le prouvons. Chaque parti dans nos sociétés a son opinion sur la question sociale : tous les partis s'éteindront par l'acceptation de la seule détermination qui soit conforme à la raison. Ils ne sauraient s'éteindre autrement. Démontrez aux libéraux que les catholiques ont bien fait de maintenir l'ordre par la sanction de la force et de la terreur, *aussi longtemps que* cette sanction a été socialement admise, les catholiques s'écrieront : « Voyez-vous? Il n'y a de solution que la nôtre. »

Mais démontrez ensuite aux catholiques que l'emploi de la compression et de la répression contre les idées, loin de suspendre comme autrefois le développement des intelligences, ne fait aujourd'hui que surexciter, tout au contraire, le besoin désormais irrésistible d'examiner, de discuter, de mettre en doute et de nier ce qui ne s'offre à l'esprit que sous les auspices du despotisme et de la rigueur des supplices; démontrez-leur conséquemment que cette sanction temporelle, ayant perdu sa valeur sociale, est *dès lors* devenue une cause de trouble et de désorganisation, les partisans de l'autorité fondée exclusivement sur une simple *affirmation*, sans preuve aucune, vous demandent quelle est votre solution puisque vous avouez qu'il en faut une, et que vous rejetez celle qu'eux soutiennent être la seule possible et que vous-même avez déclaré *relativement* bonne. Si vous leur parlez de raison, de raisonnement, d'incontestabilité, comme donnant lieu à l'unique sanction qui puisse préparer et assurer pour l'avenir le salut de l'humanité, que nos sociétés sans certitude et sans foi compromettent si gravement, ils répondent avec dédain qu'ils ne vous comprennent plus, ce qui signifie qu'ils ne veulent pas vous comprendre; votre solution, prétendent-ils, leur échappe, et cela a pour équivalent qu'ils sont bien décidés à ne pas l'admettre.

— Il est certain que, lorsque la vérité sera socialement connue, il ne faudra plus employer la force pour qu'on s'y soumette. Il l'est, en outre, que jamais la force ne la fera admettre; la vérité ne pénètre dans les intelligences que par le raisonnement. Il est certain enfin que, partout où le raisonnement est libre, la force ne peut dominer que pour peu de temps, pour le temps seulement que le raisonnement la colore de raison. Eh bien, les partis, quels qu'ils soient, ne s'adressent qu'à la force pour s'emparer du pouvoir, l'exercer et le conserver. Cette force, les partis vaincus la modifient, tant qu'elle pèse sur eux, bien entendu; quand, à leur tour, ils sont vainqueurs, eux aussi maudissent la liberté, et jusqu'à la liberté de condamner la force comme eux-mêmes faisaient lorsqu'ils étaient les plus faibles.

Heureusement que, pendant cette lutte de déloyauté et de déraison, le raisonnement démolit toujours. Il démolit tous les partis en les faisant se succéder les uns aux autres, et en les multipliant à l'infini.

— Ce ne sont pas les attaques directes de tel ou tel parti contre un gouvernement déterminé qui sont les plus funestes à l'ordre; ce sont en général les attaques opposées de tous les partis : elles finissent par rendre le gouvernement impossible. Notre Belgique en fournit un exemple frappant : catholiques et libéraux se disent également dévoués à l'ordre de choses établi; néanmoins, en se faisant obstacle *quand même* les uns aux autres, ils s'entraînent réciproquement avec le pouvoir qu'ils exercent tour à tour, dans des chutes de plus en plus rapprochées; ce qui se terminera nécessairement, et plus tôt peut-être qu'on ne pense, par une déconfiture définitive et complète. C'est du reste ce qui aura lieu partout. Quand enfin il y aura, pour ainsi dire, autant de partis que d'individus, l'anarchie sera au comble, et le plus grand obstacle à l'entente universelle, la possibilité que désormais un parti quelconque impose provisoirement une apparence d'ordre, sera levé.

PASSÉ (*Le*).

Ceux qui demandent au passé les lumières qui doivent les guider dans l'avenir, ne songent pas que le présent, auquel ils tendent à échapper, est précisément le résultat de ce passé qu'ils consultent comme un oracle. L'expérience ne leur enseignera jamais qu'à revenir au point dont ils cherchent à s'éloigner. La raison seule peut les soustraire sans retour aux maux que le passé leur a légués, et qui, dans le présent, leur sont devenus intolérables.

PASSIONS. Tendances organiques.

Lorsque l'âme se rend compte de ces tendances, ou elle les exalte pour s'y soumettre, ou elle les combat pour les dominer.

— Toute passion naît d'un besoin à satisfaire, besoin réel ou cru réel, peu importe, et l'homme n'agit, ne pense que pour satisfaire ses besoins. Les passions sont le stimulant de l'intelligence; l'intelligence doit être la régulatrice des passions.

— Il n'y a pas de grand homme sans grandes passions. L'homme vertueux les domine. Celui qui n'aurait point de passions serait une bûche.

— Toutes les passions sont bonnes quand elles sont soumises à la raison; toutes sont mauvaises quand elles traînent l'intelligence à la remorque.

PASSIONS (*Arbitraire des*).

Cet arbitraire est inévitable pour ce qui concerne les passions individuelles qui causent tant de trouble au sein des familles proprement dites, ainsi que pour les passions collectives s'exprimant par l'organe des majorités et qui accumulent les maux de toute espèce au sein des familles nationales; cet arbitraire, disons-nous, est inévitable aussi longtemps que dure l'ignorance sociale, et quand il n'est plus possible de comprimer socialement la libre discussion. C'est le cas du système bourgeois, sous lequel gémit de nos jours l'humanité soumise à l'arbitraire des passions, qui toutes peuvent être ramenées à l'adoration du veau d'or, représentant la force brutale.

PASSIVE (*Obéissance*).

C'est l'obéissance imposée, condition essentielle de l'ordre pendant l'époque d'ignorance. Cette obéissance est obtenue en vertu de la contrainte morale, puisqu'elle est imposée au nom de ce qui est cru la vérité. Dès qu'il y a examen, il y a anarchie proportionnellement à l'emploi plus ou moins étendu, plus ou moins répandu de la discussion, et la soumission n'est obtenue que par la contrainte matérielle, physique. A l'époque de connaissance, la soumission de chacun sera entière : mais, l'obéissance ayant été raisonnée, cette soumission sera volontaire, c'est-à-dire éclairée et active; il suffira de raisonner pour se ranger à l'ordre établi.

PATRIE. Circonscription politique en rapport avec une révélation, une secte; ou, quand les révélations n'ont plus de raison d'existence, en rapport avec les intérêts matériels.

Au sens propre, la patrie est la communauté d'idées sur le droit, c'est-à-dire l'entente sociale ou plutôt religieuse. Les diverses patries ont été fondées sur des hypothèses différentes. Celles qui le sont sur une légitimité dynastique ou autre, sur l'honneur national, sur la gloire nationale, sur une nationalité de personne, de territoire ou simplement d'un mot, ne sont que des patries figurées, des illusions de patries, des chimères.

— Il n'y a point de *patrie naturelle*. Ce qu'on appelle ainsi est le pays natal. C'est comme les *parents naturels*, qui, s'ils n'étaient que cela, ne seraient, moralement parlant, rien du tout. Toutes ces façons vicieuses de parler trahissent le matérialisme, dont la plupart de ceux qui les emploient n'ont pas même conscience, loin de s'en rendre compte.

— La conséquence de la division de l'humanité en patries, qui est elle-même la conséquence de l'ignorance sociale de la vérité, est la guerre. Bien que les patries *réelles* aient cessé d'exister depuis

que la foi religieuse manque, la guerre n'en continue donc pas moins parce que l'ignorance reste.

PATRIE UNIVERSELLE.

C'est le monde : la société universelle est l'humanité.

— La patrie universelle, la seule véritable, sera fondée sur la démonstration de la vérité. Mais, pour que l'humanité s'établisse par la détermination de la vérité, il faut que les nationalités établies par la force organisatrice aient été détruites par la force anarchique. Ce travail de démolition se fait moyennant la division de la société en deux classes exclusivement, qui sont nécessairement ennemies entre elles ; savoir : celle des capitalistes, qui n'ont de patrie que leur portefeuille, et celle des prolétaires qui n'ont de patrie que leurs bras.

PATRIOTISME. Dévouement à la patrie.

Le fanatisme pour la patrie implique la haine qui, pendant l'époque d'ignorance, est nécessairement inspirée par chaque société contre toutes les autres, lorsque le fanatisme de religion n'est plus assez puissant pour protéger ce qui reste d'autorité au pouvoir contre le contact avec d'autres autorités sociales, d'où naîtraient la discussion et l'anarchie. Le fanatisme religieux est d'abord remplacé par le fanatisme pour le prince ; mais bientôt le fanatisme patriotique reste seul : l'unité anarchique étant ainsi substituée à l'unité despotique, les dynasties se succèdent les unes aux autres, les révolutions politiques deviennent l'état social habituel, et si bientôt l'unité réelle n'est socialement acceptée avec la vérité, l'humanité est perdue.

— La véritable expression du patriotisme est la *Marseillaise,* ce chant de cannibales qui signala la fin du XVIIIe et le commencement du XIXe siècle. Notre langage paraîtra brutal sans doute ; mais, nous le demandons à tout homme sans préjugé, quelle différence y a-t-il entre les patriotes qui abreuvent leurs sillons du *sang impur* de ceux qui sont nés au delà de leurs frontières, et les sauvages d'une tribu mangeant la chair des sauvages des tribus environnantes ? Ce qui importerait aux victimes de ce barbare patriotisme, ce n'est pas de ne plus abreuver des sillons, de ne plus nourrir leurs ennemis, mais exclusivement de ne plus être malmenés, pillés, rançonnés, torturés et mis à mort.

PAUPÉRISME. Manque de richesse, tant matérielle que morale, chez un grand nombre de membres d'une société.

L'exploitation des masses par la minorité la plus petite possible, est la conséquence inévitable du besoin d'ordre pendant l'époque d'ignorance. Cet ordre ne peut alors être obtenu que par la compression des intelligences, et celle-ci a pour condition *sine quâ non* l'oppression de l'homme tout entier. Une fois l'examen devenu libre, l'exploitation, toujours nécessaire, devient un élément actif de désordre, et la société ne peut être réorganisée d'une manière stable que par la suppression de toute oppression, par celle de l'indigence et du prolétariat. On a beau regimber contre cette vérité : elle est dure, soit ; mais elle est réelle.

La société doit vivre, et il lui est impossible de vivre sans ordre ; il faut, tant que l'ignorance domine, qu'il y ait des hommes qui imposent cet ordre par la force aux autres hommes, pour qu'il y ait humanité. Aussi longtemps que la force est sous l'égide de la foi, les maîtres ont des esclaves domestiques, mais le paupérisme, proprement dit, n'existe pas encore. Il naît avec la liberté des intelligences qui, ne possédant pas la vérité, sont incapables d'organiser la propriété conformément à la raison. Quand une fois la discussion a éteint socialement toute croyance, la société qui ne connaît pas le moyen d'abolir le paupérisme et qui le repousse lorsque ce moyen lui est proposé, se désorganise néanmoins par l'action délétère que la proposition qui en a été faite exerce sur elle. Ce n'est qu'après que l'ignorance sur la détermination réelle du droit sera évanouie, que le paupérisme, devenu impossible, sera anéanti.

PAUVRES.

Pour qu'il n'y ait plus de pauvres chez les nations, il faut qu'il n'y ait plus de nations dans l'humanité. Car tant qu'il y aura des nations, le premier besoin de chacune d'elles sera d'être la plus forte, afin de pouvoir dominer et exploiter les autres nations au profit des membres dont elle-même se compose ; et là où la force est une condition d'existence, la raison n'est pas un moyen d'ordre. Or, c'est la raison seule, la justice, qui proscrit le paupérisme. Pour la force, au contraire, le paupérisme est tout à la fois effet et cause de prospérité. Chaque nation ne *peut* vaincre les autres dans la concurrence qu'elle *doit* leur faire, qu'en sacrifiant les trois quarts de sa population au quart restant. Sans cet horrible sacrifice, hâtons-nous de le dire, les quatre quarts finiraient par succomber. C'est là notre état social, l'ordre actuellement existant.

PAYS. — Voir les mots : *Patrie* et *Frontières*.

On n'a plus de patrie : on a un pays ; c'est tout. On est nécessairement né quelque part, et les

ainsi que les habitudes de l'enfance, ont
acher à ce *quelque part* un charme *sui*
s, comme s'exprimeraient les savants, qui a
rt bien caractérisé par l'amour du clocher.
enant que la nationalité n'est plus autre
e que la masse des intérêts dont la nation est
emble, la patrie c'est exclusivement la richesse
onale, et le patriotisme se mesure au plus ou
ns de part qu'y ont les plus riches. C'est une
aire de calcul où chacun, en aimant son pays,
t éclater son amour pour son propre domaine,
our sa caisse. Car sur le reste, il n'y a pas la
moindre différence entre les hommes des pays les
plus divers, si ce n'est la même différence qui
existe souvent à un bien plus haut degré entre les
hommes d'un même pays.

Faites à n'importe quel capitaliste des conditions suffisamment meilleures dans un autre pays que celui où il est né, et il s'empressera d'y transporter son portefeuille et sa personne. Et dès lors il épousera les querelles du peuple chez lequel il aura trouvé son bien-être, aussi chaudement qu'il faisait de celles du peuple où il était moins favorisé. La question n'a pas changé pour lui : c'est toujours celle de s'enrichir en enrichissant le pays où il est riche.

PÉCHÉ (*Auteur du*).

C'est Dieu, s'il y a un être suprême. Car celui qui a tout fait, a fait le mal comme le bien; et celui qui nous fait faire le mal, ou qui concourt à nous le faire faire, ou qui permet que nous le fassions, qui nous le laisse faire, s'il est tout-puissant, s'il est Dieu, fait lui-même le mal, est seul l'auteur du péché.

PÉCHÉ ORIGINEL. Mauvaise action commise avant la vie actuelle, et considérée comme étant la cause du malheur qu'on y éprouve.

Le péché originel est une absurdité révoltante quand on le suppose commis par un autre que celui qui en subit les conséquences; mais c'est le seul moyen, pour l'anthropomorphisme, d'expliquer les souffrances non méritées des créatures de Dieu sur la terre.

Dans le langage de la vérité, si l'homme souffre, il doit avoir péché; mais personnellement, comme il souffre personnellement, et non par procuration : au cas contraire, il n'y a pas d'ordre moral. Il est vrai que cela implique une vie antérieure comme une vie postérieure; et que dès lors la création devient un non-sens, la rédemption est inutile, et l'expression *vie éternelle* offre un accouplement monstrueux de mots inconciliables.

PEINES ÉTERNELLES.

L'éternité des peines et des récompenses aprè
cette vie est une conséquence forcée de la créatio
d'une âme immortelle. L'absurde ne peut enfante
que l'absurde. La croyance à la réalité, c'est-à-
dire à la vérité rationnelle de cet absurde, n'e
est pas moins une nécessité d'ordre, d'existen
sociale, comme la croyance à la création et à
Dieu révélateur, pendant toute l'époque d'ignoran

PENSER. Parler en dedans, parler pour s
comme parler est penser pour les autres, pe
au dehors. — Voir les mots *Raisonnement* et
sonner.

Penser, c'est sentir dans le temps. « Qui ma
pense, » a dit Balzac, et il a raison s'il enten
là : « Celui qui sait qu'il mange. » La pre
des pensées est la perception de l'existen e,
sentiment, la conscience de soi.

PENSER (*Liberté de*).

Cette expression a pour synonyme *doute*. Le croyant n'est pas libre de penser autrement que sa foi ne lui impose. Celui à qui la vérité est démontrée, est également forcé par la contrainte morale qu'elle lui fait subir, de penser conformément à cette vérité, à moins qu'il ne soit malade, fou. La liberté d'agir suit une marche inverse : celui qui croit réellement et celui qui sait agissent comme ils veulent; les sceptiques sont dominés par leurs passions, ils n'ont pas d'autre mobile que l'entraînement organique.

PERCEPTION DE SOI.

La perception de soi est un fait primitif, le mêm
pour tous ceux qui sont susceptibles de s'en rend
compte, se présentant à tous de la même maniè
et par conséquent incontestable, comme fait, p
l'intelligence de tous. C'est le point de départ ob
pour quiconque veut diriger le flambeau du rai
nement sur l'importante question de l'origin
connaissances.

L'existence perçue renferme l'idée de sen
et celle de changement. La modification, l
vement, a pour cause la force. La ser
a-t-elle la même origine ?

Métaphysique, morale, société, tout dé
la solution de cette question. La modific
sensation, le phénomène, sont réels *co*
Le sentiment, l'est-il, oui ou non, ind
ment du phénomène de la sensation, d
fication, du mouvement, de la force? En
mative, il est nécessairement réel; i
réellement.

ES (*La religion de nos*).

le est-elle? Est-ce celle de nos pères immé- ɔu celle de nos aïeux, ou celle de nos ancê- ˏeur religion n'a pas toujours été la même. rofesser celle dans laquelle nous sommes os pères, ou du moins les pères de nos ıvaient dû, à une époque plus ou moins e, renier la religion de leurs pères à eux. t bien fait, pourquoi ferions-nous mal en tant? Ou bien il est défendu de jamais r, ou bien il faut laisser à chacun la liberté ıger à ses risques et périls. Et surtout, ɔn veut exhorter à la constance, il faut bien ıer de garde de citer comme exemple ceux ante précisément parce qu'ils n'ont pas été ıts.

FECTIBILITÉ.

erfectibilité est réelle, mais seulement au le vue de la matière, pendant les deux ; époques de la vie de l'humanité : c'est le pement de l'intelligence même, lorsqu'elle ore privée de tout principe de certitude ; c'est la découverte incessante de vérités es, mais exclusivement dans le domaine ıe, avant qu'il soit encore possible de sou- plus petit coin du voile qui cache la vérité ; physique, la vérité de raisonnement. Cette bilité a pour résultat nécessaire le progrès mal-être, dont l'excès fera chercher, trou- ppliquer socialement le principe de certi- ule source de vraie liberté, de justice et de r.

FECTIONNEMENT.

a point pour ce mot d'application dans le opre, si ce n'est aux choses matérielles, ses relatives, où il est impossible d'arriver lu. Mais dans l'ordre moral, qui est absolu l'est pas, toute distinction du plus au moins, rfectionnement est un non-sens. La vérité rrait être perfectionnée, qui ne serait pas , est une erreur, un mensonge, une imper-

ÉTUITÉ.

se présente-t-il au premier aspect à l'ob- ır qui réfléchit sur ses impressions? Rien choses qui se manifestent, et passent en dant les unes aux autres, plus ou moins len- si l'on veut, mais qui passent toutes sans n : car notre globe aussi, qu'aucun de ı vu commencer et que probablement aucun ; ne verra finir, nous ne doutons pas un seul instant qu'il ne soit passager, tout comme ce qu'il supporte. Si nous nous considérons nous-mêmes, nous découvrons en nous le même caractère de durée limitée. Somme toute, il nous est impossible, d'une impossibilité absolue, de rien *voir, palper, sentir,* de perpétuel, c'est-à-dire qui n'ait été précédé d'autre chose pour être suivi d'autre chose encore.

Cependant, en dirigeant l'observation sur nous, nous trouvons, outre ce qui change évidemment, quelque chose qui peut ne faire qu'un avec cela, mais aussi qui pourrait en être distinct, y être même opposé. Nous parlons de ce qui observe en nous. Si ce qui observe se confond avec ce qui est observé, rien ne persiste dans l'univers, qui n'est plus dès lors qu'une fantasmagorie, ici voyante, là vue, qui n'est plus rien de réel.

Toute la question se réduit donc à savoir s'il existe ou n'existe pas une distinction effective entre ce qui sent et ce qui est senti, si par conséquent la sensibilité est ou n'est pas d'une autre nature que les modifications au moyen desquelles elle se replie sur elle-même, et si on peut, *oui ou non,* déterminer précisément et rationnellement où cette sensibilité se trouve et où elle manque. Cette question ne saurait être résolue que par le raisonnement proprement dit. Il ne s'agit plus de physique ici, mais bien de métaphysique.

PERSÉCUTION.

L'esprit persécuteur est né, non de ce qu'il fallait que chaque nation eût son Dieu particulier, mais de ce que chaque nation devait prétendre que son Dieu était le Dieu de toutes les autres, le Dieu universel. Cette tendance vers l'unité qu'on ne connaît pas, par l'intolérance essentielle à la foi, qui elle-même est la condition *sine quâ non* de l'ordre pendant l'époque d'ignorance, fait peu à peu place au doute et mène à l'indifférentisme. Celui-ci accepte toutes les opinions; et dès lors la porte est ouverte à l'anarchie, que la vérité, généralement reconnue, peut seule anéantir.

—La persécution, constamment au service d'une croyance particulière, éteint en dernière analyse les croyances rivales. Mais, la foi demeurant, le protestantisme continue son œuvre : il ne cède, celui-là, que devant la démonstration de la vérité.

PERSONNALITÉ. Caractéristique d'un être qui a la conscience de son existence.

Si le *moi* est plus que phénoménal, il doit nécessairement procéder de l'unité réelle, de l'immatérialité.

— La personnalité, avec ce qui est de son

essence, savoir, le sentiment de soi, l'intelligence, et la volonté *pour soi*, la responsabilité *par soi*, est incommunicable.

— Il n'y a de personnalité que par distinction, par comparaison. Le *moi* suppose un *toi*, des *autres*. L'isolement détruit toute personnalité *individuelle*. Il en est tout autrement pour la personnalité collective, celle des peuples : il finira par ne plus y avoir de nationalités distinctes, mais il y aura toujours une nation, un peuple, qui sera l'humanité.

PERSONNALITÉ COLLECTIVE.

Fiction sociale, et dans ce sens le mot *personnalité* est pris au figuré. La personnalité proprement dite, la personnalité réelle, et la collection, l'assemblage, l'ensemble, sont deux idées qui se contredisent et s'excluent mutuellement, comme celles d'unité réelle et de totalité.

Nous avons fait consister la personnalité dans la *perception de soi*. Une assemblée, par conséquent, un peuple, ne peuvent ni sentir, ni penser, ni vouloir, ni exercer le pouvoir ; il faut nécessairement pour cela des personnes, des êtres, ayant conscience d'eux-mêmes. Intelligence générale, volonté nationale, souveraineté du peuple, ne veulent donc rien dire, à moins qu'on ne leur fasse signifier l'absurde. Il est vrai que M. Proudhon a écrit : « La société est un être vivant, doué d'une intelligence et d'une activité propres... La réalité, j'ai presque dit la personnalité de l'homme collectif est aussi certaine que la réalité et la personnalité de l'homme individu. » Nous ne pensons pas qu'il faille prendre ces mots au sérieux, à moins qu'on ne veuille leur faire signifier que l'homme individu n'a aucune réalité : ce que nous n'acceptons pas plus que nous n'acceptons la réalité personnelle de la société.

Il est de l'essence de Dieu d'être absolu : ceux qui font de Dieu un être personnel, nient Dieu dans son essence même.

PERSONNALITÉ DE DIEU.

Toute personnalité est nécessairement relative, est limitée, et Dieu est nécessairement infini. Supposer la personnalité de Dieu absolue, outre que c'est supposer une contradiction évidente, équivaut encore à supprimer toute autre personnalité que la sienne. Cependant, comme dit fort bien M. Ch. Lemaire : « La loi dans la condition de cette hypothèse partant d'une volonté qui commande, ne peut s'adresser qu'à une volonté qui obéit. Le fait de l'obéissance implique celui d'une intelligence qui comprend et d'une volonté qui se soumet. » Ainsi le Dieu personnel ne peut se concevoir qu'avec d'autres personnalités, dont la personnalité de Dieu rend l'existence absurde.

— On a dit : Dieu est personnel ou n'est pas. C'était dire, avec ménagement : Dieu est absurde, il n'y a pas d'être personnel *Dieu*, ou plutôt Dieu n'est pas un être personnel. Au risque de provoquer l'impatience, nous remplirons le devoir de répéter, car il faut le répéter à satiété : une *nature divinisée* ou un *Dieu personnel* sont inconciliables avec la réalité de l'homme, avec sa liberté. Or, si l'homme n'est pas libre, il est incapable de raisonner, de s'associer ; il n'y a plus ni société, ni famille, ni hommes ; il n'y a plus de justice, de morale, de religion. A quoi bon *lier* intellectuellement un être prétendu, de l'intelligence duquel il ne dépendrait pas de se mouvoir dans un sens plutôt que dans un autre ? Quel devoir imposerait-on à celui qui ne peut ni le remplir ni l'enfreindre ? Comment résonneraient-elles les fibres cérébrales organisées exclusivement pour qu'une main étrangère les fît résonner ? Et ce serait cette machine qui *s'entendrait* avec d'autres machines pour former des familles de machines et des sociétés mécaniques ? Et il y aurait pour ces machines le sentiment du bien et du mal, de la responsabilité, des punitions et des récompenses ? Mais c'est plus que de la dérision, c'est du délire !

PERSONNALITÉ SOCIALE.

On n'est personne sociale que lorsqu'on est propriétaire. L'esclave et le mineur politique n'ont, socialement parlant, pas de personnalité. Sous l'empire de la raison, tous les hommes seront propriétaires ; car le sol n'appartiendra à personne, et les moyens de travail seront à la disposition de chacun. Il n'y aura de mineurs sociaux que les mineurs domestiques et les malades d'esprit, les aliénés.

PERSONNEL (*Être*). Être qui a conscience de lui-même.

Tout être personnel se succède à lui-même comme modification de la réalité, de l'unité, de l'individualité, comme sentiment d'existence dans le temps ; tout être personnel est donc complexe.

— Le mot *personnel* a encore une autre signification que celle que nous lui avons attribuée, savoir la signification de *appartenant à une personne*. Nous en donnons des exemples dans les articles suivants.

PERSONNEL (*Le pouvoir*). La force brutale, considérée comme pouvoir.

Le pouvoir est un principe, ou il n'est rien

pouvoir; ce n'est plus qu'un simple instru- ʼersonnel, le pouvoir est de l'arbitraire, de ; ce n'est rien de rationnel, de moral. ongtemps que la société reconnaîtra une ineté personnelle, c'est-à-dire modifiable, changeante, ce sera une preuve irré- que la vérité est encore ignorée sociale- 'elle-ci, proclamée et appliquée, soustraira té à tout autre joug qu'à celui de la raison, immuable, souveraineté impersonnelle.

ONNEL DU POUVOIR (*Le*).

angement du personnel, chargé d'exercer 'oir, aussi longtemps que l'idée *pouvoir* même, constitue une révolution politique, olution de nom, de forme. Pour que la ré- soit sociale, il faut que l'idée dominante place à une idée nouvelle. Sous le poids de nce sociale, l'humanité a passé, du règne e *foi*, organisant la propriété foncière, à l'idée *capital*, organisant la propriété, soi t. Lors de l'avénement social de la con- e de la vérité, la raison seule organisera té dans l'intérêt de l'intelligence, du tra- quels elle subordonnera la propriété, pro- umulé du travail même.

UASION. Certitude prétendue, basée sur la e.

rsuasion ne devient conviction, c'est-à-dire e réelle, qu'à condition d'être fondée sur stabilité; hors de là, elle n'est plus que de urement et simplement, et ne constitue pinion sans véritable valeur : son objet, au re une réalité, est ce qu'on appelle une conçue; c'est un préjugé. — Voir le mot *on*.

TION DE PRINCIPE. Solution d'une ques- elle-même.

ple : Dieu est-il tout-puissant? Oui, car il ciel et la terre, et il conserve et gouverne hoses. La preuve serait péremptoire, s'il it à prouver la réalité de la création et de providentielle, qui supposent elles-mêmes puissance de Dieu, posée en question.

exemple : La raison est-elle infaillible? tous les hommes se trompent. Ce serait ous les hommes se trompaient nécessaire- st-à-dire si la faillibilité de la raison était ée. Mais, de ce que les hommes se sont jusqu'ici, il ne s'ensuit en aucune manière iis homme ne découvrira et ne proclamera , en d'autres termes, qu'il ne déterminera incontestablement la raison, dont l'expression est la certitude même. — Voir *Cercle vicieux*.

PEU A PEU.

Ce qui procède par degrés et n'arrive jamais qu'à peu près au but où il semble tendre, est du domaine physique. Il n'y a pour l'organisation, le mouvement, la vie, que du *plus* et du *moins*. Tout s'enchaîne et s'engrène sans fin ni commencement. C'est la matière, la force, qui *est* toujours, mais apparaît constamment sous de nouvelles formes.

Au domaine moral, c'est l'opposé : là où il n'y a pas vérité, il y a mensonge; là où il n'y a pas justice, il y a iniquité: sans *plus* ni *moins*, sans tendance, sans marche progressive, mais tout d'une pièce, mais tout ou rien.

PEUPLE.

L'organisation sociale fait le peuple; l'homme se fait lui-même, l'éducation et l'instruction aidant. Pour organiser la société par la vertu, il faut savoir s'il y a une vertu et ce que c'est, afin, d'abord de fonder la vertu sur l'éducation et l'instruction des hommes, puis l'éducation et l'instruction sur le raisonnement démontrant rigoureusement à chacun qu'il est de son intérêt d'être vertueux; il faut enfin fonder cet intérêt sur la preuve incontestable que le lien religieux est une réalité, et par conséquent le dévouement aux autres le meilleur des calculs. C'est peu difficile à comprendre, et ce sera très-facile à exécuter, *quand ce sera devenu possible*, c'est-à-dire quand la nécessité en sera sentie par tous.

PHALANSTÈRE.

Un phalanstère réalisé de manière à pouvoir durer (nous supposons la chose réalisable) serait un couvent où les hommes demeureraient unis par ce qui, partout ailleurs, les divise, par les passions de chacun d'eux, et où manquerait ce qui est indispensable pour les unir, savoir un principe commun de conviction, par la foi en temps d'ignorance sociale, par la vérité en temps de connaissance de celle-ci. Le régime du phalanstère, appliqué à la société actuelle, en ferait un hôpital de fous furieux sans gardiens et sans camisole de force.

PHÉNOMÉNALITÉ. Expression de l'existence apparente, de la manifestation.

Dites que les choses n'ont qu'une existence phénoménale, on ne vous fera point d'objection; mais dites qu'elles sont seulement apparentes, et l'on vous rira au nez. Cependant le mot *apparence* est la traduction exacte du mot *phénomène*. Mais on a l'habitude d'attacher au mot *phénomène* une significa-

tion qui n'exclut pas la réalité, la substantialité, et l'*apparence* est toujours confondue avec l'illusion, négation reconnue de ce qui est réel. Pour couper court à toute équivoque, nous disons que le phénomène n'a qu'une réalité apparente, et que l'apparence a toute la réalité du phénomène.

PHILANTHROPIE.

Le philanthrope est devenu le plus nuisible des charlatans, depuis qu'on a trouvé le moyen d'exploiter jusqu'à l'amour qu'on affecte pour les hommes, jusqu'au dévouement dont on se pare pour la société.

PHILOSOPHIE.

La philosophie ancienne était *l'amour de la sagesse*, chez ceux-là mêmes qui ne croyaient pas à la certitude de découvrir la vérité. Au XVIIIe siècle, la philosophie est devenue la négation de l'erreur, ou plutôt de tout ce dont la vérité ne pouvait pas être démontrée. Désormais, il n'y aura de philosophie que par des connaissances positives établies incontestablement.

— Quel est au fond l'objet de la philosophie? De répondre pertinemment, par de bonnes raisons, claires et péremptoires, à la question fort simple que voici : « *Pourquoi* doit-on, quoi qu'il en puisse coûter, ne jamais nuire aux autres, soit par la violence, soit par la tromperie, en leur faisant du mal ou en ne leur faisant pas de bien? » Cette question résolue, la vraie science est fondée, la morale existe, la société s'organise rationnellement, et la religion se place comme clef de voûte au haut de tout l'édifice : car ce que la philosophie enseigne, la religion le sanctionne; elle rend le devoir obligatoire, en le faisant dériver de l'amour de soi. « Il n'y a pas deux études, a dit Scott Érigène, cité par M. Cousin, l'une de la philosophie, l'autre de la religion : la vraie philosophie est la vraie religion, et la vraie religion est la vraie philosophie. » — Voir le mot *Religion*.

PHILOSOPHIE PROTESTANTE.

Elle exprime la tendance inévitable de l'instruction, soit sur les bancs de l'école, soit dans le mouvement du monde, depuis que la liberté de tout examiner a permis au raisonnement de démontrer, scientifiquement en apparence, qu'il n'y a rien de certain. Ceux qui ont reçu la même éducation que cette instruction sont des matérialistes tout d'une pièce. Une éducation religieuse préalable en fait des malheureux, entraînés tantôt par la conscience qui leur a été imposée, tantôt par celle qu'ils se sont faite. Ceux qui, malgré l'instruction, demeurent plus ou moins religieux, sont des gens de bien, socialement destinés à être dupes.

PHRASES.

Les phrases creuses, mais à effet, règnent despotiquement de nos jours. Nous nous soumettons, non à ce qu'elles expriment (elles n'expriment plus rien), mais à ce que veulent ceux qui les débitent. La même phrase signifie, aujourd'hui blanc, demain noir; elle signifie toujours ce qu'exige l'intérêt de celui qui l'emploie. Les phrases galvanisent les hommes de doute, comme les prédications fanatisaient les hommes de foi. Seulement, la foi demeurant, le fanatisme n'était jamais qu'une exagération du principe sur lequel était établi l'ordre social; tandis que chaque surexcitation galvanique qui est essentiellement fugitive, ne fait qu'ajouter une convulsion de plus à la succession de mouvements désordonnés dont se compose notre anarchie.

— Les phrases sont aujourd'hui la seule monnaie, véritable monnaie de singe, que l'on accepte parce qu'il n'y en a pas d'autre en circulation. Qu'en résultera-t-il? la banqueroute intellectuelle de la société. « Rien ne perd plus sûrement le peuple, a dit M. Guizot, que de se payer de mots et d'apparences. » C'est vrai; mais si on ne lui donne que cela?...

PHRÉNOLOGIE.

Devient-on nécessairement danseur quand on est pourvu d'un jarret fort et agile? ou bien est-ce la force et l'agilité du jarret qui prédisposent à la danse, et l'exercice de la danse qui dégage et fortifie le jarret et lui donne l'élasticité convenable, qui, en un mot, perfectionne la jambe? Cette question, qui n'en est pas une, est cependant la même que celle que la phrénologie a résolue sur l'intelligence et le cerveau, et a résolue d'une manière si absurde. Il est certes impossible à celui qui a la jambe mal faite ou trop faible, de danser, peut-être même de marcher, tout aussi bien qu'à celui qui n'a pas de jambes du tout. Et celui qui a de bonnes jambes marche, non pas parce qu'il a de bonnes jambes, mais parce qu'il veut se transporter d'un lieu à un autre, ce qu'il fait en usant de ses jambes; s'il danse, ce sera uniquement pour son profit ou son plaisir, et attendu que ses jambes le lui permettent. A tout âge, l'état des jambes peut faire juger si on s'en est beaucoup ou peu servi, mais non décider si on s'en servira encore, soit pour danser, soit pour tout autre exercice.

Il en est exactement de même pour le cerveau : l'enfant naît avec un principe de développement cérébral plus ou moins favorable à l'action de l'intelligence. Tel cerveau ne sera capable de se prêter

qu'à des raisonnements simples; tel autre ne se prêtera à aucun raisonnement. Que maintenant le cerveau, heureusement conformé, soit mis en jeu par le principe actif, par l'âme, il prendra nécessairement, par l'usage, un développement nouveau, d'après lequel l'observateur judicieux prononcera que cet organe a été souvent employé. Mais là il faut qu'on s'arrête. On peut tirer de la comparaison des grands fronts avec les fronts déprimés des inductions sur l'aptitude approximative à penser, ou la plus ou moins grande difficulté de penser : on peut même affirmer qu'un noble front, plein et élevé plus que d'ordinaire, couvre un cerveau qui a servi à penser profondément et beaucoup. Mais qu'on ne dise pas que tel pense parce qu'il a le front haut, et encore moins qu'il pense ceci ou cela parce que ce front est développé dans un sens plutôt que dans un autre : surtout gardons-nous bien d'attribuer les idées, les passions, la volonté, les actes du porteur d'un pareil front à la conformation de sa pulpe cérébrale et de la boîte osseuse qui en trahit les dimensions.

A moins d'admettre ces restrictions, le phrénologue doit se déclarer franchement matérialiste; et en ce cas accepter sans rechigner toutes les conséquences de la doctrine qu'il avoue.

— Les phrénologues localisent le sens moral: décrivent topographiquement les organes qui nous portent au vice et à la vertu; prétendent à l'art de manipuler mécaniquement et de pétrir la conscience comme de la pâte. Ce sont des matérialistes sous une nouvelle étiquette. « La forme de la tête, dit Châteaubriand, peut aider... à indiquer ce qui appartient à la bête, aux passions animales; quant aux facultés intellectuelles, la phrénologie en ignorera toujours. » C'est aller trop loin : l'organisation est très-certainement la cause des besoins et conséquemment des passions; elle est aussi le moyen indispensable à l'âme pour qu'il y ait intelligence, et pour qu'elle-même agisse, c'est-à-dire raisonne et veuille.

Or, comme la morale relève essentiellement du raisonnement, on peut dire qu'une organisation plus ou moins parfaite contribue, non pas à rendre l'homme plus ou moins moral, mais à le rendre capable de raisonner sa moralité plus ou moins facilement et par lui-même, et d'être, non-seulement méritant ou coupable devant la justice éternelle, mais encore utile ou nuisible à ses semblables, à la société. Et *il paraît* que le développement du front correspond généralement au développement intellectuel, comme celui des parties latérales et postérieures du crâne à la prépondérance des appétits brutaux. Voilà tout.

PHYSIOLOGIE. Science de la vie.

Peut-être cette science serait-elle mieux appelée *biologie*.

PHYSIQUE (*Domaine*). Ordre matériel, phénoménal, inintelligent, nécessaire.

Le domaine physique est celui des apparences, des illusions, des faits se succédant sans fin ni cesse. L'idée fondamentale et unique de la science physique est celle de force.

— On a dit, dans ces derniers temps, *physique sociale;* cette expression équivaut à celle de *morale physique :* c'est l'absurde préconisé par la vanité, comme étant la seule vérité qu'il soit possible de connaître.

PLACES, EMPLOIS PUBLICS.

Pourquoi s'arrache-t-on les places? Parce que tout autre travail manque, et qu'un travail moindre est payé plus largement à l'employé supérieur (et chaque employé travaille pour s'élever dans la hiérarchie des emplois publics) qu'à tout autre travailleur. La première réforme *réelle* qui s'opérera dans la société donnera du travail à tout le monde, et le rétribuera rationnellement. Elle aura pour effet aussi de ne plus faire attacher aux emplois qu'une simple indemnité, calculée sur ce que le temps à y mettre et l'intelligence à y consacrer rapporteraient au citoyen qui s'en charge, s'il travaillait, non pour la communauté, mais pour lui-même.

PLAISIR. Attraction perçue.

Le plaisir, sous toutes ses formes, est nécessairement le seul but de la vie pour quiconque ne connaît rien en deçà ni au delà. Parler à un pareil homme de devoir à remplir, devoir obligatoire bien entendu, dans le strict sens du mot, c'est-à-dire lors même qu'il entraînerait de pénibles sacrifices, c'est se moquer de lui, c'est lui témoigner qu'on le prend pour un sot.

PLUS OU MOINS.

S'il n'y a entre ce qui existe ou plutôt se manifeste, semble exister, que des différences en plus ou en moins, il n'y a de réalité nulle part. Or cela est démontré scientifiquement au point de vue des connaissanees actuellement acquises à la société. Ce qui est remarquable, c'est qu'il fallait que cette proposition fût acceptée socialement comme vraie, pour qu'il y eût possibilité au raisonnement réel de prouver que nécessairement l'homme doit être excepté de cette série des êtres, sans solution déterminable de continuité. Le véri-

table raisonnement dès lors prouve que l'homme est le seul être; que ce que les sciences physiques et naturelles démontrent est réel, mais seulement pour ce qui concerne les phénomènes, pour ce qui apparaît à l'homme afin de le modifier, condition *sine quâ non* pour qu'il puisse se connaître.

POLICE. Force protégeant, au sein d'une nation, les exploitants contre les exploités.

C'est le gouvernement répressif, comme l'organisation est le gouvernement préventif. Plus le doute progresse, plus la sphère du gouvernement préventif se resserre, et plus par conséquent celle de la police s'étend et prend de l'importance. Une fois qu'un gouvernement n'est plus préventif au moyen d'une foi sociale, il doit, pour que l'ordre s'établisse, réel et stable, devenir préventif au moyen de la raison rendue socialement incontestable. En attendant, il demeure simplement répressif pour prolonger son agonie.

— Ce que la police fait au dedans pour maintenir l'ordre établi, l'armée le fait au dehors.

POLITESSE.

Quand la politesse dans les manières n'est pas l'expression fidèle de la bonté, c'est tout à la fois un vernis hypocrite et un aveu de lâcheté. Quand elle sert en outre de masque à la méchanceté, c'est un moyen perfide de tromperie. L'élégance des manières, lorsqu'elle ne peut pas faire supposer l'élégance de la pensée et des mœurs, force nécessairement à conclure qu'elle implique le projet de duper ceux qui se fieraient aux dehors d'un noble caractère et d'une conduite loyale et pure.

POLITIQUE. Art de gouverner.

Au propre, c'est la science de l'organisation sociale. Séparée de cette science, la politique n'est qu'un art, un artifice, au moyen duquel on corrompt ou on trompe ceux qu'on ne réussit plus à museler et à dompter.

— Généralement aujourd'hui on distingue entre la politique et la morale : c'est la preuve évidente que la science du droit, même comme simple aspiration, est complétement abandonnée, pour l'art de tirer parti de la force ou de la ruse. Le devoir comprend, sous un principe unique, la religion, la morale publique et la morale privée. La politique n'est pas plus indépendante de la morale, que la morale ne l'est de la religion. La morale régit tous les actes, ceux de la politique par conséquent comme les autres; la religion rend la morale rationnellement obligatoire en la sanctionnant. Hors de ces principes, il n'y a que confusion et déraison.

POLITIQUE (*Équilibre*).

L'équilibre entre les nations équivaut à l'équilibre des pouvoirs chez une nation soumise au système représentatif, c'est-à-dire à une comédie que la guerre dénoue. Dès que les questions deviennent sérieuses, la force les tranche. Leur solution est un fait, sans plus; le droit n'y entre pour rien.

Cependant il n'y a de relations internationales, comme il n'y a de gouvernement constitutionnel, que par l'équilibre entre la résistance et le mouvement : il faut en conclure que notre droit public, aussi bien que notre droit privé, est l'expression ordinaire de la ruse à laquelle de temps à autre la force donne une nouvelle direction.

POLITIQUES (*Les*).

On appelle *politiques* les hommes qui agissent d'après leur intérêt particulier qu'ils décorent du nom d'intérêt général, sans égard aux convictions qu'ils affichent et à la morale dont ils font profession. Ce sont les politiques qui veulent une religion pour le peuple, afin de maintenir l'ordre établi dont ils jouissent, ordre que les prêtres, qu'ils méprisent au fond et haïssent tout en se les associant, doivent les aider à faire subir par le peuple qui en souffre. Dans ce sens, la politique est le *succedaneum* de la foi. « On a toujours vu aux époques d'incrédulité, dit M. P. Leroux, les anciennes religions protégées par les politiques, et entourées par eux d'un respect hypocrite, ce qui est un grand signe... Les sceptiques prennent un masque et se font comédiens de religion, comme ils sont comédiens d'irréligion entre eux. »

POLYGAMIE.

L'homme est naturellement monogame, comme le sont plusieurs espèces d'animaux, tandis que d'autres espèces sont naturellement polygames. Chez les animaux, la question est simplement physique; elle se tranche par le fait, qui est nécessairement ce qu'il est. Les animaux, mâles ou femelles, vivent par couples s'ils sont monogames, et un mâle avec plusieurs femelles ou *vice versâ* s'ils sont polygames. C'est leur organisme qui en décide, d'après la combinaison matérielle dont il suit les lois.

Chez l'homme, la même question est complexe. L'homme dont l'intelligence, le verbe, n'est pas encore développé, n'est ni monogame ni polygame; il est isolé dans le sens le plus absolu. En contact prolongé avec d'autres êtres de son espèce, hommes ou femmes, il se complète et raisonne. Aussi longtemps que dure l'ignorance sociale, les sociétés imposent la monogamie ou favorisent la polygamie,

suivant que les révélations dont elles relèvent leur en font une loi. Après la déchéance de la foi, la majorité délibérante fait, défait et refait les lois qui favorisent la polygamie ou qui la punissent; mais, quelles que soient ces lois, la discussion les ébranle sans cesse et prépare l'avénement des lois contraires qui les renverseront. Rien ne sera déterminé dans le véritable sens du mot, c'est-à-dire qu'il n'y aura ni véritable raisonnement ni solution rationnelle morale, relativement à cette question, qu'après que la vérité aura été socialement acceptée et appliquée.

Or, que dit la raison à ce propos? Que l'homme et la femme étant essentiellement égaux, plusieurs femmes ne peuvent pas plus appartenir à un homme, que plusieurs hommes à une femme. C'est toujours la question du despotisme et de l'esclavage, en d'autres termes de la force; c'est la division de l'humanité en races, castes, classes, catégories, déclarées différentes par nature, et destinées en conséquence, l'une à la domination, les autres à la sujétion, pour le seul motif de la différence qu'elles offrent entre elles dans la forme, la couleur, le plus ou moins d'aptitude apparente à l'exercice de l'intelligence, bref dans l'organisme. Concluons qu'il n'importe guère de rechercher si l'homme, simplement animal, serait monogame ou polygame; mais qu'il faut indispensablement savoir qu'il doit, comme homme, n'avoir qu'une compagne, qui, elle également, ne doit avoir qu'un mari.

POPULATION.

On s'effraye, non sans raison dans les circonstances données, de l'accroissement de la population pauvre. Émancipez le travail en satisfaisant aux conditions voulues, et avec la consommation s'augmentera la production; tous les bras seront occupés, et les travailleurs richement rémunérés. Après quoi, la population pourra s'accroître pendant bien des siècles encore, sans qu'il y ait lieu de s'en plaindre.

— La science *actuelle* propose des mesures, si ce n'est pour diminuer la population, du moins pour arrêter ses progrès : elle comprend que, sans cela, la société *actuelle* qui l'exprime va périr. Mais si, en certains cas, elle impose le célibat, si dans tous les cas, elle prêche la prudence matrimoniale, si enfin elle accepte le bénéfice de la mortalité causée par la misère, les famines, les épidémies, ne doit-elle pas aussi tolérer l'avortement et peut-elle rationnellement punir l'infanticide? Car, ou il n'y a exclusivement que vie, mouvement, et le crime n'est nulle part; ou bien, partout où il y a mouvement, il y a sentiment, et il y a toujours crime : ou enfin, il y a sentiment et mouvement distincts, le mouvement ne pouvant exister avec le sentiment et en être complétement dépourvu. Il faut alors déterminer *scientifiquement* où précisément il y a plus que vie, afin qu'on sache pertinemment quand il y a crime et quand il ne saurait y en avoir. La science le fait-elle? Non. Et la société? Elle vise à conserver l'ordre matériel établi, en le mettant sous la protection exclusive de la force. Dans cette seule vue, elle dit : *ceci est crime; cela ne l'est pas :* elle affirme ou nie, mais ne prouve rien. Ce serait irréprochable si elle pouvait encore forcer de croire. Mais, depuis qu'on la contredit impunément, il faut convenir que cette société est aussi détestable que la science sur laquelle elle se fonde est absurde.

POSITIF.

L'œuvre de destruction est bien près d'être à bout; il faut édifier. Mais qu'on ne perde jamais de vue que, si l'on veut du positif en réalité, il faut lui donner pour base la seule réalité positive possible. Une société organisée selon la justice implique une société d'honnêtes gens; celle-ci suppose des hommes qui aient une conscience fondée sur la raison, c'est-à-dire qui sachent que la morale a une sanction inévitable; et cette sanction a pour principe exclusif les âmes immatérielles et éternelles. Toute organisation sociale, assise sur d'autres bases ou tentée dans d'autres conditions, est l'œuvre d'un anarchiste fripon ou imbécile. Cela est positif et sans réplique pour qui sait lier deux idées.

POSITIVE (*Vérité*).

Employée au moral, cette expression a pour valeur : *vérité, rationnellement incontestable;* une vérité positive mène à toutes les autres. Elle sert de point de départ au raisonnement qui, s'il est rigoureux, ne peut faire tirer que des conséquences justes.

— Avant qu'on puisse démontrer positivement la réalité d'une chose, il est toujours possible de la déterminer négativement : ainsi l'immatériel, s'il existe, sera tout ce que le matériel n'est pas; le droit, tout ce qui n'est pas la force; le moral, l'opposé du physique, etc.

POSSESSION. Appropriation, sans égard à la conformité ou non conformité avec la loi.

C'est l'occupation, le fait. La possession légale est la propriété. Toute possession légale est un droit. Celle du sol par les individus, nécessaire tant que la société *ignore*, sera incessamment abolie, dès que la société *saura*. Mais, bien entendu,

si la rénovation sociale a lieu par voie pacifique, le droit restera garanti; il y aura donc rachat, c'est-à-dire expropriation moyennant indemnité et impôt sur les successions. Toute expropriation, sous n'importe quel prétexte, et par n'importe quel autre moyen que ceux que nous avons indiqués, expropriation qui précédéra l'époque de connaissance, ne sera qu'une spoliation, exercée par la force, et menant immanquablement du despotisme à l'anarchie pour ramener de l'anarchie au despotisme.

POSSIBLE. Ce qui, sans être démontré vrai, n'est cependant pas absurde.

Le possible doit être démontré réel, pour qu'il y ait incontestablement vérité. Voilà pour la théorie. Quant à la pratique, ce qui est possible est facile pour l'homme qui sait. L'ignorance trouve tout difficile, le possible comme ce qui ne l'est pas.

POT-AU-FEU.

Il est, dit-on, le fondement de la philosophie. A-t-on voulu signifier par là que, pour philosopher, il faut avant tout vivre? C'est en ce cas la constatation un peu niaise d'un fait non contesté, exprimée d'une manière fort triviale. Il fallait dire : « La mission de la philosophie sociale est de faire que chacun puisse alimenter son pot-au-feu sans dépendre pour cela d'aucun autre. » On eût, de cette manière, déterminé clairement et nettement le but de la science, lequel ne peut être atteint que par la connaissance de la vérité et par son application sociale.

POUVOIR. Au propre, c'est l'autorité; au figuré, le personnel qui applique la règle émanant de cette même autorité.

Le pouvoir est toujours la raison, soit celle qui est relative à l'époque tant que dure l'ignorance sociale, soit la raison absolue quand la nécessité sociale aura rendu la découverte, l'acceptation et l'application de la vérité, nécessaires socialement. Dans ce sens, pouvoir et raison sont synonymes.

Le pouvoir, *au propre*, commande; *au figuré*, obéit : le premier est souverain, le second représente le souverain et exécute. Pendant l'époque d'ignorance et d'ordre, le pouvoir réel c'est Dieu, qui nomme ses représentants par son organe, l'autel; pendant celle de connaissance, c'est la raison, exprimée par le raisonnement qui alors y est toujours conforme. L'anarchie est l'absence de tout pouvoir, ou l'opposition du pouvoir réel et du pouvoir relatif, de l'autel et du trône; alors la force brutale règne, la faiblesse plie.

Aujourd'hui que, traduit sans relâche devant le tribunal de l'opinion, le pouvoir a cessé d'être l'autorité pour devenir la force exclusivement, on peut dire que ce pouvoir n'agit jamais, quoi qu'il en ait d'ailleurs, que dans l'intérêt de ceux qui ne l'exercent pas encore, qui le subissent en attendant qu'ils puissent le faire subir à leur tour. Car il est de l'essence d'êtres rationnels, moraux, de protester indéfiniment contre ce qui ne procède point de l'intelligence, contre la force par conséquent, qui n'est pas la raison. Et cette protestation finit toujours par triompher en renversant le pouvoir avec la force. Il est vrai qu'à une époque où la force tient nécessairement lieu de raison, puisqu'elle est la seule raison possible, la protestation qui devient force, c'est-à-dire qui arrive à l'exercice du pouvoir, est bientôt le point de mire d'une protestation nouvelle, et ne tarde guère à succomber sous ses attaques. Cela n'avance les choses qu'en augmentant le désordre existant, et en rendant ainsi plus prochain le moment où, l'anarchie entre les forces opposées, étant devenue intolérable, fera une nécessité de l'ordre rationnel, juste, vrai, à y substituer.

POUVOIR ABSOLU.

C'est le seul vrai pouvoir. Un pouvoir relatif, dépendant, est une contradiction dans les termes. Le pouvoir, considéré au sens propre de souveraineté, est absolu; sinon, il n'est pas pouvoir : il doit donc être essentiellement, ou du moins être cru infaillible; au cas contraire, il est sans valeur. Rapetissé au niveau d'un accident, d'un fait, quelque écrasant que ce fait puisse être, le pouvoir est sans droit, et devant l'examen n'a plus qu'une existence éphémère.

PRATIQUE. Manière d'agir, considérée comme étant l'application d'un raisonnement.

« Dire qu'une chose est vraie sous le rapport pratique, et qu'elle ne l'est pas sous le rapport théorique, c'est, de l'avis de M. de Gérando, dire qu'elle est vraie en application et fausse en principe. C'est affirmer une contradiction. » Toute théorie non praticable immédiatement est, par cela seul, fausse et absurde : car la théorie n'est quelque chose que par l'application qui en est, ou du moins qui peut en être faite. Qu'après cela, la théorie praticable, bonne, ne soit point pratiquée, peu importe; ce n'est pas son peu de valeur, mais l'ignorance sociale qui en est cause. Jusqu'ici la recherche de la vérité, sous le point de vue moral, n'a été considérée que comme une source de théories vaines, dont on a pris acte comme d'un exer-

cice de l'intelligence, qu'on ne se doutait pas qui eût aucun rapport avec l'état de la société. « Au lieu, dit si judicieusement l'auteur des *Essais*, de coucher les avis de la vérité et ses préceptes sur les mœurs, chacun les couche en sa mémoire, très-sottement et très-inutilement. »

PRATIQUEMENT.

C'est la seule manière dont on puisse convaincre les imbéciles, aux yeux de qui l'expérience et les faits exclusivement ont de la valeur. Pour faire accepter *à priori* une démonstration théorique, il faut avoir affaire à qui puisse et veuille raisonner, c'est-à-dire à qui n'est, ni un imbécile, ni un esprit prévenu, ni un homme de passion.

PRATIQUES (*Hommes*).

On appelle ainsi ceux qui, empiriquement, reconnaissent ce que la nécessité sociale, à une époque donnée, exige dans l'intérêt de l'ordre. Les hommes pratiques, gouvernementaux, pendant toute l'époque d'ignorance, ne pouvaient baser la société que sur les hypothèses d'une justice relative. Les hommes de théorie, au contraire, les utopistes, ont voulu la fonder sur le principe de la justice absolue. Les prétentions de ceux-ci ont donné et donnent encore naissance à l'anarchie sous toutes ses formes.

PRÉCEPTES.

Les préceptes sont des formules de conduite, qui doivent être motivées et avoir une sanction inévitable, sans quoi leur valeur est celle de toute autre proposition, ronflante autant qu'on voudra, mais vide de sens. Imposée, sans preuves à l'appui de sa réalité, une règle d'action reste privée de toute portée obligatoire.

PRÊCHER.

Quand il s'agit d'opinions, et que, bien entendu, les opinions n'ont plus de valeur sociale, prêcher est remplir une mission inutile; car aucune opinion ne vaut mieux que toute autre opinion : quand le sermon roule sur la morale, on se fait l'apôtre de préceptes qui, nous venons de le dire, doivent désormais, pour valoir quelque chose, être conformes à la raison déterminée, à la réalité démontrée de la vérité. La vérité ne se prêche pas : elle s'annonce et se prouve.

On prêche la foi, exclusivement la foi, c'est-à-dire que, ne pouvant prouver ce qu'on affirme, on cherche à inspirer la confiance afin de faire accepter ce qu'on débite comme *devant* infailliblement être vrai. On flatte l'un, on intimide l'autre, et on fait entendre à tous que n'ayant rien en vue si ce n'est le bonheur de ceux auxquels on s'adresse, on ne saurait vouloir les pousser dans une fausse voie.

La raison ne se produit pas de cette manière; elle n'a aucun besoin de s'insinuer. Celui qui la proclame dit : Qui que je puisse être et quelque opinion que vous puissiez vous former de moi, voici mon raisonnement; examinez-le. S'il pèche en quoi que ce soit, réfutez-le; sinon soumettez-vous-y, car il est conforme à la raison qu'il a pour mission d'exprimer.

PRÉDESTINATION. Décret immuable par lequel Dieu aurait, de toute éternité, destiné ses créatures au salut ou à la perdition.

Un pareil décret est la conséquence nécessaire de la toute-puissance, de l'existence de Dieu. Les hommes ne peuvent faire que ce que Dieu veut; s'il les punit ou les récompense, c'est qu'il l'a voulu ainsi; avant qu'il les eût fait vivre, il avait décidé s'ils seraient bons ou méchants, s'il les rendrait éternellement heureux ou malheureux, non parce qu'ils l'auraient mérité, mais parce que tel était son bon plaisir. C'est absurde, c'est atroce; mais s'il y a un Être suprême, c'est logique : car pour Dieu, l'absurdité qu'il pose est raison, l'atrocité qu'il commet est justice. Souverain potier, Dieu fabrique à son gré des vases d'élection ou de colère. Est-ce à ceux-ci à lui demander compte?

PRÉDESTINATION SOCIALE.

Dans nos sociétés actuelles, l'enfant, par cela seul qu'il naît tel jour, dans tel pays, de tel père, est appelé à mener une vie plantureuse et facile, où il ne rencontrera que les douleurs qu'il se sera préparées, et les obstacles qu'il se sera créés lui-même; ou bien il est condamné à traîner une carrière de souffrances et de privations, pendant laquelle, dès le début, il subira les conséquences d'une constitution physique défectueuse et d'un sang corrompu, que le défaut d'air, de lumière, de chaleur, d'abri, achèvera d'appauvrir, que le manque de nourriture saine et souvent de toute nourriture épuisera, que l'excès de travail et les mauvais traitements ruineront sans retour : devenu homme, l'ignorance et les exemples pernicieux qui lui auront tenu lieu d'éducation, le plongeront finalement dans le vice, et, s'ils ne le vouent au désespoir ou au crime, le feront tôt ou tard succomber sous la misère et les maladies. Certes nos sociétés ne sont ici que les instruments de la justice éternelle; mais, instruments réprouvés, elles-mêmes seront effacées du globe par l'anarchie que cette justice suscitera contre elles, afin d'éle-

ver sur leurs ruines la société conforme à l'équité et à la raison.

PRÉDIRE.

Dans l'ordre moral, prédire est impossible, absolument parlant ; l'ordre moral relève nécessairement de la liberté. Si l'on pouvait prédire avec certitude les actes que les hommes poseront, on forcerait dès lors les hommes à poser ces actes, et il n'y aurait plus en réalité des êtres intelligents, indépendants, des hommes en un mot. La seule chose qu'on puisse déterminer avant l'événement, c'est que si, dans telles circonstances données, l'homme raisonne ainsi qu'on le suppose, il se décidera dans tel sens qu'il considérera comme étant celui de son véritable intérêt.

Quant à l'ordre physique, la prédiction ne peut jamais y avoir pour objet qu'une plus ou moins grande probabilité. Les faits matériels n'offrent point de certitude absolue ; il n'y a pour eux, à cet égard, que des *à peu près*. La proposition : *Le soleil luira demain,* laisse toujours à sous-entendre : *s'il luit*. Car il pourrait venir à s'éteindre avant demain, en vertu du même ordre physique qui l'a fait luire jusqu'à ce jour.

PRÉJUGÉ. Proposition contestable, mais qu'on ne conteste pas.

Faut-il travailler à détruire les préjugés, ou leur doit-on le respect, du moins extérieurement, qui aide à les conserver? C'est selon les époques. Aussi longtemps que la société exerce sans obstacle le monopole des développements de l'intelligence, il faut, socialement parlant, se bien donner de garde d'ébranler les préjugés utiles au maintien de l'ordre établi, et surtout le préjugé religieux, qui sert de base à cet ordre. Mais une fois que tous les moyens de comprimer l'activité des intelligences ont échappé à la société, la guerre ouverte aux préjugés est un devoir, bien entendu pour celui qui est à même d'y substituer la vérité.

— A ceux qui prétendent qu'on doit dissiper peu à peu les ténèbres qui obscurcissent la raison, et n'élaguer que branche à branche l'arbre des préjugés et des erreurs, nous répondrons avec M. de Colins : « On ne réforme pas le fanatisme ; on le remplace par le réel, ou l'on reste dans la fantasmagorie. » Tant qu'il est possible de comprimer l'examen, tout est préjugé, mais rien ne paraît tel, puisqu'il y a foi ; ce qui est cru vrai, a réellement la valeur de la vérité dans son rapport avec l'époque. Mais dès que la discussion est émancipée, les épais nuages dont l'esprit était enveloppé sont bientôt percés à jour, et alors ce n'est plus peu à peu qu'il faut répandre la lumière, mais d'un seul jet ; car une légère erreur tout comme une erreur grave, le préjugé qu'on appelle innocent aussi bien que celui qu'on déclare dangereux, empêchent que la vérité ne se fasse jour. Il est de l'essence de la vérité de ne pouvoir être saisie que tout entière ou pas du tout.

— Les préjugés peuvent être distingués en préjugés d'éducation et préjugés d'instruction. Le préjugé d'éducation renferme peut-être la vérité ; malgré cela, il ne perd pas son caractère de préjugé : il est accepté comme vérité, mais il l'est sans preuves ; il donne lieu, non à la connaissance, mais à la croyance. Le préjugé d'instruction fait plus ou, pour mieux dire, fait pis : il présente comme vérité prouvée ce qui ne l'est pas, ou ce qui l'est faussement ; c'est non-seulement un préjugé, mais encore une erreur. Il naît de là, non plus la croyance à une proposition qui pourrait être vraie, mais la prétendue connaissance de ce qui est pris pour vrai, quoique en réalité ce ne le soit pas. L'ignorance peut être détruite ; il n'y a pour cela qu'à enseigner la vérité, qu'à substituer le savoir à la foi. Mais la profession de l'erreur revêtue des dehors de la science est plus tenace. Le préjugé de l'éducation résiste ; le préjugé de l'instruction s'oppose : avant de l'avoir remplacé par le vrai, il faut avoir déblayé le terrain des obstacles dont le faux l'avait embarrassé.

PRÉJUGÉ RELIGIEUX.

Nous appelons ainsi l'hypothèse religieuse qui, cessant d'être sociale, n'est plus qu'une opinion individuelle plus ou moins répandue.

Parmi tous les préjugés qui règnent à l'époque d'ignorance, celui qui possède au plus haut point la ténacité qu'aucun autre ne partage avec lui au même degré, est incontestablement le préjugé religieux. La société a eu beau secouer son joug, il continue, là, bien entendu, où ses partisans forment le grand nombre, ou du moins là où le grand nombre ne lui est pas positivement hostile, il continue, disons-nous, à disposer des moyens de se perpétuer, moyens tels qu'en tout état de cause, il est difficile et qu'il sera toujours très-long à déraciner.

Pour être mieux compris, nous puiserons les preuves de ce que nous avançons dans la conduite que tiennent les catholiques dès qu'ils voient leur système menacé par l'opposition ouverte et bruyante de quelques sceptiques criant sur les toits que la révélation chrétienne, interprétée par un pontife censé infaillible, ne résiste pas plus que toute autre opinion, à l'examen, libre enfin de se manifester dans la discussion publique.

Les catholiques repoussent-ils cette agression par quelques-uns des arguments qu'ils nous vantent à tout propos, dont ils paraissent si fiers, mais qui ne feraient que les exposer à de nouvelles et de plus pénibles défaites? Non; rarement du moins. On dirait qu'ils ont un sentiment vague de leur faiblesse. Que font-ils alors? Ils rusent. Ils connaissent parfaitement les effets, indélébiles chez la plupart des hommes, de la première éducation à laquelle les prêtres n'ont pas encore cessé de présider; ils connaissent également la force de l'habitude, et celle de l'esprit d'imitation qui porte la presque totalité des hommes à suivre l'exemple que tout le monde donne autour d'eux : ils mettent habilement ces connaissances à profit. Ils ne sont plus aussi exigeants que jadis : en tiers dans chaque ménage en vertu du lien qu'il a consacré, le prêtre s'empare par le baptême de l'enfant qui vient au monde, afin que plus tard le catéchisme le lui soumette au nom de la foi. Si, pendant le cours de la vie, l'homme tente de secouer le joug de la foi, le prêtre lui fait insinuer de toutes parts qu'au moins il doit ne pas donner de scandale, que, si la perversité du siècle a momentanément ébranlé sa croyance, il lui serait impardonnable de fouler cette croyance aux pieds : il lui recommande alors de demeurer fidèle, fût-ce avec apathie, avec indifférence, aux *pratiques* matérielles du culte, et si absolument il ne le peut pas, de ne jamais perdre en public le respect extérieur auquel tout ce qui tient à ce culte a droit. La masse, le *servum pecus* se laisse entraîner. Il lui faudrait pour s'émanciper toute l'énergie qu'il n'a pas, et le ferme propos de sacrifier son indolente quiétude à la satisfaction de professer hautement ce qu'il pense, résolution dont l'idée seule le fait frissonner. Nous allons démontrer ce que nous avançons.

Les catholiques se favorisent entre eux; c'est fort naturel, et nul ne peut les en blâmer : mais il s'ensuit que quiconque se hasarde à heurter le catholicisme de front, se voit à l'instant et *ipso facto* exclu des faveurs que nous signalons et qui se rapportent à tous les biens, et même à tous les besoins de la vie. Or, les catholiques (nous entendons ici, par ce mot, non-seulement ceux qui le sont en effet, mais encore ceux qui dissimulent qu'ils ne le sont plus que fort tièdement, ou même qu'ils ne le sont plus du tout), les catholiques sont puissants par leur nombre, qui leur permet d'intervenir en toutes les circonstances de la vie et toujours. Ceux qu'ils ne soutiennent pas, auxquels leur protection de chaque instant fait défaut, tombent donc dans une espèce de proscription sociale que bien peu sont dans la position de pouvoir, et que beaucoup moins encore ont le courage d'affronter. L'avocat, le notaire, le candidat aux emplois publics, le médecin, le négociant, le boutiquier, si les catholiques les repoussent, ou les entravent dans leur marche, ou seulement ne les aident pas à avancer, se voient dès lors arrêtés au début de leur carrière et ne réussissent plus à y faire un pas.

Quelques hommes indépendants pourraient protester par leurs paroles et leur conduite contre un pareil système de corruption et d'hypocrisie. Mais ces hommes, pour la plupart, aliènent leur indépendance, les uns pour avoir la paix dans le ménage, les autres pour ne pas blesser des amis puissants, d'autres encore pour ménager à leurs enfants des établissements avantageux, des mariages convenables, en un mot, un avenir prospère. Car l'influence catholique s'étend à tout, se mêle à tout et domine toutes choses. On n'y échappe qu'en s'exposant au sort du faible oiseau qui, pour sortir de sa cage, en brise les barreaux, mais le plus souvent aussi s'y brise lui-même.

Un mot encore : la politique des catholiques est indubitablement le moyen le plus efficace pour maintenir, nous dirons indéfiniment, le préjugé religieux qu'ils expriment. Mais aussi quel *trésor* de haines n'accumulent-ils pas contre ce préjugé, chez tous ceux qu'ils contrarient dans leurs idées, qu'ils gênent dans leur marche, auxquels ils imposent toute espèce de lâchetés, qu'ils forcent en quelque sorte à mentir, à se parjurer, à s'avilir, à se prostituer à eux, biens, corps et âme ! Ces haines éclateront quand les catholiques s'y attendront le moins, et alors, même comme opinion individuelle, le catholicisme aura vécu.

PREMIER. — Voir le mot *Dernier*.

PRESCIENCE.

Si Dieu sait tout ce que nous ferons, nous ne pouvons faire que ce qu'il sait; car, si nous pouvions faire ce qu'il ne sait pas que nous ferons, il ne saurait pas tout, il ne serait plus tout-puissant.

PRESSE. Moyen de multiplier l'expression des idées, au point d'en rendre la suppression impossible.

La presse a porté le dernier coup au monopole du développement de l'intelligence : elle a aussi tué le despotisme fondé sur la division des peuples; elle a constitué ceux-ci en unité, mais seulement en unité anarchique. L'unité réelle pour les peuples, l'unité humanitaire, ne résultera que de la reconnaissance universelle de la réalité du droit, sur preuves irrécusables pour chacun et pour tous.

PRESSE (*Liberté de la*).

Pendant toute l'époque d'incompressibilité de l'examen, la liberté de la presse, comme celle de l'instruction, comme celles de la parole, des opinions et des croyances, doit être illimitée pour être réelle. La liberté n'est bornée que par la science, qui se la soumet. L'ignorance, en voulant l'organiser, la confisque ou l'escamote. Aussi quand l'ordre existe sous l'ignorance, ce n'est que grâce au despotisme. La liberté sans connaissance, sans direction, engendre nécessairement l'anarchie. Avec la connaissance de la vérité, la liberté ne saurait nuire; elle est subordonnée à la raison.

PRÊTRE. Interprète d'une révélation.

Conséquence nécessaire d'une révélation, le prêtre est la personnification de la foi, comme le Dieu dont il est le ministre est la personnification de la sanction qui sert de base à la croyance. Tant que l'ignorance dure, ces personnifications doivent être tenues pour des réalités, sous peine d'anarchie. Savant à l'époque d'ignorance, puissant aussi longtemps que l'examen peut être étouffé, le prêtre, dès qu'il n'est plus considéré comme l'organe de la vérité, devient un apôtre d'erreur; quand il a cessé d'être le soutien de l'ordre, il est un fauteur d'anarchie; par cela seul que, au point de vue social, il n'est plus tout, il cesse d'être quelque chose.

— Le pouvoir social du prêtre a été renversé par le besoin social de laisser l'intelligence se développer librement, afin qu'elle fût à même de satisfaire les exigences toujours croissantes de la société. La nécessité de laisser à l'intelligence toute sa liberté force aujourd'hui à respecter l'autorité individuelle du prêtre sur ceux qui s'y soumettent volontairement, et qui, tant que durera l'ignorance sociale, auront le droit de s'y soumettre, comme d'autres ont le droit de lui résister. La raison seule mettra finalement tout le monde d'accord. En attendant, les mesures législatives contre l'influence du clergé sont aussi stupides aux XVIIIe et XIXe siècles, que l'étaient, depuis l'affaiblissement social de la foi, les lois qui avaient eu pour but de rendre aux cultes et à leurs ministres l'action qu'auparavant ils exerçaient sur la société.

— Dans la société ignorante et sans foi, les hommes d'État, c'est ainsi qu'on les nomme, comprennent que les prêtres sont encore nécessaires, mais ils ne veulent leur laisser aucune autorité réelle; au contraire, ils leur imposent une obéissance aveugle et passive : le prêtre aujourd'hui, pour se faire admettre officiellement, doit avant tout être gouvernemental; le clergé doit se ravaler à n'être qu'un rouage administratif; l'Église, qu'un établissement civil et local. Il n'y a de véritables prêtres que dans une société croyante. Avec la foi, l'autel s'écroule, et le prêtre s'évanouit : il ne reste plus que la police et ses agents.

PRÉVOYANCE.

La prévoyance part de la connaissance des choses passées pour arriver à prédéterminer les événements futurs : c'est un raisonnement par induction, et qui, ne reposant que sur des analogies, n'en conclut pas moins l'identité. A l'époque d'ignorance sociale, la prévoyance sert à tout établir et à tout régler. C'est elle qui éclaire les hommes les plus avancés, les législateurs, par exemple, sur le besoin d'ordre et sur le seul moyen d'y satisfaire dans les circonstances données; c'est elle qui leur inspire l'idée d'étayer d'une révélation quelconque le despotisme, seul moyen alors d'établir et de conserver la société Elle encore fait substituer la liberté d'examen et sa conséquence immédiate, le protestantisme, à la foi qui immobilisait et pétrifiait en quelque sorte les intelligences, et qui menaçait ainsi la société de mort faute de mouvement et de développement.

Il est vrai aussi que c'était là l'anarchie en germe. Mais l'anarchie était devenue inévitable, et puisqu'il fallait passer par cette crise sociale, mieux valait encore chercher à en tirer le moins mauvais parti possible, que de se poser en travers de sa marche avec la certitude d'être broyé par elle. Depuis lors la confusion et le désordre gagnant chaque jour en intensité et s'étendant de plus en plus, il n'est pas difficile aujourd'hui de prévoir que l'ordre social ne pourra désormais se reconstituer que sur des éléments entièrement nouveaux. Mais comme la société ne se forme pas encore d'idée claire et rationnellement incontestable des éléments dont nous parlons, elle en est toujours réduite, comme dans l'origine, au vague de la prévoyance empirique.

PRIÈRES.

Si le Dieu personnel est inflexible, à quoi bon le prier? Si des paroles, des cérémonies, des pratiques, le font changer de résolution, il n'est pas juste : pourquoi alors le prier? L'ordre éternel est immuable ou il n'est pas éternel, il n'est pas ordre; car l'ordre vrai implique la stabilité : le désir de le modifier serait crime, si ce n'était folie.

L'usage de la prière, encore universel aujourd'hui, démontre à la dernière évidence que jusqu'à présent les hommes, socialement du moins, ont fait de la raison un usage fort irrationnel. Ils

voyaient dans le mouvement des choses autour d'eux une régularité de marche qu'ils convertissaient en lois de la matière, et ils avaient le bon esprit de combiner leurs actes d'après ces lois, sans chercher à les modifier par un culte ou par des prières plus ou moins directes. Quand, par exemple, un homme ne voulait pas qu'une pierre qu'il tenait dans la main tombât, il se bornait à tenir la main fermée. Mais, comme on avait remarqué que, dans l'ordre physique chaque effet a une cause, on supposa que l'ordre physique tout entier, qu'on appela *la nature*, avait une cause aussi, mais celle-ci générale et plus que physique (car sans cela on n'aurait fait que reculer indéfiniment la difficulté); on supposa, en un mot, une cause morale.

Cette cause, devant agir, fut personnifiée sous le nom d'*Être souverainement parfait,* dont la volonté constitua l'ordre. Mais, de ce que cet ordre dépendait d'une volonté appartenant à un être, il en résultait qu'il pouvait changer avec la volonté même de l'être tout-puissant, laquelle seule nécessairement déterminait la justice et la raison; qu'il pouvait changer par conséquent avec les dispositions de cet être, avec son humeur, tranchons le mot, avec ses passions et ses caprices. On trouva dès lors, et à bon droit, très-logique d'adorer, de cultiver, de prier l'Être souverain, afin qu'il éloignât de nous les maux physiques, fallût-il pour cela intervertir les lois de la nature, et qu'il ne nous écrasât pas sous le mal bien plus terrible de sa colère et de sa vengeance. Cette origine de la prière est complétement étrangère à l'emploi légitime de la raison. Mais est-ce, *oui ou non,* l'origine véritable? Là est la question.

PRIMITIFS (*Faits*).

Cela ne peut signifier que *faits éternels*.

En physique, ce sont les effets de la force. Quant au moral, il n'y a de primitif que l'immatérialité. L'homme, le sentiment d'existence perçu, l'intelligence, la liberté, découlent du fait primitif qu'exprime l'union d'une âme à une partie de matière, à un organisme.

Les faits primitifs doivent être établis quant à leur réalité; ils n'ont pas besoin d'explication. En outre, si on pouvait les expliquer, ils ne seraient plus primitifs.

PRIMOGÉNITURE.

Ou la propriété du sol affectée aux aînés des familles était un droit immuable que le bourgeoisisme ne pouvait enlever à la noblesse; ou cette propriété, affectée aux familles qui la possèdent, est exclusivement, comme le prétendu droit absolu de primogéniture, une simple conséquence de la nécessité sociale à une époque donnée, droit qui peut, qui doit même être aboli alors que cette nécessité vient à s'évanouir. Les familles bourgeoises ou *aînées* seront expropriées, comme l'ont été les aînés des familes nobles.

PRINCE.

Comme pouvoir exécutif, le prince n'est jamais que le mandataire d'un principe abstrait, auquel on croit socialement pendant l'époque d'ignorance, et qu'on nomme *Dieu;* qui est socialement démontré à l'époque de connaissance, et s'appelle *raison, vérité, justice.* Dans les temps de doute, il n'y a point de principe social régnant: le prince, roi ou président, héréditaire, à vie ou à terme, gouverne à l'aide d'une phrase vide de sens ou dont le sens est absurde, et qui ne sert qu'aux habiles pour exploiter les dupes: cette phrase est la souveraineté du peuple, c'est-à-dire de tous, ou de personne, ou de rien, en d'autres termes le désordre absolu.

PRINCIPE. Au propre, origine, source; au figuré, ce qui n'a pas d'origine.

Le mot *principe* est employé dans divers sens, notamment dans celui de *source, origine, commencement, point de départ d'un raisonnement, règle de conduite;* il signifie aussi *ce qui n'a pas de source, de commencement.* Une expression qui a des valeurs si différentes, si opposées même, ne peut qu'embrouiller les questions qu'elle devrait aider à faire résoudre.

On lit dans Cicéron: « Qui dit *principe,* dit ce qui n'a pas d'origine. Car, c'est du principe que tout vient, et le principe, lui, ne saurait venir de nulle autre chose... N'ayant point d'origine, il n'aura par conséquent point de fin. Car il ne pourrait, étant détruit, ni être lui-même reproduit par un autre principe, ni en produire un autre, puisqu'un principe n'a rien d'antérieur. »

Quand on donne au mot *principe* le sens figuré, on ne trouve de concevables comme tels que la force et la sensibilité, le principe du mouvement et le principe de la connaissance: les deux seuls ordres de faits dont nous nous rendons compte ne peuvent dériver d'ailleurs. La première connaissance qu'acquière la sensibilité est celle de la force qui la modifie, celle du mouvement, de la matière. Il lui reste à déterminer si elle est elle-même un résultat de ce que cette connaissance lui a servi à constater, ou si, indispensable à cette constatation, elle est antérieure à son objet. Au premier cas, la force existe seule; au second, il y a de plus la

sensibilité, qui pour parvenir à la conscience d'elle-même, a besoin du mouvement, au moyen duquel elle perçoit les modifications successives, et parvient à établir sa propre réalité immuable.

— Rien n'est plus ordinaire que d'entendre soulever des *questions de principes,* aujourd'hui qu'il n'y a plus de foi et pas encore de certitude, aujourd'hui que tout est en doute, aujourd'hui par conséquent qu'il n'y a pas de questions de principes, puisque la vérité d'aucun principe ne peut être démontrée et appliquée socialement. En dépit donc des prétendues lumières du siècle, nous posons en fait qu'actuellement toutes les questions morales, sociales, se réduisent à des questions de nécessité, à des questions d'ordre public, de gouvernement.

PRINCIPE (*Premier*).

C'est un non-sens, si le mot *principe* est pris au propre. Car il ne saurait y avoir de second principe. Deux commencements impliquent contradiction dans les termes mêmes, aussi bien que deux *premiers*.

Pris au figuré, un *principe* qualifié *premier* n'est pas moins absurde : ce qui n'a pas d'origine, est éternel, et l'épithète *premier* se rapporte évidemment au temps, à la succession, dont l'idée est inconciliable avec celle d'éternité.

PRINCIPE SOCIAL.

Pendant toute l'époque d'ignorance, le principe d'ordre social est la force : la révélation sert à lui donner l'apparence de la raison ; l'exploitation des masses protége cette apparence contre les atteintes de l'examen. Dès que ce principe manque d'un de ses moyens d'application, l'anarchie détruit progressivement l'autorité de la force, jusqu'à ce que la raison, devenue autorité à son tour, se constitue principe elle-même et définitivement.

PRINCIPES DE CONDUITE. Ce qui règle les actions.

La règle des actions relève nécessairement d'un des deux mobiles que voici, savoir : celui qui fait mettre la raison au service des passions, ou celui qui soumet les passions aux lois de la raison reconnue comme autorité suprême. Plusieurs philosophes ont soutenu, et cela se répète chaque jour, que les hommes se conduisent, non d'après leurs principes, mais d'après leur tempérament ; supposons que ce soit la vérité. Comment, dans ce cas, peut-on en vouloir à ceux dont le tempérament a pour conséquence naturelle une conduite déréglée, et même criminelle? Pour approuver ou blâmer quelqu'un, il faut le croire libre de mériter le reproche ou la louange, c'est-à-dire capable de raisonner ses actes, afin de les baser sur des motifs bons ou mauvais. Mais le tempérament qui, selon la doctrine que nous combattons, détermine les actions de l'homme, ne produit-il en celui-ci qu'un simple mouvement d'attraction ou de répulsion? Ne fait-il pas aussi naître des besoins? Ne sont-ce pas précisément ces besoins qui constituent déjà des raisonnements, et établissent un rapport entre le sujet sentant et l'objet senti, véritable point de départ et principe de tout raisonnement, de toute sensation possible, sous la forme de la *perception de soi?*

Il n'en est pas moins vrai que le tempérament est un des éléments essentiels du raisonnement qui doit précéder l'acte. Il est vrai également que l'impression actuelle de l'objet sur le sujet est généralement plus puissante que les principes qui devraient la dominer. Mais c'est qu'à chaque impression, un raisonnement tacite vient confirmer l'intérêt que le sujet croit avoir à s'y livrer passivement. Une fois que le tempérament est satisfait et le besoin apaisé, les principes de conduite adoptés comme règle, et devenus ce qu'on nomme *la conscience,* se représentent à l'esprit, et les remords s'ensuivent. Tout acte dont l'homme se rend compte, est donc la conséquence d'un raisonnement. qui en fait un acte au sens propre, un acte libre, c'est-à-dire moral, emportant punition ou récompense. L'homme qui croit à l'immortalité des âmes peut fort bien se laisser entraîner par ses passions, et celui qui n'y croit pas vivre en anachorète ; la question n'est pas là : elle est si peu là que, si les principes déterminaient nécessairement la conduite, il n'y aurait pas plus de liberté qu'au cas où cette détermination dépendrait du fonctionnement de l'organisme.

Pour que l'homme soit libre, il faut qu'il puisse *toujours* choisir entre les deux tendances, bien que sa décision soit plus ou moins prompte selon la plus ou moins grande force de son tempérament. S'il cède à ses passions, c'est qu'elles ont parlé très-haut et qu'il ne s'était pas mis, par un raisonnement antérieur, dans la possibilité de leur résister ; s'il ne les satisfait pas, c'est que la timidité de leur langage lui a permis d'écouter les conseils plus impérieux de la raison.

Reste l'homme qui, successivement, sacrifie tout aux exigences de ses penchants organiques, puis se repent d'avoir manqué à ce qu'il croyait son devoir. Eh bien, cet homme fait, dans le calme ou, si l'on veut, l'affaissement qui suit toute jouissance, un raisonnement diamétralement opposé à celui qu'il avait fait pendant la surexcitation du désir,

raisonnement qui l'entraînera lorsque les circonstances seront de nouveau les mêmes : voilà tout le mystère. Généralement parlant, l'activité et la vivacité de la sollicitation *passionnelle* l'emportent d'abord ; la considération des conséquences plus ou moins éloignées, mais estimées certaines, triomphe ensuite. Il y a toujours raisonnement, c'est-à-dire, des principes d'une part et le tempérament de l'autre ; la liberté seule fait pencher la balance.

PRIVILÉGE. Avantage qui dépend : au sens propre, de l'organisation sociale ; au sens figuré, de l'organisation individuelle.

Le privilége est l'expression de la force, comme la justice, l'équité, est l'expression de la raison.

— Le privilége par excellence est celui de la propriété privée du sol, dont le maintien dans l'intérêt de l'ordre a pour condition *sine quâ non* le monopole des développements de l'intelligence. L'incompressibilité de l'examen a fait tomber en 1789 les priviléges attachés à la propriété foncière ; la propriété foncière elle-même tombera devant cet examen et ses conséquences. Mais tant que le moindre privilége, la moindre inégalité provenant de l'organisation sociale seront debout, il n'y aura d'autre progrès possible que vers le mal ; la misère des masses s'accroîtra nécessairement en proportion de la richesse publique.

—On a dit : « La révolution de 89 a aboli les priviléges de naissance. » C'est une erreur ; pour cela, il faudrait qu'il fût indifférent où et de qui on naîtrait. Or, l'enfant qui vient au monde est, pour ainsi parler, prédestiné à être riche ou pauvre, éclairé ou ignorant et abruti. Pour qu'il n'y ait plus de priviléges, l'inégalité de position doit ne dépendre que de l'inégalité organique et de la volonté de chacun.

PRIVILÉGIÉS.

Notre société est toujours celle qui a été constituée par les forts, et qui n'a encore aujourd'hui de faveurs que pour ceux à qui la naissance octroie le privilége de la force. Le besoin d'ordre coexistant avec l'ignorance sociale le veut ainsi. Mais aucun ordre, dans un pareil état de choses, ne peut se maintenir longtemps, non parce qu'il est le résultat d'une injustice réelle, mais parce qu'il l'est d'une injustice reconnue, injustice de plus en plus vivement sentie, et subie de plus en plus impatiemment. Les masses que la naissance condamne aux privations, à la dépendance, aux douleurs, à l'abrutissement, *sans qu'elles puissent s'en relever*, finiront par se dresser contre les quelques privilégiés que la naissance place au-dessus d'elles. Et la société sera menacée d'un bouleversement complet jusqu'à ce que tout privilége ait disparu.

PRIX. Expression de la valeur en échange.

Le prix d'un objet se rapporte à l'échange que son possesseur peut en faire ; il se détermine librement et contradictoirement par le vendeur et l'acheteur. Quant à l'utilité que le possesseur en retire ou croit en retirer, celle-ci ne constitue que la valeur domestique ou individuelle de l'objet, et nullement son prix.

— Le prix du travail en général est déterminé par la force tant que la force domine la société, et par le capital qui la représente ; il le sera par la raison quand celle-ci dominera la force.

PROBABILITÉS (*Calcul des*).

Pour que ce calcul soit rationnellement applicable, il faut qu'on possède en aussi grand nombre que possible les éléments de ce à quoi on l'applique, et que ces éléments appartiennent à l'ordre de nécessité, à l'ordre matériel. En faire usage dans l'ordre moral, l'ordre de liberté, l'appliquer aux actes essentiellement libres, c'est du matérialisme, que d'ailleurs celui qui commet cette faute se sache ou ne se sache pas matérialiste, se donne ou ne se donne pas pour tel. Néanmoins, comme on sait avec certitude que chaque homme se détermine en faveur de ce qu'il regarde comme son plus grand intérêt, on peut *supposer*, avec plus ou moins de fondement, qu'il croira de son plus grand intérêt, dans un cas donné, d'agir d'une manière qu'on indique. Cette probabilité, très-petite pour un individu désigné, prend une valeur progressivement plus grande, à mesure qu'on l'étend à un nombre d'hommes plus considérable. C'est ainsi, qu'aussi longtemps que les circonstances restent les mêmes, les habitudes contractées par chaque peuple peuvent, presque à coup sûr, faire préjuger sa conduite.

PROBITÉ.

Quel est l'homme dont la bonne conduite offre le plus de garanties? Celui qui, dès sa première enfance, a été dressé, si l'on peut s'exprimer ainsi, à des actes de justice ; celui à qui, pendant sa jeunesse, la plus stricte probité a été imposée, sans autre raison si ce n'est que c'était son devoir ; qui enfin a vu sa foi au devoir confirmée par une instruction religieuse ou par une démonstration scientifique, identifiant à ses yeux son intérêt personnel avec son dévouement à l'humanité.

L'éducation seule, préparant aux exercices de probité, mais non soutenue par une instruction sub-

séquente, dirigée dans le même sens, ne produit qu'un résultat éphémère. L'effet obtenu par une éducation religieuse, quand il est combattu par un enseignement opposé, celui par exemple du matérialisme avoué ou de doctrines scientifiques qui ont pour conséquence logique le matérialisme, est bientôt neutralisé par le choc réitéré des passions plus ou moins violentes; la même chose arrive quand cet effet n'est secondé par aucune instruction, ce qui, à une époque comme la nôtre, donne nécessairement lieu au doute et à l'indifférence sur les questions morales. Finalement, si l'enseignement religieux ou rationnel ne trouve pas le terrain déjà préparé par les habitudes de probité pratique et par le sentiment enraciné du devoir, il a plus de peine à se faire accepter, et il offre souvent un côté faible aux suggestions organiques, librement développées jusqu'alors, et faisant tout céder devant elles.

PROBLÈME FONDAMENTAL.

Nous parlons du vrai problème, du problème dont la solution importe réellement à la société, à l'homme. Eh bien, il n'y en a qu'un seul. Tous les autres s'y rattachent et se résument en lui. Morale, religion, philosophie, métaphysique, science sociale, il faut tout ramener à l'examen approfondi de la question suivante : « *Pourquoi,* quand on a personnellement intérêt à faire le mal, et qu'on peut le faire sans danger aucun, pourquoi doit-on s'en abstenir? » Il est entendu que les réponses vagues et embrouillées, ronflantes seulement, affirmatives sans plus, donnant le probable pour l'évident, et pour le vrai le vraisemblable, confondant les analogies avec l'identité et les *à peu près certain* avec la certitude; les réponses, en un mot, d'intuition, de sentiment ou de sensiblerie, fondées sur la nature, l'instinct, et tant d'autres mots creux et vides, ne seront considérées que comme du bruit, exclusivement du bruit. Le *parce que* du *pourquoi* fondamental doit être aussi simple, aussi clair et aussi incontestable que *deux et deux font quatre.*

PROCHAIN. D'une même espèce.

Tous les hommes sont les prochains de chaque homme; la fraternité est universelle, ou il n'y a pas de fraternité : car elle ne saurait avoir d'autre motif que celui de l'essence de l'homme, c'est-à-dire d'un être sentant. Dès que la réalité de cet être, d'une espèce unique, est mise hors de tout doute, la fraternité est assise sur une base inébranlable; avant cela, c'est un appât pour allécher les simples.

PROCURATION.

On ne pèche point par procuration, parce qu'on n'agit point par procuration, qu'on ne veut, qu'on ne désire, qu'on ne pense point par procuration, parce qu'en un mot on est soi et non pas un autre. On n'est donc responsable que de ses propres actes, de ses propres intentions, désirs, idées, et on ne peut être récompensé ou puni que pour ce qu'on a fait ou voulu faire soi-même. On peut pâtir du fait d'autrui, mais non pour le fait d'autrui, dont n'est coupable que celui-là seul qui en est l'auteur. Des souffrances actuelles accusent des fautes passées; cela est incontestable : mais les fautes exclusivement de ceux qui les ont commises; cela est incontestable également. *A chacun selon ses œuvres,* est aussi rationnel que *à tous selon l'œuvre d'Adam,* l'est peu.

PRODUCTEUR. Travailleur.

Au propre, le seul vrai producteur est l'homme. La condition *sine quâ non* de la production proprement dite est le sol, qui, par conséquent, ne saurait être aliéné sans réduire en esclavage tous les non propriétaires. Le capital seul, en sa qualité de travail accumulé, est, en justice absolue, sujet à appropriation, c'est-à-dire qu'utile à la production (*outil de production*), le possesseur en dispose à volonté, le donne ou le prête, le loue ou le vend.

Tout travailleur est un transformateur; il produit du changement, du mouvement, sur le sol, par l'intelligence. Quand on dit que le sol produit, que les machines produisent, on parle au sens figuré. Le sol ou ce qui provient du sol est indispensable à la production; les machines la facilitent.

PRODUCTION.

La production s'accroît en raison des développements de l'intelligence et du nombre des travailleurs, pour autant que le sol suffise à l'accroissement de celui-ci, et bien entendu après que la société a été organisée rationnellement.

PRODUIRE.

On dit communément, et ces expressions trahissent à l'évidence le matérialisme des connaissances sociales, on dit : La terre produit, le capital produit, les machines produisent. Mais si les éléments, si la matière travaillent, l'homme n'est plus qu'un instrument, *un engin,* et son travail à lui peut être réputé marchandise.

C'est sur ce triste abus des mots qu'est fondée la science économique, qui justifie l'esclavage du prolétaire avec ses conséquences inévitables, le paupérisme et la mort par la misère, le suicide ou le crime.

— On ne produit que moralement, c'est-à-dire avec intelligence, instruction; et alors, détruire c'est produire dans un sens opposé. En renversant on produit des décombres, comme en construisant on joint des matériaux pour produire un ensemble. Faire bien ou faire mal, conserver ou changer, c'est toujours travailler; c'est appliquer des forces pour obtenir du mouvement peu importe dans quel sens; c'est agir; c'est être homme; c'est faire usage de l'intelligence pour modifier, soit le sol lui-même, soit des produits de l'intelligence, du travail, sur le sol. Le voleur travaille et produit du désordre, là où l'ordre repose sur la propriété. Le propriétaire foncier travaille pour garder ce qu'il a; lui aussi produit le désordre quand la force ne peut plus empêcher le désordre d'éclater. Nul ne produira que de l'ordre quand la raison sera déterminée socialement.

PROFONDEUR DES IDÉES.

Une idée profonde est presque toujours du galimatias dépourvu de sens, de l'incompréhensible. Sondez cette profondeur, vous la trouverez vide. Les idées doivent être nettes et précises avant tout, justes surtout. Elles sont toujours assez profondes, quand elles expriment la vérité.

PROGRÈS. Mouvement, marche vers un but.

Il y a autant de progrès, c'est-à-dire de marches, que d'hommes du mouvement. Chacun veut le progrès, mais pas deux n'entendent la même chose par ce mot; chaque individu même progresse de mille manières différentes, tantôt à droite, tantôt à gauche, aujourd'hui en avant, demain en arrière.

— Le mot *progrès* pris *au propre* ne convient qu'à l'ordre physique. Dans l'ordre moral, rien n'avance ni ne recule, rien ne varie : cet ordre est ou n'est pas. Depuis que l'humanité existe, elle n'a pas fait un pas vers la vérité qui lui importe le plus, vers la vérité *vraie*. Quand elle aura fait ce pas, tout sera fait. Le progrès sera aussi impossible alors qu'il est nul maintenant. — Voir le mot *Variation*.

— Il faut, dit-on, *marcher :* soit; *et toujours marcher :* non pas, s'il vous plaît. On marche pour arriver à un but, et le but atteint on s'arrête; marcher encore serait dépasser le but et partant le manquer : à moins que la marche ne soit son but à elle-même, ce qui signifierait qu'il n'y a pas de but du tout, et que les hommes agissent comme les toupies tournent. Que s'ils veulent avancer parce qu'ils se sentent mal là où ils sont, il faut qu'ils soient convaincus de la possibilité d'être bien; sans cela ils n'ajouteraient pas à leurs maux le mal inutile de s'agiter sans résultat. Et quand ils seront bien, s'agiteront-ils encore? Ils ne le pourraient que pour être mal de nouveau; et alors ils ne seraient effectivement que des toupies.

— Le progrès continu, sans fin, dont on nous parle tant, est la négation de la vérité et de la justice absolues, dont la connaissance et l'application rendent tout progrès ultérieur absurde; c'est du scepticisme dogmatique, du matérialisme, de la folie. Le progrès indéfini est, en d'autres termes, la sottise sans limites. « Dans la proscription où il devait désespérer de la république, dit madame de Staël, Condorcet, au comble de l'infortune, écrivait encore en faveur de la perfectibilité humaine, tant les esprits penseurs ont attaché d'importance à ce système qui promet aux hommes, sur cette terre, quelques-uns des bienfaits d'une vie immortelle, un avenir sans bornes, une continuité sans interruption. » Voilà le véritable mot de l'énigme : on n'admet pas d'autre réalité que celle de *cette terre;* on veut y placer quelque chose de réel; on prend à cet effet ce qu'on y trouve, le mouvement, et on le déclare progrès. D'après ce système, chaque homme peut espérer que ses enfants seront plus heureux que lui. Si c'est là ce que madame de Staël appelle *quelques-uns des bienfaits d'une vie immortelle,* il n'y a point à lui en faire compliment.

PROGRÈS DANS LE MAL.

Ce progrès est réel; cela ne saurait être mis en doute : démontrons qu'il est nécessaire. Il n'y a de mal que celui qu'on sent. Aussi longtemps qu'on peut faire croire aux malheureux qu'ils le sont providentiellement, inévitablement, ils ne sentent plus le mal qu'au physique, ce qui est peu de chose. Mais dès qu'ils examinent, dès que la société ne peut plus les empêcher de comparer et de discuter, ils sentent moralement leur malheur et cherchent aussitôt à s'y soustraire. Tant cependant que l'ignorance sur les moyens de faire cesser leurs souffrances existe socialement, le mal contre lequel ils s'insurgent continue à être une condition d'ordre dans la société. Pour le maintenir, force est alors de le rendre toujours plus dur et par conséquent plus sensible : il faut finalement écraser sous la charge ceux qui ne se prêtent plus de bon gré à la porter.

Le paupérisme donc, dans lequel se concentrent tous les maux, deviendra nécessairement de plus en plus intolérable, à mesure qu'il sera de plus en plus senti et que des hommes d'un sentiment généreux travailleront de plus en plus activement à l'extirper, sans attendre que la société ait acquis les lumières indispensables pour fonder l'ordre réel devant lequel le mal disparaîtra sans retour. Les

apôtres du progrès sont par cela même des partisans des réformes partielles et successives ; or ces réformes sont toujours la conséquence d'un mal reconnu qu'on a voulu supprimer. Mais, le bien n'étant pas déterminé, tout progrès est un pas de plus dans le mal. Le malheur est donc essentiellement progressif. S'il ne l'était pas, il serait tolérable et n'aurait jamais de fin : c'est son excès seul qui, imposant à l'humanité la nécessité de s'y soustraire, la mettra sur la voie de la vérité, son unique remède.

PROGRESSIVE (*Réforme*).

Il n'y a point de degrés entre le bien et le mal, comme entre un chêne et un brin d'herbe. Jamais un arbre n'est absolument grand, ni une plante absolument petite. Toujours une chose, considérée au sens absolu, est bien ou mal. Que les libéraux, partisans de l'examen indéfini, de l'analyse sans terme, en niant que l'homme puisse posséder la vérité, au point d'y puiser pour lui une certitude. incontestable, tendent à réformer progressivement l'humanité, cela se comprend : c'est la conséquence forcée du doute invincible, de l'incertitude essentielle, leur absurde point de départ. Mais que leurs adversaires, les conservateurs, affichent la même prétention, c'est inexplicable.

On conçoit les hommes de la conservation embrassant un principe révélé, dans lequel exclusivement ils mettent une aveugle confiance parce qu'à leurs yeux ce principe contient toute la vérité; et alors, tant qu'ils croient sincèrement et fermement, ils rejettent toute réforme quelconque. Mais aussitôt qu'avec le siècle, ils reconnaissent le droit individuel de discussion, outre qu'ils souscrivent à la déchéance sociale de la foi, ils ils ne peuvent plus se dispenser de viser à la certitude qui, comme leur foi l'avait été pour eux, devra être entière et irréfragable.

Le progrès est de l'essence des sciences physiques où tout est changement, marche, mouvement. Il est incompatible avec la science morale, qui est celle de la persistance, de l'immutabilité : ou bien, il n'y a que du physique, et alors la société progresse comme la terre est mue, sans que nous y soyons pour rien. Nous nous mouvons aussi, nous *progressons;* c'est là tout le progrès dont dont nous puissions nous vanter.

PROJETS DE RÉFORME POLITIQUE.

Les projets de constitution fourmillent (cet article a été écrit en 1848). Tous naissent, sont à peine remarqués et meurent. C'est qu'il leur manque la condition vitale : le moyen de se faire accepter et obéir. Les hommes n'obéissent que lorsqu'ils sont persuadés ou convaincus. Pour être persuadés, ils doivent croire; et pour qu'ils ne cessent pas de croire, on doit pouvoir les empêcher d'examiner. Pour qu'ils soient convaincus, il faut qu'on leur démontre rigoureusement la vérité; il faut qu'on les satisfasse au point qu'ils n'aient plus aucun intérêt à mettre cette vérité en doute. Nous le demandons aux faiseurs de projets : sont-ils en mesure pour comprimer les intelligences par la force? ou seraient-ils de taille à leur imposer la contrainte morale de l'incontestabilité?

PROLÉTAIRE. Esclave collectif ou politique.

Tout membre de la société qui est complétement privé de la propriété d'une partie du sol ou de ce que le sol produit, et qui par conséquent dépend, pour vivre, des propriétaires et des capitalistes, est prolétaire. Car, cette propriété est une des deux conditions indispensables au travail, c'est-à-dire à la possibilité de pourvoir aux nécessités de la vie. L'autre condition, nous l'avons dit souvent, est l'intelligence développée par la participation aux connaissances acquises à la société.

— Le travailleur est moins malheureux lorsque la domination du sol pèse sur la classe moyenne et sur lui, que lorsque le capital tout entier, c'est-à-dire les deux richesses, immobilière et mobilière, l'écrasent. Aussi, s'il arrive qu'il s'insurge pour la bourgeoisie contre la noblesse, c'est qu'il est trompé par la première; les bourgeois en font alors l'instrument de leur cupidité et de sa propre misère.

— « La question, dit M. Proudhon, pour ceux qui ont étudié la matière, n'est plus de savoir comment on peut accorder la propriété, telle qu'elle est, avec l'extinction du prolétariat; mais comment il est possible d'abolir le prolétariat, et par suite de transformer la propriété, sans faire tort aux propriétaires, sans désorganiser la société. » A l'époque de connaissance, le prolétariat s'évanouira devant : 1° la propriété collective du sol; 2° la participation de tous aux connaissances acquises.

Ce qui contribuera puissamment à hâter l'avénement de cette époque et par conséquent l'abolition du prolétariat, c'est le sentiment, de plus en plus vif et général parmi les prolétaires, de leur intérêt commun. Cet intérêt les unit dans le seul but de devenir propriétaires. Les propriétaires, eux, se combattent les uns les autres, et invoquent le secours des prolétaires pour les aider à se dépouiller entre eux, chacun dans l'intérêt individuel de sa propriété privée. — Voir le mot *Propriété*.

PROMISCUITÉ DES SEXES.

S'il ne le fallait pas pour éclairer la question sociale sous toutes les faces que lui ont données les rêveurs anciens et modernes, on serait honteux d'avoir à remuer les *ordes* absurdités qu'ils ont jetées dans la discussion.

L'homme qui disposerait à son caprice de toutes les femmes, serait un despote impossible. Si chaque homme exerçait ce despotisme, il en naîtrait une anarchie aussi inqualifiable que le despotisme qui lui aurait donné le jour. Dans les deux cas, le droit essentiel de la femme, ravalée à l'état de *chose*, serait complétement méconnu. Le raisonnement que nous venons de faire s'applique également dans la supposition qu'une femme ou chaque femme disposerait de tous les hommes. C'est toujours la même absurdité, celle du communisme.

Forcée, c'est-à-dire imposée à tous et à toutes, la promiscuité est la suppression du raisonnement, de la liberté ; c'est de la folie au paroxysme. Facultative, elle est un non-sens : car celui ou celle qui peut refuser, choisit ; et le choix entre individus de sexe différent, est le mariage.

PROPAGATION DES IDÉES.

Quiconque possède une vérité ou ce qu'il prend pour une vérité, s'il la croit utile à ses semblables, doit ne rien négliger pour la faire connaître et la propager. La société peut de son côté la regarder comme dangereuse à son existence, et dans ce cas, elle a, elle, le devoir d'empêcher cette propagation par tous les moyens dont elle dispose, même par la condamnation à mort du propagateur.

Ce que nous disons ici explique et justifie tout à la fois le fanatisme des novateurs de tous les temps devant la justice éternelle, et la sévérité des juges qui leur ont infligé le dernier supplice, devant la raison absolue aussi bien que devant la raison relative à l'ignorance de leur époque. Ne fallait-il pas dissimuler à tout prix cette ignorance pour conserver la foi qui seule permettait de faire coexister l'ignorance avec l'ordre? Aujourd'hui la société ne dispose plus des moyens de compression préventive : aussi, voit-elle l'ignorance se trahir de toute part, l'opinion que cette ignorance est invincible se généraliser chaque jour, et l'ordre lui échapper sans retour, bien entendu dans la voie où elle s'entête à s'égarer.

PROPHÉTIES.

Nous avons déjà, dans l'article *Prédire,* déterminé à quelles conditions la divination des événements futurs pouvait, en certains cas, avoir une espèce de valeur et présenter quelque probabilité de réalisation ; nous avons démontré que, hors de là, cette détermination claire et précise, n'importe d'où elle vint, était toujours et évidemment absurde. Les prophéties sont des prédictions qui, dans les systèmes de foi, se rapportent plus spécialement à ce qu'on y appelle *l'économie providentielle.* Leur but est d'établir que la volonté de Dieu règle exclusivement toutes choses, par un décret porté de toute éternité, lequel a immuablement arrêté la marche de l'humanité pendant le cours du temps considéré sous ses trois faces, le passé, le présent et l'avenir.

Nous avons surtout opposé aux prédictions, qu'elles sont la négation de l'ordre moral, ordre nécessairement d'intelligence et de liberté (voir le mot *Prédire*) ; nous opposons le même raisonnement aux prophéties, et au même titre. En effet, ce que les hommes de foi comprennent par *les voies de Dieu,* ou appartient à l'ordre moral, ou bien y est contraire, du moins étranger : au premier cas, ces voies ne peuvent être déterminées avant d'avoir été tracées par ceux-là mêmes pour qui elles sont faites et qui, dans la supposition émise, doivent y conserver leur libre allure ; au second cas, les voies de Dieu sont celles de l'aveuglement et de la fatalité, et par conséquent elles sont incompatibles avec ce que le système providentiel n'autorise pas à nier.

Il ne reste aux croyants qu'un moyen de se tirer d'embarras, c'est de confondre l'ordre moral, c'est-à-dire la vérité, la justice et la raison, avec la volonté de Dieu : *Sit pro ratione voluntas !* Mais cet argument, concluant pendant l'époque d'ignorance et de foi, a perdu toute sa valeur depuis que l'examen, sans dissiper encore l'ignorance, a cependant rendu toute foi impossible, en substituant les vérités négatives de la discussion sans point de départ commun, aux hypothèses positives des révélations. Dès ce moment, Dieu, comme toute chose, a dû, pour se maintenir, avoir ou du moins paraître avoir raison. Il en a été de même pour les prophéties, comme pour toute prédiction possible dans l'ordre moral, pour toute divination, pour toute révélation, qui, en dernière analyse, n'est que la divination plus ou moins sagace de ce qui est indispensable à la société d'une époque donnée, pour sa conservation. Concluons-en que les théologiens, de n'importe quelle secte, qui, encore aujourd'hui, ont la naïveté d'appuyer leurs doctrines sur les prophéties, doivent précisément être rangés parmi les démolisseurs de ces doctrines, les plus actifs et les plus efficaces.

PROPRE (*Sens*). Sens pour lequel un mot a été créé.

Le sens figuré d'un mot est, au contraire, celui pour lequel il a été détourné de sa destination primitive. Exemples : la force agit, la plante cherche la lumière, l'animal sent, *figurément;* l'homme sent, raisonne et veut, *au propre*. « Les mots, dit l'abbé Barthélemy, forment le langage de la raison; les expressions figurées, celui des passions. »

PROPRIÉTAIRE. Dans le sens général, celui qui possède de la propriété, foncière ou mobilière; à un point de vue plus restreint, celui qui possède plus que sa part dans la richesse mobilière ou foncière.

Les institutions, les lois dont le but est l'ordre, l'existence sociale, n'ont été que la légitimation de la propriété privée, déterminée et organisée d'après la nécessité de l'époque, dans l'intérêt de la conservation.

— Les combats, la victoire, la force en un mot, tranche en ce moment, en France (toujours 1848; en date du 25 juin), la douloureuse question du prolétariat. Les propriétaires actuels y continueront-ils à exploiter les prolétaires? Ou bien ceux-ci se mettront-ils violemment à leur place, en s'emparant de la propriété? Quelle que soit l'issue de la lutte, elle sera suivie, non d'une paix durable, mais d'une trêve sanglante et armée. Car il ne s'agit pas d'une guerre politique ou civile; mais bien d'une guerre *sociale :* or à celle-ci, la raison seule, non la force, peut mettre un terme. Si les riches l'emportent, il y aura momentanément despotisme; si ce sont les pauvres, il y aura anarchie. Dans tous les cas, il y aura injustice, haine, cruauté.

PROPRIÉTÉ, APPARTENANCE. Elle comprend tout corps qu'un être, capable de raisonner, se rend propre, s'approprie, pour son usage exclusif.

La propriété se distingue comme suit : 1° propriété foncière et mobilière; 2° propriété individuelle et collective; 3° propriété de droit absolu et de nécessité relative; 4° propriété proprement dite ou corporelle, et figurément dite ou intellectuelle.

— Stimulé par ses besoins, l'homme, dans la société de ses semblables, approprie à son usage ce qu'il estime pouvoir lui être utile, soit en le produisant pour lui-même, soit en le recevant du producteur, en don, prêt à loyer, ou à titre vénal. La loi sanctionne le travail en légalisant la possession qu'elle garantit comme propriété.

Partout où il y a sensibilité immatérielle, unie à de la vie, il y a société et aussi propriété; pour vivre, la société qui est la collection des individualités sentantes, légitime la propriété, en l'organisant relativement aux circonstances.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

Ne pas distinguer soigneusement la propriété foncière de la propriété mobilière, c'est donner lieu aux erreurs les plus graves. Il y a un abîme entre la propriété des produits du travail et la propriété de l'élément indispensable à la production, et sans lequel aucun travail n'est possible. Abolir la première, ce serait tuer le travail même; abolir la seconde, ce sera affranchir le travail du joug qui, jusqu'à nos jours, a pesé sur lui.

Le principe de la propriété ne peut donc pas être mis en doute; mais l'organisation de la propriété doit être amendée profondément. M. Proudhon a dit avec sa supériorité habituelle : « Il n'y a pas de réforme sociale possible, pas de garantie du travail, pas d'assistance publique, pas d'instruction gratuite, de circulation gratuite, d'émancipation du prolétariat, d'extirpation de la misère, sans une modification incessante, de quelque façon d'ailleurs que cette modification doive s'opérer, de la propriété. »

L'appropriation du sol par la caste dominante est le moyen d'exploiter les masses pour les empêcher de troubler l'ordre pendant l'époque d'ignorance et de foi. Quand les masses sont libres d'examiner le principe de l'ordre et par conséquent en mesure pour le renverser, l'appropriation du sol devient un des mobiles les plus efficaces de l'anarchie en progrès accéléré.

— On nous représente sans cesse la même objection, savoir : « l'entrée du sol à la propriété collective est actuellement impossible; » nous le savons bien. Nous voudrions seulement que nos adversaires sussent que l'abolition de la propriété privée du sol est nécessaire. Nous disons que c'est nécessaire parce que cette organisation de la propriété foncière donne lieu inévitablement au paupérisme, et que le paupérisme, aussitôt qu'il est socialement permis de discuter la question du droit est une cause infaillible de désordre et par conséquent de mort sociale. Il faut dès lors trouver *pourquoi* la propriété du sol ne peut pas *encore* entrer à la communauté et le paupérisme disparaître. C'est facile. Le seul obstacle est l'ignorance sur la détermination réelle du droit. Travaillons donc, et de commun accord, à dissiper cette ignorance. La chose est urgente; car, nous le répétons : ou le paupérisme sera supprimé par le seul moyen

qui permette cette suppression, ou la société périra. Il n'y a point de milieu. — Voir le mot *Prolétariat*.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, INCORPORELLE. Développements de l'intelligence, connaissances.

Une idée est incorporelle. Non émise, elle est de plus personnelle. Son émission la rend sociale; elle appartient à tous. La société peut et doit, aux conditions que la raison prescrit, garantir la propriété privée d'un objet de science, d'art ou d'industrie dans lequel un inventeur a fait *prendre corps* à son idée. Mais là finit, du moins rationnellement parlant, le droit de l'individu. Où en serions-nous si le premier homme qui a arraché une branche d'arbre pour s'en faire un bâton propre à atteindre le fruit qu'il voulait abattre ou tuer l'animal dont il voulait se nourrir, avait acquis le privilége de fournir à perpétuité le genre humain de gourdins et de badines?

Cela n'empêche pas que nos sociétés actuelles, organisées en dépit de la raison, ne se voient forcées de consacrer pour un certain temps et dans de certaines limites, le droit individuel de propriété d'une idée, à laquelle l'inventeur a donné un corps que nul ne pourra reproduire, afin que ce monopole lui tienne lieu de la récompense qu'il a méritée. La société rationnelle tiendra compte aux inventeurs des idées utiles qu'ils auront lancées dans le domaine public, d'une manière plus digne et plus avantageuse à la communauté.

PROPRIÉTÉ, C'EST LE VOL (*La*).

On a jeté des cris d'indignation contre cette proposition dont M. Proudhon, son auteur, faisait au contraire son plus beau titre à la gloire. Nous l'examinerons sans nous passionner, ni pour ni contre elle. Nous pourrions à la rigueur nous dispenser de ce travail, puisque M. Proudhon lui-même, dans le livre destiné à faire valoir son axiome favori, a défini la propriété : « La somme des abus » que la propriété a occasionnés; ce qui change la proposition, cause de tant de scandale, en celle-ci fort innocente assurément : « Le vol est la négation de la propriété. » Mais passons outre.

Qu'est-ce qu'une propriété? C'est une chose appropriée; c'est le résultat du travail au moyen duquel l'intelligence se rend une chose utile, propre à ses besoins. Qu'entend-on par vol? L'appropriation de ce qui est déjà approprié. La propriété n'est donc pas le vol, puisque le vol l'anéantit en se substituant à elle. S'approprier par le travail, c'est constater la reconnaissance du droit; s'approprier par le vol, c'est prétendre que la force ou la ruse sont le droit, en d'autres termes qu'il n'y a pas de droit si ce n'est celui du fait accompli par la violence ou la fourberie, bref qu'il n'y a pas de droit. Poursuivons.

Si l'appropriation d'une chose par quelqu'un ôte aux autres le droit de se l'approprier, ne peut-on pas dire que le propriétaire d'un objet l'a volé à tout le monde? Non, car il n'est devenu propriétaire que de l'objet; la propriété de l'intelligence, du travail qui a rendu cet objet propre en le modifiant, et, dans la société organisée rationnellement, celle des connaissances requises pour modifier, et de la matière à modifier, restent à tout le monde. Il est vrai qu'on peut appeler *vol* la propriété, comme on peut appeler le blanc *noir* et réciproquement, et dès lors ce qu'on affirme de l'un est vrai de l'autre qui cependant est son contraire. Mais dès lors aussi il n'y a plus de raisonnement, il n'y a plus d'expressions déterminées, il n'y a plus de langage, il n'y a plus rien. Si tout appartient à tout le monde, la propriété est, non pas un vol, mais une absurdité, et le vol l'est également, car on ne se vole pas soi-même.

Voilà pour la propriété, fruit du travail, la véritable appropriation; mais on s'approprie autrement que par le travail : on achète, on reçoit en don, on hérite. Eh bien, c'est toujours en conséquence du même droit de propriété, qui est celui de disposer de la chose appropriée; de la vendre, c'est-à-dire d'échanger la propriété d'une chose contre la propriété d'une autre; de transférer la propriété par voie de donation, dans un but dont le propriétaire est seul juge, sous peine de cesser d'être propriétaire; de léguer, c'est-à-dire de donner après soi, ce qu'on a conservé dans la seule intention de pouvoir en disposer librement, soit par un acte exprès, par testament, soit implicitement en laissant les lois organisatrices de la propriété avoir leur cours. La conclusion de ce qui précède est celle-ci : La propriété suppose le droit, le travail, l'intelligence; le vol implique la force ou le mensonge qui simule la force. Il n'y a donc qu'une seule chose à démontrer, savoir qu'il y a réellement un droit; puis il suffit de déterminer ce droit clairement et rationnellement. Le vol alors reste vol, et quand même il aurait pour lui une prescription antédiluvienne, il ne deviendrait jamais propriété.

PROPRIÉTÉS, QUALITÉS. Ce sont les différentes manières dont un être apparent se manifeste à celui qui l'observe; c'est ce qui distingue une chose, ce qui lui est particulier.

La pesanteur est une propriété des corps; l'in-

telligence, une propriété de l'union d'une immatérialité avec un organisme. L'immatérialité n'a ni qualités ni propriétés. Elle n'est pas plus pensante que ronde ou bleue. Toute propriété, toute qualité, peut être augmentée ou diminuée : l'immatérialité est immodifiable, invariable. Si l'immatériel pensait, le matérialisme aurait beau jeu pour nous le montrer naissant à point nommé, croissant pendant un temps déterminé, puis décroissant, et enfin mourant. Son scalpel à la main, il le diviserait à volonté et l'enlèverait tranche par tranche, comme on fait de la vie, de la matière; c'est-à-dire qu'il l'anéantirait.

L'intelligence a l'immatérialité pour un de ses principes; cela est vrai : il n'y a possibilité de sentir réellement, de se sentir, qu'à condition qu'il y ait sensibilité immatérielle. Cette sensibilité se manifeste au moyen de l'intelligence, aussi longtemps qu'il y a lieu à son union avec un organisme, et que cet organisme est dans les circonstances voulues pour qu'il y ait perception de l'existence. L'union cessant, l'immatérialité rentre, du temps, dans l'éternité, d'où elle ne peut sortir qu'unie à une vie nouvelle. La pensée dépend de l'organisme; l'immatérialité est absolue : la pensée se développe et se flétrit; l'immatérialité est toujours là où la faculté de se manifester n'est pas complétement évanouie. On pense plus ou moins; on est susceptible de sentir encore, ou on ne l'est plus du tout. — Voir le mot *Ame pensante*.

PROSPÉRITÉ PUBLIQUE.

On appelle aussi cette prospérité *richesse publique;* mais ces expressions sont inexactes, car il peut y avoir beaucoup de gens riches et des gens très-riches au sein d'une nation qui, comme corps, comme État, est surchargée de dettes, qui touche même à la banqueroute. L'Angleterre, où la prospérité publique est évidente, qui est, elle, loin d'être riche, et que le paupérisme menace sans cesse d'un cataclysme, peut nous servir d'exemple.

Quoi qu'il en soit, c'est chose remarquable, que la prospérité publique, dans l'état actuellement donné des choses, a pour condition infaillible, la pauvreté du plus grand nombre. On compte le plus de pauvres, et des pauvres qui le sont au plus haut point, chez les nations les plus riches, parce que, pendant l'époque d'ignorance sociale, la richesse publique se forme de la misère des particuliers. Le capital ne s'accroît que par l'exploitation des travailleurs, et à ce point de vue, il est incontestable que la prospérité publique se compose des infortunes de la grande majorité de ceux qui ont le nom d'y avoir part. Prospérité publique et misère des individus croissent sur deux lignes parallèles. Les maîtres de la société vivent plantureusement parce que les autres hommes souffrent plus ou moins, et que beaucoup d'hommes meurent de misère et de faim.

— La concurrence des *misérables,* en abaissant toujours le salaire, permet à l'industrie d'enrichir le pays en produisant à bon marché. Sans cette concurrence, le pays, par cela même qu'il n'aurait pas de pauvres, se ruinerait : bien entendu, tant qu'il reste des pays où il y a des pauvres, c'est-à-dire des hommes dénués de tout et dépendant des riches pour vivre, et où les riches maintiennent les moyens d'appauvrir encore ces pauvres en les pressurant de plus en plus.

— Nous nous garderons bien d'incriminer les fortunes, même colossales; elles sont le résultat infaillible de notre organisation sociale : c'est donc celle-ci, et non pas elles que nous combattons. Il n'en est pas moins vrai que, dans l'état présent des choses, chacune de ces fortunes qui témoignent de la prospérité publique, se compose d'un nombre infini de dénûments. « Un État politique, se demande Châteaubriand, où des individus ont des millions de revenu, tandis que d'autres individus meurent de faim, peut-il subsister quand la religion n'est plus là avec ses espérances hors de ce monde pour expliquer le sacrifice? » Nous répondons sans hésiter : *Non.*

PROSTITUTION.

La prostitution est le droit prélevé par le bourgeois riche sur les femmes et les filles du pauvre, comme la prélibation était le droit que prélevait le noble avant que le capital dominât le sol. Les femmes ne s'appartiendront que lorsque, avec l'ignorance sociale, se sera évanouie toute nécessité, c'est-à-dire toute possibilité de prostitution. Il y aura encore alors des filles de joie, qui se livreront, qui se donneront; il n'y aura plus de malheureuses qui se vendront, se sacrifieront, se prostitueront.

PROSTITUTION MORALE.

Nous appelons prostitution morale celle des ambitieux qui, pour s'élever, rampent; pour s'enrichir, se vendent. Cette prostitution est bien plus avilissante sous un gouvernement de majorités, c'est-à-dire de passions, de partis, que sous celui d'un seul. Ici on reste fidèle aux vices du maître; là on doit se plier à tous les vices tour à tour : ici il suffit d'être franchement corrompu; là il faut être corrompu et menteur, il faut être fidèle *quand même* à toutes les apostasies possibles.

PROTECTEUR (*Système*).

Ce système est une nécessité pour l'époque d'ignorance, pendant laquelle il est indispensable d'entraver le plus possible les échanges de nation à nation. Car plus alors les échanges sont libres, plus il y a de facilité pour la nation la plus puissante en force, en lumières, en richesse, d'absorber ses rivales en les ruinant. C'est ce qui arrive pour les familles qui composent une nation et qu'il n'est pas possible d'empêcher d'échanger, d'aliéner, et par conséquent de se ruiner toutes, les unes après les autres.

PROTECTION.

Toute protection constitue un bénéfice pour ceux qui en jouissent, une charge pour les autres : toute protection exclusive est donc une injustice. En outre, la faveur octroyée ne l'est jamais à titre gratuit; qui protége attend des services; qui se laisse protéger accepte, expressément ou tacitement, peu importe, le devoir de reconnaître le bienfait. La protection exprime toujours la bienveillance d'un maître, qui peut ne pas juger utile d'abuser du droit qu'il se donne, mais qui n'en fait pas moins constater ce droit.

— Les gouvernements qui protégent ont un double but : celui de récompenser des services rendus et celui d'obliger à rendre de nouveaux services. A qui? A lui gouvernement; cela va sans dire. Pour que ce fût au pays, il faudrait que ce fût le pays qui protégeât. En changeant de mains, la protection change de tendance : c'est inévitable. Les peuples qui se gouvernent par eux-mêmes (et c'est là la prétention des peuples à gouvernements représentatifs) ne doivent permettre au pouvoir de protéger que la liberté, c'est-à-dire, qu'ils doivent charger le pouvoir de surveiller l'action de la liberté, pour qu'elle soit toujours entière et ne s'exerce jamais au détriment d'aucun de ceux qui y ont droit. Si le pouvoir va au delà, le peuple tombe sous sa tutelle, et il finit par être protégé au point qu'on lui prend tout pour rendre ensuite aux plus serviles ce qu'on ne veut pas garder pour soi.

PROTESTANTISME. Raisonnement tendant à renverser un préjugé ou un ensemble de préjugés, une foi.

Le protestantisme religieux a nécessairement eu pour conséquence, d'abord le protestantisme politique, puis le protestantisme social, moral, intellectuel, comme on voudra le nommer, qui conteste tout, les moyens d'ordre, la réalité du raisonnement, l'existence réelle de l'humanité, tout enfin, il faut le répéter à satiété.

PROUVER. Démontrer. — Voir le mot *Démonstration*.

Pour prouver incontestablement l'existence réelle d'une chose, il faut au préalable avoir démontré que quelque chose de réel existe.

— Tant que l'ignorance dure, pourvu, bien entendu, que l'examen soit développé, ce qui tient lieu de preuve à l'un, n'offre aucune valeur démonstrative à un autre, et *vice versâ*. Par exemple : si l'on prouve que le criterium des révélations a perdu sa valeur sociale et que par conséquent, comme moyen d'ordre, il est complétement déchu de tout pouvoir, l'on a pour soi les sceptiques de toutes les écoles, et contre soi les croyants de n'importe quelle couleur; si l'on démontre ensuite que le criterium des majorités, indispensable aux hommes du doute, mène infailliblement et en droite ligne à l'anarchie, les libéraux sifflent, et les révélationistes applaudissent à leur tour. Les preuves apportées par l'un et par l'autre raisonnement sont cependant ou bonnes ou mauvaises; et tant les révélationistes croyants que les libéraux sceptiques ont, les uns tout comme les autres, nécessairement tort ou raison. Demandez-leur néanmoins, non des louanges ou des injures, mais des arguments, vous n'en tirerez jamais d'autre réponse que celle-ci : *Cela ne saurait être autrement, je le sens ainsi, c'est mon opinion*. Ce qui, en matière de raisonnement, équivaut aux phrases moins parlementaires : *Laissez-moi en paix; allez vous promener*.

PROVERBES.

On appelle les proverbes *la sagesse des nations*, mais c'est à tort; il faut dire : *l'opinion dominante chez la nation où ils sont en vogue*. Par exemple : *A jésuite, jésuite et demi*, signifie à coup sûr qu'il est de bonne guerre de tromper les trompeurs, de se montrer plus fourbe que les fourbes eux-mêmes. Est-ce moral? non. Est-ce sage? non plus; à moins que friponnerie et raison ne soient synonymes. Cela peut être utile, là où les coquins sont en majorité et exercent la domination; mais cela met le droit exclusivement du côté des coquins, et éternise leur règne. Le contraire donc de ce qu'enseigne le proverbe en question est la vérité, est l'expression de la vraie sagesse : il faut toujours être franc, même avec ceux qui ne le sont pas; il faut marcher droit surtout avec ceux qui biaisent. Il faut ne point être dupe, si c'est possible; mais il faut, coûte que coûte, ne jamais être fripon.

— Le proverbe dit qu'*on doit hurler avec les loups*. Erreur ou plutôt mensonge. On doit vivre avec les loups, là où il n'y a que des loups, ou à peu

près; soit. Il est bon de ne pas hurler contre eux inutilement et hors de propos; soit encore. Se faire mouton pour en être mangé, serait duperie. On doit donc, tout en vivant dans la société que les loups ont faite et qu'ils font valoir à leur profit, les laisser se dévorer entre eux, sans chercher à prendre part à leurs curées, et leur démontrer, le cas échéant, qu'au métier qu'ils font, ils ont fort peu à gagner et que finalement ils perdront tout. S'ils comprennent, ils s'humaniseront.

PROVIDENCE. Gouvernement temporel de Dieu.

On a longtemps fait intervenir directement la Providence dans tous les événements qui frappaient l'imagination, et qui, de cette manière, étaient de plus ou moins grands miracles, dus à l'être souverainement intelligent et actif. Peu à peu l'œuvre immédiate de la Providence s'est restreinte aux cas exceptionnels, qui sont devenus de plus en plus rares. Aujourd'hui, on se moquerait de ceux qui mettraient encore aux mains de Dieu le vent, la pluie et la foudre.

Cependant on aurait évidemment tort : car on conserve en principe la Providence, de laquelle, si elle existe, tout dépend en dernière analyse, les idées de l'homme aussi bien que les mouvements de la matière, puisqu'il n'y a plus, hors de cette Providence, que le mouvement général, imprimé par la Providence elle-même, qui est l'esprit universel.

— En réalité, la Providence est la personnification de l'ordre moral, de l'harmonie entre la liberté et la nécessité; ou bien, ce n'est rien du tout.

PROVISOIRE.

Ce qui existe, est-ce le dernier mot, comme on s'exprime, de la Providence? Personne n'oserait le dire. La question est celle-ci : suffit-il, oui ou non, de remplacer le provisoire actuel par un provisoire nouveau, et ainsi de suite indéfiniment? Ces continuelles variations, toujours sur un même thème, ne feraient que perpétuer les révolutions et leurs funestes conséquences : ce serait dérisoire. Il faut donc, mais il le faut sérieusement, il faut donc substituer à l'état des choses, qui ne peut se conserver, un autre état qui ne pourra plus être ébranlé. Et tant que cela ne sera pas possible, c'est-à-dire tant que cela ne sera pas absolument nécessaire, il faudra attendre et souffrir. Ce sont précisément les souffrances générales qui rendront nécessaire le remède général, c'est-à-dire l'organisation définitive de la société.

PUBLIC (*Intérêt*). Intérêt commun.

Pendant toute l'époque d'ignorance, l'intérêt public est celui des forts; lorsque la vérité aura été acceptée socialement, ce sera l'intérêt de tous.

C'est toujours de l'égoïsme, qui se manifeste, d'abord au nom de l'intérêt de l'Église dont on fait partie, puis comme étant l'intérêt du village, de la province, du royaume, auquel on appartient, jusqu'à ce que ce soit devenu, avec la *socialisation* de la vérité, l'intérêt de l'humanité entière.

— Considéré relativement aux autres nations, l'intérêt public de chaque nation se confond avec l'égoïsme collectif, dans le sens le plus absolu, de ceux qui l'exploitent.

PUDEUR.

La pudeur *naturelle* est une sottise. On ne nait pas pudique; on le devient quand on a appris qu'il faut l'être, et on ne le devient que comme on a appris qu'il faut l'être. On a alors honte de ce que la raison ou ce qu'on croit la raison déclare honteux. Ici on rougit de ne point avoir de *pagne*, là de ne pas être vêtu de la tête aux pieds; ailleurs on ne rougit de rien. Tantôt la pudeur ordonne de voiler le bas du corps, tantôt elle exige qu'on couvre aussi la poitrine; puis ce sont les pieds qu'on doit dérober aux regards, puis la figure. Et on est accusé de manquer de pudeur lorsqu'on viole ces préceptes de convenance, inculqués par l'éducation.

La pudeur est une vertu quand elle est appuyée sur un raisonnement bon relativement aux circonstances où l'on se trouve. Mais devant des circonstances nouvelles, forçant à raisonner différemment, il est bon que cette pudeur, quoique devenue en quelque sorte organique par l'habitude, s'évanouisse au plus tôt; ou ce n'est plus que pruderie.

PUISSANCE.

Appliquée aux êtres, la puissance, dans le sens propre, signale un être capable d'actions réelles, un être jouissant de la liberté; dans le sens figuré, la puissance, au même cas, désigne un être capable seulement d'actions illusoires, c'est-à-dire agissant nécessairement.

Exprimant le mode de manifestation, le mot *puissance* signifie, à proprement parler, la possibilité de poser un acte de préférence à tout autre; figurément parlant, c'est le fait même de produire des effets nécessaires. Dans ce cas, puissance est synonyme, au propre, de *faculté;* au figuré, de *propriété*.

PUNITION.

La principale punition des fautes commises contre la raison dans une vie écoulée, doit être de commencer une vie nouvelle au sein d'une société

ignorante et sans foi. Mais cette punition coexiste pour l'individu avec la liberté qu'il conserve de raisonner, c'est-à-dire de mériter en agissant conformément à ce qu'il croit son devoir, tout en péchant contre la justice absolue qu'il ne peut connaître. Et si, en récompense d'avoir bien raisonné, le même individu renaît avec la possibilité de parvenir à posséder la vérité, il sera toujours libre de la prostituer en la faisant servir à la satisfaction de ses passions organiques. Mais alors sa punition sera d'autant plus sévère qu'il aura eu plus de moyens d'y échapper.

PURGATOIRE. Lieu et moyen d'expiation temporaire.

Le monde où nous vivons est un purgatoire. Mais en le quittant, nous ne passerons pas, comme le prétendent les catholiques, au bonheur éternel. Ce bonheur supposerait une vie éternelle, qui aurait été précédée d'une autre vie éternelle, pendant laquelle on aurait été éternellement juste : amas de contradictions à leur plus haute puissance. Pour être juste, il faut pouvoir ne pas l'être; pour être heureux, il faut avoir été juste; pour jouir comme pour souffrir, il faut vivre, c'est-à-dire, avoir un organisme uni à une sensibilité. L'expiation ou le purgatoire présuppose le mal commis, et donne droit au bien à éprouver, toujours au moyen d'un organisme, ayant un commencement, une durée et une fin, pour que l'âme puisse être susceptible de bien et de mal, de jouissance et de souffrance.

— Les catholiques admettent le paradis, l'enfer et le purgatoire : il n'y a là que le purgatoire de justifiable aux yeux de la raison, et c'est précisément ce que les chrétiens, réformateurs du catholicisme, ont supprimé. Le paradis et l'enfer sont impossibles. Mais les protestants religieux, tout aussi anthropomorphistes que leurs adversaires, avaient à tenir compte de l'existence de l'être personnel, Dieu : seulement, ils ne voulaient pas que les prêtres continuassent à exploiter d'une manière trop scandaleuse le privilége de modifier les décrets de cet être tout-puissant. Ils ont cependant fini par substituer le purgatoire à l'enfer, mais en y rendant incommutables, irrémissibles, les peines une fois prononcées. Les conservateurs religieux ont au contraire tout gardé, et à leur point de vue, ils ont eu parfaitement raison.

D'ailleurs tout se tient dans leur système, et en éliminer quelque chose, c'est l'ébranler entièrement. Si les âmes ne sont qu'immortelles (et elles ne peuvent être que cela avec un Dieu, nécessairement créateur), la vie éternelle qui suit cette vie passagère, doit être éternellement heureuse ou malheureuse. Et comme cela choque le sentiment, même avant que le raisonnement incontestable le nie, le purgatoire, espèce de juste milieu en fait de déraison, a été jeté comme un pont entre la vérité et l'erreur; et les prêtres en ont fait valoir le péage en abrégeant à volonté les douleurs que les *âmes* étaient condamnées à y subir. Il n'y a encore là, toujours dans l'hypothèse du système chrétien, rien d'absolument absurde. Car s'il y a solidarité de *coulpe* entre Adam et sa postérité encore à naître, pourquoi n'y aurait-il pas solidarité de mérite entre les hommes vivants et ceux déjà morts? Et si cette solidarité est réelle, qui mieux que les organes de la loi en vertu de laquelle elle est établie, peut en organiser l'application?

Quoi qu'il en soit, nous nous permettrons une dernière remarque à ce sujet : les fidèles catholiques sont-ils bien convaincus de la réalité du purgatoire? Alors, nous semble-t-il, ils devraient tout sacrifier, leur fortune, leur vie, pour en arracher ceux de leurs semblables qui y souffrent des douleurs au-dessus de l'imagination. Le font-ils? Non. Donc...

Supposons maintenant qu'agissant comme ils font, ils aient cependant conservé leur foi intacte; en ce cas, il faut conclure qu'ils ne se croient aucunement liés par le précepte chrétien qui ordonne d'aimer son prochain comme soi-même, et que l'Église militante ne se soucie guère de devenir triomphante pour peu qu'il lui en coûte quelque chose en faveur de l'Église souffrante.

Q

QUALITÉ. Mode de manifestation.

La réunion de plusieurs qualités constitue un ensemble phénoménal, qui est toujours divisible en qualités, en accidents. Toute qualité est essentiellement passagère. La réalité, la persistance, l'unité, n'est point qualifiable. — Voir le mot *Propriété*.

QUELQUE CHOSE. Phénomène, manifestation, apparence.

Tout phénomène a lieu dans le temps. Il y a impossibilité qu'une manifestation, qu'un phénomène se produise dans l'ordre d'éternité, de réalité. Rien de ce qui est successif, de ce qui n'est que dans le temps, n'existe, si ce n'est comme modification perçue par l'âme. Il n'y a donc d'existant, hors des âmes, que la matière (la phénoménalité) qui modifie le sentiment de l'existence.

QUELQU'UN. Unité (individualité) qui se perçoit.

Pourqu'il y ait possibilité d'unité réelle, d'individualité réelle, il doit y avoir sensibilité sans modification. Pour que l'individualité se sente, se personnalise, il faut que la sensation, modification de la sensibilité pure, dérive de l'union de cette sensibilité même avec un organisme. La personnalité n'aurait rien de réel si l'individualité ne lui servait de base.

L'unité réelle n'a et ne peut avoir aucun rapport avec le temps; elle est dans l'éternité.

QUESTION DES OUVRIERS.

Traitée à fond, c'est la question qui met le mieux à nu l'impossibilité pour la société actuelle, d'une part de se conserver telle qu'elle est, et d'autre part de se réformer de manière à pouvoir être conservée : il faut donc qu'elle disparaisse entièrement et fasse place à une société nouvelle. La preuve en est palpable. Aussitôt que le raisonnement devient libre, il arrive nécessairement de deux choses l'une : ou la raison finit par se soumettre ceux qui raisonnent; ou bien ceux qui raisonnent finissent par abjurer la raison pour ne plus obéir qu'aux passions, par se ruer les uns sur les autres, par s'entre-dévorer. Or, quelles entraves peut-on mettre à la discussion aujourd'hui? Aucune qui soit efficace.

Aussi la discussion affranchie démontre-t-elle bientôt, et à la dernière évidence, que la dépendance où sont la plupart des hommes de l'intérêt et des caprices de leurs semblables, soit pour les conditions de leur existence, soit pour cette existence elle-même, est le comble de la déraison, comme elle l'est de l'iniquité. Mais elle démontre également que la société, telle qu'elle existe encore, n'a pu être fondée dans le but de conserver l'ordre, qu'au moyen de l'exploitation du plus grand nombre possible par le plus petit nombre possible, lequel, forçant les hommes de travailler *toujours*, les empêchât en quelque sorte de *jamais* penser. Cette société s'était réalisée par l'institution de l'esclavage domestique qui livrait des hommes à la merci d'un homme; elle persiste sous la forme de l'esclavage politique, qui asservit collectivement les prolétaires aux possesseurs du capital.

Comment ne pas conclure de ces prémisses qu'une société où chacun a le droit de tout discuter et en use, bien que la conservation, l'existence de cette même société repose essentiellement sur la suppression de toute discussion, doit succomber et sans retour? Nos sociétés avaient leur raison d'être dans le pouvoir que leurs membres leur avaient confié, celui de dire à chacun : « *Tais-toi ou meurs,* » et d'exécuter leur sentence. Maintenant que c'est à la société de se taire sous

peine de révolution, de mort, chaque parole de chacun de ses membres la tue.

— Faut-il favoriser les ouvriers? Pas plus qu'il n'est permis de les exploiter; nous parlons dans le sens de l'absolue justice. La justice relative à l'époque d'ignorance, avec possibilité d'ordre, imposait l'oppression des masses : la nécessité sociale impose l'ordre par la justice absolue depuis que l'examen public a fait de toute justice relative, une cause de désordre, d'anarchie. Il faut donc se borner, pour les ouvriers comme pour tout le monde, à préparer activement et énergiquement l'organisation rationnelle de la société, laquelle mettra les ouvriers au niveau des maîtres, des entrepreneurs, en faisant que *tous également* puissent disposer d'une portion du sol, ou de ce qui provient du sol, disposition indispensable pour pouvoir donner corps au travail des intelligences, après que ce travail a été facilité par le développement des mêmes intelligences, participant, chacune également, aux connaissances antérieurement acquises à la société.

Avant cela, tout ce qui se fera pour améliorer le sort des ouvriers en les émancipant, sera marqué au même cachet d'injustice que ce qui s'était fait jusqu'alors pour les contenir en les exploitant. Déterminer un minimum de salaire, fixer les heures de labeur, assurer du travail ou le salaire qu'il aurait produit, tout cela est une atteinte à la propriété, comme la concurrence prétenduement libre entre les pauvres et les riches est une atteinte à l'équité et au bon sens. Il faut établir et rendre socialement immuables les conditions de concourir, strictement égales pour tous sans exception; et le problème sera résolu.

D'ailleurs, qui *aujourd'hui* privilégierait les ouvriers? Ceux qui ont intérêt à conserver eux-mêmes les priviléges sous l'empire desquels ils ont fait de la détresse des ouvriers le fondement de leur fortune? C'est une dérision. Seraient-ce la peur que les ouvriers inspirent, les révolutions auxquelles on les provoque? Mais les ouvriers émancipés ou s'émancipant eux-mêmes en vertu de ces circonstances, ruinent le pays auquel ils appartiennent, au profit des pays où le despotisme a encore la force d'en nourrir quelques-uns aux dépens de tous les autres; et ce glorieux exploit a pour résultat infaillible la misère et la mort de tous. Ce ne sera que lorsque *les hommes* auront *le monde* pour pays, que la concurrence équitable et rationnelle sera possible entre les peuples aussi bien qu'entre les individus. Répétons cette vérité sans nous lasser; c'est notre devoir : on finira peut-être par nous écouter, il y va de l'intérêt de l'humanité.

QUESTION SOCIALE.

Quand on voit l'agitation qui règne partout, et qu'on sait qu'elle ne mènera nulle part, n'est-on pas disposé à perdre courage? Ici on conspire pour la république, là on intrigue pour la monarchie ; le parlement sape le ministère, ou les ministres s'asservissent le parlement. Sera-ce l'élément aristocratique qui aura la prépondérance ; ou l'élément démocratique qui dominera seul? Les élus transigeront-ils sur la question du jour, ou en appellera-t-on aux électeurs pour la résoudre? En la laissant trop longtemps en suspens, ne court-on pas le risque de faire surgir l'élément perturbateur qui la tranchera? Pauvretés que tout cela! Les badauds et les niais n'en prennent pas moins la chose au sérieux, et ils s'épuisent à chercher le fin mot du prétendu travail dont ils sont témoins. Mais, bonnes gens, ce que vous voyez n'est point un travail; ce n'est que du mouvement : et il n'y a pas de fin mot là-dessous ; il n'y a pas même du tout de mot, c'est-à-dire de raison d'être, d'intelligence quelconque de ce qui se fait et du but pour lequel cela se fait. Il y a du tourbillonnement dans l'espace, et c'est tout.

Le mot véritable, mot si fin que nul ne soupçonne même son existence, mais tout à la fois fort gros des malheurs dont il menace tout le monde, est exclusivement celui-ci : « La misère devient de plus en plus générale; bientôt le peuple ne pourra plus porter le bât dont on le charge, et il finira par le jeter à terre. Le bonapartisme, le légitimisme, le républicanisme, le juste milieu, l'omnipotence gouvernementale ou parlementaire, n'auront rien à voir dans tout cela. Et, immédiatement du moins, l'acte de populaire désespoir ne produira qu'un redoublement du mal social. » Messieurs les socialistes, les publicistes, les économistes, les doctrinaires, vous devriez bien vous occuper de la question, en l'envisageant sous cet aspect.

QUESTIONS.

Il y a des questions qui, une fois soulevées, doivent nécessairement être résolues, parce que le doute qu'elles font naître est déjà un commencement de désordre; telles sont celles que se pose M. Proudhon : « Est-il vrai que ma pensée ne soit qu'une harmonie et mon âme un tourbillon? Qu'est-ce que *moi?* Qu'est-ce que Dieu? Quelle est la sanction de la société? » On lisait dans le *Journal des Débats*, il y a de cela seize ans : « Qu'est-ce que Dieu? Qu'est-ce que l'âme? Qu'est-ce que l'univers? Pourquoi y a-t-il quelque chose? Le monde est-il éternel et infini, sans bornes dans le temps ni dans l'espace? L'âme

est-elle matérielle ou immatérielle? Est-elle libre ou nécessitée? Survit-elle à la dissolution du corps, ou périt-elle avec lui? Voilà des problèmes sur lesquels on propose à l'humanité de se résigner à l'ignorance, à l'indifférence éternelle. »

C'est comme si on lui proposait d'abdiquer son essence, de cesser d'être ce qu'elle est, en d'autres termes, de cesser d'être. Les questions signalées par le publiciste et par le journal que nous avons cités, sont celles que les révélations ont résolues hardiment dans le sens qu'elles jugeaient utile à l'établissement et à la conservation de l'ordre dans la société, en ayant toutefois bien soin de les dérober aux investigations ultérieures. Ce sont ces questions qui ont fait éclater l'examen et qui ont affranchi la discussion, parce que l'humanité devait finir, comme on dit, par en avoir le cœur net. Ce sont enfin ces questions dont, aujourd'hui, il faut mettre la solution hors et au-dessus de tout doute possible; car l'ordre est désormais à ce prix, cet ordre que la foi et la compression n'ont pas su maintenir, et que l'indifférence ébranle jusqu'en ses fondements.

— On entend partout se plaindre que tout est remis en question. Certes, l'époque où le doute est ainsi en quelque sorte socialisé, est excessivement pénible pour ceux qui la traversent. Mais elle ne l'est point encore assez, puisque la société ne cherche pas sérieusement à en sortir par la découverte et l'application de la vérité. Car de vouloir en revenir à la foi est une tentative dérisoire : si la foi avait suffi à la conservation de l'ordre, jamais le doute ne l'eût détrônée. Il n'y a donc que la certitude démontrée qui puisse désormais détrôner le doute. On a remis en question ce que la foi avait résolu, parce qu'elle l'avait mal résolu, ou du moins résolu d'une manière qu'elle ne pouvait pas prouver être la seule bonne, la seule incontestable. A-t-on aussi remis en question les vérités mathématiques? Doute-t-on, ailleurs qu'à l'hôpital des fous, si *deux et deux* font réellement *quatre?* Eh bien, lorsque la vérité sociale sera scientifiquement établie, nul ne pourra la remettre en question, et le doute sera devenu impossible.

— Plus les questions sont simples et claires dans le fait, plus elles ont été embrouillées et obscurcies par la discussion : cela devait être. Car à l'époque d'ignorance, la manifestation de la vérité eût été une cause d'anarchie. Depuis que la discussion est libre, il est devenu évident que ces questions ont été mal posées et encore plus mal résolues. Il y a donc désordre parce qu'il faudrait les résoudre et qu'on ne le peut pas; et on ne le peut pas parce qu'on les pose mal. Nous ne donnerons pour exemples que la question de l'existence de Dieu et celle du libre échange, que nous avons longuement traitées ailleurs. Le comte de Maistre a dit : « Il y a bien moins de difficulté à résoudre un problème qu'à le poser. » Or les questions morales n'ont encore jamais été mises dans le jour voulu pour pouvoir être clairement débattues. Après avoir livré de longs et inutiles combats autour d'elles, on a fini, de guerre lasse, et pour ne plus avoir à s'en préoccuper, par les déclarer insolubles.

— Ne terminons pas cet article sans faire remarquer qu'une époque qui avoue aussi crûment que le fait le *Journal des Débats*, que la société ne sait rien, absolument rien, sur les questions qu'il énumère, a très-mauvaise grâce à se faire appeler le siècle des lumières par excellence.

R

RACES.

Si l'on ne se proposait d'exprimer par ce mot que le caractère distinctif d'un peuple, dérivé de ses dispositions organiques, et dû tant au climat où il vit qu'à des habitudes que les siècles ont consacrées et qui le portent à concevoir les choses et à raisonner sur elles dans un sens déterminé, le terme *race* aurait quelque valeur admissible. De cette manière, il y a effectivement des peuples plus ou moins vifs ou lents, gais ou mélancoliques, graves ou badins, constants ou légers, économes ou prodigues, guerriers ou pacifiques, conquérants, organisateurs, chasseurs, nomades, cultivateurs, etc., etc., comme il y en a de noirs, de rouges, de blancs, à cheveux plus ou moins foncés, ou frisés, ou plats.

Si l'on veut au contraire que le mot *race* signifie peuple *essentiellement* différent des autres peuples, et physiquement, organiquement destiné à être trompeur ou trompé, méchant ou bon, maître ou esclave, il n'offre à l'esprit qu'une absurdité. Peu importe que l'homme ait paru sur ce globe par un seul couple ou par plusieurs à la fois en différents lieux. Toujours est-il que sa qualité d'homme tient au sentiment qu'il a de son existence, à son âme, qui est sans qualités morales comme sans propriétés physiques. Son raisonnement peut être plus ou moins développé, parce que ses besoins sont plus ou moins étendus; mais il n'y a pour lui de possible qu'un raisonnement réel, comme il n'y a qu'une raison. Les organismes diffèrent : cette circonstance et celles qui, du dehors, favorisent ou contrarient son action, font que l'homme raisonne plus ou moins facilement, sur un plus ou moins grand nombre de questions, et de façon à conserver plus ou moins longtemps, à travers les générations et les événements, l'impression et le souvenir des idées qu'il a acquises.

Mais voilà tout, absolument tout : ou bien il n'y a plus d'hommes; il n'y a que des brutes, que le milieu où elles se trouvent fait ce qu'elles sont, des machines agencées par la nature, de la matière combinée pour le mouvement particulier qui s'appelle *vie*, et pour le fonctionnement spécial qu'on nomme *raisonnement*. L'homme moral ne dépend pas plus de l'influence de sa race, prétendûment différente dans son essence de toute autre race, que de l'action de ses bosses crâniennes. Point de conscience sans idées, point d'idées sans travail intellectuel, sans raisonnement. Or on ne naît, ni avec des raisonnements tout faits, ni avec le mécanisme dont jailliront des raisonnements déterminés. On naît simplement avec un organisme et la susceptibilité de sentir, de raisonner.

RADICAUX (*Les*).

On appelle *radicaux* les réformateurs qui vont plus loin que les libéraux doctrinaires. Mais eux aussi ne font que réformer, c'est-à-dire, démolir par voie légale ou par mesure révolutionnaire. Jamais ils ne se demandent si le principe sur lequel repose la société est bon ou s'il ne l'est pas; si, ayant été relativement bon, il n'est pas, en vertu du développement des intelligences, devenu mauvais. Ils l'acceptent tel qu'il leur a été légué par l'ignorance sociale, et cherchent à le débarrasser plus ou moins des abus auxquels il a donné naissance. Ils ne se figurent pas que ces abus sont la conséquence nécessaire du principe même, et que, sous une forme ou une autre, le principe étant maintenu, ils renaîtront toujours. Radicaux et libéraux sont, comme les utopistes conservateurs et les utopistes aveuglément novateurs, utiles dans le sens que nous allons dire : ils hâtent l'avénement de l'anarchie, qui forcera de se débarrasser de tous les abus quelconques, y compris les réformateurs radicaux et libéraux et les conservateurs eux-mêmes.

RAISON IMPERSONNELLE. Ensemble des vérités déduites de la réalité des immatérialités, c'est-à-dire tout ce que les raisons personnelles peuvent démontrer incontestablement, en partant du fait de l'existence perçue, et en n'enchaînant entre elles que des propositions identiques.

On se trompe en voulant *actuellement* baser la société sur la raison impersonnelle, absolue, qui n'est pas encore socialement déterminée. On se trompe également en continuant à compter sur la force, sans cesse neutralisée dans son action par la liberté acquise à chacun personnellement de tout critiquer et de mettre obstacle à tout. Nous touchons à l'anarchie, dont les maux feront sentir le besoin de la vérité, de la raison.

RAISON PERSONNELLE. Intelligence proprement dite.

L'application régulière ou abusive de la raison personnelle dépend du bon ou du mauvais usage que l'âme fait du raisonnement. La raison de chacun est susceptible d'erreur, mais elle ne se trompe pas nécessairement. Dire que la vérité entière, absolue, est insaisissable par l'intelligence, c'est nier l'intelligence et la raison. Chacun, usant de son intelligence, peut ne point errer, et celui qui en fait un bon usage possède la vérité. Une raison individuelle, personnelle, qui serait essentiellement incertaine, est la négation de toute raison; comme la vérité, qui serait nécessairement entachée d'erreur, est la négation de toute vérité. Il n'y a réellement de la raison nulle part, si l'âme est incapable de distinguer par elle-même la vérité de l'erreur, en d'autres termes de se rendre la vérité propre, après l'avoir dépouillée de tout alliage mensonger, de tout ce qui n'est pas elle.

RAISON DES CHOSES.

Les choses, mais les choses seulement, ont leur motif, leur *pourquoi*. (Voir l'article *Comment et pourquoi?*) Car les choses sont nécessairement relatives, sont *effets* comme elles sont *causes*.

Dans le temps, tout a son *pourquoi*, sa raison d'être; dans l'éternité, rien n'a de raison d'être. L'absolu ne saurait avoir de motif, de cause. Les sensibilités, la force, sont sans raison d'être; elles sont parce qu'elles sont. L'homme et l'ensemble des phénomènes dont il compose la nature, ont leur raison d'être dans les sensibilités, les âmes, et dans la force, la matière.

RAISONNEMENT. Il y a raisonnement simple et raisonnement complexe : le premier est la modification du *soi* qui n'est liée à aucune autre modification qu'elle-même; le second est un enchaînement de deux ou plusieurs propositions, modifications du *soi*.

Le raisonnement simple ne peut donner lieu à aucune contestation; c'est la constatation d'un fait, affirmé d'une part et que nul ne peut contredire. Le raisonnement complexe seul peut être bon ou mauvais, selon que l'enchaînement des propositions, modifications du *soi*, est ou n'est pas conforme à la raison. Par exemple : j'entends le son d'une cloche; impossible de me prouver que je ne l'entends pas. Mais j'en conclus qu'une cloche sonne, et il est facile de me démontrer qu'il n'existe pas de cloche à la distance où j'aurais pu l'entendre, ou que, s'il en existe, aucune n'a été mise en branle.

Outre le raisonnement complexe sur des faits physiques constatés par le raisonnement simple, par l'observation ou l'expérimentation, il y a encore le raisonnement *métaphysique*, lequel, de l'ensemble des faits physiques et du fait de la conscience que le raisonnement a de son existence au moyen des modifications que ces faits lui font subir successivement, déduit la conséquence qu'il y a hors et au-dessus de ces faits une vérité d'un tout autre ordre que celui dont ils font partie. Sans l'observation des faits, il n'y aurait pas de raisonnement possible sur les faits. Le raisonnement prend acte de l'ordre dans lequel les faits se rangent, et il en compose la nature physique, qui, ne perdons jamais cela de vue, n'a pas d'autre valeur réelle que celle des faits mêmes, dont la succession dès lors constitue toute la réalité de l'être qui les perçoit. Il appartient au seul raisonnement métaphysique de déterminer la réalité qui domine le fait primordial du sentiment de soi.

RAISONNER.

Raisonner, c'est observer, réfléchir, calculer dans son propre intérêt, rapporter à soi, avec l'intention de rechercher ce qu'on croit le bien, de fuir ce qu'on croit le mal, toujours et exclusivement pour soi-même.

— On comprend que le raisonnement est l'expression de la raison individuelle, de l'individualité, de l'homme. On comprend aussi que, pour être social, le raisonnement doit avoir, pour tous, un point de départ, un principe commun; que, tant que l'ignorance dure, la réalité de ce principe ne peut être démontrée; que, dès que l'examen est libre, elle doit être démontrée. Mais, le doute ne pouvant encore être combattu victorieusement par l'incontestabilité socialement acquise, les conservateurs continuent à évoquer l'ancienne foi qui est devenue impossible, et les progressistes s'en remettent aux

événements, lesquels, étant sans but et sans direction, les mènent fatalement à leur perte.

RAPPORTER.

Nous prenons ici le mot *rapporter* dans le sens de produire pris au figuré.

Combien cela rapporte-t-il en jouissances ou en écus? C'est la question que rationnellement chacun se pose et doit se poser à l'époque présente, avant d'agir et pour agir. Puisque aucune action n'est son motif à elle-même, et que, dans l'état donné des connaissances, la vie a pour but unique le bonheur qu'on peut y goûter, il est naturel de se demander à chaque détermination, ce qu'on y gagnera en bien-être ou en moyens de se procurer du bien-être à volonté. On veut savoir d'avance, et on a raison de le vouloir, ce que produiront de plaisir présent ou de plaisir en expectative, la résolution qu'on va prendre et l'acte qui l'exprimera. Pour changer le raisonnement, il faudrait, avant tout, en changer le point de départ.

RATIONALISME. Affirmation de n'accepter comme vrai que ce qui est ou ce qu'on prétend être démontré.

M. Proudhon définit fort bien l'effet du rationalisme sur l'esprit de celui qui le prend pour guide dans ses raisonnements. « De mes *opinions* passées (ainsi s'exprime-t-il), je n'ai conservé absolument rien; j'ai acquis quelques connaissances; je ne *crois* plus, je *sais* ou *j'ignore*. En un mot, à force de chercher la raison des choses, j'ai connu que j'étais *rationaliste.* »

Rationaliste sceptique probablement. « Quiconque cherche quelque chose, dit fort judicieusement Michel Montaigne, il en vient à ce point, ou qu'il dit qu'il l'a trouvée, ou qu'elle ne se peut trouver, ou qu'il en est encore en queste. » Si M. Proudhon avait trouvé la vérité, il la proclamerait en donnant les preuves de la réalité de sa découverte. C'est ce qu'il n'a point fait jusqu'ici. Nous en concluons qu'il *en est encore en quête.* L'éminent publiciste a trop de raison pour affirmer que la vérité *ne se peut trouver.*

RATIONNEL.

Nous donnons à ce mot son vrai sens, celui de *conforme à la raison*, de *juste;* car, en définitive, il n'y a que ce dont le raisonnement démontre la rationalité qui puisse être appelé *équitable, vrai.* Et nous disons que tout ce qui est raisonnable doit finir par se réaliser. S'il en était autrement, la raison elle-même serait absurde; il n'y aurait point de raison, de raisonnement, de justice, de morale, de société.

RATIONNEL (*Ordre*). Ordre conforme à la raison absolue.

C'est l'ordre qui résultera nécessairement de la démonstration sociale qu'il est rationnel de se dévouer à l'humanité, et de l'entrée du sol à la propriété collective, laquelle en sera la première conséquence.

Lorsque la société sera organisée rationnellement, plus rien de nécessaire devant la raison ne manquera à personne; il n'y aura donc plus de pauvres dans la véritable acception du mot. Il y aura seulement et nécessairement des travailleurs plus riches les uns que les autres.

— L'application des principes qui constituent la société rationnelle aura pour suite immédiate la concurrence entre les capitalistes pour offrir des moyens de travail, concurrence qui se substituera à celle dont l'inégalité des conditions fait actuellement pour les travailleurs un instrument de misère et de mort : dès lors les motifs d'exploitation qui enchaînent les faibles aux forts, seront remplacés par les motifs de dévouement qui porteront tous les hommes, sans distinction possible, les uns vers les autres. C'est très-peu de chose en apparence; cependant en réalité c'est tout. Il est vrai que c'est le renversement complet des sociétés établies.

RÉALISME. Doctrine de ceux qui attribuent l'être aux abstractions.

Réaliser les idées, c'est immatérialiser la matière. Les idées existent, mais seulement comme idées : ce sont des faits pour l'intelligence, et rien de plus. Elles sont, après cela, justes ou fausses, selon qu'elles sont l'abstraction d'une sensation ayant sa cause hors de l'organisme, ou d'une hallucination, l'expression d'un raisonnement simple. De même que toute idée a son existence propre, de même rien ne peut passer en nous à l'état de connaissance que sous la forme d'une idée.

RÉALITÉ. Ce qui existe individuellement et par lui-même.

L'individualité réelle et l'immatérialité ne font qu'un; car la matérialité, ou plutôt la phénoménalité, n'est que la cause des phénomènes, des faits, qui ont, il est vrai, une existence distincte, mais sans réalité autre que celle de leur manifestation. L'immatérialité pure est éternelle. Elle ne peut se manifester dans le temps qu'en revêtant la personnalité, qui est l'individualité se percevant.

Il y a nécessairement, non pas *une,* mais *des* réalités, lesquelles, nécessairement aussi, sont identiques l'une à l'autre, et peuvent se connaître l'une l'autre en se connaissant elles-mêmes, au

moyen de l'union de chacune d'elles avec un organisme semblable, qui rend possible leur modification, leur contact et leur communication intellectuelle.

Déjà Montaigne se demandait : « Qu'est-ce donc qui est véritablement? Ce qui est éternel, c'est-à-dire qui n'a jamais eu de naissance ni n'aura jamais de fin; à qui le temps n'apporte jamais aucune mutation : car c'est chose mobile que le temps, et qui apparoît comme en ombre, avec la matière coulante et fluante toujours, sans jamais demeurer stable ni permanente. » Ce remarquable passage, avec la conséquence qui en découle, savoir que toutes les choses, et la nature physique, leur ensemble, ne sont que des illusions qui apparaissent dans le temps comme manifestation de la force, de la matière, toujours changeante et fugitive, contient le principe de la vraie philosophie et fait nécessairement conclure que la seule réalité possible est celle de l'essence immatérielle de l'homme.

RÉBELLION. — Voir les mots : *Insurrection* et *Révolution*.

« La rébellion, a fort sagement dit M. de Colins, est toujours nuisible aux faibles, et même dangereuse pour les forts. C'est par la raison qu'il faut arriver au bien; et encore, en s'adressant, non aux masses ignorantes, mais à ceux qui, par l'intelligence et la propriété, ont intérêt à ce que l'ordre existe. »

Nous le répétons avec le savant socialiste que nous copions : c'est par la propagande rationnelle qu'il faut essayer de sauver la société; si elle refuse de se laisser conserver par la raison, elle sera forcée de subir son salut en traversant l'anarchie.

RECHERCHE DE LA VÉRITÉ.

Pendant l'époque d'ignorance et de libre discussion, de doute, il n'y a rien autre chose à faire pour le rationaliste sceptique, qu'à rechercher la vérité; pour le rationaliste parvenu à découvrir et à se prouver cette vérité, qu'à travailler, d'abord à faire sentir le besoin qu'en a la société, puis à en démontrer la réalité à chacun de ses membres.

Cette dernière mission a, de nos jours, fort peu de chances de succès, et seulement lorsqu'elle est remplie avec beaucoup de prudence : car, supposé dans l'état actuel des esprits et avec l'organisation sociale qui en résulte que le rationaliste possède réellement la vérité, il ne dispose néanmoins d'aucun des moyens moraux propres à en imposer l'acceptation. En outre, il éprouve les plus grandes difficultés à faire comprendre à quelques-uns que la vérité est devenue indispensable à la conservation de l'ordre, puisque l'ordre existant ne conserve rien et est incapable de se maintenir lui-même, à tous que l'unique remède au mal est l'application de la vérité dont, pour cela, la recherche est urgente.

En attendant que, le mal toujours croissant venant en aide, ces difficultés s'aplanissent, le rationaliste convaincu doit se borner à faire entrevoir l'abîme vers lequel la société se précipite, afin, s'il est possible, de provoquer une terreur salutaire et de hâter un peu par là l'avénement du bien.

— De ce qu'ils ne trouvent pas immédiatement la vérité, la plupart des hommes tirent la conséquence que la vérité ne peut être trouvée, qu'elle n'existe nulle part puisqu'elle leur demeure cachée. De ce que, dans l'état actuel des intelligences, la discussion n'amène personne à céder, quelque raison d'ailleurs qu'on fasse valoir, et que même la discussion contribue puissamment à faire que chacun persiste à abonder dans son sens, les champions d'opinions quelconques concluent que les idées se balancent comme les intelligences se valent, en d'autres termes qu'aucune idée n'est absolument bonne ou absolument mauvaise, que toutes par conséquent sont indifférentes, sont nulles. D'où il suit que les passions seules gouvernent le monde, comme si, pour *éprouver* des passions, il ne fallait pas *sentir* des besoins, et qu'il fût possible de sentir sans penser, sans raisonner besoins et passions, afin de s'abandonner à celles-ci ou de les soumettre à la raison.

Les résultats inévitables de la profonde erreur que nous signalons sautent aux yeux : ce sont l'intronisation de la force, la glorification du fait accompli, l'absorption de la vie entière par l'avidité du gain, dans le but unique de le consacrer sans réserve aux jouissances présentes.

— Ce n'est pas une impulsion matérielle, organique, qui nous fait rechercher la vérité. L'impulsion organique produit des mouvements, qui, chez l'être sentant, ont pour but la satisfaction de ses besoins. Mais pour pourvoir à ces besoins, il faut raisonner, et le raisonnement fait naître de nouveaux besoins, qui donnent lieu à de nouveaux raisonnements : et indéfiniment ainsi, jusqu'à ce que l'homme s'aperçoive qu'il ne parvient jamais à se satisfaire lui-même de cette manière. Il cherche alors, non la vérité, car il ne sait ni où la vérité se trouve, ni même si elle se trouve quelque part, ou, ce qui revient au même, s'il peut la découvrir; mais il se demande ce qu'il faut chercher ou s'il faut chercher quelque chose. La vérité ne sera découverte que lorsque l'on saura réellement qu'on ne la connaît pas, qu'on doit la connaître, et que

la connaissance en est à la portée de toute intelligence complétement développée; c'est-à-dire, lorsqu'on aura un motif irrésistible pour la chercher, savoir, celui de l'impossibilité de vivre plus longtemps socialement dans le cercle des erreurs qu'on aura parcouru tout entier, et qui n'offrira plus aucune chance de salut.

RÉCOMPENSES ÉTERNELLES.

C'est une absurdité, comme le sont les peines éternelles. Mais c'est une absurdité à laquelle il faut que les hommes croient, s'ils veulent exister socialement, aussi longtemps, bien entendu, que l'ignorance sociale n'est pas détruite.

RÉDEMPTION.

La rédemption divine est la conséquence de la chute originelle de l'humanité : le genre humain, coupable en masse parce que Dieu avait permis que le premier homme cédât à la tentation en laquelle il l'induisait, ne pouvait être racheté que par les souffrances de ce même Dieu, participant de l'humanité et en réalité, c'est-à-dire devant la raison, auteur de sa chute. Au point de vue rationnel, ce système n'établit de culpabilité réelle que celle de Dieu; mais comme Dieu est coupable envers lui-même, il expie pour lui-même exclusivement. C'est du panthéisme, où tout est Dieu, et se fait par Dieu et en Dieu seul.

RÉDUCTION DU PRIX DE REVIENT.

Cette réduction peut procéder de deux causes : de l'avilissement de la valeur du travail, dont le résultat est la misère et l'esclavage des masses ouvrières, le prolétariat, le paupérisme; c'est ce qui arrive à l'époque d'ignorance sociale sans foi, à l'époque de doute : ou bien elle procède de l'avilissement de la valeur du capital, que le travail est parvenu à dominer; c'est ce qui aura lieu à l'époque sociale de la connaissance de la vérité. La conséquence nécessaire et immédiate de ce dernier mode de réduction du prix de revient sera le bien-être des travailleurs, toujours proportionnel dès lors à leur travail.

RÉEL. Au sens propre, ce qui constitue l'individualité; au sens figuré, ce qui se déduit de la réalité.

Il n'y a de réel véritablement que les âmes, lesquelles par leur union avec des organismes, sont susceptibles d'avoir conscience d'elles-mêmes. On est néanmoins fondé à dire, à un point de vue moins restreint, qu'un raisonnement strictement logique est réel, en ce qu'il est l'expression de la vérité, qui elle-même est réelle puisqu'elle est éternelle et *une*.

RÉFORMATION. Réforme du christianisme.

Une fois soumise à la discussion, toute doctrine révélée est perdue socialement. C'est le premier cri de l'intelligence émancipée, qui, de réforme en réforme, passe nécessairement de la foi religieuse au doute pour ceux qui raisonnent, et à la foi matérialiste pour ceux qui persistent à croire. La protestation religieuse amène ensuite la protestation politique ou le libéralisme; et celle-ci, la protestation sociale ou le communisme. Arrivée à ce point, il faut que la société, jusqu'à ce qu'elle sache, opte entre le despotisme et l'anarchie.

RÉFORME PARLEMENTAIRE.

Elle est la conséquence nécessaire de l'existence d'un parlement. L'opposition ne peut lutter qu'au moyen des recrues qu'elle fait au dehors. Le parlement ne peut donc cesser de se réformer, c'est-à-dire de progresser comme cause et comme moyen de désordre, que lorsqu'il a englouti la nation entière, en d'autres termes lorsque l'anarchie est complète.

RÉFORME SOCIALE.

La société actuelle attend sa réforme; de qui? De ceux-là mêmes qui sont intéressés à ce qu'il n'y ait de réforme d'aucune sorte; de ceux qui, dès qu'il y aura réforme, seront eux-mêmes les premiers réformés. La véritable réforme sociale n'aura lieu que lorsque les hommes qui profitent des abus, auront compris que ces abus doivent disparaître, et que, s'ils s'y cramponnent obstinément, ils seront entraînés avec les abus mêmes. *Peut-être* le raisonnement les convaincra-t-ils; *probablement* le mal devra auparavant les avoir atteints; *infailliblement,* s'ils ne le préviennent en l'extirpant, il finira par les atteindre et par renverser la société sur eux.

RÉFORMER.

Ce serait, pour ce qui concerne la société et si la chose était possible, organiser, en procédant par le retranchement successif des abus. Mais on n'organise réellement qu'après avoir déterminé et fait accepter le principe sur lequel l'ordre nouveau sera basé, c'est-à-dire qu'après avoir assis *positivement* et d'emblée, la société rationnelle sur les ruines du protestantisme *négatif,* qui, la foi renversée, ne peut plus travailler qu'à accélérer sa propre chute. Il n'y a point de degrés pour la vérité; une quasi-vérité est une erreur : une société im-

parfaite ne saurait être réformée; il faut ne point toucher à l'édifice social ou le démolir pour en reconstruire un à neuf. Qui se chargera de la besogne? En dernier ressort, la nécessité.

RÉFORMISTES.

Ce sont des aveugles qui veulent guider la société; comment? ils seraient fort embarrassés de le dire; par quelle voie? ils ne le savent guère; vers quel but? ils l'ignorent complétement. On les appelle aussi *libéraux*. Voici leur manière d'agir : Ils prennent la société telle qu'elle est, sans se soucier de rechercher si elle peut ou ne peut pas demeurer ainsi, quelles sont les causes qui l'ont fait tomber si bas, et quels seraient pour elle les moyens de se relever, au cas toutefois qu'elle pût se relever encore. Ils se bornent à examiner scrupuleusement, chaque jour et sous toutes ses faces, l'édifice qu'ils prétendent soutenir, afin de faire, au fur et à mesure, disparaître les lézardes qui s'y manifestent, et jusqu'aux moindres gerçures qu'on y aperçoit, tantôt sous le badigeon d'une loi, tantôt sous l'enduit d'une constitution, aujourd'hui au moyen d'une mesure du pouvoir, demain par un acte de l'omnipotence de la majorité.

Ce *juste milieu* ne peut mener à rien de positif. On conçoit, dans un sens, les conservateurs, qui défendent qu'on touche à un édifice social déjà ébranlé sur sa base, de peur qu'il ne s'écroule; on ne saurait, dans un autre sens, blâmer les radicaux qui démolissent ce même édifice vermoulu pour qu'il ne les écrase point dans sa chute. Mais des libéraux doctrinaires, se flattant que la société ne périra pas dans leurs mains par cela seul qu'ils s'attachent à dissimuler les signes extérieurs de sa caducité, en vérité cela passe toutes les bornes de la déraison.

RÉGÉNÉRATION.

Il n'y a pas eu de degrés à l'existence de l'homme social; il n'y en aura pas davantage à l'existence de la société rationnelle, de l'humanité, qui sera fondée sur la connaissance de la vérité absolue, et consolidée par l'application de l'absolue justice. Une société conforme à la raison est comme tout ce qui appartient au domaine moral, ou elle *n'est pas*, sans plus ni moins et sans autre alternative possible. L'homme, dès qu'il est en contact avec ses semblables, communique ses idées, les exprime, en enfante, ou bien il n'est qu'un pur organisme. De même, la société, tant qu'elle ne sera pas organisée *réellement*, le sera *illusoirement*, c'est-à-dire qu'elle ira de mal en pis jusqu'à son entière et complète régénération.

RÈGLE. Règle physique : ordre suivant lequel les phénomènes se succèdent. Règle morale : ordre auquel un être libre doit conformer ses actes pour son propre avantage. Règle sociale : ordre indispensable à la société pour qu'elle existe.

Il n'y a point de milieu : partout où coexistent des mouvements, la marche de l'ensemble a lieu, soit par un fonctionnement automatique, inhérent aux forces dont il se compose; soit en vertu d'une règle commune, sanctionnée et acceptée librement. C'est ce qui constitue la différence essentielle entre une ruche ou une fourmilière et une association, une société. L'ordre est établi et se maintient dans les premières, par la nécessité; dans la seconde, par la liberté.

Quand la liberté de chacun s'exerce conformément à une règle commune, il y a liberté de tous et ordre social; il y a société. Si la liberté de chacun n'a d'autre règle, d'autre morale, que la volonté de chacun, elle est la négation de la liberté chez tous les autres, et par conséquent l'anarchie générale, la dissolution de la société. Ce qu'il faut donc, avant l'usage de la liberté, c'est la règle d'après laquelle elle doit s'exercer; c'est la morale. Et pour que la morale soit obligatoire, il faut que chacun sache, ou que du moins tous croient que cette règle ne peut être violée impunément.

— Pourquoi faut-il se soumettre à un devoir qui empêche de satisfaire toutes ses passions? S'il y a à cette demande une réponse dont la vérité ne puisse être contestée, la morale lie les hommes sensés; sinon, elle n'oblige que les sots. En effet, le raisonnement est réel, ou il ne l'est pas, en d'autres termes, il y a des hommes qui raisonnent, ou il n'y a que des machines que Dieu ou la nature mettent en mouvement : au premier cas, tout acte a un motif, un *pourquoi*, toute volonté, toute intention doit avoir pour but de se conformer à la règle dont la sanction est ou paraît démontrée. Or, il n'y a que deux sanctions possibles, imaginables, de la morale, savoir, la force et la raison. Aussi longtemps donc que la raison sera indéterminée, ou bien aussi longtemps qu'il y aura ignorance de la vérité, la force régnera et régnera seule sur les intelligences et sur les consciences.

RÉGLEMENTATION.

La société dans l'ignorance, et pouvant empêcher l'examen, a pu et dû par conséquent réglementer le travail, c'est-à-dire opprimer les prolétaires. On voudrait aujourd'hui en organisant, comme on dit, le travail, obtenir un résultat opposé. On ne songe pas que, tant que la vérité ne sera pas généralement connue, les capitalistes

dominants rejetteront toute organisation qui sera à leur détriment, et que, si les prolétaires dominaient, ils organiseraient dans le sens contraire, celui de se substituer aux capitalistes.

RÉGNER. Donner la règle des actions.

Une des sottises de l'époque est la maxime : *Le roi règne et ne gouverne pas.* Phrasiers ingénus, c'est le roi, c'est-à-dire le régisseur, qui régit, qui gouverne; le pouvoir abstrait, l'idée, le principe, la constitution, la loi, règne. La souveraineté, force ou droit, est toujours un être de raison; le souverain est un homme qui exécute ce que la force ou le droit imposent au nom de la nécessité sociale.

RÈGNES. — Voir le mot *Espèces.*

Règnes, classes, genres, sont des divisions arbitrairement établies pour faciliter l'étude des phénomènes. Il n'y a entre ceux-ci aucune division réelle; il n'y a que du plus et du moins, de l'à-peu-près.

RELATIF. Dépendant; ce qui n'existe pas par lui-même.

Ce qui n'existe pas réellement, indépendamment de toute autre chose, est relatif. Par exemple : la vérité absolue, la justice absolue, sont des expressions équivalentes à *vérité, justice,* dans le sens propre. La vérité et la justice relatives ne sont vérité et justice que figurément. La justice relative à une époque, à un lieu, n'est donc pas la justice, est donc l'injustice. Et si les justices relatives ont, dans leur temps, maintenu l'ordre, c'est qu'elles se sont posées comme justice absolue, et qu'il a été possible d'empêcher qu'on ne recherchât si c'était à tort ou à raison. Dorénavant, il n'y aura plus de justice, tant que la justice absolue n'aura pas été proclamée et socialement acceptée.

RELATIONS INTERNATIONALES.

Elles ne sont et ne peuvent être déterminées que par la force, qui est leur seule sanction possible. Le règne de la force durera donc autant que l'existence des nations. Sous la domination de la raison, il ne saurait y avoir d'autre société que l'humanité.

RELIGION. Croyance au lien religieux ou certitude de la réalité de ce lien. — Voir le mot *Lien.*

Hors la détermination que nous venons de donner, le mot *religion* n'a aucune signification rationnelle; c'est *culte* qu'il faut dire.

La religion, si l'on veut soustraire cette expression à tout danger de logomachie, la religion est, sinon la certitude, du moins la croyance inébranlable que la condition d'existence de chaque individu pendant la vie présente est *liée* à sa conduite dans une vie antérieure, comme sa conduite pendant la vie présente est *liée* pour lui à la condition d'existence dans une vie future, dont le bonheur ou le malheur seront la conséquence nécessaire de la conformité ou de l'opposition de cette conduite avec la conscience du même individu.

A moins que les hommes ne soient unis les uns aux autres par la conviction que leur sort à venir se rattache par un lien indissoluble à leurs actions actuelles, il n'y a ni devoir, ni dévouement, ni humanité. La religion est donc la sanction de la morale, la base de la société, la condition *sine quâ non* de l'existence de l'ordre. « La société sans religion, dit M. Pierre Leroux, c'est une pure abstraction que vous faites, car c'est une absurdité. » Cela est exactement et incontestablement vrai; mais ce qui ne l'est pas moins, c'est qu'en présence de l'incompressibilité sociale de l'examen et de la discussion, s'il est devenu indispensable à la conservation de la société de faire accepter et respecter socialement le lien religieux en démontrant sa réalité, il l'est par conséquent, et avant toute autre chose, de dégager et de débarrasser la religion du vain attirail sous lequel les révélations l'avaient, pour ainsi dire, ensevelie, et dont le raisonnement a fini par montrer le ridicule et le danger.

— Depuis que l'examen du principe religieux est devenu incompressible, la religion, pour être sociale, doit pouvoir être librement discutée et imposée par la seule contrainte intellectuelle ou morale. « Pour que les religions accomplissent leur tâche, il faut, selon M. Guizot (qui a probablement voulu parler de *la religion*), qu'elles se fassent accepter de la liberté même; il faut que l'homme se soumette, mais volontairement, qu'il conserve sa liberté au sein de sa soumission, c'est là le double problème que les religions sont appelées à résoudre. » Pour l'époque sociale de doute, cela est de toute vérité.

RELIGION DE L'ÉTAT.

Partout où il y a liberté des cultes, une religion de l'État n'a point de sens rationnel; là où les cultes ne sont pas libres, la religion reçue est nécessairement celle de l'État.

— Le gouvernement qui, pour se donner plus de consistance ou plutôt plus de prestige, adopte une religion et la proclame *religion de l'État*, devrait aussi avoir la force requise pour la faire respecter, c'est-à-dire, qu'il devrait pouvoir comprimer tout examen et surtout toute discussion sur ce qui la

concerne ou s'y rattache. Il faudrait donc que ce gouvernement n'accordât pas même l'ombre des libertés d'association, de l'enseignement, de la presse, de la parole et, pour autant que la chose fût réalisable, de la pensée intime. Là où il n'y a pas de religion officielle ou, ce qui revient exactement au même, là où toutes les religions sont admises, l'État doit, s'il est conséquent avec lui-même, accepter aussi toutes les libertés, et traiter les doctrines, quelles qu'elles soient, les opinions et les cultes, sur le pied de la plus stricte égalité. Il ne peut salarier aucun culte, c'est-à-dire le privilégier et se le soumettre, ou il doit les salarier tous; il doit privilégier jusqu'au dernier individu qui prétend avoir une religion à lui, et tenir sous sa dépendance la plus complète quiconque a des idées propres.

C'est là la séparation *absolue* de l'Église et de l'État, qu'on invoque chaque jour et partout, et qu'on n'a encore réalisée nulle part, du moins complétement. Il est vrai que cette réalisation impossible est par conséquent une absurdité; mais il est vrai également que le semblant qu'on fait de vouloir la réaliser est un mensonge qui démoralise et désorganise la société, là où les gouvernements maintiennent les restrictions et le monopole, au cri de *liberté* et d'*égalité*.

RELIGION NATIONALE. Religion que le chef de la nation fait servir de règle aux actions de ses sujets.

Une révélation ne devient religion nationale qu'après qu'elle a été soustraite au pouvoir de l'interprète dont elle dépendait. Cette séparation se trahit par des différences qui, si elles sont essentielles, constituent l'hérésie; si elles ne sont que de discipline, caractérisent le schisme.

Dans le sens que le mot semble déterminer, l'expression *religion nationale* n'est pas juste : une nation ne fait pas sa religion, c'est la religion qui au contraire fait la nation. Une nation n'existe comme telle, que par sa religion, fondement de sa constitution, garantie de sa durée, aussi longtemps que l'ignorance, soutenue par une inquisition, la protége elle-même. A peine cette religion a-t-elle été examinée, c'est-à-dire ébranlée, qu'elle cesse d'être bonne, que même socialement elle devient une cause incessante de trouble.

Que si l'on prend l'expression *religion nationale* dans le sens qui lui est actuellement attribué, cette religion officielle, protégée par la police, sans s'appuyer d'ailleurs ni sur la foi ni sur l'incontestabilité, est une triste mystification ou une hypocrisie honteuse, un mensonge imposé de par la loi, une cause de plus de ruine pour l'État et de désordre pour la société.

RELIGION NATURELLE.

La religion est relative au raisonnement, à la liberté; la nature, dans le sens ordinaire de cette expression, se rapporte toujours à la nécessité. L'homme subit forcément les lois de la nature, de la matière, les lois physiques et physiologiques; si un rocher s'écroule sur lui, il le tue : l'homme se soumet librement aux lois de la religion; si elle lui ordonne de se dévouer, l'homme religieux court à la mort. Religion naturelle est un contre-sens, aussi bien qu'intelligence naturelle, raisonnement naturel; aussi bien que nature intelligente, matière éclairée.

RELIGION PHILOSOPHIQUE.

Comme lien religieux, la religion est la philosophie, et la philosophie, la religion. Mais, comme culte, la religion philosophique est une absurdité. « La religion philosophique, dit Bonald, le culte pur de la Divinité, du *grand Être*, de l'*Être des êtres*, le *théisme*, conduit infailliblement à l'athéisme, comme le gouvernement philosophique des sociétés politiques, la division et l'équilibre des pouvoirs ou le gouvernement représentatif aboutit nécessairement à l'anarchie. » C'est juste; la contradiction mise en œuvre ne peut produire que des contradictions nouvelles, et la confusion ne peut enfanter que le bouleversement.

RELIGION POUR LE PEUPLE.

Ceux qui nient la réalité du lien religieux veulent que les autres l'acceptent comme réel. Ils ne peuvent jouer avec avantage le rôle de fripons, s'ils ne font jouer à d'autres celui de dupes. Mais cette comédie ne saurait durer longtemps. « Toute religion, a dit Condorcet, qu'on se permet de défendre comme une croyance qu'il est utile de laisser au peuple, ne peut plus espérer qu'une agonie plus ou moins prolongée. »

RELIGIONS (*Les*).

Les religions sont les formes qu'a revêtues, pendant l'époque d'ignorance, *la religion* qui est le fond. Si ce fond (le lien religieux) est une réalité, toutes les formes sont plus ou moins mensongères devant l'examen devenu incompressible. Si la religion n'est elle-même qu'une illusion, toutes les religions sont illusoires. Au premier cas, l'examen, en détruisant l'ordre établi par les fausses religions, rend nécessaire l'ordre à établir par la religion réelle. Au second cas, il nous a privés sans

retour du seul bien dont nous pussions jouir, savoir, l'ordre par l'imposture.

La religion doit être incontestable pour toute intelligence. « Aucune religion, excepté une, ne peut supporter l'épreuve de la science, » dit le comte de Maistre, et il a parfaitement raison; car par cela seul qu'elle est vraie, toutes les autres sont fausses.

Les religions sont incontestées; mais seulement chacune en face de l'opinion sociale qui la maintient, et en vertu de la force sociale qui maintient cette opinion et qui paye le bourreau, son *ultima ratio* sans phrases et sans réplique.

REMÈDE.

On conçoit que le malade de corps demande au médecin un remède, et que le médecin fasse délivrer ce remède par le pharmacien qui ajoute à l'onguent ou à la fiole la manière d'appliquer le topique. Mais que le malade d'esprit, l'ignorant, soit par défaut de savoir, soit par faux savoir, demande aussi un topique en poudre ou en pilules, pour sortir du doute et posséder la vérité, c'est réellement incompréhensible. Cependant rien n'est plus ordinaire que d'entendre les hommes quelque peu disposés à vouloir s'instruire, vous dire gravement : « Eh bien, donnez-moi la formule qui contient la vérité, avec sa démonstration : si vous ne l'avez point, taisez-vous; si vous l'avez, votre devoir est de la répandre partout. » Bonnes gens, rentrez en vous-mêmes : les idées ne se donnent pas; elles s'acquièrent. « On voudrait connaître une théorie nouvelle *ex abrupto*, dit M. Victor Considérant; on voudrait l'avaler comme une huître : il la faudrait, que sais-je? en papillotes, en feuilleton, tout au plus en roman. » Impossible. La vérité ne se transmet pas plus dans une phrase que dans une boite. Cherchons-la ensemble, et vous la découvrirez comme nous l'avons découverte.

RÉMISSION DES PÉCHÉS.

Pour que la société se conserve, il faut que les hommes vivent dans l'attente d'une récompense *immanquable* de leurs bonnes actions après leur mort et d'une punition *inévitable* des mauvaises. Pendant l'époque d'ignorance et de foi, ils croient à l'une et à l'autre, aussi fermement qu'au Dieu dont la parole les leur garantit. Mais ce Dieu ne s'exprime que par la bouche de ses ministres; et ceux-ci, d'interprètes de sa volonté, en deviennent aussi les dispensateurs. La religion, principe de l'ordre, changée en religions diverses ou plutôt en cultes, n'a plus besoin que de pouvoir être examinée publiquement, pour donner lieu aux désordres de toute espèce. Car si l'ordre est dû à l'immutabilité de la loi, le désordre naît de l'incertitude de son application; et les prêtres ne se sont jamais fait faute de montrer que leur loi religieuse ne s'appliquait le plus souvent que selon leur bon plaisir, leur caprice, et qu'elle était toujours l'instrument de leurs intérêts.

Dès que les fidèles voient la chose à ce point de vue, *les religions* succombent, et *les sociétés* sont sapées dans leur fondement. Tel homme qui, sa vie entière, a servi ses semblables, se voit condamné aux tourments éternels parce qu'il n'a pas demandé à la religion établie de l'aider à mourir; et le scélérat qui, après avoir troublé la société par ses crimes, s'en fait absoudre au pied de l'échafaud, va, sous la garantie d'un prêtre, jouir du bonheur éternel. Ce n'est plus là une religion; c'est simplement un culte : c'est-à-dire, ce sont des pratiques, des habitudes, des préjugés, sans support aucun dans la raison; il n'est point de société qui puisse demeurer debout sur une base aussi vacillante.

REMORDS. Regret d'avoir agi contre la règle.

L'homme a des remords; de quoi? D'avoir agi contrairement à sa conscience, c'est-à-dire autrement que ne lui prescrivait la règle de conduite qu'il avait acceptée ou que lui-même s'était faite. L'acte désordonné qui laisse après lui des remords, est la conséquence d'un entraînement plus ou moins irrésistible, plus ou moins aveugle, que l'homme condamne aussitôt que le raisonnement reprend le dessus, et auquel il se repent d'avoir cédé du moment que se réveille en lui l'idée du devoir d'obéir à la loi à laquelle il s'était soumis.

Aussi longtemps que cette loi est sanctionnée par une foi vive et sincère, les infractions en sont peu fréquentes, mais les remords qui les suivent sont cuisants. Lorsque, au contraire, le doute a ébranlé la foi, la contradiction entre les actes de chaque jour et les principes moraux auxquels l'éducation et l'habitude portent encore l'homme à s'astreindre, se représente sans cesse, de plus en plus vive, et les remords qui en résultent diminuent tout à la fois en fréquence et en intensité. Peu à peu, les passions prennent le dessus complétement et en toute circonstance. L'homme continue toujours à se prescrire une règle de conduite, mais elle varie facilement; il a toujours une conscience, mais elle est mobile et accommodante : à force de violer la règle et de réduire sa conscience au silence, il finit par n'en plus éprouver que des remords fort légers, et même par ne plus en éprouver du tout.

De ce moment, sa démoralisation est entière; cette démoralisation envahit progressivement la

société dont il fait partie, et celle-ci succomberait finalement à ce travail de désorganisation si l'humanité devait périr. C'est alors que l'anarchie se montre, et force à fonder l'ordre vrai, le seul durable, sur le renversement de toutes les erreurs et de tous les abus. Elle accule les hommes contre la nécessité de sauver la société en l'organisant selon la vérité et d'après la justice.

Dès lors, la règle morale est immuable, et les rares occasions où elle est encore violée sont cause de remords qui déjà commencent l'expiation de l'homme assez malheureux pour l'avoir mise momentanément en oubli.

RÉMUNÉRATEUR (*Prix*).

Le véritable prix rémunérateur du travail est le produit de ce travail, déterminé par le travail lui-même, et par conséquent toujours au maximum de ce que le travailleur peut attendre de ses efforts et de ses moyens. Ce prix est toujours au minimum, aussi longtemps qu'il est fixé par les nobles, possesseurs exclusifs du sol, ou par les bourgeois, disposant du sol et des capitaux quand leur tour est venu d'exploiter la société. Les riches alors, qui font travailler, ne rémunèrent nécessairement que le moins possible ceux qu'ils emploient, c'est-à-dire ne donnent que ce qui est strictement indispensable pour que le nombre de travailleurs dont ils ont besoin ne leur manque pas.

RENONCEMENT A SOI-MÊME.

Si c'est au soi-même réel, éternel, cette phrase n'a pas de sens. Si c'est au soi-même temporel, illusoire, c'est le seul moyen d'obéir à la raison. Celle-ci démontre la réalité exclusive de l'âme, détermine l'ordre moral, et prescrit le devoir de sacrifier cette vie organique à l'intérêt ultra-vital que sanctionne la vérité du lien religieux.

RÉNOVATION.

La société, dit-on, ne peut améliorer sa condition que par des réformes successives et progressives. Nous démontrons que réformer, c'est-à-dire, *marcher plus droit* dans la voie où l'on se trouve, quand on ne sait pas au préalable si cette voie est bonne, ne peut mener qu'à *faire arriver plus vite, soit au bien, soit au mal*. Ce qu'il y a donc à faire tout d'abord c'est de trouver la bonne voie. Après quoi, on marchera sûrement, non pas de mieux en mieux, mais toujours également bien.

On objecte qu'une rénovation *ex abrupto* est absurde.

D'accord, répondons-nous, si cela signifie exclusivement qu'entre la société ancienne et la société nouvelle, il doit y avoir une époque de *transition*, qui serve à préparer pratiquement le changement d'organisation sociale. Mais c'est précisément à cet effet qu'il faut, avant toute autre chose, connaître parfaitement quelle sera cette organisation de l'avenir. La rénovation aura donc eu lieu complétement dans l'ordre des idées, avant qu'on *transite*, qu'on passe à la réaliser progressivement dans l'ordre des faits. Quant à une réforme intellectuelle ou morale progressive, la conception en est d'une irrationalité flagrante.

Que doit-on conclure de là? Incontestablement que la société, quand son état ne pourra plus empirer, se rénovera ou que l'humanité périra.

— Il faut bien peu de chose pour entrer dans la voie qui mène à la rénovation de la société : il faut pouvoir lui démontrer, et la forcer moralement d'accepter la proposition suivante : « Tout acte de dévouement à l'humanité n'est pas nécessairement un acte de duperie, et un bon calcul de fripon peut être un fort mauvais raisonnement. » Est-ce ainsi que les choses se passent? Écoutons M. Proudhon : « Une pensée de tyrannie vit au fond des âmes, et rassemble dans une même conspiration tous les égoïsmes. Nous voulons la régénération de la société, mais nous la voulons chacun selon nos idées et nos convenances : à notre prochain mariage, au succès de nos affaires, au triomphe de nos opinions, nous ajournons la réforme. L'intolérance et l'égoïsme nous font voter des entraves à la liberté.

RENTE. Loyer du sol.

Lorsque la rente est perçue par les individus, l'impôt n'est jamais assis sur elle que nominalement; toujours les propriétaires du sol le font en réalité peser exclusivement sur le travail. Le fermier paye l'impôt foncier avec son fermage; les consommateurs en définitive payent tout.

RENVERSER.

En fait de société, celui qui travaille à rétablir le passé, renverse l'ordre établi tout aussi bien que celui qui démolit le présent dans ce qu'il appelle les intérêts de l'avenir. Car enfin, en surchargeant le faîte d'un édifice, on produit exactement le même effet qu'en sapant ses fondations : dans l'un comme dans l'autre cas, l'édifice s'écroule.

RÉORGANISER.

On semble vouloir tout réorganiser, propriété, famille, morale, religion, société. On reconnaît donc, tacitement du moins, que l'organisation sociale

telle qu'elle existe est mauvaise, qu'elle est basée sur l'ignorance, sur l'erreur. Si la chose était ainsi, ce serait un grand pas de fait dans la voie de la vérité. Mais il n'en est rien. La réorganisation qu'on réclame s'attache aux formes seulement. Nul ne s'inquiète du principe, dont les formes à changer étaient l'infaillible conséquence, et qui les ramènera toujours. On aura beau faire main basse sur les symptômes du mal que produit le matérialisme, si on laisse celui-ci debout et dans toute sa force : on aura un temps d'arrêt dans la marche du désordre; puis, ce sera à recommencer.

— Pour fonder la vérité, seul moyen réel de réorganisation, il faut la connaître et pouvoir la faire accepter socialement. Or, la société reculera devant cette acceptation aussi longtemps qu'elle ne la croira pas nécessaire sous peine de dissolution complète. Nous sommes donc encore dans des conditions diamétralement opposées à celles qu'exige toute tentative rationnelle de réorganisation. Déterminons l'ordre social futur, et en faisant ressortir le bien qui en résultera pour tous, préparons-en l'avénement; mais arrêtons-nous là : tenter l'impossible est pécher contre la raison.

RÉPANDRE LES LUMIÈRES.

Tant que l'état des connaissances sociales ne permet pas d'appliquer la justice absolue, répandre les lumières, c'est contribuer au malheur de l'humanité; car c'est lui faire sentir l'injustice sous laquelle l'ordre social la force de se courber. Ou il faut pouvoir faire à chacun sa part équitable, ou bien il faut faire en sorte que personne ne s'aperçoive qu'il est mal partagé.

RÉPARTITION DES PRODUITS DU TRAVAIL.

La même entre les hommes actifs et les paresseux, cette répartition serait injuste. Pour être conforme à la justice, il faut qu'elle soit l'effet de l'organisation même de la société, bien entendu après que la raison a fait entrer la force productrice matérielle, le sol, à la communauté, qu'elle en dispose dans l'intérêt égal de tous, et que les moyens d'en user utilement soient également à la disposition de tous.

RÉPARTITION DU SOL.

La loi d'après laquelle cette répartition s'est faite, est aussi celle que suit nécessairement la répartition de la richesse produite, des produits du travail. Aussi longtemps que le sol demeurera exclusivement aux forts qui se le sont adjugé et partagé, les produits de ce sol se partageront de la même manière, c'est-à-dire que les faibles, privés de sol et de capital, n'auront que tout juste ce qu'il leur en faut pour pouvoir continuer à produire. Et cela sera nécessairement ainsi, tant que la vérité demeurera cachée socialement.

REPENTIR.

Le repentir n'efface pas le mal commis; il peut empêcher d'en commettre d'autre.

— Aux yeux de l'homme qui raisonne, se repentir est un acte inexplicable chez le croyant qui professe le déisme ou le matérialisme; ne faut-il pas que tout soit inexplicable dans ces deux systèmes qui sont également absurdes? De quoi se repentirait-on? on ne pouvait faire que ce qu'on a fait. Pourquoi se repentirait-on? on n'est pas libre. Enfin comment se repentirait-on? on ne le peut que comme on a péché, c'est-à-dire comme la pierre tombe.

REPRÉSENTATIF (*Gouvernement*). Gouvernement basé sur la souveraineté du nombre.

Les constitutions représentatives semblent avoir été inventées afin de porter le mal social à l'excès voulu pour que l'organisation réelle devînt un besoin, une condition *sine quâ non* d'existence humanitaire. La nécessité de leur fonctionnement est la constatation de l'état de doute et de confusion dans lequel se trouvent les esprits; leur application pratique démontre que l'ancienne société ignorante, après avoir répudié le seul ordre dont elle était susceptible, celui par la foi et le despotisme, est devenue essentiellement anarchique, et ne peut mener qu'à une complète désorganisation. Tout gouvernement représentatif est une démocratie plus ou moins concentrée. Toute démocratie est le règne exclusif de la force. Tout emploi de la force non dominée par la raison ou par ce qui est cru la raison, est un abus. Tout abus s'use vite et est retranché.

REPRÉSENTATION NATIONALE.

Nul ne représente jamais que lui-même; pour qu'il se dévoue à ceux qui lui ont donné son mandat, il faut qu'il se croie intéressé à les servir, c'est-à-dire qu'il se croie le devoir de les servir pour échapper à une peine personnelle à lui, peine qu'il encourra fatalement par le seul fait de son infidélité envers ses mandataires. Cela posé, y a-t-il à notre époque des représentants que les électeurs soient fondés en raison à investir de leur pleine et entière confiance? Non, mille fois non.

RÉPRESSIVES (*Lois*).

Tant qu'il faut d'autres lois répressives que contre la folie, c'est un signe certain que la société est encore sous l'empire de l'ignorance. Car on ne doit

réprimer le mal chez les hommes sensés que quand ceux-ci ont pu avoir, ou du moins croire qu'ils avaient des motifs pour le commettre : or, la possibilité seule de pareils motifs prouve le désordre social, l'anarchie, et ne laisse de moyens de répression qu'au despotisme. Il n'y a donc, aussi longtemps que dure l'ignorance sociale de la vérité, que force qui renverse sans raison, ou force qui maintient en dépit de la raison.

RÉPRIMER LES PASSIONS.

On ne nous contestera point que c'est toujours là une chose pénible, d'abord à cause de la lutte, puis parce que la victoire de la raison, imposant la privation d'une jouissance, est nécessairement une douleur. Pourquoi alors faut-il réprimer les passions? Est-ce parce que, si tout le monde les satisfaisait, il n'y aurait plus de société? Non, car chacun se dirait à part soi : Que les autres fassent le sacrifice voulu; moi, j'en profiterai. Ce ne peut donc être que parce qu'on sera puni ailleurs du mal qu'on aura fait à ses semblables sur la terre. Cela se comprend facilement et ne laisse aucun lieu à la réplique. Seulement, il reste à prouver que tout ne finit pas avec cette vie terrestre, et que dans d'autres existences on sera traité selon ses œuvres; chacun alors se rangera à la morale. « Accordez à l'homme, a fort bien dit M. Kersten dans son *Journal historique et littéraire,* que nous ne sommes pas sûrs d'avoir une âme qui doit nous survivre, et nous ne savons quel moyen efficace vous aurez de l'engager à réprimer ses passions. »

RÉPUBLIQUE.

Tant que la raison ne règne pas sans conteste, c'est-à-dire, tant que la vérité n'est pas socialement connue et appliquée, vouloir une république modérée est une sottise. Toute forme de gouvernement dans ces conditions exprime un fanatisme, ou n'exprime rien du tout : la république est le fanatisme de l'indépendance et de la liberté. A moins que, non-seulement ceux qui trahissent les intérêts de ces passions, mais ceux encore qui ne les épousent pas avec l'ardeur voulue, ne puissent être mis à mort, vous aurez une république pour rire. C'est ainsi que nous n'avons qu'une religion pour rire, depuis que les bûchers de l'inquisition ne sont plus susceptibles d'être rallumés.

De ce qui précède il faut conclure que, aussi longtemps que durera l'ignorance sociale sur la réalité du droit, la forme républicaine n'offrira rien de plus rationnel que la forme monarchique; car la première aussi bien que l'autre sera l'expression de la force, du despotisme. Seulement, la république exercera ce despotisme au nom de la liberté, la monarchie au nom de l'autorité. Et si ces formes sont sérieuses, c'est-à-dire si elles ont le fanatisme pour appui, elles se plieront, l'une aussi bien que l'autre, aux violences les plus brutales, et, pour les défendre et les maintenir, leurs enthousiastes ne se feront aucun scrupule de faire appel à la terreur des proscriptions et des supplices.

RÉPULSION. Éloignement d'un point considéré comme centre.

La répulsion a pour résultat la divergence, la division. Sentie, raisonnée, cette force répulsive devient aversion, antipathie, haine.

— Le mouvement de répulsion suppose le mouvement d'attraction; car sans cela, il n'y aurait point de corps, même illusoirement.

RÉPUTATION.

Aux articles *Gloire, Noblesse* et *Nom,* nous avons témoigné de notre considération sincère pour un beau nom bien porté et pour la gloire légitimement acquise. Ce sont des biens réels pendant la vie, et ils deviennent, dans la société actuelle, un précieux héritage pour ceux sur qui le souvenir s'en projette. Seulement, nous avons voulu protester contre l'exagération qui place la renommée au-dessus de tous les biens imaginables, possibles, d'où d'ailleurs que cette renommée vienne et de quelque manière qu'elle ait été acquise, soit violemment, soit à l'aide de bassesses et de ruse, par celui-là même qui s'en vante ou par ses ancêtres dont il se vante comme s'ils s'étaient perpétués en lui. Une bonne réputation est toujours méritée; sinon l'harmonie entre les actes libres et la fatalité des événements ne serait qu'une déception. Mais elle peut avoir été méritée pendant une existence antérieure, et dans ce cas la société qui en tient compte est en contradiction avec elle-même; car elle ne doit récompenser que le bien qu'on lui procure et ne récompenser que celui qui le lui procure. L'homme qui n'attache de prix qu'à la réputation est toujours au-dessous de celle qui lui échoit; et l'homme qui croit jouir de sa réputation dans le souvenir de la postérité, est un sot. « Périsse notre mémoire, a dit quelque part Robespierre; mais obéissons à notre conscience. » Voilà le cri de l'homme qui place le devoir avant et au-dessus de tout. Ce n'était, il est vrai, que sentimentalement que le terrible tribun se dévouait sans réserve à ce qu'il considérait comme la vertu; mais ce n'en était pas moins d'un grand et noble exemple à notre époque où, à défaut de science, la vertu comme le vice n'a pas d'autre base que le sentiment.

RÉSIGNATION.

On donne souvent ce nom à l'apathie stupide de celui qui, croyant que tout est nécessairement déterminé d'avance, ne prend point la peine d'user de sa liberté : c'est à tort. La résignation est un acte de l'intelligence, lequel ne répudie point l'emploi de celle-ci. L'homme est résigné lorsque, convaincu que sa condition présente est la suite inévitable de ses actions libres dans le passé, il se soumet volontairement à cette destinée, tout en demeurant animé de la force morale qu'inspire la certitude où il est d'avoir la liberté de mériter un avenir meilleur. La fatalité est relative à l'éternité exclusivement, et aux faits qui sont tombés dans son domaine; la liberté se rapporte au temps qui n'est pas encore: il n'y a de nécessaire pour l'intelligence que ce qu'elle rend tel, c'est-à-dire, les conséquences futures de ses actes présents. C'est sur la connaissance de l'harmonie éternelle qui règne entre ces deux ordres de choses, que doit être fondée l'organisation sociale; d'elle seule peut découler le bonheur de l'humanité.

RESPECT.

On se plaint qu'il n'y a plus de respect dans la société; cela est vrai au sens moral, qui est le sens propre du mot. L'autorité, quelle qu'elle soit, celle des hommes comme celle des doctrines, celle de l'âge et de l'expérience, du savoir et de la vertu, comme celle du raisonnement et des principes, ne rencontre que l'indifférence; aux convenances on oppose le mépris. Mais matériellement parlant, c'est tout autre chose : jamais le pouvoir, la richesse, le succès, ne furent plus respectés. On bafoue insolemment le droit sans la force; mais aussi on rampe avec servilité devant la force sans droit.

RESPECT EXTÉRIEUR.

On nomme ainsi l'hypocrisie du respect, l'apparence du respect pour ce qu'on ne respecte pas réellement; c'est le respect sans ce dont il doit procéder pour qu'il soit de bon aloi, sans la conviction, qu'on la doive d'ailleurs à la foi ou à la certitude. C'est le respect pour la religion de la part de gens qui, sans religion eux-mêmes, trouvent cependant utile qu'il y ait une religion pour le peuple, les femmes et les enfants, et qui se prosternent devant l'idole au nom de laquelle les prêtres prêchent aux faibles la soumission, et la résignation aux malheureux, parce que les détours de la ruse les inquiètent et que la violence du désespoir leur fait peur; c'est le respect pour la morale chez ceux qui veulent jouir des bénéfices de leur propre immoralité sans porter les charges de l'immoralité des autres : c'est enfin le respect pour l'autorité et la loi, professé par des hommes pour qui la loi et l'autorité n'ont plus de sanction incontestable, inévitable, réelle.

Mais ce respect mensonger est toujours gauche dans ses démonstrations; on n'en est pas dupe, ou du moins on ne l'est pas longtemps. Morale, religion, société, tout se vide et se creuse à la fois, et le ballon du respect extérieur finira par s'affaisser avec le reste ou par crever. L'universalité de l'hypocrisie tue l'hypocrisie elle-même; car quand tout le monde sera hypocrite, à quoi servira-t-il encore de l'être? Or la propagande est active : tous s'en mêlent, les prêtres, le gouvernement, les majorités, les grands, les riches, les bourgeois. L'hypocrisie est en bon train de perdre toutes choses; mais en attendant elle mène à tout obtenir. Allons, messieurs, courage! Les honneurs militaires au saint sacrement, et point de travail le dimanche!... Après cela, vous auriez tort de vous rien refuser.

RESPONSABILITÉ PSYCHOLOGIQUE OU ULTRAVITALE.

Dans le sens des religions révélées, la responsabilité psychologique a pour conséquence la punition ou la récompense *éternelles*, résultant des actes de la vie présente de chaque homme, appréciée en son ensemble. Or, pour que cette conséquence puisse se réaliser, il faut nécessairement qu'un ange de Dieu tienne avec la plus minutieuse exactitude le compte courant des actions de chacun, qu'il enregistre par *doit* et *avoir*, afin que balance en soit dressée et le solde arrêté au moment suprême, pour être acquitté pendant l'éternité.

Dans le sens de la raison, la responsabilité est attachée à chaque action, à chaque intention, à chaque pensée, qui emportent *ipso facto*, comme on dit, et *ipso jure* leur punition ou leur récompense *méritées*, quelles qu'aient été d'ailleurs les actions et les pensées précédentes, et que seront celles qui suivront. De là, la vie actuelle, entremêlée de biens et de maux, comme la vie antérieure l'avait été de raison et d'erreur; et le motif impérieux pour chacun de surveiller scrupuleusement et sans relâche pendant cette vie jusqu'au plus fugitif de ses désirs, afin que sa vie future soit le plus possible exempte de toute cause de douleur et de chagrin.

RESPONSABILITÉ SOCIALE.

L'homme est socialement responsable de ses actes : pendant l'époque d'ignorance avec despotisme, d'après la règle d'action non contestée : pendant l'époque anarchique, d'après la règle imposée par la majorité, c'est-à-dire d'après celle que, in-

dividuellement, le plus grand nombre d'hommes croient la meilleure ; pendant l'époque de connaissance, d'après la règle rendue incontestable pour tous les hommes devant la raison absolue.

RETOUR A LA FOI RENIÉE.

Nous parlons du retour des malades vers la foi qu'ils tenaient de leurs nourrices. Les prêtres ne dédaignent pas de reprendre l'œuvre ébauchée par ces humbles auxiliaires lorsque le moment leur paraît venu d'exploiter l'horrible peur de ce qu'ils appellent l'*éternité*. Le spectacle, sans cesse renouvelé, des angoisses et de la défaillance finale de ceux qui meurent, fait sur les vivants une impression de plus en plus profonde, et sert puissamment au clergé à conserver la disposition si ce n'est des faveurs du ciel, du moins des biens de la terre.

— Les croyants ont l'habitude de faire beaucoup de bruit des conversions qu'on appelle *in extremis;* c'est fort maladroit. En effet, pour cela seul qu'un homme, dont l'intelligence, parvenue à son plus grand développement, a été employée pendant une vie entière à combattre les doctrines que l'éducation avait inculquées à son enfance, à rejeter les dogmes prétendûment révélés, à conspuer les pratiques qui s'y rattachent, pour cela seul que cet homme, disons-nous, cède, dans son dernier état de faiblesse et, tranchons le mot, d'imbécillité, aux obsessions dont l'entourent ceux qui croient avoir intérêt à ce qu'il renie toute sa carrière et abdique en quelque sorte sa personnalité, y a-t-il réellement lieu à entonner un chant de victoire?

Nous nous taisons sur ceux qu'on attire en faisant valoir le sacrifice plus ou moins volontaire qu'on exige d'eux, comme soustrayant leur famille et leurs amis à de graves embarras, et peut-être à des dangers réels. Ce motif-là est par trop ignoble, tant dans la bouche de ceux qui ne rougissent pas d'y avoir recours, que pour celui qui n'a pas besoin d'autre argument pour s'avouer convaincu.

Nous nous occupons exclusivement de la catégorie des raisonneurs que l'imminence du moment suprême dispose à se jeter aux bras des interprètes de la révélation, lorsque ceux-ci leur font envisager ce moment comme devant, s'ils ne s'empressent d'y mettre bon ordre, les exposer aux plus affreuses conséquences, et leur arrachent ainsi ou leur escamotent un acte auquel, sans ces obsessions, ils n'auraient point songé. D'ailleurs, que leur demande-t-on? De se mettre, en quittant la terre, sous l'égide de la même religion qui a protégé leurs premières années, et que le tourbillon du monde a oblitéré dans leur esprit, sans jamais parvenir à l'effacer entièrement.

Certes, nous nous empressons de le témoigner, il n'y a aucun danger à courir pour le pauvre converti ; mais de ce qu'un acte de déraison peut se commettre sans péril, s'ensuit-il qu'il soit rationnel?

RETOUR VERS LE PASSÉ.

On ne recule pas dans les questions morales : cet axiome est généralement reçu, mais personne ne l'a justifié. Pourquoi, par exemple, les hommes qui avouent qu'autrefois il y avait de l'ordre dans la société et qu'on y vivait heureux, ne retournent-ils pas à cet état passé? Parce que cet état passé est inconciliable avec l'état présent des esprits. Le développement actuel des idées, né de l'état écoulé des choses, a produit un état nouveau qui amènera un autre développement; et ainsi de suite. L'homme peut bien se dire : Enfant, j'étais moins accablé de soins et d'inquiétudes ; mais il ne peut pas plus reprendre son innocence que diminuer sa taille. Et, qui plus est, il le pourrait, qu'il ne le voudrait pas.

RÉUSSIR.

Réussir est le grand but, et nécessairement même le seul but de l'homme qui ne compte que sur cette vie présente, qui ne s'en rapporte qu'à ses organes, ne juge que d'après ses sentiments, ne se décide que dans l'intérêt de ses passions. C'est tout au plus si celui que le monde appelle *honnête homme* rougit à part lui des moyens de succès auxquels il a recours. Mais il rougirait bien plus devant les autres si ces moyens ne le faisaient pas réussir. Et d'ailleurs lui-même, qui transige sur les moyens, ne se pardonnerait jamais d'avoir manqué le but.

RÊVE.

Le rêve est du mouvement, et rien de plus. Seulement pour l'être intelligent dont la raison est développée par son contact avec d'autres êtres de son espèce, qui a la connaissance de son existence, c'est-à-dire qui sent les mouvements qu'il subit, les modifications qui s'opèrent en lui, pour l'homme enfin, le rêve est une succession de sensations dont il peut se rendre compte tout aussi bien que de celles qu'il éprouve dans l'état de veille. L'animal rêve aussi. Car le mouvement est inséparable de la matière, quel que soit le degré de son organisation particulière et le plus ou moins d'apparence de spontanéité dans son action et sa réaction au sein du mouvement général. L'organe central qui a été ébranlé d'une façon particulière chez le chien pendant qu'il recevait les caresses de son maître ou qu'il poursuivait une proie, s'il est mû de même par une cause quelconque pendant qu'il dort,

ébranle sa mémoire matérielle, de manière que des mouvements analogues se reproduisent en lui et lui donnent l'apparence de vouloir atteindre un but ou montrer sa joie.

Les animaux n'ont aucune connaissance de ce qui se passe en eux, pas plus quand ils veillent que quand ils dorment. Nous avons ordinairement cette connaissance plus ou moins distincte, lorsque, bien entendu, le sommeil n'est pas profond au point d'empêcher la convergence des mouvements imprimés vers le centre commun ou mémoire matérielle, où l'âme, le sentiment, les intellectualise au moyen du langage que la société a développé. Généralement parlant, il n'y a donc, chez l'homme, aucune différence essentielle entre le rêve et l'état de veille : c'est toujours l'homme plus ou moins capable d'user de son intelligence et d'appliquer sa volonté.

RÉVÉLATEUR. Au sens propre, c'est celui qui affirme sans preuves l'immatérialité de l'âme et la réalité d'une règle morale avec sa sanction.

La révélation ou la simple affirmation est un des deux moyens de déterminer la loi morale, la règle des actions; l'autre moyen est la raison. Le premier suppose la foi et la compression de l'examen; le second, une démonstration donnée et acceptée. Le devoir n'a donc d'existence réelle, obligatoire, que par la croyance en un révélateur, ou par la certitude fondée sur l'incontestabilité.

— L'homme qui prouve ce qu'il avance est l'organe de la raison ; celui qui révèle, met nécessairement ce qu'il affirme sur le compte d'un être supérieur aux hommes. Tout révélateur dit, n'importe en quels termes, ce qu'a dit Mahomet dans sa formule consacrée : « Il y a un seul Dieu (c'est celui que je vous annonce), et je suis son prophète (c'est moi que vous devez écouter, à qui vous devez obéir). » C'est tout comme s'il disait : « Je suis Dieu. » Martin Luther n'hésita pas non plus à *singer* les papes auxquels il se substituait : « Voilà (ce sont les termes de son affirmation), voilà ce que moi, Luther, je veux; voilà ce que j'ordonne : ma volonté doit tenir lieu de raison. » On ne saurait exprimer plus nettement ce que sont nécessairement les organes et les interprètes d'une révélation parlant au nom du Dieu personnel, et acceptés tels qu'ils se posent, aussi longtemps que l'on croit au Dieu personnel qu'ils disent représenter. Le Dieu personnel est la personnification de la force; aussi ceux qui se donnent pour ses organes, lorsqu'ils le peuvent sans trop se compromettre, invoquent-ils la force ouvertement, et n'invoquent-ils qu'elle.

C'est un des épisodes les plus curieux de la grande lutte, du résultat de laquelle dépend l'avenir de l'humanité. On ne saurait se le dissimuler. Il se livre sous nos yeux un combat à mort entre la force et le droit : la victoire semblera pencher du côté de la force aussi longtemps que la valeur de la raison ne sera pas universellement reconnue comme réelle. Le Dieu des gros bataillons n'a pas cessé de présider aux guerres sociales, et aujourd'hui comme au moyen âge, l'issue d'un duel, cette saisissante expression de la force, continue, elle seule, à exprimer ce que nos pères appelaient *le jugement de Dieu*.

RÉVÉLATION.

Les idées de révélation et de création sont corrélatives, comme celles de création et de l'existence d'un Être suprême. On n'est réellement Dieu que si l'on a tout produit, et si l'on conserve toutes les choses, soit directement en les dirigeant soi-même, soit indirectement en leur fournissant les moyens de se diriger. C'est toujours l'homme qui monte la pendule pour que les aiguilles marchent, ou l'enfant qui fait marcher les aiguilles en les poussant du doigt.

— La révélation a pour but de faire accepter l'affirmation, par un être surhumain, tenu pour réel, de l'immatérialité de l'âme, base indispensable de l'ordre social. L'ordre par une révélation suppose la possibilité d'empêcher le développement libre de l'intelligence. Toute révélation qui se laisse examiner s'évanouit; et à moins d'une révélation et d'un despotisme nouveaux, ou de l'acceptation sociale de la vérité, il y a anarchie.

RÉVÉLÉES (*Vérités*).

Cette expression équivaut à vérités non démontrées, vérités supposées, vérités bonnes exclusivement pour ceux qui les croient vraies et pour aussi longtemps qu'ils y ont foi, vérités pour la société qui ne les discute pas et pour aussi longtemps qu'elle peut empêcher de les discuter. Ces vérités font autorité là où la raison n'est point déterminée (état social d'ignorance), ni le raisonnement invoqué (phase sociale de croyance non contestée). Dès qu'on leur cherche une preuve rationnelle, elles sont mises en doute, c'est-à-dire niées en tant que vérités réelles, jusqu'à ce qu'on sache irrévocablement s'il faut les rejeter comme mensonges ou les accepter comme réalités. « Dès que vous séparez la raison de la foi, la révélation ne pouvant plus être prouvée, ne prouve plus rien, » a dit le comte de Maistre. Nous dirons : « Dès que la foi a besoin de s'appuyer sur la raison, la révélation ne prouvant plus rien par elle-même, il est inutile de chercher à la prouver. »

REVENU. Loyer d'une propriété mobilière ou d'un capital.

Il faut se bien garder de confondre le revenu avec le salaire. Celui-ci est la rémunération du travail. Ce que rapporte le capital foncier, s'appelle *rente,* le loyer de l'argent prend le nom d'*intérêt.*

RÉVERSIBILITÉ.

Le mot est du comte de Maistre, qui lui donne la valeur de *solidarité dans les actions,* de manière que le mal fait par l'un retombe sur tous les autres, et ses mérites leur sont comptés. Ce principe explique fort bien le dogme du péché originel et justifie la doctrine des indulgences. Mais avant de songer à établir des mystères et à fonder un culte, il faut démontrer qu'il y a une morale, que le droit est réel, que le devoir est obligatoire ; et la réversibilité de de Maistre est la négation de tout cela. Un être seul peut vouloir, peut agir, est responsable, et l'humanité n'est pas un être; les actes sont essentiellement personnels, et les mérites aussi : des récompenses et des punitions non personnelles sont des absurdités.

On ne souffre pas parce que, comme s'exprime de Maistre, on appartient à la masse souffrante, ce qui voudrait dire qu'on souffre parce qu'on souffre; mais la douleur est un châtiment, le châtiment implique une faute, la faute quelqu'un qui l'a commise et sur qui, exclusivement, tombe le châtiment encouru. Nous opposons le langage de la raison aux aberrations de la foi et aux divagations de la mysticité.

RÉVOLTE.

Toute révolte jusqu'à présent a eu pour motif ou pour prétexte le besoin, la nécessité d'améliorer le sort des pauvres, et a abouti au fait d'augmenter le pouvoir des riches. Les pauvres se sont soulevés spontanément ou à l'instigation de quelques meneurs ambitieux : les riches en ont enrégimenté un nombre suffisant pour combattre avec avantage ceux qui manquaient de toute organisation; et, la victoire remportée, ils ont renvoyé vainqueurs et vaincus à leur misère, avec quelques moyens de moins pour en sortir.

RÉVOLUTION.

Toute révolution est l'effet inévitable de l'ignorance et de la liberté, de la simultanéité de l'ignorance, ouvrant toutes les voies indistinctement, et de la liberté s'y précipitant en aveugle et à corps perdu. Pour qu'il y ait ordre durable avec l'ignorance, il faut la compression de l'examen. Une fois l'examen émancipé, il n'y a plus d'ordre possible que par la vérité connue et appliquée socialement.

Il y a deux espèces de révolutions : par la force et par la raison. La force bouleverse et n'organise pas. Les bouleversements devenant de plus en plus fréquents et désastreux obligeront de révolutionner enfin au moyen de la raison, c'est-à-dire de rendre impossible toute révolution ultérieure par la force, parce que toute révolution sera devenue inutile.

— Une révolution est toujours la révélation d'un mal, d'une erreur, qu'elle cherche à détruire, mais auxquels elle ne peut substituer qu'un autre mal, qu'une erreur nouvelle, et cela pour aussi longtemps que dure l'ignorance sociale. La dernière révolution révélera la vérité, et c'est pour cela seul qu'elle sera la dernière.

RÉVOLUTIONNAIRES.

Ce sont d'abord les philosophes, les sectaires, qui provoquent à l'examen du principe religieux hypothétique, servant de base à la société. Viennent ensuite les rois qui s'insurgent contre le pouvoir spirituel du sacerdoce, les nobles qui dénigrent le pouvoir absolu des rois, les bourgeois qui sapent les priviléges de la noblesse, les prolétaires qui attaquent la domination bourgeoise : ce sont finalement les inventeurs de l'écriture, de l'imprimerie, de la navigation, de la vapeur, des machines industrielles; les voyageurs, les conquérants, les missionnaires, les commerçants, etc., etc., et tous ceux qui favorisent l'échange et par conséquent le développement et la propagation des idées.

— Il suffit de remuer des idées, qu'on nous passe l'expression, pour devenir *ipso facto* révolutionnaire; ceux qui agitent la société sous le nom de *réformateurs* sont donc des révolutionnaires par excellence et au premier chef. Nous allons donner quelque développement à cette proposition qui pourrait, de prime abord, paraître paradoxale.

Quiconque aujourd'hui propose une réforme, en d'autres termes un acte positif de démolition de l'ancienne société, est immédiatement débordé par celui qui propose une réforme nouvelle, ou une démolition plus large et plus complète, un changement plus radical. Pourquoi? Parce qu'aucune réforme n'étant incontestablement bonne, ni surtout incontestablement définitive, elle est toujours réformable elle-même. Et puis, parce que la plupart des réformateurs n'étant mus que par le désir d'améliorer leur propre position, il est fort naturel que chacun d'eux fasse concurrence à tous les autres, en exagérant à qui mieux mieux les mesures qui doivent aider à leur faire atteindre leur but, quel que soit d'ailleurs le résultat de ces mêmes mesures pour la réforme réelle de la société.

— Nous donnerons, à propos des prétendus réformateurs de nos sociétés, un *specimen* curieux de la logique obligée des opinionistes, des hommes de parti. Les réformateurs religieux disaient aux conservateurs de la foi, aux catholiques : « Nous refusons d'accepter plus longtemps avec vous, sur parole d'autrui, des dogmes et des préceptes que notre raison repousse ; » jusque-là il n'y avait, devant la raison absolue, rien à leur reprocher. Mais ils ajoutaient en s'adressant à leurs propres fidèles : « Vous accepterez sur notre parole, à nous, ce que nous déclarons conforme à notre conviction. » La contradiction était manifeste. « Eh quoi ! leur crient encore aujourd'hui les catholiques, vous nous retirez votre confiance parce que, selon vous, nous ne sommes pas infaillibles Vous l'êtes donc, vous autres, qui exigez exactement la même confiance, d'abord pour qu'on condamne avec vous ce que vous appelez nos erreurs, et ensuite pour qu'on admette ce que vous garantissez être des vérités? Pourquoi vous croirions-nous plutôt que les hommes qui, depuis les apôtres jusqu'à nous, ont transmis les vérités que Jésus-Christ leur avait enseignées? »

Cela est également vrai. Mais de ce que les deux sectes ont raison l'une contre l'autre, il s'ensuit nécessairement que l'une et l'autre ont tort. Car il est aussi stupide de croire *le neuf* que *le vieux* quand on peut raisonner dans le but de trouver *le vrai*. Le témoignage et le raisonnement d'autrui n'ont aucune valeur pour personne, à moins qu'il ne soit démontré pour tous qu'ils sont incontestables devant la raison. Une opinion ne change pas de nature pour être d'ancienne date : c'est un préjugé tout comme l'opinion du jour. Sous ce point de vue, les réformateurs quelconques sont aussi loin de la vérité que les conservateurs *quand même;* ils ne font qu'affirmer comme leurs adversaires, seulement ils affirment autre chose. Ils n'améliorent rien; ils changent beaucoup de choses, sans pouvoir en aucune manière justifier leurs variations. Ils n'établissent jamais qu'une seule chose, savoir, l'ordre d'après et sur leurs idées, en d'autres termes leur propre pouvoir, après qu'ils ont renversé le pouvoir établi avant eux, en démontrant la contestabilité des idées dont il était l'expression. Comme tous les révolutionnaires, le lendemain de leur victoire qui a été la destruction de tout pouvoir, de toute autorité, la négation de toute soumission, de toute discipline, de l'ordre, en un mot, les réformateurs invoquent forcément l'autorité, font appel à l'ordre, imposent la discipline, exigent l'obéissance. Puis c'est à recommencer. Ce serait fort amusant... pour le génie du mal; c'est affligeant au dernier point pour qui s'intéresse au bonheur de l'humanité.

— Pourquoi la plupart des remetteurs à neuf de la société ne la nettoient-ils qu'à la surface, sous prétexte qu'un *écurage* à fond porterait une trop grande perturbation dans les matériaux qui doivent se placer progressivement et d'eux-mêmes dans l'ordre voulu? N'est-ce pas parce que, s'appréciant tacitement à leur valeur, ils craignent qu'un déblai radical ne les fasse disparaître, eux aussi, avec les ordures?

RÉVOLUTIONNER.

Vouloir réformer la société dans les abus que l'examen signale, c'est révolutionner; vouloir la conserver avec ses abus signalés par l'examen, c'est encore révolutionner. Croire que la justice absolue est applicable à une époque que l'ignorance sociale ne rend encore susceptible que de l'application d'une justice relative; c'est toujours révolutionner. Mais aussi, s'imaginer que la justice reconnue comme simplement relative peut tenir lieu de justice absolue, c'est révolutionner également et au même titre.

Tout le monde donc révolutionne, quoi qu'il en ait, une fois que la libre discussion a suscité le doute social. On révolutionne, c'est-à-dire on bouleverse, on renverse, avec les meilleures intentions, et toujours par amour de l'ordre. Cela sera ainsi tant que, ne pouvant comprimer le libre examen, on n'aura point déterminé la vérité sociale.

RICHE. Qui a au delà de ce qu'il lui faut pour satisfaire ses besoins.

Riche et pauvre n'ont rien d'absolu : le riche d'un temps ou d'un lieu est le pauvre d'un autre lieu ou d'un autre temps; tel se plaint de pauvreté avec des moyens pour satisfaire ses besoins réels, qui feraient croire à tel autre qu'il est le plus riche des hommes.

RICHES (*Les*).

Les riches veulent rester riches, et ils ont raison; car, si c'était un crime d'être riche, d'être heureux, la vertu ne serait qu'une sottise. Mais les pauvres veulent ne pas rester pauvres; ils ont raison aussi, et pour le même motif, dès que ce motif leur apparaît clairement à l'intelligence. Doivent-ils pour cela courir sus aux riches et les piller brutalement ou légalement? Non certes; ils n'aboutiraient, s'ils réussissaient, qu'à faire d'autres pauvres en s'enrichissant eux-mêmes. Il faut seulement que la société s'organise de manière que la richesse se répartisse plus rationnellement,

afin que chacun y jouisse de tout le bonheur qu'il a socialement mérité.

RICHESSE. Rapport des besoins à la possibilité de les satisfaire.

RICHESSE (*Organisation de la*).

C'est là, et là seulement qu'il faut aller chercher la cause du paupérisme. Cette organisation est mauvaise, puisqu'il y a des prolétaires, c'est-à-dire des hommes condamnés *en naissant* à ne vivre qu'autant et pour autant qu'il plaise à d'autres hommes. Le mal ne gît pas dans ce que les uns ont tout et les autres rien; mais en ce qu'il y a impossibilité à ce que les uns n'aient pas tout et les autres rien. Et la conséquence inévitable de ce mal, c'est que, lorsqu'il est connu, ceux qui n'ont rien, étant les plus forts, finissent par tout prendre à leur tour.

RICHESSES. Au propre, les richesses sont tous les corps qui peuvent servir à la satisfaction des besoins : au figuré, elles sont morales et consistent dans les connaissances acquises.

Les richesses se distinguent en personnelles ou domestiques, et collectives ou sociales.

Pour les hommes à conviction réelle, les richesses sont exactement ce que sont la vie, ses jouissances, et la mémoire qu'on laisse après soi. Mais les convictions deviennent de plus en plus rares : généralement aujourd'hui, la vie est tout; jouir en est le but; être riche, le moyen.

L'accumulation des richesses dans les mains du petit nombre a nécessairement pour corrélatif la pauvreté partagée par le grand nombre. C'est le résultat de l'organisation actuelle de la propriété, de la société. Mais c'est aussi la cause infaillible de la décomposition progressive de la société actuelle.

Le grand nombre pouvait se résigner à son lot aussi longtemps qu'il le croyait déterminé par la main de Dieu. Il n'en est plus de même depuis que la foi est évanouie socialement : ceux qui n'ont pas assez en veulent naturellement à ceux qui, selon eux, ont trop; ils les accusent de s'être fait leur part par la force, et arrivant à se compter et à se reconnaître les plus forts, ils se révoltent. N'est-ce pas l'histoire du jour? Et cette histoire peut-elle avoir une autre fin que la dissolution complète de la société, ou sa reconstitution au moyen d'une organisation nouvelle, non plus par la force cette fois et pour les forts seulement, mais par la justice et pour tous?

— Nous sommes loin d'en vouloir aux possesseurs de ces fortunes si énormes qu'elles en paraissent scandaleuses. Il n'en est pas moins vrai, et notre devoir est de le dire, que, sous notre ordre social présent, et dans l'état des intelligences, nul n'ignore que chacune de ces fortunes se compose d'un nombre infini de misères. Or, ces circonstances réunies peuvent d'un moment à l'autre mettre, et elles finiront immanquablement par mettre la société dans la position la plus critique. C'est précisément ce que, à tout prix, nous voudrions contribuer à éviter.

RIEN NE VIENT DE RIEN.

Ce raisonnement établit, comme principe évident, l'éternité de la force, de la matière. Reste à déterminer, par un autre raisonnement, si tout peut être ramené à ce principe, ou s'il y en a un autre; si le sentiment que nous avons des modifications dues à cette force en est lui-même un résultat, ou s'il existe réellement une sensibilité indépendante de toute modification possible, absolue par conséquent, éternelle, immatérielle.

Rien ne retourne à rien est une vérité corrélative à *rien ne vient de rien*. Le néant et la création, qui s'impliquent réciproquement, se résument dans la même absurdité, savoir, l'identification de rien avec quelque chose. — Voir aux mots *Création* et *Néant*.

ROI CONSTITUTIONNEL.

Dans un État représentatif, moins le roi agit, moins il pense, en d'autres termes, car on ne pense que pour agir, plus il vaut. La perfection du genre serait donc un roi qui ne ferait absolument rien, qui ne voudrait rien faire absolument, une simple machine, reproduisant les lois tout imprimées et signées, et ne coûtant que les frais de premier établissement, plus ceux d'entretien. Que l'on continue à appeler cela *un roi*, nous le voulons bien, avec cette réserve cependant, que c'est, comme pour tant d'autres de nos formes hypocrites, une fiction, c'est-à-dire un mensonge. Car un roi qui ne régit pas est ce que serait un monarque qui, non-seulement n'aurait pas le commandement à lui tout seul, mais qui même ne commanderait pas du tout. Au reste, le vague et le faux de notre langage sont la conséquence inévitable de nos idées, qui ne sont qu'erreurs et indéterminations. Quand le langage se rectifiera avec les idées, les lois seront l'expression de la raison, qui seule régnera sur la société, et elles n'exprimeront plus, comme elles ont fait jusqu'ici et comme elles font encore, la volonté d'un ou de plusieurs hommes, ou de la majorité des délibérants, volonté toujours égoïste et souvent capricieuse.

Malgré ce que nous venons de dire, nous n'hési-

tons pas à proclamer que, à défaut de foi et de science, la société doit forcément avoir recours aux décisions par majorité, et que ces décisions ne peuvent être exécutées que par un homme qui se résigne à toujours faire la volonté des autres, sans jamais rien vouloir par lui-même. Nous avons démontré que ce n'est qu'une cheville. Or cette cheville est indispensable à l'agencement de notre ordre social qui, sans elle, se décomposerait en anarchie ou se *concréterait* en despotisme. Nous vivons donc sous une organisation bien pauvre et bien précaire. Celle conclusion n'est-elle pas irréprochable?

ROMANS.

La lecture des romans est dangereuse, surtout pour les jeunes gens qui, avant d'avoir vu le monde, en prennent une idée complétement fausse, et dès lors ne posent le pied sur le terre-à-terre de la vie qu'avec des dispositions à l'exaltation, propres seulement à faire prendre la vie en dégoût. Les jeunes gens timides et les jeunes filles, pour qui, pendant longtemps, il est impossible de rectifier les préjugés puisés dans les rêveries des romanciers, et qui ne parviennent jamais à les redresser tout à fait si ce n'est au prix de grandes et de longues douleurs, subissent pendant, pour ainsi dire, toute leur existence, le supplice d'aspirer vainement à des impressions qui ne peuvent se réaliser. De là l'impatience et l'ennui qu'excitent en eux le prosaïsme et la vulgarité de la vie qu'ils sont condamnés à subir, et qui les livre à l'atonie morale, s'il ne les jette dans le désespoir.

ROMANTIQUES.

Ce sont ceux qui cultivent l'indétermination, le vague; ceux qui, dans l'obscurité qu'ils font autour d'eux, prétendent voir clair. Le romantisme est la doctrine de l'époque de doute, d'anarchie.—Voir le mot *Classiques*.

ROUAGES.

Sommes-nous de simples rouages, fonctionnant avec la grande machine que Dieu a confectionnée? Ne sommes-nous que *quelque chose?* En ce cas, *laissons aller;* rien d'ailleurs ne nous est possible que cela seulement. Si nous sommes autre chose ou plus que des rouages, en un mot si nous sommes quelque chose de réel, *quelqu'un,* ne cherchons qu'à nous connaître nous-mêmes, en partant de la perception de notre existence comme unité, pour arriver à la démonstration que le sentiment que nous en avons dérive de la sensibilité, réellement *une,* réelle en d'autres termes, immatérielle, éternelle.

ROUTINE.

La routine est au préjugé ce que la pratique est à la théorie. Tant qu'il n'y a que des préjugés, il ne peut y avoir que de la routine. Le préjugé a été jusqu'ici la seule théorie sociale, et la routine sa pratique.

RUSE.

Elle est la ressource des faibles sous le règne de la force, pour échapper le plus possible à la domination des puissants. Doit-on approuver la ruse? Non certes; mais il faut plaindre, plus encore que condamner, ceux qui y ont recours. Les seuls à condamner sont ceux qui obligent en quelque sorte les faibles à tromper pour ne pas être écrasés.

S

SACERDOCE. Ensemble des interprètes de la révélation.

Pendant toute l'époque d'ignorance sociale, la première profession est celle du prêtre; la seconde, celle du guerrier. L'accord entre les prêtres et les militaires a pour résultat l'ordre par la persuasion. La lutte entre ces deux classes engendre la liberté sans règle d'action; c'est-à-dire que, jusqu'à la découverte et à l'application de la vérité, elle favorise les progrès de la désorganisation sociale, qui ne peuvent être quelque peu ralentis que par l'emploi de la force non dissimulée. A toutes les époques sociales, le sacerdoce représente la science, la raison : les armes, la force. Il y a justice par la soumission de la force à la raison. Sinon il y a anarchie.

Aussi longtemps qu'il y a foi socialement, le corps sacerdotal est le seul dépositaire de la science, l'organe et l'interprète de la vérité. Lorsque le doute est socialisé, les prêtres continuent à être des savants, mais ce sont des savants auxquels chacun fait concurrence. Les colléges de prêtres étaient quelque chose, lorsque tout le monde voyait dans les prêtres les savants par excellence. Une fois cette croyance détruite, le pouvoir a substitué, aux corps sacerdotaux, les corps appelés *savants*, les académies, les universités, dont bientôt tout le monde aussi s'est moqué, parce que chacun s'est estimé aussi savant, si ce n'est plus savant que les professeurs diplômés et les académiciens. Et comme les prêtres continuent à dominer sur plusieurs et qu'ils tendent toujours à dominer sur tous, ceux qui leur envient le pouvoir crient *haro* sur eux et vont jusqu'à prétendre qu'il n'y aura d'ordre et de paix que lorsque le dernier prêtre aura été *supprimé*. C'est du XVIII[e] et du XIX[e] siècle à la 1793.

— Supposons un instant que la stabilité sociale voulue par ceux qui s'intitulent *savants* sans être prêtres, fût l'ordre véritable, la question est de savoir comment ils parviendraient à l'établir sans l'aide d'une révélation et malgré la prépondérance inévitable des organes du Révélateur. Ils extermineraient les prêtres, disent-ils. Fort bien. Mais le sacerdoce? Les prêtres ne sont pas, comme les loups, une espèce particulière, ou, comme les tribus indiennes, une race distincte, qu'on puisse détruire à la longue, en usant de force et de ruse sans cesse ni fin. Les prêtres morts, le sacerdoce renaît en se recrutant. Tout homme peut se faire prêtre, et tous les hommes de sens et de cœur se feront prêtres, ou du moins s'allieront avec les prêtres, le jour où la force seule sera invoquée contre ceux-ci, c'est-à-dire où leurs adversaires conviendront explicitement que les prêtres sont *peut-être* dans le droit et qu'eux-mêmes ont *indubitablement* tort.

SACRIFICE. — Voir *Dévouement*.

Le sacrifice inutile à celui qui se l'impose est une sottise. Il n'y a que le but qui rende le sacrifice rationnel, méritoire par conséquent. Le sacrifice pour se sacrifier est un acte dépourvu de raison, et par cela seul contraire à la raison, un acte de folie. Pourquoi sacrifierait-on les jouissances de cette vie, si l'on est incertain d'une compensation dans une vie future? Pourquoi se priverait-on du bonheur dont on est susceptible, pendant le peu d'instants qu'on a à vivre, si, avec la vie, toute possibilité d'être heureux s'évanouit sans retour, ou si du moins il ne reste que *l'espérance* de voir le sacrifice, l'abnégation trouver ailleurs un ample dédommagement? L'homme n'a de motif pour se dévouer au bonheur des autres hommes, que celui de son propre bonheur, soit qu'il le place, avec les religions, dans une existence ultra-vitale, soit qu'un sentiment vague le rattache à ses yeux à la satisfaction que

le souvenir de son dévouement lui fait éprouver. « Point d'ordre social, dit Lamennais, sans le sacrifice des intérêts de chacun à l'intérêt de tous : or le sacrifice est sans raison, c'est-à-dire absurde, quand c'est l'homme qui le demande à l'homme, parce qu'il ne peut rien offrir en compensation, et que ce sacrifice, qui n'est autre que la vertu, serait évidemment la plus inconcevable folie s'il n'existait une société plus excellente et plus durable où il recevra sa récompense. »

— Lorsque la société, connaissant la vérité, sera organisée rationnellement, il y aura entre les hommes concurrence pour se dévouer les uns aux autres, comme actuellement il y a concurrence pour s'exploiter les uns les autres : le résultat sera diamétralement opposé, puisque, le motif ayant changé, tout aura moralement pris une nouvelle face : les hommes seront régénérés. La fraternité que des fous furieux veulent nous imposer, à coups du sabre légal ou de la hache révolutionnaire, ne se réalisera que par le dévouement basé sur l'incontestabilité. Inutile de dire que, quand on sera parvenu à ce point, la fraternité existera, pour la première fois, ailleurs que dans le sentimentalisme parlé, écrit, imprimé, décrété, constitutionnalisé, des prédicateurs, des moralistes, des philanthropes, des *maçons*, des amis forcenés de l'humanité, et des despotes ne laissant de choix à leurs frères qu'entre *la liberté* et *la mort*.

SACRILÉGE. Profanation des choses consacrées à la Divinité.

Il n'y a de sacrilége que pour celui qui croit aux choses sacrées. Ce que le fidèle appelle *sacrilége* est, du moins sous le rapport religieux, pour le non-croyant un acte sans conséquence. Quand la société reposait sur le principe de la foi, elle punissait rigoureusement comme sacriléges, même les incrédules qui témoignaient le moindre mépris pour les objets les plus vulgaires offerts à la vénération publique, et elle avait raison : car ces insensés, innocents, nous le voulons bien, devant la justice éternelle, étaient évidemment coupables comme perturbateurs de l'ordre, et mettaient en péril l'existence même de cette société. — Voyez le mot *Blasphème*.

SAINT-SIMONISME.

La doctrine de Saint-Simon est la volonté d'un seul substituée à la volonté de tous, le despotisme de l'arbitraire accepté comme raison suprême et absolue. Les saint-simoniens avaient compris qu'il faut, pour maintenir l'ordre : 1° une loi commune, basée, à défaut d'une démonstration incontestable, sur une commune foi; 2° un interprète toujours vivant de cette loi. Mais ils ne se doutaient pas que les révélations et l'infaillibilité ne peuvent se relever socialement, en présence du libre examen qu'il n'est plus possible de comprimer.

SALAIRE. Produit mobile du travail, considéré comme étant sa récompense.

Le salaire se distingue en salaire actuel, c'est celui que le travailleur consomme successivement; et en salaire accumulé, qui est celui que le travailleur réserve pour l'avenir. Il y a aussi le salaire domestique, pour les services rendus aux particuliers et payés par eux, et le salaire public ou social pour les services dont la communauté profite et qu'elle rémunère.

— Tant que la richesse non produite, le sol, et le fruit accumulé du travail, le capital, seront entre les mains de quelques hommes qui salarieront tous les autres, il y aura esclavage. Quand le sol sera à la disposition de tous les travailleurs, et que par suite le produit du travail se distribuera *équitablement* entre ceux qui auront concouru à créer la richesse, il y aura liberté.

— Le taux du salaire, à l'époque d'ignorance sociale, est déterminé par la concurrence des travailleurs : l'augmentation de la population ouvrière, l'invention des machines, qui en elles-mêmes sont d'excellentes choses, le font baisser autant que possible. L'état actuel des choses est donc essentiellement mauvais.

— Salarier, c'est appliquer le principe sur lequel repose notre organisation sociale, en attribuant aux travailleurs une part dans la richesse qu'ils ont produite. Jusqu'à présent, cette répartition a été aux mains de quelques hommes, que la nécessité sociale a rendus maîtres de toute la richesse, et dont cette même nécessité force la société à maintenir la puissance avec la richesse, afin qu'ils continuent à ne laisser aux travailleurs que ce qui leur est strictement indispensable pour leur subsistance. Le salaire ne sera proportionné au mérite de chacun qu'à l'époque de connaissance de la vérité et d'application de la justice. Maintenant il est et doit être le moins élevé possible, quoi que puisse valoir le travail, et quel que soit le temps qui y est employé.

SALARIÉS (*Cultes*).

Dans la plupart de nos États constitutionnels représentatifs, on paye les rabbins juifs, successeurs de ceux qui ont crucifié Jésus, le Christ, et qui enseignent qu'il n'y a qu'un Dieu, celui d'Abraham, et qu'une loi, celle de Moïse; on paye

les prêtres catholiques qui établissent qu'il y a trois personnes en Dieu et que Jésus, Dieu lui-même, une de ces personnes, est venu substituer sa loi à celle des Juifs qui l'ont mis à mort; on paye les pasteurs réformés qui démontrent que le chef de l'Église catholique est l'antechrist et cette Église elle-même une école d'idolâtrie. Le bon sens le plus vulgaire suffit pour faire comprendre que c'est là entretenir la confusion dans les esprits, justifier l'indifférence religieuse, renverser la morale et préparer l'anarchie.

Mais est-il possible de faire autrement? Avec un tel état social donné, non certes. Il faudra même que, pour être conséquent, on fasse encore quelques pas de plus dans l'absurde : il faudra finir par rétribuer, de l'argent de tous, le premier débiteur de sornettes quelconques, décorées du nom de culte, de religion, qui aura été assez adroit pour grouper autour d'elles un certain nombre de fous. Après quoi, la société deviendra ce qu'elle pourra.

SANCTION. Ce qui rend une loi obligatoire; ce qui garantit son exécution.

L'exécution de la règle morale, de la règle du devoir, ne peut être garantie que de deux manières, savoir, par la sanction éternelle, religieuse, ou par la sanction temporelle, légale.

— L'homme qui raisonne remplit son devoir ou ce qu'il croit son devoir, par la crainte du mal que lui attirerait la violation de la règle morale. Cette crainte en est la sanction.

Il n'y a de sanction possible que celle de la force ou celle de la raison. Tant que la raison est socialement indéterminée, la force règne, sous le masque de la raison pour les temps de foi, sans masque aucun à l'époque du doute. La sanction véritable ne se dévoile qu'à l'époque sociale de connaissance. Tout autre droit que celui de la force, qui n'a point sa sanction inévitable et incontestable, est un droit pour rire.

A moins qu'on n'ait affaire à des automates, l'ordre ne s'obtient que par la soumission générale à une même règle des actions, et cette soumission doit être libre, c'est-à-dire motivée par la seule conviction que la règle est obligatoire parce que sa sanction est assurée, incontestable, *réelle*. Selon Platon, « on s'est attaché à la justice, non qu'elle soit un bien en elle-même, mais parce que l'impuissance où l'on est de nuire aux autres la fait regarder comme telle. Car, celui qui peut être injuste, et qui est vraiment un homme, n'a garde de s'assujettir à une pareille convention; ce serait folie de sa part. » En effet, être juste à son détriment, quand on peut impunément être injuste et même y gagner, n'est rationnel que pour l'homme qui a la certitude que ses actions seront punies ou récompensées.

Pour que la société se conserve, il faut, en dernière analyse, que la raison se constitue en sanction absolue et incontestable. Nous avons dit à plusieurs reprises pourquoi jusqu'à présent la force a été et pourquoi elle continue à être l'unique sanction temporelle possible, et pourquoi depuis qu'il n'est plus possible de comprimer l'examen, la raison est devenue l'unique sanction éternelle, réelle, qui puisse être admise socialement, qui puisse conserver l'humanité.

— La sanction ultra-vitale est la seule qui ne soit pas relative à la force, la seule par conséquent qui soit infaillible et inévitable pour chaque vie, tandis que toutes les sanctions imaginables relatives seulement à une vie sont arbitraires, sont incertaines pendant cette vie même. Pourquoi? Parce qu'il n'y a de sanction d'une règle morale que s'il y a des êtres moraux, c'est-à-dire des êtres qui raisonnent leur conduite et, pour mériter le bonheur, font ce qu'ils croient le bien, pour échapper au malheur, évitent ce qu'ils estiment le mal. Or cette sanction ne saurait, rationnellement, avoir de la réalité à leurs yeux, que s'ils la puisent en eux-mêmes. S'ils placent la sanction hors d'eux, en Dieu par exemple, ou dans la nature, dans la nécessité, dans l'arbitraire, soit de la volonté des hommes, soit des lois, la logique les contraint d'avouer qu'il n'y a pas d'autre sanction que la force, sanction qu'eux-mêmes ont toujours le droit de fouler aux pieds, bien entendu, quand ils disposent d'une force plus grande. La sanction réelle ne peut donc être découverte, déterminée, démontrée, que par le raisonnement sur l'ordre moral, par le raisonnement métaphysique : elle ne saurait être constatée par l'observation ou l'expérimentation, comme un fait physique, ni induite de l'enchaînement des faits : elle n'appartient à aucune vie particulière, car elle doit dominer toutes les vies possibles ; elle est éternelle.

— M. Proudhon clôt une tirade extrêmement remarquable, et d'autant plus remarquable qu'il la met dans la bouche du président du tribunal qui, en dernier lieu, l'a condamné, par la phrase que nous allons reproduire. Nous avons donné ce qui, dans cette tirade, se rapporte à Dieu et à l'âme, à la fin de l'article *Ames immortelles;* elle se termine ainsi : « La justice subsiste par elle-même, gratuite et sans autre espoir. Cet athéisme légal qui a soulevé tant d'anathèmes, est le sublime de la vertu. » Ce ne sont pas des anathèmes que nous opposons à M. Proudhon ; ce sont des raisonnements. Qu'est-ce

qu'une justice qui se sanctionne elle-même? La force. Eh bien, la force n'a qu'elle-même pour appui. Sous le bâton d'un être fort, l'être faible esquive le coup ou le pare; l'être fort le prévient en frappant plus brutalement. C'est là l'*athéisme légal* appliqué. M. Proudhon n'a point prouvé qu'il n'y ait pas d'autre justice que celle-là. Sa devise : *Destruam et ædificabo* ne s'est encore réalisée qu'à demi : il est expert en démolition; mais de reconstruire, il ne l'essaie même pas.

M. Proudhon affirme que la justice est *immanente* dans l'âme de l'homme. Nous avons vu que l'éloquent écrivain ne reconnaît dans l'individualité qu'un groupe. La justice fait donc partie de ce groupe; c'est un des organes qui constituent le fonctionnement général, au même titre que la circulation, la digestion, la sécrétion. Nous acceptons ces dernières fonctions dont l'immanence a la vie pour résultat. Mais des hommes très-vivants et se portant à merveille font fi de la justice, sans qu'il leur arrive rien de fâcheux, à moins qu'ils n'aient eu la maladresse de s'exposer à la rigueur des lois sans être plus forts qu'elles. Où est alors l'immanence?

Nous professons des idées diamétralement opposées. Pour nous, il n'y a que raison et force : aussi longtemps que la force peut imposer silence à la raison, elle règne seule; dès que la raison peut la contrôler, elle est sur la voie pour la dominer complétement. La justice relève exclusivement du raisonnement : c'est ce qui fait sa valeur, ce qui la rend méritoire. Si l'on était juste comme on respire ou comme on laisse battre son cœur, il n'y aurait ni mérite ni démérite, et logiquement toute peine et toute récompense seraient absurdes. L'athéisme légal serait une vérité.

Le raisonnement en partant, soit d'une révélation (époque de foi), soit de la démonstration scientifique (époque de connaissance de la vérité), parvient à établir le devoir d'être juste sur l'intérêt de celui qui agit, intérêt ultra-vital surtout puisque le plus souvent les passions organiques lui opposent un intérêt contraire.

Du reste, nous savons parfaitement que les doctrines de M. Proudhon sont généralement professées *in petto* par ceux-là mêmes qui lui appliquent les doctrines contraires. C'est la conséquence inévitable du doute social, que l'athéisme légal, prêché sur les toits par des intelligences *hors ligne*, n'a pas peu contribué à répandre et à consolider. Nous nous sommes donné la mission de démontrer aux maîtres des sociétés que ce n'est point en demeurant dans cette voie qu'ils conserveront ce dont ils jouissent. Nous leur montrons la voie où ils devraient se hâter d'entrer pour que, tous étant heureux autour d'eux, ils le fussent eux-mêmes désormais sans crainte et sans remords.

C'est ici le lieu de répondre à une objection qui aura été souvent formulée contre nous à propos de nos fréquentes discussions avec M. Proudhon. Pourquoi, aura-t-on dit, s'en prendre toujours au même publiciste pour combattre des idées qui sont celles du siècle, que tous mettent en pratique, et que quelques-uns des plus éminents érigent hardiment en théorie... Pourquoi? Parce que, de tous nos adversaires, M. Proudhon est celui que nous estimons le plus. Nous donnons là, nous le savons bien, un immense avantage à ceux qui concluront de notre aveu que les idées de M. Proudhon ne sont donc pas aussi dangereuses que nous avons voulu le faire croire. A cela, nous répondons, une fois pour toutes, que jamais nous n'avons soutenu que les hommes fussent conséquents dans leur conduite avec les principes de conduite qu'ils ont réduits en système. S'il en était ainsi, il y a longtemps que la société aurait péri ès mains de ses prétendus régénérateurs. Nous devions exposer les conséquences funestes des théories proudhoniennes; cela ne nous empêchera jamais de témoigner toute notre sympathie pour le noble caractère de leur auteur, et de nous tenir pour fort honoré de l'amitié qu'il a pour nous.

SANG.

On dit : *les liens du sang, le cri du sang*. L'expression, quoique figurée, n'en est pas moins impropre ; car elle mène à l'erreur. Personne, nous le savons bien, ne prétend que le sang crie; qu'il est sensible, intelligent; qu'il attache ou sépare; qu'il perçoit ou qu'il exprime quoi que ce soit. Nul n'ignore que le mouvement du sang est une des conditions de certaines vies particulières, et que tout se borne là. Mais ce qu'on n'attribue pas au sang seul, on l'affirme de l'organisme complet, et c'est également faux. On soutient, par exemple, que le contact physique de deux individus, qui n'avaient préalablement aucune idée l'un de l'autre, suffit pour qu'ils se reconnaissent respectivement comme père et fils. Cela rentre dans la catégorie des sympathies et des antipathies, simples mouvements physiques d'attraction et de répulsion, qui au moral, c'est-à-dire, pour l'intelligence, la raison, n'ont pas d'autre valeur que celle de faits, et ne prouvent rien au delà du fait même.

SANTÉ.

La santé est une condition *sine quâ non* pour qu'il y ait possibilité de travail. Or, si le travail exigé surpasse les forces, ou si le salaire est au-

dessous de ce qu'il devrait être pour les réparer, il y a nécessairement progrès de l'ouvrier vers la misère, et progrès d'autant plus accéléré que l'ouvrier, en travaillant davantage, multiplie de plus en plus les pertes que lui cause l'échange auquel le force le besoin de vivre, celui de trop de travail pour trop peu de pain. L'ouvrier pauvre et laborieux ruine sa santé et ne laisse que des enfants misérables.

SATIÉTÉ.

C'est la conséquence du défaut de besoins à satisfaire. Les besoins manquant, le travail n'a plus de motif et manque également, et là où il n'y a plus de travail, plus d'intelligence à l'œuvre, il n'y a plus de l'homme que le souvenir et le regret de son activité perdue, que l'ennui de son inertie, de son atonie présente.

Nous venons de donner la satiété comme la conséquence, et non comme une punition de la satisfaction irrationnelle des besoins. La punition, pour celui que la satiété oppresse, gît dans le lot qui lui est échu en partage, et dont la satisfaction irrationnelle dont nous parlons est une des conditions. Celui-là expie par le supplice de la satiété, plus douloureusement peut-être que d'autres par celui du dénûment. — Voir le mot *Ennui*.

SAUVAGE (*État*).

Dans le sens d'un état d'isolement absolu de chaque homme, cet état sauvage, qui aurait précédé l'état social, est une absurdité. Dès qu'il y a des hommes en contact, il y a société proprement dite par le développement de l'intelligence, du verbe; et dès qu'il y a développement du verbe, il y a des hommes : le développement du verbe est la conséquence nécessaire (logique) du contact prolongé entre deux individus susceptibles de sentiment, de raisonnement.

SAVANT.

Primitivement, le savant et le législateur personnel se confondent : le législateur entrevoit empiriquement ce que la nécessité sociale impose, et il l'établit; et, pour que des savants, moins bien avisés que lui, n'ébranlent, par l'investigation, ce que lui a fondé comme condition d'existence sociale, il défend d'examiner sous peine de mort. Dès lors il y a deux corps de docteurs, celui des prêtres qui *inquisitionnent* pour conserver, et celui des philosophes qui renversent pour réformer et auxquels la persécution soufferte fait chaque jour des prosélytes. Les premiers veulent ce qui est, comme étant seul possible; les autres vantent ce dont ils savent à peine le nom et qui est encore impossible.

SAVOIR. N'accepter que sur démonstration incontestable.

Il y a relation essentielle entre les connaissances et la société. La société véritable, c'est-à-dire rationnelle, juste, dans le sens réel de ces mots, n'existera que lorsqu'il y aura savoir, comme nous venons de définir cette expression, en d'autres termes, vérité reconnue en conséquence de son incontestabilité. Avant cela, il ne peut y avoir que société illusoire; c'est-à-dire société dont l'ordre repose sur une vérité supposée, qui est acceptée de confiance. Aussi, dès que la confiance est ébranlée, dès que la foi agonise, il ne reste, comme de nos jours, d'autre ordre que celui affirmé par la société croyante qui n'est plus, et nié par la société sceptique, qui cependant s'y cramponne pour vivre encore quelque peu.

Il suit de là que l'ignorance ignorée vaut mieux pour le bonheur des hommes, puisqu'elle est du moins compatible avec l'ordre qui constitue la société des hommes entre eux, que l'ignorance soupçonnée qui trouble l'ordre et finit par désorganiser la société. Mais il en résulte aussi que, si l'humanité n'est point destinée à ne jamais rien savoir réellement, il faut qu'elle passe par l'adoption d'une série d'hypothèses se suivant et s'entre-détruisant, pour arriver à la connaissance de la vérité. Il n'y a que les maux causés par l'incertitude, par l'instabilité, qui puissent forcer l'homme à chercher l'ordre et le repos dans le savoir vrai. Il resterait, par exemple, dans l'anthropomorphisme, seul moyen pour lui de maintenir l'ordre par la supposition d'une vérité, si, pour échapper aux incertitudes de cette hypothèse, il ne se jetait pas dans les absurdités du matérialisme, aux funestes conséquences duquel il ne peut se soustraire qu'en se soumettant, en dernier ressort, à la souveraine justice et en se conformant à l'absolue raison.

SAVOIR (*Sources du*).

Les sources réelles du savoir (nous l'avons dit plusieurs fois et nous n'hésitons pas à le répéter ici) sont exclusivement : le développement du verbe, le contact prolongé entre les hommes qui y donne lieu, et, avant toute autre chose, la sensibilité et la modificabilité, c'est-à-dire une immatérialité, comme essence du savoir, et de la matière dûment organisée, comme sa condition *sine quâ non*. Nous ne nous occupons pour le moment que des sources secondaires d'où tout savoir émane. Ces sources, quelque distinction qu'on y établisse, se résument dans le raisonnement. Nous avons considéré le raisonnement (voir ce mot) sous ses trois faces : sous celui de la constatation des faits

physiques par l'observation, sous celui de l'enchaînement des faits constatés, et finalement au point de vue de la déduction d'une réalité existant hors et au-dessus de ces faits, déduction que nous avons appelée *morale* ou *métaphysique*.

Ce sont là les seules sources secondaires, absolument les seules, du savoir. Quant à ce qui a été nommé intuition, inspiration, sentiment, c'est la source de la croyance, du mysticisme.

SCANDALE.

Donner du scandale, c'est, aux temps de foi, occasionner du désordre en heurtant les idées socialement reçues. La société punit les auteurs de pareils troubles, et elle est dans son droit. Lorsque le doute s'est socialisé, le scandale ne consiste plus qu'en des infractions aux opinions en vogue; le monde se charge de réprouver les auteurs de scandales de cette espèce. Une fois la vérité connue, il n'y aura plus de scandale : les fous ne scandalisent personne; on les plaint et on les soigne.

— Il n'est pas permis de reculer devant le scandale quand ce que l'on considère comme un devoir ne peut être accompli sans cet acte d'éclat; seulement il faut, en demeurant fidèle au devoir, éviter autant que possible de scandaliser qui que ce soit. Scandale ne signifie que *mépris de l'opinion :* si cette opinion garantit l'ordre social, la société se charge de la protéger contre l'atteinte scandaleuse; si l'opinion outragée n'est plus qu'individuelle, le scandale qui la blesse est un manque de charité qui, pour être excusable, doit pouvoir s'appuyer d'un motif prépondérant, fondé en raison.

SCEPTIQUE. Le sceptique vrai affirme sa propre ignorance; le sceptique faux proclame l'invincibilité de l'ignorance en général: ce dernier est en réalité dogmatique.

Il y a scepticisme et scepticisme. L'homme qui doute parce qu'il s'avoue qu'il ignore, en sait déjà plus que celui qui, ignorant, croit savoir. Quant à l'homme qui nie qu'on puisse savoir, il est incapable d'apprendre, de raisonner; c'est un fou.

— L'époque de scepticisme social a pour caractère l'impossibilité de démontrer l'immatérialité de l'âme, et la liberté de chercher à démontrer que cette immatérialité manque de preuves scientifiques.

— Si le mot *sceptique* signifiait *qui doute de tout,* il n'y aurait pas de sceptique absolu; car pour douter, il faut affirmer qu'on doute, et c'est là une certitude. Le sceptique qui soutient que le doute est invincible, est un dogmatique de la plus mauvaise espèce. Quant à celui qui ne fait qu'affirmer qu'il ne sait pas, qu'il n'y a encore rien de certain, c'est le vrai sceptique, le raisonneur qui, pendant l'époque d'ignorance, approche le plus de la connaissance de la vérité.

— Supposons que les sceptiques dogmatiques soient dans le vrai en affirmant que la raison est essentiellement incertaine, les croyants dès lors ont le droit d'en conclure que, sans la révélation, il n'y a point de société possible. Mais pour faire accepter une révélation quelconque, il faut un raisonnement. C'est en dernière analyse toujours la raison qui est le point de départ obligé; et le raisonnement, le seul moyen propre à faire atteindre le but qu'on se propose. La raison ne donnant pas la certitude, il n'y a rien de certain, il n'y a rien. « Si j'admettais une fois, dit le père Rozaven, jésuite, mort il y a peu d'années, si j'admettais que la raison individuelle n'a point en soi le principe de certitude, je deviendrais à l'instant sceptique. » Il n'y a en effet que le raisonnement qui puisse faire affirmer que la révélation est supérieure à la raison.

SCIENCE. Ensemble de connaissances.

Nous parlons de la science, telle qu'on l'a entendue jusqu'à nos jours, c'est-à-dire du savoir que les connaissances actuellement acquises à la société permettent à quelques hommes de posséder. Ces connaissances sont fort bonnes en soi, nul ne le nie; mais elles ne seront réellement bonnes dans leur application à l'universalité des hommes, que lorsqu'elles seront dominées par la science par excellence, la science morale, sociale. Cette science-là est seule absolue, *une,* et par conséquent unique : les sciences qu'on appelle *particulières,* en sont des branches. Les hommes possèdent-ils la science? Écoutons M. Proudhon : « Notre science est encore si brutale et si pleine de mauvaise foi, nos docteurs montrent tant d'impertinence pour si peu de savoir, ils nient si impudemment les faits qui les gênent, afin de protéger les opinions qu'ils exploitent, que je me méfie de ces esprits forts à l'égal des superstitieux. »

— A notre avis, en matière de science véritable, les hommes ne savent encore rien. Nous avons pour nous le témoignage de M. P. Leroux qui s'exprime en ces termes : « L'homme est plus pauvre en science, en certitude, en morale, qu'il ne le fut jamais dans des âges moins avancés de l'humanité. » Le progrès dans les sciences qui ne sont pas cette science-là, progrès si vanté et progrès réel, est la vraie cause de la marche rétrograde de la société, laquelle augmente indéfiniment les maux de la presque généralité de ses membres,

en exagérant outre mesure le bien-être des privilégiés de l'ordre prétendu qu'ils ont établi ; et dont ils recueillent tous les bénéfices tandis qu'ils rejettent toutes les charges sur les autres. Les sciences, sans la science, sont le plus puissant des corrosifs qui minent et détruisent la société.

SCIENCE MORALE. Connaissance de la vérité et de ses déductions.

Cette science est relative à l'ordre de liberté. Elle est l'application de la raison impersonnelle.

SCIENCE SOCIALE.

En voici le résumé : Deux principes sont possibles, la force et la sensibilité. La force, qui se manifeste par le mouvement, est évidente; la sensibilité est constatée par la perception de l'existence. Si la sensibilité est un résultat de la force, il n'y a dans le fait qu'un principe seul, qu'un ordre de choses, ordre fugitif, illusoire; et la société s'écroule sur la base exclusivement physique, nécessairement mobile, sur laquelle elle est placée. Il faut donc *prouver* que la sensibilité est indépendante de la force. Si la sensibilité est absolue, elle est immatérielle, éternelle, réelle; il y a un ordre moral; le devoir est sanctionné, la société est fondée; et devant l'immuable *justice* qui est l'harmonie entre le monde matériel et le monde rationnel, entre la nécessité et la liberté, entre les actes de la volonté et les événements qui en sont la conséquence fatale, *tout est bien.*

SCIENCES EXACTES, MATHÉMATIQUES.

La science des mathématiques n'a de valeur réelle que pour autant que son point de départ, l'unité, l'immatérialité, soit réel. Tant que cette réalité n'est pas démontrée, l'exactitude des mathématiques repose sur une hypothèse.

SCIENCES PHYSIQUES. Connaissance des phénomènes.

Ces sciences, relatives à l'ordre de nécessité, dérivent essentiellement de l'observation, et ne sont appelées *sciences* que figurément. Au propre, la science est absolue. Tout phénomène est relatif.

— Dans l'état présent des connaissances socialement acquises, le savant, qu'il se l'avoue d'ailleurs ou se le cache, est *nécessairement* matérialiste ; on n'a pu l'instruire que des faits observés, présenter à son intelligence que la nomenclature des phénomènes recueillis, en faire, en un mot, un naturaliste, un physicien, et il a systématisé ses connaissances sous l'étiquette : *Série de tous les êtres apparents, sans solution réelle de continuité,* c'est-à-dire *unité de la nature, exclusivement matérielle.* Car la matière ne saurait se nier, et s'il n'y a qu'une nature, elle est, nous le répétons, exclusivement matérielle.

On n'échappe *actuellement* à cette conclusion que par une conclusion contraire et également fausse : les métaphysiciens incomplets, c'est-à-dire qui ne sont que métaphysiciens, dépourvus des connaissances physiques indispensables, se jettent dans le vague de toutes les rêveries que peut enfanter une imagination dépourvue de point de départ réel; ils font abstraction des phénomènes, des faits, de la matière, c'est-à-dire que, pour rester spiritualistes, ils ne tiennent aucun compte de ce que cependant l'évidence les contraint logiquement d'admettre. Le véritable philosophe doit d'abord constater l'existence de la matière et en étudier les lois; puis, réfléchissant aux conséquences inévitables de la proposition : *la matière seule existe,* conséquences que le bon sens le force à repousser, il cherche s'il n'y a pas quelque chose hors et au-dessus d'elle, quelque chose qu'il appellera *immatériel* en le déterminant dans un sens diamétralement opposé à ce qu'est la matière. Le résultat de ses investigations, si elles sont bien faites, doit le conduire à l'organisation rationnelle de la société, fondée dès lors sur la morale universelle, sanctionnée elle-même par la seule religion vraie.

SCRUPULEUX.

Être scrupuleux, c'est n'être pas très-sûr, c'est hésiter, c'est douter un peu. Celui qui croit fermement sait fort bien ce qu'il peut penser, ce qu'il doit faire, et il va droit son chemin.

SECTE.

L'existence des sectes religieuses prouve que la religion est encore à naître, comme l'existence des nationalités prouve qu'il n'y a pas encore de société réelle, d'humanité. *La* religion est la négation *des* religions : toutes s'évanouiront devant elle.

SENS.

Si le mot *sens* signifie *sentiment d'existence*, *sensibilité,* c'est l'âme ; s'il a pour valeur le moyen de percevoir l'existence sentie, les modifications du sentiment, c'est l'organisme, le toucher, qui sur notre globe, se manifeste de cinq manières qu'on appelle les cinq sens, savoir : le toucher par tout le corps; celui par la vue; celui par l'ouïe; celui par le goûter, et celui par l'odorat.

— Il faut ne jamais perdre de vue que le sentiment, bien que relatif aux organes des sens, n'a pas ces organes pour cause. Ce ne sont pas les

yeux qui voient, c'est l'âme par les yeux; voir comme sentir dans le temps, c'est raisonner : il n'y a d'évidence que par et pour le raisonnement.

Ce que nous disons de la vue s'applique aux quatre autres organes du sens.

SENS MORAL.

Le sens est le moyen de distinguer les modifications de l'âme; la morale, l'application du raisonnement : il n'y a point de sens moral.

L'homme se sent affecté de plaisir ou de douleur; mais il ne sent ni le mal ni le bien, il le raisonne. Il examine, et prononce sur ce qui lui paraît conforme ou contraire à la raison, sur ce qui lui paraît favorable ou nuisible, bien ou mal.

SENSATION. Modification considérée comme affectant un être, mais sans changer l'ensemble des propriétés qui servent à constater son identité.

Il y a sensation proprement dite, ou sensation intellectuelle, si l'immatérialité de la sensibilité est démontrée; et sensation figurément dite ou matérielle, si la sensibilité est matérielle ou même si elle n'existe qu'en apparence. La sensation intellectuelle réelle est distinguée, dans le temps, des sensations qui précèdent et qui ont été confiées à la mémoire intellectuelle. Dans l'éternité, il n'y a pas de mémoire intellectuelle, et par conséquent il n'y a que des sensations intellectuelles apparentes. La sensation matérielle réelle se trouve là où existe la sensibilité, et elle n'est qu'apparente là où il n'y a qu'apparence de sensibilité.

— Supprimez la sensibilité, il ne reste plus que la possibilité de changer, sans qu'il y ait conscience du changement. Supprimez la mutabilité, la *modificabilité*, il reste la sensibilité, incapable de se sentir.

SENSIBILITÉ. Elle est réelle ou apparente : réelle, elle peut être immatérielle ou matérielle; apparente seulement, elle n'est rien, ni nulle part, quelles que soient d'ailleurs les illusions auxquelles ses apparences donnent lieu.

La sensibilité n'est immatérielle qu'au cas où elle appartient exclusivement à l'homme. Matérielle, il y aurait possibilité qu'elle ne fût qu'apparente partout ailleurs que chez l'homme.

— Nous prenons le mot *sensibilité* dans l'acception du sentiment de l'être, du *sentir*. Dans ce sens, c'est un des deux éléments de la sensation; l'autre élément est la force modificatrice, la matière. La sensibilité mue, sentie, perçue, est la conscience de soi.

— Ou la sensibilité réelle est la caractéristique de l'homme, ou il n'y a pas dans l'ensemble des choses d'homme réellement distinct. En outre, il n'y a que de la sensibilité apparente, puisqu'il n'y a plus que des apparences d'êtres immobiles ou mus, animés ou privés de vie, à deux ou à mille pieds, avec ou sans plumes, à deux ou à quatre mains, ne se servant que de leurs membres ou y ajoutant des outils, faisant du feu ou se laissant engourdir, vêtus par la *nature*, comme s'exprime la science, ou suppléant à ce qui semble faire défaut, par l'industrie du tailleur, habitant des cavernes dites *naturelles* ou se construisant des palais, nourris par la *Providence* (expression équivalente à celle de *nature*, et signifiant cette nature déifiée) ou bien faisant une cuisine plus ou moins gastronomique. La science actuelle n'a vu et n'a pu voir que cela; car on ne voit que ce qui se montre, se manifeste, on ne voit que les apparences, en un mot; et tant que cette science prétendue aura pour devise *voir c'est savoir*, elle ne saura rien, pas même qu'elle ne sait rien. — Voir le mot *Homme*.

— Les spiritualistes s'accordent avec les matérialistes sur la signification du mot *vie*, pris dans le sens de fonctionnement organique et même de moyens indispensables pour la manifestation de la sensibilité. Il est loin d'en être ainsi quand il s'agit de cette sensibilité même, comme étant distincte de toute manifestation. Les matérialistes n'admettent qu'une seule nature, la force, en laquelle se confondent toutes les distinctions que les apparences ont pu faire imaginer. Les spiritualistes se séparent nécessairement des matérialistes : la vie demeurant à leurs yeux ce qu'elle est en effet (voir l'article : Vie (*qu'est-ce que la*), la sensibilité appartient dès lors essentiellement à un tout autre ordre. Il y a en réalité, dès lors, deux natures coexistantes, savoir : celle de la sensibilité immatérielle, éternelle, cause du sentiment de la vie et des actions par lesquelles il se manifeste; et celle de la force, qui a pour effet le mouvement, le changement, la vie proprement dite, laquelle, pendant sa durée éphémère, rend l'immatérialité susceptible d'avoir conscience d'elle-même.

SENSIBLERIE.

On a forgé ce mot pour exprimer l'affectation vaniteuse de la sentimentalité. C'est plus que l'impression organique sentie et manifestée, c'est plus même que l'exagération de cet épanchement; c'en est l'étalage, la parade. L'homme qui ne sait pas comprimer sa sensibilité quand la raison le lui ordonne, n'est que faible; le rodomont de sensibilité jouit de sa douleur apparente et l'exploite. La sensiblerie se résout en grimaces, comme le parlage en bruit.

SENSUALISME.

Si, par ce mot, on entend la doctrine de ceux qui affirment que l'âme n'acquiert de connaissances qu'au moyen des sens, de ceux par conséquent qui nient les idées innées, infuses, inspirées, révélées, le sensualisme exprime la vérité. Si l'on veut dire que les hommes sont mus nécessairement par les impressions des sens, par les connaissances immédiates que les sens leur implantent, le sensualisme est le matérialisme; c'est un mensonge.

SENTIMENT. Préjugé.

Le préjugé est essentiellement multiforme et variable. Celui qui juge par sentiment n'est jamais certain de ne pas se tromper, puisque, même en ne se trompant pas, il n'a aucun moyen de s'assurer qu'il est dans le vrai. Les hommes de sentiment se décorent du nom d'*hommes d'expérience*, d'*hommes pratiques*. Il faut les appeler *esclaves de l'impression organique, de l'habitude, de la routine.*

SENTIMENT MORAL. Règle d'action, attribuée au prétendu sens moral.

L'homme se fait sa règle morale, sa conscience, à moins qu'il ne l'ait acceptée toute faite par d'autres, et comme un préjugé d'éducation. Il doit toujours la soumettre à la raison. — Voir au mot *Sens moral.*

— Les matérialistes (nous ne saurions trop répéter que l'homme qui raisonne au point de vue de la science actuelle est nécessairement matérialiste) attribuent le sentiment moral à la conformation organique. *Je suis fait comme cela,* répond à tout. « Et que m'importe que vous soyez fait comme cela? s'écrie Châteaubriand. Dois-je subir cette façon d'être? Ce serait un beau chaos que le monde, si tous les hommes faits comme cela venaient à vouloir s'imposer les uns aux autres. »

SENTIMENTALISME.

Le sentimentaliste s'abandonne aux impressions qu'il subit sans les examiner, et quand il raisonne c'est pour justifier cet abandon passif. Toute attraction organique sentie est pour lui un motif de préférence et d'amour; toute répulsion, un motif de rejet et de haine. C'est l'homme aux sympathies et aux antipathies, inexpliquées et inexplicables, ainsi qu'aux préventions de toute espèce : il appelle cela son *sens pratique,* son *tact.* Avec ses sensations, se succèdent ses opinions changeantes et ses diverses règles de conduite ; ce sont des variations toujours inattendues et se faisant sans cesse place les unes aux autres.

Le sentimentaliste fait le bien comme il fait le mal, par boutade, par entraînement. Il ne faut pas plus lui en vouloir quand on a à se plaindre de lui, que lui en savoir gré quand on a à s'en louer; ses actes sont les reflets de ses modifications, et rien au delà. Aussi, bien fou est celui qui se fie à un pareil homme. Et cependant, avouons-le crûment, notre société actuelle n'est presque composée que de sentimentalistes. La foi lui manque; la connaissance de la vérité lui fait encore défaut : on s'y réfère à ce qu'on appelle *la loi de nature,* c'est-à-dire aux impulsions de l'organisme, mû par la force, soumis à la nécessité.

SENTIR DANS L'ÉTERNITÉ. Avoir des sensations proprement dites, qui ne sont point placées dans la mémoire sous des signes.

On n'a pas plus la conscience d'avoir senti dans l'éternité, qu'on n'a celle d'y avoir existé : on a seulement la conscience d'avoir commencé à se ressouvenir qu'on sentait, d'avoir commencé à exister dans le temps, au moyen de la mémoire qui lie entre elles les modifications successivement éprouvées. Sentir est l'essence même de l'âme : l'âme *est* lorsque, non unie à un organisme, elle ne se rend aucun compte de sa sensibilité, de son existence; elle continue à *être* lorsque, tout en étant unie à un organisme, son état d'isolement ne permet pas que le verbe se développe, en d'autres termes, ne permet pas qu'elle place ses sensations sous des signes conventionnels, et par cela même en ait conscience.

SENTIR DANS LE TEMPS. Avoir des sensations proprement dites, qui sont placées dans la mémoire sous des signes.

C'est avoir la conscience de l'existence. Celui qui sent dans le temps sent nécessairement qu'il sent, que c'est lui et non un autre qui sent, qu'il est, non pas cet autre, mais lui-même. Se sentir, c'est donc se trouver modifié par ce qui n'est pas soi, sentir ses propres modifications, se sentir dans les modifications que l'on perçoit successives et distinctes. « Vous sentez si vous pensez, » a dit M. Cousin. Cela est vrai.

— La conscience de soi, l'intelligence ou la raison personnelle, et le langage, existant toujours simultanément, sont au fond une seule chose, considérée sous trois rapports. En effet, cette seule chose a, sous tous ses rapports, les mêmes conditions d'existence, savoir l'union d'une âme et d'un organisme, avec mémoire centralisée et possibilité d'en traduire les impressions au dehors au moyen de mouvements, et le contact nécessaire et prolongé avec un ou plusieurs êtres de la même espèce. Ces

conditions réalisées, l'homme parle infailliblement parce qu'il raisonne, parce qu'il pense, et *vice versâ,* et il raisonne parce qu'il sent, comme il ne sent qu'au moyen du raisonnement qui lui fait distinguer entre elles ses diverses sensations et lui-même de ce qui le fait se sentir. Toute la métaphysique, la morale et la science de la société sont en germe dans ce peu de lignes.

SÉPARATION DU SPIRITUEL D'AVEC LE TEMPOREL.

Cela équivaut à la séparation de l'âme d'avec le corps, du raisonnement d'avec l'acte ; c'est anéantir le spirituel, l'âme, le raisonnement, et réduire le temporel, la vie, les actes, aux effets d'une force aveugle et fatale. — Voir *l'Église et l'État.*

SERF. Esclave attaché à la propriété foncière.

Le serf est l'esclave du sol, comme l'esclave proprement dit l'était de la maison, de la famille, de l'homme ; comme le prolétaire l'est du capital. Ce dernier, esclave collectif ou politique, est beaucoup moins heureux que le serf, car son maitre n'a pas d'entrailles. Et déjà le serf est matériellement moins heureux que l'esclave, parce qu'il doit soigner pour lui-même, et qu'il n'est qu'une annexe de la propriété sur laquelle le noble concentre tout son intérêt. Cependant le prolétaire ne voudrait, pas plus qu'il ne peut, redevenir serf, ni le serf esclave. Le prolétaire doit faire un pas, le premier qu'il aura fait en avant, et devenir homme.

SÉRIE CONTINUE DES ÊTRES. Ensemble de tous les êtres, ordonnés par rapport aux analogies.

Pour qui admet la série continue, les êtres sont disposés dans un ordre tel que, si l'on prend l'un d'eux, n'importe lequel, on passe aux plus proches par des différences insensibles ou du moins indéterminables, soit en montant, soit en descendant l'échelle de la classification. « La vie est partout, a dit M. de Lamartine, comme l'intelligence. Toute la nature est animée, toute la nature sent et pense... Partout où est la vie, là aussi est le sentiment et la pensée, à des degrés inégaux, sans doute, mais sans vide. » C'est le matérialisme franchement exprimé ; c'est ce que la science actuelle enseigne et fait enseigner dans toutes les écoles, quelles qu'elles soient, celles de la foi comme celles du doute, et celles où l'on affirme ou nie *sans preuves* les doctrines quelconques. Pour tirer les conséquences logiques des prémisses posés par M. de Lamartine, nous emprunterons le passage suivant à M. Proudhon : « Tous, tant que nous vivons, nous sommes, sans nous en apercevoir, et selon la mesure de nos facultés et la spécialité de notre industrie, des ressorts pensants, des roues pensantes, des pignons pensants, des poids pensants, etc., d'une immense machine qui pense aussi et qui va toute seule. »

— Si la nature est une, ou s'il n'y a qu'une seule nature, les êtres, depuis la pierre jusqu'à l'homme inclusivement, ne se distinguent entre eux que par une différence graduelle, ou du plus au moins. Appelez ces êtres comme vous voudrez, vous n'aurez que des choses qui essentiellement seront toujours la même chose, sous le nom d'êtres inorganiques, organisés, végétant, vivant, sentant, pensant, moraux et responsables ; et dès lors toute responsabilité réelle, toute moralité réelle, toute intelligence réelle, s'évanouiront en se confondant avec la vie, l'organisation, les affinités chimiques, la force, la matière. « Les manichéens, dit Bayle, entre autres erreurs, enseignaient que l'âme des plantes est raisonnable, et ils condamnaient l'agriculture comme un exercice meurtrier. » Ils avaient raison, si les animaux sentent, si la sensibilité n'est pas le partage de l'homme exclusivement. Car alors tout sent, et le sentiment de chacun ne se maintient plus que par la destruction du sentiment chez les autres. Bien entendu que ce sont toujours les plus forts et les plus adroits qui détruisent les simples et les faibles. La sensibilité universellement répandue équivaut à la déification de la force.

SIGNE. Mouvement traducteur d'une modification subie.

Le signe, au sens propre, c'est-à-dire intellectuel ou conventionnel, est un mouvement dépendant de la volonté de l'être modifié ; le signe, au sens figuré ou matériel, est un mouvement ayant lieu nécessairement.

Un signe, proprement dit, est, sinon une parole articulée, du moins un son, un cri, un geste, un mouvement quelconque, tout ce, en un mot, au moyen de quoi un être intelligent en modifie un autre, qui accepte conventionnellement ce signe traducteur, comme exprimant la modification qu'il éprouve, de manière que l'autre être se sert également du même signe pour produire la même modification chez celui qui l'avait produite en lui, signe que le dernier comprendra en lui laissant sa signification.

SIMPLICITÉ. Indivisibilité.

Une seule chose peut être simple ; c'est le sentiment de l'existence, la sensibilité. On a beau regarder autour de soi, observer, examiner, expéri-

menter : tout est analysable, divisible jusqu'en ses moindres éléments.

Si le sentiment de l'existence est une conséquence de la combinaison, de l'organisation, il n'y a rien de simple : tout est composé et se décompose ; tout ne fait qu'apparaître, rien n'est réel.

SOCIALES (*Conditions*).

Nous avons dit plusieurs fois que les conditions d'existence des individus dans la société sont déterminées par la force ou par la raison ; par la raison, quand la connaissance de la vérité est appliquée socialement ; par la force, aussi longtemps que dure l'ignorance relative à la réalité du droit, ignorance dissimulée par la croyance en une hypothèse, ou reconnue après examen. On appelle *hasard* la force qui assigne à chacun, au moment de sa naissance, les avantages qui lui sont dévolus ou les obstacles contre lesquels il aura à lutter : ce mot est pris ici dans le sens de nécesssité, de manque de tout motif rationnel.

En conséquence de l'organisation sociale imposée à l'ignorance, la société a dû être partagée en deux classes très-inégales, celle de la masse qu'il fallait mâter pour qu'elle fût gouvernable, et celle de quelques privilégiés de ce monde appelés à mener, à tondre et au besoin à s'immoler le troupeau confié à leur garde. Le hasard dont nous avons parlé distribue seul les lots sous cet ordre de choses, et c'est là l'iniquité radicale contre laquelle la masse exploitée s'insurge aussitôt qu'elle l'a sentie.

On nous demandera pourquoi cette insurrection si juste de la part de la presque totalité de la société contre une minorité imperceptible en comparaison, et cela lorsque la force constitue le seul droit appréciable, on demandera pourquoi elle n'aboutit pas immédiatement, du moins par le renversement de ce qui est. Pour la raison péremptoire que cela ne doit point encore être. Nous entrons ici dans des considérations supérieures à celles que nous avons développées plus haut, et devant elles tout hasard s'évanouit comme un non-sens, comme une absurdité. Les individus lésés socialement par le seul fait de leur naissance qui les condamne à une vie de labeur et de misère, sont, comme celui pour qui ce même fait de la naissance aplanit toutes les difficultés et prépare tous les succès, traités exactement comme ils méritent de l'être. C'est là l'ordre moral ; ou bien il n'y a ni justice, ni raisonnement. Et alors, de quoi se plaindrait-on, comment se plaindrait-on, et qui se plaindrait ?

L'état de choses qui consacre l'iniquité sociale que nous avons signalée, durera aussi longtemps que le mal à expier par les hommes l'emportera sur le bien dont la justice éternelle les fait jouir.

SOCIALISME. Tendance à l'application de la justice absolue à l'organisation de la société.

Le raisonnement qui établit une doctrine relative à la science sociale, peut être bon ou mauvais ; c'est-à-dire que les idées dont il se compose peuvent mener à son but ou s'en écarter. Les socialistes cherchent la formule pratique de ce que la société doit être désormais. Pour la trouver, il faut distinguer la nécessité sociale qui impose une justice relative à l'époque d'ignorance, de celle qui, à l'époque de connaissance, imposera la justice absolue. « Le socialisme, dit M. Proudhon (il parle du socialisme appliqué, ou pour mieux dire d'un système socialiste quelconque, mis en œuvre, à l'essai), le socialisme doit avoir tout le monde pour auteur et complice, à peine de créer une confusion babylonienne, une tyrannie, une misère épouvantable. » Cela est parfaitement vrai, et prouve que le bon socialisme n'est pas plus connu encore que le bon raisonnement, et que par conséquent, sans hasarder des tentatives inutiles et funestes, il faut se borner à faire de la propagande, jusqu'à ce que la contrainte morale ait rendu tout le monde auteur et complice du seul système qui puisse être adopté au bénéfice de tous et de chacun.

SOCIALISME PRATIQUE.

Si l'on entend par là la conduite que tous tiendront quand la société sera organisée rationnellement, ce socialisme est facile à déterminer pour qui connaît le principe de justice absolue sur lequel la société rationnelle se fondera. Mais s'il s'agit de ce que le socialiste, c'est-à-dire l'homme qui pose la science sociale pour but à ses études, a à faire *actuellement*, nous allons le dire en peu de mots. Il doit se soumettre, dans le domaine des faits, à l'ordre établi, afin de pouvoir faire comprendre au moyen de l'ordre établi même : 1° que, dans le domaine de l'intelligence, cet ordre est évidemment faux ; 2° que cet ordre mène fatalement au désordre ; 3° qu'il sera remplacé par l'ordre vrai qu'on détermine, lequel rendra impossible tout désordre ultérieur.

— Le socialisme soutient l'ordre existant, quoique mauvais, parce que le désordre qui suivra immédiatement son renversement est un plus grand mal, et que, comme dit fort bien M. de Colins, « quelque utile que puisse être le mal, nous ne devons point y coopérer pour aussi longtemps que nous le considérons comme un mal. »

Le socialiste sait qu'en s'opposant au désordre,

ce qui est son devoir, il n'empêchera pas le désordre de suivre l'ordre faux dont il est la conséquence inévitable ; il fait donc son devoir, et se résigne au mal qu'il n'a pu empêcher, assuré que le bien en naîtra fatalement.

SOCIALISTE. Celui qui recherche la formule de l'organisation rationnelle de la société.

Le socialiste s'occupe de l'organisation de la société, comme le philosophe scrute les questions métaphysiques et morales, soit pour régler ses propres actions, soit pour établir une règle des actions commune à tous les hommes. Mais n'oublions jamais que de même qu'on fait de la mauvaise et de la bonne philosophie, de même on peut vouloir asseoir la société sur une base chancelante ou sur rien du tout, comme on peut la fonder sur l'immuable justice et l'éternelle vérité.

SOCIÉTÉ. État de non-isolement.

La société est matérielle ou intellectuelle : la société intellectuelle résulte de la communication des idées. L'établissement et la conservation de l'ordre exigent en outre la communauté d'idées sur la réalité du droit; dès que cette communauté manque, il y a anarchie. Quand elle a pour source la foi ou le raisonnement contestable, elle donne lieu à la société sentimentale; quand elle dérive d'un raisonnement incontestable, elle produit la société rationnelle.

Pendant toute l'époque d'ignorance, la société est basée sur le sentiment, né d'une foi ou d'un raisonnement contestable. Sa règle d'action est inspirée, tantôt par les tendances organiques, tantôt par les préjugés, aussi bien de ceux qui la formulent que de ceux qui l'acceptent. A l'époque de connaissance de la vérité, la société ne pourra être que rationnelle; sa règle d'action, qui n'aura subi aucune des influences dont nous venons de parler, sera incontestable.

— Le raisonnement qu'exprime la société est la conséquence nécessaire du contact prolongé de deux êtres sensibles et du développement du verbe qui en est le résultat. Elle est d'abord domestique, c'est-à-dire qu'elle se borne à une famille. Elle devient politique par le contact entre plusieurs familles. Il y a alors société proprement dite et société figurément dite. Cette dernière société s'établit entre les forts et les faibles, les exploitants et les exploités. Les forts, qui nécessairement exploitent, forment seuls en ce cas la société proprement dite, c'est-à-dire, la société entre égaux. Voilà pour l'époque d'ignorance, qui est une époque d'ordre aussi longtemps que les forts peuvent empêcher les faibles d'examiner, de penser, et par conséquent de s'insurger, de se révolter. L'époque de connaissance consistera dans la suppression de toute exploitation, c'est-à-dire dans la suppression de la domination par la force, à laquelle elle substituera la domination par la raison.

— Nous ne pouvons résister au plaisir de copier un passage de Lamennais que personne certainement ne trouvera trop long. « Comment concevoir sous la notion de société, dit le prêtre éloquent, un assemblage d'êtres humains, ennemis naturels les uns des autres, et sans cesse occupés à se nuire mutuellement? Dans cette horrible anarchie de volontés contraires et d'intérêts opposés, de forces inégales et de désirs inégaux, l'amour de soi se confond avec la haine d'autrui; et l'homme assujetti à la seule loi des appétits, indépendant de toute autorité et libre de tout devoir, ainsi que le peuple, souverain comme lui, n'a plus besoin de raison pour légitimer ses actes : il suffit qu'il veuille et qu'il puisse; à ces conditions tout lui est permis. Le champ, la maison, la femme de mon voisin, sa vie même m'appartient de droit naturel, si je le désire et que je sois le plus fort. La nature n'interdit à l'homme que ce qu'il lui est physiquement impossible d'obtenir. »

— Un mot maintenant sur la société *matérielle* : certains animaux vivent en groupes, en troupes ou troupeaux que, dans le langage vulgaire, on appelle aussi *sociétés*. Quelle est la différence essentielle entre l'attraction physique et aveugle qui rapproche les animaux et l'accord intellectuel qui associe les hommes? La voici : une troupe est une simple agglomération de corps, paraissant plus ou moins vivants, un agrégat de choses, de phénomènes; une société, au contraire, est un échange libre d'idées, une communication de sentiments auxquels donne nécessairement lieu le raisonnement développé avec le langage par le contact des organismes auxquels des sensibilités, des âmes, sont unies. Groupez des hommes, et vous avez immédiatement une société; des animaux rassemblés demeurent toujours un troupeau, parce que l'intelligence, le sentiment, leur manque.

SOCIÉTÉ ACTUELLE (*La*).

La société ne vit plus que d'un ordre qui n'est pas le sien, qui était celui de la société écoulée, ordre qu'elle-même repousse et qu'elle travaille sans relâche à détruire jusqu'en ses fondements sur lesquels cependant elle est assise. Si les croyances anciennes dont la société actuelle se démontre la contestabilité, si les idées dont elle démontre l'incertitude, si les préjugés qu'elle frappe

de ridicule, cessaient d'être inculqués par l'éducation qu'on est encore dans l'habitude de donner à l'enfance, ou résistaient moins fortement à l'action dissolvante de l'enseignement qu'on reçoit dans les écoles et dans la société, action qui les bat continuellement en brèche, depuis longtemps notre ordre social n'existerait plus.

Car ce n'est jamais ni la force des hommes du pouvoir, ni celle des lois qui donnent à l'ordre sa stabilité; c'est exclusivement l'assentiment des esprits aux principes conservateurs et aux sentiments de subordination et de respect qui ont été formulés en lois et dont le pouvoir surveille l'application. L'ordre est le résultat des mœurs, conformes à ce qu'impose la nécessité sociale, non d'un décret; la justice est garantie par la conscience, non par la police. Les institutions et ceux qui les exécutent ne sont réellement quelque chose que parce que le sentiment public les accepte et les appuie. La société demeurera à découvert et sans défense, le jour où les hommes se seront affranchis de la pensée que le méchant fait mal : toutes les pénalités de tous les codes possibles seront dès lors impuissantes pour la protéger. C'est la lutte entre ses passions et sa raison, c'est le trouble, le vertige auquel il est en proie, qui livrent le coupable aux gendarmes, aux juges; et ceux-ci ne prononceraient pas longtemps leurs sentences, si elles n'étaient d'avance minutées dans les intelligences et la conscience de tous ou de presque tous.

Or, et il serait dangereux de se faire illusion à cet égard, nous devons cela, et nous le devons uniquement à la morale et à la religion *qui ne sont plus*, qui du moins n'ont plus d'existence légale; les lois en font foi elles-mêmes. L'instruction publique et privée, didactique ou familière, instruction à laquelle il n'est pas en notre pouvoir de poser des règles et des limites, ne cesse d'ébranler la foi ancienne et ses conséquences, dernière barrière qui nous sépare de l'anarchie, et elle finira par la renverser et l'anéantir. Nous n'en persistons pas moins à croire que nous avons tout fait lorsque nous avons multiplié nos lois et stimulé nos procureurs du roi ou de la république ! C'est plus que de l'hébètement.

SOCIÉTÉ UNIVERSELLE.

L'idée que l'humanité puisse cesser d'être divisée en sociétés distinctes, en nations, fait sourire de pitié les hommes à courte vue. Ils ne réfléchissent pas à l'unité sociale à laquelle, avant l'ère vulgaire, les Romains avaient soumis tant de peuples différents, ni à celle dont l'Église composa, depuis, la monarchie catholique. Eh bien, ce que la politique a fait pour l'empire païen et la foi pour l'empire chrétien qu'elle y a substitué, la démonstration et l'acceptation de la vérité ne peuvent-elles pas le faire pour le monde, et cette fois non pendant quelques siècles, mais pour toujours?

— La preuve que *les sociétés* ne sont pas conformes à la raison absolue, se trouve dans l'instabilité de ces divisions de l'humanité : elles se sont constamment décomposées pour faire place à des recompositions qui n'avaient pas plus de chances d'avenir que leurs devancières. « Le temps est le criterium des sociétés, a fort justement dit M. Proudhon : sous ce rapport, l'histoire est la démonstration des erreurs de l'humanité, par la réduction à l'absurde. » Quand l'humanité *saura*, les nations n'*erreront* plus. Il n'y aura plus de sociétés distinctes.

SOL. Le monde (la terre) habité par une humanité.

La terre, le sol, est la force productrice matérielle; le raisonnement, le travail, est la force productrice morale. Faites que les moyens de travailler, c'est-à-dire les connaissances, soient égaux, et que le sol, à la disposition de la raison seule, ne soit confié à quelques travailleurs qu'au profit de tous, et la richesse, la prospérité, produit accumulé du travail, se répartira équitablement. Vous aurez toujours des riches, mais plus d'indigents.

— Tout vient du sol; le travail s'exerce sur le sol et sur ses produits. La classe qui n'y a point de part dépend donc de celle qui en dispose, qui ne prête le sol ou les *choses* provenant du sol et dont l'ouvrier a besoin, qu'au plus haut prix possible, pour qui, par conséquent, l'ouvrier doit travailler au meilleur marché possible : ce qui logiquement a pour résultat la richesse toujours croissante des propriétaires, et le paupérisme toujours plus étendu et plus rigoureux parmi les prolétaires. Le sol étant indispensable au travail pour produire, il faut, en justice absolue, que tout homme ait une part du sol à sa disposition. Or il est impossible que chacun ait du sol en propre, privativement de tout autre homme. Il est donc nécessaire qu'en justice absolue, c'est-à-dire dans une société qui a cessé d'être sous la domination de l'ignorance et de la force, le sol soit possédé collectivement.

SOL (*Aliénation du*). Appropriation individuelle du sol.

Cette aliénation est la cause du prolétariat et, par conséquent, du paupérisme, sous l'action incessante desquels notre organisation sociale est en voie progressive de se dissoudre.

Faut-il faire immédiatement entrer le sol à la communauté? Non, certes. Dans l'état de choses donné, la non-aliénation du sol étendrait indéfiniment le champ déjà si vaste de l'injustice. Le sol est devenu propriété individuelle parce que la possession privée, et le plus possible concentrée, de ce qui seul rend libre, bien qu'elle fût injuste en principe absolu, était néanmoins, pendant toute l'époque d'ignorance, nécessaire à la conservation de la société : la liberté, ne l'oublions jamais, la liberté au service de l'ignorance, a pour conséquence inévitable le désordre, l'anarchie. Mais le sol ne peut pas rester aliéné perpétuellement : cette injustice une fois examinée, comprise, engendre infailliblement les troubles, la discorde, et doit disparaître ; sinon elle détruira la société dans son germe, la bonne harmonie. Voilà ce qu'il faut ne point cesser de répéter : il y aurait folie à rendre brusquement la propriété du sol commune; il y a devoir à crier sur les toits que l'aliénation privée du sol devra être, plus prochainement peut-être qu'on ne pense, rayée du code social.

— Pour que le sol entre à la propriété collective, la société doit préalablement savoir que la justice est le dévouement de chacun à tous ; que ce dévouement est d'obligation stricte *parce que* son accomplissement sera immanquablement récompensé, sa violation irrémissiblement punie; qu'il y a d'autres vies que la vie présente, ce qui est la *condition sine quâ non* pour que le motif de se dévouer soit réel ; qu'enfin ce qu'il y a d'immatériel dans l'homme subira les conséquences de ses actes libres. Tant que chaque homme et tous les hommes ne sauront point cela de manière à ne plus pouvoir le mettre en doute, l'entrée du sol à la communauté fournira aux forts, aux puissants, qui auront peu de peine à se constituer *communauté* à eux tout seuls aux dépens de tous les autres, le moyen le plus efficace de dépouiller les faibles, plus complétement encore qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, et par là de mettre le comble aux maux de l'humanité. « Est-ce à dire (ce sont les paroles de M. de Colins) que le sol doive entrer à la propriété collective avant que le paupérisme moral soit anéanti? Essayez, et vous verrez beau jeu.... En époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit et d'incompressibilité de l'examen, si vous laissez subsister le paupérisme matériel, l'anarchie est inévitable, et si vous anéantissez le paupérisme matériel, l'anarchie est encore inévitable. » Il n'y a donc qu'une seule chose à faire, et elle doit être faite avant qu'on puisse même songer au reste, c'est d'anéantir le paupérisme moral.

SOL A LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE (*Entrée du*).

C'est par rachat que la propriété du sol devrait passer des individus à la communauté, aussitôt que l'aliénation du sol sera devenue aussi incompatible avec l'existence de l'ordre qu'elle y a été indispensable autrefois. Les moyens de faire face à cette dépense d'utilité sociale se trouveraient dans la dévolution des successions collatérales à l'État, dans le droit élevé perçu sur la faculté illimitée de léguer ses biens par testament, etc., etc. Les revenus de la propriété foncière serviraient à dégréver le travail de tout impôt et à remplir tous les devoirs de la société envers ses membres.

Mais si les possesseurs du sol ne hâtent pas eux-mêmes, de tous leurs vœux et de tous leurs efforts, cette révolution pacifique dans l'organisation sociale, elle se fera malgré eux, et alors, brutalement. Facilitée, elle peut encore être régulière ; entravée, empêchée, elle deviendra de plus en plus désordonnée, brusque, violente, peut-être même cruelle.

SOLIDARITÉ.

Il n'y a point de solidarité morale ; nul ne répond que de lui-même, pour la raison fort simple qu'il n'est pas tout le monde, qu'il n'est pas les autres, qu'il est exclusivement lui : mais aussi chacun porte la responsabitité, et toute la responsabilité, de chaque acte qu'il commet, et de tous ses actes. Pour que les enfants fussent punis des fautes de leurs parents, il faudrait, ou qu'il n'y eût qu'une personnalité humaine unique qui fût réelle, et que toutes les personnalités en lesquelles elle paraît se subdiviser, que tous les hommes enfin ne fussent que des illusions, des *rien du tout*, ou bien qu'il n'y eût ni justice, ni raison. Lorsque les enfants subissent les conséquences matérielles des fautes de leurs parents, ce n'est point comme coupables eux-mêmes de ces fautes qu'ils n'ont point commises, et dont rationnellement ils ne sauraient être responsables. Mais ils portent la peine de leurs propres méfaits dans une vie antérieure : le sang dont ils ont hérité, sang que les excès avaient appauvri, que la débauche avait corrompu, ou la position sociale difficile, pénible, avilissante, à laquelle les a condamnés le seul fait de leur naissance, avait d'avance accumulé sur leurs têtes les douleurs dont ils allaient être accablés, par leur seule faute.

SOMMEIL. Suspension plus ou moins complète du fonctionnement du système nerveux de la vie de relation.

Pendant le sommeil complet, l'organisme est modifié sans que le centre nerveux en reçoive les impressions, que par conséquent l'âme ne peut convertir en idées. Entre le sommeil et la mort, il y a cette différence, que pendant le premier, les organes restent susceptibles de reprendre leur fonctionnement, et que l'âme peut rattacher les dernières sensations éprouvées avant de s'endormir, à celles qui suivent le réveil, pour ne faire des unes et des autres qu'une conscience de soi, qu'une seule vie sentie. A la mort, toute communication est rompue, et sans retour, entre les organes et le centre nerveux, qui ne se modifient plus que pour se décomposer. Supposez un sommeil sans rêve, d'une durée de cent ans; pour l'homme qui se réveille, il est exactement la même chose que le sommeil d'une heure.

SOPHISTE.

Le sophiste qui se propose la découverte de la vérité, y procède par voie d'analogies, dont il ne peut, en bonne raison, tirer que des conséquences de probabilité ou de possibilité; ou bien il prend pour point de départ une simple supposition, et il voit la certitude lui échapper, à mesure que, d'hypothèse en hypothèse, il se croit plus près du moment où il pourra la saisir.

SOT.

Celui qui ne raisonne point est, non pas un sot, mais un idiot; le sot déraisonne, ou raisonne mal, mais raisonne enfin.

— Le sot, sous le rapport social, est, tantôt celui qui craint tout mouvement, qui veut du repos *quand même*, qui préfère le mal qui est, au bien qu'il faudrait établir, qui confond dans une même indifférence l'erreur et la vérité, qui demande la stabilité à l'inertie, qui de peur d'être tué se fait mort; tantôt celui qui, à l'aide de l'une ou de l'autre des utopies qui menacent la société, propose naïvement de la tuer pour l'empêcher de mourir. Le sot de la dernière espèce est, actuellement du moins, le plus dangereux. *Probablement*, les maniaques de démolition, poussés à bout par les maniaques de conservation, renverseront la société qui existe. Après quoi, la raison aura *nécessairement* son tour, et fondera la société qui doit exister.

SOUFFRANTES (*Classes*).

Elles sont la corrélation inévitable d'une classe privilégiée. Du moment que le capital domine la société, il faut bien que les non-capitalistes, les prolétaires, soient dépendants, en d'autres termes, soient sacrifiés à l'exploitation s'ils se prêtent, aux rigueurs des lois que les capitalistes ont faites, s'ils regimbent. Toutes les phrases possibles, redondantes de réforme humanitaire, et toutes les mesures que cette réforme suggère sont impuissantes contre la fatalité de la logique. Si vous voulez que l'effet qui vous choque vienne à cesser, supprimez la cause. Sinon, demeurez en repos, et taisez-vous.

SOUFFRIR.

Il est incontestable qu'avec l'organisation sociale donnée, celle qui est née de l'ignorance primitivement essentielle à l'humanité, des hommes et même la plupart des hommes naissent pour souffrir. Si l'on n'en conclut pas que ces hommes ont mérité ailleurs d'expier ici-bas, il faut nier l'ordre moral, la justice et la raison. Cette conclusion n'affranchit aucun de nous du devoir de ne rien négliger pour calmer les souffrances de l'humanité. Qu'après cela, nous réussissions ou non, nous avons satisfait; et tout est bien.

SOUMISSION.

La soumission volontaire existe, tant qu'une autorité incontestée déguise la force. Dès qu'on discute l'autorité, il n'est plus possible d'exiger une soumission réelle, si ce n'est au nom de l'autorité rationnellement incontestable; et aussi longtemps que la démonstration de celle-ci n'est pas socialement acquise, on n'obéit pas à l'autorité, on cède à la nécessité, on fléchit sous la force. Chacun alors ne se soumet qu'à son opinion propre; c'est-à-dire qu'il n'y a pas de subordination du tout, que tous veulent commander, que personne n'obéit.

SOURCES D'ERREUR.

Voici les principales : L'identification du réel avec l'apparent, du propre avec le figuré, de l'ordre d'éternité avec l'ordre de temps; la confusion de ce qui est matière avec ce qui, en outre, est corps, et la limitation du matériel au corporel exclusivement; l'attribution à l'âme de qualités qui la rendent complexe et par conséquent l'anéantissent comme immatérialité, par exemple, de l'intelligence; en résumé, l'indétermination des mots.

SOUVERAINETÉ. Autorité.

Pendant l'époque d'ignorance sociale de la vérité, la société, contrainte par la nécessité d'établir et de conserver l'ordre, se fonde sur le despotisme, qui seul alors est apte à exercer la souveraineté; les individus, progressivement poussés par le besoin de développer l'intelligence, renversent l'autorité de la foi par l'examen qui la met en

doute, et affaiblissent la souveraineté en la morcelant : ce ne sera qu'à l'époque de connaissance de la vérité, lorsque l'autorité sera l'expression de la raison, que la souveraineté se maintiendra par l'incontestabilité du principe sur lequel l'ordre sera assis, et que l'usage de la liberté ne pourra que rendre de plus en plus inattaquable.

— Hors la souveraineté de droit divin, qui n'est que la force transformée en droit pour l'ignorance, et la souveraineté du peuple qui est la force brutale, il n'y a pas d'autre souveraineté imaginable que celle de la raison. Car la souveraineté physique ou organique, de naissance, de race, que quelques-uns attachent à une prétendue différence essentielle entre l'homme destiné à commander et les autres hommes faits pour obéir, c'est le règne exclusif de la force, et même de la force sous son aspect le plus odieux.

SOUVERAINETÉ ENTRE LES NATIONS.

La raison ne décide rien sur la question de souveraineté entre les nations, si ce n'est que la question elle-même est absurde devant elle. Il n'y a pas de souveraineté rationnelle entre égaux en droit, il n'y a lieu qu'à l'application de la force : c'est à elle seule à trancher toutes les questions possibles. Entre nations en dissidence, la plus puissante fait triompher son intérêt qu'elle appelle *la justice*. La force est le seul droit entre des souverainetés individuelles ou nationales. Du jour où la justice internationale, justice absolue, bien entendu, pourra être appliquée, il n'y aura plus de nations, il n'y aura que l'humanité.

SOUVERAINETÉ DE DROIT DIVIN.

Cette souveraineté se résume dans l'infaillibilité d'un pape, représentant de Dieu, comme la souveraineté du peuple se résume dans l'infaillibilité des individus : c'est toujours le despotisme, soit du prêtre ou du roi, soit de la majorité, maintenant l'ordre ou progressant vers l'anarchie.

SOUVERAINETÉ DU PEUPLE.

La souveraineté du peuple est la souveraineté de tous sur... personne. Car si quelqu'un était sujet, tous ne seraient plus souverains.

— La souveraineté du peuple a pour dernière expression le *vote universel* et le *gouvernement direct*, et pour conséquence plus ou moins prochaine l'anarchie. Donnons-nous tous la main, s'écrie M. Proudhon, dans un de ses élans de franchise, nous sommes « tous également anarchistes : *la souveraineté du peuple ne signifie que cela.* »

— La souveraineté du peuple, du nombre, des majorités, est la conséquence du prétendu contrat en vertu duquel les hommes auraient fondé la société, après avoir renoncé au prétendu état sauvage, état d'isolement, remplacé par l'état social, on ne sait *quand, comment* ni *pourquoi*.

— Qui dit *souveraineté du peuple,* dit *souveraineté de la volonté, de la force.* C'est le résultat de l'incompressibilité sociale de l'examen. Rien n'étant prouvé sur rien, chacun admet ce qu'il veut, et, *s'il est fort,* agit d'après son opinion. La raison de chacun est souveraine, c'est-à-dire qu'il n'y a plus en effet de raison ni de droit, qu'il n'y a que force et nécessité. La souveraineté individuelle, ou de la raison de chacun, est la négation de la société : car celle-ci est la reconnaissance d'une vérité commune, de la raison impersonnelle, absolue, incontestablement déterminée pour l'intelligence de chacun et de tous; et la communauté de toute vérité, au moyen, soit de la foi, soit d'une démonstration, est niée par cela même que la raison personnelle est déclarée souveraine. Sous la souveraineté du peuple, la raison n'est point déterminable, et une règle commune d'action est impossible. En exercice, cette souveraineté est la morale générale, ou la politique, formulée et appliquée par des individus ayant chacun sa morale particulière, indépendante de toute règle commune.

SOUVERAINETÉ DE LA RAISON.

C'est la seule souveraineté réelle, parce que, sous elle, les hommes qui ont tous les mêmes devoirs à remplir comme ils ont les mêmes droits à exercer, sont aussi soumis au même principe qui est la raison, la justice, clairement et incontestablement déterminé, et le sont au même titre, celui de leur égalité psychologique. « La souveraineté n'est attachée, a dit M. Huet, ni au nombre, si grand qu'il soit, ni au consentement, même unanime, du peuple; elle découle essentiellement de la vérité, de la justice. »

SPÉCIAUX (*Hommes*).

Ces hommes sont fort utiles quand ils se soumettent aux idées générales et aux hommes qui les appliquent. Toute *spécialité* prétendant à l'arbitraire est une peste pour la société. Par exemple : l'économiste croyant, qui subordonne l'organisation sociale à une révélation quelconque en présence de la liberté d'examen, et l'économiste protestant ou libéral, qui veut organiser la société indépendamment de la religion, sont des hommes spéciaux qui rendent tout ordre impossible.

SPÉCULATION FINANCIÈRE.

Nous avons dit à l'article *Finance* ce que nous en pensons. Le mot *spéculation* sert depuis quelque temps de terme à peu près honnête pour exprimer toute espèce de tripotage; il en est tombé dans le discrédit : car chacun veut bien faire adroitement passer l'argent des autres de leur poche dans la sienne, mais peu encore consentent à avouer ouvertement ce genre d'industrie, qui souvent, de l'agiotage, passe à l'escroquerie et à pis encore.

SPIRITUALISME. Reconnaissance de l'immatérialité en l'homme.

Si l'on attribue l'immatérialité, la réalité individuelle, à Dieu, l'âme devient matérielle, illusoire, et la liberté, la morale, la société s'écroulent; si elle est l'essence des âmes, Dieu, être personnel, qu'on le suppose d'ailleurs corps ou esprit, s'évanouit sans retour.

SPIRITUEL (*Pouvoir*). Pouvoir proprement dit.

Le pouvoir spirituel est le seul qui puisse être absolu, c'est-à-dire qui soit réellement pouvoir. Quand le pouvoir temporel, appelé par la raison à gouverner sous lui, s'insurge contre lui, il se suicide. La séparation des deux pouvoirs, si vantée par le libéralisme bourgeois, est l'anéantissement de tout pouvoir réel; c'est la dualité, la multiplicité, la confusion, le désordre, substitués à l'unité; c'est la mort sociale.

SPOLIATION.

La spoliation est toujours un acte de force brutale, qu'il soit d'ailleurs commis par quelques individus ou par la société, au moyen d'une loi ou en conséquence d'une mesure révolutionnaire. Quand la spoliation s'exerce par l'État, elle s'appelle *confiscation* (voir ce mot), et se colore généralement du prétexte d'une juste punition à faire subir par ceux qui sont dépouillés. Ou bien on allègue le salut public, menacé, prétend-on, par les trop grandes richesses, et par le pouvoir, qui en est la conséquence, des victimes de la spoliation. Qu'on vise à changer l'organisation de la société, qui a entraîné après elle les abus et les maux dont on a à se plaindre, cela est logique et se conçoit sans peine. Mais que, pour établir la balance équitable des conditions sociales, on se borne, tout en conservant la cause de la rupture de l'équilibre, à violer les droits acquis en vertu de l'ordre existant, c'est absurde. On ne comprend donc pas que c'est renverser d'une main ce que, de l'autre, on veut empêcher de tomber?

SPONTANÉ. Ce qui se rapporte : dans le sens propre, à la volonté réelle; dans le sens figuré, à la nécessité.

Le mot *spontané* s'emploie souvent dans le sens de motilité ou plutôt de mobilité; mais alors sa signification, qu'on peut qualifier d'impropre, n'a pour valeur que celle de nécessité, de force. Il vaudrait mieux le remplacer par le mot *automatisme*.

— Les mouvements que l'on considère comme des actes, et qui paraissent avoir leur cause dans la force qui les a produits, sont appelés *spontanés*. On ne dit pas que la pierre lancée tend *spontanément* vers le but qu'elle atteint; mais on dit que l'animal *se* meut *spontanément*. On dit même que la terre tourne *spontanément* autour du soleil, quand on veut signifier que le mouvement de la terre a lieu par suite d'une impulsion qui lui est propre, mais qu'elle ne peut ni connaître ni modifier. Toutes ces locutions appartiennent au langage plus ou moins figuré, qu'il importe beaucoup de bannir des discussions philosophiques, pour le reléguer dans le domaine des images, la poésie. Le mouvement de translation de la terre appartient aux lois générales de la matière, comme le mouvement de progression de la pierre qui est lancée, comme le mouvement de chute de la pierre qui n'est plus soutenue. Les mouvements des animaux n'ont de spontané qu'une apparence plus saisissante de la liberté; nous les appelons *automatiques*.

Dans le sens de *libres*, nos actes raisonnés sont seuls spontanés *réellement*.

STABILITÉ DE L'ORDRE SOCIAL.

La stabilité sociale de l'ordre sera la conséquence de la découverte et de l'application sociale de la vérité. Une opinion que tous les membres de la société embrassent de commun accord, et dont la société interdit la discussion, afin qu'incontestée, elle paraisse incontestable, sert aussi, il est vrai, de base à un ordre quelconque. Mais, de l'examen privé qui ne peut jamais être empêché, naît tôt ou tard l'examen public, la discussion; et alors cet ordre s'évanouit. « Tant, dit M. Proudhon, qu'une opinion est universellement admise, l'universalité de croyance se sert à elle-même d'argument et de preuve; dès que cette même opinion est attaquée, la foi antérieure ne prouve plus rien : il faut subir le raisonnement. L'ignorance, quelque vieille et excusable qu'elle soit, ne prescrit pas contre la raison. » Une fois la vérité connue, une fois l'éducation et l'instruction fondées sur elle et sur les conséquences qui en découlent nécessairement,

la stabilité de l'ordre, désormais inébranlable, est acquise à l'humanité.

STYLE.

Les formes du discours, sa couleur, ses ornements, peuvent couvrir l'erreur comme la vérité; le style sert également à dissimuler le mal et à faire valoir le bien. L'art oratoire est un art admirable quand il est au service de la raison. Si, au contraire, les passions le dirigent, c'est l'art le plus dangereux. L'éloquence ne prouve rien; sœur de la peinture et de la musique, elle plaît à l'esprit comme la peinture aux yeux et la musique à l'oreille. Mais le raisonnement a pour but, non de plaire par sa tournure, par sa forme, mais de convaincre par son fond, qui doit être une démonstration irréprochable sous tous les rapports.

SUBORDINATION.

La subordination proprement dite est relative au raisonnement; elle est toujours, ou volontairement acceptée, ou du moins sciemment subie. Les êtres dépourvus de volonté, les choses sont coordonnées, sans leur participation et à leur insu. Ce sont les êtres intelligents qui leur donnent l'ordre voulu, en les rangeant, comme ils les conçoivent et pour s'en rendre compte, l'une chose avant l'autre, l'une dessus, l'autre dessous.

SUBSIDES.

Les subsides accordés par le pouvoir sont le grand moyen de domination des gouvernements actuels qui, par son emploi de plus en plus fréquent, essayent de restaurer indirectement l'arbitraire dont l'action directe leur est devenue plus ou moins impossible. D'après ce système, la nation doit tout mettre à la disposition des ministres qui, après cela, rendent à chaque individu, ou aux communes, ou aux associations, non, comme les saint-simoniens en affichaient la prétention, selon leur mérite et leurs œuvres (mérite, bien entendu, déterminé, et œuvres appréciées par les sommités saint-simoniennes), mais proportionnellement à l'élasticité des consciences, à la souplesse du zèle et à la servilité du dévouement. Nous convenons volontiers que cela simplifie beaucoup l'action du pouvoir : il n'y a plus dès lors que des *roues* gouvernementales, et pourvu que celles-là soient bien *graissées*, tout marche comme par enchantement, sans choc, sans irrégularité et sans opposition. La manivelle tourne et les marionnettes se trémoussent.

SUBSTANCE. Ce qui subsiste sous une apparence.

Nous entendons par subsister, *persister*, c'est-à-dire continuer à exister sous toutes les apparences possibles. La substance donc est simple, et l'est nécessairement; complexe, elle se diviserait, se désagrégerait, passerait par une série de modifications, à travers le temps, de l'existence à la non-existence : or cela est contraire à l'hypothèse. La substance doit exister par elle-même; en d'autres termes, elle ne peut pas avoir eu de commencement et elle n'aura pas de fin.

— Des substances matérielles, ou bien différentes espèces de substances, seraient bien plus absurdes encore qu'un bâton à un seul bout, s'il y avait des degrés dans l'absurdité. Nous l'avons déjà dit : substance et matérialité impliquent contradiction dans les termes.

— L'admission d'un seul être improprement dit, d'une *chose*, comme ayant une existence à lui, comme étant une *substance*, a pour conséquence forcée la réalité du matérialisme. En effet, si la matière qui *est* incontestablement pour nous par ses manifestations, par les modifications de nous-mêmes qu'elle nous fait éprouver, *est* aussi, indépendamment de nous, dans chacune de ces manifestations; c'est-à-dire, si, outre ce qu'il nous paraît être, un phénomène quelconque a (supposition évidemment et incontestablement absurde) une existence en dehors de cette apparence et au-dessus d'elle, existence réelle quand bien même elle ne se serait pas manifestée, quand bien même elle n'aurait modifié personne, nous-mêmes ne sommes plus que des manifestations, des apparences, de la matière : ajoutons, car c'est là l'essentiel, que dès lors nous n'avons plus d'autre intérêt que celui de nous sentir modifiés de la manière la plus agréable, quoi qu'il puisse en avenir aux autres êtres, hommes ou choses, matière inorganique ou organisée, vivante, sensible et intelligente.

— De prétendus philosophes ont fait grand bruit d'une *substance des substances*. C'est tout bonnement une phrase vide de sens. Une substance supérieure est la négation de toute autre substance; une substance unique est la négation d'elle-même comme pouvant parvenir à se connaître et à agir.

SUCCÈS.

Le succès heureux ne dépend point de nous; donc le mauvais succès ne saurait, en justice rationnelle, nous être imputé à crime. Ce qui seul dépend de nous et entièrement de nous, c'est l'idée vertueuse, le désir, l'intention, la volonté de bien faire; ce qui dépend encore de nous, c'est de ne rien négliger pour atteindre le but proposé; ce qui

enfin est également en notre pouvoir, c'est de bien nous assurer que les moyens qui nous paraissent les plus propres à nous faire parvenir à nos fins sont, à nos yeux du moins, aussi avoués qu'elles par la raison la plus sévère. Notre devoir c'est de faire, ou du moins de vouloir faire le bien, partout et toujours, et au prix de toute espèce de sacrifices; cela est dans l'ordre du temps qui nous appartient : les conséquences de nos actes sont dans l'ordre d'éternité, et du domaine exclusivement de la souveraine justice, auquel, par notre essence, nous appartenons.

SUFFRAGE.

Le bon sens le plus élémentaire dit que, si l'on veut maintenir un ordre de choses quelconque, il ne faut appeler à le discuter que ceux qui ont intérêt à sa conservation. L'aristocratie terrienne votait seule sur l'organisation nobiliaire; l'aristocratie bourgeoise n'accorde le droit de délibérer qu'à ceux qui payent le cens. Cependant, bien que l'ordre social repose encore sur l'exploitation du travail par le capital, la société ne peut plus empêcher que chacun de ses membres ne mette en doute la réalité du principe qui domine cet ordre, et l'organisation qui l'exprime.

Il y a plus : par l'instruction qu'on répand dans tous les rangs de la société, appelés ainsi à examiner les questions sociales et à se prononcer sur leur valeur, on compromet essentiellement l'existence de l'ordre établi; or cet ordre, vu l'ignorance sur la réalité du droit, repose encore sur l'exploitation du travail par le capital, et, par conséquent, les seuls capitalistes, fort petite minorité dans nos sociétés actuelles, ont intérêt à le conserver. Demander aux ouvriers, aux prolétaires, ce qu'ils pensent d'un ordre de choses dont ils sont les victimes, n'est-ce pas préparer le renversement de cet ordre, n'est-ce pas préluder à l'application pratique du suffrage universel, et même de la législation universelle qui, dans les circonstances données, sont de véritables provocations directes à une levée en masse du prolétariat, entraînant la société dans une lutte anarchique, propre seulement à changer le personnel des privilégiés, sans toucher le moins du monde au privilége. — Voir le mot *Vote universel*.

SUICIDE.

L'homme qui se donne la mort sous l'empire social de la foi ou de la connaissance de la vérité, est un fou, un malade. A l'époque de discussion, c'est un matérialiste qui, ayant pesé le bien et le mal dont à ses yeux le reste de sa vie sera tissu, se tue si le mal lui paraît emporter la balance. Quand il n'a plus rien à attendre ici-bas, le croyant demeure et souffre, dans l'espoir d'une compensation ailleurs; l'homme de raison fait de même, parce qu'il sait qu'il expie; l'ignorant incrédule, s'il raisonne et craint moins la mort que la douleur, se figure qu'il échappe à celle-ci en se suicidant.

SUJET. Cause proprement dite.

On appelle sujet, l'être agissant réellement, avec connaissance et liberté; la substance; l'immatérialité; l'âme dans les conditions voulues pour pouvoir penser et agir.

SUPPRIMER.

C'est le remède à l'ordre du jour. La société est malade, dit-on; vite supprimons les symptômes les plus alarmants. Et on ne songe pas à remonter aux causes de ces abus, lesquelles reproduisent bientôt leurs inévitables effets. Les plus huppés de nos publicistes réformateurs font un pas de plus; ils s'attaquent corps à corps aux causes mêmes, mais au lieu de remplacer les causes vicieuses par la seule bonne cause possible, ils retranchent tout. Leur *destruam* brille dans tout son éclat, mais nul encore n'a vu poindre leur *ædificabo*.

Plus d'autorité, plus de pouvoir, plus de religion, plus d'hiérarchie, plus de gouvernement! C'est fort simple : après toutes ces suppressions, la société n'a indubitablement plus aucun abus, aucun mal à craindre; car elle est morte. Que dirait-on du médecin qui enlèverait à son patient la respiration, la circulation, la digestion, pour l'empêcher de souffrir en le tuant?

A les entendre, nos graves socialistes veulent l'ordre, la paix et le bonheur : l'ordre matériel, soit, comme celui qui règne parmi les tombeaux d'un cimetière convenablement disposé; la paix encore, les morts ne bougent pas. Mais le bonheur, quand il n'y a plus de sentiment, d'intelligence, de vie! c'est réellement par trop insulter à la raison.

SUR (*Le parti le plus*).

On appelle ainsi un argument qui, propre à séduire quelques esprits faibles, commence à beaucoup perdre de son autorité. Il est utile de lui ôter tout cours rationnel. Les bonnes gens disent : « Est-il donc si difficile de croire en Jésus-Christ et de se soumettre à l'Église? Non. Eh bien, supposé même que cette foi ne fût pas nécessaire au salut, qu'aurait-on perdu à la professer et à la pratiquer? Rien. Et si elle y est indispensable, n'aura-t-on pas tout gagné en s'y soumettant? Prenez donc *le parti le plus sûr*. »

Le raisonnement est spécieux, mais il prouve trop; il prouve tout ce qu'on veut lui faire prouver, et partant il ne prouve plus rien du tout. Il est à l'usage du juif pour la foi de Moïse, et du musulman pour celle en Mahomet, aussi bien qu'à celui du disciple du Christ pour la foi en son maître. Elle sert à faire mourir dans les eaux du Gange, une queue de vache à la main, tout comme à expirer en recevant les saintes huiles et en tenant un cierge bénit.

SURETÉ.

Faut-il sacrifier la sûreté publique à la liberté des individus, ou la liberté individuelle à la sûreté, à la force de l'État? Questions oiseuses si on ne se met préalablement d'accord sur la valeur des termes, à moins qu'on n'ait, en se servant de mots indéterminés, l'intention d'épaissir les ténèbres qu'on a voulu se donner l'air de chercher à dissiper. Examinons.

Qu'est-ce que la sûreté publique? C'est évidemment celle de tous les individus et par conséquent de chacun d'eux. Et de quoi chaque individu veut-il être sûr? De son existence et de sa propriété, c'est-à-dire de la liberté de jouir de l'existence comme il l'entend. La liberté publique est donc la somme de toutes les libertés, comme la sûreté publique est celle de toutes les sûretés particulières. Et là où l'État n'est sûr que par la confiscation de la liberté de ses membres, il y a despotisme, tout comme là où les citoyens n'usent de la liberté que pour mettre en danger la sûreté de l'État, il y a anarchie.

Or, dès que la discussion est libre, le despotisme et l'anarchie doivent être évités avec le même soin. Ce sont deux modes d'application de la force brutale dans l'intérêt prétendûment de l'ordre ou de la liberté. Malgré le drapeau différent qu'ils arborent, celui de l'indépendance individuelle ou celui de la sûreté de tous, ils se ramènent nécessairement l'un l'autre, selon le besoin que l'on croit avoir d'eux, et en réalité, ils ne satisfont aucun besoin, pas plus celui de l'ordre public que celui de la liberté de chacun.

Tout cela est clair comme deux et deux font quatre, mais seulement, nous le répétons, quand il n'y a pas parti pris d'avance de recourir à la parole pour tromper sur la pensée.

SURHUMAIN.

Ce qui est surhumain ne nous regarde aucunement. L'homme doit s'occuper de ce qu'il peut connaître, de ce qui, par conséquent, a une existence pour lui. Ce qui est hors de lui, sans rapport avec lui, ce qui est au-dessus de lui n'est pas dans ce cas.

SURNATUREL. Contraire aux lois de la matière et de la raison.

Les lois éternelles de la matière qui déterminent le mouvement sont constatées par l'âme dans les phénomènes dont l'ensemble constitue ce qu'on appelle *la nature physique;* il n'y a point place là pour le surnaturel. Quant aux lois de la raison, ce sont elles qui dominent tout; elles se résument dans la proposition *un égale un, et non deux, trois ou plusieurs*. Tout ce qui leur est opposé est donc absurde.

— Le premier point à éclaircir dans cette question, comme dans toutes les questions morales, est celle de savoir s'il y a *réellement* une raison hors et au-dessus des phénomènes, des choses, s'il y a, outre le physique, du non physique, du métaphysique. Et, cette question étant résolue affirmativement, il faut avoir bien soin de ne jamais confondre le métaphysique avec le physique; le spirituel, comme on dit, ou l'éternel, avec le temporel, le matériel; le réel, en un mot, avec ce qui n'en offre que l'apparence, avec l'illusoire.

SYLLOGISME.

Le syllogisme sert à ramener toutes les vérités possibles à l'identité avec la vérité mère, avec l'unité réelle, avec l'immatérialité.

Dans ce sens, on peut dire que jusqu'ici il n'y a point eu de syllogisme proprement dit, puisque la vérité mère demeure indéterminée pour la généralité des hommes. Ce qu'on appelle *syllogisme* dans le sens ordinaire du mot, part toujours d'un fait non incontestable devant la raison, et ne peut par conséquent mener qu'à des vérités hypothétiques et relatives.

SYMBOLE.

Un symbole n'a de valeur que par la chose qu'il représente. La chose détruite, le symbole peut rester encore; mais il ne signifie plus rien. Le symbole de foi a cela de commun avec tout autre signe ou type : lorsque la foi vient à manquer, le symbole est exclusivement une suite de phrases et de mots, une succession de sons, sans plus.

— Dans le sens de déclaration de principes à faire adopter, de programme à faire exécuter, tout symbole suppose l'infaillibilité chez celui qui l'impose. Du moment que cette infaillibilité peut être mise en doute, discutée ou seulement examinée, le symbole devient ridicule. Pour une société croyante, le pape est tout; pour une société sceptique, un pape est un hochet.

SYMPATHIE. — Voyez *Antipathie*.

SYMPTOMES DU MAL SOCIAL.

Que dirait-on du médecin qui, sans s'inquiéter de la maladie qu'il est appelé à guérir, ne ferait que porter remède aux symptômes auxquels elle donne lieu? Infailliblement que c'est un charlatan, qui favorise le développement du mal jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de remède. Eh bien, nos hommes d'État traitent la société exactement comme ce médecin traiterait son malade. Ils demandent, non à la pharmacie de la raison de quoi remédier au mal social, mais seulement à l'officine des majorités de quoi calmer les souffrances les plus manifestes et les plus difficilement supportées, et ils laissent la maladie étendre ses ravages. Il est vrai qu'il n'est jamais trop tard pour sauver la société; mais plus on diffère de lui appliquer le remède radical que son état exige, plus l'agonie sous laquelle elle se débat se prolonge, et plus aussi les douleurs qui accompagneront la cure à laquelle il faudra finalement la soumettre, seront poignantes.

SYNONYMES.

Il suffit de deux expressions synonymes dans une phrase, expressions qui devraient y avoir la même valeur et qui néanmoins sont employées avec la particule copulative *et*, pour prouver que celui qui se sert de ces mots n'y attache qu'une signification vague, ce qui équivaut à dire point de signification du tout, du moins en réalité.

Quand on parle de l'homme intellectuel *et* moral, on ne dit rien, ou on dit une sottise; car sans intelligence, il est impossible qu'il y ait ou moralité ou immoralité, et avec l'intelligence, toute action, en d'autres termes, tout choix d'un motif de conduite est nécessairement immoral ou moral. — Voir le mot *Innocence*.

Vouloir former l'esprit *et* le cœur, comme on s'exprime, pour dire enseigner à pratiquer la justice, à se conformer à la raison, c'est répéter la même chose en des termes synonymes auxquels on prête une signification différente. Le cœur ne peut être bien ou mal dirigé que par l'intelligence (nous continuons à user d'une locution vicieuse que nous condamnons), et quand l'intelligence dirige bien, le cœur marche toujours droit. De même, à moins qu'un homme ne raisonne aussi logiquement que ses propres lumières et les connaissances acquises à la société le permettent, il ne sera jamais juste dans le strict sens du mot, c'est-à-dire juste avec l'intention de l'être, et en sachant pertinemment ou en étant fondé à croire qu'il l'est et pourquoi il l'est. Quand tous les hommes pourront raisonner logiquement après être partis d'un principe incontestable, ils seront toujours justes, à moins qu'ils ne soient momentanément fous, qu'ils ne se laissent entraîner par la passion, qu'ils ne suspendent l'exercice du raisonnement, qu'ils ne cessent d'être logiques.

Ce que nous venons de dire s'applique également aux phrases où les mots de même valeur sont disjoints : prenons pour exemple *la société ou l'humanité* (nous prenons la particule *ou* comme alternative, et non comme explicative). Qui dit l'un dit l'autre; car il n'y a d'humanité que par le contact intellectualisé, le développement du langage, l'entente par le verbe, l'association enfin, et la société ne saurait avoir lieu s'il n'y avait des êtres susceptibles de communiquer intellectuellement entre eux, de s'entendre, des hommes en d'autres termes.

— Si l'on pèche en présentant comme ayant des valeurs différentes des expressions qui ne peuvent signifier que la même chose, on ne commet pas une erreur moins grave en donnant à une seule expression plusieurs significations diverses. C'est toujours la même indétermination qui en est cause. Communément on distingue la raison de l'homme de la raison de Dieu, comme s'il pouvait y avoir plus d'une raison, plus d'une voie pour arriver à la vérité, plus d'une vérité. Qu'on distingue entre la raison impersonnelle, la vérité, et la raison individuelle, qui est l'intelligence, l'homme; soit. L'homme, c'est l'union d'une âme avec un organisme, d'où résultent la liberté, c'est-à-dire l'intelligence elle-même, et le raisonnement, c'est-à-dire la raison individuelle en action, moyen pour elle de discerner et de déterminer la raison-principe, et moyen pour chacun de régler sa propre conduite conformément à cette raison, conformément à la vérité. Mais après tout, que fait-on par là? Rien autre chose que de faire comprendre une fois de plus que la raison impersonnelle doit être unique parce qu'elle est nécessairement absolue, et qu'elle serait comme si elle n'était pas, s'il n'y avait pour la découvrir et la définir des raisons personnelles, que la nécessité de connaître et d'agir dans un sens uniforme, social, stimule sans cesse et oblige de poursuivre ce travail. — Voir l'article *Épithète*.

SYNTHÈSE. Raisonnement qui a pour point de départ un fait incontestable, et qui ne procède que par déductions de propositions identiques.

Le seul fait incontestable pour tout être qui raisonne, est le sentiment de sa propre existence : la synthèse doit en déduire par enchaînement d'identités, d'abord la réalité démontrée de ce sentiment, puis toutes les vérités de l'ordre moral, la science sociale tout entière.

SYNTHÉTISER.

Ce mot devrait ne signifier que : *faire de la synthèse;* on lui a fait signifier : *faire accorder tant bien que mal;* c'est ainsi qu'on synthétise sur le moindre rapport, sur la plus légère analogie. On s'est même avisé (car on s'arrête rarement quand on s'est engagé dans une fausse route) de synthétiser des choses opposées, des idées directement contradictoires; on a prétendu, au moyen de la synthèse, faire jaillir, de toutes les opinions qui s'entre-heurtent, se croisent et s'annulent mutuellement, une idée collective, une pensée commune. Des parties musicales diverses, a-t-on dit, forment bien une symphonie. C'est vrai, répondons-nous; mais ces parties étaient d'avance combinées pour constituer un ensemble. Pense-t-on que si Beethoven s'était borné à mêler les sons discordants d'un charivari, cela eût suffi pour les réduire en une des admirables symphonies que tout le monde admire?

SYSTÈME. Ensemble de propositions, basées sur une hypothèse.

Dès que l'hypothèse est démontrée vraie, le système devient science. Se vanter de n'être point systématique, c'est-à-dire de ne pas lier, de ne pas coordonner ses idées les unes par rapport aux autres, en les rattachant toutes à une unité fondamentale, est la caractéristique d'un sot. Et les sots disent qu'il faut être fou pour avoir un système. Les fous sont ceux qui ont un système faux, comme les imbéciles ceux qui n'en ont pas du tout.

— Il y a deux espèces de systèmes, également soumis à la règle que nous venons de déterminer. « Une théorie en physique, dit Bonald, est un système de faits; une théorie en science morale, est un système de raisons. » Dès que la réalité du principe, dont l'ensemble des faits ou des propositions est déduit, a été démontrée, il y a plus que système; l'hypothèse a fait place à l'incontestabilité.

———

T

TARTUFE.

Le tartufe prend tous les masques : d'après le milieu où il vit, il se présente sous le déguisement qui, cachant le mieux ses projets, lui prépare le succès le plus sûr. Les beaux jours du tartufe de dévotion sont passés avec la foi qui était leur raison d'être. Le tartufe de mœurs, loin de réussir à notre époque, ferait rire de sa naïveté et succomberait sous le ridicule. Le philanthrope déchoit de jour en jour.

C'est au tour du charlatan de socialisme. Appelant à son aide tous les maux de la société, la misère, le découragement, l'abrutissement, l'oppression, les proscriptions et le reste, il s'affilie aux *classes souffrantes,* et sous la veste du prolétaire, le tablier de l'ouvrier, les haillons du paria, spécule sur le malheur du grand nombre, afin de parvenir à se glisser parmi le petit nombre d'heureux. La tartuferie que nous signalons offre du moins ceci de consolant, savoir, que le cri de détresse du paupérisme a été entendu et qu'il a remué jusqu'aux fibres les plus racornies des exploiteurs. Il fallait que la peur les serrât de bien près, pour que la misère fût en hausse à la bourse de l'hypocrisie. Le métier est bon pour le moment, comme aux temps de disette l'est celui de certains escrocs qui, les poches pleines d'écus, vont mourir de faim de porte en porte.

TAUTOLOGIE.

Un est identique à *un;* mais dire *un est un* serait une tautologie ridicule. Si l'on dit : *un* est *simple,* est *indivisible,* est *éternel,* est *absolu,* est *immatériel,* est un *sentiment d'existence,* est une *âme,* il y a toujours identité, mais sous diverses formes. L'idée est la même; l'expression, les mots changent : il n'y a plus tautologie, mais déduction, raisonnement et bon raisonnement.

TAXE DES PAUVRES.

Par cette expression nous entendons signifier ce que l'État force le contribuable de fournir pour l'entretien des indigents, c'est-à-dire la charité sociale ou administrative.

Nous ne traitons pas ici la question de la déraison radicale qu'il y a pour la société, qui n'a plus le pouvoir d'empêcher l'examen et la discussion des droits de chacun et des devoirs de tous, à prétendre persister dans un système d'organisation où la naissance, le hasard, partage les hommes en deux classes : l'une, celle de l'immense majorité, condamnée à ne vivre que pour autant que l'autre, celle d'une imperceptible minorité, le permet, et de la seule manière qu'elle le permet. Nous nous bornons à faire ressortir les déplorables effets de l'aumône sur ceux-là mêmes à qui elle semble profiter. Quel est le but de l'homme qui travaille, qui pense? C'est d'obtenir ce qu'il désire avec le moins de peine possible. Voilà pourquoi il ne se borne pas à l'emploi de ses propres membres; il s'arme en outre d'instruments, il invente des machines, etc. Celui-là donc qui est une fois parvenu, en tendant la main ou en se faisant inscrire sur la liste des pauvres, à ramasser commodément le double et le triple de ce que l'ouvrier ne gagne qu'en dépensant ses forces et en usant sa vie, ne sera plus jamais qu'un fainéant, incommode en temps ordinaire, dangereux dans des circonstances qui se reproduisent de plus en plus fréquemment, déchu de la valeur et de la dignité d'homme dans tous les temps possibles.

Est-ce à dire que la société ne doit pas secourir ses pauvres et qu'il ne faut point que l'homme dans l'aisance fasse l'aumône à ceux de ses semblables qui sont dans le besoin? Non certes : mais la conclusion à tirer logiquement et nécessairement de ce qui précède est celle-ci : Il est inutile

de pallier le mal dans ses effets; c'est dans sa cause qu'il faut le combattre : vouloir abolir le paupérisme et supprimer la mendicité, en conservant notre organisation sociale dont la mendicité et le paupérisme sont issus, est de la folie bien caractérisée. En somme, une société qui ne peut pas ne point avoir des pauvres, et où l'aumône conséquemment, tant volontaire que forcée, aussi bien publique que particulière, est *de rigueur*, cette société doit être réformée sans délai et radicalement.

TEMPOREL. Qui existe dans le temps, qui a un commencement, une durée et une fin.

Tout ce qui appartient au temps est nécessairement relatif à la sensibilité (qu'elle soit d'ailleurs distincte de l'organisme ou qu'elle en soit le résultat), sans laquelle il n'y aurait point de succession perçue. Une manifestation suppose toujours une intelligence à laquelle elle apparaît.

TEMPOREL (*Pouvoir*).

L'expression est juste pour signifier *ministère exécutif*, c'est-à-dire, pouvoir personnel, passager, éphémère, précaire; car tout pouvoir réel est nécessairement aussi impersonnel et, par conséquent, éternel. Temporel est synonyme de matériel : c'est l'effet nécessaire d'une cause physique, qui ne devient cause réelle que par l'acte de l'être capable d'avoir une volonté, de se proposer une intention et de l'exécuter. La foudre qui tue est une force temporelle pure, non un pouvoir; si l'on dit *le pouvoir du bâton*, c'est que les coups dont le bâton menace sont dirigés par le pouvoir spirituel de l'homme qui frappe. Il n'y a de véritable pouvoir que le raisonnement bon ou mauvais; la force n'est jamais que son instrument.

TEMPORELLE DU PAPE (*Souveraineté*).

Nous parlons, bien entendu, de son ancienne souveraineté sur les rois et les républiques fidèles, non de sa domination politique actuelle sur une partie de l'Italie. Cette souveraineté temporelle a fait, pour aussi longtemps qu'elle a duré, un seul peuple de toutes les nations chrétiennes. Depuis qu'elle est anéantie, les nations, souveraines chacune d'elles au même titre, ont reparu, et l'anarchie européenne a reparu simultanément avec ces souverainetés nationales.

Comme principicule italien, le pape était lui-même soumis à sa véritable souveraineté temporelle. L'opposition entre les intérêts du prince et ceux du pape n'a pas peu contribué à hâter la chute de la papauté.

TEMPS. Succession perçue.

Cette définition étant admise, on doit admettre aussi qu'il faut deux sensations pour que le passage de l'ordre d'éternité à celui de temps ait lieu; à quoi une seule et même sensation succéderait-elle ?

Tout se fait dans le temps; le temps lui-même ne fait rien. Quand on dit : *le temps change les idées et les choses, le temps console*, ces expressions figurées signifient qu'à des idées en succèdent d'autres, que l'intelligence *évolue* et que les actes auxquels ce travail donne lieu obéissent à la même loi; que plus la douleur est poignante, plus il est dans l'ordre rationnel que, si elle ne tue, elle soit suivie de sensations moins pénibles, etc.

— La mémoire, dans le sens propre de ce mot, la mémoire intellectuelle, nous met en rapport avec le temps, comme la vue nous met en rapport avec la lumière, l'ouïe avec les sons. La suppression de l'ouïe et de la vue entraînerait celle des sons et de la lumière; la suppression de la mémoire implique nécessairement la suppression du temps.

TENDANCES CHEZ L'HOMME.

L'homme est l'union d'une âme avec un organisme. Il est dès lors soumis à deux espèces de tendances, celles de l'organisme d'abord, perçues par l'âme, puis celles de l'intelligence elle-même, expression de l'union dont nous venons de parler. Ces deux espèces de tendances sont essentielles à l'homme; l'une ou l'autre prédomine plus ou moins, mais toujours elles coexistent.

— On peut ajouter aux autres preuves de fait qui sont apportées à l'appui de l'indélébilité des deux espèces de tendances, le fait suivant, savoir, que l'homme n'est jamais, qu'on nous passe le terme, *tout d'une pièce*. Le meilleur sait fort bien, quand même les autres ne le soupçonneraient pas, qu'il a son mauvais côté. Et il n'y a pas d'homme aussi profondément pervers, qu'il ne lui reste quelque bon sentiment. Qu'est-ce qui fait échouer le méchant dans la plupart de ses actes criminels ? C'est qu'il n'est méchant qu'à demi. S'il raisonnait juste d'après ses prémisses, s'il osait tout et ne reculait devant rien, il réussirait presque toujours,... et la société serait perdue sans ressource. Il est vrai que, dans cette supposition, aucune société n'eût été possible; car, point de société sans hommes, et point d'hommes sans les deux tendances, sans l'intelligence, sans la liberté. Les tendances organiques qui sollicitent l'homme à agir sont les forces attractives et répulsives, dominant l'organisme comme partie de matière, de force, et dont l'âme

prend connaissance au moyen de son union avec cet organisme, au moyen de l'intelligence. Ces attractions et répulsions senties se traduisent dès lors en recherche du plaisir et fuite de la douleur.

Les tendances rationnelles expriment la loi de l'humanité, de l'intelligence, de l'union d'une âme avec un organisme; et cette loi doit dominer et régler les tendances de l'organisme seul, de la matière.

TERREUR.

On a beau s'en défendre : c'est exclusivement la terreur qui règne sur la société actuelle, sous des formes plus ou moins hypocrites; et on aura beau faire, ce sera la terreur seule qui régnera, aussi longtemps que la raison ne pourra se substituer à la force qui protége notre ordre social, aussi longtemps que la vérité et la justice ne seront pas socialement déterminées.

Qu'est-ce qui empêche les malheureux (et il y en a beaucoup) de se soulever contre cet ordre qui les écrase, si ce n'est la terreur? Que les pauvres cessent de craindre, et ils se rueront sur les riches. Que les prolétaires armés soient réduits au désespoir, et ils égorgeront les propriétaires. Après quoi, il y aura une nouvelle espèce d'ordre sous l'égide d'une terreur nouvelle. Et ainsi indéfiniment : jusqu'à ce que le prolétariat de plus en plus intolérable, le paupérisme de plus en plus hideux s'évanouissent, que les haines s'éteignent, que les massacres prennent fin, devant le besoin généralement senti d'une organisation équitable et rationnelle; jusqu'à ce que la terreur monarchique, nobiliaire ou bourgeoise, que la nécessité de maintenir l'exploitation des masses et la misère du peuple avait rendue indispensable, et la terreur révolutionnaire qui ne pouvait que raviver douloureusement ces plaies sociales et les envenimer, aient cédé la place à l'inébranlable conviction puisée dans l'incontestabilité.

TERREUR (*Régime de la*).

La clameur de haro sur ce régime s'est élevée au plus haut diapason, et cependant il n'était que la reconnaissance franche, brutalement poussée jusqu'à la complète application, du droit de la force, seul droit existant actuellement dans la société à laquelle manque toute possibilité de déterminer un autre droit. La terreur existe-t-elle moins parce qu'au lieu de couper des têtes, on séduit, on corrompt, on prostitue ou on étouffe les esprits et les consciences, sans lesquels ces têtes ne seraient pas autre chose que des boîtes osseuses renfermant une matière blanchâtre et molle, sans intelligence et sans volonté? Le régime de la terreur était atrocement sincère; notre régime de corruption et de prostitution est lâchement hypocrite.

TESTAMENT.

Le droit de tester est la conséquence du droit de posséder et de disposer. L'empire social de la raison rendra ce droit absolu, sauf l'impôt à prélever par l'État. Les bourgeois l'ont restreint par le droit de succession dévolu, en vertu de la loi, aux enfants ou aux autres parents, de la plus forte partie des biens du père, comme avaient fait les nobles par le droit de succession au sol, attribué à l'aîné des fils.

— Sous le régime nobiliaire, le sol domine la société; sous le règne de la bourgeoisie, l'or domine le sol et la société. Quand la vérité absolue sera connue et appliquée socialement, la richesse mobilière sera garantie au propriétaire avec la liberté pleine et entière d'en disposer de son vivant et après sa mort, et s'il ne la lègue pas par testament, avec la certitude que cette richesse passera à sa famille.

— Après la jouissance de ses biens et la faculté d'en user librement pendant sa vie, le droit de transmettre sa propriété en mourant, est pour le travailleur, le stimulant le plus actif; par conséquent le droit de tester est de nécessité pratique, est rationnel, est juste.

THÉOCRATIE. Souveraineté exercée au nom de Dieu.

Elle procède directement de la raison relative à l'époque d'ignorance avec possibilité de comprimer l'examen, et elle est exercée, soit par le sacerdoce même, interprète du droit divin, soit par ceux auxquels le sacerdoce confie le glaive temporel et délègue le pouvoir exécutif. On n'appelle généralement *société théocratique* que celle que les prêtres gouvernent sans intermédiaire. Le gouvernement d'un roi ou d'une noblesse, quoique également de droit divin, est nommé *monarchie* et *aristocratie*.

THÉOLOGIE. Système relatif à un Dieu anthropomorphe.

Qu'ont révélé jusqu'à nos jours les savants ès sciences de Dieu et de l'univers? Car, remarquons-le en passant, la science véritable, celle de l'homme, seul sujet et objet de la science, n'a jamais été regardée que comme une étude accessoire. Aux dévots, ces sciences prétendues ont donné un être souverain; aux philosophes, la nature; à ceux qui

veulent tout concilier, deux principes, la nature et Dieu, ou l'esprit fécondant et la matière fécondée, et même trois principes, le fécondant, le fécondé et le monde, leur fœtus.

Cela est bien pauvre et ne tient pas contre le plus simple raisonnement. Ce n'en est pas moins tout le bagage théologique et cosmogonique de nos pères, et le nôtre si nous nous obstinons à chercher hors de nous la vérité qu'il nous importe le plus de savoir, celle sur nous-mêmes. Car enfin, c'est le polythéisme, le déisme, l'anthropomorphisme, le naturalisme, le panthéisme, le matérialisme, et au fond le nihilisme : c'est tout, en un mot, hormis le syllogisme, le bon et sain raisonnement. Devant celui-là exclusivement s'évanouiront les inspirations et la grâce des croyants, les prédispositions et les instincts des faux savants, le fatalisme des fanatiques, lorsque la raison fera toucher du doigt et de l'œil que la Providence ne nous laisse rien à faire, que le sentiment nous permet de tout faire, et que les passions nous poussent à faire toutes choses à rebours du bon sens; qu'il n'y a que la raison seule, à laquelle nous demeurons toujours libres de nous conformer, qui puisse nous éclairer et nous guider avec certitude.

THÉORIE. Il y a plusieurs espèces de théories : une théorie physique est un ensemble de lois suivant lesquelles on observe que les phénomènes se manifestent; une théorie morale est le raisonnement considéré comme devant servir de règle à une action; une théorie sociale est un ensemble de raisons auxquelles les faits moraux et sociaux *doivent* nécessairement être conformes pour que l'ordre existe.

Il ne peut y avoir, socialement parlant, qu'une théorie réelle. Si elle n'explique tout, elle n'explique rien. C'est le raisonnement, absolument faux s'il n'est absolument vrai. — Voir le mot *Système*.

« Toute théorie sociale, a dit M. de Colins avec sa raison accoutumée, qui ne renferme point en elle-même son mode d'application immédiate à la société, comme preuve de sa bonté, est une tentative que je compare à celle d'un médecin donnant du poison à son malade, avant de s'être assuré que le poison guérira au lieu d'empoisonner. » — Voir le mot *Application*.

THÉOSOPHE.

Le théosophe affirme sur son Dieu tout ce qu'il se figure savoir. Nous lui demandons de démontrer, avant tout, que ce Dieu existe personnellement et en réalité. Après cela nous verrons.

THÈSE.

Avant que la vérité ait été incontestablement démontrée, de manière à contraindre moralement toutes les intelligences à l'admettre, la thèse, l'antithèse et la synthèse ne sont que des jeux de l'imagination sans aucune valeur réelle devant la raison.

TIEN.

Le *tien* et le *mien*, ou la propriété, sont aussi essentiels à l'homme que le *toi* et le *moi*, que le langage, que le raisonnement, que la personnalité.

TOI.

Point de *moi* sans un *toi* qui lui réponde; les deux constituent le *nous*, la société, c'est-à-dire l'humanité. Tout signe, toute idée, implique la distinction entre deux êtres témoignant, l'un qu'il se sent modifié, l'autre qu'il sent que cette modification le modifie de la même manière.

TOLÉRANCE.

La tolérance est le résultat de l'incertitude; c'est l'indifférence en action. Tolérer est une nécessité de l'état d'anarchie intellectuelle. Personne ne possédant la vérité, et tous sachant que personne ne la possède, les opinions doivent se souffrir mutuellement, ou il faut en venir aux coups. La liberté d'examiner produit nécessairement la multitude des opinions; celle-ci, la tolérance; la tolérance, l'indifférence, et l'indifférence, la désorganisation.

On ne tolère pas la vérité; nécessairement intolérante elle-même, la vérité s'impose par contrainte rationnelle. La société qui croirait savoir la vérité et serait néanmoins tolérante, ouvrirait sciemment et volontairement la porte à tous les crimes en acceptant toutes les doctrines et en laissant la prédominance à toutes les passions. Le siècle où l'on doute, doit tolérer les doctrines, bien qu'il punisse les crimes qui en découlent : c'est une contradiction; mais elle est forcée à une époque qui ignore tout et cependant doit agir comme si elle n'ignorait rien. Dès que l'intégrité de la foi n'a plus été garantie socialement, il a bien fallu que, dans la même société, le fidèle tendit la main à l'hérétique et même au philosophe; mais par un effet inévitable de cette tolérance, tous également se sont sentis ébranlés dans leurs croyances individuelles.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de tolérer les doctrines qu'on appelle *hétérodoxes*, mais aussi les sentiments qualifiés d'*immoraux*, pourvu toutefois qu'ils n'éclatent pas en actes publics déclarés coupables par la loi : il le faut également, car la société ne professe, elle ne connait même pas de

morale déterminée. Honnêtes gens et fripons vivent donc en fort bonne harmonie, pourvu que chacun d'eux y ait intérêt et y trouve son compte, quand ce ne serait que dans l'agrément de quelques heures de distraction. Il en résulte qu'on devient presque aussi indifférent sur la probité qu'on l'était déjà sur la religion. On va pêle-mêle, et on va toujours : de temps à autre, la loi et ses agents atteignent quelque misérable, plus stupide encore que pervers, et le punissent, plutôt parce qu'il s'est fait prendre que parce qu'il s'était mis dans le cas de pouvoir être pris.

— Les sectes, les écoles, les partis ne se tolèrent jamais qu'en apparence ; Grimm a dit, et fort bien dit quelque part, que la tolérance sincère serait de l'absurdité ; qu'on n'affecte d'être tolérant que pour devenir dominateur et persécuteur. Les faits sont pour lui.

— L'opposition au pouvoir réclame nécessairement la tolérance ; c'est l'arme agressive, au moyen de laquelle elle compte bien se faire pouvoir elle-même. Le pouvoir, lui, est forcément intolérant : c'est la seule arme défensive qui lui serve à repousser les agressions.

TOTALITÉ. Unité figurément dite, ensemble de parties unies entre elles.

Une totalité est évidemment composée d'unités ; l'unité réelle a pour caractéristique d'être nécessairement indivisible. On trouve dans la matière des unités illusoires qui sont des totalités, des ensembles : la nature elle-même est une grande unité, figurément dite. L'unité proprement dite est toujours immatérielle. L'unité réelle est un sentiment d'existence qui, par son union avec de la matière, devient une unité sentie, une personnalité.

TOUT EST BIEN.

C'est l'expression de l'ordre moral.

— Ce qui est, dans l'ordre moral, doit être, ou bien ce ne serait pas ; ou enfin il n'y a point d'ordre. Mais ce qui est, objecte-t-on, est mal. Soit, répondons-nous ; mais nous ajoutons : ce mal est alors une conséquence rationnelle, c'est-à-dire, nécessairement juste, devant la raison, de ce qui a été. Cela ne peut, poursuit-on, continuer à être ainsi. Nous répliquons : c'est là une question tout autre. Le mal présent, qui dépend de l'ignorance présente et dont la source est l'erreur passée, aura une fin : tous nous devons travailler à hâter cette fin le plus possible, le mal surtout nous y conviant, nous y poussant. Et voilà précisément pourquoi, malgré ou plutôt à cause du mal actuel, *tout est bien* dans l'ordre d'éternité.

TOUT OU RIEN.

A moins de vouloir réformer la société par le despotisme, la violence, la force ; ce qui est devenu impossible depuis que chacun peut discuter le principe du despotisme même, juger la violence, prétendre à exercer la force à son tour ; ce qui d'ailleurs n'a pour résultat qu'une substitution d'abus à d'autres abus, ou qu'un changement dans le personnel des exploiteurs : à moins, disons-nous, de vouloir réformer la société par le despotisme, la violence, la force, il faut n'organiser cette société rationnellement que lorsqu'elle possédera la vérité, c'est-à-dire lorsque l'excès des maux engendrés par le mensonge l'aura forcée à l'acquérir. *Tout* se fera alors ; auparavant *rien* ne pouvait se faire.

TOUT-PUISSANT.

Qu'est-ce qu'être tout-puissant ? C'est pouvoir toute chose, même l'impossible. Si donc l'être personnel Dieu est tout-puissant, il est au-dessus de l'impossible ; et pour peu que l'on y réfléchisse, on voit que c'est dans ce sens-là que les dévots l'invoquent, le prient : ils lui demandent l'impossible, ou du moins ce qui leur paraît impossible selon les lois de la matière et l'ordre de la raison.

Cela est tellement vrai que les catholiques qui ont voulu faire de leur pape un vicaire de Dieu, un vice-Dieu, un autre Dieu, en un mot, l'ont doué, non-seulement de l'infaillibilité, mais encore du pouvoir de changer la nature des choses et de faire quelque chose de rien, de rendre rond ce qui est carré, blanc ce qui est noir, et *vice versâ,* de changer en droit ce qui est au-dessus du droit, hors du droit et contraire au droit. Et dans leur système, tout cela est logique ; car, si le Dieu personnel ne peut pas l'impossible, c'est cet impossible qui est Dieu, et l'on rétrograde vers le destin des anciens, maître à la fois des dieux et des hommes.

Ce système prévaut forcément jusqu'à ce qu'on ait compris que la raison seule détermine l'ordre moral, que cette raison est impersonnelle, et que lui demander l'impossible c'est supposer que la raison n'est pas la raison, c'est supposer l'absurde. L'homme qui prie ne se rend pas compte d'une chose, cependant bien évidente, c'est que, n'y ayant que deux moyens d'action, la force et la raison, Dieu est nécessairement l'une ou l'autre. S'il est la force, tout doit fléchir sous lui ou se briser, et on ne peut le faire fléchir, lui, que par une force supérieure, c'est-à-dire en l'écrasant. Faire, dans ce cas, appel à son intelligence, à sa justice, c'est aller contre l'hypothèse ; c'est le consi-

dérer comme étant la raison. Que si Dieu est la raison, sa personnalité fait place au principe; ce n'est plus un être souverain intelligent, c'est la raison même. Et la prière est dès lors une tentative essentiellement irrationnelle; car elle trahit l'espoir de faire entendre à la raison, qu'à moins de se conformer à ce que chacun de nous croit raisonnable, elle a tort, elle cesse d'être la raison.

TOUTE-PUISSANCE.

Aucun homme ne possède la toute-puissance, c'est-à-dire, aucun homme n'est plus fort que tous les autres ensemble et que la force elle-même. Cependant celui qui, dans l'origine des sociétés, veut plier ses semblables à une règle sociale, doit nécessairement leur être supérieur, afin d'exercer son autorité sur eux. Que fait donc le législateur? La seule chose qu'il lui soit possible de faire : il personnalise la force elle-même et, jointe à l'intelligence, il en fait la puissance absolue, qu'il appelle *Dieu*. Puis, il se fait obéir au nom de ce Dieu qu'il a fait parler pour lui. « Le plus fort n'est jamais assez fort, dit Jean-Jacques Rousseau, pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit, et l'obéissance en devoir. » Tant que dure l'ignorance sociale, la volonté de Dieu détermine la justice et la raison. Lorsque l'ignorance sera évanouie, il n'y aura plus d'autre Dieu que la raison même, qui est l'éternelle justice.

TRADITION.

Ce mot veut dire transmission, livraison. Mais livraison de quoi? De ce qu'on a reçu. Et si ce qu'on a reçu ne vaut rien, ou si du moins la bonté n'en est pas établie incontestablement, la tradition ne le rend ni plus certain, ni meilleur. Un fait est observé, et il passe, de la mémoire d'une génération, à celle des générations suivantes; ce fait acquiert-il une plus grande vérité comme fait, pour avoir vieilli dans cette transmission mentale? Non, certes : il reste ce qu'il était dans l'origine, savoir, un fait bien ou mal observé, une manifestation plus ou moins réelle comme manifestation. Arrivera-t-il jamais à la valeur d'une réalité? Non. Il devrait cesser pour cela d'être une simple apparence, un phénomène, un fait. Le temps ne change pas la nature des choses, et un mensonge, émanât-il de la première famille humaine (qu'on nous pardonne ce pléonasme), n'est point et ne sera jamais une vérité.

TRAITÉS.

Les traités entre les nations sont des suspensions d'armes. Leur raison d'être est, pour la nation faible, la conviction que la guerre serait sa perte; pour la nation forte, l'espoir que la diplomatie, la ruse, lui sera plus utile que ne le seraient les combats. Cette raison cessant d'exister, ou du moins de prévaloir, la paix hypocrite se rompt; il n'y a plus de traité, et la guerre redevient ouverte. L'état normal des nations est, aux temps de foi, la guerre déclarée, aux temps de doute, la guerre cachée : celle-ci se fait d'une nation à l'autre par la concurrence, au moyen de laquelle elles cherchent à se ruiner réciproquement, et elle s'alimente chez chacune d'elles par l'exploitation qu'elles font de plus en plus rudement peser sur le travail. Cet état de paix est beaucoup plus cruel pour les populations que celui de guerre.

TRANSFIGURER.

Ce mot, que nous appliquons dans le sens qu'il présente naturellement, a été jusqu'ici réservé par les théologiens au changement de figure, moyennant lequel Jésus a manifesté à ses fidèles de tous les siècles sa transformation d'essence. Nous appellerions absurde cette métamorphose de ce qui, tout en variant, n'en était pas moins censé demeurer réel, si, de tout temps, elle n'avait été qualifiée de miraculeuse.

Dans ce qui est phénoménal, apparent, tout est constamment transfiguration, c'est-à-dire, mouvement, modification, évolution, changement. La matière inorganique et organisée prend successivement toutes les formes; la vie générale se particularise de toutes les manières. Mais cela ne fait qu'apparaître, et rien ne reste si ce n'est la phénoménalité, la force qui en est la cause.

Une seule chose *peut* être stable, *peut* persister : c'est la sensibilité, le sentiment pur d'existence. Aussi ce sentiment est-il inconciliable avec tout changement, avec toute modification; il n'a point de figure qui puisse se métamorphoser. Il est ou n'est pas. Son immatérialité *doit* être démontrée, pour que la question morale, sociale, métaphysique, religieuse, soit fondamentalement résolue.

TRANSFORMATION DU DROIT.

Le droit absolu, expression de la raison, est immuable; mais la société actuelle n'en soupçonne ni la détermination, ni même l'existence. Notre société a été fondée par la nécessité, et elle est encore assise sur le droit relatif, essentiellement variable celui-là. Donnons quelques exemples :

Le droit du maître sur ses esclaves a fait place à l'indépendance nominale des prolétaires, courbés désormais, en vertu du principe social, sous le joug de la propriété mobilière : celle-ci est demeurée

intacte grâce à ce changement dans les formes du droit relatif. La propriété du sol était jadis le droit exclusif des fils aînés des nobles; elle est actuellement dévolue à tous les enfants des propriétaires : le même droit a changé de titulaires.

Ces évolutions transformatrices ne sont pas à leur terme : on ne les a jamais crues réalisables, qu'après que le besoin d'ordre a forcé de les réaliser. C'est ainsi que le droit de disposer de la propriété, toujours et sans entrave aucune, succédera au monopole de la propriété, attribué aux héritiers des propriétaires, de manière que ceux-ci légueront à leur mort, comme ils pouvaient donner de leur vivant, tout ce qu'ils possèdent, bien entendu, en richesses mobilières, le droit au fond devant passer, dans l'intérêt de l'existence sociale, des individus à la société même.

TRAVAIL. Acte proprement dit, acte raisonné. Il y a travail musculaire lorsque les muscles surtout sont en action; travail cérébral ou raisonnement, quand le cerveau fonctionne principalement. Le travail est individuel ou social, suivant que son produit est ou n'est pas manifeste.

Le mot *travail* exprime tous les actes de l'homme, hormis ceux qui sont dus au seul organisme, et qui ne sont point des actes proprement dits, mais simplement des fonctionnements, des mouvements d'attraction ou de répulsion : il faut, pour qu'il y ait travail, que l'acte implique connaissance.

— Le travail, le raisonnement, n'est ni un droit ni un devoir, pas plus que la respiration et la circulation du sang : de même que ces fonctions appartiennent à la vie organique, de même le travail est, si cela peut se dire, la vie intellectuelle.

— Le raisonnement est le travail se faisant; l'ouvrage, salaire du travail dont il est le résultat, est le travail fait.

TRAVAIL (*Division du*).

C'est *division de l'ouvrage* qu'il faut dire. Le travail, la pensée, est personnel comme la personnalité elle-même, et n'est pas plus susceptible de division que la pensée. Le travail, qui ne peut avoir lieu qu'en état de société, a pour suite l'ouvrage, nécessairement divisé quant à l'exécution du travail. Avec le développement du verbe naissent le travail et la société, et dans la société l'ouvrage est toujours parcellaire. Quand, de deux hommes, l'un rompt une branche d'arbre pour que l'autre abatte un fruit ou tue un animal, quand l'un des deux tue l'animal, qu'un autre le ramasse, et qu'un troisième le fait rôtir, il y a division du travail ou plutôt de l'ouvrage, du labeur.

TRAVAIL (*Droit au*).

Nous parlons, bien entendu, du droit à l'ouvrage et au salaire qui en est la rémunération. Dans ce cas, le droit de l'individu à se faire donner par la société du travail, ou la rémunération dont le travail eût été suivi, est, comme on l'a fort bien dit, la négation de la propriété telle qu'elle est organisée actuellement. Car, si tous ont droit à être assistés, à travailler, par conséquent, et à gagner, ceux qui possèdent ne sont plus les maîtres de ce qu'ils ont; la société doit en disposer, du moment qu'elle ne peut refuser le salaire à l'ouvrier, alors même que nul n'aurait besoin de ce que son travail devait produire. La raison, lorsque la société l'aura acceptée sur démonstration incontestable, réalisera cette réforme radicale; mais ce ne sera qu'après l'entier renversement de ce qui est, en d'autres termes de notre état de choses, état intermédiaire entre l'ordre qui ne peut plus être et l'ordre qui doit être nécessairement.

Il va de soi, nous croyons devoir le répéter, que nous donnons ici à l'expression *droit au travail*, le seul sens non absurde dont elle soit susceptible, celui de *droit à vivre de son travail*. Quant à la signification *droit à penser*, c'est une niaiserie.

— Le *droit au labeur*, c'est-à-dire au travail pénible, serait un droit absurde; le contraire de ce droit, qui est le *droit au plaisir, au repos*, exprime le véritable droit. Quant au travail de conception par l'intelligence, préparant le travail d'exécution par les membres, son droit est incontestable. Le *droit au salaire*, le *droit à vivre de son travail*, est réel en raison absolue, mais ne peut trouver son application que dans la société nouvelle, par la suppression du paupérisme intellectuel (l'acceptation par tous de la vérité), et l'abolition du paupérisme matériel (l'entrée de la propriété foncière à la collectivité). — Voir l'article *Organisation du travail*.

TRAVAIL (*Liberté du*).

La liberté du travail a ses conditions indispensables; nous allons les indiquer afin qu'elles servent à faire comprendre que, sous l'organisation sociale actuelle, le travail ne saurait être libre.

En effet pour qu'il soit libre réellement, il faut qu'il y ait : 1° connaissance sociale de la vérité, avec sa démonstration, et celle de la sanction inévitable de l'ordre dont elle est la base; 2° inaliénabilité du sol à des individus; 3° éducation publique, mettant gratuitement à la disposition de la génération qui se prépare à entrer dans la société, les lumières acquises par les générations précédentes.

Ces conditions réalisées, le travail sera libre; mais aussi la société sera réorganisée de fond en comble, et organisée rationnellement.

TRAVAIL ACCUMULÉ.

On a donné cette définition du capital. Mais il fallait la compléter ainsi : *travail accumulé, incorporé et mobile*. Le sol n'est considéré comme capital, que parce qu'il peut être mobilisé.

C'est sur le sol que le travail produit le capital. L'intelligence, qui produit le capital sur le sol, n'est pas du capital elle-même. Les lumières de l'homme, ses connaissances, son talent, ne sont point incorporés; ils appartiennent à l'homme entier, à toute son intelligence. Le sol n'est pas mobile, échangeable, comme les capitaux; et le travail incorporé au sol ne forme plus qu'un avec lui.

TRAVAILLEURS.

Il faut bien se donner de garde de confondre le travailleur avec l'industriel, l'entrepreneur, les spéculateurs, en d'autres termes, l'ouvrier avec le capitaliste; l'un et l'autre produisent, mais le capitaliste pour lui-même et par l'ouvrier, l'ouvrier par lui-même et pour le capitaliste.

TRIBUNE.

Quand on ne peut plus défendre à ceux qui ont à se plaindre de l'ordre social de parler et d'écrire contre lui, cet ordre est menacé de s'écrouler. Quand il faut en outre les admettre à la tribune publique et compter avec eux, cet ordre est en ruine. Avec des prolétaires éloquents à la représentation nationale, l'ordre qui dépend de la conservation du prolétariat (et il n'y a pas d'autre ordre possible avant la détermination sociale de la vérité), cet ordre, disons-nous, a cessé d'exister.

TRINITÉ.

« Trois personnes en une seule, disent les chrétiens, ou trois dieux en un Dieu, serait absurde; mais trois personnes en un seul Dieu, c'est tout différent. » Les mots sont différents, et rien de plus. Mais pourquoi subtiliser sur des mots? Lorsqu'il s'agit de croire, le contestable, le faux, l'absurde, c'est la même chose. Le Dieu personnel unique est toujours, en dépit de tous les sophismes, une personne, et chacune des trois personnes divines est toujours un Dieu. Les théologiens poursuivent : « Il y a trois personnes en une seule nature, en une seule essence, en une seule substance. » S'ils veulent signifier par là trois personnes ayant une substance identiquement la même, soit; mais cela n'est aucunement trois personnes en une substance, numériquement unique; ne confondons pas. Si chaque personne divine a une substance identique à celle des autres personnes divines, elles ont toutes trois, non pas une seule, mais chacune la même substance, essence ou nature, comme il vous plaira. Il y a toujours trois substances; sinon, il cesse d'y avoir trois personnes.

Ce sont là des ergoteries que l'on nous force à opposer à des ergoteries; nous le savons bien : nous ne nous y arrêtons que par respect pour la bonne logique, et pour faire comprendre aux révélationnistes, qu'ils feraient mieux de s'en tenir exclusivement à la foi, dépouillée de tout soupçon d'examen, de discussion, de raisonnement.

Quant aux prétendus philosophes qui font de la triade à tout propos et plus encore hors de propos, nous les exhortons fort à se convertir à la religion du pape et à baiser sa mule.

TRIPOTAGE.

Malgré ou plutôt à cause de sa trivialité, tripotage est le mot propre pour exprimer les hésitations, les tâtonnements, les transactions, l'agitation sans but, la corruption comme moyen indispensable, les intrigues, en un mot, du gouvernement par les majorités; le résultat final de ce tripotage est nécessairement le pêle-mêle de l'anarchie, comme les *blagueurs*, nous empruntons cette heureuse vulgarité à M. Proudhon, en ont été les principaux agents.

TROUBLE.

Par quoi l'ordre social est-il troublé? Est-ce par l'ignorance? Non, car la supposition de la vérité, la croyance que la vérité nous est connue, suffisent pour établir l'ordre; et le despotisme, qui empêche que l'hypothèse sociale ne soit mise en doute, suffit pour le maintenir. Ce qui seul trouble l'ordre, c'est, aussi longtemps que la vérité est ignorée, la liberté de discuter la valeur de ce qui en tient lieu. La liberté met l'homme, à qui la vérité est connue et qui jouit de son bon sens, dans l'impossibilité de ne pas contribuer à la conservation de l'ordre; elle rend impossible à tout homme qui ignore cette vérité, de ne pas contribuer à ébranler cet ordre et à hâter son renversement.

TUER.

La loi défend de tuer, mais elle-même tue : la société tue pour se conserver; le pouvoir tue pour s'établir, pour se fortifier, pour se perpétuer, par haine, par vengeance, par caprice. La loi ne veut pas que chacun tue quand et comme il lui plaît,

car ce serait tuer la société. Mais elle permet à chacun de laisser les autres mourir : la société, encore ignorante, mourrait elle-même, si elle ne maintenait ce privilége. Tant que la vérité demeure cachée socialement, le droit à la vie n'existe que pour quelques forts ; la faveur de vivre est octroyée aux faibles pour autant que les forts aient intérêt à les en faire jouir, afin qu'ils les fassent jouir, eux, de la plénitude des biens de la vie.

TUTELLE.

La plupart de nos réformateurs modernes réglementent la société comme un maître d'école les petits enfants soumis à sa férule : ils déterminent le maximum et le minimum de l'avoir de chacun, fixent le salaire, limitent le travail, etc. C'est mettre en tutelle les hommes qui, pour accepter cette interdiction sociale, doivent avoir affaire à un curateur plus adroit ou plus fort qu'ils ne sont tous ensemble : sinon, non.

— Presque toutes les utopies actuelles (voir ce mot), tant gouvernementales qu'opposantes, aussi bien conservatrices que progressistes, établissent le despotisme le plus complet de la société sur les individus. La société, abstraction des hommes réunis en société, et dont cependant chacun est dépendant dans le sens absolu, devient la dominatrice et la dispensatrice de toutes choses, les hommes compris. C'est bizarre : ce l'est surtout à une époque où *la force des choses*, comme on dit, attribue à chaque homme le droit à la souveraineté, sauf à faire valoir ce droit par la violence. Certes, un pareil état de choses qui fait sans cesse osciller la société du despotisme à l'anarchie et de l'anarchie au despotisme, est loin d'être bon ; mais la nécessité l'impose, issu qu'il est de l'accouplement monstrueux de l'ignorance avec la liberté. Le désordre qui en résulte aura du moins ceci d'avantageux, qu'il rendra indispensable l'ordre réel, celui où tous les individus, indépendants de la société, seront sous la dépendance de la raison, conformément à laquelle la société aura été organisée.

TYRANNIE.

Tout le monde sent que le joug du capital est pour le travail une effroyable tyrannie. Croit-on y remédier en imposant au capital le joug de la violence ? Ce serait remplacer la tyrannie par l'anarchie, c'est-à-dire tomber d'un mal dans un mal plus grand. C'est au travail qu'il faut soumettre le capital, en d'autres termes à l'intelligence et à la vertu : or, cela ne peut avoir lieu que par l'organisation de la société, qui doit avoir pour conséquence la subordination du capital au travail, sans que l'arbitraire s'y montre, sans que la main de l'homme y apparaisse jamais. Et pour cela, il faut que l'ignorance soit socialement évanouie. Aussi longtemps qu'elle ne le sera point, nous n'aurons d'ordre que par la tyrannie du capital ; comme, aussi longtemps que chaque homme ne sera pas moralement contraint à se faire une conscience conforme à la raison, cet ordre ne consistera qu'en capitalistes dévorant plus ou moins habilement les travailleurs.

U

UBIQUITÉ.

L'ubiquité de Dieu, *être personnel,* a pour conséquence qu'il n'y a que lui de réel; ce qui d'abord nous anéantit, et ensuite, le rendant être unique, l'anéantit pour lui-même.

— Ceux qui ont établi le dogme de l'ubiquité n'ont pas réfléchi qu'elle est incompatible avec la personnalité, qui implique nécessairement des limites, et emporte la divisibilité. L'âme qui est l'essence de la personnalité, est *tout entière* là où elle est, et partout où elle est.

UNITÉ.

L'unité est, ou réelle ou illusoire : nous définissons l'une et l'autre de ces unités aux articles qui leur sont consacrés.

— Pour qu'il y ait harmonie, ordre ou morale, l'unité doit être réelle; une totalité n'est qu'une unité anarchique.

— L'unité humaine est une unité figurément dite; c'est l'abstraction de l'être physiologique double, homme et femme.

UNITÉ ILLUSOIRE. Ensemble considéré comme indivisible. — Voir l'article *Totalité.*

La nature, le domaine physique, matériel, ne comporte pas d'autre unité que l'unité illusoire. La force qu'on cesse de diviser, reste divisible.

— Une chose est une unité illusoire, apparente, pour l'être sentant auquel elle se manifeste et qui s'en rend compte. Cet être, en se percevant lui-même, constate qu'à chaque sensation, à chaque instant du temps qui s'écoule, il se perçoit comme une unité. S'il n'y avait point d'êtres sentants, il n'y aurait ni unités réelles, ni unités illusoires; il n'y aurait que de la matière dans l'éternité : car à qui les choses apparaîtraient-elles, et qu'est-ce qui s'apparaîtrait?

— La différence entre une unité réelle et une unité illusoire consiste en ce que la première est indivisible nécessairement, et la seconde nécessairement complexe. Le sentiment, s'il ne se conçoit pas comme *un,* ne se conçoit plus; la chose sentie ne saurait être conçue que comme une *totalité,* qui est inévitablement composée d'une quantité indéfinie de *parties.* C'est la mutabilité, le changement même, comme le sentiment est l'invariabilité par essence. Les unités illusoires sont toutes, sont nécessairement et sont toujours de nature diverse, et la perception par les unités de même essence, par les unités réelles, ne peut avoir lieu que moyennant les rapports qui, les liant les unes aux autres, constituent la loi des phénomènes, l'ordre physique. Dès qu'il s'agit de réalité, les choses prennent un aspect diamétralement opposé.

UNITÉ RÉELLE. Indivisibilité; ce qui est immatériel, éternel.

Qu'on y réfléchisse attentivement : hors la sensibilité pure, rien ne saurait être imaginé qui ne soit divisible, matériel. Le sentiment d'existence peut exclusivement être la seule unité réelle. Pour qu'une unité réelle sache qu'elle existe, se connaisse comme unité, il faut qu'il y ait au moins deux unités réelles. Une seule, une substance unique, serait pour elle-même comme si elle n'était pas. Ce n'est pas tout : tant qu'il y a pour l'unité impossibilité de se connaître et d'agir, c'est-à-dire, tant que, simple par elle-même, elle n'est pas jointe à un principe de divisibilité, de pluralité, elle demeure dans l'éternité qui est son essence, sans conscience d'elle-même, cette conscience ayant pour condition la succession, le temps.

— La sensibilité réelle n'est et ne peut être que d'une espèce : toute relation de succession ou de localisation lui est étrangère, et la réalité prétendue

qui ne le serait pas au même titre, ne serait réalité que de nom. La subordination n'est pas plus applicable aux réalités que toute autre qualification quelconque. Supposons que la force soit seule réelle; la sensibilité dès lors en est une simple conséquence : elle est un résultat de force, et toute immatérialité, toute indivisibilité, toute éternité s'évanouit. Il ne reste que le mouvement, le changement; la sensibilité en ce cas est un changement *sui generis,* analogue à tout autre. Si, au contraire, l'immatérialité coexiste avec la force, l'immatérialité comme réalité individuelle, la force comme cause de mouvement, il suffit d'unir de la force, de la matière, à une sensibilité, et aussitôt on obtient des modifications senties, qui donnent lieu à la douleur et au plaisir, au bien et au mal, à la liberté, à la responsabilité, au mérite et au démérite, au devoir et au droit, à l'ordre moral qui est la société, et à l'ordre éternel qui est l'éternelle justice, le bien absolu.

Quiconque prend l'unité réelle pour point de départ de son calcul, de son raisonnement, est mathématiquement conduit à se dévouer à l'humanité par intérêt personnel, par amour pour lui-même. Le matérialiste qui ne connait que l'unité phénoménale, celle de la nature, unité qui se résume pour chacun dans sa vie présente, s'il n'est un mauvais calculateur, s'il n'est un sot, doit tirer de cette vie tous les avantages que les autres ne peuvent lui disputer, lui enlever.

UNITÉ SOCIALE. Existence d'une seule société pour l'humanité entière, se trouvant sous une règle sociale unique.

L'unité sociale est le résultat de la hiérarchie, du pouvoir réel, absolu, qui est la raison, la vérité. « Partout où il y a deux pouvoirs, dit Bonald, il y a deux sociétés; et deux sociétés ne peuvent pas vivre tranquilles dans un même État. »

— Pour qu'il y ait société, il faut nécessairement qu'il y ait unité de morale; plusieurs morales équivalent à l'anarchie. Or, l'unité de morale suppose essentiellement l'unité de religion, c'est-à-dire de sanction. Plusieurs religions constituent plusieurs sociétés qui, si elles sont en contact, s'entre-détruisent jusqu'à ce qu'il n'en reste plus qu'une seule.

Ce qui est vrai pour les sociétés dans l'humanité, l'est également pour les partis dans une société, et finalement pour les individus quand le fractionnement est poussé jusqu'à l'individualisme. C'est par l'extrême division, qui est l'anarchie réalisée, la négation de la société, de l'humanité, que nous serons forcément conduits à nous réfugier dans l'unité sociale vraie, devenue le seul moyen de salut.

UNIVERS.

Nous entendons par *l'univers,* l'ensemble de tout ce qui est matière : c'est le sens qu'on donne généralement à ce mot. Nous disons conséquemment que la création est absurde.

— L'univers est-il limité ou illimité? Cette question, au point de vue où nous sommes placés en adoptant la signification vulgairement attribuée au mot dont nous nous occupons, n'en est pas une : c'est comme si on demandait : Au delà de tout, y a-t-il encore quelque chose? Sortons de la logomachie. La force qui, en modifiant le sentiment, donne lieu aux sensations, aux idées dont l'ensemble est notre monde, cette force n'a pas de limites; elle est, sans qualité aucune : mais, dès qu'elle apparaît en phénomènes, elle est nécessairement qualifiée, limitée, dans chaque phénomène d'abord, puis dans le nombre des phénomènes dont on se rend compte. A mesure que nous acquérons l'idée de nouveaux phénomènes, c'est-à-dire de qualités nouvelles, les limites du monde reculent d'autant pour nous. Or ce à quoi on peut ajouter, fût-ce indéfiniment, n'est pas infini, n'est pas absolu.

Quant à *l'univers,* tel qu'il faudrait le considérer, c'est-à-dire *tout* universellement, non-seulement tout ce qui se voit, se sent, mais encore ce qui est essentiel à la possibilité de sentir, de voir, de palper, d'ouïr, d'odorer, de goûter quelque chose, savoir la sensibilité, personne ne demande si cet univers-là est circonscrit ou sans bornes. D'abord la question pour être posée ainsi devrait émaner d'un fou; ensuite, elle n'a jamais été posée ainsi parce qu'elle n'a point encore été considérée sous cet aspect, c'est-à-dire parce que personne n'a encore réussi à faire accepter la réalité de la sensibilité, de manière qu'elle ne pût plus être contestée que par les fous.

UNIVERSITÉS.

Nous prions le lecteur de nous pardonner la longueur de cet article en faveur de l'importance du sujet qui y est traité. L'accusation que nous formulons contre l'enseignement supérieur, ne retombe en aucune manière sur ceux qui le donnent, ni même sur ceux qui le font donner, qui lui impriment l'impulsion voulue et le dirigent dans le sens qui leur convient le mieux. Elle atteint exclusivement l'esprit du siècle, c'est-à-dire l'état des connaissances socialement acquises, et auquel personne ni rien ne peut se soustraire. Notre but est de démontrer que, dans les universités actuelles,

qu'elles soient d'ailleurs sous la dépendance ou l'influence de l'État, d'une secte ou d'une école, ou bien qu'elles naviguent à l'aventure, sans phare qui leur fasse éviter les écueils, sans boussole qui leur montre le chemin à suivre pour arriver à leur destination, notre but, disons-nous, est de démontrer que, dans nos universités, on n'enseigne et ne peut enseigner, sciemment et volontairement, ou sans le vouloir ni sans le savoir, *que le matérialisme*.

— C'est aux universités que se complète l'instruction de la génération qui suivra la nôtre; c'est là que l'éducation reçue dans l'enfance est confirmée, ou modifiée, ou effacée. Qu'y enseigne-t-on? La philosophie, les lettres, les sciences physiques et naturelles, les sciences exactes, la médecine et le droit. La théologie s'apprend aux séminaires, et n'a plus rien de commun avec les connaissances débitées par l'État à la jeunesse privilégiée, et qui donnent à celle-ci une valeur sociale.

Généralement, aux universités, l'enseignement de la philosophie se borne à l'histoire des philosophies passées, et à la monographie des philosophies du jour : il y a eu, et il y a encore, tant de systèmes différents sur ce qu'on a appelé *les causes premières*, et ces systèmes se détruisent si bien les uns les autres, que tout ce qu'on peut faire pour l'édification des curieux, c'est d'en conserver les noms et les signalements, sans faire de choix entre eux, sans surtout hasarder un nouveau système qui aurait infailliblement le même sort que ses aînés. Ce qu'on décore du titre de philosophie morale, ou de morale simplement, est la nomenclature de certains préceptes, convenablement formulés et classés, dont les puissants de la terre recommandent vivement l'observation, et que les faibles éludent le plus adroitement possible.

Les lettres consistent dans l'indication des formes classiques, établies par les anciens, et des écarts que se permettent les romantiques modernes, qui ont changé tout cela... pour le changer.

Les sciences physiques et naturelles nous montrent la nature *une* dans son ensemble et dans sa force, *variée* dans ses détails et dans ses développements, sans distinction réelle entre les choses et les modifications qu'elles subissent, sans solution déterminée de continuité d'une chose à une autre, d'un mode de mouvement à un autre mode, quoiqu'elle soit catégorisée sous des dénominations arbitraires de forces, de corps, de matière inorganique, de matière organisée, de matière vivante, de plantes, d'animaux, jusques et y compris l'homme.

Les sciences exactes sont exclusivement le recueil des évolutions de l'intelligence sur les nombres, dont le plus simple est l'unité, évolutions qui ne cessent d'avoir une abstraction pour seul point de départ, qu'au cas où l'unité elle-même a de la réalité; chose dont les universités ne s'inquiètent en aucune façon.

La médecine qu'on y apprend est de la physique et de la physiologie ou de la biologie, appliquée à l'organisme humain.

Quant au droit, il se renferme dans l'étude des lois positives auxquelles on donne *le droit* pour principe, sans rechercher si ce principe existe, ou s'il n'est également qu'une abstraction, qu'un mot.

On voit que, dans tout cela, il n'y a point de place pour la règle individuelle des actions, règle incontestablement obligatoire pour chacun, et constituant, par son acceptation universelle, la morale publique, le lien social; il n'y en a pas davantage pour la religion, sanction certaine et inévitable du devoir. On a exclusivement travaillé à faire des savants, et on a réussi; les savants pullulent. Quant à des honnêtes gens, on n'y a même pas songé, et pour cause : on ne sait comment s'y prendre. Au siècle de libre examen, il faut un motif conforme ou cru conforme à la raison, pour être honnête homme, et sur ce motif les universités ne donnent aucune lumière; elles ne le connaissent pas elles-mêmes.

Le jeune homme, façonné sur les bancs de l'école, sait donc parfaitement tout ce qu'il lui est utile de savoir pour exploiter le monde où il va vivre, pour tirer de sa position dans la société le parti le plus avantageux possible afin d'y vivre aussi agréablement que les circonstances lui en offrent l'occasion. Mais sur les questions de s'assurer si à cela seul se borne son devoir; si, par essence, il est partie intégrante et dépendante de la nature, ou s'il est quelque chose encore en outre de cela et au-dessus; s'il a droit à tout, contre et malgré tous, ou si d'autres aussi ont le même droit, et qui sont ces autres-là, c'est-à-dire s'il y a réellement un droit, où il commence et quelle est son exacte et précise détermination; s'il est imposé à chaque homme de sacrifier une partie de ses jouissances pour empêcher que ses semblables ne souffrent, et sur quoi ce devoir se fonde, ce qui en fait un véritable devoir : questions qui cependant devraient recevoir une solution positive, incontestable devant la raison, et justifiée de manière à ne pas laisser lieu à réplique chez ceux qui possèdent le libre usage du raisonnement. Sur ces questions, disons-nous, les universités n'enseignent rien.

Que conclut de là le jeune homme qui a terminé ses études? Exactement ce que le monde où il entre

et dont il va faire partie, avait conclu depuis longtemps, savoir : que le plaisir est tout; que les passions à satisfaire indiquent où le plaisir se trouve; que l'argent par le pouvoir et le pouvoir pour l'argent fournissent les moyens de satisfaire les passions; qu'il faut par conséquent, comme disent les Américains, faire de l'argent, honnêtement si c'est possible, sinon en faire tout de même. Et puis?... Et puis c'est tout.

Il en résulte ce que nous voyons, ce que nous verrons de plus en plus : il en résulte que l'homme modéré par tempérament et par habitude, n'abuse que peu et rarement des *lumières* qu'il a acquises, en d'autres termes des connaissances que l'enseignement universitaire lui a départies; que l'homme impétueux et hardi entre en lutte ouverte avec tout ce qui l'environne, et que l'homme passionné, mais timide, a recours aux roueries pour écarter les obstacles qui le contrarient, l'un et l'autre ne se proposant et ne pouvant se proposer que de faire valoir le seul bien qui soit à leur portée, la vie et ses jouissances; qu'enfin l'homme blasé, capricieux, à imagination bizarre, déréglée, dépravée, si l'on veut, s'abandonne à toutes les monstruosités que peut enfanter l'intelligence en délire.

Le trop fameux marquis de Sade, que Napoléon fit enfermer parce que... parce que lui Napoléon était entraîné par des *instincts* d'un autre genre et qu'il était le plus fort, le marquis de Sade est celui qui a été le plus hardiment conséquent avec les principes dont on nourrit la jeunesse et que le monde confirme, celui surtout qui n'a pas reculé devant leur mise en pratique. Les marquis de Sade, tout d'une pièce, ont heureusement été fort rares jusqu'ici ; mais les éléments dont ils se composent, notre société en regorge, et ces éléments tendent de plus en plus à se réunir.

USER ET ABUSER. C'est raisonner bien ou mal.

A l'époque sociale où le bon raisonnement n'est pas encore incontestablement déterminé, il doit être permis d'abuser, de se tromper, comme d'user, de raisonner juste, bien entendu s'il n'est plus possible d'empêcher de raisonner. Le propriétaire donc a le droit d'abuser de *sa chose,* dans de certaines limites, puisqu'il a celui d'en tirer parti. Nous disons dans de certaines limites, parce que, aussi longtemps qu'il y aura doute social, il sera impossible de déterminer rigoureusement le point où l'usage fait place à l'abus. On se borne donc à quelques distinctions plus ou moins arbitraires. Par exemple, si un propriétaire *met* le feu à sa maison, on déclare qu'il y a abus ; on lui enlève sa qualité de propriétaire avec celle d'homme sensé, et on l'interdit. Mais s'il se borne à faire de sa fortune un usage scandaleux, criminel même, pourvu que les limites tracées par le code pénal ne soient pas franchies, c'est différent; on peut le blâmer tout bas, mais il faut le laisser faire.

UTILITÉ.

Est-ce l'utilité pendant, exclusivement pendant la vie? En ce cas, l'utilitaire embrasse la doctrine du matérialisme, et ses actions doivent exclusivement aussi avoir pour but la satisfaction des passions. Est-ce l'utilité dans une existence ultra-vitale? Alors il faut que l'homme sacrifie toute chose à la raison déterminant incontestablement l'ordre moral, le devoir. Pris dans le sens absolu, les mots *utilité*, *raison*, *vérité*, *certitude*, *justice*, *ordre,* sont bien près d'être synonymes, et de n'avoir qu'une même signification, considérée sous divers aspects.

— On a dit : « l'économie politique est la science de l'utile ; » c'était ne rien dire tant qu'on n'avait pas déterminé en quoi l'utile consiste. Thémistocle voulait faire adopter par ses concitoyens un projet évidemment utile à la république d'Athènes. Aristide consulté déclara le projet injuste : il trouvait que, bien que *la fin* que se proposait Thémistocle, celle de servir la patrie, fût fort louable, cependant *les moyens* pour y parvenir étaient à condamner. Il déconseilla aux Athéniens d'écouter Thémistocle. Qui avait raison de ces deux hommes d'État?

Est-il utile à l'homme de remplir son devoir au détriment de ses jouissances, de la satisfaction de ses passions? ou lui vaut-il mieux de satisfaire ses passions, de jouir, quoique ce qu'on regarde comme un devoir s'y oppose? Si l'utile n'a d'autre règle que l'intérêt du moment, l'intérêt, si l'on veut, de tous les moments dont se compose la vie actuelle, l'économie politique est la science des brigands hardis ou des fripons adroits. C'est clair comme *deux et deux font quatre.*

UTOPIE. Théorie irréalisable : absolue, l'utopie est irréalisable dans tous les temps; relative, elle ne l'est que pour un temps limité.

L'utopie consiste à vouloir réaliser une absurdité, à vouloir l'impossible. Tant que dure l'ignorance sociale, vouloir l'application de la justice absolue, expression de l'absolue raison, socialement déterminée, est utopique relativement à l'époque. Il faut le savoir, et savoir pourquoi. Mais il faut savoir aussi que, dès que l'examen est devenu incompressible, le maintien de l'ordre au moyen de la raison relative à la force et de la

justice qui l'exprime, est également utopique. L'obstination à soutenir une utopie a pour conséquence l'anarchie ou le despotisme.

Les principales utopies absolues, préconisées de nos jours, sont celle des *conservateurs* qui tendent à maintenir l'organisation présente de la propriété, et celle des *communistes* qui veulent abolir le principe même de la propriété. Nous ne parlons ni des *réformistes* qui repoussent les abus inhérents à la propriété, telle qu'elle est organisée actuellement, et à laquelle néanmoins ils n'osent pas toucher, ni des *agrairiens* qui, par leur nouveau partage, ne feraient qu'ajourner la solution de la question en remédiant aux abus de manière à les ramener nécessairement tôt ou tard. Ce que se proposent les conservateurs est impossible parce que les abus de l'organisation de la propriété ont été examinés et qu'ils sont connus. Ce que demandent les communistes l'est également, car la propriété est l'objet du raisonnement dont la société est l'expression; la propriété est la conséquence de la conscience de soi, de la personnalité: point de propriété équivaut donc à point de société, à point de raisonnement, à la négation de toute individualité et même de toute perception d'existence.

Conclusion : Nous vivons sous un régime utopique, et n'avons que des régimes utopiques également, mais sous une forme différente, à y substituer. Nous avons le choix libre, mais entre des utopies seulement. Or, toute substitution d'une utopie à une autre utopie est, en définitive, un mal sans compensation. Le plus sage est donc de conserver l'utopie établie, jusqu'à ce que nous puissions la remplacer par la forme sociale émanée de la raison.

UTOPISTES.

On se plaint des utopistes au lieu de les plaindre. Ce sont des fous qui sont les premières dupes de leur charlatanisme. S'en prend-on aux malades du mal qui les étreint? L'utopisme naît nécessairement de l'ignorance sociale. Et cette ignorance, qui empêche de distinguer l'utopie de la vérité, fait que les sots s'adressent aux charlatans pour conjurer les maux de la société. Écoutons la voix de la raison : elle nous délivrera tout à la fois des ténèbres où nous nous égarons, et des aveugles qui, en offrant de nous y servir de guides, nous égarent encore davantage.

V

VAGUE (*Le*).

C'est lorsque l'esprit nage dans le vague qu'il affiche le plus haut la prétention d'être constamment le même. N'ayant pas de point de départ arrêté et fixe, l'intelligence erre nécessairement à l'aventure et change à chacun de ses développements. Mais tout le monde varie et varie toujours; c'est alors comme si personne ne changeait. De ce qu'il y a variation chez tous, nul ne s'aperçoit qu'il y a changement chez lui comme chez les autres. C'est là que nous en sommes. Et nous appelons cela nous transformer en nous éclairant.

— « Avec des raisonnements vagues, dit Condillac, on prouve tout ce qu'on veut, et par conséquent on ne prouve rien. »

M. Michelet termine ainsi les notes et éclaircissements sur son inqualifiable livre intitulé *l'Amour :* « Un mot sonne, toujours le même, dans toute l'échelle vivante, soit qu'on monte ou qu'on descende, un seul mot (l'amour n'en sait qu'un) : « Je « veux par delà moi-même... Je veux trop... Je « veux tout ! toujours ! » Ce mot est bien évidemment celui de l'organisme conscient, de la passion servie par l'intelligence. Cela est encore clair, mais continuons.

« Le vœu confus du désir dans les tribus inférieures, c'est l'infini grossier de force, qui, faisant celui de nombre, garantit l'infini de durée. Le vœu supérieur, en montant, c'est l'infini du beau, du bon, un infini de qualité. Le désir crée alors des êtres concentrés, puissants, capables, sinon de palper, du moins de penser l'infini. »

C'est possible. Cependant nous n'accepterons l'affirmation de M. Michelet que lorsqu'elle sera appuyée des preuves requises, qu'elle sera exprimée d'une manière nettement et rationnellement déterminée, et enfin qu'elle ne présentera pas dans son développement des termes qui s'excluent mutuellement. De tous les infinis de l'auteur de *l'Amour,* nous ne saisissons que l'infini du vague. C'est au point que nous sommes au regret de ne pas avoir cité la phrase de M. Michelet à l'article *Galimatias* (voir ce mot); c'était réellement là sa place.

VALEUR.

Il y a valeur en soi, ou valeur en usage, qui exprime le rapport de nos besoins avec les choses; et valeur en échange, expression du rapport de l'offre à la demande.

Quand le mot *valeur* signifie « choses ayant de la valeur échangeable », il est synonyme de richesse sociale. Mais si le même mot signifie « choses ayant de la valeur en soi », il est synonyme de richesse individuelle, domestique.

La valeur échangeable est relative au raisonnement contradictoire, à l'offre et à la demande, à la liberté : abstraction faite des rapports domestiques, cette valeur se détermine par un effet de l'organisation sociale.

VALEUR DU CAPITAL EN TRAVAIL, OU DU TRAVAIL EN CAPITAL.

Cette valeur est relative à l'organisation sociale : la valeur du travail monte à son *maximum* quand le capital est offert; elle descend à son *minimum* quand le travailleur est réduit à offrir son travail. La valeur du capital hausse et baisse en sens inverse.

VALEUR DES MOTS.

Il ne suffit pas, pour le bon raisonnement absolu, que les mots soient déterminés; il faut encore qu'ils n'aient point un sens absurde. Exemple : le bon raisonnement relatif à l'époque d'ignorance sociale a fait fonder l'ordre sur le principe *Dieu personnel, Être suprême.* Ces mots peuvent être clairement

définis, mais leur valeur pour la raison est toujours absurde. C'est pourquoi, à l'époque de connaissance, le principe personnifié *Dieu, Être suprême,* fera place au principe abstrait *ordre moral, justice éternelle.*

VANITÉ. Opinion trop avantageuse de soi-même.

La vanité est l'amour-propre des sots; ils ne s'attachent nécessairement qu'aux choses futiles et passagères, aux choses de cette vie. On n'est jamais vain d'avoir rempli son devoir et mérité ainsi le bonheur qui en est la conséquence; mais on l'est de sa force, de sa beauté, de sa fortune, de son esprit, de sa réputation, de la gloire dont on croit avoir entouré son nom et sa mémoire. La société punit le vaniteux qui croit l'écraser sous le poids des avantages qu'il possède par une envie et une haine qui l'isolent au milieu du monde où il vit; elle accable de ridicule et du mépris public le vaniteux qui se targue de qualités qu'il ne possède que dans son imagination.

La vanité prouve l'étroitesse de l'intelligence, et elle la rétrécit chaque jour de plus en plus. Il est évident que l'homme ébloui par l'éclat réel ou illusoire dont il se proclame le foyer, l'homme enflé du savoir qu'il se suppose, n'ira pas se prêter aux tentatives que quelque esprit ingénu pourrait faire pour l'éclairer. Ne sait-il pas tout ce qu'il est possible de savoir, puisqu'il sait qu'il a atteint la perfection? N'est-il pas un fat au grand complet?

Les paroles suivantes de Michel Montaigne s'appliquent à merveille au vaniteux amant de lui-même que nous venons de dépeindre. « L'opiniâtrer et contester sont qualités communes, plus apparentes aux plus basses âmes; tandis que se radviser et se corriger, abandonner un mauvais parti sur le cours de son ardeur, ce sont qualités rares, fortes et philosophiques. »

VARIATION, CHANGEMENT.

Les variations qui sont essentielles aux sciences naturelles et exactes, sont toujours des progrès, puisqu'elles ont pour cause la découverte de faits nouveaux ou de nouveaux rapports entre les faits déjà constatés, découverte que la science s'assimile par la coordination en un système plus large et d'une portée plus étendue. C'est un changement de forme.

Il en est de même de la civilisation, qui varie avec les circonstances; de l'organisation sociale, qui se modifie sous le besoin d'ordre; des révélations, qui dépendent du plus ou moins d'appui que les sociétés leur demandent pour se conserver. Ces variations dans le mouvement humanitaire sont également des progrès, c'est-à-dire le résultat d'une marche quelconque, bonne ou mauvaise, utile ou nuisible; la question n'est pas là.

La vérité seule, et ce qui repose exclusivement sur elle, la raison, la morale et la religion, ne pourraient varier sans cesser d'être ce qu'elles sont, sans cesser d'être : il n'y a pour elles point de progrès possible. Le protestantisme sous ses trois faces, religieux, politique et social, a préparé de longue main et achève aujourd'hui l'aplanissement des obstacles qui s'opposent au triomphe de la vérité. Son travail a été une succession non interrompue de variations, qui, par l'impossibilité de maintenir, en présence de cette agitation confuse, un ordre social quelconque, mèneront nécessairement à reconnaître généralement la nécessité de mettre un terme à ce progrès déréglé, en l'arrêtant devant la barrière infranchissable de la raison déterminée socialement.

VARIER.

Ne faisons pas un reproche de ses variations à l'homme de bonne foi qui est dans le doute. Il cherche la vérité, croit l'apercevoir et s'y raccroche; puis, voyant qu'il s'est trompé, il cherche encore, change toujours et ne trouve rien. Les variations de cet homme sont la conséquence inévitable de son ignorance et de son amour de la vérité. Trop heureux si la lassitude et le découragement ne finissent par le plonger dans l'indifférence et l'égoïsme! Notre devoir envers ce triste jouet de l'activité de l'intelligence, sans principe arrêté, sans but déterminable, est de le plaindre et de travailler à l'éclairer. Pour y parvenir, il faut d'abord chercher à avoir avec lui un point de départ commun, d'où, marchant côte à côte sur la ligne toujours droite d'une logique inattaquable, on puisse ensuite le mener irrésistiblement au seul port où il goûtera enfin, d'une manière durable, le repos et le contentement de lui-même.

VERBE. Langage, ensemble de signes.

VERBE (*Origine et développement du*).

Il est indispensable de pouvoir rappeler *à volonté* ce qu'on nomme improprement la première *sensation,* pour apprécier la seconde sensation, celle-ci proprement dite, en d'autres termes pour sentir dans le temps. Car les sensations doivent être distinctes, c'est-à-dire successives et déterminées par la comparaison de l'une avec l'autre. Or rappeler est un acte; la matière ne retient pas activement, puisqu'elle n'agit pas, ne se meut pas; elle est remuée, mue. Une impulsion, une impression matérielle demeure dans l'organe central ou s'y efface

passivement; si elle reste, elle ne peut être volontairement reproduite, à moins qu'elle ne soit, avant cela, devenue idée dans le sens propre de l'expression. — Sur le développement des idées, voir les mots *Langage, Signes*.

VÉRITÉ. La vérité-réalité est la sensibilité dont l'immatérialité est démontrée. Les vérités-abstractions sont les déductions de la vérité-réalité. Ces vérités sont appelées positives : on leur oppose les vérités négatives, exprimant la protestation contre ce qui est préjugé.

Toutes les vérités se tiennent. Une seule vérité, mais incontestable, les renferme donc toutes.

— La vérité est le besoin moral de l'homme : il doit la connaître ou du moins croire qu'il la connaît. La société s'organise d'après la vérité qu'il lui est indispensable de supposer, jusqu'à ce que, cette vérité hypothétique lui faisant défaut, elle comprenne que, pour ne pas périr, elle doit se fonder sur la vérité rationnellement établie. L'homme cherche à connaître la vérité dès qu'il en sent le besoin réel, et il sent ce besoin quand le mal que lui cause l'ignorance est devenu intolérable. La vérité ne sera appliquée socialement que lorsque la société sera près de succomber à l'excès de ses maux. Le besoin ne l'imposant pas, la vérité aurait vainement recours à la force pour s'établir; le besoin l'imposant, tout recours à la force serait superflu. L'erreur au contraire, les opinions, ne s'introduit que par la force, soit brutale, soit plus ou moins bardée de sophismes.

— Si la société possédait la vérité, elle aurait pour premier devoir de la démontrer incontestablement à chacun et à tous, et elle remplirait ce devoir. Ne la possédant pas, et sachant qu'elle ne la possède pas, elle doit nécessairement laisser à chacun la liberté de se tromper à sa guise. Ce que l'État cherche à faire accepter comme vrai, est exclusivement ce qu'il a intérêt à faire passer pour tel; et ceux qui ont un intérêt opposé se refusent naturellement à cet acte de complaisance. Les hommes ne sont susceptibles de renoncer à l'erreur, que lorsque, ayant toute la latitude d'y persister, ils s'aperçoivent qu'il leur importe d'entrer dans une voie nouvelle. Il ne faut, ni fomenter l'erreur chez les autres, ni vouloir les forcer à la répudier. On doit les convaincre. Or, commencer par leur enlever la liberté de se tromper, ce serait faire en sorte qu'ils ne se détrompent jamais volontairement, c'est-à-dire réellement.

— Les vérités négatives sont les premières et les plus faciles à être connues, aussitôt que la discussion ne peut plus être empêchée. Tant qu'il n'y a qu'elles de connues, le doute persiste. L'homme n'échappe au doute qu'en l'exagérant, ce qui est le rendre absurde; car soutenir qu'il n'y a que des vérités négatives, équivaut à nier la vérité : devant la vérité positive, devant l'incontestabilité, tout doute s'évanouit.

VÉRITÉS DE FOI ET LES VÉRITÉS DE RAISONNEMENT (*Les*).

Nous adoptons cette expression, bien qu'impropre, parce qu'elle est usitée, et qu'elle contribuera à nous mieux faire comprendre. En effet, il n'y a point de vérités, mais seulement des hypothèses de foi, et les vérités de raisonnement ne sont telles qu'après que le raisonnement les a établies incontestablement.

— Peut-il y avoir deux ordres de vérités? Non, certes. A moins que la vérité ne soit une et absolue, elle n'est plus vérité, elle n'est plus rien. Vérité de foi veut dire *supposition de vérité que la foi impose comme vraie;* vérité de connaissance a pour valeur *fait constaté par la perception et conséquences de ce fait régulièrement déduites par le raisonnement.*

Les révélationnistes cherchent à demeurer fidèles à leurs croyances tout en répandant une instruction quelconque, qui néanmoins contredit toujours et en tous points ces croyances, qui en rend l'absurdité palpable et le ridicule saisissant : ils sont poussés à cet acte contradictoire par la nécessité des temps.

Les catholiques, par exemple, lorsqu'ils professent et propagent les sciences exactes et naturelles, la philosophie, l'économie politique, la morale même, enfin la jurisprudence et la médecine, se voient contraints d'admettre et d'établir des principes que leur foi repousse parce qu'ils ont pour conséquence le renversement de leur foi. Matérialisme donc et toujours matérialisme! les connaissances sociales en sont là pour chacun et pour tous, et à moins de changer le point de départ du raisonnement, elles n'avanceront d'une ligne pour personne.

—Les sceptiques et les négateurs n'ont de foi que pour ce dont il ne leur est pas possible de rejeter l'existence, c'est-à-dire pour la matière; et l'enseignement antisocial qu'ils donnent à la jeunesse n'est rien autre chose que le développement scientifique du matérialisme. Les révélationnistes de leur côté, ne pouvant rester en arrière de la science qui les déborde et qui menace de les engloutir, font des efforts inutiles pour conserver intact le dépôt des doctrines qui ont longtemps assuré l'ordre et le calme aux générations écoulées. A cet effet, ils

ont inventé les deux espèces de vérités, inconciliables avec elles-mêmes, et que néanmoins ils supposent simultanément et également vraies.

VERTU. Sacrifice que l'homme, cédant aux conseils de la raison, fait de ses penchants organiques.

L'homme vertueux par sentiment, c'est-à-dire par préjugé, parce que cela lui est agréable, n'a aucun mérite de ses actions, si ce n'est le seul mérite de s'être fait primitivement une jouissance de la pratique de la vertu. On n'acquiert un droit qu'en remplissant un devoir; et on ne remplit un devoir qu'en sacrifiant rationnellement un plaisir.

La vertu n'est pas simplement une théorie, nous l'avouons volontiers; mais nous soutenons que la pratique de la vertu est nécessairement appuyée sur une théorie quelconque, qu'elle est la conséquence d'une théorie, la conséquence d'une foi ou de la science réelle ou crue réelle. Si la vertu n'était qu'un résultat de l'organisation, agir ne serait plus penser, mais seulement être mis en train, fonctionner d'après l'impulsion reçue. La pratique de la vertu, non fondée sur une théorie, est du mouvement machinal, ou de la routine devenue en quelque sorte inhérente au tempérament. Il est vrai néanmoins qu'on peut habituer l'homme aux actes de vertu, et qu'alors, tant qu'il sera machine, il ne fera point le mal. Mais comme son intérêt actuel le sollicitera à chaque instant à ne pas rester dans cet état d'imbécillité, aussitôt qu'il raisonnera, ses habitudes de vertu seront mises en oubli. N'est-il pas bon alors qu'il puisse recourir à la théorie de la vertu, c'est-à-dire à la croyance en une vérité, ou à la connaissance de la vérité, pour l'empêcher de préparer son propre malheur en faisant le malheur des autres?

VERTUEUX.

L'homme est vertueux parce qu'il sait qu'il est de son intérêt de l'être, parce qu'il a la conscience de son devoir, parce qu'il connaît la sanction de la morale, parce qu'il possède la vérité; sinon, c'est un sot inoffensif, mais un sot.

VERTUS (*Les*).

Les vertus les plus nécessaires à la société parce qu'elles doivent être les plus communes, à tous les instants et en tous lieux, sont les vertus modestes, cachées, qui imposent de douloureux sacrifices, s'exercent sans témoins, et n'ont aucune compensation dans ce monde. C'est la vertu du pauvre, qui a toujours souffert, qui souffre et qui sait qu'il souffrira jusqu'à la fin de sa vie, et qui se résigne sans se révolter, sans murmurer même. C'est la vertu de la femme de l'ouvrier qui porte toutes les charges d'un ménage dans la misère, sans avoir aucune des consolations ou du moins des distractions que son mari trouve dans le travail ou demande à la boisson, qui n'entend jamais autour d'elle que des paroles de plainte ou de colère, et qui cependant traîne sa lourde chaîne jusqu'au bout : c'est celle de la jeune fille qui se dévoue aux soins qu'exigent l'enfance, la vieillesse et les infirmités, qui use sa monotone existence dans l'accomplissement des devoirs les plus arides, les plus dégoûtants, souvent les plus dangereux à remplir.

Ces vertus, avons-nous dit, sont les plus nécessaires. Eh bien, elles deviennent des vertus de plus en plus impossibles, à mesure qu'on cesse d'en attendre avec confiance la récompense dans une vie future. La foi promettait et garantissait cette récompense. Aussi la foi sociale a-t-elle été de tout temps féconde, et la foi privée est-elle féconde encore aujourd'hui en actes obscurs du plus sublime dévouement, auxquels l'humanité doit sa conservation bien plus qu'aux traits éclatants d'héroïsme que l'histoire exalte avec tant de complaisance. « La religion (c'est M. Proudhon qui parle), consacrant par le droit divin l'inviolabilité du pouvoir et du privilége, a donné à l'humanité la force de continuer sa route et d'épuiser ses contradictions. Sans ce bandeau jeté sur les yeux du peuple, la société se fût mille fois dissoute. Il fallait que quelqu'un souffrît pour qu'elle fût guérie; et la religion, consolatrice des affligés, a décidé le pauvre à souffrir. C'est cette souffrance qui nous a conduits où nous sommes : la civilisation, qui doit au travailleur toutes ses merveilles, doit encore à son sacrifice volontaire son avenir et son existence. »

Mais il n'y a plus de religion. La foi est désormais morte socialement, et elle va s'éteignant chaque jour chez les individus, comme elle a cessé de briller dans la société où elle ne se rallumera plus. Est-ce à dire que la société puisse se passer des vertus qui jusqu'ici ont été son principal soutien? Loin de là. Mais la société ne réussit plus à les obtenir parce qu'elle manque de ce qui les faisait naître et les entretenait toujours vives et pures. La doctrine froide et sèche que la société professe, repousse ces vertus, en leur ôtant toute raison d'être, en les faisant paraître absurdes. On a toujours le même besoin d'elles, mais elles ont toujours le même besoin du motif dont elles étaient la conséquence.

Les faits que nous venons de signaler, et que personne, pensons-nous, ne sera tenté de révoquer en doute, démontrent à l'évidence que l'humanité

périrait si elle ne parvenait pas à relever, après toutefois l'avoir rendue inébranlable, l'ancienne base religieuse sur laquelle elle a été si longtemps assise. Les religions de la foi, avec leur liberté automatique, leur immortalité contradictoire, leur enfer et leur paradis ridicules, examinées librement, ne sont plus admissibles. La religion de la science, établissant la réalité de l'homme dans son essence, et l'éternité de cette essence réelle, doit être fondée sur la raison, et le sera. Elle rendra la pratique de toutes les vertus, et surtout des plus humbles, de moins en moins nécessaire, en même temps qu'elle en rendra l'application de moins en moins difficile.

— Ce que nous appelons *nos vertus*, est rarement ce qu'il paraît être. Où est la vertu du riche qui ne vole pas? il n'a pas besoin du bien d'autrui; qui n'assassine pas? il est honteux pour l'homme comme il faut de tuer lâchement. De quelle vertu fait preuve l'homme sans ambition qui refuse les honneurs? l'homme sans tempérament pour qui l'innocence est sacrée? Pour être vertueux, il faut désirer violemment, avoir la facilité de se satisfaire, ne devoir craindre ni les lois ni la déconsidération, et *malgré tout cela* n'abuser de rien.

VIDE DU CŒUR (*Le*).

Lorsqu'il s'agit d'idées, cela veut dire *le vide du cerveau,* ou n'a point de sens rationnel : car les émotions qu'on loge si erronément dans le viscère destiné à la circulation, ne sont affections que lorsqu'elles ont été éprouvées, senties dans le centre où se réunissent toutes les modifications subies par l'organisme, et que l'âme intellectualise. Le cœur participe alors, et dans une large proportion, au mouvement que ces affections impriment à tout l'appareil vital; mais il demeure passif, tandis que l'âme au moyen du cerveau, c'est-à-dire l'intelligence, est la seule et véritable cause du fait observé.

— Les fidèles de n'importe quelle révélation prétendent que l'abandon des doctrines qu'ils professent, finit, avec les circonstances de position et l'âge, par laisser dans le cœur de celui qui a ainsi répudié leur foi, un vide que rien ne peut combler et qui rend la vie insupportable. Nous concevons que celui dont l'intelligence n'aurait jamais connu d'autre vérité que l'hypothèse qui lui a été imposée comme vérité et qu'il a acceptée sur parole et de confiance, perd tout calme, tout repos, s'il vient à entrevoir que cette hypothèse est loin d'être ce qu'il avait cru, et s'il la répudie en conséquence. A moins qu'il ne remplace cette erreur constatée par une supposition nouvelle, par un nouvel acte de foi, duquel il se fait une égide comme il avait fait de la supposition précédente, ou bien à moins qu'il n'ait acquis la conviction qui suit la découverte de la vérité *vraie,* il n'a plus de point d'appui ni de direction; il erre dans le vide, de déception en déception, et ne rencontre que le découragement; il finit par s'abandonner au désespoir.

Nous ne nous occuperons ici que de la révélation chrétienne organisée par le catholicisme.

Beaucoup aujourd'hui parmi ceux qui naissent là où le culte catholique est professé, s'ils ne se soustraient pas sciemment et volontairement au joug de ses dogmes et de ses pratiques, du moins ne tiennent aucun compte des premiers et se débarrassent de l'ennui des autres. Ces infidèles et ces indifférents peuvent, nous l'avouons volontiers, manquer de l'énergie de caractère indispensable pour supporter jusqu'à la fin les tourments que le manque de toute certitude, de toute croyance, suscite à l'homme, mais ce n'est pas parce qu'ils ne sont plus catholiques, c'est parce qu'ils ne sont encore rien autre chose, qu'ils ne sont plus rien du tout. Le catholique qui passe, par conviction, à l'une ou à l'autre des branches du protestantisme chrétien, n'éprouve aucun vide; bien au contraire : son ardeur et son zèle sont plus réels que ceux des frères qu'il a laissés dans leur ancienne foi. Sa nouvelle foi, à lui, l'occupe tout entier, et, nous le supposons sincère, après avoir vécu sans crainte ni remords, il meurt tranquille.

Comment les catholiques se hasardent-ils encore de nos jours à jeter, même aux plus niais, des arguments de la faiblesse de celui que nous avons rapporté, et qui ferait du tort à la meilleure des causes? Quoi! tous les non-catholiques vivraient dans les angoisses de la vacuité du cœur ou plutôt de l'intelligence? Mais ce serait condamner les trois quarts du genre humain au plus cruel des supplices.

Il est vrai que, quand on fait entrevoir à ces raisonneurs imprudents ou malhabiles que leurs moyens de persuasion portent à faux, ils se bornent à soutenir que du moins ceux qui, après avoir été catholiques ou à peu près, cessent de l'être sans se ranger pour cela au nombre de ceux qui embrassent une foi nouvelle, ceux-là se vouent à toutes les incertitudes de l'indétermination, que bien peu d'hommes peuvent supporter sans succomber ou du moins sans fléchir. Cela est vrai, nous-mêmes venons de le dire; mais n'y a-t-il à choisir qu'entre les croyances? Et la science, la connaissance de la vérité, remplaçant les suppositions de la foi, laisserait-elle encore dans l'esprit le moindre doute, la moindre inquiétude, la plus

légère hésitation? Que les catholiques répondent; mais qu'ils n'espèrent pas de relever leur croyance en niant les faits constatés, et en abjurant le bon sens.

VIE. Au sens propre : propriété de certains corps de s'accroître ou de se développer par intussusception; au sens figuré : mouvement particulier.

Figurément parlant, tout est vie dans la matière, qui n'est autre autre chose que la force, la vie générale. Quand une partie de la matière s'organise en mouvement distinct, une vie se développe, nécessairement toujours, et aveuglément, par la force qui lui est inhérente, force *sui generis,* puisée dans la force universelle, et soumise aux lois de la matière; cette force n'en a pas moins en elle, dès lors, tout ce qui sert à ses évolutions propres, bien entendu, quand elle se trouve dans les circonstances voulues pour que ces évolutions aient lieu. Si les conditions dont nous parlons s'altèrent, les évolutions de la force particulière s'altèrent aussi, d'après des lois essentielles à cette force même; de là ce que nous appelons des monstruosités : c'est aussi ce qui constitue l'état de maladie. Ces altérations vont finalement jusqu'au point où, d'après les lois générales de la matière, il n'y a plus possibilité que la vie demeure distincte. La mort s'ensuit alors, c'est-à-dire la rentrée de la force particulière, de ce qu'on nomme communément *la vie,* dans la force universelle.

VIE INTELLECTUELLE.

La vie intellectuelle (faut-il dire qu'ici le mot *vie* est pris au figuré?) est celle dont l'homme a conscience, celle qui constitue sa personnalité; c'est la vie dont chacun de nous conserve la mémoire; c'est la succession des modifications que nous avons éprouvées, de nos sensations, liées entre elles par le souvenir qu'elles nous ont laissé. De même que les faits qui se sont effacés de notre mémoire au point qu'aucune sensation, aucune idée, ne peut les y rappeler, sont pour nous, pendant la vie, comme s'ils n'avaient jamais été, de même chaque vie individuelle, lorsque avec elle s'est évanouie la série entière des faits dont elle était composée, est pour le même individu comme si elle n'avait point eu lieu. La raison démontre, il est vrai, qu'il y a des existences organiques successives, mais elle ne saurait en reconstruire les détails; en d'autres termes, le raisonnement suivant : « L'homme se sent vivre, donc il a déjà vécu et vivra encore d'une autre vie, » n'est pas incontestable, mais n'est pas non plus absurde. Celui qui ferait conclure ainsi : « L'homme ne réussit pas à se représenter les incidents de sa vie passée; donc il n'y a pour lui que la vie présente, » est incontestablement faux.

VIE POUR L'HOMME (*But de la*).

Supposons que la vie présente soit son but à elle-même, qu'elle n'en ait pas d'autre : la sensibilité, dans ce cas, et la connaissance ne sont-elles pas de tristes faits, des faits déplorables? S'il n'y a que mouvement, ayant pour cause la force et pour effet la modification, n'est-on pas en droit de maudire le sentiment qui nous fait éprouver des mouvements pénibles, douloureux? La sensibilité n'a que deux résultats possibles : le premier, elle l'a positivement; c'est celui de faire connaître la peine et le plaisir : le second, elle n'y donne lieu que conditionnellement, c'est-à-dire au cas qu'elle soit immatérielle; ce résultat est de faire raisonner dans le sens propre du mot. Or, la raison en morale, la raison réelle, c'est la justice, comme au physique c'est l'évidence de fait; la proposition : *toute douleur doit avoir été méritée, tout sacrifice rationnel doit avoir sa compensation,* est aussi vraie (s'il y a sensibilité immatérielle, s'il y a réellement raisonnement) que celle-ci : *deux plus deux égalent quatre.*

Dans la supposition contraire, celle qu'il n'y a qu'une seule existence, qui est par conséquent son propre but, la souffrance et la jouissance, qui ne sauraient être niées, sont de purs effets nécessaires, sans motif aucun, sans mérite ni démérite. Alors, dans la vie présente, la grande majorité qui souffre quoique pure de tout mal, et beaucoup qui pratiquent le bien, ne fût-ce que passivement, avec la certitude de n'en être jamais récompensés, sont également les jouets d'un destin aveugle et sourd, ou, pour parler sans métaphore, sont les résultats des lois de la matière. Dans cette supposition, chacun sort de ce monde comme il y est entré, n'ayant fait que transmettre le souffle dont il avait été dépositaire, à ceux qui le transmettront à leur tour; c'est là tout, et tout absolument. Il n'y a point de raison à ce qu'il y ait un but, et un but sans raison n'est rien de rationnel.

Mais, dira-t-on peut-être, la connaissance de cette absence de but serait du moins quelque chose. Certes, c'est quelque chose; mais quelque chose, nous le répétons, d'affligeant, de décourageant, de désespérant pour l'homme, de pernicieux, de désorganisateur pour la société.

Voyons maintenant si la vie supposée sans but rationnel pour chaque homme, peut avoir un but social, humanitaire. Nous le demandons : combien

naît-il d'hommes dans un siècle qui laissent une trace de leur passage ? Combien y en a-t-il dont on puisse dire avec fondement : S'il n'avait pas vécu, il y eût eu quelque chose de changé ? Cependant tous les hommes, sans exception tous et jusqu'au plus infime, sont heureux ou malheureux. Pourquoi ? Il n'y aura de *pourquoi*, que lorsqu'on aura démontré que les bonnes ou mauvaises intentions de chacun préparent, pendant chaque vie, les joies ou les chagrins des vies suivantes, et que les chagrins ou les joies de chaque vie sont produites inévitablement pour chacun par ses intentions bonnes ou mauvaises pendant les vies écoulées.

Ce ne sont point là, nous sommes loin de nous le dissimuler, des preuves directes de l'éternité des âmes et de la succession des existences organiques; mais cela équivaut à cette vérité-ci : A moins que l'âme ne soit éternelle, et chaque existence sentie la conséquence morale d'une existence précédente et la condition expresse d'une existence future, la vie est une absurdité; le raisonnement, une chimère ; l'homme, rien. Il reste donc à prouver que la raison est quelque chose de réel, l'homme quelque chose par l'immatérialité de son essence, et la vie le moyen pour son âme de se rendre digne d'être heureuse pendant une autre existence vitale.

VIE (*Qu'est-ce que la*) ?

Cette question qu'on entend répéter si souvent, et sur tous les tons, et par des hommes d'opinions diamétralement opposées, ne peut cependant être résolue que d'une seule manière. Le spiritualiste et le matérialiste sont nécessairement d'accord sur la signification du mot *vie*, pris au sens ordinaire : c'est, pour l'un aussi bien que pour l'autre, le résultat d'une combinaison de la matière, dont l'un et l'autre cherchent à pénétrer le sens au moyen du raisonnement, de l'observation, de l'expérimentation. Tous deux admettent que la vie est une force temporairement particularisée, phénomène fugitif au sein de la phénoménalité-principe, de la force universelle, qui seule demeure toujours.

Les deux espèces d'opinionistes (le spiritualisme n'est qu'une opinion comme le matérialisme, aussi longtemps que l'immatérialité de l'âme n'est pas démontrée incontestablement) ne se divisent que lorsqu'il n'est plus exclusivement question de vie, mais bien et surtout de sentiment, de sensibilité. — Voir l'article *Sensibilité*.

VIES SUCCESSIVES.

C'est le sujet de toutes les plaisanteries des matérialistes. On le conçoit : ils ont eu bon marché de l'âme, née, se développant, décroissant et, malgré cela, immortelle, ainsi que du paradis où cette âme va jouir, de l'enfer où elle va souffrir *éternellement*, quoique *successivement*, et dépourvue des conditions essentielles de la souffrance et du plaisir, c'est-à-dire du sentiment. Ils croient n'avoir qu'à souffler sur l'âme, qu'ils ne voient point avant qu'elle se manifeste, qu'ils ne voient plus quand elle cesse de se manifester. Et puis cette âme qui erre dans l'espace pendant plus ou moins de temps, pour trouver un gîte.... Le ridicule paraît inépuisable aux *viveurs* qui ne veulent d'âme à aucun prix. Le lecteur sérieux de ce *Dictionnaire* ne sera pas en peine de leur répondre. Les immatérialités sont éternelles. Les âmes ne peuvent errer au sortir d'une vie pour passer à une autre, puisqu'il n'y a pour elles ni espace ni temps. Quand elles se manifestent, elles sont unies à un organisme, et cet organisme les place dans les conditions qu'elles ont méritées. Voilà tout.

— Nous avons parlé plus d'une fois de la liaison qu'ont entre elles les existences successives. Nous avons fait observer que cette liaison est, et ne saurait être, que morale. Il est impossible que l'être intelligent se rappelle organiquement, pendant une vie quelconque, les actes et les faits d'une vie antérieure, précisément parce que c'est une autre vie, c'est-à-dire une autre combinaison matérielle et partant une autre mémoire. S'il n'en était point ainsi (qu'on nous permette pour un instant cette supposition gratuite), il n'y aurait plus de morale, puisqu'il ne faudrait plus demander au raisonnement le rapport qui lie les libres intentions de chaque mode d'existence au bien-être et au malêtre des modes d'existences subséquentes.

En outre, l'organe central, la mémoire, étant aussi sujet aux hallucinations que le sont les sens particuliers de la vue, de l'ouïe, du toucher, il ne serait plus possible d'acquérir aucune certitude sur la réalité des faits et des intentions antévitaux, conservés dans le souvenir. Tous les souvenirs possibles d'un autre monde qu'on croirait avoir habité, ne seraient pas une meilleure garantie de l'existence réelle de ce monde, que, rationnellement parlant, la vision du troisième ciel n'aurait dû l'être, pour saint Paul, de la réalité de ce triple empyrée chrétien.

Les différentes existences sont liées entre elles par le raisonnement de l'être réel qui les traverse, raisonnement dont le libre usage lui fait trouver la vérité et le porte à y conformer sa conduite, ou l'égare au point qu'il se bouche les yeux de la raison à la lumière et va se perdre dans le dédale des passions.

VIOLENCE.

Chacun appelle *violence* l'action qui, selon lui, ne devrait pas être exercée. Il s'ensuit qu'à l'époque de doute, où tout peut être contesté, toutes les volontés se considèrent comme étant comprimées par la violence. La violence sociale, qui n'a été sentie que depuis que l'examen est émancipé socialement, ne pourra plus même être soupçonnées quand une fois la raison, incontestablement déterminée pour chacun, sera appliquée dans l'intérêt de tous.

— La violence ne fonde rien et empêche de rien fonder; elle ne peut qu'une chose, détruire.

VIVISECTIONS.

On dissèque des animaux vivants pour surprendre les secrets de la vie sur le fait, et pour acquérir ainsi de nouveaux moyens de venir en aide à l'humanité. C'est fort bien. Mais si l'on disséquait des hommes vivants, on atteindrait bien mieux encore ce but; car il y a évidemment une analogie physiologique plus grande entre un homme et un autre homme qu'entre l'homme et l'animal même qui lui ressemble le plus. Ce serait, dit-on, un crime. Nous demandons en quoi? Est-ce parce que l'homme n'a point de droit sur l'homme? Mais pour quelle raison n'a-t-il pas ce droit sur l'homme puisqu'il se l'arroge sur les animaux?

Si l'on veut être logique, il faut poser en principe qu'il n'y a de droit que chez l'être intelligent et sensible, qui par conséquent a des devoirs envers les autres êtres, sensibles et intelligents comme lui; que, ces êtres ayant tous le même droit, ont donc aussi le même devoir, et que nul parmi eux n'ayant le devoir de se laisser disséquer vivant, nul non plus n'a le droit de disséquer son semblable, si ce n'est à l'état de cadavre.

Qu'on se hâte donc de démontrer que l'homme est le seul être capable de souffrir et de savoir qu'il souffre; que l'animal n'a point conscience de son existence, qu'il ne souffre ni ne jouit. Et cela fait, on refusera nettement tout droit devant l'homme, à l'animal privé d'intelligence et de sensibilité, et on affranchira l'homme de tout devoir envers lui. Le raisonnement en ce cas sera irréprochable. Mais encore une fois, il faut le formuler clairement et catégoriquement, et l'étayer de preuves sans réplique : car, ou bien il faut renoncer aux vivisections, et même demeurer immobile et se laisser mourir de faim pour ne pas ôter la sensibilité avec l'existence aux autres êtres qui couvrent le globe; ou bien il faut se décider à subir sans sourciller les épithètes méritées de *bourreau* et d'*assassin*.

VIVRE (*Droit de*).

En bon raisonnement absolu, le fait seul de la naissance à la vie donne le droit de vivre, et par conséquent d'avoir sa légitime part des choses qui sont indispensables à la conservation et à l'écoulement le moins douloureux possible de la vie.

Nous avons dit à l'article : Faim (*La*) ce que le manque de moyens pour calmer ce premier des besoins de la vie organique entraîne de conséquences. Aussi longtemps que la discussion n'est pas socialement libre, c'est surtout la faim non satisfaite qui pousse les peuples à la révolte : le pouvoir alors dispose de forces suffisantes pour étouffer la révolte dans le sang, et pour en rendre le retour, sinon impossible, du moins le plus rare possible, en exagérant encore les garanties du despotisme. Quand l'examen est émancipé, le droit aux douceurs dont la vie peut être émaillée, droit monopolisé par les prédestinés de notre organisation sociale, et dont les déshérités réclament à leur tour la jouissance, multiplie les révolutions indéfiniment, et les fait se succéder de plus en plus rapidement les unes aux autres. Elles finissent toujours par arracher au pouvoir des concessions du moins temporaires, et provoquent ainsi, sans fin ni cesse, des exigences plus nombreuses et toujours plus anarchiques. Cela a lieu jusqu'à ce que, la vérité étant proclamée et appliquée socialement, chacun jouisse de tout le bonheur qu'il mérite par son travail, conformément à la raison.

VOL.

Si le vol est un acte de violence exercé sur la propriété, une perturbation jetée dans l'ordre établi, pour lequel la propriété est un moyen de conservation, on ne peut plus dire que la propriété est le vol; car, à parler sans paradoxe, celui-ci la nie. Nous nous empressons toutefois d'ajouter que la propriété, dont le mode actuel d'organisation était une condition d'ordre imposée par la nécessité sociale des temps d'ignorance et de foi, n'est plus, aujourd'hui que l'ignorance reste, mais que la foi s'est évanouie, qu'une cause de désordre permanent. La propriété du sol, aliénée à des individus, depuis qu'elle a cessé d'être protégée par la doctrine du droit divin, devient, aux mains de l'incompressible discussion, l'arme la plus puissante de l'anarchie en progrès continu : à l'époque de connaissance de la vérité, cette même propriété serait de la folie; elle y est impossible.

Cela n'empêche pas qu'aussi longtemps que l'ignorance sociale dure, et que par conséquent, le sol ne peut entrer à la propriété collective, tout attentat à la propriété organisée comme elle

l'est, toute spoliation doit être qualifiée de vol.

VOLONTAIRE. Ce qui se fait sciemment et dans un but, en conséquence d'un raisonnement proprement dit.

Il n'y a de volontaire que ce qui est raisonné. Or, l'ordre étant la hiérarchie, et la hiérarchie étant la subordination, la soumission, il n'y a d'ordre possible qu'en vertu d'un raisonnement. La soumission volontaire est nécessairement, pendant l'époque d'ignorance, la subordination du faible au puissant, comme si celui-ci était le meilleur. L'examen fait découvrir qu'il n'est que le plus fort, et dès lors il y a assujettissement à la force brutale, il y a progrès vers l'anarchie. L'ordre ne se rétablit que par la hiérarchie rationnelle, c'est-à-dire par la libre coordination de tous sous la raison déterminée incontestablement.

VOLONTÉ. L'âme agissant.

La volonté est la seule faculté. Vouloir réellement, c'est être une âme, une réalité dans la condition où la volonté peut se manifester; cette condition est le développement du verbe. L'exercice de la volonté implique la connaissance, qui est aussi relative à l'âme, unie à une vie particulière, à un organisme, sans lequel cette âme ne peut ni connaître, ni agir.

La volonté n'est pas faite; c'est elle au contraire qui fait tout, et ce qu'elle fait ne saurait avoir de volonté : elle fait des machines qui se meuvent, ou plutôt qui sont mues dans le sens qu'elle a déterminé. La création de volontés réelles, d'âmes, est une absurdité. — Voir le mot *Création*.

VOLONTÉ GÉNÉRALE.

A proprement parler, il n'y a pas de volonté générale; la volonté est exclusivement personnelle. Un groupe, un ensemble d'êtres n'est pas un être pouvant vouloir. Il n'y a pas plus d'êtres collectifs que de volonté générale, du moins dans le sens propre.

Figurément, on appelle *être collectif* la totalité qui comprend plusieurs êtres ; *volonté générale*, la somme des concessions faites par chaque individu, c'est-à-dire, le total des renonciations consenties par chacun, en dépit de son désir de vouloir le contraire, à charge de réciprocité pour tous les autres. La volonté générale n'est, en définitive, la volonté de personne.

— Dans le langage mensonger ou figuré, pour parler parlementairement, du régime représentatif, la loi est *l'expression de la volonté générale*, lorsque chaque législateur a pu y faire entrer quelque disposition que ses collègues cherchaient à en exclure. Dans le langage de la vérité, la loi, sous la pression de l'ignorance sociale, est ou l'expression de la volonté d'un seul, et il y a despotisme, ou le résultat d'une transaction entre plusieurs, et il y a absurdité, menant à l'anarchie.

VOLONTÉ (*Former la*).

On ne fait pas plus l'éducation de la volonté, qu'on ne fait la volonté même : on forme l'intelligence, qu'on dispose à la croyance en lui insinuant des idées toutes faites, ou à la discussion en la faisant raisonner par elle-même, ou enfin à la science en lui enseignant à se démontrer la vérité. Il n'y a volonté, que lorsqu'il y a liberté ; liberté, que lorsqu'il y a intelligence, c'est-à-dire discernement, choix : l'intelligence bien éclairée sert de fanal à la volonté, pour se diriger au milieu des écueils des passions ; créer des habitudes à la volonté comme s'expriment nos moralistes matérialistes, c'est anéantir la volonté, c'est faire de l'homme un automate dont le penchant, acquis par l'exercice fréquent des mêmes actes, est le seul ressort.

VOTE UNIVERSEL.

Cette universalité est le comble de la folie quand la vérité n'est pas universellement connue et incontestablement démontrée, acceptée socialement, appliquée par la volonté de tous et maintenue par la force de chacun. Jusque-là, le despotisme de tout le monde aboutira toujours au despotisme d'un seul; et le despotisme d'un seul, librement discuté par tous, ramènera toujours l'anarchie. « Quiconque, dit M. Proudhon, prêche le suffrage universel comme principe unique d'ordre et de certitude, est menteur et charlatan ; il trompe le peuple. La souveraineté sans la science est aveugle. » Lorsque la raison déterminée dans le sens absolu régnera universellement, plus ne sera besoin de voter, si ce n'est sur les questions secondaires d'exécution, de pratique; cette raison empêchera toujours que ceux qui ont du bon sens n'appellent à voter les fous, qui leur feraient une opposition de déraison.

— Le vote universel a pour corollaire obligé l'armement universel, celui par conséquent des ouvriers comme celui des maîtres, et pour résultat infaillible la loi dictée à chaque maître par ses centaines, ses milliers d'ouvriers. Le pauvre s'aime autant que le riche, et il ne sait pas plus que celui-ci que le mal gît, non dans l'égoïsme et le mauvais vouloir d'une classe, mais dans l'organisation sociale qui a constitué des classes destinées nécessairement à avoir chacune leur égoïsme : il s'ensuit,

et toujours nécessairement, que les pauvres attaquent les riches comme étant la cause de leur malheur, et que les riches se défendent contre les pauvres pour ne pas devenir pauvres à leur tour; il s'ensuivra, tôt ou tard, que les pauvres égorgeront les riches pour se mettre à leur place, où bientôt ils se feront égorger par les nouveaux pauvres qu'ils auront faits : et ainsi indéfiniment jusqu'à découverte et application de la vérité, c'est-à-dire, jusqu'à ce que le vote universel ne soit plus le moyen auquel on ait recours pour la connaître.

— Le suffrage universel (voir le mot *Suffrage*) équivaut au droit socialement reconnu chez les prolétaires, pendant l'époque d'ignorance et d'incompressibilité de l'examen, de déterminer *le droit;* c'est par conséquent une déclaration de guerre aux propriétaires et capitalistes dont le droit acquis est la négation du droit à acquérir par les prolétaires. On ne se bat plus aujourd'hui pour des principes ou pour des hommes; on se bat *pour des intérêts :* et tous les cris de bataille se résument inévitablement dans ceux, d'une part de *vive la propriété!* d'autre part de *à bas les propriétaires!* de toutes parts de *vivent nous et nous seuls!* Et de quelque côté que se déclare la victoire, c'est toujours *également* une défaite pour la raison, la société, l'humanité. Le suffrage dont nous parlons, s'il était franchement et loyalement appliqué, serait donc l'organisation du désordre; mais, comme le désordre ne peut durer sans amener la dissolution, ce suffrage est un acheminement au despotisme, seule planche de salut dans l'anarchie, pour la même raison que, pendant toute l'époque d'ignorance sociale, l'anarchie est le seul refuge possible contre le despotisme. Heureusement pour notre société agonisante, que le suffrage universel est, et ne peut être qu'un leurre, qu'une déception, qu'une flouerie, dirions-nous, si l'emploi des termes d'argot était permis dans une matière aussi grave: tant qu'il y a anarchie, le vote appelé universel, n'est invoqué que par les ambitieux qui veulent dominer; lorsque le despotisme a triomphé de l'anarchie, ce même vote est un instrument commode pour river de plus en plus solidement la chaîne des imbéciles qui persistent à se dire et même à se croire libres.

VOTER.

Le représentativisme ne reconnaît que le vote d'élection à un ou plusieurs degrés, nommant des élus qui, à leur tour, votent les lois : les conditions d'éligibilité et d'électorat, déterminées par la constitution, servent d'avance à faire tomber les choix sur ceux que leur position sociale rend *dignes* de gouverner, c'est-à-dire, d'exploiter la société. Après le suffrage universel, qui est l'expression la plus complète du représentativisme, viendra le gouvernement direct qui sera la mort de ce système, puisque, chacun se prononçant par lui-même sur toutes les questions, il n'y aura plus de représentation pour personne. Nous avons dit plusieurs fois ce que nous pensons du suffrage universel et du gouvernement direct.

— Si le mot *voter* signifie donner son avis sur les hommes et sur les choses, il faut, en thèse générale, n'appeler à voter que ceux qui peuvent fonder leur avis sur la raison. Et en thèse plus particulière, c'est-à-dire, aussi longtemps que l'ignorance sociale imposera la soumission de la société à l'opinion dont elle a fait dépendre la conservation de l'ordre, il faudra ne demander leur avis qu'à ceux qui ont intérêt à maintenir cet ordre établi, si, bien entendu, on a l'intention de le conserver; et comme moyen d'y réussir, il faudra n'investir du droit de légiférer que ceux qui ont un intérêt indubitable et patent à faire triompher à tout prix l'opinion sur laquelle la société est provisoirement fondée. C'est là de la logique à l'usage du plus simple bon sens.

La société actuelle repose encore sur la domination du capital. Il est inutile de demander aux prolétaires ce qu'ils en pensent : appelés à se prononcer, ce sera naturellement (rationnellement) contre les capitalistes qu'ils voteront. Il serait insensé de prétendre que, pouvant librement s'exprimer, ils parlent à leur détriment. Comme les capitalistes, ils parleront et agiront pour eux-mêmes; et le résultat final est facile à prévoir : les prolétaires sont les plus forts, puisqu'ils sont les plus nombreux. La société, qui leur donne le droit de suffrage, reconnaît par cela seul que la force est le véritable et seul droit. Qu'a-t-elle à se plaindre alors si l'heure du bouleversement approche? et si la force, dont ceux qu'elle avait rendus puissants ont abusé, passe à ceux qu'elle va rendre puissants à leur tour, et qui, quelles que puissent avoir été leurs intentions avant le combat, en abuseront irrésistiblement après la victoire?

— Aussi longtemps que la raison est socialement indéterminée, les opinions règnent et les partis règnent par elles. Chaque parti ne demande l'avis que des hommes qu'il croit lui appartenir. Aussi, s'il invoque le vote universel, c'est pour chercher à le dominer, et toutes les fois qu'il n'y réussit pas, il condamne son fonctionnement et casse ses arrêts. Cela prouve qu'aucun parti ne croit en réalité à son droit, ou bien qu'il craint que tout le monde ne le méconnaisse. Tant que les votes peuvent être

influencés par des opinions ou par des intérêts, le mieux serait (nous supposons gratuitement la chose possible en présence de l'incompressibilité de l'examen), le mieux serait, disons-nous, de n'y pas recourir; car alors les passions et l'ignorance sont prépondérantes, et l'expédient le plus sage, puisqu'il est le plus sûr, serait de s'en remettre au despotisme : car le despotisme est infiniment plus moral que l'hypocrisie et la corruption. Mais si le despotisme avait des chances de durée, il n'y en aurait plus pour les progrès de l'anarchie, dont exclusivement nous avons à attendre la découverte de la vérité et l'application de la justice. Il faut que les votants soient, sans exception aucune, sous l'influence de la raison, pour que tous les suffrages puissent être rationnels et justes.

APPENDICE.

Nous nous étions proposé, pendant l'impression de ce *Dictionnaire*, de le terminer par un *Supplément* qui aurait contenu les mots oubliés par nous ou négligés dans le corps de l'ouvrage. Mais, après avoir relu la liste des mots dont nous avions pris note, nous nous sommes aperçu qu'ils étaient de trop peu d'importance pour leur consacrer à chacun un article à part, ou bien, et c'était le cas pour la presque totalité, que les réflexions auxquelles ils auraient donné lieu, et qui se rapportaient aux questions sociales, se trouvaient déjà, et la plupart du temps répétées à plusieurs reprises, dans les autres articles dont le *Dictionnaire* est composé.

Il faut excepter les mots : *Caisses d'épargne* et *Caisses de retraite*, et surtout le mot *Prévoyance*, qui offrent trop d'intérêt pour que nous ne nous en occupions pas, avant de finir : nous allons le faire en les considérant exclusivement au point de vue de l'ordre par la justice et la raison, prises dans le sens absolu.

Nous demandons pardon, en entrant en matière, de rappeler une dernière fois au lecteur ce que nous avons si souvent cherché à lui démontrer par tous les arguments que le raisonnement nous a fournis, la vérité incontestable suivante : Il n'y aura de repos pour la société et par conséquent de bonheur pour ses membres, que lorsque plus un seul d'entre eux ne sera fondé en raison à lui imputer le sort dont il se plaint justement.

Personne ne nie que le paupérisme, véritable lèpre qui attaque la société dans son principe même, ne doive disparaître, ou que c'en est fait d'elle. On avoue encore que le paupérisme ne disparaîtra qu'avec le prolétariat, au sein duquel il se recrute sans cesse. C'est donc la question de la suppression du prolétariat qui occupe tous les esprits. Nous passerons brièvement en revue les principales mesures qui ont été proposées par les hommes les plus éminents dans la science de l'économie, comme étant les plus propres à faire atteindre ce but. Nous nous hâtons de prévenir que nous sommes en flagrant désaccord avec eux, parce que cette économie, qui ne peut être que politique à leur avis, devrait, selon nous, être exclusivement sociale.

En effet, il n'y a qu'un seul moyen de réduire le prolétariat à un simple souvenir historique, et ce moyen est de faire en sorte que la société dont l'organisation a inévitablement donné naissance à la classe des prolétaires, se résolve à changer cette organisation de fond en comble. Voilà ce que nul encore ne comprend, parce que tous n'en sentent pas la nécessité, quoique l'immense majorité en éprouve cruellement le besoin.

Cela étant posé en fait, les divers palliatifs mis en avant se résument en une aggravation

de devoirs imposés à l'ouvrier, qui ne jouit d'aucun droit et n'a ni la force ni l'habileté nécessaire pour obliger les autres de remplir leur devoir envers lui. L'ouvrier, s'écrie-t-on, avec un aplomb qui ferait sourire s'il ne provoquait l'indignation, l'ouvrier n'a point de prévoyance : tous ses maux ont leur origine dans le manque de jugement du prolétaire, qui traverse les vicissitudes du présent sans jamais songer aux exigences de l'avenir.

Est-ce sérieusement que des cœurs sensibles, comme ils s'intitulent, des philanthropes de profession, accusent les pauvres de ne rien prévoir? Eh! que veut-on, Justice éternelle! que ces malheureux prévoient si ce n'est que leur malheur n'aura point de terme? Et quand ils se répéteraient sans fin qu'ils mourront misérables par la seule et unique raison qu'ils sont nés dans la misère, croit-on qu'ils en auront plus de courage pour ramer dans la galère sociale que s'ils se bornent, comme la société leur en fait la loi, à porter chaque jour et sans y jamais réfléchir, à l'instar des brutes, l'écrasant fardeau dont elle les charge?

Vous objectez, messieurs les économistes, que ce n'est pas ainsi que vous entendez la prévoyance. Vous voulez que, dans ses rares moments de prospérité, l'ouvrier se prépare aux moments qui suivront, et qui lui imposeront des sacrifices impossibles s'il n'a pas eu la prudence de tenir en réserve de quoi y faire face.

Fort bien, nos maîtres! Vous supposez donc que l'ouvrier, quand la chance lui est favorable, gagne trop. Eh bien, vous vous trompez. Aussitôt que son salaire est plus que suffisant pour le faire vivre, la concurrence le fait baisser jusqu'au strict nécessaire, et l'ouvrier n'a pas avancé d'un pouce. Et c'est sur ce nécessaire que vous voulez qu'il épargne quelque chose, comme pour se procurer un cordial qui le rappelle à la vie prête à lui échapper faute de pain! Mais c'est monstrueux!

Vous vous trompez à votre tour, répliquent les prétendus amis des classes souffrantes : l'ouvrier qui travaille a toujours du superflu. Témoin les excès aussi coûteux que honteux auxquels il se livre, en débauches de toutes espèces, et surtout ceux de l'ivrognerie. Nous avons répondu d'avance à cette insinuation. L'ouvrier, aussi bien que le capitaliste, a droit, rationnellement parlant, bien entendu, à se reposer de son travail, après que le labeur lui a procuré ce qu'il en attendait. Ce loisir, l'ouvrier ne l'a pas; la société le lui refuse. La société a raison, je le sais parfaitement, dans le sens du moins de sa propre conservation; car l'ouvrier abuserait immédiatement de son loisir pour se ruer contre elle et se faire justice. Mais là n'est pas la question.

N'ayant pas de loisir pour satisfaire les besoins de son intelligence, puisqu'il n'a que ce qu'il lui faut rigoureusement pour satisfaire les besoins de son corps, que fait-il? Il cherche à s'étourdir; il demande à la boisson l'oubli de l'avenir, c'est-à-dire précisément cette même imprévoyance que les économistes routiniers lui reprochent si amèrement.

Les ouvriers devraient du moins se tenir prêts contre les éventualités des circonstances qui les menacent chaque jour de leur pénible existence, telles que maladies, crises alimentaires, chômages, et, pour finir, *l'impotence* et la vieillesse. Soit. Nous ne nions pas qu'il serait bon que les ouvriers se fissent assurer contre toutes les calamités dont ils sont toujours, on peut dire, seuls à porter le poids; mais il faudrait pour cela que ceux qui traversent ces calamités sans presque en souffrir, payassent la prime à l'assureur. Or cet assureur, qui est-ce? La société. La société qu'est-elle? L'ensemble des hommes associés. Et qu'est-ce qui fait mouvoir, qu'est-ce qui dirige ces hommes? L'intérêt de ceux qui dominent et exploitent la société. Et ce seraient ceux-là mêmes qui rogneraient bénignement leurs propres profits habituels que l'organisation sociale les aide puissamment à grossir? Allons donc! C'est de la niaiserie... ou de l'hypocrisie de l'espèce la plus perverse.

Mais supposons un instant qu'ils exécutent leurs humanitaires projets : l'ouvrier sera, moralement du moins, plus à son aise. Gagnera-t-il davantage? Non. L'émancipation dont *on* l'a gratifié s'y oppose; la concurrence qui lui est imposée, à lui, prolétaire, dépourvu

de moyens d'agir, tant matériels qu'intellectuels, y est un insurmontable empêchement. Nous avons longuement débattu les questions qui se rattachent à l'amélioration du sort fait aux prolétaires, en discutant celles d'un minimum de salaire, de la détermination des heures de travail pour l'homme, la femme et les enfants, l'instruction qu'on leur offre et qu'ils n'acceptent que jusqu'à un certain point, parce qu'elle ne serait utile qu'à leurs maîtres, instruction qu'on voudrait bien leur imposer à coups d'intimidation directe ou indirecte, la prudence qu'on leur prêche dans le mariage, prudence dont on a la meilleure envie de leur faire une loi, en mettant en outre par surcroît de précaution, au mariage qu'ils cherchent à contracter, des conditions auxquelles la grande majorité d'entre eux serait dans l'impossibilité de satisfaire.

On s'est, il est vrai, timidement hasardé à faire observer aux optimistes réformateurs, que la dernière de ces mesures de précaution ne diminuerait en rien la population ouvrière dont l'accroissement leur fait tant de peur. Ils se sont répondu *in petto* que l'accroissement de cette population, constaté sur le registre des naissances, ne leur importait guère; qu'ils ne voulaient aller au-devant que des abus résultant de la multiplication excessive des enfants légitimes de la classe ouvrière, lorsque ces enfants arrivent à l'âge où le défaut de travail leur inspire l'idée de s'insurger. Et ce but, ils l'auraient complétement atteint : car les enfants venus au monde en contravention de la loi disparaissent du banquet social bien avant que la loi leur y indique une place, et partant n'augmentent pas les embarras sociaux, déjà si grands par le manque de places pour ceux à qui cette loi assigne le droit d'en occuper encore.

D'ailleurs la défense de se marier faite à ceux qui ne se trouvent pas dans la position que la naissance leur a assignée, quoique froissant le sentiment de liberté partagé par tout être raisonnable, est beaucoup moins odieux que la légalisation de l'avortement, de l'exposition des enfants, et d'autres aménités philanthropiques dont nos modernes philosophes ont sali le code du doctrinarisme, auquel il ne manquait plus que de pareils rédacteurs pour dévoiler tout l'odieux des conséquences que son application entraîne fatalement après elle.

Nous n'avons pas, non plus, mentionné dans un article à part le *Morcellement* de la propriété foncière. Voici ce que le ressouvenir de ce mot nous fait un devoir d'ajouter à ce que les questions soulevées à propos de l'organisation de la propriété nous ont fait dire.

La société n'a pu être fondée que dans l'intérêt de sa conservation propre, de l'établissement, par conséquent, et du maintien de l'ordre. Or, l'ordre et l'ignorance générale relativement à la réalité du droit (1), ne pouvait, vu l'indétermination de la raison, résulter que de la

(1) Nous avons si souvent parlé de l'ignorance générale relativement à la réalité du droit, expression, avons-nous dit, que, depuis l'émancipation des intelligences, il n'est plus même possible de définir d'une manière sociale, c'est-à-dire, de telle sorte qu'elle soit acceptée comme lien commun, et comme principe du devoir, base de la société; nous avons, répétons-nous, si souvent signalé cette ignorance, que nous croyons devoir apporter ici quelques preuves à l'appui de notre affirmation.

« Le droit, c'est ainsi que s'expriment généralement les sages de notre époque, est tout ce qui est conforme à l'ordre. » Il ne reste alors qu'à déterminer ce qui est conforme à l'ordre. Or, la science actuelle déclare conforme à l'ordre « tout ce que les organes du sens, dirigés par la nature, inspirent à l'homme de faire. » C'est donc l'instinct qu'on appelle *moral*, qui demeure exclusivement chargé de distinguer et d'appliquer le droit; et ce droit *physique* est *naturellement* immanent en notre organisme. C'est clair comme un aphorisme matérialiste.

M. Émile de Girardin avoue franchement qu'il ignore ce qu'est le droit, et il demande à ceux qui le savent de le lui apprendre, mais intelligiblement, évidemment. On n'a eu garde de répondre à son appel.

M. de Romieu ne croit pas à des droits naturels. Le mot *droit* ne présente aucune signification rationnelle à son esprit, parce qu'il n'en trouve pas la traduction dans la nature. Ce mot est d'invention humaine;

force, laquelle était attachée à la propriété. Le monopole le plus complet possible de cette propriété dans le moins possible de mains, était donc essentiel à l'existence de la société.

Lorsque, plus tard, la force s'attacha plus spécialement à la propriété du sol, celle-ci caractérisa la noblesse dominatrice, et, pour demeurer agglomérée, ne fut transmise qu'aux premiers-nés dans chaque famille noble.

Les bourgeois ayant succédé aux nobles, le capital représenta toute la propriété; la

ce n'est donc qu'un mot, un vain son. Cela ne nous semble pas du tout inintelligible; nous nous en référons à M. de Girardin.

Aux yeux du célèbre abbé Lamennais, le droit et le devoir *apparaissaient* déjà, avec une clarté croissante, chez les animaux, *radicalement* les mêmes que dans la société humaine. Est-ce que le droit et le devoir ne sont pas aussi, en ce cas, exactement les mêmes chez les hommes, et ne se bornent-ils pas à ne faire qu'*apparaître*, un peu plus lumineusement, si l'on veut, mais toujours phénoménalement, et rien que phénoménalement?

L'utilitaire Bentham avait, de son côté, déclaré sans périphrases, qu'un droit supérieur à la loi est le plus grand ennemi de la raison. Nous en tirons la conséquence que le droit et la raison sont essentiellement inconciliables, et que se gêner le moins du monde pour se conformer au droit est d'un fou, comme user de la force, n'importe pourquoi ni comment, est la caractéristique du sage.

L'illustre professeur de droit, Poncelet, décide que « ce qui, au législateur qui le proclame juste, semble être de *droit naturel,* » est réellement droit, constitue le droit. C'est le même thème varié dans l'expression.

Un autre professeur, français également, M. Lherminier, a prétendu que « le droit, c'est la vie. » A moins alors que ce ne soit la vie éternelle, c'est en réalité fort peu de chose.

« Dévouement! s'écrie M. Proudhon. Je nie le dévouement; c'est du mysticisme. » Le publiciste socialiste a raison, s'il n'a en vue que le dévouement sans cause, sans motif, le dévouement gratuit, comme on l'a appelé. Mais il généralise; et dès lors, comme il substitue au dévouement qui est le droit de tous, puisqu'il est le devoir de chacun, le pécuniaire *Doit* et *Avoir,* il intronise la force sous sa forme la plus ignoble. Cette bizarre profession de foi, pour ne pas la qualifier plus crûment, n'empêche pas l'éminent écrivain qui l'a émise, de proclamer ailleurs que : « La société ne peut exister sans unité et sans droit! » C'est comme s'il avait établi que l'intérêt seul, l'intérêt d'argent, bien entendu, unit les hommes; que les passions, l'organisme, suffisent pour déterminer le droit. Ce droit-là, nous le nommons *la force.*

Après ces grands noms qui se sont posés comme autorités, nous demanderons à pouvoir citer encore quelques noms plus humbles, mais qui nous rappellent des personnages dont nous avons entendu les paroles, paroles qui nous ont ainsi frappés plus directement.

M. le marquis Diego Soria de Crispan est venu du fond de l'Italie nous enseigner que : « Les droits (le droit probablement) sont la faculté légitime de faire ou d'obtenir, et même de s'abstenir de faire, en société, tout ce qui est conforme à l'ordre moral de la nature, et qui se trouve être un moyen valable et efficace, pour obtenir la plus heureuse conservation, combinée avec le perfectionnement le plus complet de l'homme, sans que dans l'exercice de cette faculté on puisse rencontrer d'opposition quelconque. »

Si cette définition de l'écrivain exotique, qui offre peut-être un sens au delà des Alpes, mais à laquelle nous avouons humblement ne rien comprendre; si cette définition n'est pas la plus claire, elle est en récompense la plus longue, croyons-nous, de toutes les définitions connues. Néanmoins il eût été bon que cet écrivain se fût expliqué, en définissant nettement ce qu'il entend par *l'ordre moral de la nature,* que, selon lui, le droit doit représenter; nous saurions alors ce qu'il a eu l'intention de nous apprendre, avantage dont la jouissance nous est actuellement refusée. Car nous ne concevons pas comment la *nature* puisse avoir *un ordre moral,* à moins que *le moral* n'ait de son côté un *ordre naturel.* Nous concluons donc que M. Diego Crispan ne distingue ni le moral ni le physique, que par conséquent il les confond dans un seul ordre, qui est l'ordre matériel, et qu'enfin sa définition des droits a implicitement pour but de poser en fait qu'il n'y a point de droit.

M. le professeur Ahrens, fort goûté en Allemagne et qui a précédé M. le professeur Tiberghien à notre université de Bruxelles, a laissé à ses disciples les formules suivantes, qui à ses yeux expriment la valeur du droit (voir son *Cours de droit naturel ou de philosophie du droit*) :

« *Le droit* naturel, qui est le droit absolu, le droit, en un mot, est indépendant des lois établies. »

force échut en partage aux familles riches, dont les membres indistinctement acquirent un droit égal. Il s'ensuivit une division sans terme assignable, morcelant la propriété foncière comme celle de la richesse mobile, et créant ainsi pour la société un danger que le régime nobiliaire avait si sagement prévu et conjuré par l'inféodation de la propriété immobilière à un seul individu par groupe familial.

Le besoin, disons mieux, la nécessité de ne pas laisser déchoir la force sur laquelle

C'est tout l'opposé de ce que disent MM. Poncelet et Bentham : de quel côté est la vérité?

« Le droit est le but rationnel de la vie de l'homme. »

« Le droit (personnel) renferme l'ensemble des conditions d'où dépendent la reconnaissance ou le respect, la conservation et le développement de la personnalité sous toutes ses faces et dans toutes ses manifestations. »

Enfin, dans une paraphrase passablement servile de ce qu'on vient de lire, le professeur d'outre-Rhin s'exprime comme on va lire :

« Il y a donc une science spéciale qui expose l'ensemble des conditions dépendantes de la volonté humaine, qui sont nécessaires pour l'accomplissement du but assigné à l'homme par sa nature rationnelle; et cette science est celle du droit, dont nous avons ainsi trouvé une définition exacte et rigoureuse. » Eh bien, nous n'avons vu, nous, auditeurs bénévoles, qu'une chose dans cette définition, c'est qu'elle est tout aussi diffuse et qu'elle n'est guère moins nuageuse que celle de M. le marquis Diego Soria de Crispan. La définition exacte et rigoureuse de M. Ahrens eût été à sa place dans notre *Dictionnaire*, aux articles *Galimatias* et *Vague*.

M. Tiberghien, l'élève chéri de M. Ahrens, nous irons jusqu'à dire son saint Jean, son *alter ego*, vient de publier un petit traité sur l'enseignement obligatoire (*Revue trimestrielle*, tome XXII), où il ne définit rien, pas même le droit dont il s'occupe, savoir, celui à recevoir l'instruction, la meilleure manière cependant, à notre avis, de démontrer, si ce n'est l'obligation de donner l'instruction même un peu de force, du moins celle de l'accepter quoique de mauvais gré.

M. Tiberghien se pose des questions qui trahissent le doute, et qui finissent par engendrer la négation dans l'esprit du lecteur qu'il n'a pas même l'art de maintenir dans le scepticisme par le semblant d'une solution quelconque, se rapportant, n'importe comment, à l'une ou à l'autre des questions soulevées si malencontreusement. Voici les principales :

« Qu'est-ce que le droit? Le droit se divise en droit naturel et en droit positif; mais que sont, et le droit positif, et le droit naturel? » M. Tiberghien n'en sait pas le premier mot.

« L'instruction est-elle un droit pour l'enfant? L'enfant a-t-il droit à l'éducation et à la nourriture (autant valait se demander, *in genere*, l'enfant a-t-il des droits)? La propriété et les contrats ou obligations civiles constituent-ils des droits? A-t-on droit à la liberté, à l'égalité, à l'association? » M. Tiberghien ne le sait pas davantage.

Ce n'est pas là ce qui nous étonne. Ce qui nous étonne, ce qui fait plus même que nous étonner, ce qui nous stupéfie, c'est que M. Tiberghien qui ignore ce qu'est le droit, et même s'il y a ou s'il n'y a pas un droit réel, attribue à la société (être collectif, fictif par conséquent, et sans possibilité d'exercer un droit quelconque), le droit d'*obliger* les enfants à apprendre, et les parents à les faire instruire, le tout sous peine pour ces derniers d'être condamnés à une amende, que l'ouvrier (car l'ouvrier seul ici, le prolétaire, le pauvre, sont en question) est hors d'état de payer, ou à l'emprisonnement, dont les suites immanquables sont, pour sa famille une ruine plus ou moins prochaine, pour lui la misère, l'acheminement vers l'hôpital et la mort.

Supposons un instant que la société ait effectivement des droits et en use; si elle a, par exemple, celui de *contraindre* les individus à jouir de ce qu'elle appelle *les bienfaits de l'éducation*, elle a au même titre celui de forcer tous ses membres à vivre en hommes libres et égaux entre eux, et à s'associer les uns avec les autres en vrais frères : M. Tiberghien qui sait fort bien qu'il ne peut y avoir qu'une espèce de droit véritable, comprenant nécessairement tous les droits qui en son dérivés, met avec raison sur une seule et même ligne ceux que nous venons d'énumérer. Mais y a-t-il réfléchi? Ne voit-il pas que la conclusion de son raisonnement est celle-ci : Puisque la jouissance d'un droit peut être imposée par la société, il est du devoir de celle-ci de punir quiconque répudie ses droits ou seulement les néglige. Or c'est là la justification complète de la fameuse devise, de sanglante mémoire : *Liberté, égalité, fraternité,*

reposait tout l'édifice social, existait toujours. Car notre société actuelle est issue de la société primitive et en est la continuation. Elle a, d'une part, la même raison d'être, savoir : l'ignorance de la vérité, et par conséquent l'indispensabilité de la force, en d'autres termes, de l'accumulation de la richesse, qui constitue la domination de quelques-uns sur tous les autres. Mais, d'une autre part, entraînée par les exigences de la liberté sans limites ni frein, qui nous fait *tourbillonner* tous, plus ou moins régulièrement, la société

ou la mort! justification incompatible, dans le sens absolu du mot, avec les tendres *instincts* dont l'âme de M. Tiberghien est *douée* (nous empruntons, sans l'approuver, cette phraséologie aux philosophes de l'école de M. Tiberghien), instincts qui élèvent une barrière infranchissable entre ses sentiments *naturels* de bienveillance et l'application du système si effroyablement énergique de la *Terreur*.

Nous nous arrêtons, non faute de matière, mais par lassitude. Maintenant qu'on prononce : Étions-nous, oui ou non, fondés à affirmer que la société ignore si le droit est réel et, à plus forte raison, quelle est la véritable détermination de ce droit? Et puisqu'il n'y a que *droit* ou *force*, avions-nous si grand tort de dire que la société ne connaît et ne reconnaît que la force, qu'elle n'a été organisée que par la force, établie que sur la force, et qu'elle est encore aujourd'hui dirigée par la force exclusivement.

La confusion du droit avec la force est l'erreur-mère de notre époque, et, nous le répétons une dernière fois, aussi longtemps que toutes les erreurs, toutes les opinions, tous les préjugés, sans en excepter un seul, ne seront pas généralement et radicalement détruits, il n'y aura, sous le rapport moral, bien entendu, rien de fait pour la société. Qu'est-ce qui, au moment même où nous traçons ces lignes, menace le monde civilisé d'un nouveau bouleversement? L'opinion erronée que l'espèce humaine est *naturellement*, c'est-à-dire fatalement, divisée en diverses races, destinées chacune à s'agglomérer sans qu'elles se mêlent jamais, du moins d'une manière durable, les unes avec les autres.

Nous avons plus que surabondamment démontré que la distinction des hommes en races n'est fondée que sur une idée préconçue, un préjugé, née elle-même de l'observation de certaines similitudes illusoires et donnant lieu à des classifications dépourvues de toute réalité (voir le mot *Races*). Nous avons établi en outre qu'il n'y a entre les hommes aucune différence essentielle, c'est-à-dire absolue, persistante, malgré toutes les modifications accidentelles; qu'il n'y a que des apparences de diversité, dues à des circonstances variables et d'où ne résulte jamais une véritable distinction. Le préjugé qui *réalise* les races, n'en règne pas moins sur nos sociétés, et les fripons (nous appliquons cette épithète aux souverains aussi bien qu'à leurs sujets lorsqu'ils la méritent), les fripons feignent d'embrasser cette erreur pour troubler le monde, dont ils disposent à ce prix à leur convenance et à leur profit exclusivement. Quant aux dupes, elles y croient avec d'autant plus de sincérité, que le mensonge professé en haut lieu les fanatise en faveur d'une opinion qui leur semble l'expression de ce que Dieu lui-même a révélé. Ils se croisent donc avec ardeur pour aller reconstituer dans le sang de prétendues familles humaines qui n'existent que dans des cerveaux malades.

L'humanité a été scindée, il est vrai, en nations séparées par les religions, les sentiments, les mœurs ou plutôt les habitudes, par les préjugés, en un mot. Il n'y a pas plus de *nations naturelles*, c'est-à-dire de nations organisées uniquement sur les conditions physiques des hommes, que des *frontières naturelles* entre les nations, c'est-à-dire des frontières déterminées surtout par l'interposition de la mer, d'un fleuve, d'une chaîne de montagnes, etc. La société rationnelle finira par ne former qu'une seule et même famille, ou elle périra dans les étreintes de l'anarchie, qui la fractionnera jusqu'à ce qu'il ne reste plus que des individus s'entre-déchirant pour se dévorer.

Après ce que nous venons de dire, le lecteur du *Dictionnaire* nous demandera-t-il : « Quelle est notre définition, à nous, du droit réel? » A moins qu'il n'ait cherché qu'à satisfaire une vaine curiosité, sans plus, nous ne le pensons pas. Cependant, comme son attention pourrait lui avoir fait défaut, nous nous croyons le devoir de le renvoyer à notre article *Droit*, où la signification du mot est déterminée incontestablement, et où le droit est considéré dans tous ses rapports avec l'ordre social. Au surplus, si l'on veut absolument une définition, sinon plus exacte, du moins plus concise que celle que nous avons donnée ailleurs, nous nous empresserons de satisfaire ce désir. Il nous suffira pour cela de résumer nos idées à ce sujet, et, ne changeant que les mots qui les expriment, de dire sommairement : « Le droit (la vérité, la raison) est ce qui doit être, ce qui sera; comme le fait (la force, la nécessité) est ce qui est. »

doit forcément laisser le morcellement des terres avoir son libre cours, sans égard à l'impossibilité où la division extrême du sol mettra finalement tous les travailleurs indistinctement de rien produire. Que ressort-il de là? La même contradiction que nous avons signalée dans tous les mouvements de nos sociétés, savoir l'inqualifiable contradiction de prétendre prolonger leur existence par les moyens précisément qui auront pour suite leur mort plus ou moins prochaine, mais assurée et définitive.

Quel rapport, demandera-t-on peut-être, cela a-t-il avec le prolétariat? Aucun. La propriété du sol monopolisé par les nobles était la garantie de l'ordre sous lequel gémissaient les prolétaires, mais sans avoir connaissance de son injustice radicale, c'est-à-dire sans se douter de la possibilité de la réformer. La richesse, sol et produits du sol et du travail, partagée entre les capitalistes, laissa aux prolétaires leur lot de misère et de douleur. Il n'y eut de changé que le soi-disant progrès moral en progrès matériel vers le mal, progrès effectif celui-là et réel, progrès de la confusion, du désordre et des souffrances de l'humanité en masse; ce progrès-là a ceci de consolant qu'il amènera infailliblement un changement qui ne pourra, en tout état de cause, qu'être favorable aux prolétaires, si même il ne supprime pas du coup une classification devenue anarchique au plus haut point.

La force est comme la raison; elle n'a de puissance nulle part si elle ne domine partout. Nous sommes sous l'empire de la force exclusivement, et nous le serons jusqu'à ce que la raison ait été acceptée pour la remplacer. N'est-ce pas la force qui règle les différends entre les peuples? et dès lors ne décide-t-elle pas en reine et maîtresse des intérêts des individus dont chaque nation se compose?

Découverte et socialisation de la vérité, suppression des nationalités, entrée du sol à la propriété collective, et facilités égales pour tous les hommes de prendre leur part des connaissances, léguées à la postérité par les hommes qui ont vécu avant eux : c'est notre dernier mot, et il exprime en quelques paroles tout notre *Dictionnaire*.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MOTS CONTENUS DANS CE DICTIONNAIRE.

A

(1) Les articles marqués d'un * sont nouveaux.

A

B

C

D

F

G

H

I

J

L

M

N

O

P

S

T

U

V

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

(En vente chez lui, rue des Épingles, 47, et chez tous les libraires).



LA RÉALITÉ DÉTERMINÉE PAR LE RAISONNEMENT, ou Questions sociales sur l'homme, la famille, la propriété, le travail, l'ordre, la justice et sa sanction nécessaire, la religion. 1848.

CATÉCHISME SOCIAL. 1850.

EXAMEN CRITIQUE, au point de vue de la raison, de la doctrine chrétienne, enseignée dans les catéchismes de l'Église romaine. 1853.

CATÉCHISME RATIONNEL, à l'usage de la jeunesse, précédé d'une courte instruction pour les enfants. 1854.

RÉSUMÉ DE L'HISTOIRE DU CHRISTIANISME, depuis Jésus jusqu'à nos jours. 1856.

MÉMOIRES DE SCIPION DE RICCI, évêque de Pistoie et Prato, sous le règne de Léopold d'Autriche, grand-duc de Toscane. 1857.



